



**Thèse présentée par  
Jean LIYONGO  
EMPENGELE**

**UNIVERSITE DE KINSHASA  
FACULTE DES SCIENCES  
SOCIALES  
ADMINISTRATIVES ET  
POLITQUES**

**Les grandes radios internationales et  
l'aliénation culturelle en Afrique noire à  
l'ère de la mondialisation : l'impact de  
l'action de R.F.I. sur un public intellectuel  
de Kinshasa, 1989-2011**

---

**Février 2012**



18 FEV. 2013

15373

**UNIVERSITE DE KINSHASA**



**FACULTE DES SCIENCES SOCIALES  
ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES**  
**Département de Sociologie**



**LES GRANDES RADIOS INTERNATIONALES  
ET L'ALIENATION CULTURELLE EN AFRIQUE NOIRE  
A L'ERE DE LA MONDIALISATION**

L'« impact » de l'action de R.F.I.  
sur un public « intellectuel » de Kinshasa (1989-2011)

Par

**Jean LIYONGO EMPENGELE**

*Diplômé d'Etudes Supérieures en Sociologie*

Thèse présentée et soutenue publiquement en vue de l'obtention  
du titre de **Docteur en Sociologie**

Sous la direction du Professeur KIBANDA MATUNGILA

**Février 2012**



**EPIGRAPHE**

*« L'arme la plus puissante que detient l'opresseur  
est l'esprit de l'opprime »*

(Steve Biko)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

**DEDICACE**

*A Pauline Bosombo (+) et Pascal Bonsange (+),  
nos chers parents d'heureuse memoire,  
pour nous avoir donne tout ce qu'ils pouvaient donner ,*

*A Dan, Joel, Andy et Joyce, nos chers enfants,  
pour qu'ils se disposent a prendre papa pour modele  
dans la recherche de l'excellence ,*

*A Gisele Mabongo, notre chere epouse,  
pour avoir su faire face avec courage et abnegation  
aux « dommages collateraux »  
causes a notre foyer par ce travail laborieux de these ,*

*A la litanie de tous les nôtres (morts et vivants)  
freres et sœurs, cousins et cousines,  
oncles et tantes, neveux et nieces,  
pour tout ce qui peut servir de temoignages ,*

***Nous dédions ce travail***

## REMERCIEMENTS

*Arrive au terme de notre cycle d'études doctorales, en sociologie, nous nous voyons dans l'obligation de remercier un certain nombre de personnes (aussi bien physiques que morales) qui ont contribué directement ou indirectement soit à notre formation scolaire et/ou universitaire soit à la réalisation du présent travail scientifique de thèse*

*Nous pensons en premier lieu au Professeur KIBANDA MATUNGILA, notre principal encadreur scientifique à la Faculté et directeur de cette thèse, pour sa disponibilité permanente et sa rigueur dans le travail scientifique. Modèle d'enseignant d'université digne de ce nom, il nous a fait bénéficier d'un encadrement scientifique des plus volontaristes et des plus porteurs (en termes de « modèle à suivre » d'enseignant-chercheur et de cadre scientifique) auxquels les jeunes chercheurs africains ont normalement besoin en ces temps durs de crises. Nous le remercions de tout cœur en promettant de rendre les « avantages » reçus à la postérité*

*Notre marque de reconnaissance va également à l'endroit des professeurs TSHUNGU BAMESA (de notre Faculté) et Lino PUNGI (de l'Université Catholique du Congo), qui ont fait partie de l'« équipe d'encadrement » chargée de nous guider dans le processus de production de notre dissertation. Leurs remarques pertinentes nous ont permis d'enrichir considérablement la qualité de celle-ci. Qu'ils veillent accepter nos remerciements sincères*

*Au-delà de nos encadreurs scientifiques attitrés, nous tenons à remercier des chercheurs amis qui ont eu à lire et à enrichir l'avant-projet de cette thèse. Il s'agit respectivement du Dr Thomas ATENGA, politologue, du Cameroun, et du Dr BADIBANGA MPUMBU, clinicien, de la RDCongo. À ceux-ci s'ajoute Marie-Soleil FRÈRE, Enseignante à l'Université libre de Bruxelles, qui fera des remarques décisives à notre projet définitif de thèse lors de notre séjour de recherche en Belgique avant de nous orienter vers **Radio France Internationale** (à Paris) où elle avait découvert une documentation intéressante en rapport avec notre sujet de travail*

*Certaines personnes morales ne sont pas à oublier : le **Musée royal de l'Afrique centrale (MRA C)** de Tervuren en Belgique qui nous avait accueilli en Hiver 2008 pour un « Stage de recherche » ainsi que le **Centre d'Etude Politique (CEP)**, ce « Sanctuaire de la recherche » où nous évoluons comme Chercheur parallèlement à notre fonction d'Enseignant/Chercheur à la Faculté des*

*Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kinshasa La collaboration entre ces deux structures a été une aubaine pour nous dans la mesure où la bourse de recherche nous accordée, dans ce cadre, nous avait donné l'occasion d'accéder facilement à des données d'archives et de littérature scientifique (à l'instar de celles trouvées dans les **Archives africaines** du Ministère belge des Affaires étrangères et à RFI) auxquelles nous n'aurions pas pu accéder dans notre pays. Que les responsables du C E P (Jean OMASOMBO, Noël OBOTELA, Arsène MWAKA) et ceux du M R A C (dont Sabine CORNELIS, chef de sa Section « Histoire du temps colonial ») trouvent ici notre marque de reconnaissance*

*S'agissant toujours des personnes morales, nous n'oublions pas l'accueil et la sollicitude nous réservées au **Service de documentation de RFI**. Nous remercions vivement ses responsables. De la même manière nous nous voyons dans l'obligation de penser à la « Petite subvention » que nous avons reçue du **CODESRIA** (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique), en 2005, dans le cadre des « Petites subventions pour la rédaction des mémoires et des thèses » que celui-ci accorde par an (après sélection des projets de recherche) aux chercheurs africains évoluant en Afrique. Nous restons reconnaissant à l'endroit dudit organisme*

*Nous avons eu à capitaliser certaines de nos discussions avec des amis, en rapport avec nos préoccupations de recherche. Nous estimons qu'ils méritent tout aussi nos remerciements. Il s'agit d'abord de notre regretté « camarade » Grégoire TSHIBANGU MENDA que le destin arrachera malheureusement à notre affection avant la fin de notre étude. Il s'agit, ensuite, de toute la « cohorte » de nos collègues membres du C E P : Leon TSAMBU, Jacques TSHIBWABWA, José BAZONZI, Willy KALALA, Marie-Fidèle KASHIMWABI, Philemon MWAMBA, Clémentine SANGANA, Félicien KABAMBA, Dominique TSHIENKE, Célestin TSHIMANDE, Romain ZIMANGO, Catherine ODIMBA, Félicité LANGWANA, Emmanuel KASONGO, Jean-Pierre LOTOY, Célestin MUSAO, Didier PIDIKA, Jules KASAYI, Gauthier MUSENGE, Nelson PALUKU, Cocotte L'UENDO, Neneh KAJIR-DIUR. Que chacun se sente honoré par ce travail*

*Nous accordons « mention spéciale » au Professeur Ignace MUKABA MBUTU qui avait facilité notre intégration à la Faculté comme **Assistant** et n'oublions pas d'autres membres du personnel enseignant de cette Faculté, qui sont liés d'une manière ou d'une autre à nous : Profs Ruffin NGOMPER, André LUBANZA, Edouard LONGANDJO, Donatien OLELA, Pascal KAPAGAMA, Mathieu KALELE, Emile BONGELI, Clément MWABILA, Albert MULUMA,*



*Evariste TSHISHIMBI, François PALAMA, Adélarde NKUANZAKA, Hubert NTUMBA, Chefs de Travaux Moreno BOONGI, J-G BAENDE, ABDALA SELEMANI, EBUMBU N, François KUMINGA, Eleuthere MAVUNGU, Alain PERO, Delphin KAYEMBE*

*Nos enseignants d'hier, à l'Université de Lubumbashi ou nous avons fait nos premiers pas dans la formation universitaire, méritent d'être honorés Avec eux tous les autres qui ont contribué à notre formation post-universitaire à l'Université de Kinshasa, mais aussi tous nos enseignants du primaire et du secondaire Au secondaire, à l'Institut Frère Iloo de Mbandaka (appartenant à la Congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes), deux enseignants nous ont profondément marqué par leur sens d'organisation et leur amour du travail bien fait dans la rigueur (sur fond d'un esprit d'abnégation infatigable) les "Frères" Bernard Leon JONGEN et Joseph VANDENDRIESCHE Ils demeurent nos "modèles" dont les valeurs véhiculées nous guident dans notre vie professionnelle d'Enseignant Que ceux-ci et ceux-là soient remerciés, à jamais, pour tous les sacrifices consentis en faveur de notre formation*

*Nous ne perdons pas les souvenirs de notre adolescence très marquée par notre exposition à l'action des Radios internationales, laquelle (exposition) a créé un « lien étroit » entre nous et celles-ci Le choix de notre sujet de thèse tient en partie à cela D'où, Roger YENGA NDULA et Gabriel BOMBAMBO BOSEKO, nos condisciples de l'école secondaire et « compagnons dans l'écoute des Radios internationales » à cette époque, méritent d'être remerciés aussi Leur « apport historique » à ce travail est indéniable Qu'ils trouvent ici leur part de satisfaction morale*

*Enfin, certains membres de notre famille (et leurs conjoints) sont à remercier très vivement Il s'agit de nos oncles Antoine NSANZAKO (+) et José-Ernest EMEMBELE IMPONGE et de notre cousin Amcet BOSONGO, de nos frères Gérard BONTÉE et Willy BONSANGE ainsi que de notre petite sœur Monique BOLUWA, de nos cousins et oncle qui partageront avec nous la dure vie étudiante de la décennie '80 à l'Université de Lubumbashi Antoine BOFAAKA et Eddy ISEKAMA ainsi que Joseph BOLOLA « Boben » (+) A tous nous disons grand merci pour leurs contributions, substantiellement matérielle pour les uns ou simplement morale pour les autres, à notre formation intellectuelle et à la réussite de notre vieux projet de produire une thèse de doctorat*

*Fait à Kinshasa, le 1<sup>er</sup> décembre 2011*

*Jean LIYONGO EMPENGELE*

## LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

<b>AFDL</b>	Alliance des forces democratiques pour la liberation du Congo
<b>AFRICOM</b>	U S Africa Command
<b>AIE</b>	Appareils ideologiques d'Etat
<b>AIEA</b>	Agence internationale de l'energie atomique
<b>AFP</b>	Agence France Presse
<b>AMF</b>	Asiatic Monetary Founds
<b>ASADHO</b>	Association africaine de defense des droits de l'Homme
<b>BBC</b>	British Broadcasting Corporation
<b>CD</b>	Compact disc
<b>CFII</b>	Chaîne Française d'Information Internationale
<b>CIA</b>	Central Intelligence Agency
<b>Cie</b>	Compagnie
<b>CFI</b>	Canal France International
<b>CIRET-AVT</b>	Centre International de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme & l'Aide au Victimes du Terrorisme
<b>CNN</b>	Cable News Network
<b>CNT</b>	Conseil National de Transition [libyen]
<b>CODESRIA</b>	Conseil pour le developpement de la recherche en sciences sociales en Afrique
<b>CPI</b>	Cour Penale Internationale
<b>CRS</b>	Compagnies republicaines de securite
<b>DES</b>	Diplôme d'etudes superieures
<b>DGD</b>	Directrice generale delegue
<b>DI</b>	Discours indirect
<b>DW</b>	Deutsche Welle [La Voix de l'Allemagne]
<b>EU</b>	Etats-Unis (d'Amerique)
<b>FIDH</b>	Federation internationale des droits de l'Homme
<b>FM</b>	Frequence modulee
<b>FMI</b>	Fonds Monetaire International
<b>FPR</b>	Front patriotique rwandais
<b>FIS</b>	Front islamiste du salut

<b>JED</b>	Journalistes en danger
<b>IRIS</b>	Institut des Relations Internationales et Strategiques
<b>MLC</b>	Mouvement pour la liberation du Congo
<b>MONUC</b>	Mission de l'Organisation des Nations-Unies au Congo
<b>NOMIC</b>	Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication
<b>NTIC</b>	Nouvelles technologie de l'information et de la communication
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>ONG</b>	Organisme non gouvernemental
<b>ONU</b>	Organisation des Nations-Unies
<b>ONUCI</b>	Operation des Nations-Unies en Côte d'Ivoire
<b>OTAN</b>	Organisation du Traite de l'Atlantique Nord
<b>PIB</b>	Produit interieur brut
<b>PPA</b>	Parite de pouvoir d'achat
<b>RCD</b>	Rassemblement des Congolais pour la democratie
<b>RDC</b>	Republique democratique du Congo
<b>RFI</b>	Radio France Internationale
<b>RGF</b>	Roger Guy Folly
<b>RTGA</b>	Radio-television du Groupe l'Avenir
<b>RTNC</b>	Radio-television nationale congolaise
<b>SMS</b>	Short Message Service
<b>TU</b>	Temps universel
<b>TV</b>	Television
<b>UA</b>	Union Africaine
<b>UE</b>	Union Europeenne
<b>UNESCO</b>	United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization
<b>UNIKIN</b>	Universite de Kinshasa
<b>URSS</b>	Union des Republiques Socialistes Sovietiques
<b>VOA</b>	Voice of America [La Voix de l'Amerique]

# INTRODUCTION

## 1 Justification du choix du sujet

Aujourd'hui plus qu'hier, les analystes spécialisés dans les questions liées aux expériences de communication Nord-Sud par les Grandes radios internationales<sup>1</sup> trouvent toujours à redire sur l'« impact négatif » de l'action de ces médias, dans les sociétés du Sud. Ce jugement est déterminé par le caractère « suspect » de l'engagement outre de ces médias dans l'information des publics étrangers<sup>2</sup> pour lequel on les aligne sans hésitation sur la liste des facteurs intervenant dans la production de **l'aliénation culturelle** dans les sociétés en question (d'Afrique et d'Amérique du sud notamment), liste reprenant déjà en bonne place des structures et/ou institutions de socialisation telles que l'École, l'Église, la Presse, coloniales ou post-coloniales)<sup>3</sup>. Nous comprenons globalement ce phénomène à la suite de Jean-Philippe Omotunde, en termes de *reflexe psychologique de rechercher la valeur de ce que l'on est dans les yeux des autres*<sup>4</sup>.

Cette idée d'un impact négatif de l'action de ces médias se crédibilise en premier lieu à la lumière des conclusions « internationalement reconnues » du **Rapport Mc Bride** de la Commission internationale mise en place en 1977 par l'**UNESCO**, pour étudier les problèmes posés dans le monde en ce temps-là (et même aujourd'hui comme notre travail va le démontrer) par le déséquilibre très criant de l'ordre mondial de l'information et de la communication<sup>5</sup>. Un rapport qui avait eu à fustiger plusieurs « maux » dont l'aliénation

<sup>1</sup> Il s'agit de BBC, RFI, VOA et DW (Deutsche Welle/ Voix de l'Allemagne) qui sont « grandes » à cause de la puissance qu'elles portent en elles à travers la puissance politique et diplomatique de leurs pays. Les trois premiers sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU : la Grande-Bretagne (pour BBC), la France (pour RFI), les États-Unis (pour VOA). Quant à l'Allemagne (pour DW), c'est la 1<sup>ère</sup> économie de l'Europe. Cette puissance se traduit matériellement par des armadas organisationnelles et techniques mises à leur disposition par leurs gouvernements pour aiguïser leur action.

<sup>2</sup> Leur engagement, sur le dos de leurs gouvernements aux intérêts antagoniques avec ceux des publics pris en charge (gratuitement !), se confond avec les efforts de propagande de ceux-ci dans l'obligation d'en attendre des « dividendes ». C'était vrai hier, c'est vrai aujourd'hui. Notre recherche va le démontrer.

<sup>3</sup> La force de cette opinion tient à l'accumulation par les Africains des stigmates produits par la domination culturelle imposée aux sociétés du Sud à travers l'action des structures et institutions citées.

<sup>4</sup> J.P. Omotunde, *Discours afrocentriste sur l'aliénation culturelle*, Paris, Editions Menarbus, 2006, p. 31. Par « les autres », cet auteur nous fait sans doute penser aux Occidentaux auxquels il se réfère pour traiter des comportements d'aliénation culturelle dans le monde noir (en Afrique et en Amérique latine).

<sup>5</sup> S. Mc Bride, *Voix multiple un seul monde. Communication et société aujourd'hui et demain*. Paris, Niles Editions africaines/Unesco, 1980. Ce document expose la volonté unanime de voir naître un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC). Cette question sensible des relations Nord-Sud d'hier et d'aujourd'hui qui ne semble plus être évoquée aura certainement à attirer les critiques après notre étude [c'est un des objectifs de notre présente étude].



culturelle, considérée comme produit de l'**invasion culturelle** (essentialiste) des sociétés du Sud par les moyens de communication des principales puissances du Nord [caractère essentialiste qu'on pouvait aisément lire à travers le refus catégorique des dites puissances « bénéficiaires » de la situation stigmatisée d'accepter l'instauration de ce NOMIC]<sup>6</sup>

L'invasion culturelle évoquée pouvait donc, dans ces conditions d'une « opacité » (entretenu) de la société mondiale de cette époque de la Guerre froide, contribuer sans trop d'obstacles à la production ou au renforcement de la réalité « alienation culturelle ». Cela d'autant plus que l'obscurantisme y trouvait un sens, dans ce contexte où les luttes idéologiques entre l'Est et l'Ouest ne pouvaient pas ne pas influencer le fond tout comme la forme de l'engagement des Gouvernements du Nord dans l'information des publics du Sud. Les grands médias audiovisuels de l'Ouest (**BBC, VOA, DW, RFI**) et ceux de l'Est (**Radio Moscou, Radio Berlin Internationale**) étaient ainsi exploitées, officiellement pour informer les publics cibles (du Sud) alors que les observateurs lucides y trouvaient de la pure propagande à des fins de lutte politique et/ou de concurrence économique.

Ces observateurs (intellectuels, scientifiques, etc.) trouvent de la matière à ce sujet dans le fait que les publics-cibles (du Sud) sont pris en permanence dans l'étau de deux « feux devastateurs » dont la synergie d'actions les amène à avoir la capacité destructrice des consciences historique et critique des individus constituant ces publics-cibles. Ils sont « coincés » simultanément par les « censures politiques » de leurs propres gouvernements et par les « matraquages des esprits » entretenus par les gouvernements du Nord, à travers plus d'une structure et/ou institution spécialisée de socialisation (dont les grandes radios et télévisions internationales) ayant grandement pris sur ces populations du Sud.

Ainsi, il ne serait pas exagéré de notre part de parler de la possibilité de déboucher sur des situations de « blocage des esprits », autrement dit d'alienation culturelle, dans de telles sociétés à la merci des « informateurs » occidentaux aux médias performants.

Nous ne serons cependant pas surpris, que nous soyons incompris avec cette façon de voir les choses, à l'ère actuelle de la Mondialisation (culturelle) supposée amener de la

---

<sup>6</sup> Il s'agissait notamment des États-Unis, de la Grande Bretagne et de la France, qui trouveront des prétextes fallacieux pour contraindre l'UNESCO à faire marche arrière. Elles suspendront leur participation (et leurs grosses contributions financières) dans cet organisme international, en arguant que cette idée d'un NOMIC était « soufflée » par l'URSS qu'ils présentaient comme l'incarnation d'une puissance violatrice des « droits de l'Homme » à cette époque « très opaque » de *Guerre froide*.

« transparence » dans le monde. Mais, l'observation et l'esprit critique, nous pousseront à braver cet argument inconsistant en repliquant par l'évocation d'une conséquence de plus en plus observable de cette transparence : elle favorise l'émergence d'une nouvelle forme de « pensée unique ». Cette pensée, fécondée par cette idée tout à fait erronée de voir en l'explosion actuelle de la communication une opportunité historique d'« harmonisation » de l'ordre mondial de l'information et de la communication<sup>7</sup>, est devenue un « piège » dans lequel tombent certains Africains dans l'analyse des rapports Nord-Sud.

Nous l'avons observé à Kinshasa, en cherchant à savoir un peu plus sur l'impact des Actions occidentales d'information collective (de socialisation) des Africains à l'ère de la Mondialisation. Nous avons, à cette occasion, relevé la tendance très prononcée de nos interlocuteurs à encenser les « acquis de la Mondialisation » tel que l'« avantage » de vivre la circulation abondante des informations à travers Internet et le téléphone GSM. Il y a « piège » parce que le vécu de la « transparence » tant idéalisée pousse les récepteurs de ces informations à la tendance à trop relativiser (imprudemment) les possibilités d'influences négatives des productions médiatiques occidentales.

Beaucoup arrivent à cette « imprudence » à travers des arguments superficiels tels que « la période de l'après-guerre froide, qui est également celle de la Mondialisation, a « égalisé » le droit d'accès à l'information de tous les publics du Nord comme du Sud », « l'avantage pour tous d'être informés en *temps réel* et échanger les messages vers toutes les directions géographiques du choix de chacun rassure tout le monde, du Nord comme du Sud ». À la lumière de ces développements, il va de soi que la question de l'impact de l'action des Grandes radios internationales puisse continuer à inspirer de doute, sur ce qui a longtemps été stigmatisé comme son côté négatif (l'aliénation culturelle, pour nous).

Notre observation suivante, toujours à Kinshasa, sur cette même question (qui, au vu de la pregnance de tous les éléments exposés, appelle une vérification plus pointue), le confirme à travers trois arguments<sup>8</sup> forts qui jaillissent dans les opinions plaidant pour un « dédouanement » pur et simple des médias incriminés (les Grandes radios occidentales).

<sup>7</sup> Cette vision relève de l'illusion, les rapports de force (entre dominants du Nord et dominés du Sud) à la base du déséquilibre dénoncé dans le Rapport Mc Bride n'ont pas disparu, ils ont bien pris des formes et/ou des pistes « brouillées » (cf. Noam Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planète ?*, Fayard, 2004).

<sup>8</sup> Nous avons retenu ces « grands arguments » après des longs échanges lors des « entretiens préliminaires » à cette recherche que nous avons eus avec des collègues et des étudiants de l'Université de Kinshasa, tous faisant partie de l'« Opinion publique » prise en référence ici.

Ce sont 1) Le déploiement tentaculaire de ces Grandes radios internationales (à travers l'essaimage de leurs Stations-relais FM) dans un grand nombre de pays du Sud et l'aval leur accorde par les gouvernements de ces pays du Sud, à l'ère de la « démocratie »<sup>9</sup> 2) La nouvelle tendance de presque toutes les Grandes radios internationales à meubler leurs grilles de programmes avec d'innombrables programmes interactifs<sup>10</sup> 3) Cette sorte de sentiment d'être « mondialisés », qu'éprouvent les publics africains de radios, par le fait de vivre quotidiennement certaines situations (surréalistes hier) de « face-à-face » entre des personnes éloignées par la géographie mais trop « rapprochées » par les ondes

Pas de doute possible, il y a **piège de l'illusion** dans des tels arguments simplistes puisque non considérés suivant la vision réaliste de la « communication comme processus social »<sup>11</sup> Avec la vision de la communication comme processus social on peut découvrir le « Schéma de communication » [*Source (d'information)/Messages/medias/publics*] qui fait supposer l'implication de forces sociales diverses Ceci avec la possibilité de détecter la réalité que Stéphane Olivesi, à la suite de Pierre Bourdieu, qualifie de « Jeu social et enjeux de société »<sup>12</sup>, cela fait supposer l'existence de certaines actions invisibles des protagonistes et une dimension symbolique importante de tout le processus y afférent

Ces détails et explications mettent à jour une vraie « confrontation », qui devient de plus en plus incontestable, entre une sorte de « sociologie tout-le-monde » qui connaît un essor avec un « accès facile » de gens à une information abondante<sup>13</sup> et la « sociologie critique » (celle qui nous impose une analyse rigoureuse des faits)

Notre recherche trouve donc sa pertinence face à ce constat Elle se veut un travail critique, capable de faire percer le mythe des « facilités » de la Mondialisation culturelle

<sup>9</sup> En dépit de certaines situations de conflits avec les Grandes radios internationales auxquelles ils imposent parfois la censure, les gouvernements africains ne craignent plus la « concurrence idéologique » leur faite par ces médias puissants à tous égards, ils les acceptent au nom de la « démocratie » à laquelle tous sont astreints d'adhérer aujourd'hui, l'essentiel étant que les acteurs de chaque camp veillent à leurs intérêts respectifs

<sup>10</sup> L'interactivité recherchée par ces radios ne se limite pas qu'aux programmes spécifiques y afférents Elle va jusque dans les éditions d'information, des émissions éducatives, sur les sports et autres loisirs Cela attire plus d'un auditeur d'Afrique comme nous le constatons avec l'expérience de RFI, qui se présente à beaucoup comme une chance pour « se décharger » des frustrations causées par les censures en Afrique N'y a-t-il pas d'intérêts à espérer ?

<sup>11</sup> Elle a été proposée notamment par la *Commission Mc Bride* de l'UNESCO (Cf le *Rapport Mc Bride*)

<sup>12</sup> S. Olivesi, *La communication selon Bourdieu Jeu social et enjeux de société*, Paris, L'Harmattan, 2005

<sup>13</sup> L'explosion de la communication avec la « libération de la parole » dans les pays du Sud et de l'Est a, en effet, accru une certaine capacité créatrice des gens de ces deux mondes et a donné à certains d'entre eux le « pouvoir » de juger, de critiquer les faits Dans cela nous voyons une « sociologie tout-le monde »

L'action « reformée » des Grandes radios internationales (juste quand la Guerre froide prend fin) et les manifestations d'« élargissement des horizons » évoques plus haut qu'on attribue à l'action de ces dernières et des autres types de médias en vogue ne sont pas des éléments suffisants pouvant nous empêcher d'y parvenir. Des questionnements pertinents nous rassurent à cet effet, à l'instar de ceux de Dominique Wolton. Celui-ci stigmatise en effet la valorisation excessive de la « Mondialisation technique »<sup>14</sup> et voit la nécessité de construire ce qu'il a appelé tout simplement une « autre mondialisation », celle qui prend en compte la « cohabitation culturelle » pour sauvegarder la paix dans le monde<sup>15</sup>

## 2 Revue de la littérature et objet d'étude

### a) Approche globalisante de la littérature disponible

Des origines des expériences de radios à vocation internationale (vers les années 1930) à aujourd'hui, on se rend à l'évidence que ces médias n'ont pas été suffisamment étudiés. La « **Commission Mac Bride** » mise en place par l'UNESCO pour étudier les problèmes de l'information et de la communication dans le monde le reconnaissait en son temps, en 1980<sup>16</sup>, et la même observation revient, encore aujourd'hui, trente ans plus tard, comme l'indique le dernier livre de Bernard Wuilleme *Les radios internationales*<sup>17</sup>. Une telle faille affecte, logiquement, la recherche en cette matière au niveau de l'Afrique prise comme un espace vivant, un terrain fécond pour la recherche en sciences sociales.

CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique), institution dont l'autorité et la crédibilité en matière des études de sciences sociales sont mondialement reconnues, donne une certaine idée de cette lacune à partir de sa *Bibliographie sur les mass-media*<sup>18</sup>. Ce document expose un inventaire de publications de CODESRIA sur les médias et montre que sur 235 références, il y a seulement 3 titres

<sup>14</sup> Il voit ici de la mondialisation des systèmes d'information qu'il différencie bien avec la « communication universelle » généralement associée (naïvement) à ce déploiement des systèmes d'information dont il est question.

<sup>15</sup> Lire Dominique Wolton, *L'autre mondialisation*, Editions Champs Flammarion, 2004.

<sup>16</sup> S. Mac Bride, *op cit*.

<sup>17</sup> B. Wuilleme, *Les radios internationales*, Paris, Ed. Ellipses Marketing, 2007, p. 4 de la couverture. Cette publication traite du parcours des radios internationales, son auteur dit « retracer ce parcours et de faire le point en ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle sur l'utilité de ces radios d'État qui semblent tout à la fois inutiles à la fin d'un monde bipolaire et en même temps indispensables dans un monde toujours incertain ».

<sup>18</sup> Cette bibliographie nous a été transmise sur demande, en Mai 2009 par *Le Centre de documentation et d'information du CODESRIA (CODICE)* situé à Dakar. Lorsqu'on la compulse, on se rend compte qu'elle n'est pas faite que des publications du CODESRIA, elle est une collection d'ouvrages de sources multiples.



sur la dimension internationale de la communication (et un seul ouvrage sur la situation des radios internationales en Europe de l'Est) Mais, en multipliant les efforts, nous avons réussi à dénicher quelques études intéressantes et, à notre portée, qui nous sont utiles pour la compréhension du problème étudié. Nous les catégorisons en deux axes reprenant des études totalement ou partiellement classables dans les « études de cas » comme la nôtre.

Nous ne négligeons toutefois pas une étude non liée à ces axes, que nous prenons pour « généraliste » à laquelle nous avons recouru pour des illustrations utiles. Il s'agit de la récente thèse de doctorat de Alexander Walden sur *La vocation internationale des médias et son incidence géostratégique*<sup>19</sup>. Elle met à notre disposition des données significatives et éclairantes pour notre étude : celles qui nous font comprendre comment et pourquoi les médias sont devenus presque incontournables dans les relations internationales. Nous y trouvons des arguments que nous capitalisons en rapport avec les relations Nord-Sud.

Un premier axe des études retenues montre l'importance heuristique des Grandes radios internationales à partir des contraintes produites par les « Rapports Nord-Sud » d'une part et des « Rapports Est-Ouest » d'autre part. S'agissant du registre des rapports Nord-Sud, un travail universitaire (une thèse de science politique), de Roger Nouma, sur *Radio France Internationale*<sup>20</sup>, a donné de la matière à critiques aux partisans irrésistibles du NOMIC. Nouma, qui termina son étude tout juste au moment de la chute du Mur de Berlin, s'était livré à une réflexion sur le sens du déploiement de « RFI » dans le monde et arriva, entre autres, à ces conclusions : 1) Ce déploiement rend compte d'une stratégie politique à trois axes (politique, économique, culturelle) perceptible dans la structuration du système de programmation de ladite radio. 2) Cette stratégie se justifie par le souci des dirigeants français de faire face à la concurrence des puissances anglo-saxonnes en se faisant aider par leurs grands médias pour le rayonnement de leur pays dans le monde.

Ces résultats, de la recherche de Nouma, confirment ce qui n'était jusque-là que le fruit des supputations : le caractère fondamentalement stratégique (et « pernicieux ? ») de l'action de RFI et des médias semblables, évidemment. Cet auteur devient intéressant ici dans la mesure où il fait une sorte de dévoilement précoce de la Mondialisation culturelle.

<sup>19</sup> A. Walden, *La vocation internationale des médias et son incidence géostratégique*, thèse de doctorat en droit, Université de Lille II, 2008.

<sup>20</sup> R. Z. Nouma, *Radio France Internationale instrument de la présence française dans le monde*, thèse de doctorat de science politique, Université de Lille II, 1990.

que les discours (politiques et médiatiques) occidentaux vantaient déjà, avec l'idée d'un ménage utile possible entre les développements des technologies de l'information et de la communication et la « transparence démocratique » à l'échelle mondiale qui commençait à se profiler dans les esprits des gens avec le vent de la Perestroïka

En effet, le lien étroit entre la « Mondialisation culturelle facilitée par RFI » et les intérêts (économiques, politiques et culturels) primordiaux de la France, confirmés par ces analyses, est un argument fort pour décredibiliser l'idée d'une action communicative qui soit prioritairement bénéfique aux publics-cibles de ces médias dans les pays du Sud plus précisément en Afrique noire. En d'autres termes, on peut dire que cette communication, telle qu'elle est produite là, sur fond de certains intérêts vitaux des États-émetteurs, même si elle repose sur une « action remodelée » des Grandes radios internationales comme on la connaît depuis 1989, nous introduit dans une mondialisation (culturelle) illusoire. Car toute l'argumentation qui accompagne les descriptions de ses manifestations mettant en avant les avantages apportés par l'explosion des moyens de communication, se rapproche de la théorie très controversée du « Village planétaire » de Marshall McLuhan.

Une telle vision ouvre la voie à une qualification péjorative de la communication en question, des facteurs et Acteurs qui justifient son existence, et de tout l'ensemble de l'action qui la rend fonctionnelle dans la Nouvelle société mondiale.

Une autre étude, relevant du registre de Rapports Est-Ouest, produite à la même période, ne rend pas compte des réalités imaginées ci-haut par des mots qui conviennent. Elle fait croître la suspicion sur le lien entre les Grandes radios internationales et les manifestations connues de l'aliénation culturelle, en Afrique noire. Il s'agit de l'étude de Tristan Mattelart intitulée « Le rideau de fer au péril des radios internationales »<sup>21</sup>. Cet auteur a établi une relation de cause à effet entre les changements politiques intervenus au niveau des « pays de l'Est » et l'action des médias occidentaux à vocation internationale. Son argumentation repose sur une mise en exergue, qu'il a fait du succès des « stratégies spéciales » de communication qui étaient : 1) l'ouverture des « tribunes de discussions », recevant les dissidents, pour des débats sur la nécessité de bouleverser l'ordre politique et socio-économique dans les pays de l'Est concernés ; 2) la création et la programmation des « espaces de lecture » exploitant des œuvres littéraires « à caractère subversif », etc.

<sup>21</sup> T. Mattelart, « Le rideau de fer au péril des radios internationales », in André-Jean Tudesq, (Sous la direction de), *Les médias acteurs de la vie internationale*, Ed. Apogée, 1997, p. 117-139.

Selon Mattelart, ces stratégies finiront par favoriser les conditions psychologiques d'affaiblissement progressif et de destruction des systèmes (autocratiques) dans ces Pays de l'Est, abondamment couverts par les médias occidentaux. C'est donc dire, suivant cet argument, que les « révolutions » qui ont eu lieu de 1989 à 1991, en URSS, en Roumanie, en République démocratique allemande, en Pologne, doivent être les conséquences en partie des actions médiatiques meublées avec les stratégies évoquées.

La perspective de Mattelart ne semble donc pas s'éloigner totalement de celle de Nouma. Les deux ont, chacun suivant ses objectifs et approches, traité de la question des conséquences de l'action des Grandes radios internationales mais tous ont débouché sur la confirmation explicite du fait que la violence symbolique véhiculée par l'action de ces médias, telle que traduite par leurs stratégies de communication, gouvernait l'action en question. Cela laisse transparaître l'idée, non exprimée par Nouma mais bien évoquée en sourdine par Mattelart, d'un impact certainement productif de cette action sur les publics y exposés. Cette idée se comprendrait mieux à la lumière de la « violence symbolique » telle que la définit Bourdieu, c'est-à-dire, *cette violence qui extorque des soumissions qui ne sont même pas perçues comme telles en s'appuyant sur des « attentes collectives », des croyances socialement inculquées*<sup>22</sup>

Face à cette réalité, la conclusion objective qui doit s'en dégager est que l'action de ces Grandes radios internationales, qui doit être productrice de la violence symbolique, pouvait forcément induire des changements sociaux dans les sociétés couvertes par elles. Dans la mesure où avec cette forme (pernicieuse) de violence il est possible d'« extorquer la soumission » des populations concernées<sup>23</sup>. Il serait donc plus qu'évident d'y parvenir avec les populations d'Afrique noire déjà « prises aux pièges » d'une lutte idéologique.

<sup>22</sup> P. Bourdieu, *Raisons pratiques*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 188. Les attentes collectives des populations des pays de l'Est tournaient autour du souci de « vivre les droits de l'Homme » tant encensés. Il fallait pour la plupart des leurs (Soviétiques, Est-Allemands, etc), se conformer aux « valeurs » professées par lesdits médias occidentaux et c'est ainsi que certains Allemands de l'Est, par exemple, osaient sauter par-dessus le Mur de Berlin au risque de perdre leur vie dans l'unique espoir de profiter de ces valeurs occidentales idéalisées !

<sup>23</sup> Il s'agissait de la lutte idéologique Est-Ouest. Nous la voyons disproportionnée puisque mettant face-à-face le « Bloc hégémonique » de l'Ouest composé des « Puissances » dotées de moyens de leur puissance et d'autonomie sur le terrain international et le « Bloc hégémonique » de l'Est dominée par l'ex-URSS et ses « satellites ». Il devait alors aller de soi, que les potentialités médiatiques de chacun de ces blocs pour la « guerre des ondes » ne soient pas égales. L'Ouest comptait des puissants médias tels que VOA, BBC, DW, Radio Liberty et Radio Free Europe alors que celles de l'Est n'avaient comme médias capables de rivaliser avec les premiers cités que Radio Moscou et Radio Berlin Internationale.

tres longue et disproportionnee (entre certaines forces sociales du Nord et celles du Sud) qui, par-la, fait representer un « imaginaire collectif africain » fragilise

Le second axe des etudes repertoriees, lie cette fois au contexte de l'apres-Guerre froide et donc de la Mondialisation, nous offre de la matiere pour un autre depart dans la recherche sur l'impact de l'action des Grandes radios internationales. L'etude qui nous y mene est la these de doctorat de Theophile Vittin<sup>24</sup> intitulee *Les radios internationales en Afrique noire, l'exemple de RFI dans les pays francophones*. C'est une etude concentree sur la reception des programmes de RFI en Afrique francophone. Le probleme de Vittin etait d'arriver a mieux apprecier la fonctionnalite de ces programmes pour les Africains.

A la difference de Mattelart qui n'a pas singularise son etude autour seulement de la reception et qui n'a pas mis en balance les consequences positives et les consequences negatives de l'action de ces radios, Vittin est alle plus loin en mettant en exergue des strategies qui l'ont amene a faire la part des choses. Il a penetre la realite etudiee a travers les tâches ci-apres : 1) Expliquer pourquoi et comment ces grandes radios internationales agissent en Afrique, 2) Mettre en evidence l'ampleur, les motivations et la fonctionnalite de l'ecoute de ces radios pour les Africains, 3) Determiner les consequences essentielles et les interactions qui naissent du processus produit.

Parmi les resultats que l'etude de Vittin a produit, au-dela de l'avantage que les Grandes radios internationales procurent aux Africains, d'avoir gratuitement sans trop de peine et avec promptitude une certaine idee sur la marche quotidienne du monde<sup>25</sup>, il y a lieu de relever les assurances qu'elle donne sur l'impact social indiscutable de l'action de ces medias sur le terrain. Il a constate par exemple, apres plusieurs enquetes de terrain, en Afrique francophone, que s'informer a travers ce type de radios est un acte qui affecte dans une grande mesure les discussions et les opinions des gens. Sa conclusion a ce sujet est traduite par une realite que nous avons eu a verifier nous même dans quelques milieux sociaux de la ville de Kinshasa : *les radios internationales jouent largement une fonction de determination de l'ordre du jour* [dans les debats et discussions chez les Africains]<sup>26</sup>

<sup>24</sup> Th Vittin, *Les radios internationales en Afrique noire l'exemple de RFI dans les pays francophones*, Thèse de doctorat en Science de l'information et de la communication, Université de Bordeaux, 1995

<sup>25</sup> Nous voyons leur contribution a la circulation de l'information, au pluralisme, et a la liberte d'expression ou encore a un certain rapprochement des cultures que les medias internationaux favoriseraient

<sup>26</sup> Th Vittin, *op cit* p 563. Cette determination de l'ordre du jour se nomme aussi « Agenda-setting »



Cette « trouvaille » de Vittin ne s'éloigne pas du schéma de l'aliénation culturelle qui transparait dans la définition que nous exploitons, de Jean-Philippe Omotunde. C'est donc dire que, plus que tous les autres travaux analysés ici, celui de Vittin nous donne un éclairage enrichissant à partir duquel nous pouvons évoluer dans le choix d'une approche novatrice et conséquente de traitement de la question de l'action (et de l'impact direct ou indirect) des Grandes radios internationales en Afrique noire, à l'ère de la Mondialisation.

Ainsi, une avancée féconde, dans ce type de recherche, nous semble être celle qui tient de prime abord compte du fait que tout processus de communication (de masse) est naturellement un « projet idéologique »<sup>27</sup>. Cette observation capitale nous fait éviter une idéalisation explicite ou implicite de la Mondialisation, comme nous l'avons déjà eu à le souligner, et nous pousse d'autre part à refuser d'exceller dans la glorification des acquis de la « transparence démocratique » attribuée sans hésitation à cette Mondialisation. Car, il est un fait, signalons-le encore, que ces « acquis » sont pour la plupart discutables<sup>28</sup>.

Ce dernier « garde-fou épistémologique », n'a pas concerné nos prédécesseurs sur le terrain des études traitant des Grandes radios internationales. C'est à nous qui côtoyons les réalités caractéristiques du phénomène de la Mondialisation de nous conformer à cette recommandation. Elle peut éloigner en nous cet optimisme béat qui détermine la vision biaisée de la Mondialisation culturelle stigmatisée dans notre travail. Une idée frappante avancée dans le célèbre *Rapport Mac Bride*, par souci évident, sommes-nous convaincu, de mettre en exergue le caractère stratégique de tout processus de communication nous en démontre la pertinence en ces termes : *les pratiques de la communication ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont qu'une partie d'un ensemble plus vaste*<sup>29</sup>.

On peut voir la nécessité, celle de creuser sur l'invisible ou sur le symbolique comme garantie de succès pour maîtriser tant soit peu les profondeurs des questions de communication sociale. Ceci puisque des auteurs tels que Godelier, Gramsci ou Marx, ont déjà eu à montrer le caractère voire d'un des facteurs décisifs marquant la production de tout processus de communication : l'idéologie.

<sup>27</sup> L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'États », in *La pensée*, n° 151, Paris, Juin, 1970.

<sup>28</sup> L'aggiornamento opéré par ces radios, après la chute du Mur de Berlin, n'a pas été fait par le souci de se faire « transparent », les faits montreront par la recherche du statu quo dans leurs rapports Nord-Sud.

<sup>29</sup> S. Mac Bride, *op cit*, p. 144.

Une telle approche nous est d'une grande utilité, pour crédibiliser les conclusions des études comme la nôtre, qui font face à de nouveaux arguments en forme de postulats, faisant aujourd'hui autorité dans le monde de la communication de masse par la magie du développement de la communication, de la Mondialisation (de la Globalisation)

L'idée suivante, de l'Anthropologue américain d'origine indienne A. Appadurai qu'on présente comme un des « chantres » mondiaux de la « Globalisation », est à ranger dans ce registre *on se trompe en affirmant que les médias électroniques sont l'opium du peuple*<sup>30</sup>. Cet auteur distingue tout un « rôle majeur de l'imagination dans le monde post-électronique » à cause duquel « les populations du monde entier s'approprient activement les informations diffusées par les médias ». Il y a donc là, chez Appadurai, un rejet subtil de la vieille idée de « pouvoirs aliénants » qu'on a toujours reconnu aux mass media. La contradiction qu'il amène, lui est inspirée par les résultats de ses travaux d'anthropologue menés à l'échelle transnationale [il s'agit des expériences sociales des Indiens]

L'allusion aux expériences des Indiens n'affecte aucunement la crédibilité de ces résultats tout comme il ne pousse pas à déclasser d'autres études citées. Le plus important pour nous c'est de trouver des choses à redire, des pièges à contourner, dans notre travail en rapport avec les données recueillies à notre niveau.

Deux pièges se dessinent, après tout, et nous voulons y échapper. Il y a d'une part le piège du « débat » implicite entre les auteurs cités précédemment et Appadurai, lequel (débat) apparaît comme une guerre d'approches chez les spécialistes. Il y a d'autre part le piège des évidences imposées par certains faits parlants du processus en présence tels que ces « matraquages médiatiques » qui meublent l'action des Grandes radios internationales et qu'on présente comme « ingrédients » d'aliénation culturelle et cette « hétérogénéité » des publics brandis comme facteur de limitation des influences négatives des médias. Nos prédécesseurs ont contourné ces pièges, en rapport avec les pistes exploitées par eux.

#### *b) Approche singularisante de cette littérature et objet d'étude indiqué*

Le tableau de la littérature examinée, des auteurs de disciplines diverses, appelle une synthèse évaluative de notre part afin de nous amener à en apprécier conséquemment

---

<sup>30</sup> A. Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Éditions du Payot & Rivages, 2005.

les résultats c-a-d à la lumière des contraintes du champ théorique de nos préoccupations scientifiques la **sociologie de la communication**. Des études analysées, nous dégagons globalement deux catégories associables à deux des thèmes reconnus de cette sociologie de la communication. Avec un tel exercice il nous sera possible de circonscrire un objet d'étude à nous, différencié de ceux des nos prédécesseurs par nos orientations de départ.

La première catégorie (cf. les études de Roger Nouma, d'Alexander Walden ou de Tristan Mattelart) est associable, comme nous l'indiquent les contenus analysés, au thème **Medias et pouvoirs dans les relations internationales**, la seconde catégorie (études de Theophil Vittin et de Arjun Appadurai) est associable au thème **Medias et structuration de l'espace public**. Il est ressorti de notre analyse que les auteurs cités se rejoignent dans leurs travaux sur un point assez important qui les sépare de nous : ils n'ont pas clairement envisagé la communication comme **un projet idéologique**<sup>31</sup>. Nous, nous le faisons de par la préoccupation primordiale qui nous hante, ayant trait à un sujet relevant du thème **Medias et conditionnement de l'imaginaire collectif dans les sociétés postcoloniales africaines**. Penetrer les dimensions symbolique et stratégique de la communication, en essayant de decoder les rôles symbolique et stratégique des médias utilisés et aussi le rôle joué par les récepteurs, est cette (double) préoccupation dont la finalité consiste en une analyse sociologique de son ensemble comme processus.

### 3 Problématique et Hypothèses de travail

La communication Nord-Sud, telle qu'elle est produite par l'action des Grandes radios internationales, est irréprochable lorsqu'on s'en tient, tel que signifie plus-haut, à ses seuls aspects formels aux apparences innocentes qu'on peut decouvrir dans le contenu du « schéma de communication » suivi. Ce schéma se limite, en effet, à exposer le contenu du processus de communication sans en donner un autre sens au-delà de celui qui est visible. On se limitera donc à voir la dedans : les Gouvernements de quelques pays occidentaux comme « Sources d'information » et point de départ du processus, les Grilles de programmes (et leurs contenus), exploitées par lesdites Grandes radios internationales, comme « Messages » transmis du Nord, les Grandes radios internationales, elles-mêmes,

---

<sup>31</sup> Nous avons mis cette idée en exergue au Point a. Ici, il faut dire que les travaux de Tristan Mattelart sur le rôle des médias occidentaux dans la chute du « Rideau de fer » ont mis un grand accent sur un certain « projet idéologique », nous nous en référons en rapport avec leur « témoignage historique » au sujet du lien entre Médias et relations internationales.

comme « Medias » facilitant les contacts entre ces parties , et les publics recepteurs des messages transmis comme « Cibles » constituees de plusieurs composantes des Opinions publiques du Sud (Gouvernements, Oppositions, Personnalites de la Societe civile, etc )

Le processus de communication identifie nous interpelle sur les significations que peut lui conferer le contexte singulier actuel de la Mondialisation Ceci non pas parce que la realite observee nous montre une demarcation forte entre lui et le processus connu avec les mêmes medias a l'époque de la Guerre froide mais parce qu'il attire l'attention de tout analyste averti, celui dont le regard sur cette question va au-dela du visible ou de ce qui est donne Car, cet analyste averti ne serait pas convaincu du fait qu'aujourd'hui, les Grandes radios internationales puissent se distinguer comme on s'en rend compte par une sorte d'obsession de trop se rapprocher de leurs publics-cibles du Sud par des strategies mediatiques inedites sous pretexte de chercher a les servir davantage<sup>32</sup>

En s'y prenant a l'aide d'une certaine base theorique, surtout celle des Relations internationales qui met en exergue la realite que « les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des interêts », l'analyste averti en question (auquel nous nous identifions) ne perdra pas de vue qu'un contexte mondial nouveau doit produire des enjeux strategiques nouveaux qui doivent imposer des comportements specifiques aux acteurs de la vie internationale Cela doit avoir un impact tout aussi nouveau sur le terrain des etudes sur les processus de communication Nord-Sud, processus devenant plus glissant qu'avant

Une remarque de fond, inspiree par la lumiere que la sociologie de Bourdieu nous donne sur le cadre social de production de ce processus de communication est necessaire Cette remarque part du fait que ce cadre se presente a tous egards comme un « champ communicationnel Nord-Sud »<sup>33</sup> Dans cette situation, il serait anormal que ce processus rende compte de l'existence de ce champ (autonomise) de communication et qu'elle pose en même temps des actes opposes a la logique intrinseque dudit champ la logique des

<sup>32</sup> Il s'agit de la strategie de multiplier des programmes interactifs qui leur permettent un contact direct avec toutes les categories d'auditeurs mais également 1) le rapprochement avec eux par radios privees locales avec lesquelles des « Contrats de partenariat » sont signés , 2) le rapprochement par l'essaimage des Stations-relais au Sud (apres des arrangements avec les autorites nationales des nombreux pays visés, qui le consentent)

<sup>33</sup> Le champ pris dans le sens de Pierre Bourdieu, d'une sphere de la vie sociale qui s'est progressivement autonomee a travers l'histoire autour des relations sociales d'enjeux et de ressources propres differents de ceux des autres champs (Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies Entre le collectif et l'individuel*, 2e éd refondue, Armand Colin, 2007) Nous osons parler d'un « champ communicationnel Nord-Sud) dont tous les composants, comme nous le verrons, font voir un degre éleve d'autonomisation de ce cadre

intérêts<sup>34</sup> Cette remarque veut autrement signifier qu'on comprendrait mal l'agir de ces medias sans le relier a la violence symbolique subsequente a la logique des interêts qui prevaut dans n'importe quel cadre social

Cette logique amene le processus sous etude a des objectifs clairs, appreciables en partant des theories de Bourdieu et d'Althusser qui reposent sur un principe feconde par la violence symbolique conduire les « victimes » de la domination qu'on impose a se predisposer a faire une legitimisation libre et consentante des « actes reprehensibles » qui soutiennent cette domination Des illustrations montrent qu'une fois bien actionnee, avec un agir subtil des medias exploites, cette violence symbolique pousse ses victimes parfois jusqu'a couvrir du sceau d'innocence leurs vrais « bourreaux »<sup>35</sup> Devant une telle realite il ne serait pas incongru de penser a l'idee que les Grandes radios internationales puissent être des facteurs producteurs de ce comportement « etonnant », qui doit rendre compte de l'alienation culturelle dans les societes concernees

Tous ces arguments enrichissent la problematique de cette etude, problematique qui part de la necessite de recadrer le debat sur l'impact des Grandes radios occidentales dans les pays du Sud en general et en Afrique noire en particulier Cela s'avere important dans la mesure ou, nonobstant les manifestations, ci-haut indiquees, d'une prise en charge toujours biaisee des publics du Sud (même a l'ere actuelle, dite de la transparence), une certaine euphorie insufflee par la Mondialisation conduit souvent les gens a relativiser la question d'un impact negatif de ces medias dans les societes du Sud, en Afrique noire

Le climat psychologique general de la « Nouvelle Societe mondiale », qui est a la base de l'eclosion de la forme nouvelle de « pensee unique » a laquelle nous avons deja fait allusion, mystificatrice a souhait de la Mondialisation, ne serait pas du tout etranger a ce « bemol » pourtant facile a balayer si l'on se fie a une donnee de cette Mondialisation le « Temps mondial » Zakı Laidı definit cette notion comme *un moment historique ou les*

<sup>34</sup> La logique des interêts prevaut ici puisque, comme le souligne Philippe Corcuff, *tout champ est a la fois un champ de forces marque par une distribution megale des ressources (et donc un rapport de forces entre dominants et domines) et un champ de luttes (puisque les Agents sociaux s y affrontent pour conserver ou transformer ce rapport de force)*

<sup>35</sup> C'est le cas de nombreux ressortissants des pays du Sud qui « soutiennent » mordicus les Etats-Unis dans leurs « lutte contre le terrorisme » en Irak alors qu'il est désormais demontre qu'il s'agit d'une *Guerre de petrole* imposee par certains milieux d'affairistes americains

*societes renegocient leur rapport au temps et a l'espace en se disant que rien ne sera plus comme avant*<sup>36</sup>

A notre avis, cette definition porte deux idees importantes 1) l'idee d'un « Qui-vive general » dans la « Nouvelle societe mondiale », qui doit appeler l'ingeniosite des dirigeants des pays soucieux de leur survie et/ou de leur « repositionnement » dans ce nouvel espace mondial aux enjeux mouvants 2) l'idee d'un « va-tout » que ces dirigeants sont contraints de jouer, les objectifs (de domination) a atteindre dans le monde actuel ou les « esprits se sont (r)eveilles » etant difficiles, s'investir dans n'importe quelle strategie a effet protecteur, pouvant les mettre a l'abri des surprises eventuelles doit naturellement se presenter a eux comme une de grandes contraintes existentielles

Une extrapolation sur la question de la communication, qui nous interesse, trouve un sens Car, les consequences des deux indicateurs releves ont leurs correspondants sur ce terrain de la communication Nord-Sud a) de l'« ingeniosite » dans les strategies d'organisation et dans celles de consommation de l'action de communication produite, b) de l'« engagement sans pareil » des protagonistes dans l'exploitation qu'ils font de ces strategies et stratagemes, exprimant le souci de mieux informer (pour les Emetteurs) et de mieux s'informer (pour les Recepteurs)<sup>37</sup>

Avec ces donnees, il se degage, en definitive, que la realite *Temps mondial* ne fait pas que demystifier la realite Mondialisation Elle fait egalement pousser, encore plus, a la suspicion contre l'« impact » attendu des phenomenes qui se cachent derriere l'ombre de cette Mondialisation a l'instar de l'action aux allures propagandistes que déploient les Grandes radios internationales Même si elle arrive a « mondialiser » ses cibles, le cadre historique des relations Nord-Sud dans lequel se fait la production de ladite action etant

<sup>36</sup> Cf Z Laidi, « la Mondialisation comme phénoménologie du monde », en ligne sur <http://www.laidi.com/papiers/monde.pdf> (cons 19/08/2009) Lire aussi Zaki Laidi, *Le temps mondial*, Complexe ed, Bruxelles, 1997

<sup>37</sup> Cet engagement est illustre, du cote des Occidentaux par la multiplication des « fronts d'action » qui, a part les programmes en ondes courtes et en FM, ont initie des « directs par téléphones et par Internet » qui font l'action de leurs Grandes radios internationales, on compte des actions d'« Appels a ecoute » Ce sont par exemple celles de la publicité faits avec des panneaux publicitaires dans les grands carrefours des villes africaines, des pages publicitaires dans des medias internationaux (cas de *Jeune Afrique* ou les pages de couverture accueillent souvent la publicité de RFI, BBC), la publicité sur les billets d'avion (cas de RFI avec Air France) Du cote des Recepteurs du Sud, il y a surtout cet engouement que les forces sociales des pays concernés (Chef de l'Etat, Opposants, Masses populaires) ont de chercher a tout prix a intervenir sur les antennes des RFI, BBC, VOA ou DW ou de privilegier l'ecoute des leurs programmes au detriment de ceux de leurs médias nationaux

« pathogène »<sup>38</sup>, il n'est pas exclu qu'elle soit « secouée » (même indirectement) par les conséquences des « incertitudes » amenées par le temps mondial

Cela nous suggère également de ne pas négliger l'idée d'un impact négatif réel de ce processus, impact associable à la vieille question de l'aliénation culturelle telle qu'elle est couramment appréhendée dans les sociétés du Sud c'est-à-dire en tant qu'un produit de l'imperialisme occidental<sup>39</sup>

Nous sommes là dans les supputations nécessaires, en rapport avec la question qui nous intéresse ici et qui s'appréhende partant du rapport à établir entre les Grandes radios internationales et la structuration (conditionnement) de l'imaginaire des Africains. Il faut une investigation scientifique sérieuse à l'instar de celle que nous faisons dans le cadre de la présente thèse pour arriver à un éclairage convainquant. Un éclairage susceptible de contribuer à la destruction de la vraie fausse idée qu'on se fait généralement des médias audiovisuels, présentés comme des instruments de communication à « action volatile » et de ce fait « à impact nécessairement superficiel »<sup>40</sup>

Pour y parvenir, trois tâches significatives liées entre elles, imposées par trois axes de préoccupations non sans relations avec les caractères symbolique et stratégique de la communication Nord-Sud tel que ces caractères sont accentués par les enjeux nouveaux de l'ère de la Mondialisation, peuvent éclairer notre problématique

- Détecter quelques « réalités historiques », de haute portée sociologique, favorisées par la Mondialisation, qui déterminent aujourd'hui la marche des sociétés du Nord et celles du Sud (mais aussi les Relations Nord-Sud). Cet exercice est une réponse aux questionnements sur le sens réel des incertitudes du Temps mondial dans les deux camps et des solutions des uns et des autres pour les surmonter

<sup>38</sup> Nous voyons un certain caractère pathogène des relations Nord-Sud, dans les pesanteurs des rapports inégaux de dépendance entre ces deux mondes

<sup>39</sup> Cela est difficile à nier dans la mesure où l'on sait pertinemment que le terrain de l'aliénation culturelle a été déjà préparé, dans les sociétés du Sud, par le « travail » des structures et/ou institutions occidentales que sont l'École, l'Église, la littérature, le cinéma, etc

<sup>40</sup> Cette opinion oppose facilement l'efficacité de l'action des médias audiovisuels à celle des institutions telles que l'École. Elle fait penser à l'action de celle-ci, supposée plus « forte » que celle de la première par ses « vertus » suivantes qui font défaut à la première : hiérarchisation, ordonnancement, facilité de suivi et d'évaluation des actes constitutifs de ladite action

- Expliquer le lien existant entre lesdites réalités historiques et le sens, à la fois, de l'action de Grandes radios internationales et de la « réaction » qu'elle suscite chez les publics des sociétés africaines à travers un travail de decryptage des stratégies spécifiques exploitées dans cette action communicative et des caractéristiques de la réaction enregistrée ,
- Faire une évaluation critique de tout ce processus de communication, à la lumière de certains « indices alarmants » tels par exemple les discours d'extraversion que tiennent beaucoup d'Africains ressemblant aux discours stéréotypés des Grandes radios internationales Il importe d'intégrer cela dans le schéma d'analyse retenu

Ces « pistes » nous ont inspiré trois hypothèses secondaires qui vont nous aider à construire l'hypothèse principale, qui fait office ici de la « thèse à soutenir », sur laquelle toute notre analyse repose, dans cette recherche doctorale

- 1 Partant du point de vue qui considère la Mondialisation comme l'expression d'un « système neo-libéral mondialisé », nous croyons que 1) Ce système fonctionne comme une « entité capitaliste mondialisée », 2) En tant que tel et, contraintes existentielles de la Nouvelle société mondiale oblige, il (système) crée la nécessité pour les « dominants » du Nord de « négocier » leur survie dans ce nouvel espace mondial avec les « dominés » du Sud<sup>41</sup> Cela rime bien avec la « concurrence » en matière d'information entre les acteurs auxquels la société reconnaît ladite tâche, qu'on observe désormais tant au grand niveau Nord-Sud qu'au niveau Sud-Sud et même au niveau Nord-Nord<sup>42</sup> De l'« attention » accordée par les « victimes » à cette concurrence résultant de la « lutte » entre ces acteurs à différents niveaux peut venir la légitimation de la domination pouvant justifier l'aliénation étudiée

<sup>41</sup> Précisons que dans la catégorie « dominés du Sud » on trouve les « dominants » de ce niveau que sont les Gouvernements locaux mais également leurs « dominés » que sont les Oppositions à ces gouvernements, les Masses et autres Groupes « intéressants » Tous font la catégorie de public-cibles des Grandes radios internationales

<sup>42</sup> Au niveau général (Nord-Sud) il y a concurrence entre les Grandes radios internationales (du Nord) et les médias publics et privés du Sud Elle fait supposer une *lutte d'intérêts* entre les forces sociales cachées derrière tous ces médias Au niveau Sud-Sud, il y a concurrence entre les médias d'Etat réputés enclin à la censure gouvernementale et les médias privés supposés « corrigeant » cette faille et attirant la sympathie des « opposants » et défavorisés Au niveau Nord-Nord on note p ex des « affrontements de positionnement » entre les Etats (puissances) par le truchement de leurs gouvernements Nous en parlons en rapport avec l'histoire de la chaîne française *France 24*



- 2 Avec le « Systeme neo-liberal mondialise », l'évolution du systeme de production de l'information collective dans le nouvel espace mondial impose, selon Gerard Larnac<sup>43</sup>, que 1) *Pour fonctionner pleinement, il a besoin de « la cooperation active et enthousiaste » des masses*, 2) *Il doit être a même de produire cette cooperation par la ruse s'il le faut* D'ou, l'usage abondant de la psychologie des profondeurs dans l'action produite avec effet (« adhesion » facile) du côté publics
- 3 Les « échanges » se faisant dans ce processus sur base de la ruse comme strategie directrice, la « substitution de l'information par l'actualite » en tant que pratique de l'ere de la Mondialisation ne vise pas seulement a « desengager le jugement » des publics-cibles comme nous l'indique Larnac, elle cree, en fait, les conditions necessaires pour le desengagement irreversible de celui-ci (le jugement)

Ainsi, notre these est que *la communication Nord-Sud, regentee par les pouvoirs capitalistes dont le sort est désormais plus que lié a celui des Marches et des grandes Places financieres, est entretenue avec plus de tact qu'avant, dans le but de maintenir leurs publics-cibles dans un « conditionnement mental de domestication » en manipulant leur sensibilite en plus de leurs émotions afin d'« anesthésier » leur conscience critique pour les rendre malléables a souhait* Notre etude le confirme avec des resultats varies

Nous appuyons cette these par l'idee que les pouvoirs capitalistes en question ont tout interêt a voir en cette « strategie » (et a ses resultats escomptes) un gage pour mieux empêcher aux publics visés par leur action communicative (politiquement strategique) de profiter de la transparence amenee par la Mondialisation pour jouer eperdument le rôle de perturbateurs de l'ordre mondial ancien qu'ils s'obstinent a perpetuer Leur souci de « se securiser » dans la Nouvelle societe mondiale dominee par le neo-liberalisme et ouverte a ce qu'ils designent comme des situations de « barbarie »<sup>44</sup> en est la motivation

Ainsi, contraindre lesdits publics-cibles a vivre et surtout a adopter l'« imaginaire de la mondialisation » devient un objectif vital pour les pouvoirs dominants identifiés Ils encouragent la production de cet imaginaire, dans son cote « alienant »<sup>45</sup>, a l'aide de leurs

<sup>43</sup> Il a paraphrasé F Fukuyama (Gérard Larnac, *La police de la pensee*, Paris, L'Harmattan, 2001, p 148)

<sup>44</sup> Nous pensons aux situations de contestations ou révoltes contre certains pouvoirs dominants occidentaux ou contre leurs « représentants » que ces derniers n'hésitent pas a qualifier (bien à tort) de « terroristes »

<sup>45</sup> Par l'illusion qu'il donne aux publics-cibles (recepteurs) de vivre dans le même « Monde des privileges » avec les dominants du Nord desquels viennent les informations, alors que ceux-ci ont d'autres buts

structures et/ou institutions specialisees dont les Grandes radios internationales, suivant le principe ayant fait recette pendant la colonisation « la dissimulation (dans l'information) de tout ce qui est digne d'être pense » et, entretenir par-la les conditions d'alienation des recepteurs vises Face a une « action mediatique » conçue dans ce sens, quelles methodes et techniques utilisees pour rendre compte de la logique cachee de la realite etudiee ?

#### 4 Methodologie

La methodologie que nous suivons, pour valider nos hypotheses, a ete structuree autour d'une double preoccupation produire une argumentation theorique sur le rapport entre l'action des Grandes radios internationales et l'alienation culturelle en Afrique noire et entreprendre une enquête (de verification), a Kinshasa<sup>46</sup>

##### A) Une enquête et des cibles « privilegiees »

En plus de l'observation directe et de la technique documentaire qui nous a permis de rassembler un certain nombre de donnees theoriques et même historiques necessaires, nous etions contraint de recourir a des *entrevues structurees* destinees a deux « groupes pertinents » censes nous fournir des renseignements utiles et egalement a *l'analyse de contenu* conforme a l'exigence du traitement des donnees recoltées

##### a Des entretiens structurees

Nous y avons cible deux « groupes pertinents », qui entrent dans la categorie des publics-cibles « tres en vue » des medias internationaux<sup>47</sup> Il s'agit des Enseignants et des Etudiants, de l'Universite de Kinshasa, auxquels nous avons donc administre ce qu'il est possible appeler des « entretiens comprehensifs », a raison de 20 individus par groupes Nous sommes parti du « critere d'evaluation methodologique de l'echantillon »<sup>48</sup> qui est la **saturation** et etions oblige d'arrêter lesdits entretiens (organisees de août a septembre 2010), une fois que le constat de cette saturation etait etabli

<sup>46</sup> Enquête de vérification parce que nous nous attardons d'abord sur les mecanismes de prise en charge des publics-cibles en explorant leurs potentialités, leur force et leurs opportunités de transformation des esprits Le reste vient comme un « exercice d'application » pour bien lier la théorie a la pratique

<sup>47</sup> Tres en vue de par leur situation par rapport a la culture et l'idéologie occidentales dominantes dans les sociétés d'Afrique noire Ce point de vue est appuyé par des grands connaisseurs comme Noam Chomsky, lorsqu'il reconnaît que *L influence des medias est plus importante sur la fraction de la population la plus eduquee* Cf Noam Chomsky, « Le lavage des cerveaux en liberte », *Le Monde diplomatique*, en ligne sur <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/08/CHOMSKY/14992> - Août 2007

<sup>48</sup> Nous tirons cette expression de Alvaro Pires (A Pires, « Echantillonnage et recherche qualitative essai theorique et methodologique », 1997, in <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>, consulté le 12/7/2009), c'est le moment indique au chercheur pour arrêter les entrevues lorsque les réponses commencent a se répéter

Ces 40 entrevues nous ont semblé suffire, pour la raison évoquée (de saturation) que nous impose les traditions de l'analyse qualitative à laquelle nous recourons<sup>49</sup>. Nous faisons remarquer par ailleurs que ce choix ne signifie pas qu'il faille rejeter tout ce qui a trait à la quantification. Quelques données quantitatives seront exploitées, là où le besoin se fera sentir pour solidifier notre analyse. Il s'agit, par exemple, de celles qui s'imposent à nous pour justifier la pertinence du choix porté sur ces catégories. Ce sont des données utiles pouvant indiquer le niveau de connaissance des radios étudiées, chez ces publics.

L'indicateur retenu a cet effet, qui nous avait servi de première question de notre enquête, c'est « l'ancienneté dans l'écoute de ces radios internationales ». Il est présenté, avec les données qui le caractérisent, dans le tableau qui suit.

Tableau N° 1 *L'ancienneté des sujets enquêtés dans l'écoute des radios internationales*

Tranche d'âge	Enseignants	%	Etudiants	%
5 ans	0	0	10	50
6-10 ans	0	0	5	25
11-20 ans	7	35	5	25
21-30 ans	11	55	0	0
> 31 ans	2	10	0	0
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>100</b>	<b>20</b>	<b>100</b>

Source : Notre enquête

Ce tableau montre que le minimum de l'ancienneté dans l'écoute pour les enquêtés de la catégorie 'Enseignants' est d'au moins 11 ans et que plus de la moitié de ceux-ci ont dépassé 20 ans dans cette situation qui peut générer « la familiarité » entre ces Africains et ces médias et « la connaissance » qu'ils doivent normalement avoir de l'action que leur proposent ceux-ci. S'agissant de la catégorie 'Etudiants', le minimum constaté de 5 ans d'écoute plus ou moins assidue (pour la moitié d'entre eux) ne serait pas sans impact sur ces jeunes africains qui ont, dans l'essentiel de leurs justifications, avancé globalement à peu près les mêmes motivations que les Enseignants : la faillite de leurs médias nationaux et la « satisfaction » qu'ils tirent de l'action des Grandes radios internationales.

Avec ce tableau, nous sommes convaincu d'avoir fait un choix méthodologique judicieux qui nous permet d'être en face des « cobayes » intéressants. Et, dans le même

<sup>49</sup> Les théoriciens de l'analyse qualitative reconnaissent qu'avec un nombre « raisonnable » de 30 enquêtes, on peut faire une analyse sociologique qui soit très valable (cf. entre autres Alvaro Pires, *op cit* Daniel K. Schneider, « Méthodes qualitatives en sciences sociales », in <http://tecfa.unige.ch/methodo/qual1>, (consulté le 30/2/2009)

ordre d'idée, disons que notre choix rencontre la pertinente observation de Jean-claude Kauffman qui nous renseigne que *dans l'entretien compréhensif, plus que de constituer un échantillon, il s'agit plutôt de bien choisir ses informateurs*<sup>50</sup>

#### b De l'analyse de contenu

L'analyse de contenu ne pouvait pas ne pas être exploitée ici à cause de son utilité en rapport avec la nécessité pour nous de faire l'exégèse des grilles de programmes et des informations des radios ciblées et aussi celle des réponses de nos enquêtes. Nos objectifs nous ont imposé une approche particulière, dans l'application de cette analyse de contenu et avons opté pour l'approche développée par Michel Dorais qui *exige du chercheur qu'il se mette à la place de l'informateur afin de capter ses intentions premières*<sup>51</sup>. Cet auteur a tiré la substance de son approche de Michel Foucault qui, parlant de l'analyse de contenu applicable aux expériences proches de la nôtre, *y tient compte non seulement du discours lui-même, mais du contexte socioculturel dans lequel il est produit, de la psychologie de l'auteur étudié, des influences littéraires ou sociales qu'il subit, etc*

Dans le concret, et pour aboutir à une application concluante de cette approche de l'analyse de contenu, Dorais (à la suite toujours de Foucault) nous propose au moins deux étapes essentielles à suivre : 1) La répartition du contenu en catégories et 2) l'exploitation des indicateurs qui s'y prêtent. Cette démarche qui nous a permis de détecter les *non-dits des discours* de nos répondants, s'est avérée assez efficace (puisque nous a permis de « capter les intentions premières » de nos répondants). Ce qu'elle a d'avantageux dans son application c'est qu'elle donne au chercheur la liberté de ne pas s'accrocher aux variables « classiques » (telles que l'âge, le sexe, la religion...) des répondants, il peut trouver de la matière dans l'exploitation des variables bien aussi pertinentes et productives (dans les études du genre de la nôtre). Il s'agit des variables : 1) la « psychologie des répondants » et, 2) les « influences sociales subies » par ces répondants, etc.

<sup>50</sup> J-C Kaufmann, *L'enquête et ses méthodes L'entretien compréhensif*, 2<sup>e</sup> édition refondue, Armand Colin, Paris, 2007. À ce sujet, nous croyons avoir agi avec pertinence, dans les entretiens tels que nous les avons organisés dans le sens de ce que Marshall et Rossmann appellent « Entretiens d'élite ». Ce type d'entretiens correspond au type de recherches exploratoires [à l'instar de la nôtre], selon ces auteurs (cf C. Marshall & G.B. Rossmann, *Designing Qualitative Research*, Second Ed. Sage, London 1995, p. 41).

<sup>51</sup> Dorais a tiré cette approche des travaux de Michel Foucault sur les discours autour de la sexualité dans la Rome et la Grèce antiques (Michel Dorais, « Diversité et créativité en recherche qualitative », in *Service social*, vol. 42, n° 2, 1993, pp. 7-27, en ligne sur le site <http://id.erudit.org/iderut/203144ar> (consulté le 13/9/2010)).

*B Une analyse des données soutenue par le « Constructivisme structuraliste »*

Concernant l'analyse des données, disons d'abord que la singularité de notre objet d'étude (le decodage de la dimension symbolique de la communication produite par les Grandes radios internationales) exige un effort de compréhension puis d'explication des faits. Cela nous met sur les chemins des auteurs importants que sont Max Weber (avec sa « Sociologie compréhensive ») et Emile Durkheim (avec sa « Sociologie explicative »). Alors, pour bien évoluer, nous avons trouvé opportun de recourir au schéma bourdieusien d'analyse sociologique, c'est-à-dire au « **constructivisme structuraliste** », qui est en fait la sommation des démarches méthodologiques de Weber et de Marx. Il prend en charge à la fois les « aspects subjectifs » et les « aspects objectifs » de la réalité sociale à analyser, tel qu'enseigné par les « sociologues classiques » précitées. Le chercheur n'aura comme tâche principale que de cerner ces aspects subjectifs et objectifs de cette réalité ciblée.

Pour faire comme ce chercheur pointilleux auquel nous faisons allusion, il nous a paru logique de suivre les prescrits de Bourdieu relatifs à sa démarche méthodologique. Il nous a instruit et avons retenu, pour appliquer le constructivisme structuraliste en tant que démarche méthodologique, qu'il y a lieu d'être attentif sur deux choses<sup>52</sup>

- 1) l'élément « structuralisme » [selon lui, Bourdieu], indique qu'*il existe dans le monde social lui-même ( ) des structures objectives indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter ou de contraindre leurs pratiques ou leurs représentations*,
- 2) l'élément « constructivisme » indique qu'*il y a une genèse sociale d'une part des schémas de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs [de ce que lui, Bourdieu appelle] des habitus, et d'autre part des structures sociales, et en particulier de ce que [lui] appelle des champs*

Tous nos efforts pour l'organisation de l'étape de l'application du constructivisme structuraliste, en articulation avec la *Théorie de champs* qui lui est subéquente, ont ainsi été orientés par ces prescrits qui font apparaître une idée maîtresse : la « connaissance du savant » est construite (une construction qui ne sera fructueuse, selon Bourdieu, que si l'on manipule rigoureusement à la fois des données subjectives et objectives y relatives)

<sup>52</sup> Lire à ce sujet P. Corcuff, op. cit. et P. Bourdieu, *Questions de sociologie*, Editions du Minuit, 1980, p. 279

Enfin, s'il faut systematiser les precisions sur les premisses epistemologiques de notre analyse, disons qu'il nous est arrive de considerer nos faits d'analyse d'abord par rapport au contexte social global de la Mondialisation et a la lumiere de la pregnance des echanges interpersonnels (dans le cadre, par exemple, des emissions interactives qui sont en vogue dans l'experience de communication Nord-Sud produite par les Grandes radios internationales a l'ere actuelle) D'ou, dans notre approche generale, il nous importe bien de naviguer en toute logique entre la macro-sociologie et a la micro-sociologie

## 5 Intérêt et objectifs de la recherche

Notre recherche doit presenter un interet certain aux yeux des acteurs attentifs du monde scientifique [des sciences sociales] et du monde politique dans la mesure ou celle-ci leur offre l'occasion, de revisiter un terrain de recherche pour les premiers et un terrain de debat pour les seconds, que la conjoncture historique de l'apres-Guerre froide a noye dans une certaine obsolescence En effet, la perspective d'etudier les mecanismes et/ou l'impact des medias integres dans un schema de rapports des forces, schema rythme par des visees de domination imperialiste a perdu son actualite mais pas sa pertinence

Cela entre dans la droite ligne de la denonciation de Bourdieu et Wacquant avec leur article sur « La vulgate planetaire »<sup>53</sup> dans lequel ils exposent l'arbitraire des Etats-Unis et Allies qui ont su impose, de maniere bien selective, un **vocabulaire mondialisé** conduisant les gens d'autres pays a voir les realites de notre monde actuel telles que les Americains (et les autres dominants occidentaux) le voient ou le veulent

Le monde de la recherche n'echappe pas a cet ordre de choses, renforce a l'ere de la Mondialisation L'agenda de themes et paradigmes qui a toujours ete impose n'a cesse de conditionner les chercheurs et les penseurs du Sud<sup>54</sup> En essayant, par notre recherche, d'attirer l'attention sur la necessite d'independance dans les choix de matieres d'etudes, nous croyons contribuer quelque peu a l'enrichissement de l'idee du « renouvellement de perspectives » qui s'imposent aux sciences sociales dans le contexte mondial actuel Nos principaux objectifs sont alors les suivants

<sup>53</sup> P Bourdieu et L Wacquant « La nouvelle vulgate planétaire », in *Le Monde diplomatique* en ligne sur [http://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/Bourdieu/Mai\\_2000](http://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/Bourdieu/Mai_2000), p 6 7 (consulte le 17 Aout 2007)

<sup>54</sup> En Afrique, les chercheurs s'alignent généralement sur des thématiques de recherches imposées par les « maîtres » du Nord et qui sont souvent sans liens directs avec leur idéal ou avec les besoins immédiats de leurs sociétés On a ainsi eu la thématique de « sous développement » dans les années 1960-70, celle de l'« Ajustement structurel » dans les années 80 et la « Mondialisation » des années 89 à l'ère actuelle, etc

- Contribuer a la critique de la nouvelle sociologie des relations et des experiences de communication Nord-Sud a l'ere de la Mondialisation ,
- Fournir une explication sociologique sur l'articulation de l'action communicative des Grandes radios internationales ,
- Degager les determinants (socio-anthropologiques) essentiels de l'influence des Grandes radios internationales sur leurs publics-cibles africains (de Kinshasa) ,
- Degager des eventuels elements nouveaux de discussion sur la question, toujours actuelle, du Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication

## 6 Difficultés rencontrées

En dehors des difficultés permanentes d'ordre matériel qui sont liées à la précarité des conditions de travail dans notre université et d'une difficulté d'ordre méthodologique liée à la récolte des données [difficulté traduite par l'indisponibilité, dans nos milieux de vie et de travail, des enregistrements (audio) des « vieilles » informations que RFI & Cie ont eu à diffuser et dont nous avons besoin pour notre analyse]<sup>55</sup>, nous avons rencontré une autre difficulté non moins importante, d'ordre épistémologique. Celle qui touche bien de chercheurs africains s'intéressant aux situations de lutte (matérielle et/ou symbolique) entre les puissances occidentales et les sociétés d'Afrique, sur fond d'une idée banale hier mais toujours d'actualité aujourd'hui de l'écrivain sénégalais **Cheik Amidou Kane** selon laquelle « **l'art de vaincre sans avoir raison caractérise l'Occident** »<sup>56</sup>

Cette idée, énoncée dans le cadre d'un simple roman, se vérifie dans le cadre de la vie politique mondiale avec des comportements arbitraires des puissances occidentales (E-U, Royaume-Uni, France ) Elles se distinguent bien, dans leurs discours politiques et surtout médiatiques « biaisés », comme nous le montrons dans le corps du travail, par un vrai « jeu d'accusations gratuites » préludes à des agressions violentes contre des États et dirigeants du Sud cibles. Ces accusations et agressions font des « victimes », au niveau

<sup>55</sup> Vieilles informations, celles datant de plus de 5 ans, qu'on ne retrouve pas à l'Internet. Par ailleurs, il sied de signaler que pour ce qui est des informations récentes (1-3 ans), nous les avons retrouvées sur les sites des radios étudiées et avons constaté (après vérification) que ces informations y sont reprises in extenso.

<sup>56</sup> Cf Cheik Amidou Kane, *L'aventure ambiguë*, Paris, Editions 10/18, 1999. Ici, l'Occident est pris comme terme générique pour caractériser les quelques puissances occidentales qui imposent leur loi aux autres. Il nous revient, par ailleurs, dans le même ordre d'idée, de mettre en relief un autre « terrain » accessible aux Africains ou s'applique cette idée au profit de l'Occident : le **cinéma hollywoodien**, avec ses grands scénarios des situations d'affrontements impressionnants entre les sujets américains et ceux d'autres pays (surtout du Sud) finissant inexorablement par **l'écrasement de ces autres, pas le contraire**. Cette réalité semble, curieusement, se vérifier sur la scène internationale.

mental (en corrompant l'**imaginaire collectif de la société**, par ex ) Les chercheurs n'en sont pas épargnés D'ou, il leur faut chercher à ne pas tomber dans le piège des illusions

L'un des problèmes pour lequel la prudence et/ou la lucidité des chercheurs sont requises ce sont, par exemple, les « **aveux tardifs et médits** » sur ces accusations Ces aveux donnent quelque peu l'impression de devenir des « arguments d'idéalisation de la liberté d'expression » dans les pays occidentaux, par le fait que des personnes physiques (anciens des "Services", p ex ) ou des personnes morales (gouvernements, p ex ) arrivent librement à avouer leurs forfaits (assassinats politiques, aide aux rébellions armées dans des pays « à dirigeants incontrôlables », etc ) commis plusieurs années auparavant Cela se fait à travers des « interviews exclusives » dans les médias, ou à travers des livres

Les exemples sur ces « aveux », dans ce sens, pullulent et font banaliser à la fois les crimes commis et la possibilité [pourtant évidente] de répétition de ces actes, laissant s'aggraver l'idée du mythe de la liberté d'expression dans les grands pays occidentaux et faisant supposer un (hypothétique) dévoilement des futurs « criminels » Il n'est pas exclu que les chercheurs tombent dans ce « piège mental » (cet « appel tacite » à la banalisation a priori des crimes que commettent les gouvernements occidentaux des que leurs intérêts les y obligent) dans les pays du Sud en général et les pays africains en particulier

Ainsi comme « crimes » commis et banalisés avant d'être revendiqués a posteriori (avec l'assurance de ne pouvoir éveiller les ressentiments des opinions publiques, dont la plupart banalisent ces « aveux » tardifs par l'usure du temps), il y a ces cas historiques

1) Le cas Patrice Lumumba au Congo (RDC) le 17 janvier 1961, ce leader parmi les Pères de l'indépendance de ce pays est mort au Katanga Certains discours politiques et médiatiques occidentaux attribuent précipitamment cette mort à des causes internes, à la « vindicte populaire, de ceux qui étaient opposés à la politique de Lumumba » Mais, quarante ans après, une dépêche de l'AFP du 15/5/2002 (en forme de « scoop ») relatif à ce sujet contredisait ladite version initiale Elle citait un certain Gerard Soete, un officier militaire belge en fonction au Congo à l'époque de cet événement, qui avouait en être un des responsables , il disait avoir reçu l'ordre de sa hiérarchie, de tuer Lumumba ainsi que ses deux compagnons d'infortune (Maurice Mpolo et Joseph Okito) et de dépecer leurs corps avant de les dissoudre dans un bassin d'acide sulfurique Pour se faire « sérieux »,



dans son « aveu », Soete ne trouvera pas mieux que de brandir ce qu'il présentera comme "deux dents de Lumumba" qu'il gardait a titre de « souvenirs personnels »<sup>57</sup>

2) Le cas de Saddam Hussein en Irak il est accuse (jusqu'a la tribune des ONU), de detenir des armes de destruction massive , cela se revelera être un pretexte fallacieux pour justifier l'agression planifiee de l'Irak L'aveu qui viendra du general Collin Powell, Secetaire d'Etat americain a cette epoque, parlera d'un mensonge de sa part (a l'ONU) a ce sujet pour que son gouvernement atteigne ce but

3) Le cas d'innombrables crimes de la Francafrrique les aveux recents (2010) des temoins ou acteurs occidentaux des crimes tel que les coups d'Etat militaires, le soutien a certains mouvement rebelles ) commis pendant les 50 ans de l'Afrique post-coloniale<sup>58</sup>

4) Le cas de la tres celebre et meurtriere Guerre du Viêt-Nam plusieurs voix se ferrons entendre a titre de revelations ou de « verites cachees » sur les motivations reelles de cette guerre<sup>59</sup> , et les dementis des autorites americaines suivront comme d'habitude Il arrivera, comme d'habitude egalement, cet « aveu » officiel, du gouvernement americain lui-même en juin 2011, lorsque celui-ci publiera les *Pentagon Papers* C'est un document volumineux, de 7 mille pages, qui disent en gros que *la guerre du Viêt-Nam est illegale, qu'elle a ete lancee sur la base de fausses analyses, defendues par d'énormes mensonges et surtout qu'elle etait impossible a gagner*<sup>60</sup>

D'un point de vue critique nous disons que la liberte d'expression favorisant des telles revelations macabres et fâcheuses, mais a des moments inopportuns (juste quand les opinions concernees par les crimes avoues sont demobilisees), devient une affaire des puissants pour leur puissance Car ces vrais « criminels » occidentaux (gouvernements ou individus), qui se demasquent ainsi, le font avec l'assurance de ne pas être inquietes et les medias occidentaux ne s'en ferons pas le relais matraquant comme il devait normalement

<sup>57</sup> Soete exhibait fierement ces deux « trophées » au cours d'une interview a la TV belge et dans un film documentaire qui soulevait des questions justement sur la mort de **Patrice Lumumba**

<sup>58</sup> Nous entrons en détail, sur ce point (de la Francafrrique), au chapitre II de la seconde partie du travail

<sup>59</sup> La première denonciation de grande ampleur (politique) des « abus » américains au Viêt-Nam a été faite le 13 juin 1971 par le journal *New York Times*, faisant planer toutefois de doutes dans les esprits mais on en sera fixe en 2011 !

<sup>60</sup> Lire RFI, « Le gouvernement américain publie l'intégralité des Pentagon Papers », in [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr) (le 11 juin 2011)

être (au nom des droits de l'Homme au vu de la gravité desdits crimes dont certains sont imprescriptibles) On en saisira progressivement le pourquoi dans la suite du travail

Face à cet éventail de faits probants qui certifient d'un ethnocentrisme occidental politiquement organisé et encouragé, il y a un risque réel pour les chercheurs « éveillés » d'Afrique. Ils peuvent soit basculer dans un « radicalisme aveugle d'autodéfense » au cas où ils arrivent à prendre la mesure de la dérive (occidentale) constatée, soit plonger dans un « objectivisme illusoire d'autosatisfaction ». Ces deux postures sont susceptibles de faire oublier aux chercheurs en sciences sociales la voie à emprunter pour échapper à une des difficultés majeures de leur travail : celle de placer leur analyse dans le 'juste milieu'

Nous catégorisons ce fait parmi nos difficultés dans ce travail, avec la conviction de n'y échapper qu'en nous astreignant à une vigilance épistémologique sans faille, celle qui nous coûte du temps, puisqu'il fallait revoir assidûment nos analyses à la moindre avancée du travail. Elle nous a exigé également de la perspicacité, puisqu'il nous fallait un effort constant de décentration, et aussi de la méticulosité nous poussant constamment aux détails dans le sens d'Emmanuel Todd<sup>61</sup> qui pense que « *la science est un problème d'audace dans les hypothèses et d'extrême méticulosité dans les analyses* »

## 7 Structuration du travail

Au-delà de l'introduction et de la conclusion, notre travail de thèse est structuré en trois grandes parties inspirées par les trois points liés (de notre questionnement de départ) qui s'alignent dans notre problématique. Les éléments de chacune de ces parties rendent compte de la matérialisation de notre schéma explicatif, par l'étalage des données utiles d'analyse. Ainsi

- La première partie est consacrée aux fondements théoriques de l'étude ainsi qu'au cadrage contextuel qui s'est imposé à nous,
- La deuxième partie fait l'autopsie du champ communicationnel Nord-Sud, dans sa vie, telle que cette vie est rythmée par les Grandes radios internationales,
- La troisième partie est réservée à une « application » soutenue par l'expérience de RFI avec une catégorie spéciale de son public-cible de Kinshasa

---

<sup>61</sup> Propos de l'historien Emmanuel Todd, invité de l'émission *Idees* de RFI, le dimanche 18/9/2011, 16 h00  
T U

**PREMIERE PARTIE**  
***FONDEMENTS THEORIQUES ET CADRAGE***  
***CONTEXTUEL DE L'ETUDE***

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## CHAPITRE I . DU CADRE THEORIQUE

Pour une analyse sociologique plus productive de notre objet d'étude, nous nous voyons dans la necessite de passer par une clarification de quatre concepts importants de ce travail C'est un exercice utile, a partir duquel nous esperons trouver des arguments a integrer dans les discussions que nous allons engager a differents niveaux Ledit exercice consiste en un decortilage de ces concepts dans le but d'en deduire leurs differents sens (profonds), a la lumiere des situations qu'ils sont supposes exprimer, dans les differents contextes qui s'entrecroisent dans notre etude

### Section I Les concepts operatoires

La « communication Nord-Sud » est le concept central de l'étude Cette centralite n'est pas le fait du hasard, c'est le « schema de communication » applique au sujet etudie qui nous en donne le sens a travers le « face-a-face » qu'il demontre entre les acteurs de la vie sociale du Nord et ceux du Sud autour de l'action des radios internationales comme nous le demontrons Deux concepts decoulant du concept central merite d'être retenus « lutte symbolique » et « impact des medias » (ici les Grandes radios internationales) Le premier concept sert a nous livrer des secrets sur les actions « souterraines » produites par les protagonistes de cette communication, lesquelles donnent un sens au cote symbolique de celle-ci (la communication) Le deuxieme permet de reunir, tout en faisant une critique evaluative, les principaux facteurs determinant l'impact possible de l'action produite (les facteurs comme les « publics reels » touches par l'action de RFI & C1e)

Un autre concept, tres capital pour nous, est celui de l'« alienation (culturelle) » Nous lui attribuons le rôle de « concept methodologique » etant donne qu'il nous semble être cense renfermer des « clefs » de comprehension de certains actes de communication de sujets (ou recepteurs) engages dans le processus etudie

Ainsi, qu'il s'agisse du concept central ou des deux autres concepts qui sont lies au premier tout comme celui qualifie de methodologique, leur importance pratique dans la presente etude n'est pas moins liee a l'importance du contexte general d'aujourd'hui celui de la Mondialisation La Mondialisation se presente de cette maniere a nous comme un concept a la fois « prioritaire » et « eclaireur »

## *I La mondialisation (culturelle)*

Dans la foulée de la chute du *Mur de Berlin*, laquelle a favorisé la cristallisation de l'idée d'un monde planétaire, une tendance semble caractériser la plupart des discours de nos contemporains sur la marche du monde, comme nous l'avons démontré au début. C'est la tendance d'adopter ce que Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant ont bien appelé « **la nouvelle vulgate mondiale** »<sup>62</sup>, c'est-à-dire un vocabulaire nouveau et singulier propagé désormais par les discours des hommes (les faiseurs d'opinions) ou des grands médias du Nord. Ces deux auteurs ont fait allusion à un certain nombre de « termes consacrés », aux contenus jugés idéologiques, tels que « la Mondialisation », « le Multiculturalisme », « la Gouvernance » que nous nous approprions facilement aujourd'hui alors que, au même moment, d'autres termes importants et non dépourvus de sens dans notre vie sociale (tel que « classe sociale », « exploitation », « domination ») sont péremptoirement révoqués sous prétexte d'obsolescence ou d'impertinence.

Nous sommes en face d'une situation de triomphe d'une violence symbolique transnationale reposant sur la mystification des mots. L'idée d'un monde planétaire n'en pâtit pas pour autant, puisque elle trouve sa force dans la succession de qualificatifs élargissant l'idée d'un grand espace mondial aux multiples facettes partagées par tous. On a ainsi *Mondialisation culturelle, Mondialisation économique, Mondialisation sportive, etc.* Ces termes deviennent des leitmotifs qui meublent les discours (politiques) au Nord comme au Sud et qui arrivent à faire dédouaner les pouvoirs (occidentaux et leurs alliés) dont la brutalité dans la « gestion » de cet « espace mondialisé », aux allures d'un grand « marche » mondial)<sup>63</sup> ne cache point la nature de la tournure prise par la vie du monde.

Il se précise donc que la Mondialisation n'est pas ce contexte porteur de bonheur au Sud comme certains discours politiques l'indiquent. Un certain nombre de « signes qui ne trompent pas » existent pour cela. Nous les tirons du registre de ce qu'on appelle les « **abus de puissance** »<sup>64</sup>, caractérisant les nouveaux comportements des puissances du

<sup>62</sup> P. Bourdieu et L. Wacquant, *op. cit.*

<sup>63</sup> Plusieurs auteurs ont démontré que le monde d'aujourd'hui, dit mondialisé, est devenu un *Marché unique* régenté et réglementé plus par la **logique marchande des Grandes Entreprises transnationales** que par la logique des États (selon la première génération des travaux sur la mondialisation). Lire notamment « Eric Toussaint, *La bourse ou la vie. La finance contre les peuples*, Syllepse Eds, 2002 ».

<sup>64</sup> Nous empruntons ce terme à Noam Chomsky qui stigmatise les comportements actuels des États-Unis sur la scène internationale en rendant l'ascenseur à ceux-ci dont les discours des tenants de leur politique étrangère sur les « États manqués », ceux qui n'ont comme tort que de se rebeller contre la domination des E-U (Cf. N. Chomsky, *Les États manqués. Abus de puissance et déficit démocratique*, Fayard, Paris, 2007).

Nord (Etats-Unis surtout) sur la scene mondiale, qui marqueront negativement l'histoire recente de beaucoup de pays du Sud Citons par exemple et au hasard a) la decision du President americain George Bush, d'envahir militairement l'Irak en 1991 sous le pretexte fallacieux de lutter contre le terrorisme qu'aurait incarne a l'epoque le president irakien Saddam Hussein , b) le refus (en 1977-1980), de participer a l'effort de construction d'un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, par trois puissances (de premier ordre) du Nord Etats-Unis, Grande Bretagne, France

Le moins qu'on puisse dire, au regard des faits exposes, est que les idees comme les manifestations de la Mondialisation ne symbolisent aucunement l'effacement, comme par enchantement, des liens complexes de domination Nord-Sud pour lesquels le maitre-mot des critiques a longtemps ete *l'imperialisme* (total) ou *l'imperialisme culturel*, des puissances du Nord sur les societes du Sud<sup>65</sup> D'autres critiques, plus « radicales », vont jusqu'a ajouter l'« imperialisme humanitaire »<sup>66</sup> comme une des nouvelles variantes (plus pernicieuses) de ce phenomene d'imperialisme<sup>67</sup>

L'imperialisme culturel occidental, toujours persistant dans les pays du Sud en general et en Afrique en particulier, en depit du vecu d'une « civilisation planetaire » que le developpement des moyens de communication de masse produit, apres la chute du Mur de Berlin, est un facteur pertinent qui nous suggere une attitude de prudence par rapport a la definition et a la comprehension de la Mondialisation culturelle Nous sommes oblige, en depit des atouts et ou avantages de communication offerts aux populations du Sud, de nous rendre a l'evidence que le pouvoir (tres strategique) de « nommer les choses » reste l'apanage des forces sociales du Nord , les publics cibles ne font que s'y accommoder,

<sup>65</sup> Définissons ce concept avec Herber Schiller comme *la somme des processus par lesquels une societe est introduite au sein du systeme moderne mondial et la maniere dont sa couche dirigeante est amenee par la fascination la pression la force ou la corruption a modeler les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du systeme ou s'en faire promoteur*

<sup>66</sup> Terme explicité dans Jean Bricmont, *Imperialisme humanitaire Droits de l'Homme droit d'ingerence droit du plus fort ?*, Aden Editions, 2005

<sup>67</sup> Jean Bricmont, dans une interview en rapport avec l'« intervention militaire occidentale » en Libye en mars 2011 [un événement qui enrichit notre analyse, sur l'action des Grandes radios étudiées et sur les « réactions d'alienation » chez certaines cibles, récepteurs de cette action en Afrique noire], définit et justifie la réalité de l'« impérialisme humanitaire » comme *une ideologie qui vise a legitimer l'ingerence militaire contre des pays souverains au nom de la democratie et des droits de l'homme La motivation, ajoute t-il, est toujours la meme une population est victime d'une dictature donc il faut agir Et de poursuivre On nous sort alors des references a la Deuxieme guerre mondiale a la guerre d'Espagne et j'en passe Le but etant de faire accepter l'intervention c'est ce qui s'est passe pour le Kosovo l'Irak ou l'Afghanistan* (Lire Grégoire Lahieu, « La Libye face a l'impérialisme humanitaire Entretien avec Jean Bricmont », (cf site [http //www.michelcollon info/La-Libye-face-a-l-imperialisme.html](http://www.michelcollon.info/La-Libye-face-a-l-imperialisme.html), consulte le 22/03/2011)

par necessite Car ces forces dominantes ont toujours une voie preponderante sur l'espace mondial grâce a leurs differents et puissants moyens de communication qui leur donnent, en definitive, l'occasion et le pouvoir d'imposer une « violence symbolique legitime » a ces populations du Sud, au nom des tres mythiques « droits de l'homme » representes ici par les droits d'informer et de s'informer reputes mais bafoues a jamais chez celles-ci

Cette realite ne doit pas moins augurer de l'existence d'un « **imaginaire social** » **idéologiquement construit**, sur la base duquel on veut a tout prix forger une pertinence particuliere au vocable « Mondialisation » qui, tout compte fait, presente des signes d'une autre construction ideologique qui enrichirait la premiere, pour des finalites inavouees<sup>68</sup>

Ces developpements nous font adopter une definition simple de la Mondialisation culturelle, celle que propose Boaventura Sousa Santos<sup>69</sup> a travers son idee de « **localisme globalise** » Cet auteur a forge cette notion a la lumiere de la globalisation du phenomene culturel americain Partant de cette approche nous croyons qu'il est possible d'enfoncer le clou en appreciant les realites produites par d'autres experiences de globalisation de la culture (experiences française, britannique, allemande ), a la lumiere de cet exemple

Dans les contextes des societes non hegemoniques qui se rapportent a un *Centre*, comme celles d'Afrique, fait remarquer Jocelyn Letournau cite par Mircea Vultur<sup>70</sup>, cette forme de mondialisation culturelle (le localisme globalise) apparaît comme un globalisme *localise*, qu'il faut voir comme un *processus d'accommodement ou d'appropriation, par des cultures locales, d'objets, de codes ou de signaux disseminés a l'échelle de la planete par des centres nodaux de production de symboles materiels ou virtuels* A partir des

<sup>68</sup> Par « imaginaire construit » nous pensons a l'alienation culturelle que nous rencontrons sur notre terrain d'étude et par « Mondialisation comme construction idéologique dosée » nous voyons un mot magique soigné dans le cadre de la violence symbolique censée être utilisée pour la perpetuation de cette alienation Le desaccord, toujours croissant dans les milieux scientifiques, sur la définition de ce vocable doit quelque peu confirmer cette hypothèse Vincent Mirza nous en parle plus, après avoir analyse quelques écrits y afférents Il met en exergue deux tendances 1) les radicaux qui reconnaissent que *la Mondialisation est un phenomene reel qui bouleverse les frontieres des Etats-nations l'economie les institutions*, 2) les sceptiques pour qui la Mondialisation est *une reformulation contemporaine du projet imperialiste et du colonialisme tout en actualisant le capitalisme mondial* (Cf Vincent Mirza, « Une ethnologie de la mondialisation est-elle possible ? », in *Anthropologie et societes* Vol 26, n° 1, 2002, p 159-175) Il y a lieu de reconnaître que la définition des sceptiques développée ici semble soutenir les arguments a la base de notre hypothèse

<sup>69</sup> Cf B de Sousa Santos, « La globalisation contre hégémonique et la réinvention de l'emancipation sociale », in Daniel Mercure (sous la direction de), *Une societe-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Editions Les presses de l'Université Laval/de Boeck, Sainte Foy, Bruxelles, 2001

<sup>70</sup> M Vultur, « La dynamique culturelle de la mondialisation », *Institut National de la Recherche Scientifique, Urbanisation Culture et Societe*, Montréal, Mai 2005 [www.inrs.ucs.quebec.ca/](http://www.inrs.ucs.quebec.ca/) (consulte le 23/03/2009)

transformations imaginees tout laisse voir, la necessite d'une vigilance epistemologique dans le traitement des faits supposes être lies aux questionnements sur la Mondialisation

## *II La communication Nord-Sud (par les Grandes radios internationales)*

L'application du « schema de communication » aux realites sociales produites par l'action des Grandes radios internationales nous confirme l'existence d'un processus de communication Nord-Sud. Cette realite n'est pas unique ni nouvelle. Differents processus de communication (l'Evangelisation, l'Enseignement ) connus, hier et aujourd'hui, entre les societes du Nord et celles du Sud, en font état. Mais, elle est plus visible avec l'action des Grandes radios internationales, comme on peut s'en rendre compte, apres une analyse des donnees que facilite l'exploitation du schema de communication.

Ce schema nous indique suffisamment que 1) les « **sources** » d'information, que sont les gouvernements de quelques puissances du Nord (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande Bretagne), regentent l'ensemble de ce processus, 2) des « **messages** » inspires de toute evidence par l'ideologie dominante dans ces pays, 3) des « **medias** » (les radios) soigneusement entretenus par les mêmes gouvernements, 4) enfin, des « **recepteurs** » etrangers, d'Afrique prioritairement, qui subissent l'action des medias en question.

Nous avons la un tableau a elements trop suggestifs, qui inspire de la curiosite aux chercheurs en sciences sociales. C'est ce qui a justifie, s'il faut le souligner encore, notre interêt pour le sujet y relatif qui fait la presente etude et pour le besoin duquel nous avons scrute sommairement le contenu de ce processus, comme prelude a un travail approfondi d'analyse qui va suivre. Nous sommes ainsi arrive a la conviction que ce processus doit être sous-tendu par une « logique particuliere » soutenue par au moins cinq faits saillants suivants que nous mettons en exergue.

a) Des cadres legaux « arbitraires », forges par les gouvernements occidentaux ayant developpe les experiences de radios (et televisions) a vocation internationale, regissent le fonctionnement de ces medias. On note les decisions gouvernementales et parlementaires mais aussi des documents techniques comme les « Cahier de charge » de chacune de ces radios. Le caractere arbitraire de ces documents se comprend dans la mesure ou ils sont plus associes aux objectifs des Puissances concernees qu'a une volonte reelle d'informer les populations etrangeres. On peut le verifier avec le cas de la France dans le cadre de



son *Audiovisuel exterieur*, pour lequel les documents officiels (tel le *Cahier de charge* de RFI) ne cachent pas l'objectif ultime avoué des medias deployes a l'exterieur meubler l'action de ceux-ci de maniere a leur permettre de jouer des rôles conséquents, dans le cadre general de l'*Action culturelle exterieure* du gouvernement français<sup>71</sup>, avec comme finalite declaree le rayonnement sans cesse de la France a l'etranger

b) Un accompagnement politique et diplomatique des gouvernements (occidentaux) auxquels ces medias reputes puissants dependent Un certain nombre de faits visibles ou invisibles l'attestent a suffisance 1) les implantations, en Afrique, des stations-relais ou des Bureaux de RFI et VOA, coincidant (par hasard ?) avec celles des Bases militaires francaises et americaines implantees en Côte d'Ivoire et au Gabon, mais aussi a Djibouti 2) La facilite avec laquelle ces medias reussissent a faire circuler leurs reporters partout au Sud, parfois d'un « camp gouvernemental » a un « camp rebelle » dans les pays en conflits armes, chose quasiment impossible pour les medias nationaux 3) Dans le même ordre d'idees, epinglons le fait que ces « exploits » arrivent souvent a être couronnes par cette autre facilite de voir ces mêmes reporters etrangers arracher, sans trop de peines, des interviews aux Chefs d'Etat du Sud (d'Afrique), un privilege qui echappe jusque-la aux journalistes du continent noir De la, y voir la possibilite des arrangements politiques sur fond d'echanges « obscurs » ne serait pas une exageration

c) Des soutiens utilitaristes a ces radios, sur leurs terrains d'action L'animosite forte d'hier, a l'ere de la Guerre froide, entre la plupart de pouvoirs politiques africains et les Grandes radios internationales n'est plus a l'ordre du jour a l'ere de la Mondialisation On enregistre plus que des simples « querelles de menage » entre eux, dans leur situation de composantes du circuit de communication Nord-Sud Cela peut s'expliquer avec la nouvelle donne mondiale qui contraint les regimes ou pouvoirs politiques a adopter des attitudes « democratiques » et ces medias a changer des strategies d'action

Il y en avait necessite pour ces deux types d'entites, considerees respectivement comme des « representants locaux » et des « outils specifiques » des « oppresseurs » sur lesquels reposent des soupçons et des accusations de desservir les populations du Sud, que sont les gouvernements occidentaux (et leurs agents les Entreprises multinationales

---

<sup>71</sup> Cette « action » bénéficie de l'attention notamment de l'Assemblée nationale et du Senat français qui se distinguent par des *Rapports parlementaires* de reglementation de cette action ou du soutien a lui apporter (cas des affectations budgetaires annuelles lui allouees)

par exemple) Ces entites devaient arriver a ce point pour savoir « a quoi bien s'en tenir » dans le nouveau monde globalise, afin de mieux faire face aux incertitudes amenees dans la societe par toutes les sortes de « poussees deregulationnistes » inherentes a la nouvelle dynamique mondiale et par les incertitudes liees a la realite Temps mondial

Les moyens de communication electroniques qui, selon Appadurai, sont devenus des *forces nouvelles moins sur le plan technique que sur le plan de l'imaginaire*, sont alors serieusement courtises Les pouvoirs politiques africains d'aujourd'hui, a l'ere de la Mondialisation, sont parmi ces « courtisans » En tant que forces sociales conscientes de la portee des effets de la Mondialisation, ils se voient obliges de « composer » avec les principaux medias internationaux dans le but d'en tirer le plus possible de dividendes<sup>72</sup> C'est ainsi que beaucoup de gouvernements africains ne se sont pas offusques de signer des « Accords de collaboration » (assortis de certains avantages) avec RFI, BBC, VOA, DW, contribuant par-la au renforcement de la presence materielle de celles-ci en Afrique

Les consequences en sont, notamment 1) la multiplication de stations-relais FM, de ces radios, dans quelques villes des pays contractants , ainsi, RFI en compte au moins une dans 77 villes de 26 pays d'Afrique (en 2009) , BBC/Service Afrique francophone en possede 23, dans 19 pays<sup>73</sup> 2) le developpement des grandes actions publicitaires de ces radios dans les villes africaines couvertes, pour la promotion de leur travail Nous voyons les grands panneaux publicitaires de BBC ou de RFI, plantes dans les carrefours routiers strategiques d'un bon nombre de villes africaines (Dakar, Kinshasa, Libreville, etc )

Un autre « soutien » aux Grandes radios internationales vient des radios privees locales a grande audience en Afrique, a travers des « Accords de partenariat » signes avec elles, permettant a ces dernieres de repercuter dans une certaine mesure les programmes des premieres dans les pays du Sud RFI se presente aujourd'hui en premiere position en cette matiere, en Afrique, avec au moins 103 « Radios partenaires » avec lesquelles elle collabore, dans 36 pays , BBC vient en second lieu avec 75 partenaires dans 12 pays<sup>74</sup>

<sup>72</sup>Il y a, entre autres, l'argument (utilitariste) de prouver leur engagement en faveur du respect des droits et libertes de leurs citoyens , il est question surtout du droit de s'informer avec les medias de leur choix, pour ne pas apparaitre comme en déphasage avec le temps actuel même si en réalite les choses se passent differemment

<sup>73</sup> Cf RFI, *Dossier Presse 2009*, p 65 et BBC, *Grilles de programmes 2008*, [www.bbc.co.uk/worldservice/](http://www.bbc.co.uk/worldservice/)

<sup>74</sup> RFI & BBC, op cit

d) Un auditoire tres large RFI, nous l'avons deja epingle plus haut, revendique a elle seule 45 Millions d'auditeurs dont un grand nombre en Afrique ou elle consacre 60 % de toute son action BBC, VOA et DW comptent respectivement 143 Millions, 100 Millions et 23 Millions d'auditeurs dans le monde<sup>75</sup> L'etendue de l'auditoire de chacune de ces radios se mesure egalement a travers l'eventail des publics specifiques qu'elles atteignent grâce a la multitude de langues de travail exploitees et le recours a l'Internet, sans oublier leur tendance a « poursuivre » la plupart de leurs « publics naturels » ayant immigre dans les principaux pays du Nord

S'agissant de la premiere strategie, de l'elargissement de l'auditoire de ces radios, les chiffres de langues de travail exploitees par chacune peuvent donner la mesure de la signification qui convient, a la fois a la strategie utilisee et a la grandeur de l'auditoire en question On a ainsi, par exemple, un total a ce jour de 45 langues exploitees pour VOA , 32 pour BBC , 30 pour DW , et enfin, 20 pour RFI<sup>76</sup>

Par la deuxieme strategie nous faisons allusion par exemple a la curieuse diffusion par RFI des programmes organises, en langue vietnamienne et orientes vers les E-U ! On comprend qu'il y a la, d'abord, volonte de ne pas perdre les liens historiques et humains tisses avec les Vietnamiens de l'interieur du pays que RFI prend suffisamment en charge comme l'indique sa Grille des programmes « Asie-Oceanie » et avec les Vietnamiens de la diaspora, qui ne manquent pas de condescendance sur leurs compatriotes de l'interieur Cette gymnastique de RFI doit se justifier pour le moins par le fait que le Vietnam, pays a histoire emaillee de symboles de resistance a la domination (imperialiste), represente un grand symbole fort pour la France et pour beaucoup de peuples fascines par les histoires de lutte anti-imperialiste D'ou, creer un « lien mediatique » avec un tel pays, qui a laisse des souvenirs « instructifs »<sup>77</sup> doit avoir un avantage symbolique certain pour la France

<sup>75</sup> Les chiffres de RFI sont de 2005 (Cf *Rapport d activite 2004-2005*), ceux des autres sont de 1999 (Cf Cynthia Guttman, « La nouvelle onde de choc des radios internationales », in *Courrier de L UNESCO* site [www.unesco.org/courrier/1999](http://www.unesco.org/courrier/1999), (Consulté le 30/04/2006)

<sup>76</sup> Les chiffres de VOA sont de l'année 2008 tandis que ceux de BBC, DW et RFI sont de l'année 2009 (Cf site <http://voanews.com/english>, <http://www.bbc.co.uk/worldservice/>, <http://www2.dw-world.de/french>, <http://www.rfi.fr>)

<sup>77</sup> Cf L'histoire de la Guerre d'Indochine, ou la France perdit la guerre (cf La célèbre bataille de *Dien Bien Phu*) mais signa tout de même un Accord historique qui conduisit a la paix dans cette région Il faut penser aussi a la débâcle de l'armée américaine dans ce même pays après lui avoir impose une longue et meurtriere guerre La fin de la guerre des Américains conduisit a un exode assez impressionnant des Vietnamiens vers les Etats-Unis (800 000 âmes, selon René Dubois qui parle a ce sujet precis de *chiffres-records dans l immigration aux Etats-Unis depuis la Deuxieme Guerre mondiale*) Cette donnee ne rend t-elle pas compte d'un enjeu que représente les Immigres vietnamiens pour les E-U et la France ?

### *III La lutte symbolique (dans le contexte des relations Nord-Sud)*

Le contexte des relations Nord-Sud est foncièrement conflictuel si l'on s'en tient aux multiples déséquilibres qu'il favorise dans cet espace géographique-politique, sur fond de divergences d'intérêts vitaux de deux mondes qui forment ledit espace. Des processus de communication du genre de celui impulsé par les Grandes radios internationales se présentent alors comme des lieux de démonstration de la domination (impérialiste) qui caractérise ces relations. Karl Marx mais aussi Gramsci et Althusser pouvaient en déceler la « lutte des classes »<sup>78</sup>, ayant des bases essentiellement économiques, avec comme finalité la reproduction des « rapports de production » et des classes sociales dans la société.

Une telle conception, de cette vraie « lutte symbolique » ne rendrait pas au mieux le sens de l'importance accordée par les puissances du Nord à l'action de leurs grands médias à vocation internationale ou aux comportements générés par ces médias dans les sociétés qu'ils couvrent par leur action communicative.

Bourdieu nous ouvre plus de perspectives de compréhension des faits de lutte de classes avec sa conception « novatrice » de cette réalité sociale. La lutte des classes, selon lui, ne trouve pas de fondement seulement au regard du capital économique, il martèle la nécessité de prendre toujours en compte différents types de capitaux (économique, social, culturel, symbolique, etc.) mais reconnaît toutefois la force du symbolique ici. Cela peut se vérifier avec le processus de communication sous étude qui est un indicateur important de la lutte de classes, ou mieux, la lutte symbolique entre les « dominants » du Nord et les « dominés » du Sud. Le capital symbolique dont il est question est cette idée des droits de l'homme, à laquelle les dominants recourent abondamment, parfois même à contresens.

Les droits de l'homme c'est une vraie arme, rappelons-le encore, qui se présente comme vitale aux puissants, pour servir dans la justification et/ou dans la légitimation de leurs incessants « abus de pouvoir » sur la nouvelle scène internationale.

L'idée des droits de l'homme mobilise les gouvernements occidentaux, au nom du « droit d'informer » (et donc d'entretenir les médias à vocation internationale en violation de la souveraineté des autres États). Les gouvernements du Sud se servent du même mot

---

<sup>78</sup> Elle doit se comprendre ici dans le sens historique large de lutte des opprimés contre les oppresseurs (cf M. GRAWITZ, *Lexique des sciences sociales*, Dalloz, 8<sup>e</sup> édition, 2004).

d'ordre, eux qui sont en lutte symbolique (et/ou en concurrence) avec les premiers (et ils imposent la censure vue comme « droit d'informer différemment ») Avec la même idée, on voit se mobiliser de leur côté les gouvernements et les oppositions du Sud en lutte avec leurs gouvernements (ils évoquent leur « droit de s'informer » qui est contraire dans leurs pays, d'où ils recourent à l'information étrangère)

Ces positions reposent sur un socle fort la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* L'« Article 19 » de ladite déclaration est important pour cela, dans la mesure où il stipule très bien que *Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit*

Ainsi donc, à travers les droits de l'homme [capital symbolique], les protagonistes outils de ce processus arrivent à bien actionner ou à protéger d'autres capitaux, en toute quiétude C'est le cas des gouvernements occidentaux qui, vu leur situation de détenteurs et/ou de protecteurs des capitaux économiques (que sont leurs investissements propres ou les investissements des personnes morales de leur nationalité) dans certains pays du Sud, ont l'habitude de faire prévaloir « l'article 19 » cité ci-haut pour répondre aux accusations des gouvernements du Sud (d'Afrique) qui osent souvent contrer leur action<sup>79</sup>

À part le capital symbolique et le capital économique, on fait également appel au capital politique (cas de ce qui arrive à beaucoup de gouvernements du Sud qui n'hésitent pas à évoquer la question très politique de la souveraineté de leurs États, pour justifier des actes de censures qu'ils posent fréquemment) et à bien d'autres formes de capitaux que les concernés jugent utiles à des moments précis

Comme on peut l'imaginer, la violence symbolique s'invite ipso facto là où se plante un décor intéressant de luttes symboliques à l'instar du décor que nous venons de décrire, du champ communicationnel Nord-Sud Les productions verbales en termes de discours politiques, pour vanter les rôles joués par les dominants dans ce processus, et les productions radiophoniques destinées aux dominés, rendent compte d'un « pouvoir » (symbolique) qui impose aux autres (dominés) ses « productions symboliques » Pouvoir

<sup>79</sup> Nous pensons surtout aux actes fréquents de fermeture des stations-relais des chaînes occidentales ou à des expulsions de leurs correspondants par les gouvernements africains

qui se montre a nous comme tres imaginatif, qui sait raisonnablement que *c'est qu'en tant qu'instruments structures et structurants de communication et de connaissance que les « systemes symboliques » remplissent leur fonction politique d'instruments d'imposition ou de legitimation de la domination, qui contribue a assurer la domination d'une classe sur une autre (domination symbolique) en apportant le renfort de leurs forces propres aux rapports de force qui les fondent, et en contribuant ainsi, selon le mot de Weber, a la « domestication des domines »*<sup>80</sup>

#### ***IV Impact des mass medias (des Grandes radios internationales)***

Au regard de tout ce qui a ete developpe a l'introduction de notre dissertation, il nous revient de dire que cette etude, qui est, in fine, une verification de la contribution de Grandes radios internationales a l'alienation des publics d'Afrique noire, se classe bien dans le registre des travaux sur **l'impact des mass medias**. Cet impact s'apprecie au vu des effets reconnus comme produits de l'action des mass medias. La critique de ces effets pourra nous edifier ou non si on arrive a cette « domestication des domines » qui veut autrement signifier « alienation culturelle »

Mais, les specialistes nous recommandent prudence car on traite generalement des effets des medias en les envisageant par rapport a la « puissance » de ces medias, alors qu'a y voir de pres, ces effets sont souvent limites. Comme explications plausibles : 1) *le public s'expose aux messages de facon selective* (selon Paul Lazarsfeld)<sup>81</sup>, 2) D'apres la theorie de l'intermediaire, le *two-step flow*, tout est fonction du rôle cense être joue par ce qu'on appelle les « leaders d'opinions » supposes capables et disposes ainsi a repercuter consequemment les informations reçues par eux sur le reste de la population (cf Paul Lazarsfeld et Elihu Katz)<sup>82</sup>, etc

Comme on peut le constater, l'impact de medias sur leurs publics-cibles ne doit pas être facile a determiner, tout depend de l'influence que peuvent avoir ces medias sur ces publics. Or, cette influence prête a des « interpretations divergentes ». Il faut mieux, nous propose pertinemment Remy Rieffel, en guise de voie de sortie, d'envisager de faire

<sup>80</sup> P Bourdieu, « Sur le pouvoir symbolique », in *Annales Economies Societes Civilisations* 32<sup>ème</sup> année, N° 3, 1977, pp 405-411. En ligne sur <http://www.persee.fr> (consulté le 17/02/2009)

<sup>81</sup> P Lazarsfeld & alii, *The people Choose How Voter Makes up Mind in a Presidential campaign*, New York, Columbia University press, 1944

<sup>82</sup> P Lazarsfeld & E Katz, *Personnal Influence* New York, The Free Press, 1955

de études plus approfondies<sup>83</sup> Souscrire à cette proposition, comme nous le faisons bien d'ailleurs, en prévoyant une tranche de « partie pratique », dans la présente étude, exige préalablement qu'on détermine le « public réel » de ces médias internationaux, celui dont le profil sociologique peut fournir des éléments crédibles sur l'impact recherché

#### *A La question des « publics réels » des Grandes radios internationales en Afrique*

Par public réel des médias on doit comprendre les personnes qui accomplissent effectivement l'acte de la *reception* des productions de ces médias Jean-Pierre Esquenazi en donne une idée globale en retraçant leurs caractéristiques générales Elles se résument en *un ensemble hétéroclite [des personnes], parfois imprévisible, composé de membres aux motivations diverses et aux interprétations contradictoires*<sup>84</sup> Le chercheur intéressé par cette réalité sociologique, comme c'est notre cas dans ce travail, n'a qu'à aller au-delà de ce qui est donné pour en découvrir les éléments caractéristiques qui peuvent faciliter une appréciation plus ou moins objective des comportements des publics de médias En d'autres termes, il s'agit du *profil sociologique* de ce public qu'il importe de déterminer

Cette question du profil sociologique du public des médias (occidentaux) dans les pays d'Afrique noire a été traitée par André-Jean Tudesq<sup>85</sup> Ce spécialiste des médias en Afrique fait état d'une *reception différenciée*, de ces médias, après avoir rassemblé les résultats de nombreuses enquêtes dans plusieurs pays africains (Guinée/Conakry, Kenya, Tanzanie, Côte d'Ivoire, Congo-Kinshasa, Sénégal) Il en ressort, globalement, en dehors du constat que les capitales (par rapport à d'autres villes de ces pays) sont les foyers les plus réceptifs, que cinq critères plus ou moins constants structurent le profil sociologique des publics visés Il s'agit des éléments ci-après 1) Sexe, 2) Âge, 3) Catégorie socio-professionnelle, 4) Équipement en matériel (radio, TV), 5) Niveau d'études

Le tableau synthétique détaillé de ce profil se présente comme suit 1) s'agissant de l'indicateur sexe, les hommes et les femmes sont concernés mais la prédominance des

<sup>83</sup> R. Rieffel cite par Jean Lohisse, *La communication De la transmission à la relation*, de Boeck & Larcier, Bruxelles, 2007

<sup>84</sup> J-P Esquenazi, *Sociologie des publics*, Editions La Découverte (collection Repères, 366), 2003, p 130

<sup>85</sup> Ce sont des données publiées en 1997 Nous les utilisons à titre indicatif faute d'études récentes mais aussi des moyens nécessaires pouvant nous permettre de mener une nouvelle enquête, à une échelle un peu plus vaste S'agissant des données exposées, lire A-J Tudesq, « L'influence des radios et télévisions étrangères sur la vie politique en Afrique subsaharienne », Communication préparée dans le cadre du XVII<sup>ème</sup> Congrès mondial de l'Association Internationale de Sciences Politiques, 17-21 Août 1997, Séoul, Corée du Sud En ligne sur [www.africanti.org/IMG/enjeux/TUDESQ.pdf](http://www.africanti.org/IMG/enjeux/TUDESQ.pdf), consulté le 13/01/2008

premiers est réelle, 2) a propos de l'âge des auditeurs, il a constaté que celui-ci varie de 15 à 59 ans et plus, 3) de l'indicateur « catégorie socio-professionnelle » il a identifié ces composantes Citadins et ruraux, Employés-cadres, Commerçants, Éléves et Étudiants, Femmes au foyer. Les proportions de ces données en termes de pourcentage, peuvent être trouvées, comme illustration, dans cette description que Tudesq fait de l'audience de RFI au Sénégal (villes de Dakar et Pikine), dans la même période

*RFI à Dakar et Pikine en novembre 1995 était écoutée régulièrement (c'est-à-dire au moins une fois dans la semaine) par 46,9 % de l'échantillon, deux fois plus par les hommes que par les femmes, quatre fois plus par ceux qui avaient reçu une instruction secondaire ou supérieure que par les non-scolarisés, 94,2 % des employés et cadres, mais seulement entre 39 et 45 % des commerçants et artisans. L'écart était encore plus sensible des auditeurs tous les jours.*

Un examen sommaire de cette illustration, du reste non exhaustive au regard de la grandeur de l'auditoire de ces médias en Afrique noire, nous permet de dégager quelques éléments susceptibles d'enrichir nos investigations sur le lien possible entre l'action des mass media et l'aliénation culturelle. Il y a, par exemple, le fait que les radios concernées aient prévu des programmes réservés plus ou moins exclusivement aux cibles adultes (de 15 ans révolus). On peut y voir la nécessité de « gérer » les personnes jugées capables de se déterminer lorsqu'il s'agit de défendre une cause. Cet argument devient encore utile face à un attrait utilitaire que les organisateurs de l'action communicative produite ont pu forger : celui des Employés-cadres et des Étudiants. C'est un attrait sûrement rentable, ces deux catégories faisant partie des catégories qui se présentent bien comme pourvoyeuses des « faiseurs d'opinion ». Cette précision fait que l'utilité sociale des faiseurs d'opinion doit suffisamment se comprendre à travers cette théorie de *two-step flow*.

La pertinence et le sens de ces hypothèses tiennent à la « **culture consacrée** » que les personnes faisant partie des deux catégories mises en exergue devaient être porteuses. C'est Bourdieu qui nous a inspiré cet argument, lui qui reconnaît à cette culture consacrée le rôle de *cle de voûte des stratégies de distinction et de domination symbolique*<sup>86</sup>

La culture consacrée est celle de la classe dominante dans les contextes français et occidental, terrains naturels de Bourdieu. Mais, dans le contexte africain, cette culture est détenue par les Employés-cadres et les Étudiants du fait d'avoir été « transformés » par l'action de l'école occidentale. Ils sont considérés comme « attachés » à l'Occident de par

<sup>86</sup> P. Bourdieu, *La distinction Critique sociale du jugement*, Éditions du Minuit, 1979



les valeurs occidentales accumulées à l'école. Et notre observation nous renseigne qu'ils se distinguent soit par un alignement sans trop de résistance sur les thèses contenues dans les informations des médias occidentaux, soit par un effort de s'appropriier le vocabulaire déployé à l'occasion de la diffusion de ces informations. Cela fait quelque peu d'eux des *classeurs classés par leurs classements* pour emprunter une formule célèbre de Bourdieu lorsqu'il planchait sur tout ce qui fait la « critique sociale du jugement »<sup>87</sup>

En somme, le principe pour une appréciation productive des publics des médias c'est de partir de leur façon de juger, d'apprécier et de classer les informations. À cela on peut aussi ajouter leurs manières de percevoir et de décrire certaines réalités essentielles de la société (par exemple la liberté de l'information, les origines du terrorisme)

*B La question du rôle des publics dans la production de l'impact suppose (l'alienation culturelle)*

Ce point a sa pertinence dans la mesure où nous savons que l'impact des médias n'est pas causé par le pouvoir (dans toutes ses acceptions) de ces médias en soi. Le public récepteur contribue aussi, à sa manière, à la production de cet impact. Un auteur, Louis Quéré<sup>88</sup>, en donne une clé de compréhension en partant de la réception des médias écrits. Il trouve à redire dans le rapport qu'il établit entre l'aspect de la réception qui correspond, dit-il, avec ce que l'herméneutique littéraire appelle l'« application ». Tout tourne autour de *l'utilisation du texte par le lecteur pour éclairer sa propre situation, pour modifier son environnement cognitif, corriger ses préjugés, ses croyances ou ses évaluations de la réalité, enrichir ses desirs ou ses attentes, reorienter sa pratique, etc*

Quéré veut en fait dire que l'impact des médias sur les publics se détermine par l'« appropriation » par ces derniers des productions de médias auxquels ils sont exposés, comme la première phase du processus. La constatation de l'impact se fait à la deuxième phase, celle de l'« application ». C'est le moment de la reproduction de l'essentiel de ce qui a été enregistré. Le constat qui nous attire est celui qui nous met devant la situation où les récepteurs suivis développent des dispositions mentales qui se complètent avec les

<sup>87</sup> P. Bourdieu, *La distinction Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979

<sup>88</sup> L. Quéré, « Faut-il abandonner l'étude de la réception ? », in *Rezeaux* n° 79, 1996

« prédispositions communicationnelles » mises en place par les « sources » du processus de communication auquel ces récepteurs sont impliqués<sup>89</sup>

#### *V L'aliénation (culturelle), concept méthodologique du travail*

La question capitale du rôle des publics dans la production de l'impact des médias et dont la pertinence a été démontrée par Louis Quere lorsqu'il planche sur la dialectique Appropriation des médias (et de leurs messages)/Reproduction des idées enregistrées, ne peut nous faire progresser dans la saisie des faits aliénants y relatifs sans au préalable une clarification suffisante de l'Aliénation culturelle. Car c'est avec ses indicateurs pertinents à dégager qu'il nous sera possible de caractériser conséquemment les réponses des sujets interrogés, dans le sens de les intégrer dans le processus de production de la connaissance sur l'impact négatif des médias. Tout doit donc partir de la « dissection » de ce concept.

#### *A Deux grands courants pertinents comme base de départ*

L'exigence ci-haut tient au fait qu'il existe plusieurs assertions de ce concept avec des contenus aux orientations et sens diversifiées. La sociologie contemporaine, comme le fait remarquer le *Dictionnaire de sociologie*<sup>90</sup>, en donne deux sources de compréhension dont les définitions se différencient de celle de la source « originelle » de ce concept (source incarnée par Karl Marx inspiré par Hegel)<sup>91</sup>. Il s'agit ainsi : 1) du Courant freudo-marxiste (avec notamment Erich Fromm et Herbert Marcuse) et, 2) du Courant des autres sociologues intéressés (Melvin Seeman, Robert Blaumer). Chacun rend des significations et ouvre des perspectives qu'il importe aux chercheurs d'exploiter à bon escient.

S'agissant du courant freudo-marxisme, notre source indique qu'elle « met surtout l'accent sur l'aliénation dans la sphère des loisirs et de la consommation ». Et pour rendre (implicitement) la définition de l'aliénation inspirée par ce courant, elle est passée par un exposé sur l'« accusation » suivante que ce dernier fait à la société de consommation : *En effet, ce qui caractérise le nouveau mode de consommation c'est d'être conditionné*

<sup>89</sup> Par « prédispositions communicationnelles » nous entendons les stratégies spécifiques de communication mises en place par les Sources que sont quelques gouvernements du Nord (à travers les gestionnaires des Grandes radios internationales). Quant aux « dispositions mentales », nous le comprenons dans le sens du concept « Habitus » de Bourdieu dont nous rendons le contenu dans ce travail.

<sup>90</sup> J. Étienne et alii, *Dictionnaire de sociologie*, 3e édition, Édition Hatier, 2004, pp. 22-29.

<sup>91</sup> Marx nous renvoie à l'aliénation en partant de la notion d'*exteriorisation de dessaisissement d'un objet*, pour désigner ce phénomène par le processus par lequel l'esprit de l'homme devient étranger à lui-même.

*par l'influence de la publicité et plus généralement des médias, qui manipulent les besoins des consommateurs au point que ces derniers ne sont plus capables de distinguer entre les vrais besoins qui permettent de réaliser leurs potentialités humaines et les faux besoins induits par la logique du système économique* Cette définition rencontre celle à laquelle nous recourons comme « définition-type »<sup>92</sup>, du fait qu'elle fait penser à l'instar de celle-ci à la « dépossession de soi » influencée par des facteurs extérieurs aux sujets)

S'agissant du second courant, dont les arguments ont été construits à partir d'une « étude des utilisations de ce terme », entre aussi dans le registre de ceux qui débouchent sur la même conclusion (générale) de la dépossession de soi, opérationnalise l'aliénation en la décomposant en cinq dimensions porteuses de sens. C'est, en fait, le travail fait par Melvin Seeman qui, en des termes généraux, distingue ces dimensions sans se donner la peine de faire allusion au fait qu'elles sont présentables comme des caractéristiques de l'aliénation (dans son sens d'état d'aliéné, collé à certains individus)<sup>93</sup> Il s'agit de

***L'impuissance**, qui est le sentiment de ne pas pouvoir contrôler les résultats de son activité, d'être dans l'incapacité d'agir sur son propre destin, d'avoir prise sur le cours des choses ,*

***L'impression de non-sens**, liée à l'absence de signification de ce que l'on fait, à l'incapacité à comprendre le sens de la totalité des processus d'une division du travail toujours plus complexe ,*

***L'anomie**, c'est-à-dire à la fois l'absence des normes identifiables, mais aussi, au sens de Merton, l'inadaptation de ces normes aux buts valorisées par la société ,*

***L'isolement social**, caractérise par le fait que l'individu devient étranger au monde, et plus spécifiquement à la société à laquelle il appartient ,*

***Le sentiment d'être étranger à soi-même**, caractérise par le fait de ne pas se reconnaître dans ce que l'on fait ou dans ce que l'on est*

*B Sources diversifiées des principes de compréhension de l'aliénation et choix imputable au rôle des mass media (en tant que véhicules de l'information)*

Il va sans dire que les différentes dimensions ainsi dégagées sont des principes de compréhension de certaines situations de **conditionnement de l'imaginaire collectif** (ou d'aliénation) qui s'observent, d'ailleurs, dans les sociétés d'Afrique noire. Nous essayons de situer l'origine de chacun de ces principes, partant des expressions vivantes de ceux-ci

<sup>92</sup> Celle exposée à l'introduction du travail, de J-P Omotundé, *op cit* , p 31

<sup>93</sup> J Etienne et alii, *op cit* p 27

a Kinshasa Ainsi 1) Le principe se cachant derrière la dimension « impuissance » (qui caractérise certaines « personnes aliénées »), qui s'exprime entre autre par la tendance de ces personnes aliénées à ne compter plus (dans ce qu'elles sont, dans ce qu'elles doivent faire) que sur l'« aide » des Occidentaux, peut être associée à l'impact de l'*Enseignement* (mieux de l'*Education*) Car la colonisation lui avait attribuée, selon Kita Kyankenge, le rôle d'« opérer une transformation profonde de la société coloniale » jusqu'à produire des effets négatifs du genre de ce que décrit M. Towa cité par lui « le désarmement intérieur du colonisé détruire à la racine toute velléité de résistance, instiller la résignation l'indigène devait se convaincre de sa faiblesse et de sa perversité originelles »]<sup>94</sup>

2) Le principe se cachant derrière la dimension « impression de non-sens », qui s'exprime à travers l'incapacité pour ces personnes à croire au caractère « pernicieux » de certaines formes des échanges Occident-Afrique, peut-être associée aussi bien à cet impact large et profond de l'École qu'à celui de l'*Eglise*<sup>95</sup> 3) Le principe se cachant derrière la dimension « anomie », qui traduit des faits tels que celui de s'évertuer à mimer les « us et coutumes des Blancs » (ex Ne pas accorder trop d'attention à la famille élargie), peut être associée à l'impact inévitable de l'École (ou à l'Education dans ses autres formes, cas de celle que le colonisateur imposait aux candidats au statut d'« évolués »), Il y a par ex cette recommandation (pour développer un « trait distinctif » de l'évolué) dont il importe d'imaginer les implications sociales, à la longue, sur certaines attitudes de ceux qui seront cooptés « l'assimilation du mode de vie des valeurs et des mœurs européennes »<sup>96</sup>

4) Le principe se cachant derrière la dimension « isolement social », qui s'exprime entre autre par le fait de s'habituer à réfléchir « par procuration » (c-a-d avec les idées puisées chez les Occidentaux au détriment de celles produites dans sa société), peut être

<sup>94</sup> Kita Kyankenge, *Colonisation et enseignement Cas du Zaïre avant 1960*, Bukavu, Editions du Ceruki, 1982, p 79 Lire aussi M. Towa, « Principes de l'éducation coloniale », in *Abbia* (Revue camerounaise), N° 3, Yaoundé, 1963

<sup>95</sup> Les deux institutions se rencontraient dans leurs actions à l'époque coloniale (surtout au Congo-Kinshasa ou, au début de la colonisation le système d'enseignement était mis sous la direction de l'Eglise catholique et celle-ci continuera à contrôler une grande partie de ce système d'enseignement jusqu'à aujourd'hui D'où un impact de même nature était toujours possible, même à un moindre degré

<sup>96</sup> J-M, Mutamba Makombo Kitatshima, *Du Congo-belge au Congo indépendant (1940-1960) Emergence des « évolués » et naissance du nationalisme*, Kinshasa, IFEP, 1998, p 51 Celui-ci rappelle la un principe tiré d'un rapport sénatorial belge en 1947 Kita Kyankenge y voit de l'« aliénation mentale » et clarifie son idée avec ceci *La vie et la culture du Blanc ont été valorisées si idéalisées et celles du Noirs si dénigrées si combattues si dévalorisées que l'homme noir n'est dit « civilisé » que quand il met son point d'honneur à imiter servilement le Blanc à ne penser agir et se comporter qu'en fonction de l'échelle de valeur du blanc* (op, cit, p 263)

associe a l'Ecole comme les autres mais egalement aux *mass medias* avec le matraquage quotidien des esprits tel qu'on peut le saisir a la lumiere du modele de l'Agenda setting

5) Le principe se cachant derriere la dimension « sentiment d'être etranger a soi-même », qui s'exprime par l'envie de realiser des « rêves d'alienation » cad de sublimer l'Homme occidental jusqu'a se « detruire » au profit symbolique de l'Homme sublime (exemple des Africains se decapant la peau<sup>97</sup>, accentuant par-la la conviction de certains de leurs « modeles » d'être une race superieure avec tout ce qu'on peut imaginer d'implications fâcheuses) La source, pour ce dernier cas, c'est ce que Cheikh Anta Diop cite par Prince Dika-Akwa) a appele le « climat d'alienation »<sup>98</sup> Ce climat, selon cet illustre penseur africain, « a fini par agir profondement sur la personnalite du Negre »

Comme conclusion, il s'avere qu'a l'epoque coloniale l'enseignement (ou l'Ecole) determinait plus que les autres institutions/structures le conditionnement des imaginaires en Afrique noire La situation ne pouvait plus être la même a l'epoque post-coloniale et, c'est ce qui fera qu'en visionnaires, les principales puissances occidentales s'etaient vite resolu (la majorite aux alentours de 1960), comme nous l'avons deja fait remarque, de developper des Services de radios internationales sur lesquelles elles ont l'avantage d'en contrôler totalement l'action<sup>99</sup> Le **desarmement interieur des Africains** comme objectif strategique, pour arriver a « posseder » ceux-ci, n'aura pas de toute evidence les mêmes contours (en termes d'approche) aujourd'hui avec les mass medias que ce qui a ete vecu a l'epoque coloniale avec l'Ecole même si l'objectif final des gouvernements occidentaux qui organisent ces « Services » demeure invariable aliener les Africains

Nous n'hesitons plus a ce niveau de la reflexion a considerer que l'alienation etait un objectif non declare mais verifiable a cause de l'existence des analyses, convaincantes et non contredites y relatives, de quelques eminents savants africains qui ont argumente sur l'objectif final de l'Ecole occidentale en Afrique Nous partons de leurs conclusions a

<sup>97</sup> Selon certaines sources, ce phénomène a commencé à se constater avec acuité avant les indépendances Ce qu'il y a a citer de similaire, connu à l'époque coloniale au Congo-belge, c'est par ex le fait pour les Congolais de transformer leurs patronymes en leur donnant une consonance française (le cas p ex de **Nkanu** qui se fait appeler **Canon**, **Yanga** qui devient **Yangard**, **Mutombo** qui devient **De Mouton**)

<sup>98</sup> Il s'agit globalement des idées occidentales utilisées a des fins d'endoctrinement des Noirs dans le but de les assujettir continuellement (à ce sujet lire, p ex, P Dika-Akwa, *Les problemes de l'Anthropologie et de l'histoire africaines*, Editions Clé, Yaoundé, 1982, p 51)

<sup>99</sup> Ceci en comparaison avec l'Ecole pour lesquelles elles n'ont qu'un « contrôle indirect et peu sécurisant » qui passe par les mécanismes de « coopération Nord-Sud » Les Occidentaux (dominants) profitent tant soit peu de ce cadre d'« échanges biaises » pour toucher l'Ecole africaine mais pas avec la même acuité qu'hier, les « bénéficiaires » arrivant souvent a brandir leur situation d'« Etat souverain »

ce sujet, lesquelles valent en rapport avec l'action des medias que nous etudions et nous aident a en degager les approches respectives (de l'Ecole et des Mass medias) qui sont differentes avons-nous anticipe ci-haut

Jean-Marc Ela, par exemple, apres une reflexion sur la fructueuse œuvre de Cheik Anta Diop, dans un livre-hommage a ce dernier, scrute l'aspect Formation de la jeunesse en Afrique noire et conclue en ces termes significatifs au sujet de l'objectif qu'on visait dans l'enseignement propose *Foncierement assimilationniste, l'enseignement colonial vise a produire des « peaux noirs et masques blancs »*<sup>100</sup> Il arrive a cette conclusion apres un bref expose sur deux personnages mythiques que plusieurs generations d'enfants africains decouvrirons dans un livre de lecture « important » leur destine hier **Mamadou et Bineta** La substance a en tirer ou, « la toile de fond de l'enseignement en Afrique noire »<sup>101</sup>, qui atteste de la « perniciosite » des lectures proposees aux enfants africains du temps colonial et même apres les independances, est resumee comme suit par l'auteur

*a partir de l'univers europeens ou le manuel les introduit, Mamadou et Bineta qui sont ici des prototypes de colonises confrontent la case indigene et la maison moderne, les techniques et les habitudes des indigenes avec l'image de l'Europe et de sa civilisation Face au village « un peu sauvage » de Mamadou et Bineta, se dresse Paris, cette ville de rêve pour laquelle l'enseignement cherche a susciter l'merveillement dans la mesure ou elle est le symbole de la civilisation dont se souviennent les vieux travailleurs noirs*

**Cheik Anta Diop**, pour sa part, met l'accent sur la « violence symbolique » qui se cache derriere cette action d'enseigner les enfants africains avec des telles strategies Il y voit comme objectif final *Faire croire au negre qu'il n'a jamais ete responsable de quoi que ce soit de valable, même pas de ce qui existe chez lui*<sup>102</sup> Diop donne la indirectement les premisses de l'approche suivie par les dominants, comme le signale ouvertement J M Ela lorsqu'il martele que *l'Enseignement colonial est destine a provoquer un sentiment de frustration et, en definitive, une veritable amnesie collective*

A travers ces idees, de ces deux auteurs, il se fait voir quelques elements objectifs de comprehension du schema de fonctionnement de l'action occidentale d'enseignement

<sup>100</sup> J-M Ela, *Cheikh Anta Diop ou l'honneur de penser*, L'Harmattan, 1989, p 63 Ela parle, en fait, de ce qu'il y a lieu d'appeler l'« experience des ex-colonies françaises d'Afrique », qui ne se différencie pas de manière notable de l'« expérience des ex-colonies belges », dont le Congo-Kinshasa, etc , sur le plan des principes de base et de l'objectif final du **système d'enseignement** exploité pour former les Africains

<sup>101</sup> J-M Ela, *Idem*

<sup>102</sup> Ch A Diop, *Nations negres et culture*, Paris, Présence africaine, tome I, 1979, 14

appliquée à l'école en Afrique coloniale. C'est un schéma fondé sur le principe rigoureux de toujours lier, nécessairement, tout « exercice de transmission de la connaissance sur la marche du monde »<sup>103</sup> à une **présentation binaire des faits** (du monde occidental et ceux de même nature du monde africain) en faisant la part belle à l'Occident. L'impact social y relatif à constater devait logiquement, sauf avis précis d'une étude psychosociologique de terrain, être globalement négatif comme on peut bien s'en rendre compte avec l'impact de toute « relation Maître-Élève » régie par la loi de l'arbitraire du plus puissant (le maître).

Ce schéma, appliqué dans le cadre d'une « action imposée » faite des propositions autoritaires (puisqu'elles se font dans le cadre des rapports Enseignants-Enseignés, qui ne sont pas moins contraignants par nature) nous paraît valable dans le cadre d'une « action négociée » (aux propositions intelligentes) qui nous concerne. En effet, la communication médiatique étudiée se trouve être un phénomène à action « non contraignante » pour ses récepteurs à la différence de ce qu'est l'action de la communication scolaire. D'où, notre idée d'une négociation Émetteurs-Récepteurs compréhensible et pour laquelle on ne peut pas imaginer la possibilité de l'usage des stratégies subtiles par le plus fort. L'impact social à constater serait logiquement tributaire, dans ce cas, à la capacité des récepteurs à dépasser ces stratégies subtiles qu'on cache derrière la « manœuvre » de la présentation binaire des faits pour entrer dans « les profondeurs » des sujets « en négociation ».

L'aliénation à décrypter, de la dimension « isolement social » des aliénés, sera mieux appréciée au regard beaucoup plus de la **sensibilité des récepteurs** (que de leurs **émotions**, comme produit par l'École). Notre observation nous a amené à constater que cette sensibilité était exploitée ou instrumentalisée par les concepteurs des informations diffusées par les Grandes radios internationales qui biaisent ces informations pour servir de « piège de l'esprit » sur lesquels doivent tomber les récepteurs<sup>104</sup>.

## Section II L'option épistémologique de base et ses avantages

Dans cette étude, sur la communication Nord-Sud, tout est déterminé par notre option d'étudier ce phénomène en le considérant sous l'angle sociologique, c-à-d comme

<sup>103</sup> Exercice dans le cadre des enseignements ou des discours éducatifs ou c'est nécessairement l'histoire et la géographie, la créativité, l'inventivité, le génie, etc., des pays occidentaux qui sont loués alors qu'en même temps une appréciation « dégradante » de ces mêmes réalités est développée en rapport avec les pays africains.

<sup>104</sup> Les informations sont biaisées à l'aide notamment des principes anthropologiques avec lesquels on fait « envelopper » les discours médiatiques lorsqu'il y a nécessité d'affecter, pour orienter, les sentiments des récepteurs. Par-là, on fait passer facilement les messages tel qu'on le veut.

un processus social L'avantage que nous pouvons tirer de ce choix épistémologique est double répondre à la nécessité d'identification de la nature de cette communication qui, au-delà de relier ces deux mondes aux intérêts fondamentalement antagonistes, met aussi face-à-face les gouvernants du Nord et les gouvernés du Sud, et être capable de distinguer les illusions des réalités, dans la plupart des changements apportés par la Mondialisation à la communication Nord-Sud

***1 L'avantage de comprendre la nature réelle de la communication en question comme garantie de succès***

A lui seul, le fait que les Grandes radios internationales soient organisées telle que nous le constatons, après la Guerre froide<sup>105</sup>, pour mettre face-à-face les gouvernants et les gouvernés du Nord et du Sud, ne nous montre pas moins l'inconscience qu'il y a à considérer ce processus comme un fait historique banal L'opposition des intérêts des uns et des autres des principaux acteurs en présence appelle de la vigilance épistémologique pour en saisir la portée réelle Ceci est capital si l'on sait que les gouvernements du Nord impliqués dans ce processus sont mus prioritairement ici par le souci de maintenir les équilibres fondamentaux qui régissent leurs rapports avec les gouvernés du Sud, lesquels (rapports) sont menacés dans leur équilibre par des impondérables du Temps mondial D'autres catégories très significatives des gouvernés du Sud, que sont les « masses », sont tout aussi des « forces » à considérer, se présentant en « forces sociales imprévisibles »

Toutes ces données nous font dire que la communication analysée, celle produite par les Grandes radios internationales, ne peut avoir qu'un contenu politique<sup>106</sup>

Il ne serait donc pas abusif de parler, à ce sujet, d'un processus de communication fondamentalement politique dans le sens de Jay G Blumler, cité par Jacques Gerstle<sup>107</sup>, à savoir *une compétition pour influencer et contrôler, grâce aux principaux médias, les perceptions publiques des événements politiques majeurs et des enjeux* Cette définition traduit sans doute l'idée de l'existence des situations de luttes symboliques (dissimulées)

<sup>105</sup> On a vu, après la Guerre froide, que les Grandes radios internationales se voyaient obligées d'élargir leur champ d'action avec, chacune, une programmation couvrant à la fois les pays du Sud et ceux du Nord moyennant certains aménagements sur lesquels nous nous étendrons plus ou moins dans la partie explicitant l'organisation de l'action de ces médias Cela nous fournit de la matière pour pouvoir relever les incohérences constatées par rapport aux discours sur la Mondialisation

<sup>106</sup> Nous attribuons aux uns et aux autres des soucis (non déclarés par eux, bien sûr) mais pensés par nous, au regard des traditions universelles de lutte sociale qui sont comprises dans leur dimension symbolique

<sup>107</sup> J Gerstle, *La communication politique*, Paris, Editions Armand Colin, 2004



et donne un éclairage sur la fonction politique des productions médiatiques exploitées. Le fait de chercher à influencer et à contrôler les « perceptions publiques des événements » ne s'éloigne pas de l'idée webernienne de domestication des dominés.

## ***2 L'avantage de surmonter les illusions d'une communication bien partagée***

La Mondialisation culturelle n'a aucunement, et les faits le démontrent, effacé la logique de domination qui doit avoir généré des comportements régulateurs des rapports (in)égaux Nord-Sud, qui caractérisent les principales forces sociales du Nord et qui ont déterminé la mise en branle des processus utilitaires de communication entre ces mondes à l'instar des processus produits par BBC, DW, RFI et VOA. La configuration, dressée par nous, de la sociologie de la réception des programmes de ces puissantes radios ne nous instruit pas que sur l'effort des occidentaux pour « assiéger » les publics du Sud chez eux à travers des « relais FM » (effort suppose contribuer à la régulation des rapports Nord-Sud). Elle nous instruit également sur quelques bases « statuquoistes » de l'« idéologie » sur laquelle repose l'argument d'une Mondialisation culturelle favorisée entre autres par l'action des grands médias occidentaux couvrant le monde entier.

L'idéologie dont il est question est celle qui résume les positions relevant d'une définition simpliste de la Mondialisation, tournant autour de la *circulation des biens, des personnes et des échanges culturels dans le monde*, ceci en ignorant les « dessous » des mouvements y afférents. Vincent Mirza, qui reprend cette définition, dans son article déjà cité et semble se rapprocher à un certain niveau des « pessimistes », voit cette perception de la Mondialisation comme un *produit direct d'une pensée neo-libérale resurgente*. Le point de vue de cet auteur n'est pas à négliger dans la mesure où nous sommes désormais en face d'une réalité (la Mondialisation) et de sa dimension culturelle.

Le hic ici c'est que les critiques ou les scientifiques ne se mettent pas d'accord sur la définition tant de la notion de Mondialisation elle-même que de la notion dérivée de la Mondialisation culturelle. Toutes les supputations sont alors les bienvenues, dans certains cercles des critiques, les esprits éveillés peuvent s'approprier les définitions qu'ils jugent cohérentes. De notre part, nous nous attachons à la définition de Mirza qui nous semble tout-à-fait opportune pour le présent travail.

Le flou dans la définition de la Mondialisation nous met en situation de douter des apparences qui se présentent à nous, d'une « société mondialisée et transparente », et à opter pour un traitement rigoureux des expressions et/ou questions liées à ce phénomène. Le circuit international actuel de l'information qui entre dans les expressions en question, doit donc être analysé avec minutie sans nous fier à son caractère « innocent ». Ce circuit qui englobe l'action des Grandes radios internationales pose problème par rapport à des expériences originales d'« égalisation de la communication Nord-Sud » qu'il étale.

Nous faisons globalement allusion à ces programmes interactifs, que chacune de ces radios a lancés, laquelle allusion donne l'impression [très fautive] de démocratisation de la communication et de liberté de parole. Pour s'en convaincre, il faut penser à des arguments mûris, par l'expérience, d'un spécialiste en communication radiophonique, Nicolas Becqueret<sup>108</sup>, sur des émissions interactives à la radio. Il doute fort qu'il ait cette liberté de parole, dans ce type d'émissions, au motif selon lui que 1) « les interventions d'auditeurs à l'antenne sont mises en scène par l'instance médiatique » et 2) « l'auditeur qui intervient dans les émissions interactives endosse nécessairement et plus ou moins consciemment un rôle ».

Becqueret qui ne peut oublier que des émissions interactives ne peuvent pas du tout échapper aux contraintes liées à la nature d'appareils idéologiques des médias qui les produisent avec la cohorte possible d'intérêts y afférents. Il reconnaît également avoir été inspiré dans son étude par le sociologue Erving Goffman selon qui la communication doit être comme une dramaturgie permanente. Ce point de vue qui fait l'originalité de l'œuvre de Goffman, se vérifie dans un grand nombre d'expériences de communication. C'est une contribution de taille dans l'épistémologie de la communication.

### **Section III Les approches théoriques utilitaires**

Il est vrai, notre travail est d'abord une étude sur un processus de communication. Mais, les contours essentiels de son contexte (de la Mondialisation) obligent, nous nous voyons en face d'une réalité à base complexe sur laquelle des types de données liées à la philosophie des *Relations internationales* sont d'une grande utilité pour l'analyse d'un tel

---

<sup>108</sup> N. Becqueret, « Les émissions interactives à la radio : la parole par téléphone. Quelle parole ? », In les Cahiers du CREDAM, Publications du CLEMI, Paris, Novembre 2002, pp. 85-91. En ligne sur <http://greriren.free.fr/article13.htm> (téléchargé, le 13/5/2007)

processus Notre objection peut se comprendre autrement, par la question de savoir si la sociologie de la domination (imperialiste), telle qu'elle se présente dans ce cas de figure, ne peut pas mieux contribuer à un enrichissement de l'argumentation requise ici

On peut y répondre au regard des intérêts (économiques, idéologiques, culturels, geo-stratégiques, etc.) qui font courir les principales puissances du Nord vers les sociétés du Sud et, pour la défense desquels, les forces sociales dominées du Sud arrivent souvent à y opposer une certaine résistance visible et/ou invisible) Cela dure depuis des siècles

Ainsi, en dehors des grands principes généraux régissant tous les phénomènes de communication et en dehors des théories spécifiques dont l'utilité s'imposerait à quelque niveau, nous croyons bien réussir la couverture du champ d'explication de ce travail par l'exploitation de deux théories se rapportant au caractère politique avéré de l'objet étudié et, aussi, à la prédominance de la dimension symbolique du phénomène traité Il s'agit de la théorie de l'imperialisme culturel et de la théorie des champs (de Pierre Bourdieu)

## 1 La théorie de l'imperialisme culturel

### A Aperçu et quelques propriétés à retenir

La théorie de l'imperialisme culturel que Diana Crane<sup>109</sup> classe dans le registre des *Modeles theoriques de la mondialisation culturelle* a émergé dans les années '60, dans la mouvance de la « critique marxiste des cultures » La définition qu'en donne celle-ci est plus facile à opérationnaliser que celle reprise au début du chapitre, de Herber Schiller Pour Crane, l'imperialisme culturel est compris comme *une sorte de domination culturelle exercée par des pays puissants sur des pays plus faibles, une pratique jugée déterministe et intentionnelle puisqu'elle correspond aux intérêts politiques des Etats-Unis et autres sociétés capitalistes puissantes*

La théorie de l'imperialisme culturel soutenue par cette définition est intéressante dans la mesure où elle se réfère à la « domination (culturelle) », qui est un des éléments caractérisant les rapports Nord-Sud Les expériences étudiées de communication Nord-Sud s'identifient par rapport à la même référence spatiale D'autre part, il doit s'avérer très vrai que le jugement qui fait de l'imperialisme culturel une pratique « déterministe et

<sup>109</sup> D Crane, « La mondialisation culturelle vu sous l'angle de la sociologie de la culture », Communication au colloque sur *Les statistiques face aux défis de la diversité culturelle dans un contexte de la globalisation* Institut de statistique de l'UNESCO à Montréal, du 21 au 23 octobre 2002 En ligne sur [www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/crane.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/crane.pdf) (consulté le 25/02/2007)

intentionnelle » se présente ici comme un argument significativement pertinent dans le débat, s'il est confirmé. Nos hypothèses de travail, qui vont dans le sens de confirmer ce jugement, nous renforcent davantage sur la pertinence de notre choix sur la théorie de l'imperialisme culturel que rejettent les tenants historiques d'une Mondialisation liée au rôle prépondérant des médias<sup>110</sup>

Il va donc de soi, pour cela, que de notre côté nous soyons réticent vis-à-vis de la conception de ces tenants qui repose sur la *Theorie des flux culturels*. Cette théorie, dans le développement qu'en fait Appadurai par exemple, s'éloigne de notre conception dans la mesure où elle insiste sur le fait que *la mondialisation culturelle correspond à un réseau dont le centre et la périphérie ne sont pas clairement définis*<sup>111</sup>

La recusation, qui nous paraît facile et utile de cette thèse de la Théorie des flux culturels, aux allures d'une anti-thèse de la théorie de l'imperialisme culturel (à travers laquelle le besoin de mettre en exergue l'opposition Centre/Périphérie), nous avance dans notre travail. Car, en dépit de la Mondialisation, les notions de *Centre* et *Périphérie* n'ont pas perdu tout leur sens, c'est la manière d'en parler qui a évolué, chez les personnes dominées par la peur d'être vus comme anachroniques. Ceux-ci ont tort puisque les voies autorisées n'osent pas encore envisager un effacement de ces réalités (Centre, Périphérie) comme le montre d'ailleurs l'UNESCO à travers son document *La nouvelle stratégie de l'UNESCO en matière de la communication*<sup>112</sup>

Ce document fait allusion à trois idées prouvant l'actualité de ces réalités, idées contenues dans les objectifs majeurs exposés dans cette « stratégie » par Federico Mayor alors Directeur général de cet organisme (UNESCO) : 1) *Promouvoir la libre circulation de l'information aux niveaux national et international*, 2) *assurer une diffusion plus large et plus équilibrée de l'information sans entrave à la liberté d'expression et*, 3) *renforcer les capacités de communication des pays en développement*

Le premier objectif a peut-être été relativement atteint de 1989 à ce jour, au regard de toutes les facettes de la circulation internationale des biens culturels (tels que les CD, les vidéo-cassettes, comme supports des films africains, brésiliens, vénézuéliens, etc.), au

<sup>110</sup> C'est le cas de Arjun Appadurai, un des tenants de la *Theorie des flux culturels* y relative

<sup>111</sup> A. Appadurai, « Disjuncture and difference in the global cultural economy », *Public Culture*, 2, 1-24

<sup>112</sup> UNESCO, *Rapport mondial sur la communication Les médias face aux défis des nouvelles technologies*, Editions Unesco, 1997

niveau Sud-Sud et pour lesquels il est difficile de parler, avec précisions, d'un « Centre » producteur et d'une « périphérie » consommatrice, l'un et l'autre considérés comme des « lieux » consacrés. En plus, on ne connaît pas une vraie circulation Sud-Nord des biens culturels qui ne soit pas liée aux « Sudistes » ayant immigrés au Nord. L'illustration nous est faite par les Congolais de l'Europe (Paris, Bruxelles, Londres) qui se distinguent par une consommation démesurée des supports des chansons de la musique populaire et films du « théâtre populaire » de leur pays<sup>113</sup>

Les deux derniers objectifs, à partir du moment où ils stipulent respectivement la nécessité d'une « diffusion large et équilibrée de l'information », doivent attester, même sans trop le démontrer, l'existence d'un *Centre* quelconque et de ses *Périphéries*

Le moins que l'on puisse dire, en définitive, est que la théorie de l'imperialisme culturel garde toujours son actualité, la Mondialisation ne peut logiquement altérer tous ses déterminants pour qu'on n'en débattre pas dans une recherche comme la nôtre. En des termes plus concrets, disons qu'en dépit de la « nouvelle vie mondiale » il y a persistance des enjeux stratégiques et/ou symboliques et des antagonismes d'intérêts (économiques, politiques, culturels) qui font courir et opposent les forces sociales du Nord et du Sud dont la vie et la « lutte » se présentent en « matériaux » fondant notre argumentation.

Cette théorie va nous servir ici, dans la démonstration que nous allons faire sur le caractère « intentionnel » de certaines actions des Grandes radios internationales, conçues au Nord, que nous jugeons comme tel, dont la finalité évidente est la perpétuation de la domination imperialiste (culturelle) imposée aux populations du Sud.

### *B Limites de la théorie de l'imperialisme culturel*

Le recours à la théorie de l'imperialisme culturel ne nous a pas donné entièrement satisfaction dans cette étude. Un certain nombre de failles non moins importantes sont à relever. 1) Cette théorie met beaucoup d'accent sur les responsabilités des dominants (du Nord) dans la production ou le renforcement de la domination qui accablent les citoyens

<sup>113</sup> Nous avons nous-mêmes eu à vivre cette réalité à Bruxelles, en Belgique, pendant l'hiver 2008, à deux niveaux. D'abord dans les familles (ou foyers) des immigrés congolais où nous avons constaté que chaque foyer visité avait un certain stock visible de supports musicaux et/ou cinématographiques des œuvres des auteurs congolais. Ensuite, dans la plupart des « lieux de négoce pour Africains », où ces supports sont catégorisés parmi les « biens de première nécessité » (pour les Congolais de l'étranger). Ils se les procurent en priorité, à chaque parution de chansons de la musique congolaise ou de dramatiques et pièces de comédie des groupes de théâtre populaire en vogue dans leur pays!

des pays du Sud 2) Elle s'intéresse surtout à l'action des créateurs ou des organismes qui diffusent la culture et non aux récepteurs des « services » produits<sup>114</sup>

Dans ces conditions, sans négliger son utilité dans la compréhension de quelques faits sociaux, la théorie de l'imperialisme culturel se présente à nos yeux comme apte à ne prendre en charge que les contours organisationnels de la transmission des messages par les radios qui nous concernent. Nous l'utilisons par rapport à une de « directions » de notre étude, axée sur l'examen d'un phénomène social à deux directions convergentes : informer et s'informer. Elle nous offre néanmoins tout l'avantage de découvrir certains mécanismes intervenant dans l'organisation de toute l'action communicative des Grandes radios internationales, à partir desquels il est possible d'apprécier à toute sa juste valeur l'« impact » idéologique de ces médias chez leurs publics-cibles d'Afrique noire (ceux qui s'informent prioritairement à travers eux-ci)

## 2 La théorie de champs (de Pierre Bourdieu)

### A Quelques propriétés

La théorie des champs sociaux, élément caractéristique important de la sociologie de Pierre Bourdieu, nous attire par l'importance heuristique de la notion de « champ » sur laquelle elle repose sa légitimité. Le Champ, en tant que *sphère de la vie sociale qui s'est autonomisée à travers l'histoire des relations sociales, d'enjeux et de ressources propres, différents de ceux des autres champs*<sup>115</sup>, se présente à nous comme une mine d'éléments explicatifs de notre sujet. Pour une exploitation plus ou moins rentable de la théorie de Bourdieu, dont la complexité est reconnue, nous nous étions résolus de recourir à certains écrits pertinents de Patrick Champagne, un des vieux disciples de ce Bourdieu afin de nous éclairer sur certains points importants de sa démarche sociologique.

Champagne nous attire lorsque, parlant [du succès] de Bourdieu, il met l'accent sur le fait que ce sociologue a eu à mettre au point une *construction théorique reposant*

<sup>114</sup> Nous tirons cette critique du texte de Diana Crane, « La mondialisation culturelle vue sous l'angle de la sociologie de la culture » *op cit*

<sup>115</sup> P. Corcuff, *Les nouvelles sociologies. Entre le collectif et l'individuel*, 2<sup>e</sup> éd. refondue, Armand Colin, 2007, p. 29. C'est sur base de cette définition que nous osons parler d'un « champ communicationnel Nord-Sud » dont tous les éléments constitutifs, comme nous le verrons par la suite, font voir un degré élevé de son autonomisation.

*sur trois concepts indissociablement reliés entre eux, qu'il ne cessera de préciser au cours de ses recherches, à savoir les concepts d'habitus, de capital et de champ*<sup>116</sup>

L'exploitation en combinaison de ces trois concepts importants qui, avec quelques autres, font le vocabulaire de la sociologie de Bourdieu, donne la possibilité de découvrir la portée réelle de la théorie de champs mais aussi de la méthode d'analyse sociologique (le constructivisme structuraliste) qu'elle génère. Il importe donc de se faire une idée plus ou moins large sur le contenu et le sens profonds de chacun de ces concepts si l'on tient à faire un vrai travail de sociologue. Ainsi, disons à la suite de nombreux auteurs que

- **L'habitus** *c'est en quelque sorte, écrit Philippe Corcuff, les structures sociales de notre subjectivité, qui se constituent d'abord à travers nos premières expériences (habitus primaire), puis notre vie adulte (habitus secondaire)*<sup>117</sup>. C'est, ajoute-t-il encore, *la façon dont les structures s'impriment dans nos corps et nos têtes par interiorisation de l'extériorité*. Bourdieu, lui-même, le définit comme un *système de dispositions durables et transposables*<sup>118</sup>. Et Corcuff l'a décortiqué pour nous fournir les détails explicatifs importants suivants

Dispositions, *c'est-à-dire des inclinaisons à percevoir, sentir, faire et penser d'une certaine manière, incorporées et interiorisées, le plus souvent de manière non-consciente, par chaque individu, du fait de ses conditions objectives d'existence et de sa trajectoire sociale*

Durables, *car, si ces dispositions peuvent se modifier dans le cours de nos expériences, elles sont fortement enracinées en nous et tendent de ce fait à résister au changement, marquant ainsi une certaine continuité dans la vie d'une personne*

Transposables, *car les dispositions acquises dans le cours de certaines expériences (familiales par exemple) ont des effets sur d'autres sphères d'expériences*

Système, *car ces dispositions tendent à être unifiées entre elles, à faire système*

L'intérêt heuristique de ce concept important dans l'analyse de la communication réside, comme l'indique Stéphane Olivesi, *dans la compréhension des modalités relationnelles qui associent un agent à un champ, à un domaine de pratiques, à d'autres agents*<sup>119</sup>. Ainsi, ignorer cette réalité dans l'analyse doit comporter un risque d'abstraction et/ou de généralisation, renchérit Olivesi, car elle [l'analyse]

<sup>116</sup> P Champagne, *Pierre Bourdieu*, Editions Milan, 2008, p 3

<sup>117</sup> P Corcuff, *op cit*

<sup>118</sup> P Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980

<sup>119</sup> S Olivesi, *op cit*, p 60

laisse échapper *les conditions sociales de possibilité de la communication qui en constituent, à ce titre, le principe d'intelligibilité*<sup>120</sup>

De ce fait, pour une compréhension rentable de cette notion, « popularisée » par Bourdieu, il nous revient de recourir à d'autres définitions et/ou explicitations. Il y a d'abord la définition du dictionnaire *Le Robert* qui nous apprend à considérer la réalité *habitus* comme une « manière d'être ». C'est tout dire sur le rôle qu'il peut jouer dans les comportements humains. Son sens sociologique se saisit de manière simple avec les précisions qu'en donnent Madeleine Grawitz et Stéphane Olivesi :

1) *ensemble de dispositions durables ou sont intégrées les expériences passées. Il fonctionne comme une grille de perceptions, jugements, actions, capables d'inspirer des activités différentes*<sup>121</sup>, 2) *Ensemble de schémas mobilisés dans l'action, les habitus agissent en deçà de la conscience et du discours des agents dont les comportements sont ainsi conditionnés par cet inconscient, véritable pli subjectif du monde social*<sup>122</sup>

Le sociologue Norbert Elias en donne encore de lumière, partant des expériences de recherche sur les processus de socialisation, en s'en référant pour évoquer *une « emprunte » de type sociale laissée sur la personnalité de l'individu par les diverses configurations (systèmes d'interdépendance) au sein desquelles celui-ci agit*<sup>123</sup>. Ici, on trouve un sens qui donne la mesure de la portée des habitus :

- **Le capital** c'est, selon Bourdieu (relayé par Champagne), *un ensemble des biens matériels (revenus) et symboliques (réputation) inégalement distribués qui sont socialement considérés comme ayant de la valeur dans les jeux sociaux propres à une société donnée*. À la différence des « marxistes » qui prennent le seul capital économique comme objet d'enjeu dans la lutte des classes, Bourdieu reconnaît le rôle d'une pluralité de capitaux (économique, culturel, politique, symbolique), qui interviennent dans la production des luttes sociales.

<sup>120</sup> S. Olivesi, *op cit*, p 61

<sup>121</sup> M. Grawitz, *Lexique des sciences sociales, op cit*, p 200

<sup>122</sup> S. Olivesi, *op cit*, p 60

<sup>123</sup> N. Elias, *La société des individus*, Fayard, 1991



- **Le champ** tel que définit plus haut est pluriel, il existe d'innombrables champs sur l'espace social (champ économique, champ artistique, champ politique, champ journalistique, etc.) Et chaque champ est à la fois un *Champ de forces* (il est alors marqué par une distribution inégale des ressources et, donc un rapport de forces) et un *Champ de luttes* (les Agents s'y affrontent pour conserver ou transformer ce rapport de forces). En plus, il est important de retenir, à la suite du même Bourdieu auquel nous nous référons dans la présente partie théorique du travail, que *ceux qui dominent le champ ont les moyens de le faire fonctionner à leurs profits, mais ils doivent compter avec la résistance des dominés*<sup>124</sup>

De tout ce qui précède, il se dégage que la théorie de champs ne peut bien avoir de sens pour la présente étude que lorsque les indicateurs des concepts utiles d'*Habitus* et de *Capital* permettent à bien rendre compte du *processus de différenciation sociale qui tend à diviser la société en une multitude de microcosmes spécialisés [les champs]*<sup>125</sup>. Cette donnée est capitale pour nous. Elle permet au chercheur traitant des sujets sortant quelque peu de la logique de types de faits sociaux traités par Bourdieu, d'être en mesure d'opérer des choix nécessaires et pertinents dans le processus d'application de cette théorie (mais aussi de la méthode d'analyse qui l'accompagne le constructivisme structuraliste).

### *B L'éclairage fourni par une critique péremptoire*

L'exploitation de la théorie des champs dans un travail comme celui-ci, qui traite d'un fait social à dimensions transnationales, ne doit pas empêcher que le chercheur recoure à des extrapolations jugées nécessaires pour combler l'« insuffisance » qui se constate chez Bourdieu de ne s'être pas préoccupé de la dimension transnationale de certains faits sociaux. En effet, malgré que sa pertinence soit démontrée presque un peu partout, l'outil théorique de Bourdieu a été forgé essentiellement à partir des données des sociétés algérienne et française (ou européennes) sans qu'il ait eu à s'intéresser à des faits sociaux liés par exemple à la dépendance de certaines sociétés dites pauvres vis-à-vis des sociétés nanties. C'est le cas des sociétés d'Afrique vis-à-vis des sociétés occidentales.

Ainsi, il est clair, la théorie de champs sociaux ne peut bien rendre intelligibles les types de faits liés à la dépendance des sociétés du Sud vis-à-vis de celles du Nord sans un

<sup>124</sup> J-P Durand, *Sociologie contemporaine*, 3e édition revue et augmentée, Editions Vигot, 2006

<sup>125</sup> P Champagne, op cit, p 45

enrichissement consequent, en d'autres termes, d'une contextualisation specifique de cette theorie. La limitation, s'il faut l'exprimer encore davantage, doit se comprendre par ce fait expose ci-haut pour dire que nous sommes en face d'une theorie sur la domination sociale telle qu'on la perçoit en Occident. Il faut, un effort qui amene le chercheur a des etudes de cas, en dehors des realites occidentales, pour deboucher a une appreciation plus large du phenomene en question. Notre etude entre dans le cadre de cet effort.

La sociologie de la domination sur cet « espace social transnational » qui ne peut pas que porter une marque deterministe comme certains peuvent l'imaginer, presente une configuration proche de la theorie de Bourdieu. Elle met face a face les « dominants » du Nord et les « domines » du Sud sans que les « agents » se retrouvant dans ces categories soient identifies par rapport a leur appartenance a des classes sociales, au sens classique, comme on le prend lorsqu'on est en face des agents français (et occidentaux). Avec ceux-ci, les choses marchent grâce aux materiaux ou indicateurs forges par l'appartenance des agents des differents champs analyses par Bourdieu a des classes sociales constantes.

La domination sociale constatee, le sociologue que nous sommes est suppose être capable de savoir « vendre la meche » suivant l'expression de Bourdieu et peut exploiter la theorie de champs dans une etude comme la nôtre. La precision necessaire est justifiee ici souvent par la pregnance de la realite dominants/domines sur l'espace social (culturel, geopolitique) Nord-Sud. Cette realite sociale, essentielle pour la credibilisation de l'idee d'un champ communicationnel Nord-Sud, nous a contraint a un effort d'identification et d'enrichissement d'autres elements pertinents de ce champ sur le nouvel espace mondial. Nous le concretisons dans le chapitre suivant.

Cet exercice a faire peut trouver une justification dans cette objection de Bourdieu lui-même, selon laquelle *chaque champ possede ses propres regles du jeu*. Nous allons nous y prendre, partant d'une identification necessaire des Agents faisant partie de deux categories, qui font office de « classes » dans le cadre de ce travail : les « dominants » du Nord et les « domines » du Sud. Dans la premiere categorie, les forces a considerer sont les gouvernements du Nord (des Etats disposant des Grandes radios internationales) tandis que dans la seconde, nous voyons les forces du Sud se montrant d'une maniere ou d'une autre « en lutte symbolique permanente » avec les premieres les forces du Nord.

Il s'agit, comme forces sociales reconnues les gouvernements du Sud, qui gerent leurs « medias d'Etat » en concurrence de fait avec les Grandes radios internationales , les Oppositions dans les pays du Sud , les Societes civiles du même Sud Signalons que c'est sur ces societes civiles que reposent les espoirs au niveau des pays du Sud ou mieux d'Afrique en matieres de medias (car les « medias prives » dont on sait être plus credibles dependent d'elles ils sont la propriete des individualites ou des membres de certaines structures reconnues comme faisant partie de la « societe civile »

Dans le tableau ci-haut nous ne classons pas directement l'ensemble « auditeurs », pris en tant qu'entite du Sud, dans la categorie d'Agents en lutte symbolique permanente avec les gouvernements du Nord, même s'ils jouent un rôle capital dans cette lutte en tant qu'une des composantes de la grande categorie « publics-cibles » ou « opinion publique » qui les englobe dans les « forces dominees » avec toutes les autres forces citees du Sud Les auditeurs sont importants pour nous, par l'utilite heuristique de leur comportement face a cette lutte symbolique Ils se chargent de la legitimation ou non des actions de lutte des Agents d'un camp et de ceux de l'autre D'autres realites utilitaires, rencontrees sur le terrain, seront tout aussi formalisees au regard des principes de la theorie des champs

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **CHAPITRE II : UN CADRAGE CONTEXTUEL POUR UNE APPLICATION CONTEXTUALISEE DE LA THEORIE DES CHAMPS**

Il est un fait, plusieurs contextes peuvent être évoqués au sujet des questions liées aux processus de communication Nord-Sud : contexte de l'après Guerre froide, contexte de rapports Nord-Sud, contexte de la Mondialisation. Mais le dernier semble se présenter comme le cadre de référence le plus approprié pour la compréhension des questions liées à la situation des relations (et communications) Nord-Sud, que nous étudions, dans leurs nouvelles reconfigurations après la Guerre froide, quand l'espace mondial se présente de plus en plus comme une nouvelle entité unique et globale. Cette donnée a ouvert la voie à des débats et discussions et des interprétations diversifiées des phénomènes nouveaux qui émergent de cette réalité. S'y intéresser serait, à notre avis, une occasion de découvrir les contours des faits censés éclairer notre choix théorique de base.

### **Section I Mondialisation et émergence d'une Nouvelle société mondiale : quelle société pour quelle stratégie de communication Nord-Sud ?**

Au niveau où nous sommes arrivés avec notre réflexion, il s'avère de plus en plus vrai que tout débat sur les enjeux (et les impacts) de certains processus institutionnels de communication à l'échelle mondiale ou à l'échelle Nord-Sud ne peut nous amener à un compromis si nous ne nous attardons pas sur le fait qu'une société mondiale nouvelle émerge, à l'ère de la Mondialisation. Les indicateurs y afférents, que nous exposons ici, vont nous faire découvrir (même en filigrane seulement) les idées sur les motivations des agissements actuels des puissances qui gèrent la Société mondiale en question ainsi que les actions majeures de communication qu'elles ont eu à initier.

#### **A De la Nouvelle société mondiale**

La réalité d'une « Nouvelle société mondiale » est à saisir, d'abord, en référence à une évidence qui se manifeste au-delà des discours idéologiques propagandistes auxquels nous avons fait allusion plus haut (cf. les définitions du concept Mondialisation). Cette évidence c'est l'expérimentation de plusieurs pluralismes par les citoyens de tous les pays du monde. Et l'imaginaire collectif est imprégné par ce phénomène<sup>126</sup>. Cela fait qu'on

---

<sup>126</sup> Ici nous voyons le pluralisme vécu directement au niveau des nations (pluralismes politique, médiatique, syndical...) et un certain autre pluralisme qu'on peut subir indirectement au niveau mondial, pluralisme d'idées ou d'images qu'imposent les grands médias audiovisuels du Nord aux sociétés « fermées » du Sud.

arrive souvent à croire en une Mondialisation salvatrice, en l'avènement d'une « société nouvelle, mondialisée et transparente ». Mais, sans entrer dans la critique, qui s'impose sur cette société, retenons que ces caractéristiques attestent que la Mondialisation (ou la fin de la Guerre froide) nous introduit bien dans une Société mondiale différente de celle d'hier. Deux réalités connexes méritent d'être évoquées dans l'appréciation de la Société mondiale nouvelle, avant de scruter le paysage des enjeux en présence : 1) la réalité d'un Nouvel ordre mondial politiquement contrôlé par les « grands » du monde occidental et, 2) la réalité d'une hégémonie américaine plus renforcée et plus « pernicieuse » encore.

*a) La réalité d'un Nouvel ordre mondial politiquement contrôlé*

Plusieurs faits palpables démontrent sur tous les « terrains » du monde que celui-ci a beaucoup changé. Mais ce sont les assurances des États-Unis, la Superpuissance du nouvel espace mondial, qui fixent le plus les esprits, elles font théoriquement écarter les craintes des affres produites hier par des « interventions » américaines dans certains pays faibles. Ces assurances qui avaient commencé dans les médias furent accentuées par la *Pax Americana* annoncée par le Président George Bush dans son discours du 11 septembre 1990, sur justement ce Nouvel ordre mondial. Les propos de Bush faisaient penser à un effort pour la détente au niveau mondial » de la part des principaux acteurs de la vie internationale. Bush, obnubilé certainement par la chute du Mur de Berlin qui aboutira au démembrement de l'URSS, avait alors axé son propos sur ce souci d'un Nouvel ordre mondial et disait en substance que<sup>127</sup>

*Un nouvel ordre mondial peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. ( ) Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les États reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles.*

Avec cette vision « positive » du monde actuel, les États-Unis nous donneront des espoirs d'un monde nouveau, un monde harmonieux, avec des « signes » aussi forts pour lesquels la main américaine n'était pas étrangère. Il s'agit des signes forts comme la fin de l'Apartheid (et la libération de Nelson Mandela) en Afrique du Sud, en 1992, l'espoir

<sup>127</sup> Nous tirons cet extrait du discours de George Bush d'un texte de Dario Battistella (cf. Dario Battistella, « Le système international entre anarchie et hiérarchie », Séminaire de recherche doctorale 2007-2008, Séance du 14/02/08. En ligne sur [www.iee-ulb.eu/polebemheim/](http://www.iee-ulb.eu/polebemheim/) /14\_VR\_Battistella.pdf (cons. 13/9/09).

de paix au Moyen-orient (apres un demi-siecle de conflit israelo-arabe) avec la signature des *Accords de Washington* ayant suivi les *Accords d'Oslo*. Ces Accords conduiront a la creation de ce qu'on appelle desormais l'*Autorite palestinienne* et favorisera une certaine paix dans cette region reputee troublee, le Moyen-Orient

Avec ces « exploits », les Etats-Unis ainsi que d'autres puissances dites mineures telles que les Etats du Moyen-Orient qui ont supporte les Palestiniens et les « puissances majeures » telle que l'Union europeenne (qui a en partage beaucoup d'interets avec les E-U), peuvent donc être reconnues comme ayant ete d'un grand apport dans la production et l'edification du Nouvel ordre mondial, de la Nouvelle societe mondiale

Les Etats-Unis demeureront toutefois seul maître a bord. Certainement parce que, comme l'indique si bien Bertrand Badie, *Il y a une loi mecanique qui conduit l'acteur le plus puissant a utiliser ses ressources a des fins hegemoniques*<sup>128</sup>. Cela semble se verifier en ce qui concerne les Etats-Unis. Ils passeront outre leurs promesses et mettront sur pied une « grande strategie » que Noam Chomsky a qualifiee de *La grande strategie imperiale* (americaine) « pour intensifier son hegemonie par la menace ou par l'usage de la force militaire »<sup>129</sup>. Tous les moyens lui semblent être bons a cette fin.

L'instrumentalisation des Nations-Unies<sup>130</sup> et aussi les contournements, en cas de besoin, de l'Union europeenne leur « alliee dans l'imperialisme », sont a epingler comme les axes de cette grande strategie. L'Amerique se distingue en cela lorsqu'elle s'engage a des « aventures » d'abus de puissance, dans les pays etrangers a l'instar de ce qu'elle a eu a faire pour renverser les Talibans en Afghanistan et Saddam Hussein en Irak.

#### b) *La realite d'une hegemonie americaine renforcee et pernicieuse*

Pernicieuse, l'hegemonie americaine doit l'être. Deux scientifiques de renom nous le demontrent a travers un « Appel a lecture et a decodage du message lu » (c'est Samir

<sup>128</sup> B. Badie, Interview dans *Le Monde* intitulé « L'hegemonie americaine : echec ou revision ? » En ligne sur [http://www.lemonde.fr/web/imprimer\\_element/0,40-0@2-3222,50-854060,0.html](http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3222,50-854060,0.html) (Cons. 3/5/07)

<sup>129</sup> N. Chomsky, *Dominer le monde ou sauver la planete ? L'Amerique en quete d'hegemonie mondiale*, Paris, Fayard, 2004. Lire surtout : Maison Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America*, 17septembre 2002 (<http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>)

<sup>130</sup> On parle de l'instrumentalisation des Nations-Unies au regard des demarches controversées des E-U et de l'U.E pour pousser l'ONU a imposer *Le droit d'ingerence humanitaire* qui, jusque-la, ne s'applique que dans les Etats faibles et/ou impuissants. Il y a aussi le fait de voir cette organisation internationale se mettre souvent a la remorque des E-U et d'autres puissances occidentales dans certains « dossiers » importants du monde actuel : Israel, Irak, Afghanistan, Libye.

Amin qui nous le donne) et une « appréciation critique » (faite par Bertrand Badie) sur la situation de l'Union européenne devant l'hégémonie américaine après la Guerre froide. Le premier, S. Amin, nous expose l'extrait d'un texte assez parlant dont il est co-auteur<sup>131</sup> et dans lequel il met en exergue quelques idées significatives d'un des « concepteurs » de la nouvelle politique américaine dont le nom le plus connu est Thomas Friedman. Il a mis littéralement à nu un des aspects cachés de cette politique comme l'écrit Samir Amin :

*On trouvera dans l'édition du 28 mars 1999 du « New York Times Magazine » un article instructif sur la stratégie politique des États-Unis. Son contenu est résumé par une image : celle d'un gant de boxe aux couleurs nord-américaines, accompagnée de la légende suivante : « Ce dont le monde a besoin : la mondialisation ne fonctionnera que si les États-Unis agissent avec la force toute puissante de leur position de superpuissance ». La raison pour laquelle les coups de poing annoncés seraient nécessaires est explicitée en ces termes : « La main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans le poing invisible. Mac Donald ne peut être prospère sans Mac Donnell Douglas. Le poing invisible qui garantit un monde sûr pour la technologie de la Silicon Valley s'appelle l'armée, l'aviation et la marine des États-Unis ». L'auteur de ce texte n'est autre que Thomas Friedman, conseiller de Madeleine Albright.*

La réalité traduite par l'« aveu » de Friedman est simple : les E-U, Superpuissance mondiale, consciente de leurs forces et suprématie, se complaisent dans l'exploitation de la « loi mécanique » évoquée ici pour assouvir leur soif avérée d'hégémonie à l'échelle mondiale. Ils recourent pour cela à un « arbitraire sournois » (fondée sur les vices sur les marchés à conquérir et la force militaire à utiliser pour cette fin) qui donne une couleur particulière à leur identité de *Hard power* (Pouvoir fort), c'est-à-dire, *un acteur de la vie internationale qui utilise la coercition pour faire avancer ses intérêts*<sup>132</sup>

La particularité à relever chez la puissance américaine, qu'on ne retrouve pas chez beaucoup d'autres *Hard power* (pas trop puissants comme les E-U), est qu'ils se font des vrais « va-t-en-guerre » sans en donner l'air à première vue. La force de leurs grosses artileries de propagande explique cette « chance » qui fait qu'ils parviennent souvent à se faire attirer la sympathie venant même de leurs victimes. Toutefois, il arrive souvent que leurs manœuvres malveillantes soient mises à nu, nous pensons ici à certains « aveux »

<sup>131</sup> S. Amin et Remy Herrera, « Le Sud dans le système mondial en transformation » En ligne sur <http://www.portedeurope.org/spip.php?article3320&lang=fr> (consulté le 11/10/2008)

<sup>132</sup> Cette définition est de Zaki Laidi, qui s'inspire de la définition du *Soft power* [terme opposé] donnée par le politologue Joseph Nye (tiré de Zaki Laidi, « Peut-on prendre la puissance européenne au sérieux ? », in *Cahiers Européens* n° 05/2005). En ligne sur [ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers\\_2000/R00077.pdf](ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers_2000/R00077.pdf), (consulté le 8/3/2008). Le *Hard power* fait penser surtout au pouvoir militaire et le *Soft power* doit faire penser au culturel/économique.

des individus reconnus qualifiés<sup>133</sup> ou encore a des investigations independantes. Au sujet justement des investigations independantes, il y a les revelations « embarrassantes », pour les E-U d'abord et pour beaucoup d'autres pouvoirs d'Etat en suite, faites par le site Web **WikiLeaks** a partir de novembre 2010<sup>134</sup>. Plusieurs telegrammes juges confidentiels de la diplomatie americaine publies par lui ont mis a nu un grand nombre d'« abus » commis par les E-U dans le monde. Ce qui est interessant a ce sujet c'est le fait que ces derniers n'y ont pas apporte un quelconque dementi, leurs reactions se cristallisent exclusivement sur des accusations « malveillantes » contre les responsables de ce site Internet<sup>135</sup> !

Il va donc sans dire que les nouveaux maîtres du monde ont beaucoup a cacher. Et pour revenir a la puissance americaine comme « va-t-en-guerre » obstinee a dissimiler ses forfaits, on peut admettre que le President Bush n'avait pas du tout ete sincere dans son discours de 1990. C'etait un discours pour la consommation exterieure. Les yeux doux a l'opinion internationale ne pouvaient pas lui faire oublier les objectifs d'un *Hard power*. Ainsi, faire des Etats-Unis une « puissance normative »<sup>136</sup>, une idee qui hantait les esprits dans les pays du Sud (d'Afrique) assoiffes d'un climat mondial de detente beaucoup reve apres la Guerre froide n'etait donc pas au rendez-vous.

Bertrand Badie, le second scientifique qui nous a bien inspire a ce niveau du debat apres Samir Amin, nous expose des idees qui montrent que pour leur hegemonie les E-U vont plus loin que ce que l'on pouvait imaginer apres la disparition du « mal » represente en son temps par l'ex-URSS et les « satellites » de celles-ci (les pays de l'Est).

<sup>133</sup> Par ex, face aux deux guerres menees en Irak (1991, 2003), plusieurs voix se sont levees pour dire qu'il s'agissait des « guerres de petrole » sans rapport avec les violations des « droits de l'Homme » évoquees par les dirigeants americains. Un des artisans de ces guerres, Colin Powell, Secrétaire d'Etat des E-U, qui (a la tribune des Nations-Unies, le 5/2/2003), avait prétendu donner les preuves de la detention par l'Irak des armes de destruction massive, s'etait vu dans l'obligation de se dédire quelques années plus tard (cf *Le Nouvel observateur*, en ligne sur <http://archquo.nouvelobs.com>, consulté le 13/5/2006).

<sup>134</sup> WikiLeaks, site Internet « Lanceur d'alerte pour donner une audience aux fuites d'informations tout en protegeant les sources », a été créé en décembre 2006 et hébergé, a ses debuts, aux E-U et en Suede (Source l'*Encyclopedie libre Wikipedia*, consulté le 13/12/2020). Ce site suscite trop de controverses et une grande popularite, a partir de novembre 2010, lorsqu'il a commence à publier des « telegrammes issus de la diplomatie americaine » qui renferment des renseignements eclaboussant cette superpuissance.

<sup>135</sup> La premiere accusation portée contre **Julian Assange**, le porte parole de WikiLeaks, est celle qui le taxe soudain de « pedophile » (mais dont les « crimes » remonteraient à il y a plus de dix ans) ! Tout laisse clairement voir donc que les revelations de Wikileaks derangent quelque part, même si il y a des auteurs qui suspectent ce Site Internet « rebelle » en insinuant sur sa possible complicité avec les milieux de pouvoirs americains. A ce sujet, lire notamment, Michel Chossudovsky qui voit en cela un processus de « contestation fabrique » et qui a essaye de demontrer que « Wikileaks est un pretexte pour censurer l'Internet », Cf <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=22603> (consulte le 11/11/10).

<sup>136</sup> C'est-a-dire une puissance qui s'efforce de promouvoir a l'echelle mondiale des standards regulateurs et prescriptifs capables de generer de la stabilite et de la previsibilite dans le jeu mondial (cf Z. Laidi, *op cit*).



Après avoir œuvré, en accord avec d'autres pays du « Monde libre », pour réussir à « libérer » ces pays de l'Est de l'« arbitraire des pouvoirs communistes », ils vont opter pour la stratégie narcissique de tailler leur chemin seuls. Un chemin qui les engage sur la voie d'un leadership mondial non partagé à l'échelle de la planète. On comprendra alors le rôle de « La loi mécanique » signalée par Badie (p. 63). Les États-Unis, conscients de leur puissance, useront de manœuvres à la limite du sordide pour que l'Europe ne devienne pas leur rival sur le terrain de l'hégémonie mondiale. Les propos suivants de Badie nous edifient et nous éclairent sur la nature réelle de l'hégémonie américaine.

*Lorsque le mur est tombé, la question était de savoir si les États-Unis allaient devenir enfin un empire sans rival. Dans le contexte des années 1990, seule l'Europe pouvait être ce rival. Les États-Unis s'en sont très vite préoccupés, notamment à travers une réforme active de l'OTAN, cherchant à faire de l'Union européenne les terres de l'OTAN sur le Vieux Continent. En tentant de superposer les deux ensembles, les États-Unis ont marqué leur désir de ne pas voir l'Europe s'afficher en contrepoids de la puissance américaine. D'un certain point de vue, l'élargissement de l'Union européenne les a aidés à réussir dans cette entreprise. La crise irakienne, en divisant profondément l'Europe, a fait franchir un pas supplémentaire à cette perte d'unité et d'identité diplomatique à l'Europe, et constitue probablement un encouragement à la réaffirmation d'une politique impériale américaine.*

#### c) Des enjeux et comportements influencés par les contraintes du Temps mondial

On peut affirmer qu'une Société mondiale nouvelle est désormais une réalité mais on ne saura pas nier que ladite société est fondamentalement dominée par les États-Unis, qui « opèrent » sournoisement (de connivence) avec leurs grands alliés les plus intimes : Europe, Japon. Cela est vrai, en dépit du fait que ces dernières puissances subissent elles aussi une « oppression » de la part des mêmes États-Unis (cf. le cas déjà signalé ici, de l'Europe qui incarne la soumission d'un *grand* face à un *plus grand*). Le cas du Japon est également patent : ce pays avait subi le veto américain contre sa proposition de créer un Fonds monétaire asiatique (FMA).

Philip Golub range ces situations dans le registre de ce qu'il appelle des « Actions hégémoniques coercitives »<sup>137</sup>. Pour notre part, il serait possible qu'il s'agisse d'un effort de la Superpuissance américaine pour se conformer aux contraintes du Temps mondial.

<sup>137</sup> P. Golub, « De la mondialisation au militarisme : la crise de l'hégémonie américaine », *A contrario* 2004/2, vol. 2, p. 9-33, en ligne sur [http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=ACO&ID](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ACO&ID) (consulté le 7/2/2009). Cet auteur croit, que le problème aux yeux des Américains était que l'AMF aurait constitué le noyau d'une institution régionale alternative de gouvernance financière capable de concurrencer le FMI et donc de menacer le contrôle américain.

Il y aura enchaînements d'autres « faits inédits » jusqu'avant la fin de la Guerre froide Ils confirment l'idée avancée à l'introduction d'un Qui-vive général, que d'autres spécialistes encore lient à *l'incertitude quant au caractère et aux conséquences de l'avènement d'un monde unipolaire*<sup>138</sup> Les attentats du 11 septembre 2001 (inattendus par leur singularité et ampleur) viendront confirmer ce fait Un autre fait inédit qui entre en ligne de compte est l'importance que prendra la chaîne de télévision arabe Al Jazeera dont les actions d'éclat ébranleront beaucoup la puissance américaine, jusqu'à donner au monde l'impression qu'on vivait le NOMIC souhaité par les « Sudistes »<sup>139</sup>

Al Jazeera et le « 11 septembre » ont eu le retentissement connu parce que les E-U et Alliés étaient dans l'impossibilité de les éviter Les données de terrain mondial n'étant plus les mêmes que celles d'hier qui contribuaient à l'apologie outrancière des Sudistes sur la puissance des Occidentaux, il est arrivé le temps mondial où les plus « audacieux » adversaires des Occidentaux peuvent tester leur force avec assurance

Hier, en effet, pendant la Guerre froide, les États-Unis ne se seraient pas hasardés comme aujourd'hui à surestimer leur puissance jusqu'à produire ce « relâchement » de vigilance au niveau interne pour lequel on les a accusés en rapport avec la calamité du 11 septembre 2001 D'ou, autres temps autres mœurs, ils se distingueront dorénavant par un vrai relâchement cette fois-ci dans leur engagement à se faire une autre réputation Cela fera, à titre illustratif, que la montée d'Al Jazeera ne puisse pas les amener à abattre leur foudre de guerre à celles-ci, comme on pouvait l'imaginer Car il leur aurait été tout-a-fait impérieux que la « contre-propagande »<sup>140</sup>, à succès, menée par cette chaîne arrive à être conjurée Ils se resoudront, pour s'adapter aux exigences de la « transparence mondiale »,

<sup>138</sup> Ces idées et précisions sont de F. Zakaria, « A notre façon De la difficulté d'être la seule superpuissance au monde », *Revue internationale et stratégique* 2003/2, n° 50, p. 25-34 Lire aussi Appadurai qui parle d'un « état mondial d'insécurité » (cf. Arjun Appadurai, *Geographie de la colère La violence à l'âge de la globalisation*, Editions Payot, 2007, p. 149 et suivantes)

<sup>139</sup> Al Jazeera a brisé la « loi » de la dépendance du Sud en matière de diffusion des informations du monde (cas des interviews de Ben Laden, l'« homme le plus dangereux du monde ») Cela dérange les desseins hégémoniques des E-U dans le monde comme il en était le cas pendant la Guerre du Golfe lorsque Al Jazeera mettra à nu les manipulations de l'opinion mondiale par le Pentagone

<sup>140</sup> Pendant les deux guerres du Golfe, cette chaîne a eu à contredire le gouvernement américain à plusieurs reprises avec preuves à l'appui (ex. présentation des images des prisonniers de guerre américains alors que le Pentagone s'évertuait à lancer de démentis) Face à un tel « affront » aux conséquences incalculables, ils ne sont pas arrivés à faire taire Al Jazeera par la force physique (en bombardant leurs installations) comme le prédisaient certains experts, ils se sont limités à des accusations du genre « Chaîne de désinformation », « Agents du terrorisme international » Il faut aussi reconnaître, même si on n'y met pas des insinuations malveillantes, que Al Jazeera appartient à un pays ami des États-Unis le Qatar

d'entrer en « libre concurrence » avec elle (Al Jazeera) en créant des médias parallèles de même nature et objectifs et supposés capables de faire le contre-poids de celle-ci

C'est ainsi qu'on parle d'un média tout aussi puissant, *Radio Sawa* (créée en 2002 après l'attentat du 11 septembre Média américain, cette radio émet à partir des E U et a comme cibles de prédilection les jeunes du Monde arabe, de moins de 25 ans)<sup>141</sup> Certains observateurs vont jusqu'à mettre aussi dans le panier américain, *Al Arabia*, une chaîne de télévision arabe émettant depuis l'Arabie saoudite pour servir les E-U selon eux

À part ces faits inédits, le Temps mondial a favorisé également des « situations inédites » Épinglons une seule, qui paraît plus insolite le phénomène *Ben Laden* et son *Al Qaida*<sup>142</sup> Au-delà de tout ce qui se raconte au sujet de ce personnage, parmi l'un des plus médiatisés et mythifiés du Nouvel espace mondial de l'après-Guerre froide<sup>143</sup>, il se présentait dans l'imaginaire mondial comme l'« unique contre-poids » face à la puissance américaine Vivant longtemps dans la clandestinité, Ben Laden se manifestait sur Internet et/ou à la télévision (surtout Al Jazeera) avec un retentissement planétaire Ses messages, généralement sous forme de menaces et de mises en garde contre les Occidentaux et aussi des appels à la mobilisation des Musulmans contre ces derniers, ne cachait point sa haine vis-à-vis des pouvoirs occidentaux et sa farouche détermination à destabiliser leurs pays de manière permanente Tout laissait croire à une volonté de changer l'ordre mondial

En dépit du fait que la force américaine soit parvenue à tuer Ben Laden, la peur de Al Qaida n'a pas disparu pour autant<sup>144</sup> Et cela suffit, au vu des résultats « incroyables » enregistrés par cette organisation, résultats en « actes terroristes » de grande envergure,

<sup>141</sup> Informations nous fournies par *Jeune-Afrique/L'Intelligent* n° 2161 du 10 au 16 juin 2002, pp 97-99

<sup>142</sup> *Al Qaida* est reconnue (à travers l'insistance des discours politiques et médiatiques occidentaux) comme une organisation « terroriste » ayant des ramifications dans plusieurs pays dans le monde arabomusulman Les mêmes sources attribuent à Al Qaida le mystérieux Oussama Ben Laden comme chef suprême, celui-ci, citoyen saoudien, d'origine yéménite et « ancien Agent » de la CIA, sera tué le 2 mai 2011 au Pakistan par des forces « spéciales américaines » comme le montreront en boucle les télévisions occidentales et du monde entier [il a été tué après plus de 10 ans de « cavale »]

<sup>143</sup> Beaucoup de gens pensaient même à un personnage imaginaire que la puissance américaine utilisait pour combler le « vide » créé dans l'imaginaire politique par sa concurrente d'hier, la défunte URSS Celle-ci lui permettait, en effet, dans le contexte de la Guerre froide, de « fabriquer » soigneusement des prétextes justificatifs de ses grandes actions impérialistes dans le monde D'autres critiques par contre voient en Ben Laden un « Agent actif » que la CIA utiliserait à des fins multiples Tout cela, appuyé par la paternité attribuée à ce Ben Laden des graves attentats historiques du 11 septembre 2001, faisait de lui une « force mythique » de ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle

<sup>144</sup> Al Qaida s'est donné un nouveau chef en remplacement de Ben Laden et continue son « combat » Il sied d'évoquer le fait que cette organisation a désormais des ramifications en Afrique du Nord, notamment avec des « structures » telles que AQMI (Al Qaida au Maghreb Islamique)

qui ont eu à toucher les E-U ou leurs symboles dans le monde et dont la responsabilité a été attribuée au même Ben Laden ou encore à certains des actes revendiqués ouvertement par celui-ci lui-même ou par son organisation à travers les médias, pour parler d'un « qui-vive » permanent pour les Occidentaux<sup>145</sup>

Le fait que le phénomène Ben Laden ait perduré, sans que la puissance américaine n'ait pu y mettre fin à temps, donne certainement la mesure de la limite de la puissance que représentent les États-Unis et leurs Alliés et crédibilise deux hypothèses plausibles

1) Aucune puissance ou force n'a désormais le monopole de la violence comme hier, à l'époque où les Superpuissances réussissaient à tout contenir et avec moins de « casses » chez elles<sup>146</sup>

2) Il devient ainsi bien possible de confirmer la réalité d'un « état mondial d'insécurité » favorisé par le Temps mondial. Cette situation contraint quelque peu les puissances occidentales à faire ce qu'elles peuvent, pour répondre au besoin réel de « se sécuriser » devenu pressant pour elles. On peut dire qu'elles « négocient leur rapport au temps et à l'espace », dans le sens de Laidi, en mettant souvent en balance (par nécessité) les enjeux mondiaux de premier ordre et leurs enjeux personnels de puissance.

Les E-U sont les plus connus par rapport à cette façon de négocier leur rapport au Temps mondial et au nouvel espace mondial. Leur volonté manifeste de mener le peloton des puissances (impérialistes), les pousse à y aller par cette attitude pour le moins injuste vis-à-vis par exemple d'un enjeu mondial commun (très stratégique) de premier plan : la gestion de la question des « changements climatiques ». En effet, bien que reconnus être les plus grands pollueurs de l'environnement du monde, ils ont refusé jusqu'aujourd'hui de ratifier le *Protocole de Kyoto* y relatif<sup>147</sup>, retardant ainsi la mise en branle des mesures utilitaires de protection de la planète contre toutes les calamités naturelles qui s'abattent

<sup>145</sup> Les actes dits terroristes à citer sont, par exemple, les attentats très meurtriers ayant visé simultanément les installations des ambassades des E-U à Dar-es-Salam (Tanzanie) et à Nairobi (Kenya), le 7 août 1998 et, évidemment, la tragédie sans précédent du *World Trade Center* à New York, le 11 septembre 2001, que les (très puissants) Américains ont eu tout de même à vivre sur leur propre sol.

<sup>146</sup> Ils ont réussi à neutraliser et même à anéantir la plupart des célèbres personnages et/ou organisations associés au terrorisme (en fait ceux qui sont opposés aux intérêts des Occidentaux) : *Carlos, Abou Nidal*, etc., sans subir une « lourde défaite » à domicile comme celle du 11 septembre 2001.

<sup>147</sup> Le *Protocole de Kyoto* est cet accord international portant sur la réduction des émissions des principaux gaz à effet de serre lors de la « Conférence de Kyoto » (décembre 1997). Les E-U, qui se présentent toujours et avec obsession, comme un champion des droits de l'Homme, conditionnent leur engagement à cette initiative à l'engagement de l'Inde et de la Chine, deux pays sans références marquantes (surtout pour la Chine) à cet ensemble d'éléments caractéristiques d'une société « modèle ». D'autres enjeux mondiaux d'actualité inaltérable mais négligés (d'une manière ou d'une autre) par les États-Unis et certains de leurs Alliés sont : la lutte contre la faim, la lutte contre certaines maladies endémiques telles que le paludisme.

sur celle-ci. Les pays les moins nantis ne peuvent y faire sérieusement face sans une franche coopération ou une « aide » des gouvernements des pays nantis du Nord

Ce tableau démontre à suffisance que la Nouvelle société mondiale est devenue une véritable « jungle » où prévaut un ordre de vie sociale incertain. L'impact à attendre ici, sur le plan de la communication Nord-Sud est tributaire de la loi mécanique implicite qui régit désormais le fonctionnement de la scène internationale comme nous l'a montré Bertrand Badie. Ces pays nantis occidentaux qui, dans ces conditions de privilège, ont le très stratégique "**droit de nommer**" comme l'ont les E-U et leurs Alliés qui s'en servent à leur guise<sup>148</sup>. L'intérêt pratique des études, comme la nôtre, sur les rapports structurels entre l'espace politique mondial et l'action des médias internationaux est à apprécier au regard de cet « avantage », ce « droit du plus fort » revenant aux Occidentaux.

### ***B Essentialisation de la communication par les Grandes radios internationales, un impératif de survie des puissances occidentales***

Un épisode politique récent, mi-comique et mi-dramatique, résultant de l'attitude de la France vis-à-vis de la Chine (ce pays réputé « violer les droits en permanence »)<sup>149</sup>, nous instruit sur la difficulté pratique que doivent éprouver les puissances occidentales à se conformer à la nouvelle logique de puissance (de laquelle partent la plupart des « abus de puissance ») qui les guident dans leurs actions dans la Nouvelle société mondiale et, qui nous éclaire quelque peu sur les pistes adéquates à suivre pour comprendre la logique des stratégies de communication adoptées pour cela. C'est l'épisode de la visite officielle en France, en octobre 1999, du chef de l'État chinois Jiang Zemin, certaines péripéties qui ont eu à enligner cet épisode nous semblent donner du relief à nos hypothèses.

Les comportements, assez « surprenants », des hôtes français du président chinois vont nous éclairer sur le caractère propagandiste du discours médiatique occidental et de

<sup>148</sup> Ces puissances sont propriétaires, chacune, d'une entreprise géante (grande Agence de presse) disposant de moyens colossaux (satellites, réseaux de correspondants, etc.) pour le quadrillage du monde. Cela permet de présenter le monde sous des visages qui répondent à leur volonté, à leur idéologie (dominante). Il s'agit des entreprises suivantes : Agence France Presse, Reuters (Royaume-Uni), Associated Press (États-Unis), AFP (France). Cette suprématie fait que ces médias, ayant le monopole sur l'information mondiale, ont marqué les esprits du Sud par des « modèles stéréotypés » d'information, de discours, d'images, qu'elles mettent en circulation.

<sup>149</sup> La Chine est en effet considérée par les Occidentaux comme un bastion de l'intolérance, d'une dictature féroce. **Tianan men**, la Grand-Place de Pékin, qui a eu à enregistrer certaines manifestations populaires violentes réprimées dans le sang (dont celle de 1989) en est devenue une « référence emblématique » que ces Occidentaux (élites et/ou masses) brandissent constamment lorsqu'il y a lieu de parler de la Chine. Et, ils ne jurent qu'en une « démocratisation » immédiate et totale de ce pays.

l'action communicative des grands medias occidentaux a vocation internationale Ils ne seront, par ailleurs, pas moins edifiants pour nous au sujet de l'exteriorisation de l'habitus de dominants occidentaux (dominants en quête de securite economique et financiere dans le monde « incertain » actuel) que nous exposons a travers l'« affrontement dans la rue » entre l'Opinion française et les Gouvernants de cette puissance (la France) a l'occasion de cette visite 'controversee' du president Jiang Zemin

Cette visite, d'un homme d'Etat presente abondamment par les medias nationaux et internationaux (français) comme un dictateur patente, n'a pas souleve un tolle dans les pays du Sud pour des raisons evidentes<sup>150</sup> C'est au niveau interne français qu'il y aura une reaction « normale » de l'opinion publique Des manifestations d'opposition a cette arrivee en terre française d'un tel homme d'Etat furent organisees a Paris, pour montrer l'indignation de celle-ci Mais, cette opinion publique sera tres surprise par la forme de la reaction du gouvernement a cette action pacifique de « La rue » les CRS, corps d'elites de la Police, seront deployes pour bastonnade systematique des manifestants qui barraient la route de l'Assemblée nationale ou leur hôte « encombrant » devait prendre la parole

C'était alors une maniere pour le gouvernement français de violer ouvertement, a son tour, les droits de l'Homme au profit du « violeur attitre » de ces droits (le president chinois) et par ricochet au profit de l'economie française<sup>151</sup> Tout indique donc qu'il faut voir la question de droits de l'Homme sous un autre angle

Nous serons edifie par un argument fort de ce gouvernement, dans sa defensive, pour desamorcer « le choc » cause par ce voyage controverse C'est le « bilan largement positif de ce voyage pour la France et les français » qu'il s'empressera a publier Un bilan augurant des perspectives heureuses pour quelques grandes entreprises françaises, fonde

<sup>150</sup> Il y a d'abord le fait que les médias internationaux, qui sont les seules sources prioritaires d'information (sur la marche du monde) pour les populations du Sud, ne présentent que rarement les nouvelles de la vie politique de leurs pays et les journaux télévisés occidentaux pris en relais comme le cas en Afrique noire ne semblent pas avoir un impact important Il y a ensuite, le mythe chez la plupart d'Africains du respect des droits de l'homme par les gouvernements et dirigeants occidentaux Ces données peuvent produire des effets inattendus chez les Africains, lesquels seront profitables aux dominants c'est par exemple le fait pour certains Africains d'associer cette attitude « coupable et injuste » des dirigeants français a « la vertu de la tolérance chez les démocrates français »

<sup>151</sup> Cela veut donc signifier deux choses 1) soit que les discours sur les droits de l'Homme relevent de la pure propagande visant a distraire les opinions nationales et surtout internationales (du Sud) pour qu'elles ne jouent pas leurs rôles de vigilance face aux « abus de puissance » que les puissances occidentales sont appelees a commettre aujourd'hui, 2) soit qu'il y avaient effectivement violations de droits de l'Homme en Chine et que le gouvernement français en faisait fi, privilégiant les intérêts économiques conformes a son ideologie capitaliste du néo-libéralisme

sur un impact positif évident à espérer de la sur un secteur sensible en France l'emploi. Il fait expressément mention dans ce bilan de la signature par les responsables chinois des grands contrats d'achats (en Milliards d'euros) des produits des industries françaises. Les choses se concrétiseront par après avec l'achat, par le gouvernement chinois, d'au moins 150 avions Airbus A320 pour près de 6,5 milliards d'euros. Cet avantage impressionnant ne fera point douter de l'« oreille attentive » que l'opinion française prêtera, malgré tout, à son gouvernement, en mettant en sourdine ses protestations sur ce sujet.

De ce qui précède nous avons tiré deux leçons à appliquer dans les expériences de communication que les puissances occidentales imposent aux sociétés d'Afrique noire :

- a) l'organisation des services de radios et/ou télévisions à vocation internationale devient incontournable, pour elles, dans la Nouvelle société mondiale pleine de « chocs » qu'il leur faut régulièrement amortir ;
- b) il faut de l'intelligence stratégique pour que toutes les forces (ou les « Agents ») du champ communicationnel Nord-Sud, soucieuses de leur sort sur le nouvel espace (social/symbolique) mondial sachent mieux s'y « mouvoir ».

*a) Nécessité d'une communication Nord-Sud tournant autour d'informations captivantes (« a grand effet transformant »)*

L'exercice (fructueux) que le Gouvernement français a fait pour réussir à dompter son opinion publique est celui qu'il faut à ce gouvernement et à ceux d'autres puissances occidentales en face des opinions du Sud. Le nouveau contexte mondial les prédispose à des « affrontements » permanents pas facile à vaincre comme pour le cas français ci-haut. Avec les opinions d'Afrique, ce sont des intérêts divergents, des schémas différents.

Les gouvernements occidentaux, nantis des expériences historiques de chez eux, sont conscients des rôles que peuvent jouer les opinions publiques dans une société. Leur expérience montre que l'ordre social régi par les lois de l'idéologie capitaliste<sup>152</sup>, favorise des actions productrices de mécontentement que les populations ou les opinions publiques dominées capitalisent jusqu'à en faire une « raison de combat ». Nous pensons à certains actes (historiques) qu'ils arrivent à poser, pour se défaire des pouvoirs d'État ou, à défaut,

<sup>152</sup> Il s'agit de l'ordre social caractérisé par la lutte de classes, qui voit les « classes dominantes » imposer leurs lois sur les autres. Les classes dominantes parviennent à perpétuer cette situation grâce à la force, dans ces pays, de ce que Noam Chomsky appelle le « système doctrinal » (ensemble englobant les mass media, les écoles, les universités, la recherche scientifique, etc.) Ce système doctrinal produit de la propagande en faveur de classes dominantes. Chomsky montre qu'aux E-U, cette propagande affecte négativement au moins 80% de la population qualifiés de « *Troupeau égaré* » par un éminent théoricien de la démocratie dans ce pays, Walter Lippmann (cf. Noam Chomsky, *Les dessous de la politique de l'oncle Sam*, Editions Ecosociété/EPO, 1996, pp. 104-105).

arriver a bousculer l'ordre social dominant Ainsi, la pratique actuelle des gouvernements occidentaux en matiere de communication avec les societes du Sud doit normalement obeir a l'adage « gouverner, c'est prevoir » Pour gouverner tel qu'ils les veulent, dans l'objectif de couvrir leurs abus de puissances, ils prevoient une politique consequente

Ils sont contraints de prevoir les choses de maniere a eviter de connaître ce qu'ils ont connu dans la foulee d'un autre non moins important « rendez-vous de l'histoire » la Revolution iranienne<sup>153</sup> Faute en effet d'avoir su organiser consequemment les actions communicatives dans un monde arabo-musulman en ebullition, les esprits « embrigades » depuis des siecles arriverent a se « liberer (reellement) » et, de ce fait, a porter atteinte a l'« ordre dominant » (occidental) L'anti-americanisme et/ou l'anti-occidentalisme connu en Iran et dans beaucoup de pays arabes et musulmans, qui « derangent » les occidentaux en sont des illustrations Alors si on imaginait un peu, dans les conditions de transparence actuelle a l'echelle mondiale, que l'epouvantail represente vis-a-vis des Occidentaux par les Arabes et/ou les Musulmans arrive a se creer en Afrique ?

On comprend donc, en toute logique, que du cote des pouvoirs occidentaux qui ont reussi tant bien que mal a « domestiquer » les Africains ou a les « embarquer » dans une « coexistence pacifique » profitable a eux-mêmes, ne pouvaient pas trop se leurrer des consequences a attendre de leurs rapports nouveaux avec ceux-la Leur strategie tournera, comme nous le montrerons, autour des efforts pour le maintien de cette coexistence qui leur evite une « insecurite de proximite » plus porteuse de nuisance<sup>154</sup>

Dans le concret, notre observation nous a amene a constater que ces pouvoirs ont mise sur la promotion, par la communication animee par les medias internationaux, d'une « communion » entre deux camps de l'espace Nord-Sud dont l'action serait determinante dans la gestion des rapports Nord-Sud les Gouvernements occidentaux et les Opinions d'Afrique Un double objectif pour y parvenir, avec les Grandes radios internationales continuer a faire de celles-ci, soit des vrais « medias de proximite », soit encore des vrais

<sup>153</sup> La Revolution islamiste iranienne avait montre au monde que des simples populations pouvaient defier la grande puissance mondiale au nom de Allah Les Musulmans (Arabes, Kurdes , etc ) s'étaient montres solidaires des Iraniens et attentifs aux messages de l'Ayatollah Khomeiny, initiateur de cette revolution Le discours politique occidental considere souvent cette revolution iranienne comme un des « berceaux » des « Mouvements terroristes » arabo-musulmans qui se distingueront desormais par des attaques visant les interets occidentaux

<sup>154</sup> Une insecurite produite par des acteurs auxquels on est trop rapproche sur le plan spatial (en Afrique il y a, p ex, la presence des Africains aux cotés des « symboles » occidentaux a l'instar des hommes comme les « cooperants » , il y a également certaines grandes Entreprises multinationales, des representations diplomatiques ) ou encore sur le plan symbolique (des valeurs occidentales partagees)



« medias d'intimité » Le premier objectif se concrétise avec la multiplication de « lieux » de stimulation de l'audience de ces medias (par des stations-relais de FM, des Accords de partenariat avec les radios locales, des programmes interactifs par téléphone) Le suivant se concrétise par la nouvelle variante de programmes interactifs qu'expérimente BBC en ce moment (qui consiste à « faire accéder les auditeurs à la parole » à travers les SMS)

Ces « avantages » que les publics du Sud ne trouvent pas chez eux (cf la qualité des informations et encore le manque de promptitude dans le service de leurs medias), font fructifier cette communication S'informer par RFI, BBC, VOA, DW est devenu une sorte de rituel chez les Africains, en dépit de multiples griefs adressés à ces medias Les propriétaires des medias occidentaux y trouvent par-là une occasion de s'investir encore davantage dans l'essentialisation des liens de communication avec le Sud forgés à travers lesdits instruments Ils prolongent l'« appétit » des récepteurs à l'Internet, où chacune des radios entretient un « site Internet » RFI est à ce point la radio la mieux outillée, son Site [www rfi fr](http://www.rfi.fr), est toujours actuel pour « accompagner les publics dans la connaissance des événements du continent et du monde »

RFI se distingue en cela, par sa stratégie de « se brancher » sur les publics-cibles, dès que les occasions propices conformes à sa philosophie d'action se présentent<sup>155</sup>, pour une action communicative supposée symboliquement rentable pour elle Cela appelle une mobilisation tous azimuts de ses ondes et de son site Internet, pour relater les péripéties des événements en question C'est de cette façon qu'elle peut retenir (et même conquérir) l'attention des auditeurs leur en permettant de « s'informer en temps réel »

L'exemple récent le plus frappant, à brandir, est celui du coup d'Etat militaire au Niger contre le président Mamadou Tandja, le 17 février 2010 RFI (radio) en annonçait les péripéties, dans ses *Bulletins de nouvelles* diffusés à un intervalle régulier, toutes les 30 minutes, mais c'est sur [www rfi fr](http://www.rfi.fr) qu'on a vécu une sorte de « reportage à chaud » sur ce sujet Il y avait un grand titre affiché, aux environs de 12 h TU « Niger Coup d'Etat en marche », puis une succession de *nouvelles* sur la prise d'assaut du palais présidentiel, sur le sort réservé au président Mamadou Tandja renversé ou sur l'arrivée à l'hôpital des

---

<sup>155</sup> Il s'agit de cette philosophie de travail (sur fond de l'Esprit du capitalisme), à laquelle s'impregnent les medias occidentaux dans leur fonctionnement Elle repose sur la recherche effrénée du sensationnel, et la promptitude dans la récolte et la diffusion des informations sensationnelles et, se présente tout compte fait comme un déterminant indirect du conditionnement des jugements des récepteurs

corps des personnes tuées et des blessés enregistrés ce jour, etc , jusqu'à la confirmation de l'aboutissement ou mieux la réussite de ce « processus » de coup d'Etat

Les Africains d'Afrique et surtout ceux de ses diasporas d'Europe et d'Amérique, qui ont accès plus ou moins facile à l'Internet, peuvent donc avoir l'impression d'être en train de « vivre le déroulement des événements mondiaux en temps réel » L'audience et une certaine crédibilité de RFI et des radios semblables, en Afrique, tiennent comme nous le montrerons à cet avantage qui semble rendre compte d'un dévouement [bien trompeur des occidentaux, organisateurs de cette communication] en faveur des publics-cibles

*b) La crédibilité des médias occidentaux en Afrique comme un « acquis » et un atout à sauvegarder Savoir gérer l'« effet transformant » de Grandes radios internationales*

Toute cette manière d'informer produit indiscutablement un « effet transformant » qui se constate chez les publics-cibles, comme nous le montrons tout au long de ce travail et dont les prémisses se résument globalement au « crédit inaltérable » dont bénéficie « la Presse occidentale » en Afrique au détriment des médias nationaux On se rend compte paradoxalement, en effet, que les médias occidentaux se placent à la tête des « médias de proximité » en Afrique plus que les médias nationaux et autres de l'espace Nord-Sud<sup>156</sup>

L'engouement des publics africains pour les programmes des médias occidentaux se justifie concrètement, dans ce sens, par la comparaison édifiante qu'ils se permettent de faire entre les performances constatées de ces médias et les déboires leur « infligés » par leurs médias nationaux Nous trouvons cette comparaison comme « forgée » dans le cadre des « stratégies de résistance » des dominés sur le champ communicationnel Nord-Sud face à l'action des dominants locaux Il y a donc là un certain lien de cause à effet intéressant, qui nous fournit des données pratiques d'analyse

Notre enquête auprès des Enseignants et des Étudiants nous a démontré ce lien à partir des choix et des explications fournies par les enquêtés en rapport avec les deux questions suivantes 1) « Citez, par ordre de la confiance que vous leur accordez, au moins cinq médias qui vous donnent satisfaction » , 2) « citez au moins cinq médias qui sont à votre portée mais que vous ne voulez pas suivre, puisqu'ils ne vous donnent pas

<sup>156</sup> Nous élargissons notre observation sur le grand espace Nord-Sud étant donné qu'à part les performances de Al Jazeera, plus d'un média d'Afrique dépendent des médias occidentaux pour l'illustration de certains de leurs programmes

satisfaction » Deux tableaux nous en éclairent plus ou moins à ce sujet. Il y a, d'abord, le « Tableau n° 2 » des chiffres des médias qui inspirent plus de confiance aux récepteurs

Tableau N°2 *Cinq médias auxquels les sujets enquêtés ont le plus confiance*

	RFI	%	BBC	%	Radio Okapi	%	VOA	%	TV5	%	Total	%
Enseignants	17	29,8	14	24,6	9	15,8	9	15,8	8	14	57	100
Etudiants	15	35,7	8	19	9	21,4	7	16,7	3	7,1	42	100

Source Notre enquête

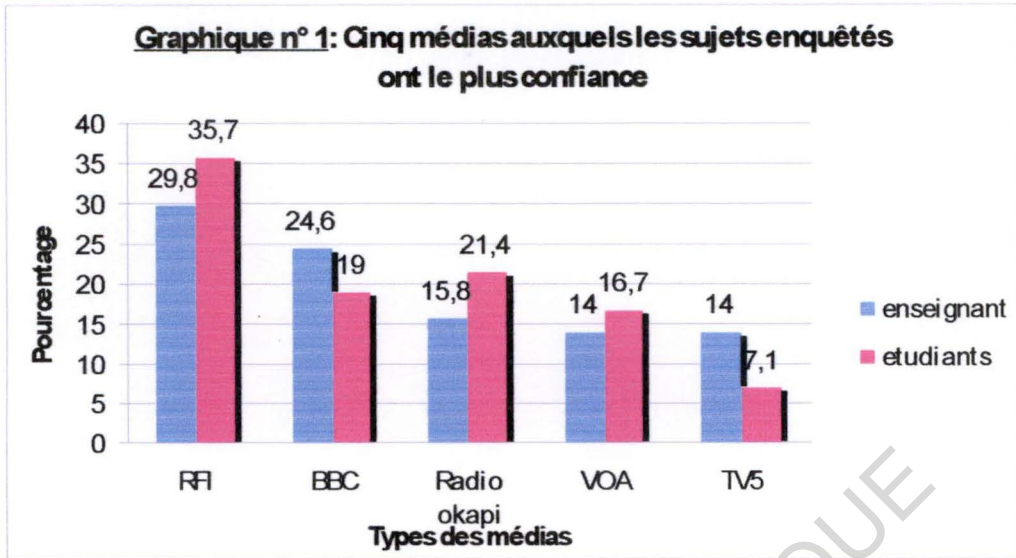
Les réponses à la question posée, ainsi étalées dans ce tableau, nous montrent un désaveu cinglant des personnes enquêtées vis-à-vis de leurs médias nationaux. En plaçant ainsi coup sur coup cinq médias étrangers<sup>157</sup> dans leur classement de médias à confiance, ils se montrent « très satisfaits » par l'action des médias occidentaux laquelle étanche leur « révolte » contre la faillite et les « pesanteurs » de leurs médias nationaux. Globalement, les justifications qu'ils en donnent rendent compte de l'effectivité d'un effet transformant de l'action communicative des grandes radios internationales choisies. Un effet touchant sans doute (fortement) la sensibilité des répondants qui n'ont pas pu recourir au sentiment national pour placer dans leur classement le média national le moins mauvais pour eux.

Dans leurs commentaires, chacun des répondants des deux catégories ne cessait de soulever la question que nous résumons en la « qualité des deux régimes d'information » auxquels ils sont exposés : un régime de « transparence démocratique » (pour les médias occidentaux) et un régime de censure permanente (pour les médias nationaux)<sup>158</sup>

Pour une meilleure lisibilité, nous étalons les données obtenues dans le graphique suivant en montrant les trois situations : la position des Enseignants, celle des Etudiants et la vue d'ensemble de toutes les deux catégories sur la question posée.

<sup>157</sup> Il y a lieu de signaler qu'au Congo, à part les quatre médias occidentaux, un autre média étranger existe : la *Radio Okapi*, « une Radio de l'ONU ». Elle, en fait, émet sous le contrôle des N-U dans le cadre de la pacification de ce pays après des conflits armés.

<sup>158</sup> Les deux catégories d'enquêtés se sont montrés unanimes sur la nécessité de la confiance à accorder aux médias occidentaux mais avec certaines nuances dans leurs réponses : pour les Enseignants, par ex, plus « sages », « les médias occidentaux font ce que nos médias (africains) ne peuvent faire », quant aux Etudiants, assez « sentimentaux », de par leur inexpérience, ont dit par ex que « les médias occidentaux diffusent toujours des informations objectives ».



Il y a, ensuite, le tableau suivant (« Tableau n° 3 ») qui rend compte de la situation générale (en chiffres) des médias que les sujets n'aiment pas suivre.

**Tableau N°3 : Cinq médias que les sujets enquêtés n'aiment pas suivre**

	RTNC	%	Dig tal TV	%	Mira-dor	%	Radio Okapi	%	RT GA	%	Total	%
Enseignants	14	29,8	5	10,6	3	6,4	2	6,4	2	4,3	26	100
Etudiants	10	21,3	7	14,9	2	4,3	2	4,3	0	0	21	100

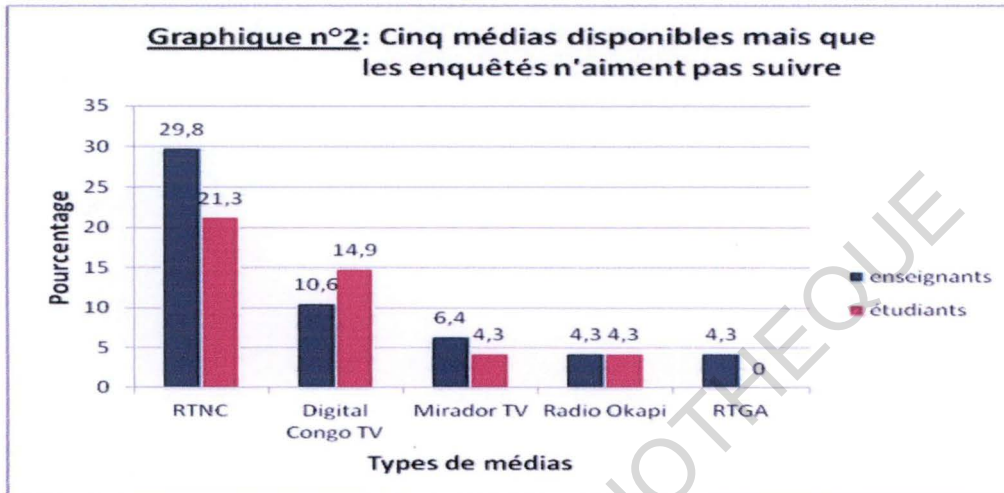
Source : Notre enquête

Si l'on prend la question suivante, qui vient dans la suite logique de la première, il se fait voir que l'effet transformant en question a porté de fruit par l'alignement de quatre médias nationaux sur cinq dans le registre des médias « non-intéressants (non utiles) ». Il y a cependant un fait singulier à relever, qui a caractérisé les réponses nous données : les arguments des répondants tournent prioritairement autour des médias d'Etat africains (et associés) qui ne jouent pas correctement les rôles leur dévolus de par leur statut<sup>159</sup>.

<sup>159</sup> La RTNC est la grande chaîne publique de radio et de télévision, DigitalCongo TV est une chaîne de la famille politique du chef de l'Etat, Mirador TV et RTGA TV sont des chaînes de TV privées dont les propriétaires sont identifiés comme acteurs politiques du camp présidentiel. Toutes ces chaînes, hormis leur faillite sur le plan organisationnel à cause de laquelle elles se montrent incapables de fournir des produits attrayants, se distinguent par une volonté manifeste de « tordre » les « vérités » que les médias occidentaux exposent.

Le graphique suivant peut nous aider à mieux saisir l'ampleur de la méfiance que les répondants ont de leurs médias nationaux, surtout des médias d'Etat. RFI et Cie se présentent en l'opposé de RTNC et Cie, suivant la dichotomie dégagée du tableau N°2.

Graphique N°2 : Cinq médias disponibles mais que les enquêtés n'aiment pas suivre



L'atout, pour les Occidentaux, révélé par toutes les données exposées (Tableau I, Tableau II), c'est d'être en face des publics-cibles « psychologiquement acquis à la cause occidentale » et opposés à la leur propre. On peut imaginer ce que les gouvernements occidentaux (et autres forces sociales du camp occidental) peuvent gagner dans la lutte symbolique qu'ils se livrent avec les forces sociales africaines, sous l'« arbitrage » de ces mêmes publics-cibles « inconscients ». Et, dans notre recherche sur le déroulement de cette lutte, l'observation des faits sur le terrain nous a instruit sur un recours systématique à l'intelligence stratégique de la part des organisateurs (occidentaux) dudit processus.

## **Section II. Nouvelle société mondiale et nécessité de recourir à l'« intelligence Stratégique » comme « outil » de facilitation de l'essentialisation de la communication avec les cibles africaines**

Les contraintes de puissance et des contextes ont imposé des stratégies de prise en charge des publics africains qui nous suggère de l'attention sur au moins deux d'entre ces stratégies : le déploiement de l'intelligence stratégique pour maintenir le statu quo actuel sur l'appréciation que font les Africains des médias occidentaux (appréciation positive) et des médias nationaux (appréciation négative) et la « fructification », grâce à la même



intelligence, de certains programmes spécifiques des médias susceptibles de contribuer à la pérennisation de ce statu quo largement profitable à l'Occident

### **A Le maintien du statu quo dans l'appréciation des médias internationaux et nationaux comme nécessité et objectif porteurs**

Vu la nature des processus de communication Nord-Sud et la présence des intérêts contradictoires, le recours à l'« intelligence stratégique » est une nécessité lorsqu'on tient à réussir cette communication à l'aide des médias audiovisuels (transnationaux). Il ne suffit pas de mettre simplement en branle les dispositifs ad hoc connus de communication (les grandes radios et télévisions à vocation internationales). Les occidentaux en savent quelque chose avec leurs expériences de « combat en faveur de la liberté d'information » dans les pays de l'Est où ils ont eu à opérer, avec un engagement outre dans le contexte de la Guerre froide<sup>160</sup>, mais dont les résultats « positifs » n'ont été en fin de compte que partiels. Ils n'ont pas réussi, avec leurs puissants médias internationaux et leurs stratégies de communication, à obtenir un grand impact généralisé pour détruire tous les systèmes communistes dans le monde<sup>161</sup>.

Même si on ne parlait pas de l'influence de cette expérience sur l'orientation de la politique de la communication actuelle des puissances américaines, on peut reconnaître qu'elles sont rendues « réalistes » ne fut-ce que par les contraintes du Temps mondial. Ils savent désormais que informer ou communiquer ne suffit pas pour maintenir impunément leur hégémonie sur les peuples du Sud comme ils l'ont fait hier et continuent à le faire à ce jour. Dans le nouveau contexte mondial, « savoir bien informer/communiquer » leur est plus utile que jamais s'ils tiennent à réussir à gérer leurs rapports avec les dominés.

<sup>160</sup> Engagement outré de part l'ampleur de la mobilisation des gouvernements occidentaux à cet effet. Il y a eu disponibilité des médias appropriés, comme nous le montrons au chapitre I de la seconde partie du travail (VOA, Radio Liberty, Radio Berlin internationale, etc.) et « socialisation politique », à l'échelle des puissances occidentales, de la question de l'« information des peuples des pays communistes ». On voit des actes de « collaboration », pour cet objectif, entre ces puissances, avec l'implantation de *Radio Liberty* (un média international américain) à Berlin en Allemagne.

<sup>161</sup> Il est vrai que le démantèlement de l'URSS, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie et des autres a été dans une certaine mesure l'aboutissement des actions idéologiques de communication (médiatique) des puissances occidentales, sans toutefois négliger la part des contradictions internes au niveau de chacun des pays touchés, comme les faits le démontrent. Mais, curieusement, l'Occident (à travers les grandes puissances), n'arrive pas à briser l'« idéal indépendantiste » de la catégorie des pays communistes ou « communistes » tels par exemple la Corée du nord, la Chine ou encore Cuba, qui poursuivent leurs idéaux politiques de toujours et qui réussissent à tenir le coup contre les « impérialistes ».

L'intelligence stratégique décelée dans la structuration des productions (grilles de programmes, informations) de chacune des Grandes radios internationales se comprend à partir de l'exploitation substantielle qu'ils font du symbolique. Tout tourne, comme nous allons le démontrer à la troisième partie du travail, autour de l'attachement à une action communicative à stratégies subtiles qui les caractérise. Quelques exemples : le recours à des « principes-symboles » retrouvables dans l'action de chacune de ces radios, comme celui d'intégrer dans leur action les « patrimoines » auxquels leurs cibles se reconnaissent (cas du patrimoine humain : recrutement des animateurs/journalistes d'origine africaine, un réel facteur sentimental d'auto-satisfaction et d'attrait pour beaucoup d'auditeurs)

Il y a aussi les « symboles-images d'Afrique », ceux que représentent les réalités « macabres » du continent noir (à travers les images catastrophistes : des enfants affamés, des mouvements de populations en détresse fuyant les conflits armés, etc.), ou encore les « symboles médiatiques » représentés par des émissions spécialisées jugées attrayantes en Afrique (cas des émissions telles que *Le Débat africain*, *Appels sur l'actualité*, *Plein Sud*, chez RFI)<sup>162</sup>. Ces émissions, « protégées », sont devenues des symboles (des « mythes ») pour beaucoup d'auditeurs africains de RFI<sup>163</sup> et cela ne fera pas moins d'elles des atouts de « fructification » de l'intelligence stratégique utilisée dans la communication produite par les Grandes radios internationales<sup>164</sup>.

## **B De l'intelligence stratégique dans l'action de Grandes radios internationales et ses expressions par quelques anecdotes pittoresques (avec leur impact ou projection d'impact)**

À ce niveau, nous montrons que quelques jalons psychologiques singuliers ont été placés hier et d'autres aujourd'hui pour faciliter un impact persistant des Grandes radios internationales en Afrique noire. Il se confirme là un contexte de lutte symbolique, pour laquelle (lutte) la « victoire » reviendrait au camp des acteurs qui auront su déployer une intelligence stratégique supérieure. C'est ce que les Occidentaux ont eu à faire avec leurs

<sup>162</sup> Il y a lieu de citer aussi l'émission *Couleurs tropicales*, un programme de variétés musicales « afro-antillaises », diffusée tous les soirs (de lundi à vendredi), elle est réalisée et présentée depuis sa création, en 1999, par des Antillais et Africains et se consacre à la diffusion des musiques africaines et antillaises ponctuées des interventions en direct des stars en vogue.

<sup>163</sup> Ces émissions sont protégées au vu notamment de la durée de vie qu'on leur a accordée : plus de 20 ans d'existence, en moyenne, pour chacune. Cela fait de celles-ci des symboles des productions médiatiques, une identité consolidée en partie par l'interactivité qui caractérise ces émissions prises par les Africains.

<sup>164</sup> En tant que mythes, ces radios et émissions se présentent avec un rôle stratégique si l'on pense à l'apport des mythes dans les actions de manipulation des esprits et des opinions (Lire à ce sujet : Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique* Editions Gallimard, 1992).

medias, comme nous le présentons partant de deux anecdotes l'une liée aux stratégies de l'époque de la Guerre froide et l'autre aux stratégies de l'époque actuelle

La première anecdote a trait à un impact évident produit par VOA chez certains Africains au travers de sa stratégie, résultant de l'intelligence stratégique, d'africanisation du « premier front » de son Service-Afrique. En effet, à cette époque<sup>165</sup>, VOA/Afrique entretenait quotidiennement deux antennes (Antenne matin de 6h à 9h, et Antenne soir de 19h30 à 23h T U) dominée chacune par une longue tranche de variétés musicales<sup>166</sup> et elle affectera à l'une et l'autre deux grands animateurs d'origine africaine Georges Collinet (un Franco-camerounais, Émission *Bonjour l'Afrique*) et Roger Guy Folly (un Togolais, Émission *Les disques des auditeurs*) joueront, en plus, une sorte de rôle de « médiateurs » entre l'Amérique et l'Afrique. On leur permettra des visites plus ou moins régulières dans le continent noir ou ils animeront des « conférences culturelles » médiatisées devant les jeunes et les intellectuels. On les mettra constamment en vedette lors des visites des chefs d'État d'Afrique noire aux E-U (c'est d'ailleurs R G F qui, durant de nombreuses années, faisait l'intervieweur attitré de ces chefs d'État, à leur arrivée à Washington)<sup>167</sup>

Le fond de l'anecdote c'est lorsque, RGF devient un des personnages-clés qui ont marqué la vie de l'écrivain congolais (Congo-Brazzaville) Alain Mabanckou au point que ce dernier arrive à le souligner dans son dernier roman autobiographique<sup>168</sup>. L'événement aussi c'est ce duplexe organisé le 24/09/2010 (entre 19h30 et 19h50 T U), par VOA elle-même, pour faire dialoguer l'écrivain Mabanckou (qui se trouvait à Brazzaville) et R G F (qui se trouvait ce jour à Paris) afin qu'ils commentent toute l'histoire de ce « souvenir ». Pour RGF, ses propos (d'humilité) ont tourné autour de sa reconnaissance à l'honneur lui rendu par cet auteur tandis que pour celui-ci c'est une « tradition d'écoute » de VOA qui

<sup>165</sup> Nous considérons VOA des décennies 1970 à la fin de la décennie 1980, puisqu'elle devait changer de conduite comme les autres après la chute du Mur de Berlin

<sup>166</sup> L'émission *Bonjour l'Afrique* animé par Georges Collinet, toutes les matinées, et l'émission *Les disques des auditeurs* par Roger Guy Folly, toutes les soirées. Ces deux animateurs/journalistes sont déjà allés à la retraite après plus de trente ans de service chacun à la VOA et de « services rendus à l'Afrique » mais ils ne demeurent pas moins présents dans les esprits de beaucoup d'Africains comme nous le montrons dans l'anecdote annoncée. Nous y voyons un impact sérieux de média.

<sup>167</sup> Nous nous rappelons comment beaucoup d'étudiants de Kinshasa, de notre milieu, s'étaient montrés très enthousiasmés en découvrant l'image de RGF à la télévision zairoise lorsque le président Mobutu du Zaïre lui avait accordé une interview exclusive à la descente de ce dernier de l'avion à Washington en 1986, cet animateur de radio rivalisait pratiquement en « vedettariat » avec son interviewé, auprès des téléspectateurs/auditeurs de la VOA.

<sup>168</sup> A. Mabanckou, *Demain j'aurais vingt ans*, Editions Gallimard, 2010. Pour connaître cet auteur, il y a à signaler qu'il est Enseignant dans les universités américaines et que le roman cité n'est pas son premier livre, il existe d'autres pour lesquels il a été plébiscité lauréat du Prix Renaudot en 2005.



transparaît dans ses propos. Son attachement à cette chaîne, reconnaît-il dans cet échange, lui est venu dès le bas âge en voyant son père écouter constamment les informations et les émissions de variétés de VOA (dont celle, à succès, de RGF)<sup>169</sup>

Son geste par rapport à RGF, plus de 15 ans après la retraite de ce talentueux et célèbre animateur, donne la mesure de ce que doit avoir été la fascination lui faite par les prestations radiophoniques de RGF et naturellement de la VOA, la radio qui l'employait. Cela constitue un atout et un avantage inestimable pour cette chaîne, en terme de fidélité et d'attachement en elle que peuvent induire cette expérience chez la plupart d'Africains se trouvant dans le même « conditionnement psychologique » qu'Alain Mabanckou.

Ces individus, « acquis à la cause des médias occidentaux » et « transformés » après avoir intériorisé de longue date les « bienfaits » de ceux-ci, nous offre l'occasion de réaffirmer la justesse de notre choix d'une approche critique sur la question des effets des médias. Une approche qui suit la *théorie critique* (de la communication)<sup>170</sup>, nous amenant à minimiser l'idée des « réflexes conditionnés » au profit de celle d'« effet idéologique » dans la compréhension des attitudes mises en relief<sup>171</sup>. Il s'agit de l'effet idéologique créé par cette intelligence stratégique des Occidentaux, de faire d'un Africain (cas de RGF, un animateur doté de capacités exceptionnelles de mobilisations des esprits) un vrai « outil » de médiation entre l'Amérique politique et les Africains<sup>172</sup>.

La seconde anecdote, qui date de 2007, est puisée dans la nouvelle expérience de communication Nord-Sud (précisément dans la tradition des émissions interactives), nous permet de mesurer l'effet idéologique souligné avant que l'« impact » suppose ne vienne à se manifester avec le temps comme on l'a vu chez Mabanckou. Nous donnons ici une « petite histoire marrante » (mais significative en rapport avec la question du rôle caché des médias), parmi tant d'autres diffusées, dans le cadre de l'émission « Plein Sud » de

<sup>169</sup> L'émission de RGF avait été lancée en 1968, amant à le rappeler en son temps ce grand animateur de radio, soit au moins deux ans avant la naissance d'Alain Mabanckou (né en 1966, selon son site Internet [www.alainmabanckou.net](http://www.alainmabanckou.net)). Nous avons eu à le suivre nous-même (ce soir du 24/9/2010, en direct de la VOA), cet échange entre RGF et Mabanckou.

<sup>170</sup> Théorie dont les tenants sont identifiés dans ce qu'on reconnaît désormais comme l'*École de Frankfurt*. Nous pouvons citer Theodor Adorno, Max Horkheimer, etc.

<sup>171</sup> Eric Maigret en donne bien des éclaircissements (lire E. Maigret, *Sociologie de la communication et des médias*, Armand Colin, 2ème édition, 2007).

<sup>172</sup> Nous parlons de l'Amérique politique pour exclure la catégorie « populations américaines » (ou opinion publique américaine) qui n'est pas directement concernée par les actions extérieures (ou celles relevant de l'imperialisme) de leur État.

RFI<sup>173</sup> Les faits y relatifs tellement captivants qu'on ne doit pas logiquement exclure des possibles « rebondissements dans les esprits des récepteurs » dans le futur L'émission de ce jour se déroule le 26/3/2007, à partir de 15 heures T U<sup>174</sup> Amobe Mevengue, depuis son studio parisien, appelle « Aïssatou » (une femme nigérienne habitant Niamey, dont le mari du nom de Eounga Marco fait ses études en Chine et n'a pas appelé sa famille restée au pays depuis un temps)

La femme apostrophée s'étonne de cet appel de l'outre atlantique, ou elle n'avait pas d'amis et connaissances, mais son interlocuteur (Amobe Mevengue) qui s'adressait à elle en imitant l'accent ouest-africain lui donne curieusement des détails sur son mari en indiquant qu'ils se parlaient sur RFI (à l'émission Plein Sud) L'étonnement de la femme n'avait pas cessé lorsque l'ingénieur et optimiste animateur l'invite, contre toute attente, à dialoguer avec « quelqu'un » son mari, depuis la Chine Tout laissait croire que celui-ci devait avoir été contacté auparavant et devait avoir, candidement, fourni les coordonnées téléphoniques de sa femme à Amobe qui préparait ce « coup médiatique »

L'éclatement, en direct à l'antenne, sans se contenir, de la femme en question, au contact avec son mari (de cette façon insolite) confirmait s'il en était besoin l'ingéniosité de l'animateur et l'utilité de la stratégie de RFI qui se veut un média spécialisé au service du rayonnement de la France dans le monde<sup>175</sup> L'intelligence stratégique explicable pour ce cas, trouve de matières de comparaison dans ce qui meuble l'explication de l'anecdote précédente et pourra mieux se vérifier ou se confirmer avec des enquêtes de terrain

### **Section III Pour une application du constructivisme structuraliste et de la théorie des champs au processus de communication produit par les Grandes radios internationales en Afrique de 1989 à 2009**

Le cadrage contextuel de la présente étude, tel que fait ci-haut, nous a montré la pertinence qu'il y a à adopter la démarche sociologique bourdieusienne Il nous indique,

<sup>173</sup> *Plein Sud* est une émission de gaieté et de bon humeur, présentée sur RFI par le célèbre Amobé Mevengué (un animateur d'origine camerounaise) tous les soirs (de lundi au vendredi) avec parfois des rediffusions les lendemains Comme caractéristiques de celle-ci a) elle est interactive, faisant intervenir les auditeurs par téléphone, b) c'est l'animateur qui fait le choix des intervenants (qu'il apostrophe à l'improviste), à partir des numéros téléphoniques tirés certainement de la « Banque des coordonnées des auditeurs de RFI », de l'Internet (sur les mails des correspondants) et par divers autres astuces lors des échanges (souvent hors antenne) avec les correspondants assidus de leur chaîne

<sup>174</sup> Nous avons nous-même suivi cet épisode croustillant de *Plein Sud*, le jour indiqué, quand il se produisait

<sup>175</sup> Cf la thèse de doctorat de Roger Nouma, *op cit*

en effet, qu'il y a une coexistence tout-a-fait inevitable des faits objectifs et des faits subjectifs dans la production de la communication (Nord-Sud) que les Grandes radios internationales font vivre en Afrique. Ainsi, appliquer le constructivisme structuraliste en tant que demarche methodologique revient a exploiter celui-ci, tel que Bourdieu l'indique lui-même, comme nous l'avons montre a l'introduction du travail en mettant en exergue deux pistes a suivre nous montre par cet auteur

Il va ainsi sans dire que les deux aspects de la vision methodologique de Bourdieu sont producteurs de deux moments essentiels a capitaliser pour les chercheurs qui veulent reussir l'application du constructivisme structuraliste

### *A Les deux moments essentiels a capitaliser*

Les donnees ci-haut fournit par Bourdieu nous indique qu'il y a deux moments a distinguer, dans l'investigation sociologique a faire a l'aide de sa theorie de champs un moment objectiviste et un moment subjectiviste. Il existe une grande difficulte cependant, pour appliquer cette theorie dans l'exploitation de notre sujet. Une difficulte liee au fait que Bourdieu n'ait pas etudie formellement la « communication comme enjeu de societe et jeu social »<sup>176</sup>, au niveau des nations (a un niveau transnational) comme nous le faisons ici. Le risque est de ne pas trouver les referents utiles, deja selectionnes, pouvant nous servir dans l'exploitation de la realite sociale « champ communicationnel Nord-Sud » sur laquelle nous reposons notre espoir pour trouver des arguments explicatifs de l'« impact negatif » des Grandes radios internationales en Afrique noire [cet impact, nous voulons le saisir quant a nous en terme d'alienation culturelle]

Alors, pour bien y echapper, la façon la plus productive pour saisir la portee de la theorie des champs (et de sa methode d'analyse) est, a notre avis, celle de chercher a scruter les « outils methodologiques » en question en partant de l'idee originale proposee par Bourdieu lui-même, de comparer le champ social a un jeu<sup>177</sup>. Il s'agit d'un jeu pour lequel Bourdieu parle de l'existence *des enjeux, des joueurs pris au jeu, des regles du jeu, des piles de jetons devant des joueurs qui jouent pour augmenter ou conserver leurs*

<sup>176</sup> Nous empruntons cette expression à Stéphane Olivezi qui en parle dans son ouvrage *La communication selon Bourdieu. Jeu social et enjeu de societe*, l'Harmattan, Col « Communication et civilisation », 2005

<sup>177</sup> Patrick Champagne insiste pour dire que Bourdieu propose cette idee « a des fins pedagogiques » (Cf P. Champagne, *op cit*)

*jetons ou peuvent travailler à changer à leur avantage les règles du jeu, etc*<sup>178</sup> Il ne restera au chercheur qu'à faire les analogies nécessaires se rapportant à l'un ou l'autre des éléments intervenant dans ce jeu, après avoir identifié et justifié les éléments en question

L'élément « enjeu » qui fait mouvoir les forces que sont les « joueurs pris au jeu » agissant dans le Champ communicationnel Nord-Sud est l'information (en quantité et en qualité requises), qui doit circuler sur cet espace plein de situations de lutte symbolique inhérentes aux conditions socio-historiques ayant généré cet espace. Il nous renseigne sur les joueurs pris au jeu, reconnus en tant que tels de par leur nature de forces sociales dans la production (et/ou dans le développement) de l'ordre des choses dans cet espace Nord-Sud qui se trouve plus lié ici au champ communicationnel en question<sup>179</sup>

Ainsi, s'agissant justement de l'Afrique (noire), les joueurs en question sont 1) les quatre gouvernements du Nord propriétaires de quatre grandes radios étudiées, 2) les opinions publiques des pays d'Afrique, qui trouvent en ces radios des « issus de secours » pour échapper aux censures (politiques) imposées par leurs gouvernements, 3) le couple Sociétés civiles/Oppositions politiques d'Afrique, qui fait presque toujours une sorte de « front commun » (en rapport avec la nécessité de « lutter pour la défense des droits de l'Homme », dans leurs sociétés) avec les gouvernements du Nord (« très respectueux des droits » en question), sous prétexte de défendre les « défavorisés » de chez eux<sup>180</sup>, 4) les gouvernements africains mal réputés « à domicile » qui, à cause des « facilités nuisibles » que les autres parties citées accordent à leurs opinions publiques, arrivent difficilement à faire bon ménage avec celles-ci en matière de droits de l'Homme, sur l'espace Nord-Sud

Avant de donner des éclaircissements sur les éléments « règles du jeu » et « piles de jetons » à identifier dans notre Champ communicationnel Nord-Sud, il y a lieu de nous attarder sur la confusion possible qui risque de s'installer au sujet de ce champ tel que

<sup>178</sup> P. Bourdieu, *Reponses Pour une anthropologie reflexive*, Editions du Seuil, 1992

<sup>179</sup> A ce niveau et pour saisir les faits, nous espérons trouver satisfaction en focalisant notre attention sur l'Afrique. Nous laissons le cas de l'Amérique latine qui voit, malgré la dépendance, naître des empires de médias d'une certaine ampleur (cas par exemple du grand groupe « O Globo » au Brésil, le Venezuela réputé par ses séries télévisées à succès est à citer sur ce registre de l'Amérique latine). Nous laissons également le cas du Proche-Orient à cause de la « fructueuse » expérience de Al Jazeera, qui est d'ailleurs devenue quelque peu « la grande chaîne de télévision du monde arabe » et sans doute une « concurrente » sérieuse des grandes chaînes occidentales

<sup>180</sup> En Afrique, ces deux entités (oppositions et sociétés civiles) entretiennent des relations plus ou moins cordiales ou elles ont toujours été ensemble lorsqu'il faut combattre les tenants du pouvoir d'Etat. Il est en outre admis que la plupart des médias dits « libres », de la Presse privée en Afrique, sont pour la plupart la propriété ou les partenaires de l'une ou de l'autre de ces forces sociales

nous l'avons identifié. En effet, cela peut arriver si l'on s'en tient à l'éclaircissement que Pierre Moumier, faisant une synthèse (critique) des travaux de Pierre Bourdieu, donne au sujet du champ. Il avance, en substance, que *il y a champ à partir du moment où les individus exerçant dans le même domaine d'activité entrent en concurrence les uns avec les autres pour acquérir une position dominante dans le champ*<sup>181</sup>

Cette précision, mettant l'accent sur « domaine d'activité », nous met logiquement en face des « sources » d'information (occidentales et africaines) que sont les détenteurs des médias internationaux analysés et de leur domaine d'activité (l'activité d'informer) pour nous inspirer l'idée d'évoquer un champ spécifique le « champ de l'information »

### ***B Pistes pour donner un contenu aux indicateurs exposés***

Dans notre contexte où le monde des médias est dominé par la logique occidentale de l'information, ce champ se caractérise essentiellement par la « concurrence » entre les sources en présence. Chacune, en cherchant à se positionner pour se faire entendre dans ce champ, se met dans un « jeu » de lutte (visible et invisible) avec les autres et toutes se distinguent dans la production d'un enjeu à suivre. L'audience de tous ces médias auprès de différentes couches d'auditeurs intéressés<sup>182</sup>

Comme on peut le constater, ce Champ de l'information nous semble réducteur. Il nous renvoie à l'activité des sources de l'information, qui sont une partie du processus de la communication Nord-Sud que nous étudions et pour la bonne compréhension duquel il y a nécessité pour nous d'ajouter l'activité de l'autre partie du processus : les récepteurs. De cette façon, nous n'aurons pas failli en identifiant le champ communicationnel Nord-Sud. Nous tirons notre argument justificatif d'une autre réflexion de Moumier au sujet de la notion de champ lorsqu'il écrit qu'*on doit donc comprendre que la notion de champ ne relève pas d'un découpage arbitraire des activités opérées par le sociologue mais d'une conscience relative ( ) qu'ont les acteurs de l'autonomie du champ ou ils interviennent qui conditionne aussi leur solidarité avec les autres acteurs par delà la concurrence*

<sup>181</sup> P. Moumier, *Pierre Bourdieu Une introduction* Editions Pocket/La découverte, 2001, p. 56

<sup>182</sup> Il y a concurrence en matière d'information, à l'échelle Nord-Sud, entre d'une part les gouvernements occidentaux et d'autre part toutes les forces sociales africaines intéressées (gouvernements, sociétés civiles, oppositions), par leurs médias interposés, dans le but de dominer en audience. Le même schéma est suivi en Afrique noire, avec les « conflits » dans les axes Médias publics/médias privés et Médias privés/Médias privés

*qu'ils s'y livrent determinee par l'importance que les uns et les autres accordent aux enjeux specifiques du champ*<sup>183</sup>

Tous les indicateurs etales se retrouvent dans le « champ communicationnel » que nous analysons Il y a d'abord la « conscience relative » des acteurs sur l'autonomie de ce champ<sup>184</sup>, laquelle (conscience) les met dans des conditions objectives et contraignantes de « collaborer » a certains prix entre eux (acteurs du Sud et du Nord) en faisant un vrai faux depassement de leurs antagonismes et contraintes de concurrence de toujours

Dans le concret, cette collaboration nous est presentee notamment par des faits singuliers tels que 1) voir les gouvernements africains accepter d'accorder des faveurs aux Grandes radios internationales qui sont des concurrents redoutables de leurs medias d'Etat (ces avantages sont par exemple des « Accords » signes entre un grand nombre de gouvernements africains et ces radios pour implanter les stations-relais de RFI, de BBC, de VOA, de DW dans plusieurs villes africaines), 2) voir les principales radios privees africaines soutenir implicitement la concurrence que lesdites Grandes radios occidentales font aux radios et televisions d'Etat de leurs pays et, logiquement, a elles-mêmes aussi, en signant des « Accords de partenariat » avec celles-la pour repercuter leurs principaux programmes d'information) en Afrique, et, 3) voir l'engouement excessif d'un certain nombre de categories de recepteurs africains pour celles-ci (RFI, BBC, VOA et DW), les conduisant jusqu'a la creation des « ponts » entre eux et ces medias, ponts representes par des structures telles que les « Clubs d'auditeurs » qui ne cessent de se multiplier dans des

<sup>183</sup> P Moumier, *op cit*, p 57

<sup>184</sup> Il y a 'conscience relative', sur l'« autonomie » du champ communicationnel Nord-Sud, chez les acteurs sociaux des deux camps en presence On s'en rend bien compte du coté des « sources » par des attitudes « independantistes » affichees par les dirigeants des Grandes radios internationales vis-a-vis de leurs gouvernements (a travers, p ex, le fait pour eux de se constituer en une sorte de « groupe de pression » comme nous le presentons dans la Deuxieme partie du travail (chap I, section II), a travers une association a laquelle on parle très peu Ou quand par exemple toute la **Haute direction de RFI** (c-a-d le Directeur general, la Directrice-generale deleguee et la Directrice des informations) descend a Kinshasa en RDC, en octobre 2010, pour negocier la reprise du signal de sa chaîne internationale avec le Ministre de l'information de ce pays qui venait de sanctionner leur chaîne un an auparavant Cette haute direction a semblé par là être engagee a œuvrer pour la survie de la communication Nord-Sud qu'elle co-anime avec d'autres hautes directions (de BBC, VOA, DW) Du cote des Récepteurs, nous voyons leur soutien indefectible aux actions de promotion et/ou de defense des chaînes internationales (cas des manifestants encadrés par JED a Kinshasa, le 23/4/2010, pour réclamer la réouverture du signal de RFI dans le temps indique (cf notre expose a ce sujet dans la Partie II, chap I) Ils donnaient là l'impression de defendre une cause juste, dans leur cadre social de vie « mondialisé »

milieux sociaux africains (ceux des étudiants par exemple) et qui sont entretenus par ces radios<sup>185</sup>

Ces indicateurs de « solidarité » entre acteurs, malgré la concurrence qui s'impose aux deux camps (sur les plans politique, économique et culturel, notamment) de par tous les liens historiquement antagoniques existant entre les forces sociales de mêmes nature et objectifs du Nord et du Sud<sup>186</sup>, doivent être révélateurs de l'importance que chacun de ces deux camps accordent aux enjeux spécifiques dudit champ « informer à tout prix et en priorité » les populations étrangères (comme enjeu pour les Gouvernements du Nord) et « s'informer prioritairement à travers les médias à vocation internationale » des pays occidentaux (comme enjeu pour les forces sociales du Sud)

En des termes profonds, il s'agit d'un mariage de raison qui lie les dominants et les dominés (cas des inconditionnels de médias internationaux) qui se distinguent entre autres par une certaine naïveté lorsqu'à leur niveau ils ne sont pas en mesure de dissocier les actions d'information collective pour « rendre service » à celles de manipulations des esprits dans des situations d'imperialisme culturel. La dernière réalité est celle qui met l'Afrique post-coloniale en situation de « suspecter » les puissances occidentales

### C Du cheminement pour l'application de l'approche bourdieusienne

Nous serons continuellement obligés de mettre en relief la contrainte « naturelle » que subissent les Agents (acteurs) du champ communicationnel Nord-Sud, de se laisser guider par des structures objectives indépendantes de leur conscience et de leur volonté. À cet effet, l'effort productif à fournir est celui de pénétrer la genèse sociale du processus de communication Nord-Sud par les Grandes radios internationales de manière à parvenir

<sup>185</sup> Le cas le plus frappant est celui de RFI qui dispose d'une émission appropriée à ce sujet « Club RFI ». Cette émission présente un cahier de charge qui prévoit des « délocalisations » temporaires et régulières de ses prestations vers les villes africaines choisies pour des « émissions publiques » regroupant les membres des clubs existant dans ces villes hôtes.

<sup>186</sup> L'antagonisme le plus déterminant ici est celui entre les gouvernements occidentaux et les populations africaines (ou « opinions publiques »). Car, de l'époque des conquêtes coloniales à ce jour, les Puissances occidentales imposent à ces dernières une **domination multiforme et féroce** qui commença avec des **expropriations des terres** du début de leurs contacts et celles des conquêtes coloniales, il y a à citer également les Accords (inégaux) de « coopération » qu'on connaît à l'ère actuelle. Avec tout cela, ces puissances dominantes sont arrivées aujourd'hui à contrôler des capitaux nécessaires (économique, culturel, symbolique) auxquels les dominés d'Afrique ne peuvent chercher à y accéder, sans s'attirer leurs foudres. Cette situation pose non seulement le problème du développement des pays dominés mais surtout la question cruciale du destin de ces pays, un destin bien « bloqué » à ce jour.

a degager les elements significatifs necessaires (habitus, strategies et contre-strategies )  
qui nous ferons decouvrir le sens a donner aux « enigmes » que renferme ledit champ

Il sera alors possible de reussir l'autopsie de l'ensemble du phenomene etudie, qui  
doit se comprendre dans les meandres du champ communicationnel y relatif Les resultats  
theoriques obtenus auront a meubler la partie pratique qui va clore notre travail

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



**DEUXIEME PARTIE**

***AUTOPSIE DU CHAMP COMMUNICATIONNEL NORD-SUD  
RYTHME PAR LES GRANDES RADIOS  
INTERNATIONALES DESSERVANT L'AFRIQUE  
NOIRE (1989-2010)***

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## CHAPITRE I LA SOCIO-GENESE ET LE PRESENT DES EXPERIENCES DE COMMUNICATION NORD-SUD PAR LES RADIOS (ET TELEVISIONS) INTERNATIONALES (DU NORD)

L'espace sociologique Nord-Sud tel qu'on l'apprehende a ce jour avait commence a se « dessiner » des les premiers contacts entre d'une part les pays d'Europe occidentale et d'Amerique du nord et, d'autre part, ceux qui faisaient partie de l'hemisphere sud. Des lors se developperont certaines strategies originales de communication, qu'imposerent les circonstances de temps et de lieux auxquels les dominants (du Nord) devaient faire face. L'evangelisation et l'enseignement etaient (et demeure quelque peu encore) ces strategies de predilection, hier et aujourd'hui. L'invention, au debut du 20e siecle, de la radio suivie quelques decennies plus tard de celle de la television, accroîtra les chances et la force de ces dominants qui auront la des instruments strategiques efficaces de prise en charge des publics etrangers inscrits sur leurs registres des « esprits a contrôler ».

Les deux medias (la radio et la television), juges performants dans l'information collective, sans oublier l'Internet, domineront alors la communication Nord-Sud en tout temps, surtout a l'ere de la mondialisation. Le cas de la radio, utilisee abondamment dans des circuits structures de communication Nord-Sud, est a même de demontrer son apport dans le fonctionnement du champ communicationnel Nord-Sud concerne. Il y a necessite, au regard de ce constat, de chercher a decouvrir les peripeties importantes de l'existence de l'une ou de l'autre de Grandes radios internationales avec leurs facteurs sociologiques et structurels determinants. Cela parait être un prealable utile pour une comprehension consequente de la vie du champ communicationnel en question.

### Section I A propos des radios internationales des origines à la Mondialisation

C'est au debut des annees 1930 qu'on a commence a parler des radiodiffuseurs internationaux. Selon les specialistes<sup>187</sup>, Radio Moscou a ete la premiere (1929), Radio-Vatican et le « Poste colonial » pour la France (1931), la Grande Bretagne et l'Espagne (1932), l'Allemagne et l'Italie (1932). Nous sommes la dans la periode de l'entre-deux-guerres mondiales et d'autres initiatives de ce même genre de medias reellement speciaux.

<sup>187</sup> Cf. entre autres, Bernard Wuilleme, *op cit*, Armand Mattelart, *La mondialisation de la communication*, 2<sup>ème</sup> edition corrigeée, Paris, PUF, 1996, Pierre Albert et André-Jean Tudesq, *Histoire de la radio-television*, Paris, PUF, « Que-sais-je ? », 1991.

suiront au fur des années. La caractéristique essentielle à toutes, des pays communistes comme des pays libéraux, est qu'elles relevaient de la volonté des gouvernements de faire de la propagande qui s'imposait au regard des impératifs des contextes socio-historiques de l'époque. Tout se comprend à la lumière des données disponibles, par contexte.

### A Les données de départ de l'entre-deux-guerres

C'est justement dans l'entre-deux-guerres mondiales qu'on a connu les premières expériences citées de « radios internationales ». Cette période historique rappelle tout au moins deux facteurs socio-historiques importants ayant poussé les États (les puissances) de l'époque à chercher à se doter des radios internationales : 1) l'avènement de l'URSS, ce grand pays qui venait de se doter d'un pouvoir communiste (en 1917) en se présentant comme un « perturbateur » potentiel des intérêts capitalistes des puissances occidentales, 2) la montée du nazisme (en Allemagne) et du fascisme (en Italie) menaçant l'Europe.

L'URSS, en portant la première le flambeau de ces expériences, ne pouvait pas laisser indifférentes ces puissances parmi lesquelles la trop « encombrante » Allemagne hitlerienne très réputée en matière de propagande politique<sup>188</sup>. Elle (l'URSS) se servira de Radio Moscou suivant l'esprit d'Hitler qui considérait la radio comme une « arme terrible dans la main de ceux qui savent s'en servir »<sup>189</sup>. Des programmes en anglais et surtout en chinois et en coréen, deux langues qui se présentaient comme utilitaires, seront créés, il n'y a pas à douter ici des visées hégémoniques pour une URSS qui deviendra un peu plus tard le « leader » de ce qu'on appellera le « bloc communiste ». Nous sommes en 1929 et il ne serait pas exagéré qu'on puisse lier cet épisode (du travail propagandiste de l'URSS) au triomphe, deux décennies plus tard, des régimes politiques communistes en Corée du Nord (1948) et en Chine populaire (1949).

De manière globale, selon les spécialistes, l'Allemagne doit avoir été la puissance qui avait le plus marqué la période de l'entre-deux-guerres en ce qui concerne les radios à vocation internationale, même si la France avec son « Poste colonial »<sup>190</sup>, l'URSS avec sa Radio Moscou et les autres, s'y étaient investies considérablement. Elle développera son

<sup>188</sup> Les spécialistes reconnaissent les prouesses en cette matière de Joseph Goebbels, un grand collaborateur d'Hitler qui avait occupé le poste à la dénomination symptomatique de « Ministre à l'Éducation du peuple et à la propagande » (1933 à 1945) sous le III<sup>ème</sup> Reich.

<sup>189</sup> Propos contenus dans son célèbre livre *Mein Kampf*, dont la date de publication se situerait entre 1924 et 1925 (Cf B. Wuilleme, *op. cit.* p. 17).

<sup>190</sup> La radio française arrosait essentiellement les colonies françaises et une partie de l'Europe.

action de communication internationale, sur fond de la puissante idéologie nazie, a partir de 1934 en créant un « service » plus enrichi des programmes radiophoniques en langues étrangères, destinés à l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du nord et du sud<sup>191</sup> La suprématie allemande n'était pas un fait du hasard Hitler voulait contrôler l'Europe, d'où il se voyait dans l'obligation de se conformer à une de ses stratégies vitales, dans la guerre mondiale qu'il préparait Jean-Louis Cremilleux-Brilhac<sup>192</sup> l'expose en ces termes *la préparation de l'artillerie avant une attaque comme durant la Grande guerre sera remplacée par la dislocation psychologique de l'ennemi, par la propagande révolutionnaire*

Une exploitation « judicieuse » de la radio, le média le plus performant et le plus adapté de l'époque était donc nécessaire, en cette période caractérisée par des situations de belligérance qui aboutiront à la « seconde guerre mondiale » Par exemple celles que créera Mussolini, le leader fasciste italien (« complice » d'Hitler), en Afrique en occupant l'Éthiopie en 1935 Cette situation donnera l'occasion à cet autre dictateur de développer son service radiophonique, lui qui tentait de destabiliser les empires coloniaux français et britanniques Il suivra alors la logique hitlérienne de la « dislocation psychologique » des ennemis et exploitera 10 langues dans sa radio internationale<sup>193</sup> L'occasion était ainsi donnée aux gouvernements britanniques et français de réagir et d'entrer, de cette manière, dans ce qu'on appellera désormais la « guerre des ondes »

## **B La Deuxième Guerre mondiale, un tournant décisif pour la radio internationale**

La guerre des ondes donnera une autre allure à la communication transnationale, avec des expériences enrichissantes connues durant la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) Un cas concret d'importance symbolique devait avoir servi d'élément catalyseur l'expérience de la BBC britannique avec les populations françaises pendant l'occupation de leur pays par les troupes allemandes L'action historique, de cette chaîne, ayant révélé la « force de frappe » de la radio (internationale) est le célèbre « Appel du 18 juin 1940 » (un appel à la résistance) lancé aux français depuis Londres par le général de Gaulle<sup>194</sup>

<sup>191</sup> B Wuilleme, *op cit*, p 17

<sup>192</sup> J-L Cremilleux-Brilhac, « La France libre et la radio » In *Mélanges de l'École française de Rome, Italie T 108, N°1, 1996*, pp 73-81 En ligne sur <http://www.persee.fr> (consulté, le 23/12/2009)

<sup>193</sup> B Wuilleme, *op cit*, p 39

<sup>194</sup> Cet appel mettait en exergue l'honneur des français que chacun de citoyens français devait, à tout prix, sauvegarder même devant les atrocités de l'invasisseur (Allemand, nazi) Il voyait la dignité humaine

Ce message eût un impact inattendu. Même si le programme radiophonique lui ne n'était pas suivi par tous les français (sous l'occupation), l'appel de De Gaulle avait fait en sorte qu'il se crée *par le bouche-a-oreille, un lieu de ralliement a ceux qui refusent la défaite et l'armistice que le marechal Petain a declare vouloir signer la veille, et qui le sera le 22 juin*<sup>195</sup>. C'était une mobilisation politique réussie, de l'opinion publique, par la communication radiophonique de niveau transnational telle qu'on n'en avait connue. Elle se différencie de celle recherchée par l'action produite par les émissions d'Hitler, dans les mêmes conditions de temps et de circonstance (de guerre), par l'allusion faite à la dignité humaine qui se cache dans la dignité nationale évoquée par de Gaulle. Aurelie Luneau<sup>196</sup> y trouve des mots justes lorsqu'elle qualifie cela d'un « message qui redonne l'espoir à une population asservie tout en la poussant à résister contre l'occupant », elle l'oppose au « message de la dissension dans un pays ennemi, de démoraliser ».

Cette vision dualiste du travail des radios internationales justifiera les choix futurs en cette matière, des puissances de l'Ouest et de l'Est telles qu'on les connaîtra à la fin de la deuxième Guerre mondiale (1945) avec la « Guerre froide ». Mais ce sont surtout les puissances capitalistes, de l'Ouest [puissances occidentales], majoritaires sur l'échiquier international<sup>197</sup>, qui exploiteront cette dichotomie. Elles brandiront l'argument des droits qui attribue à cette dichotomie un contenu (tout aussi dualiste) à dose très idéologique en parlant d'une part, des « médias libres », ceux des pays occidentaux dits respectueux des droits de l'Homme [droits et libertés d'informer, liberté d'expression] et d'autre part, des « médias bâillonnes », ceux des pays de l'Est (et d'ailleurs Afrique, Amérique du sud).

Les Etats-Unis seront les premiers à systématiser cette façon de communiquer avec les pays étrangers avec le lancement de la Voix de l'Amérique (Voice of America, VOA) à partir du 25 février 1942. Nous sommes en pleine guerre et les Etats-Unis sont attaqués par surprise, le 7 décembre 1941, à *Pearl Harbor*, dans l'archipel d'Hawaï, par les troupes japonaises, le Japon ayant coalisé avec l'Allemagne et l'Italie. Les Etats-Unis se verront pour cela contraints d'entrer dans la guerre, aux côtés des Alliés (Européens) et se doter ainsi de cette puissante radio à vocation internationale.

<sup>195</sup> Microsoft-Encarta 2008

<sup>196</sup> A. Luneau, « Des anonymes dans la guerre des ondes », *Le Temps des Médias* 2005/1, N° 4, p. 78-89

<sup>197</sup> Elles étaient plus nombreuses au regard du critère aussi bien du siège au Conseil de sécurité de l'ONU (cas des E-U, de la Grande Bretagne, de la France contre la seule URSS) que du « développement » (en ajoutant notamment l'Allemagne fédérale de l'époque et le Japon)

On ne serait vraiment pas très loin de la vérité en indiquant, à la suite de certains observateurs avisés, que VOA était créée *pour participer à l'effort de guerre des Alliés en soutenant le moral des populations des pays occupés et en affirmant la puissance et la volonté indéfectible des États-Unis dans la lutte acharnée qui commençait*<sup>198</sup> Mais les E-U eux-mêmes en donnent une autre idée à travers le premier message diffusé par ce média, qui semble corroborer l'argument de l'utilitarisation du discours des droits de l'Homme. Ce message (du 25 février 1942) disait *Ici la Voix de l'Amérique Les nouvelles peuvent être bonnes, elles peuvent être mauvaises, mais nous rapporterons la vérité*<sup>199</sup> Il est donc clair, la « vérité » ne devait apparemment venir que de leur côté et le mensonge du côté de leurs ennemis de ce moment : les Allemands, les Italiens et les Japonais.

Emmanuelle Loyer<sup>200</sup> nous renseigne, dans le même registre, que VOA, entreprise indispensable pour les États-Unis désormais en guerre, était supervisée par des structures étatiques spécialisées qu'étaient *l'Office of Strategic Services* (services secrets, opérations clandestines, gestion des renseignements) et surtout *l'Office of War Information* (sorte de ministère de l'Information et de la Propagande). Selon la même source, on apprend que la Voix de l'Amérique avait commencé alors à émettre en Allemand [ce qui était tout-à-fait normal puisqu'il fallait atteindre d'abord les Allemands, d'où venait la belligérance] puis elle finira par se faire polyglotte *en diffusant des programmes en 27 langues y compris le swahili* !

Il y a lieu au regard de cette organisation, par les E-U, de leur axe international de l'information, de voir si on ne devait pas avoir affaire là à une planification stratégique en rapport avec des projections nécessaires que la puissance américaine pouvait faire face à la redistribution inévitable des cartes sur la scène internationale après la guerre. Car, on le constatera au fur des années, il y aura toujours une relation entre les différentes positions (hégémoniques) des E-U sur l'échiquier international et le perfectionnement qu'ils feront de VOA leur instrument essentiel de communication transnationale.

<sup>198</sup> Cela était exposé dans une « production radiophonique » de France-Culture, diffusée le 25/12/2002 par la RTBF. En ligne sur [http://old.rtbf.be/rtbf\\_2000/bin/view\\_something.cgi?type=article&id](http://old.rtbf.be/rtbf_2000/bin/view_something.cgi?type=article&id) (consulté le 11/2/2009)

<sup>199</sup> Nous tirons ce message de Morad Fachot, « Voice of America », Diffusion en ligne, 2004/12, Voir site [http://www.ebu.ch/CMSimages/fr/online\\_12\\_fr\\_voa\\_tcm7-11325.pdf](http://www.ebu.ch/CMSimages/fr/online_12_fr_voa_tcm7-11325.pdf) (consulté le 11/2/2009) Cet auteur fait un résumé du livre *Voice of America a history* de Alan L. Heil Jr, Columbia University Press, 2003

<sup>200</sup> E. Loyer, « La "Voix de l'Amérique", un outil de la propagande radiophonique américaine aux mains d'intellectuels français », *Vingtième siècle Revue d'histoire* 2002/4, n° 76, p. 79-97. In <http:// Cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-4-page-79.htm> (cons. le 09/06/09)

C'est bien palpable aujourd'hui après la chute du *Mur de Berlin*, une circonstance historique qui fait des E-U l'unique hyper-puissance mondiale, ils se voient contraints de recourir à des stratégies « adéquates » telles que le déploiement tentaculaire de VOA et la production d'innombrables programmes interactifs (par téléphone et/ou par Internet). La longue période de la Guerre froide (1945-1989) était elle aussi marquée par des stratégies utilitaires dans l'action de VOA et des autres radios de même famille idéologique (BBC, Radio Liberty, DW) ou des radios du camp opposé à celui-ci (le camp fait des régimes communistes/socialistes) Radio Moscou, Radio Berlin Internationale, Radio Prague

### **C Les données observées pendant la Guerre froide**

Les contingences de la fin de la seconde Guerre mondiale feront que le monde se divisera en deux camps idéologiques (antagoniques) et entrera dans la « Guerre froide », comme signaler. La conception des relations internationales se forgera à partir du schéma tracé par cette nouvelle donne mondiale, mettant en exergue deux paradigmes. On aura d'une part le paradigme lié au libéralisme, qui voit le monde en référence au modèle de l'« Économie de marché » et de la « Démocratie pluraliste » et, d'autre part, celui lié au « Marxisme-léninisme » qui valorise la « Planification centralisée » et la « Démocratie de parti unique ». Ces données « envenimeront » les relations internationales dans la mesure où les puissances de chaque camp, pour se sécuriser (avec les leurs), se voyaient investies du « devoir » d'étendre leur vision. L'imperialisme sous diverses formes, que connaîtront les pays faibles après la guerre, trouvera indiscutablement son explication à ce niveau.

Ces puissances agiront à travers leurs gouvernements par des politiques étrangères incorporant une forte dimension propagandiste. Elles en avaient vraiment besoin, puisque les unes et les autres n'hésiteront pas à s'engager dans des entreprises « sordides » liées à certains de leurs desseins imperialistes. Cas des guerres d'Indochine, du Vietnam, etc. Le travail des radios ayant été d'une efficacité éprouvée pendant la guerre, les perfectionner était la motivation de l'époque. La première stratégie essentielle était celle d'intégrer les « services extérieurs » de ces radios internationales dans les politiques étrangères de leurs gouvernements.

Les Occidentaux sauront cependant plus jouer le jeu que les autres (pays de l'Est) en se servant d'« outils idéologiques » puissants parmi lesquels la *Déclaration universelle*

*des droits de l'Homme*<sup>201</sup> (en vogue a partir de 1948) Ils les mettront en bonne situation de pouvoir agir « proprement » et d'en profiter chaque fois qu'ils voudront charger leurs adversaires du camp oppose avec lesquels ils n'avaient pas la même comprehension des outils en question<sup>202</sup> La substance de tous ces documents nous fait penser aux « droits de l'Homme » C'est au nom de ces « droits universels », pour lesquels ils s'obstinent a se presenter comme leurs defenseurs acharnes, que les Etats-Unis se plaçaient logiquement en tête des puissances occidentales organisateurs des « services » de radio internationale en terme de rationalisation de l'offensive mediatique Leur departement d'Etat (Ministere des Affaires etrangeres) prendra des dispositions pour adjoindre a la Voix de l'Amerique des radios connexes a objectifs precis *Radio Liberty* et *Radio Free Europe*<sup>203</sup>

La Voix de l'Amerique (VOA), la grande radio destinee a animer la « diplomatie publique » americaine se faisait completee par ces dernieres dont la mission de base etait de produire une action communicative percutante dans les pays domines par l'URSS C'etait ni plus ni moins des radios de « combat » contre le systeme communiste

Pendant que Radio Liberty et Radio Free Europe combattaient le communisme, VOA faisait la même chose dans une perspective globale dictee par la logique de toute la « mission globale » que s'assignait la Super-puissance americaine Cette mission, eclairee par la pratique americaine sur le terrain des relations internationales [cf le paradigme lie aux droits de l'Homme, avec sa substance « aider » les autres (qu'on croit être privées ou encore depourvus de ces droits)] etait partagee par les autres puissances occidentales La France et la Grande Bretagne etaient les plus sollicitees, le poids politique qu'ils tiraient du fait de posseder d'innombrables colonies faisait l'affaire En dehors de leurs initiatives

<sup>201</sup> Nous faisons allusion a tout l'arsenal de textes juridiques internationaux *La Declaration universelle des droits de l'Homme*, que nous prenons en illustration a été votée par les Nations-Unies, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le 10 décembre 1948 Les questions liées aux droits et libertés d'information sont traitées dans son *Article 19*, comme nous l'avons indique plus haut

<sup>202</sup> En cherchant, à tout prix, a orienter leurs actions vers les autres sous le prétexte de les aider au nom des droits de l'Homme, les Occidentaux se présentent bien aux yeux des observateurs avisés des pays de l'Est comme des « hypocrites » qui distraient les autres pour les exploiter Eux, se voient plus « concrets » parce qu'ils opposaient « discours sur les droits de l'Homme » à « faits concrets sur les droits de l'Homme » (il s'agissaient par exemple du « plein emploi » [opposé au chômage en Occident] qu'ils pretendaient reussir chez eux, de l'« information équilibrée » oppose [au « libertinage » et au « sensationnel » en Occident ]

<sup>203</sup> *Radio Free Europe*, installée a Munich (ville allemande, sous domination américaine) etait créée le 1<sup>er</sup> Juin 1949 tandis que *Radio Liberty*, émettant aussi a partir de Munich, était créée en 1953 sous le nom de *Radio Liberation du Bolchevisme*, puis pris le nom de Radio Libération en 1956 avant d'être baptisée Radio Liberty en 1959 (Ces informations nous sont fournies par Bernard Wuilleme, *op cit*, p 88-89)



propres, elles participeront plus ou moins activement a des initiatives d'interêt occidental qui auront un impact (reel) sur le developpement des experiences de radio internationale

Nous relevons une initiative simple mais pleine de sens qui, decodee, peut rendre compte de l'acuite de la bipolarisation du secteur de la communication internationale telle qu'imposee par la logique de la Guerre froide et du developpement de ce phenomene au niveau du continent africain (apres la deuxieme guerre mondiale) Il s'agit de la demarche entreprise par les gouvernements americain et britannique aupres du gouvernement belge pour obtenir, dans sa colonie africaine du Congo-belge (un grand territoire situe au centre de l'Afrique), la faveur de voir produire des emissions de propagande en langue russe [a destination de l'URSS] C'est bien le Ministre belge des communications qui le revele le dans sa lettre n° E 50/027 (portant la mention « secret ») du 08 novembre 1950, adressee au Ministre des Colonies , il repercutait la un message (« secret ») contenu dans une lettre du 5 decembre 1950 (portant les indications « Cabinet/Presse 4 400 URSS ») lui adressee par le Ministre des Affaires etrangeres, monsieur Van Zeeland<sup>204</sup>

Deux extraits de cette derniere lettre, du Ministre belge des Affaires etrangeres, nous instruisent sur les dessous des discours occidentaux de l'epoque (et d'aujourd'hui) sur l'utilite des experiences de radio a vocation internationale produites par leur camp

*les demarches faites aupres de moi par le gouvernement americain et britannique en vue d'obtenir l'aide technique de la Belgique, dans les efforts qu'ils déploient, pour faire connaître par voie d'emissions radiophoniques en langue russe, destinees a l'URSS, la politique poursuivie par les puissances occidentales tout en dejouant, par une concentration aussi puissante que possible d'emetteurs, le brouillage intensif pratiqué par les Soviets depuis un certain temps*

*la necessite absolue pour les Puissances occidentales de cooperer, dans toute la mesure de leurs moyens, aux dispositions prises essentiellement en vue de la sauvegarde de la paix et de la securite internationale, il me parait eminemment souhaitable, dans l'interêt même de notre pays, de faire droit au desir exprime a plusieurs reprises par les gouvernements americain et britannique et de mettre l'emetteur de Leopoldville a la disposition de la BBC ou de la « Voice of America » pour les trois courtes emissions proposees*

A part l'idee deja exploitee ici, qui se confirme, d'une offensive (tous azimut) des puissances occidentales visant la « destruction » du bloc communiste regente par l'URSS

---

<sup>204</sup> Nous avons decouvert ces deux lettres citees, dans les « Archives du Royaume », au Ministere belge des Affaires etrangeres et les plaçons dans la partie « Annexes » de ce travail

par la propagande mediatique, une autre (idée) jaillissait au contact de la correspondance exposée. C'est la détermination à multiplier les efforts pouvant rentabiliser la lutte contre le « mal » identifié, incarné par les pouvoirs d'État de l'URSS et Allies (pays de l'Est). Les gouvernements américain et britannique avaient pensé à la chance d'avoir des alliés à associer à leur entreprise [cf la première partie, de la lettre en question] et martelèrent sur les idéaux poursuivis [cf la seconde partie de cette lettre, avec ce qui deviendra à la longue leur leitmotiv « la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationale »]

On est sûrement là en face des discours idéologiques. L'objet, mis en exergue, de la très importante lettre n° E 50/027 est explicite à ce sujet « Emissions de propagande en langue russe par la station en ondes courtes de Leopoldville ». Donc, même si on parle ouvertement d'action d'information des populations des colonies, la réalité est différente lorsqu'on se dit des choses en secret. Dans ce cas (de secret) on discute de la propagande idéologique, la vraie raison d'être de l'action posée.

L'intention manifestée par les deux gouvernements en vedette n'était sans doute pas loin d'un effort d'emballage de la Belgique, un allié important qui devait entraîner derrière elle toute l'opinion du Congo-belge sa colonie. Il fallait courtiser la Belgique qui disposait de cette colonie riche en minerais stratégiques (dont l'Uranium), elle constituait un des espoirs de l'Occident à l'hypothèse où la Guerre froide dégèrerait et on retournerait à une confrontation armée comme celle de la Seconde Guerre mondiale ou, au plus pire, en cas d'une guerre nucléaire<sup>205</sup>.

Face à la dimension des ambitions des puissances mondiales dans la période entre 1945 à 1950 et peu après, on ne pouvait pas imaginer que les gymnastiques stratégiques décrites, des puissances occidentales, ne soient sans conséquences notables aussi bien sur la vie internationale que sur la vie d'un continent africain ou l'éveil politique des leaders et de certaines populations n'était plus à démontrer. La conséquence première venait de la concurrente (URSS) contre laquelle les stratégies « spéciales » de communication étaient dirigées, mais celle-ci accroîtra ses stratégies de brouillage des émissions occidentales, pour lesquelles (stratégies de brouillage) elle était réputée être spécialisée, et ne sera pas

<sup>205</sup> En 1945, la Belgique avait su donner indirectement une allure différente à la seconde guerre mondiale à travers l'Uranium, tiré des gisements de Chinkolobwe au Congo-belge sa colonie (aujourd'hui, République démocratique du Congo), qu'elle avait fourni aux Américains. Ceux-ci s'en servirent pour fabriquer la bombe atomique que leur aviation largua le 6 août 1945 sur les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, avec les dégâts historiques que l'on connaît.

etrangere a d'autres types d'experiences de radio a vocation internationale (celles visant a combattre les actions des puissances occidentales)

Une autre initiative occidentale de combat contre un media international etranger a l'Occident, celle visant la premiere experience africaine de radio internationale qu'avait initie l'Egypte. Dans un echange de « notes » administratives en 1956, les Experts belges du Ministere des Colonies qualifiaient les programmes de la radio egyptienne captes au Congo de « la propagande faites par les emissions en français et en kiswahili diffusees par la Radio le Caire ». Ils demanderont des propositions concretes de « solutions » a leur « Gouverneur general des renseignements » qui s'y investissera aussitôt<sup>206</sup>

De l'offensive ainsi declenchee comme l'attestent les deux actions exposees, il ne pouvait pas naturellement manquer une contre-offensive du camp oppose (de l'URSS et Cie), lutte hegemonique oblige. Nous envisageons l'hypothese que la puissante URSS ait pu creer aussi une sorte de « base arriere » en Egypte comme les Occidentaux l'avaient fait au Congo-belge. Cela etait possible avec une Egypte contrôlee, a partir de 1952, par un groupe de jeunes officiers « revolutionnaires » reputes pro-sovietiques<sup>207</sup>

L'approche utilisee par la Belgique (Ministere des colonies) face au cas egyptien presageait de la philosophie et de l'orientation que les grands pays occidentaux (France, Etat-Unis, Grande Bretagne, Allemagne federale ) suivront plus tard dans leur quête d'un contact permanent avec les opinions publiques des pays du Sud (d'Afrique). Les enjeux pour eux, en ce moment crucial de la Guerre froide, etaient nombreux et appreciables a la lumiere de l'eveil de la conscience historique des peuples de ces pays du Sud vivant sous leur joug avant ou depuis la Conference de Berlin (1885)<sup>208</sup>. Ce sont des enjeux tels que la sauvegarde de leurs interêts geostrategiques occidentaux envies sans doute par l'URSS ou des patrimoines situes dans leurs colonies ou dans leurs zones d'influence.

<sup>206</sup> Lire les deux « notes », en detail, dans la partie « Annexes », a la fin travail

<sup>207</sup> Ce sont des officiers qui prirent le pouvoir dans ce pays en 1952, renversant le roi Farouk 1<sup>er</sup>. Le colonel Gamal Abdel Nasser etait le plus charismatique d'entre eux, lui qui se presentera quelque temps apres comme un des porte-étendards de la lutte anti-impérialiste (et anti-occidentale) en Afrique. La celebre radio « Voix de l'Afrique libre », creee en 1957, par ce leader exceptionnel, avait largement contribue a la lutte anti-coloniale (ou anti-imperialiste) de plusieurs peuples d'Afrique.

<sup>208</sup> Un eveil des consciences provoque par plusieurs facteurs dont on peut se permettre de citer : 1) certaines defaites des colonisateurs devant les troupes d'Hitler, qui devaient avoir demystifie ces derniers aux yeux des colonises, 2) les échos de la Conference de Bandung (1955) qui a fait l'éloge du « non alignement » de certains Etats d'Afrique et d'Asie vis-à-vis de blocs hegemoniques existants. Cela a sans doute fait naître le souci d'indépendance chez beaucoup de peuples sous le joug colonial.

Avec l'impact lui reconnu par la réaction des Occidentaux, le travail (idéologique) de la radio égyptienne, suppose être impulsé en sous-main par l'URSS, donne les indices d'un glissement de la confrontation des puissances sur le terrain de la communication de masse à l'échelle internationale. À la vivacité de l'expérience Est-Ouest, en cette matière, s'ajoutera une certaine dureté de l'expérience Nord-Sud. Une dureté perceptible à partir de 1960, avec les indépendances africaines. Les « liens historiques » entre les puissances occidentales et les nouveaux États africains permettront une rationalisation conséquente du travail des radios occidentales, à la différence des expériences nous fournies par Radio Liberty et Radio Free Europe dont les installations étaient situées en dehors de pays visés et auxquelles on faisait jouer les rôles de « radios nationales émettant à l'étranger » [pour les pays de l'Est]<sup>209</sup>. Ici, il y aura facilité d'installation des émetteurs, des stations-relais et plus tard des « Bureaux » dans quelques « lieux » stratégiques du continent noir<sup>210</sup>, pour faire de radios internationales occidentales des sortes de « radio panafricaine »<sup>211</sup>.

Le manque, par les gouvernements africains, de moyens de brouillage de ce qu'ils ne cessent de considérer comme des « émissions indésirables », donnera toute la latitude aux gouvernements occidentaux d'organiser allégrement des « Service/Afrique » de leurs radios internationales. Et ils ne se souciaient pas outre mesure des autres actes de censure que quelques gouvernements africains entreprenaient dans la mesure de leur pouvoir (cas d'expulsions des correspondants de presse). Car, ils étaient conscients d'un certain crédit que les cibles (les publics africains) devaient accorder à leurs actes d'informer qui, dans l'imaginaire social africain, devaient faire penser à la promotion des droits de l'Homme.

Le contexte de 1960 se prêtait à une telle vision, au sujet des « services » offerts par les radios occidentales couvrant l'Afrique, vision qui devait se justifier par le bénéfice du doute que les esprits non éveillés devaient accorder à ces médias. Il est question en fait de la conséquence du bénéfice du doute qu'on pouvait, de bonne foi, accorder aux anciennes puissances coloniales à cause des « attitudes d'humanité » que leurs dirigeants

<sup>209</sup> C'est une idée développée par T. Mattelart dans « Le rideau de fer au péril des radios internationales », in A.-J. Tudesq, *Les radios acteurs de la vie internationale*, op. cit., p. 128.

<sup>210</sup> Les États-Unis inaugureront le « Service/Afrique » de VOA en 1960 et trouveront de l'espace dans un pays historiquement lié à eux, le Liberia, pour installer un puissant émetteur servant à une large diffusion des programmes de leur chaîne. L'Allemagne implantera sa « Station-relais » à Kigali au Rwanda.

<sup>211</sup> C'est-à-dire des radios exploitées solidairement par les Africains, qui sont tous touchés et partagent les mêmes informations et valeurs. RFI s'en réclame d'ailleurs aujourd'hui, en s'affichant (ostentatoirement) comme une « radio africaine ». *Africa N° 1*, une autre radio à vocation internationale, longtemps à capitaux majoritairement français [qui serait, aux dernières nouvelles, rachetée par la Libye], ne s'était d'ailleurs pas cachée de s'appeler « Radio panafricaine » dès le début de son fonctionnement en 1981.

avaient eu à manifester à l'endroit des peuples qu'ils devaient « affranchir ». Il s'agit de tout ce qu'y avait d'« attention » ou de « cordialité », aux temps des dernières lignes de négociations et de la passation des pouvoirs, avec les « pères » des indépendances

L'attitude positive vis-à-vis des médias occidentaux sera encore plus vivace au vu des « dérapages » qu'on constatera chez quelques uns de ces « pères » des indépendances qui s'installeront en « autocrates ». Les choses évolueront davantage dans le négatif, avec la succession de Coup d'Etat militaires, dans les premières décennies des indépendances. Les populations africaines se retrouveront dans des conditions sociales et politiques qui, à certains égards, seront pires que celles de l'époque coloniale. Ceci a sans doute donné des prétextes à beaucoup de ces populations pour être sensibles aux discours « attrayants » de droits de l'Homme, mieux de droit à l'information, sur lesquels les pouvoirs occidentaux font reposer leurs actions à l'étranger (dans les pays du Sud). Ces circonstances ne seront pas tout-à-fait étrangères à des avis très colorés sur les médias occidentaux auxquels on attribuera constamment des qualificatifs élogieux « libres », « objectifs »

Un tel tableau fera naître et cristallisera, dans les esprits africains, une dichotomie conceptuelle non moins sans impact sur la vision du monde de ces derniers. Elle est faite, d'une part, des « médias internationaux », jugés fiables puisque appartenant à des pays où règne les droits de l'Homme et, d'autre part, les « médias nationaux » considérés comme nécessairement moins crédibles étant donné qu'ils sont contrôlés par des autocrates et des « barbares ». Cela fera que, une fois les conditions nécessaires (politiques, sociales et/ou psychologiques) réunies, les grands médias occidentaux (radios et télévisions notamment) seront appelés à jouer un rôle politique important de mobilisation des masses supposées participer directement ou non au changement. On s'en rendra effectivement compte avec leur rôle décisif joué au temps de la Perestroïka<sup>212</sup>

#### **D La situation (globale) d'après la chute du Mur de Berlin**

La chute du Mur de Berlin a fait que le paradigme marxiste, opposé au paradigme en vogue, perde sa pertinence suite à la disparition des systèmes étatiques ayant incarné cette vision. D'autre part le triomphe du « neo-libéralisme » ayant renforcé ce paradigme libéral en vogue, connaîtra une sorte de « dérive » suite à l'euphorie d'entrer dans une ère

<sup>212</sup> Th. Vittin, ayant étudié le cas du Bénin (1987-1990), parle du « rôle de cristallisation et de renforcement de la résistance au pouvoir en place »

nouvelle supposee (a tort) être dispense du totalitarisme et de « violations flagrantes » des droits de l'Homme qu'on aurait vecu dans les pays de l'Est Mais, comme le souligne Th Vittin, 101 *l'aspect ideologique et propagandiste de la communication internationale s'est eclipse au profit d'autres criteres*<sup>213</sup> D'autres criteres, c'est par exemple ce souci que se font les nouveaux maîtres du monde (les puissances occidentales) de convaincre a tout prix les autres (notamment les opinions publiques du Sud) a les accepter en tant que tels et a s'aligner sans broncher sur leurs theses et sur leur nouvelle vision du monde

Une illustration deja citee dans ce travail la presentation a la tribune des Nations-Unies par le Secretaire d'Etat americain Colin Powell des « preuves » [qu'il recusera lui-même plus tard, apres coup (leur conquête de l'Irak)] de la detention par Saddam Hussein des armes de destruction massive C'est, en d'autres termes, dire implicitement « nous sommes les mieux nantis que tous en technologie de detection d'armes nocives, nous ne pouvons dire que la verite, acceptez seulement nos informations »<sup>214</sup>

Cette façon de concevoir les choses s'apparente un peu a une version (applicable a la communication Nord-Sud) de la vision, contestee a juste titre et rendue desuete par les faits, qu'avait l'Americain Francis Fukuyama, des relations internationales, quand le Mur de Berlin tombait Elle (vision) est exprimee dans son celebre livre *La fin de l'histoire et du dernier homme*<sup>215</sup> Par rapport a la communication Nord-Sud, la consequence logique de cette vision c'est l'abandon de l'idee d'envisager la question de l'influence des medias du Nord sur les publics du Sud suivant le schema de la dependance des seconds vis-a-vis des premiers Les radios internationales inscrivaient desormais leur action par rapport a cette vision en vogue apres la chute du Mur de Berlin

Theophile Vittin, qui a eu a etudier serieusement ces types de medias, relevait l'effort fourni par les Occidentaux pour faire evacuer l'idee de l'impact de la dependance

<sup>213</sup> Th Vittin, *op cit*, p 149

<sup>214</sup> S'il faut le rappeler, ils (Etats-Unis) avaient même refuse d'accepter le rappel à l'ordre de l'ONU et la position de l'A I E A dont les Experts descendus sur le terrain en Irak avaient un avis plus crédible que celui de Colin Powell

<sup>215</sup> Dans ce livre controversé, Francis Fukuyama, défenseur acharné de la démocratie libérale, faisait l'éloge d'une société mondiale nouvelle qui devait suivre l'avènement de ce système dans le contexte qui a mené à la chute du Mur de Berlin Son idée principale est que l'effondrement des derniers régimes totalitaires doit nous amener à un monde sans violence, sans guerre et sans injustice Il y a la l'idee (ou l'illusion) de « rien ne sera plus comme avant », qu'on peut transposer dans le domaine de la communication Nord-Sud a la lumiere des intentions probables des gouvernements organisateurs des Grandes radios internationales

par la substitution de la logique liberale de marche a la logique d'equite ayant sous-tendu le celebre et historique debat sur le NOMIC<sup>216</sup>

Les gouvernements occidentaux donneront alors une connotation differente a celle qu'ils ont eu a donner, pendant la Guerre froide, au droit d'informer et de s'informer pour lequel ils justifiaient leur engagement dans l'entreprise d'information des populations du Sud a cette epoque. Au lieu de s'en desengager purement et simplement, puisque le Mur de Berlin etait tombe et avec lui la menace de l'« obscurantisme » attribue globalement a l'action des regimes autocratiques et « anti-democratiques » (de l'Est et du Sud)<sup>217</sup>, ils se mettront a produire d'autres justifications avec des arguments contextualises

Ceci s'explique par le fait que les gouvernements occidentaux etaient conscients du defi majeur qui les attendait au sortir de la Guerre froide : maintenir l'image des Etats (et des medias internationaux) occidentaux aupres des populations du Sud (ou d'Afrique). Ils devaient s'y investir puisqu'un avenir proche devait mettre ces populations en face des abus de puissance dont les auteurs seront les Etats-Unis et autres puissances occidentales, comme on le verra avec notamment les deux guerres du Golfe (1991, 1993) provoquees par les Etats-Unis, les interventions (malveillantes) de certaines puissances europeennes dans la « guerre de Yougoslavie », l'invasion de l'Afghanistan par l'Armee americaine

Ces abus de puissances seront des vraies « epreuves », difficiles a surmonter, pour les Grandes radios internationales qui sont partagees entre le devoir naturel de servir leurs gouvernements et la contrainte existentielle de maintenir l'image positive que toute la Presse occidentale et elles-mêmes avaient aupres des Africains

Il y a la un dilemme qui restera, pour ces radios, un probleme permanent dans la mesure ou devient parfois une « necessite vitale » pour leurs « protecteurs » que sont ces puissances epinglees de poser ces types d'abus sur les autres nations. Leur survie en tant que puissance en depend, a l'ere actuelle ou les flots d'information circulant nous mettent

<sup>216</sup> T. Vittin, *op cit*, p 178

<sup>217</sup> En effet, a cette epoque, a la dernière moitié des années 1980, l'URSS et ses satellites sentaient arriver ce qu'on appellera la **Perestroïka** et se « démocratisaient » peu à peu dans le sens voulu par les Puissances occidentales. L'Afrique et un grand nombre possible des pays de mêmes situations entraient dans la même mouvance et, connaîtra à partir de 1990 les débuts de sa « démocratie » avec la libération de la parole et la libéralisation du secteur des médias ponctuée par l'éclosion des presses privées. Ces données pouvaient normalement édifier les occidentaux sur l'inutilité de l'« aide » des puissances occidentales en matière d'informations médiatiques mais il n'en sera aucunement le cas

dans les dispositions d'une « société mondiale transparente » Face à cela, les puissances occidentales n'avaient comme remède approprié que de déployer leur « **force de frappe symbolique** » Les données de notre observation, sur l'organisation de l'action des radios qui nous concernent, l'ont confirmé en nous montrant les efforts qu'elles fournissent pour capitaliser à leur profit (et naturellement au profit de leurs gouvernements) les éléments du capital symbolique des acteurs en présence Nous l'exposons suffisamment au chapitre III de cette même Partie II du travail

Nous pouvons toutefois anticiper en précisant que ces efforts ont la caractéristique essentielle de n'aller scrupuleusement que dans le sens du principe « sacro-saint » propre aux concepteurs de l'information occidentale de « la dissimulation de tout ce qui est digne d'être pensé », qui appuie la thèse principale que nous démontrons dans la présente étude

Ce qu'il y a à dire, au vu de ces développements, est que les enjeux mondiaux de la fin de la Guerre froide ont déterminé le sens des choix que devaient opérer les Puissances occidentales par rapport à leurs médias internationaux L'expérience faite par rapport au cas de l'Afrique (à travers les « Services-Afrique » de RFI, BBC, VOA et DW) doit bien, à notre avis, être comprise comme entrant dans une « stratégie politique » Une stratégie politique répondant aux contraintes d'une « lutte symbolique permanente » imposée aux « forces » antagoniques en présence, sur cet espace, par le néo-libéralisme qui a pris une allure particulière après la Guerre froide, à l'ère de la Mondialisation

L'option des gouvernements occidentaux d'intervenir dans cette lutte symbolique par les Grandes radios internationales allait de soi étant donné que les populations visées se montraient, en principe, imprégnées du « bien-fondé » des valeurs exploitées tirées de deux terrains : le terrain de l'« imaginaire africain du droit à l'information » et le terrain de l'« imaginaire de la Mondialisation » Le premier terrain est celui meublé par certaines situations « normales », pour les médias internationaux et auxquelles les publics africains n'ont accès chez eux à cause des censures politiques imposées par les gouvernements

Cette idéalisation des médias occidentaux, ces « lieux où se libère bien la parole » et « se respecte le droit à l'information » [réalités en panne en Afrique], nourrit à quelque peu l'imaginaire des publics-cibles en admiration pour le droit à l'information



Notre observation a Kinshasa nous a fait decouvrir quelques unes de ces situations « normales », pour lesquelles beaucoup d'Africains se montrent admiratifs et, de ce fait, se font gagner par des stigmates que laissent lesdites situations dans leur imaginaire. On peut citer : 1) la liberte qu'ont les medias occidentaux (prives et/ou publics), de critiquer leurs Chefs d'Etat ou autres « hommes forts » du pays, 2) la liberte de diffuser même des informations « hautement sensibles », du genre des scandales impliquant ces Chefs d'Etat [cas, aux Etats-Unis, du scandale du Watergate revele par le journal *Washington Post* au debut des annees '70 ou encore de l'affaire Monica Lewinsky dans les annees 2000], etc

Le deuxieme terrain exploite, celui de l'imaginaire de la Mondialisation, donne de l'interêt a partir de l'impact psychologique suppose (ou attendu) des « exploits » ci-haut. Notre observation nous en a, en outre, fait voir des manifestations telles que l'idealisation du travail de cette Presse occidentale (dans laquelle on incorpore aussi les Grandes radios internationales) et l'encensement de ce même travail. Les deux indices sont perceptibles dans ces discours stereotypes qu'on rencontre a Kinshasa a ce sujet : « la presse joue bien son rôle de quatrieme pouvoir en Occident », « la-bas, on ne badine pas avec la liberte de la presse », « RFI nous informe mieux que nos medias nationaux »

On voit la comment l'imaginaire des Africains, sollicite a outrance, est affecte par les informations des medias occidentaux. Cela constitue un atout tres important, a la portee des puissances exploitant cette « Presse » en leur qualite de « sources » qui font vivre celles-ci. Elles ont le loisir de s'en servir dans la lutte symbolique qu'elles se livrent depuis avec les populations faisant office de publics-cibles de ces radios<sup>218</sup>

## **Section II Des dimensions nouvelles ajoutes a la communication Nord-Sud par les Grandes radios internationales à l'ere de la Mondialisation**

La Mondialisation telle que nous la considerons ici, qui nous eloigne de l'idee d'y voir un contexte mondial de relâchement des luttes de domination imperialiste telles que nous avons eu a les vivre avant la chute du Mur de Berlin<sup>219</sup>, est un moment bien indique pour un nouveau depart des medias occidentaux a vocation internationale. L'observation

<sup>218</sup> Cf Tous les débats sur la lutte des classes dans les sociétés d'Afrique, pour laquelle les « imperialistes » occidentaux ne sont pas epargnes du fait de leur implication (a travers leurs entreprises multinationales, p. ex.) dans l'exploitation des masses africaines

<sup>219</sup> A la suite de beaucoup de critiques connus et anonymes, nous considerons l'annee 1989 de la chute du Mur de Berlin comme la date charniere de l'entree de notre monde actuel dans la Mondialisation. Nous le justifions par les possibilites d'ouverture des frontieres physiques et mentales ayant permis une circulation abondante des hommes et des idees dans le nouvel « espace unique »

faite sur cette question nous a amené à découvrir les efforts déployés par les Puissances occidentales pour faire admettre l'idée [que nous recusons] de considérer le monde actuel comme un « espace de partage », en faisant appuyer cette idée par les « ouvertures » dans la façon nouvelle d'organiser leurs radios à vocation internationale lesquelles ont presque toutes été dotées des infrastructures impressionnantes qui en font des « Grandes radios »

L'argument facile à brandir pour faire accréditer cette idée d'espace de partage est l'opportunité accordée aux publics-cibles de s'informer en « temps réel », en profitant des possibilités leur offertes d'exploiter simultanément trois canaux d'information : la radio, la télévision et Internet<sup>220</sup>. En effet, chacune des Grandes radios internationales s'investit, dorénavant, dans l'exploitation de ces trois médias sous un seul label pour maximiser leur performance. Il va ainsi sans dire que la communication Nord-Sud qui fonctionne entre leurs gouvernements et leurs publics-cibles africains connaît une dynamique dont la portée (politique) s'observe à travers quelques indicateurs significatifs dont celui qui fait prévaloir l'« universalité » du rôle des Grandes radios internationales.

#### **A Une communication à coloration universaliste toute forcée**

Aujourd'hui, après la chute du Mur de Berlin, les organisateurs des expériences de Grandes radios internationales ne se donnent pas la peine de justifier la pertinence de ces entreprises. Ils font furtivement « diluer » les instruments exploités dans ce cadre, dans le registre des structures et/ou institutions à caractère universaliste (du genre UNESCO ou ONU). Nous en avons pour preuve quelques propos croustillants d'un « président » d'une association méconnue mais aux apparences pernicieuses, rendus par RFI. Il s'agit de Eric Bettermann, du **Groupe des cinq radiodiffuseurs internationaux**<sup>221</sup> qui, commentant la « Déclaration conjointe » des dirigeants de ces cinq chaînes influentes publiée à l'issue de leur réunion annuelle tenue à Berlin (2009), précisément au sujet des déboires connus par les journalistes à travers le monde, se permet ces propos que les connaisseurs peuvent trouver étonnants : *cela ne fait que renforcer notre détermination à nous unir pour*

<sup>220</sup> Par informer et s'informer nous voyons les faits de recevoir les informations et donner les siennes par le canal des programmes interactifs adoptés aujourd'hui par la plupart des Grandes radios internationales. Celles-ci se sont dotées chacune d'un Site Internet et développent des productions télévisuelles qui font cette association de trois canaux de diffusion (Radio-TV-Internet) donnant aux publics-cibles un accès plus abondant et plus « rassurant » à l'information.

<sup>221</sup> Cf. [http://www.rfi.fr/pressefr/articles/117/article\\_781.asp](http://www.rfi.fr/pressefr/articles/117/article_781.asp) (consulté, le 19/2/2010). Cette source nous dit que ce Groupe est composé des représentants (ou dirigeants) de RFI, BBC World Service, VOA et Radio Netherlands Worldwide) et se réunissent annuellement mais aucune explication n'y est fournie.

*l'émergence d'une société civile mondiale dans laquelle la libre circulation de l'information et le dialogue entre les cultures seraient sans entraves*

Nous qualifions ces propos d'étonnants parce qu'ils traduisent une réalité qui, une fois concrétisée, ne produirait pas les effets allant dans le sens de donner des réponses aux problèmes posés liés à la violation de l'Article 19 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* pour la violation duquel on débouche sur les déboires des journalistes en question. Car, la *Société civile mondiale* préconisée, dont la mission serait d'accueillir les représentants des gouvernements (que sont les dirigeants des médias internationaux furtivement appelés « Radiodiffuseurs internationaux ») ne devrait donc être en fait qu'un instrument à fonctionner suivant la logique de la « dissimulation de ce qui est digne d'être caché » imposée aux puissances dominantes par la « morale internationale » actuelle.

Prenons pour illustration le cas de RFI actuellement (en 2008-2010). Le Président Sarkozy, dans le cadre du renforcement de l'Audiovisuel extérieur français, lui donne une direction réputée « politique » incluant Christine Ockrent<sup>222</sup> comme Directrice générale déléguée du nouvel holding (composé de RFI, TV5 et France 24). En principe et en toute logique, il devrait s'y poser le problème de crédibilité à accorder à une RFI qui parlerait au nom de la nouvelle Société civile mondiale rêvée par Bettermann, avec cette DGD très politique. Il ne serait alors pas, d'un autre point de vue, très inconvenant d'envisager la possibilité que se réalise cette idée chère à ce Bettermann.

Nous osons le croire, pensant à ce « poids philosophique » accordé aux Grandes radios internationales par le « pouvoir symbolique » qu'elles drainent et à travers lequel elles ont un « ascendant » incontestable sur des millions des populations de la planète, et sur beaucoup de gouvernants des pays du Sud (cf par exemple la « soumission », de leurs Chefs aux appels à interview de RFI, VOA, sans le faire vis-à-vis leurs médias nationaux).

L'Afrique est un exemple frappant au sujet de cette « soumission » de la catégorie assez « exceptionnelle » d'hommes aux médias internationaux. On peut en être édifié par

---

<sup>222</sup> Cette « grande dame » de médias français, au-delà de son statut d'épouse de Bernard Kouchner (homme d'Etat français), est citée parmi les grands acteurs de la vie publique française. Sa présence, avec RFI, dans une Société civile mondiale donnerait à celle-ci une connotation politique particulière comme elle la donne à une « très politique » association (de niveau mondial, de promotion des valeurs démocratiques), à laquelle Mme Ockrent appartient aussi comme un des membres influents. *l'International Crisis Group (ICG)*

l'action de RFI pour laquelle ces hommes se mobilisent facilement, comme ils ne peuvent le faire avec les medias de leurs pays, pour y participer C'etait par exemple le cas, du 31 mai au 4 juin 2010, a l'occasion du 25<sup>e</sup> Sommet Afrique/France de Nice (en France) RFI avait, pour meubler sa grille de programme et dans le cadre de son emission quotidienne « Invite Afrique », fait defiler sur ses antennes un eventail d'au moins cinq Chefs d'Etat africains pour parler de cette rencontre et de quelques problemes de leurs pays<sup>223</sup>

Cette image forte, des hommes se comportant en veritables seigneurs dans leurs pays et qui osent se prêter a des exercices « incommodes » chez eux<sup>224</sup>, anoblit sûrement ceux qui reussissent ce « coup » les Grandes radios internationales Par ailleurs, le fait pour elles de mettre tout le monde (pouvoirs, opposition ) sur le même pied d'egalite les eleve dans l'imaginaire africain au rang de « symboles de la liberte d'information » Ceci conduit a ce qu'elles soient, soit acceptees, soit combattues, selon la nature de leurs vis-a-vis et a cause de leur « engagement en faveur des principes universellement reconnus » Elles connaissent a peu pres le sort des structures des droits de l'Homme (telles *Amnesty International*, *Reporters sans Frontieres*), en termes de conflits avec les pouvoirs du Sud ou de marques de sympathie venant des « opprimes » de ce monde

Alors, pour parler singulierement de la credibilite de ces radios, disons qu'elles ont incontestablement un credit a la limite de la mystification La victimisation « injuste » dont elles sont victimes de la part des pouvoirs « anti-democratiques » des pays d'Afrique le justifie, comme nous l'avons indique, mais il y a aussi l'adhesion massive (et aveugle, a plusieurs egards) des publics-cibles a leurs theses, elles qui les « servent »

Kinshasa, la capitale de la Republique democratique du Congo nous a bien fait la demonstration de l'« elevation » dont il est question des Grandes radios internationales, dans l'imaginaire collectif congolais Des dizaines de personnes etaient descendues dans la rue le 23/04/2010, pour participer a la Manifestation de rue organisee par l'ONG de defense et de promotion du droit a l'information, *Journalistes en danger* (J E D), dans le cadre de sa campagne denommee « liberer l'info , ouvrir RFI » JED cherchait la a faire pression sur le gouvernement congolais pour l'amener a retablir le « signal » de RFI qu'il avait coupe le 29 juillet 2009, sur toute l'etendue du pays Il accusait RFI d'avoir diffuse

<sup>223</sup> Il s'agissait de Malam Bacai Sanha (Guinee Bissau), Salou Djibo (Niger), Idriss Deby (Tchad), François Bozize (Centrafrique), Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville) Cf Site [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr) pour les details

<sup>224</sup> Car il leur est difficile a beaucoup d'accorder les interviews en primeur a leurs medias nationaux

une information « tendancieuse » sur la situation militaire a l'Est du Congo, au risque de nuire serieusement a la securite nationale, a partir de cette region sensible connaissant des tensions militaro-ethniques depuis deux decennies<sup>225</sup> La petition initiee par JED, a cette occasion, rassembla 10 186 signatures « de toutes les couches de la population », d'apres le journal congolais *La Prosperite* (du 19/4/2010)<sup>226</sup>

Avec un tel « temoignage », il est possible que l'idee accreditant l'universalite de la philosophie d'approche et d'action des Grandes radios internationales puisse faire des emules en Afrique, peu importe son impertinence demonstrable La communication Nord-Sud, sous-tendue par une telle idee a bases reellement illusoires, est une communication « pernicieuse » que seule une investigation serieuse a l'instar de la notre peut decoder par un travail minutieux de deconstruction de cette representation « idyllique »

### **B Une communication « universaliste », paradoxale a plusieurs titres**

Il ne serait pas etonnant que nous soyons desarçonnées par l'idee d'universalisme collee aux medias etudies, dans leurs conditions de l'apres Guerre froide La saugrenuite de leurs strategies maîtresses de communication nous y dispose sans conteste En effet, dans leur recherche effrenee d'audience, RFI et les autres radios se distingueront par au moins deux strategies ajoutant des elements de plus dans l'eclairage recherche sur le sens reel et la portee politique/ideologique qui fait la dimension symbolique de l'action et de la communication (Nord-Sud) en question A ce sujet nous avons eu a observer un certain nombre d'elements revelateurs de paradoxes par rapport a l'ideal universaliste clame

#### *a) Une distribution geographique « opportuniste » du service de ces grandes radios*

RFI en est l'exemple frappant Elle se distingue par une repartition tres utilitariste de son champ d'action lequel a sans doute fait accroître des apprehensions, deja suscitees par la volonte affirmees de Alain de Pouzilhac, son directeur general, d'œuvrer de maniere a *redonner une ambition strategique a l'ensemble du dispositif de l'audiovisuel exterieur*

<sup>225</sup> Le gouvernement congolais avait juge cette information de cette maniere puisque, selon lui, elle etait a la fois fausse et susceptible de « mettre la securite du pays en peril » La MONUC que RFI avait cite comme source ne reconnaîtra pas avoir livre cette information !

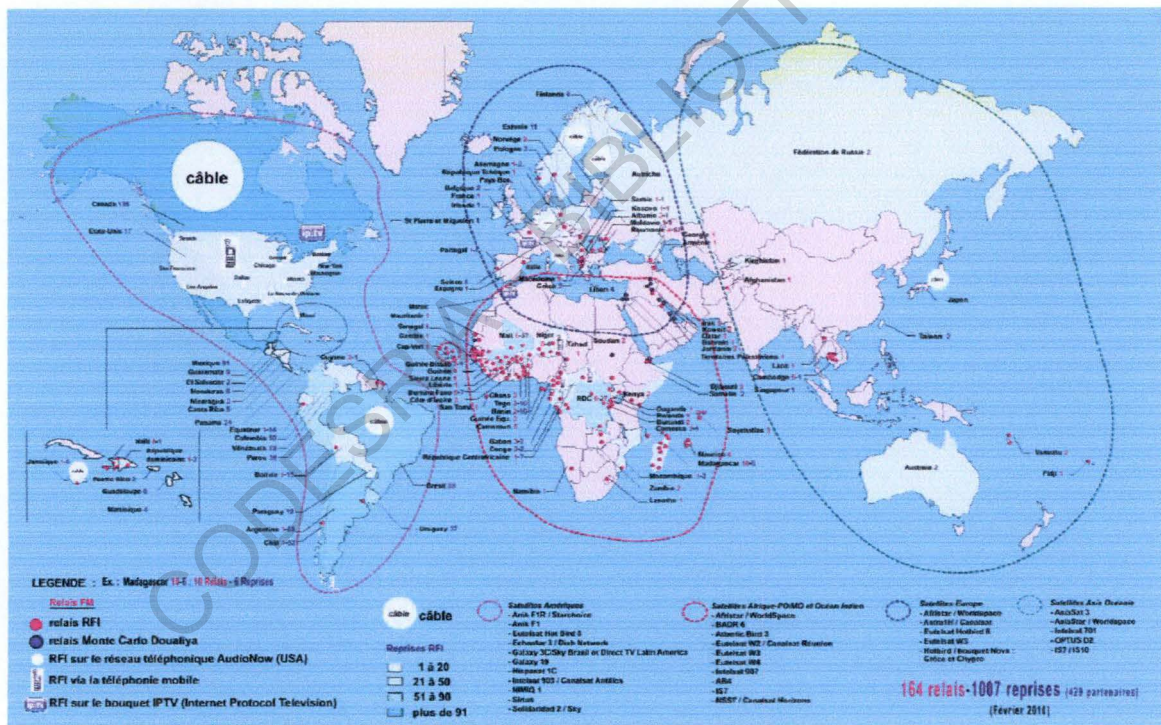
<sup>226</sup>Cf [http //www.laprosperteonline.net/show](http://www.laprosperteonline.net/show) (consulté le 23 mai 2010)



(français)<sup>227</sup>. Même sans aller dans les détails, l'énoncé du terme « ambition stratégique » fait entrevoir une allure (de RFI) peu propice à la promotion de l'universalisme proclamé. Le tableau ci-dessus, de chiffres, tiré d'un rapport de l'Assemblée nationale française, sur les implantations et la diffusion de cette radio expose des réalités assez suggestives :

*L'Afrique et le Moyen-Orient totalisent plus de 95 % du nombre d'heures diffusées en ondes courtes et moyennes. Pour les relais FM, l'Afrique sub-saharienne totalise 64,3 % des relais implantés, l'Europe 10,8%, l'Amérique 9,6% et le proche et le Moyen-Orient 8,3 %. L'analyse détaillée des pays où sont implantés des relais FM et les radios partenaires met quant à elle en évidence la prépondérance des pays appartenant à la zone d'influence traditionnelle de la diplomatie française, notamment l'Afrique francophone, le proche et le Moyen-Orient et, de manière moins marquée, les pays de l'ex-Indochine, les pays d'Amérique latine et les pays d'Europe de l'Est<sup>228</sup>.*

Carte n°1 : La diffusion de RFI dans le monde



Source : [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr) (document : « La Radio d'information en 12 langues »)

Cette carte sert d'illustration de l'étendue du champ d'action de RFI ; on en trouve d'autres, exposant la même situation au sujet de BBC ou de DW ou encore de VOA, avec

<sup>227</sup> Déclaration citée dans l'avant-propos du *Bilan de la société Radio France Internationale*, Année 2008, publié en janvier 2010. A l'occasion de cette publication, Alain de Pouzilhac stigmatisait « l'éparpillement de moyens [de RFI] » et de l'« inefficacité stratégique » de cette radio.

<sup>228</sup> Assemblée nationale (française), *Rapport d'information N° 1087, relatif aux Rapports particuliers de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des opérateurs de l'audiovisuel public*, 2006, p. 113.

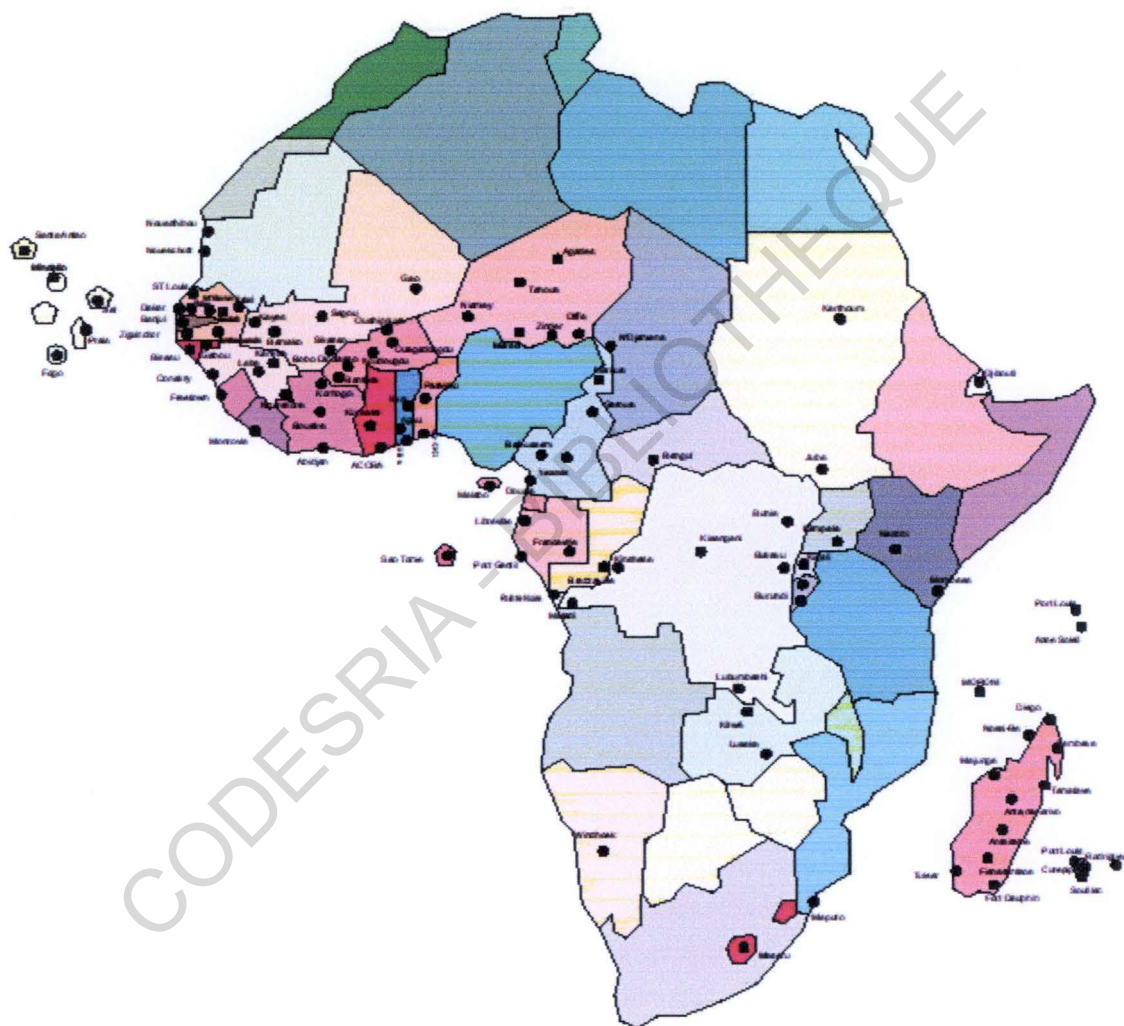
accent sur la dimension mondiale de leur « service » (cf les Sites Internet de chacune de ces radios) La situation des implantations des stations-relais RFI en Afrique étant plus intéressante pour nous, la carte suivante nous fournit des indicateurs utiles à notre étude

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Juin 2010

# relais en Afrique

## Groupe RFI



Source : « RFI. Droit d'alerte », 2010 (in [www.progexa.fr](http://www.progexa.fr))



Une breve exegese que nous faisons de la carte ci-dessus<sup>229</sup> nous donne un tableau significatif en terme de constante sur la distribution géographique par pays du service de RFI dans la region 'Afrique noire' On note des disequilibres en nombre de stations, et en nombre de « privileges » (cas des emetteurs et/ou bureaux implantes) Ces disequilibres, dans cette distribution géographique des faits de communication produits par RFI est a mettre en rapport avec un indice bien particulier a exploiter l'accent place sur « les pays appartenant a la zone d'influence traditionnelle de la diplomatie française »

Cet indice nous renforce dans notre conviction sur l'action actuelle de RFI, qui se montre integree dans ce qui parait être un grand projet des gouvernants français faire de la France une puissance de grande influence croissante dans le monde Ce projet doit, en fait, s'inscrire dans la suite logique de ce qui a ete fait du temps des presidents Mitterrand et Chirac Certains observateurs avises l'attestent, partant du fait avere, avance par l'IRIS, que *Nicolas Sarkozy a fait la politique qui correspond a la geographie et depend de l'histoire et des interets economiques de la France*<sup>230</sup> Et cette politique s'insere dans leur tradition precise, avec toutes les nuances liees aux specificites imprimees par les hommes et les contextes (comme on le constate dans tous les Etats)<sup>231</sup> Cette politique se repercute naturellement, sur base de ces sources de conditionnement ideologique, sur la gestion de la communication produite par les grands medias internationaux français

RFI en est le cas-type, avec ses grilles de programmes en des langues non parlees dans certaines regions du monde qu'elle parvient a couvrir a tout prix malgre le nombre insignifiant de publics-cibles a atteindre (le cas de l'Amerique du Nord)<sup>232</sup> Nous avons parle de ses programmes en langue vietnamienne, orientes vers les Etats-Unis, mais il y a egalement ses programmes en langue française orientes vers les memes Etats-Unis (alors que ce pays a comme langue essentielle l'Anglais) Informer les populations d'un tel pays

<sup>229</sup> Les « relais de RFI en Afrique », dont il est question sont liés à l'Afrique noire exclusivement Car RFI dispose d'un service spécifique couvrant toute la région Afrique du nord (Grand Maghreb, Moyen-orient) avec des programmes en des langues multiples les concernant et surtout la langue arabe partagée la-bas

<sup>230</sup> I R I S (Institut des relations Internationales et stratégiques), *La politique etrangere de Nicolas Sarkozy* B142

*Ruptures ou continuite ?* Compte rendu de la conférence « Maison de l'Europe, 13 avril 2010 », 2010

<sup>231</sup> Nous savons ainsi, que les politiques des Etats tiennent des idéaux (et objectifs) et des intérêts essentiels de ceux-ci [cf le célèbre adage « les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts »]

<sup>232</sup> Il s'agit par exemple des programmes destinés aux cibles quantitativement insignifiants d'Amerique du nord, que RFI ne marque même pas dans son tableau d'audience Ce tableau expose la répartition ci-apres, sur un total de 35, 6 Millions d'auditeurs Afrique (25,2 M), Moyen Orient/Maghreb (5,8 M), Amerique du Sud (2,3 M), Region Asie-Pacifique (0,9 M) et Europe (0,9M)

en Français est donc un fait « irrationnel », pour lequel parler de l'« opportunisme » des initiateurs de ces programmes ne releverait aucunement de l'exubérance

C'est de l'opportunisme si l'on s'en tient aux données socio-démographiques des régions et/ou villes américaines couvertes par la radio diffusant ces programmes. Ce sont des données qui ne permettent même pas d'accréditer l'idée d'une couverture médiatique élargie par « souci d'un dialogue de culture à l'ère de la Mondialisation », comme il est souligné dans la déclaration tapageuse, citée plus haut, du « Groupe des radiodiffuseurs internationaux ». Car, les faits sont tellement parlants comme nous l'indiquons ci-dessus

On doit comprendre la motivation du service en langue vietnamienne vers les E U anglophone à partir du fait que 800 000 (huit cents mille) Vietnamiens peuplent ce pays (après la guerre connue chez eux), selon René Dubois<sup>233</sup>. Les détails du ciblage opérés par RFI vont presque de pair avec les détails fournis par cet auteur sur la localisation de ces populations sur le sol américain. Selon lui, 90 % de Vietnamiens vivent en Californie, au Texas, à Hawaï, dans les États du Sud-est, en Virginie et dans les grandes métropoles. Et ce ne sera pas un hasard que RFI ait justement ciblé ces États pour des programmes en vietnamien repris par certaines radios locales (cf sa Grille de programmes « Amérique du nord » de 2003 et 2009)

La France doit trouver de l'intérêt à se rapprocher (par la radio) de ces populations « difficilement acceptées aux États-Unis »<sup>234</sup> et dont l'exil, ajoute Daniel Sabbagh, *repose sur 90 % d'intérêts ( « instinct de survie ») et 10 % de bons sentiments, ces bons sentiments étant orientés vers le pays natal d'avant l'invasion communiste*. Ici, il est clair que ces populations (de générations en générations) doivent être confrontées peut-être pas aux problèmes d'intégration mais à ceux de repères culturels (ou sentimentaux) dans leur pays d'adoption. D'où, il est clair, pour le gouvernement français, que informer de cette

<sup>233</sup> Cf R. Dubois, « La communauté vietnamienne aux États-Unis », <http://www.reunion.iufm.fr/Recherche/Expression/05/Dubois.pdf> (consulté, le 07/03/2009)

<sup>234</sup> En tant qu'Asiatiques, ces vietnamiens des États-Unis vivent malgré tout ce qu'on appelle le « syndrome du perpétuel étranger » que connaît la grande catégorie d'Asiatiques devenus Américains (lire D. Sabbagh, « Le statut des Asiatiques aux États-Unis. L'identité américaine dans un miroir », in *Critique internationale* n° 20, juillet 2003, p. 70. In <http://ceri.sciencespo.com/publica/critique/article/ci20p-69-92.pdf> (consulté le 27/6/2010)

façon ces populations dans la langue de leur histoire nationale doit viser la sauvegarde de leurs racines sociales traditionnelles et « liens historiques » avec la France<sup>235</sup>

L'enrichissement par RFI de ce même circuit de communication, en 2009, par des « Programmes en français sur le réseau téléphonique »<sup>236</sup>, constitue une autre stratégie à laquelle recourt ladite chaîne pour rentabiliser davantage son objectif ultime non désigné nommément qui est à notre avis le renforcement du positionnement de la France dans la lutte d'hégémonie (culturelle, économique, politique ) qu'elle est contrainte de se livrer avec d'autres puissances occidentales (surtout celles du monde anglo-saxon)

*b) L'hypothèse entretenue par l'explosion actuelle des « habitus de dominants »*

Notre définition de la Mondialisation, mettant l'accent sur la concurrence entre les États (surtout les puissances du Nord) pour s'assurer des avantages de domination sur les autres nous fait penser à un habitus de dominants qui emballe les gouvernants intéressés de ces États. Cela cadre avec cette idée, des constructivistes, que Raymond-Alain Thietart met en exergue *les individus créent leur environnement par leur pensée et leurs actions, guidés par leurs finalités*<sup>237</sup>. Le terrain stratégique de la communication internationale par les Grandes radios internationales s'y prête en justifiant la pertinence qu'il y a à parler du champ communicationnel Nord-Sud.

Nous avons décelé les habitus de dominants en question dans l'initiative relevée, du Groupe de cinq radiodiffuseurs cités plus haut, de « coaliser pour mieux se défendre » (contre les médias nationaux des pays étrangers auxquels ils destinent leurs programmes et dont les populations sont désormais ouvertes à d'autres sources d'information : cas des presses privées locales, des médias singuliers à l'instar de Al Jazeera ) Les gouvernants des pays concernés, qui s'expriment indirectement à travers les responsables identifiés de ces médias, agissent conformément à « la façon dont les structures s'expriment dans leurs têtes par l'interiorisation de l'exteriorité » (pour parler encore comme Bourdieu), c'est-à-

<sup>235</sup> On peut penser aux liens historiques rappelant la guerre de la France au Viêt-Nam mais aussi aux liens entre ces deux pays en rapport avec le partage qu'ils ont longtemps de certains biens culturels (l'histoire et la langue française), qui sont « mis en valeur » aujourd'hui dans le cadre de la Francophonie.

<sup>236</sup> Cf. L'Accord signé avec **AudioNow** pour la reprise des programmes de RFI en français sur le réseau téléphonique 24 sur 24 gratuitement et dans 5 grandes villes des États-Unis (New York, Boston, Chicago, San Francisco et Miami). Source : <http://www.rfi.fr/radiofr/articles/116/article> (le 29/8/2009)

<sup>237</sup> R-A Thietart, *Méthodes de recherche en management*, collection Gestion sup, Editions Dunod, 3e éd., 2006.

dire, par des manifestations de transformation de leur champ de communication. Se créer des « précautions » nécessaires du genre « se mettre régulièrement en concertation pour des "manœuvres" spécifiques » doit se présenter de ce fait comme normal, chez eux.

Il y a un habitus de dominant surtout à des niveaux individuels, de chacun des médias occidentaux à travers certains comportements des acteurs politiques de leurs pays vis-à-vis de l'action d'informer les populations étrangères. Une des illustrations de taille nous est fournie par le déchaînement des discours politiques « offensifs », des représentants de premier plan de l'État français, en prélude à la création de ce qu'on avait eu à appeler en son temps la *Chaîne française d'information internationale* qui s'appellera en définitive « **France 24** ». Cet habitus de dominant est perceptible dans la "bagarre" symbolique que se livrent les puissances anglo-saxonnes (Royaume-Uni, États-Unis, etc.) d'une part et la France de l'autre, que révèlent ces deux extraits de discours du Président français Jacques Chirac et de son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin lors des préparatifs y afférents<sup>238</sup>.

*« Nous devons avoir l'ambition d'une grande chaîne d'information continue internationale, à l'égal de la BBC ou de CNN pour les anglophones. C'est essentiel pour le rayonnement de notre pays » (Jacques Chirac)*

*« La France se doit de susciter la création d'une chaîne d'information internationale destinée à permettre à notre pays de prendre toute sa part sur la scène mondiale des images en faisant mieux valoir le point de vue singulier qu'il porte sur les affaires du monde » (Jean-Pierre Raffarin)*

Les faits le prouvent, l'un et l'autre de ces dirigeants français n'étaient pas mus, comme le croiraient certains, par le souci d'augmenter leur « service aux étrangers ». Ils se préoccupent plus de l'avenir de leur pays. Leur habitus de dominant doit avoir plus joué pour voir la France continuer à être au diapason d'autres puissances. En espérant se doter d'une grande chaîne internationale de télévision, c'est la capacité de concurrencer les grandes chaînes anglo-saxonnes qui compte. La référence aux anglo-saxons tient donc à une échelle d'élevation, à laquelle leur pays doit aspirer sur le nouvel espace mondial.

Cette ambition tout de même légitime, desdits gouvernants français, sous-entend une sorte d'**instinct de conservation de la position de dominant** parmi les dominants de

<sup>238</sup> Extraits contenus dans le « dossier de Presse » faisant connaître le *Rapport Brochant*, du nom du député chargé par le Premier ministre d'étudier les voies et moyens pour la création de cette chaîne (cf. Assemblée nationale française, Dossier presse (Rapport Mission Parlementaire Bernard Brochant) du 26 juin/22 sept 2003), en ligne sur [http://www.dgmic.culture.gouv.fr/IMGpdf/Presse\\_Brochant.pdf](http://www.dgmic.culture.gouv.fr/IMGpdf/Presse_Brochant.pdf) (consulté le 13/2/2007). Voir l'ensemble de ce dossier en annexe de cette thèse.

la planète C'est dans cette position que se trouve la France (aux cotes des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne) » a l'oppose de celle des domines du Sud ou de l'Est Il va pour cela de soit que l'etiquette d'imperialistes, collee a ces puissances ne puisse être deconstruite car les comportements ainsi caches dans les propos analyses en donne sans conteste un sens Ils rendent par ailleurs en même temps compte de la pregnance de l'habitus de dominant dans l'agir des acteurs politiques

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## CHAPITRE II DES RAPPORTS NORD-SUD A LA COMMUNICATION NORD-SUD QUAND LA PREGNANCE DES CAPITAUX POLITIQUE ET ECONOMIQUES EXIGE LA « NON- LIBERATION » DE LA PENSEE AU SUD

Tous les faits illustrant l'engagement tout-a-fait outre des agents occidentaux dans le developpement de la communication Nord-Sud par les Grandes radios internationales ne suffisent pas pour detourner les sociologues lucides de la critique « juste ». La critique qui les porte sur la voie de l'intelligibilite dans l'analyse des faits de communication, s'ils prennent en compte l'observation pertinente etalee plus haut de Stephane Olivesi, de bien considerer les conditions sociales de possibilite de communication

Dans le cadre des rapports Nord-Sud, et particulierement des rapports Occident-Afrique, deux facteurs importants sont facilement integrables dans les conditions sociales a brandir pour une saisie productive de la portee reelle des processus de communication Nord-Sud animees par des grands medias occidentaux. Ce sont, s'agissant des processus qui atteignent l'Afrique, de 1) l'existence des « rapports etroits » entre les Occidentaux (leurs divers pouvoirs) et les Africains (toutes categories sociales confondues) tisses a la suite des « circonstances socio-historiques » particulieres (esclavage, colonisation ), 2) l'integration des economies africaines dans le « systeme economique international » qui a produit des liens aussi singuliers de dependance ou de domination en defaveur du Sud<sup>239</sup>

Si on considerait ces donnees en termes de capitaux, on parlerait respectivement du capital politique et du capital economique. En tant que tels, ceux-ci sont « socialement consideres » et, ont pour cela de « la valeur dans les jeux sociaux propre a une societe » (cas de l'Afrique) comme l'indique Bourdieu<sup>240</sup> et comme va le montrer sûrement notre analyse. Celle-ci veut montrer l'importance strategique bien vitale et toujours actuelle, de ces deux capitaux pour les puissances occidentales, et le lien que lesdits capitaux doivent avoir avec la mise en branle du circuit de communication Nord-Sud (Occident-Afrique) qu'animent les grands medias occidentaux desservant l'Afrique.

<sup>239</sup> Nous insinuons sur les rapports déséquilibres dans les échanges des produits économiques et de services pour lesquels il est établi que le Nord domine systématiquement le Sud à travers notamment les actions de leurs Grandes Entreprises multinationales. Cette situation semble prendre plus de l'ampleur avec le système neo-libéral actuel.

<sup>240</sup> Bourdieu donne une définition à lui du capital, reprise par Patrick Champagne, et que nous reprenons au chapitre axé sur le cadre théorique.

Il sera ensuite question de mettre en rapport quelques stratégies d'organisation et celles servant à l'exploitation de l'action de ces médias et les efforts des gouvernements occidentaux pour la sauvegarde des capitaux relevés. Ce sera l'occasion pour argumenter sur les « armes psychologiques » qui font échapper de l'esprit de gens les « maquillages » constatés dans les actes ci-haut, dont l'objectif est de réussir l'application du principe que nous avons mis plus avant en exergue (un principe « sacro-saint » pour les concepteurs de l'information occidentale) de « la dissimulation de tout ce qui est digne d'être pensé »

### **Section I Les capitaux politique et économique, facteurs d'éveil permanent de la conscience nationale des forces sociales occidentales impliquées hier et aujourd'hui dans les rapports de domination Nord-Sud**

Il est établi que les premiers contacts, et les suivants, entre l'Occident et l'Afrique ont été en fin de compte justifiés par des intérêts économiques et politiques<sup>241</sup>. L'esprit du capitalisme, développé depuis la Révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, et qui façonnera les individus occidentaux (cf. les *habitus* acquis avec diverses socialisations), accentuera pour beaucoup l'ouverture de ces derniers à l'Afrique. Les dirigeants des États puissants, qui s'étaient investis dans la conquête des espaces pour imposer la colonisation, ne seront pas en reste pour imposer le néo-colonialisme lorsque les peuples assujettis accéderont à leur indépendance. De leur part les « Aventuriers »<sup>242</sup>, des mêmes origines (occidentales), qui planteront leurs activités (économiques) en Afrique, se verront contraints de servir leurs sociétés dans leurs conditions d'expatriés disposant de capitaux économiques qui peuvent être menacés et pour lesquels ils comptent sur la protection de leurs États en tant que ceux-ci sont des puissances ayant une force de contrainte suffisante.

Cela ne se fait pas voir uniquement par les transferts des capitaux vers les *meres-patries* mais surtout par des « empiètements » dans la sphère politique des pays hôtes en défendant les causes ou en soutenant les intérêts des politiques extérieures de leurs pays. Les entreprises multinationales sont à citer, lorsqu'on les accuse par exemple de fomenter des troubles dans certains pays africains lorsque leurs intérêts personnels et ceux de leurs pays par ricochet sont menacés par des pouvoirs réputés « nationalistes »

<sup>241</sup> Nous pensons aux « expéditions » visant la « découverte » des « nouveaux mondes » d'Amérique ou des Indes, par exemple, et pour ce qui concerne l'Afrique, des expéditions des « explorateurs » européens dont les voyages « à caractère humanitaire » déboucheront dans beaucoup de cas à des missions de recherche de matières premières (capital économique) et prépareront la colonisation (capital politique)

<sup>242</sup> Il s'agit des occidentaux (commerçants, industriels, etc.) qui accompagneront, dans un sens comme dans un autre, leurs États dans l'exploitation des colonies, dans l'application de la politique néo-colonialiste



Avec Norbert Elias, on peut justifier le sens de cet engagement indefectible de la categorie en question d'Occidentaux en faveur de leurs societes d'origine lequel arrive a affecter l'organisation des actions de communication Nord-Sud comme demontrer dans la seconde section de ce chapitre<sup>243</sup> C'est lie a ce que Elias appelle « l'habitus national », ou les caracteristiques de l'identite collective nationale)<sup>244</sup> La suite de notre analyse en fournit des details utiles, partant d'un premier axe de comprehension sur les mecanismes induits par l'exploitation des capitaux economique et politique pour dominer les etrangers (Africains) et d'un second axe de comprehension sur la maniere de viabiliser l'entreprise de domination en question en la dotant des piliers servant a sa rentabilisation continue

### **A Un habitus national qui fait une « pression interne » sur les Agents occidentaux, comme facteur biaisant à priori la communication Occident-Afrique (Nord-Sud)**

La longue tradition des contacts entre les Occidentaux et les Africains nous a fait voir une constante dans le comportement-type des premiers vis-a-vis des seconds Qu'il s'agisse des communs de mortels (occidentaux) generalement mal informes sur la vie des « negres » ou celle des Occidentaux de la haute sphere de leurs societes, on perçoit une sorte de « complexe de superiorite » les caracterisant<sup>245</sup> Un complexe qui nous parait a bien des egards profondement enracine en eux, vis-a-vis des Africains<sup>246</sup> On le remarque dans sa forme « enracinee », chez les Europeens (Allemands, Belges, Français, Suisse ) lorsqu'ils font face aux immigrants africains ou arabes , cela nous pousse a parler d'habitus national, a ce niveau de notre analyse

L'autre comprehension a en avoir c'est que cette victimisation traduit en sourdine l'idee que ces victimes sont des « ennemis » qu'il faut tenir a l'œil (sur place en Europe, pour ceux qui y vivent) Cette comprehension doit s'etendre normalement aussi, a notre avis, a la situation des Africains vivant en Afrique vis-a-vis de ces Occidentaux (surtout les forces politiques et economiques occidentales) Les premiers, qui peuvent sans doute s'opposer aux seconds venus chez eux pour « s'accaparer » de leurs richesses (matieres

<sup>243</sup> Citons d'abord, par exemple, le fait de lier le choix de lieux d'implantation des émetteurs FM au lieu ou rayonnent les grandes entreprises du pays d'origine des Grandes radios internationales

<sup>244</sup> C'est l'ensemble des «caracteristiques de l'identite collective nationale» (cf Norbert Elias, *op cit* , 1991, p 273)

<sup>245</sup> On le voit en Europe avec par exemple la vision negativiste que les « Blancs » ont des « Noirs », sur qui ils n'hesitent pas a attribuer à priori la responsabilite des « sales besognes » (vol, banditisme de rue ) pour lesquels on n'a pas réussi à identifier a temps les auteurs Un grand nombre de clichés de ce genre ont de la place dans certains actes des responsables politiques occidentaux, dans le cadre des « rapports Nord-Sud » Nous le demontrons dans plusieurs parties de cette etude

<sup>246</sup> Les Africains mais aussi les autres peuples « inferieurs » (Arabes, Latino-Américains, Asiatiques )



premieres et autres) et leur imposer la domination, doivent egalement être pris pour des ennemis Mais des ennemis « a gerer par l'information » etant donne qu'ils appartiennent a des systemes etatiques etrangers, auxquels on ne peut pas trop imposer ouvertement une surveillance ou la contrainte physique comme on le leur ferait dans les pays occidentaux

Jean-Christophe Rufin nous en fournit un eclairage assez interessant et suffisant, a travers son celebre livre *l'Empire et les nouveaux barbares*<sup>247</sup> L'idee developpee dans ce livre est celle de l'activation a l'ere post-communiste, par les puissances occidentales, de l'« **ideologie du limes** »<sup>248</sup>, comme element caracteristique de base de l'ordre mondial actuel regente par les dites puissances La realite exposee nous fera comprendre le sens et la logique de la communication Nord-Sud (communication Occident-Afrique) telle qu'on la vit aujourd'hui a travers l'action de RFI, de BBC, de VOA, de DW

a) *La realite « Empire et les nouveaux barbares » dans les nouvelles relations Nord-Sud (Afrique-Occident) apres la Guerre froide le sens aigu de l'interêt national comme un habitus national a la base des comportements d'imperialistes*

Si, pour les Europeens (ou Occidentaux), l'allusion a l'ideologie du limes renvoie les esprits d'abord a l'epoque antique, pour les Africains la reference va premierement a l'epoque coloniale A cette epoque precise le « monde des colonisateurs » etait represente et vecu par ceux-ci comme le « Monde des civilises » et le « Monde des colonises » etait represente et vecu comme le « Monde des barbares » (barbares mis a l'ecart de la gestion des colonies puisque « potentiellement » hostiles aux dominants) Il y avait donc le regne de l'« arbitraire » impose sous pretexte d'« entreprises civilisatrices »<sup>249</sup>, un arbitraire qui continuera puisque entretenu subtilement dans le contexte de l'Afrique independante

Parmi les illustrations de la continuite de cet arbitraire, en Afrique post-coloniale, nous epinglons le cas de la « Françafrique » C'est un « reseau politico-maffieux » qui a

<sup>247</sup>Cet essai est considéré comme un des best-sellers qui mettent a nu l'ordre mondial de l'après-chute du Mur de Berlin Certains auteurs vont jusqu'à y dénicher un « nouveau paradigme des Relations internationales (Cf J-C Rufin, *L'Empire et les nouveaux barbares*, Editions Lattes, 2001)

<sup>248</sup>Cela nous renvoie à l'histoire romaine Cette idéologie, conçue à l'origine par Polybe (IIe siècle av J C), rendait compte de la dichotomie « Empire/Barbarie », qui faisant prévaloir l'existence des « civilisés » du côté de l'Empire (romain) et des « barbares » (des sociétés environnantes) Cela sous-entend que les premiers, face aux seconds « marginalisés et hostiles », ont les droits d'en disposer à leur guise

<sup>249</sup>Le cas le plus frappant est celui de la RDC qui attirera le plus d'attention le jour de l'accession du pays à l'indépendance, le 30/6/1960 En effet, dans son discours à cette occasion solennelle le roi Baudouin de Belgique (puissance coloniale), fera l'éloge de l'« entreprise civilisatrice » de son grand-pere (Roi Léopold II), incita le premier ministre Patrice Lumumba a improviser un discours qui devait contredire le roi

toujours regente la vie d'un grand nombre de pays africains, des independances a ce jour, pour « securiser » les interêts vitaux de la France dans ce continent<sup>250</sup> Il est presente par François-Xavier Verschave comme *une nebuleuse d'acteurs economiques, politiques et militaires en France et en Afrique, organisee en reseaux, et polarisee sur l'accaparement de deux rentes les matieres premieres et l'aide publique au developpement La logique de cette ponction est d'interdire l'initiative hors du cercle des inities*

Nous trouvons les traces de l'ideologie du limes, en cette realite (la Françafrique) Car, la philosophie qui sous-tend ses actions, telle qu'elle transparait dans les motivations de De Gaulle et de Foccart pour la mise en place de ce vrai « reseau maffieux », fait de la France une sorte d'espace d'« hommes civilises » a qui on doit conceder « a juste titre » l'avantage de s'accaparer des richesses (notamment les matieres premieres) appartenant aux « barbares Africains » En tant que tels, ceux-ci doivent donc être consideres, suivant la logique de la Françafrique, comme perturbateurs potentiels de l'ordre social [mondial] « regit par les valeurs de la civilisation » Leur imposer ainsi « des conditions qui leur conviennent » paraît normal aux yeux des Occidentaux Ils sont d'ailleurs « surveiller », a domicile, en Afrique, par tous leurs regimes dictatoriaux (« creatures » de la France)

L'ideologie du limes a donc ete appliquee en Afrique, dans sa forme brute<sup>251</sup>, des debuts des contacts Occident-Afrique, et dans sa forme quelque peu voilee a l'epoque post-coloniale d'avant la chute du Mur de Berlin (cf le decalage criant entre les discours occidentaux sur les droits de l'Homme, tel que celui de **La Baule** et les « crimes » connus perpetres par la Françafrique) Nous allons en prendre un tout petit peu la mesure avec les dernieres « revelations » contenus dans un film documentaire, a tres grand retentissement aussi, de Patrick Benquet « **Françafrique, 50 annees sous le sceau du secret** »<sup>252</sup>

<sup>250</sup>Ce terme a été vulgarise par François-Xavier Verschave, à travers son livre retentissant portant ce titre (Cf F-X Verschave, *La Françafrique le plus long scandale de la republique*, Editions Stock, 1998)

<sup>251</sup> Cf tous les traitements « inhumains » (esclavage, massacres, etc ) reserves aux populations des societes peuplant l'espace africain actuel par les « explorateurs » occidentaux à l'heure de leurs premiers contacts et aussi des bannissements (du type Apartheid et apparenté) de l'epoque coloniale

<sup>252</sup> P Benquet, « Françafrique, 50 années sous le sceau du secret », film produit par *Compagnie des Phares et Balises* avec la participation de *France Televisions*, 2010, 1h30 minutes Un commentaire de France televisions, a propos de la Françafrique, reconnaît la paternite au general De Gaulle sur cette nebuleuse lui qui avait confie a J Foccart « *la mise en place d un systeme qui vise a garder par tous les moyens legaux et illegaux le controle de nos anciennes colonies dont les matieres premiers sont vitales pour la France* » ([www.france5.fr/et-vous/userdata/a\\_augure\\_file/\\_francafriqueCCAL.doc](http://www.france5.fr/et-vous/userdata/a_augure_file/_francafriqueCCAL.doc) (cons , 29/12/2010)

Mais comme les faits nous le montrent encore il y a lieu de dire que avant la chute du Mur de Berlin est egale apres la chute du Mur de Berlin, s'agissant de l'application de cette ideologie<sup>253</sup> On comprendra, avec les « verites » que nous fait decouvrir le film de Benquet (lesquelles sont vecues presque de la même maniere aujourd'hui), que la même ideologie fonctionne encore Comme explication de sa persistance, nous trouvons la force plus que contraignante des habitus sur les gouvernants occidentaux charges de la gestion de leurs societes et de l'espace virtuel Nord-Sud (essentiel pour leur vie et survie) Ce film nous le montre, entre autres, partant des « aveux » de quelques acteurs politiques de la vie publique française et de la vie publique africaine confirmant les « crimes » de la Françafrique auxquels ils etaient associes dans plusieurs pays du continent noir

Le cas que nous traitons, puisque interessant pour nous, est celui concernant le Gabon, partant d'un « aveu » de Maurice Delaunay, Ambassadeur de France dans ce pays d'Afrique (de 1965 a 1972 et encore de 1975 a 1979)<sup>254</sup> L'ambassadeur Delaunay, sans remords, revele a peu pres ceci au sujet de son action « souterraine » au Gabon laquelle determinera bien le sort actuel de ce pays (et nous revelera le vrai sens de l'attitude, plus ou moins desinvolte, des grands medias internationaux français, dont RFI, par rapport aux vraies « violations des droits de l'Homme » dans ce pays) Il raconte en substance que Jacques Foccart<sup>255</sup>, responsable des « **Services de renseignements français** », avait trouve en accord avec son chef le general De Gaulle, qu'il etait tres imperieux pour la France de remplacer sa source perdue de petrole d'Algerie (son ancienne colonie devenue « rebelle » et independante en 1962) par la source gabonaise ou des gisements importants

<sup>253</sup> L'élément explicatif fort aujourd'hui c'est l'application de ce que les puissances occidentales ont baptise le « **droit d'ingerence humanitaire** » qui leur permet (elles les « civilisés ») d'intervenir, a leur guise, chez les « barbares, qui ont l'habitude de s'entre-tuer ») alors qu'elles sont generalement a la base de la plupart des situations poussant souvent ceux-ci a des confrontations armees C'est le cas du « genocide rwandais » pour lequel la France decidera d'intervenir militairement dans l'ex-Zaire (RD Congo) pour chercher a « sauver » les réfugiés hutus dans le Kivu alors qu'elle avait quelques troupes stationnees au Rwanda qui pouvaient empêcher ce genocide et la suite du drame dans toute la région des grands Lacs

<sup>254</sup> Ambassadeur de son pays en Afrique, il est présenté comme « le prototype de ces serviteurs de l'Etat qui ont géré l'empire africain sans état d'âme, justifiant les opérations illegales au nom de la *'raison d'Etat* » La même source poursuit en exposant quelques uns de ses « forfaits » que nous citons pêle-mêle 1) « il lui est reconnu d'être celui qui prepara et organisa l'ascension politique d'Omar Bongo jusqu'a la présidence du Gabon, 2) il géra, depuis Libreville, les interventions françaises au Biafra secessionniste, 3) il organisa un certain nombre d'actions militaires du mercenaire Bob Denard, surtout dans la déstabilisation du Bénin, 5) il favorisa des mouvements clandestins de fonds entre l'Afrique et la France (pour le compte soit des responsables français soit ceux des africains corrompus), in [www.france5.fr/et-vous/userdata/a\\_augure\\_file/\\_francafriqueCCAL.doc](http://www.france5.fr/et-vous/userdata/a_augure_file/_francafriqueCCAL.doc) (consulté, le 29/12/2010)

<sup>255</sup> Jacques Foccart, responsable des Services des renseignements français de la Veme République française sous le regne du général de Gaulle et même plus tard apres celui-ci, est considéré comme le cerveau moteur des « reseaux Foccart » qui ont fait (et qui font encore, sans doute) la Françafrique

de cette matiere premiere strategique etaient decouverts, et tracera la ligne de travail que lui devait suivre pour atteindre cet objectif « extrêmement vital » pour la France

Pour besoin d'une demonstration suffisante sur la perniciosite de la Françafrique et aussi de RFI, dans une certaine mesure<sup>256</sup>, nous mettons en exergue quelques details (qui paraissent surrealistes) sur l'experience de la Françafrique sur le terrain gabonais que raconte l'ambassadeur Delaunay<sup>257</sup> Il parle par exemple de la strategie de faire modifier la constitution de ce pays, en imposant un vice-president de la republique (en la personne d'Albert-Bernard Bongo, qui s'appellera plus tard Omar Bongo), une maniere de forcer une succession « rassurante » pour la France le president Mba etant devenu maladif Dans la foulée, des « dispositions » (sur le plan financier) sont prises au niveau de Elf (la grande societe petroliere française) pour la realisation de toutes les « basses besognes » auxquels le gouvernement français avait besoin au Gabon et ailleurs

Partant de la sociologie de Bourdieu, on peut considerer Foccart (qui mit sur pied une organisation, capable de produire des telles « monstruosites »), comme quelqu'un qui etait mû par l'habitus national que toute societe organisee peut faire acquerir aux citoyens par la socialisation civique Point de doute, a notre avis, concernant l'individu français du nom de Jacques Foccart il doit avoir subi dans sa vie une socialisation civique ponctuee des influences de l'**ideologie capitaliste** et des **doctrines colonialistes** A lui, comme a l'ambassadeur Delaunay, chez qui les caracteristiques essentielles de la socialisation prise en reference sont tout aussi visibles, s'ajoute un deuxieme signe mental non negligeable l'activation de l'habitus de dominants, detectable dans leur « ingeniosite » dans les choix de strategies de survie de leur societe , car, il semble s'en degager une forte intention de s'investir a appliquer a l'avantage de leur pays l'adage « gouverner c'est prevoir »

En effet, en tant que dominants français, ils avaient fait montre de la maîtrise de certaines dispositions mentales Des dispositions mentales en « constant eveil » qui ont servi a nourrir leur imagination grâce a laquelle ils ont pense aux consequences possibles d'un « reveil » probable des peuples exploites d'Afrique Delaunay, l'executant de tous les projets macabres, a su tirer profit de ses dispositions pour reussir les grands « coups » lui recommandes Il a ainsi profiter de ce film, sur la Françafrique, pour egrener la litanie

<sup>256</sup> D'ailleurs, certains critiques, des radicaux, n'hesitent pas à qualifier RFI de « Voix de la Françafrique »

<sup>257</sup> Nous l'avons suivi dans les extraits du film concerné, diffusés le samedi 27 novembre 2010 (de 13h10' a 13h 33' TU) sur RFI, dans le cadre de l'émission *La marche du monde* animee par Valerie Nivelon

de quelques uns de ses « succes » a savoir le placement et une protection sans failles de Monsieur Bongo a la tête de la republique gabonaise<sup>258</sup>, un soutien actif aux rebelles a la base du mouvement secessionniste au Biafra, la coordination de l'action de recrutements de la horde de mercenaires (conduits par le tristement celebre « affreux » Bob Denard, un français) qui débarqueront le 16/01/1977 a Cotonou au Benin pour tenter de renverser le regime « progressiste » du president Mathieu Kerekou

L'activation du premier comme du deuxieme type d'habitus tient indubitablement a la pregnance d'au moins deux capitaux politiques, qui determinent les comportements a adopter par ces Agents 1) leur credibilite politique, en tant qu'acteurs politiques, dans leur societe capitaliste, 2) le niveau de « puissance mondiale », parmi les autres, que leur pays a acquis avec le temps Le facteur decisif pour la sauvegarde de ces capitaux etait le petrole, cette matiere premiere strategique (en ce temps-la et même aujourd'hui), qui fait office de capital economique necessaire Il rentabilise lesdits capitaux politiques au profit de ces Agents et de leur pays (la France) C'est par une observation du fonctionnement du champ politique Nord-Sud et du champ communicationnel Nord-Sud, qui se superposent

Le champ politique Nord-Sud (mieux le champ politique Occident-Afrique ici) en porte les stigmates au regard du « succes » des « reseaux Foccart » de la Françafrique qui se sont enracines et ont connu des excroissances en Afrique<sup>259</sup> et contrôlent politiquement beaucoup de regimes politiques africains, pour le compte de l'imperialisme français<sup>260</sup> Et cela dure puisqu'on parle toujours de la Françafrique en Afrique 50 ans apres Ainsi donc logiquement, l'influence de l'element interet national doit jouer pour qu'on y arrive

*b) De la necessite d'une maniere specifique d'informer les « nouveaux barbares »*

La persistance du phenomene Françafrique et de phenomenes semblables dans les autres spheres non citees d'influence politique a l'echelle Nord-Sud ou Occident-Afrique

<sup>258</sup> Le president Bongo demeurera a la tête du Gabon un peu plus de 42 ans (soit de 1967 à 2010) malgre les violations notables des droits de l'Homme et des « crimes » economico-financiers dont il etait l'auteur Pas de critiques serieuses, pouvant le discréditer jusqu'a menacer son pouvoir, de la part de ses « amis » français Au contraire ceux-ci le soutiendront tantôt ouvertement tantôt en cachette jusqu'a sa mort avant de soutenir son fils aîné, Ali Bongo, qui lui succèdera dans le cadre la « **démocratie monarchique** » qui corrobore l'esprit « encouragé » par la Françafrique

<sup>259</sup> Nous pensons à la « force » qu'avait un président Houphouët-Boigny de Cote d'Ivoire pour influencer la vie politique en Afrique de l'Ouest (cas du changement politique brutal au Burkina en 1987, qu'on lui attribue) ou d'un président Bongo à qui certains observateurs reconnaît avoir par exemple demande et obtenu le limogeage du ministre français de la coopération Jean-Marie Bockel en 2008 <sup>1</sup>

<sup>260</sup> Cela vaut également pour d'autres impérialismes (americains, britanniques ) qui créent de problemes a l'Afrique a travers des structures et/ou organisations souterraines de la nature de la Françafrique



prefigure le type de principes regulateurs du processus de communication en question, de maniere a ce qu'elle ne serve prioritairement que la promotion de l'interet national des Agents qui organisent ce processus les Occidentaux Nous denombons au moins deux principes regulateurs retenus pour repondre a cette exigence 1) faire une communication gerable politiquement et, 2) veiller rigoureusement sur le respect de la logique de travail qui favorise ce type de communication (avec l'Afrique)

- Une communication (Occident-Afrique) gerable politiquement est celle conforme aux prescrits des droits de l'Homme et conforme a toute la reglementation en vigueur (tel que le disaient souvent les « non-inities ») mais qui, pour les esprits eclaires, doit cacher des « transactions politiques » profitables aux dominants et/ou a leurs « valets locaux » avec leur objectif comprehensible tenir continuellement au respect les « nouveaux barbares » On peut en imaginer les caracteres subtile et pernecieux de l'action de depart du processus de communication qui s'etablit, si l'on se fie a la surprenante « revelation » ci-apres de Marie Benilde sur une experience meditee de RFI inspiree par une volonte bien sordide du president Eyadema, du temps ou il dirigeait le Togo<sup>261</sup>

*Le president du Togo Gnassingbe Eyadema, par exemple, n'hesitait pas a appeler directement Jacques Chirac, alors a l'Elysee, pour empêcher la diffusion d'une interview de son principal opposant Le patron de RFI, Jean-Paul Cluzel, s'arrangeait alors pour que l'entretien ne soit diffuse qu'une fois coupes les reemetteurs FM au Togo La gestion de ce dossier typique de la Françafrique coûtera son poste au directeur de la redaction de RFI, Jérôme Bouvier, qui avait montre peu d'empressement a se conformer aux ordres venus d'en haut*

Il va donc sans dire, comme il en est encore besoin, que l'existence de l'Article 19 de la Declaration universelle des droits de l'homme ne garantit aucunement la production d'une information objective qui peut faire une communication Nord-Sud intrinsequement et politiquement rentable pour les masses du Sud (d'Afrique) Pour ce cas il se fait voir que Jacques Chirac, mû par l'habitus national actionne en lui par le souci de promouvoir la sauvegarde de l'interet national, n'avait de choix a faire face a un discours d'opposant susceptible d'affaiblir le pouvoir de Eyadema qui se presentait a tous egards comme une garantie plus que sûre pour le maintien du statu quo politique au Togo

<sup>261</sup> M Benilde, « RFI ou le retour du poste colonial ? », in [http //blog.mondediplo.net/2009-07-03-RFI-ou-le-retour-du-poste-colonial](http://blog.mondediplo.net/2009-07-03-RFI-ou-le-retour-du-poste-colonial) (consulté le 13/7/2010)

Cela s'averait nécessaire pour la perpétuation des « avantages illégaux » revenant à la France dans ce pays et important pour Eyadema de s'assurer de la pérennisation de son pouvoir, en échange du soutien politique lui accordé par la France (dans la logique de la Françafrique) peu importe le sort des populations togolaises

Des actions comme celle posée par Eyadema et la réponse lui réservée par Chirac démontrent, encore une fois, que le processus de communication animé par RFI et autres radios de mêmes origine et nature, servent prioritairement d'outils de « manipulation » de leurs publics-cibles au profit des puissances occidentales. Celles-ci arrivent donc en cela à faciliter ce qui paraît être une manière de « punir » les populations visées en les privant d'une information équilibrée, la révélation de Benilde en est une illustration suffisante. On punit de cette façon les Africains, ces « nouveaux barbares », pour bien se conformer au nouvel esprit de lutte contre ces derniers. Une lutte qui intègre l'élément promotion de la « sous-information »<sup>262</sup> afin ces vraies victimes ne parviennent pas à franchir la ligne de démarcation<sup>263</sup> qui les sépare des « civilisés » (Occidentaux). Cela pour qu'elles (les victimes) ne soient disposées à devenir des perturbateurs les desseins de ces derniers.

Une autre manière de manipuler les publics, dans un sens apparemment opposé au sens suivi par Eyadema et Chirac, pour arriver à en faire profiter les résultats aux sociétés occidentales, est celle de « manœuvrer » avec les radios internationales (prises par les « barbares ») pour se faire « arbitres des barbares, dans leur barbarie »<sup>264</sup>. Une expérience y relative, vécue en RD Congo pendant la « première guerre africaine » (1998-2003) nous en édifie encore davantage. Il s'agit d'une expérience nous relate par un ex-rebelle de premier plan du MLC, l'un des Mouvements rebelles protagonistes de cette guerre, lors

<sup>262</sup> Sous-information par rapport à la qualité de l'information, ces populations sont riches en informations, au vu de la profusion d'informations qui leur viennent de diverses sources, mais qui n'arrivent pas à leur donner grandement satisfaction.

<sup>263</sup> Cette subdivision imaginaire « civilisés » et « barbares », supposée avoir créé une ligne de démarcation imaginaire différenciant les populations appartenant à ces deux catégories, en « niveau d'humanité » avec ce que cela comporte de conséquences « normales » (c-à-d que les premiers, reconnus « dotés de valeurs humaines », se croient mériter « légitimement » de la jouissance des « droits de l'Homme » plus que les seconds, « dépourvus de valeurs humaines » et « censé être méprisables et de punissables »).

<sup>264</sup> C'est à peu près ce qu'on a connu en 1989 en Roumanie avec l'histoire du « charnier de Timisoara » qui se révélera plus tard comme une vraie « manœuvre » de certains milieux occidentaux dont l'objectif était de voir les Roumains (« barbares ») s'enfoncer dans une « barbarie des communistes », et qu'ils se sont empressés de qualifier leur situation de « soulèvement populaire » contre le pouvoir du « dictateur » Nicolae Ceausescu. Le résultat obtenu (le débordement et l'assassinat du couple Ceausescu) a profité aux Occidentaux pour le triomphe de leur « idéologie neo-libérale » dans ce pays stratégiquement important qui leur avait longtemps échappé.

d'une investigation que nous avons entreprise en 2006 dans le cadre d'une étude sur « Le rôle des médias internationaux dans la guerre et la refondation de l'Etat en RDC »<sup>265</sup>

Cet ex-rebelle et les autres contacts pour nous parler de l'action communicative des Grandes radios internationales, qui avait eu à les marquer, nous ont tout d'abord parlé du ras-le-bol que aussi bien eux les leaders de la rébellion que les populations avaient de cette guerre qui s'enlisait avant de souligner que les radios et télévisions internationales étaient devenues leurs « chambres de décompression ». Il leur fallait être régulièrement à l'écoute de ces médias pour s'informer sur l'évolution des combats et/ou des négociations qui devaient amener la paix dans le pays<sup>266</sup>

Dans la suite du récit de ce cadre du MLC, que les autres responsables avisés de ce Mouvement rebelle confirmeront, nous apprendrons qu'une « information tombée de nulle part » viendra curieusement débloquer leur situation. Il s'agit d'un « scoop » diffusé par la Deutsche Welle, que nos interviewées croient avoir été une vraie-fausse nouvelle, mais dont les retombées immédiates profiteront un peu plus tard d'abord au MLC et enfin de compte à tout le pays. Ce cadre du MLC, premier interviewée, nous racontera ceci

*Nous sommes en décembre 2002, à Gbado-Lite [ville-siège des " rebelles" du MLC] Les négociations de paix prévues à Sun City en Afrique du Sud sont bloquées. Les instances supérieures du Mouvement décident de ne pas envoyer nos délégués à l'ouverture des négociations. Notre colère et notre désespoir sont à leur comble. Mais, voilà que, la Deutsche Welle (La Voix de l'Allemagne), "piquée par quelle mouche", dans une de ses éditions d'information du matin, annonce que le MLC venait de changer d'avis et que ses délégués étaient prêts à se joindre aux délégués des autres composantes intéressées par ces négociations déjà en Afrique du Sud. Les responsables de nos services d'information, sans chercher à vérifier cette information auprès de la hiérarchie, la repercutent à la radio locale. C'est la débâcle dans le camp des autorités car, la population ainsi informée et qui, visiblement ne partageait pas leur avis par rapport à Sun City, s'était déjà mobilisée. Les autorités étaient ainsi obligées de faire marche arrière et autoriser le voyage. Le départ des délégués du MLC a eu alors pour effet de décompresser la situation dans notre camp.*

Cette anecdote a son importance. Elle nous rend compte de la possibilité qu'il y a, pour les forces dominantes, à « aider » les dominés en leur fournissant une information qui leur donne satisfaction en rapport à une question précise mais qui en dernière instance

<sup>265</sup> Étude à publier au CODESRIA

<sup>266</sup> Les négociations de la dernière chance étaient ouvertes en ce moment à Sun City (Afrique du Sud) et le MLC les boycottait. Le MLC, une des trois parties prenantes dans le conflit et naturellement dans les toutes les négociations aux côtés du « Gouvernement de Kinshasa » qui contrôlait une partie du nord ainsi que tout l'Ouest du pays, du RCD qui contrôlait l'Est. Le MLC contrôlait une grande partie du Nord et du Nord-Est.



visé à les adapter aux nouvelles exigences du schéma de la domination leur imposée. Par rapport au conflit congolais, internationalisé et considéré à l'époque comme susceptible de provoquer une conflagration à l'échelle continentale, les puissances occidentales qui avaient alors pris les choses en mains ne pouvaient pas ne pas penser à un tel « coup »<sup>267</sup>. L'information très « opportune » de la DW serait donc, dans cet esprit, une « invention » des stratégies occidentales dans le but de prendre de court les hésitants.

L'explication plausible en est simple : il doit y avoir eu un vrai jeu de coulisse soit entre les Occidentaux et le « président » Bemba, à l'instar de ce qui a eu entre Eyadéma et Chirac, soit entre les Occidentaux eux-mêmes qui doivent avoir agi seuls après calculs ou sur « aide » des services de renseignements de leurs pays. Car il fallait nécessairement mettre fin à cette guerre, dans les conditions voulues par eux, de manière à permettre à ce pays stratégique (un véritable « scandale géologique »)<sup>268</sup> de « se remettre sur les rails » et en même temps qu'il « se remet au pas » dans le sens voulu par les « grands »<sup>269</sup>.

Considéré dans la logique de notre métaphore (civilisés/barbares), nous croyons à la volonté des civilisés de forcer les barbares empêtrés dans leur barbarie [la guerre étant une expression-type de la barbarie] à se retrouver sous leur « arbitrage », pour remodeler leurs comportements barbares en se conformant à la surveillance des « arbitres ». Par-là, il se fait que atteindre ce résultat n'est pas facile : il s'impose clairement aux dominants de l'intelligence stratégique pour réussir à gérer politiquement la communication avec les « nouveaux barbares » de manière à sauvegarder leurs « divers acquis » comme avait eu à le faire Chirac (avec l'aide de ses « collaborateurs » au niveau de RFI) en n'hésitant pas à

<sup>267</sup> Les puissances occidentales avaient pris les choses en mains en créant ces conditions de fin de guerre. Il s'agissait entre autres de : 1) la responsabilisation de l'ONU, laquelle mettra en place une « force de maintien de la paix » en RD Congo, à travers la *Mission des Nations-Unies au Congo (MONUC)* le 30/11/1999 (et plus tard une radio pour la paix, *Radio Okapi*, en 2002), 2) l'implication totale de l'Union européenne, qui sera présente dans toutes les négociations et financera le processus électoral ayant conduit à la mise en place des « Institutions démocratiques » à partir de 2006, etc.

<sup>268</sup> Car le sous-sol congolais renferme une grande variété de minerais, dont les minerais stratégiques comme le « Coltan » (+ 60% des réserves mondiales). En plus, le Congo, « deuxième poumon » de la planète après celui de l'Amazonie avec 60% de la forêt équatoriale africaine, possède le deuxième fleuve le plus puissant du monde après l'Amazonie, etc. Tout cela ne fait pas moins de ce pays un grand « marché » à convoiter, à contrôler et régenter à tout prix.

<sup>269</sup> « Se remettre au pas » parce qu'après la chute du Maréchal Mobutu (en 1997), Laurent - Desiré Kabila son successeur s'était illustré par une « indiscipline » vis-à-vis des maîtres. Quelques illustrations : il décida de boycotter le sommet de la Francophonie de 1999 à Hanoï, il se réjouit publiquement d'avoir raccroché le téléphone de la Secrétaire d'Etat américaine Madeleine Allbraght (celle-ci l'avait, par ailleurs, qualifié de « missile incontrôlable »). C'est tout dire quant au sort qui lui sera réservé plus tard et au sort du pays sous sa présidence : une longue et meurtrière guerre (3,5 Millions de morts, selon l'ONU), pauvreté accrue, etc. Un tel pays, mis à genoux, devait être « suivi de pres » pour éviter d'autres « égarements ».

donner satisfaction a la requête de Eyadema Pourquoi ne le dirons-nous pas de même au sujet de Jean Pierre Bemba en rapport avec la « nouvelle » citee ici, de DW, pour y voir une « main invisible » visant a le faire flechir ?

- Une communication dont le « point de depart » est gere « a l'africaine » Etant, en effet, etabli que les informations des grands medias internationaux sont generalement produites au regard de l'importance des enjeux politiques et/ou economiques des dominants dans le continent noir, ces derniers se distinguent au sujet de la diffusion par une « vigilance sans faille » et aux effets semblables a ceux qu'on produit dans les contextes africains

Les effets les plus symptomatiques sont entre autres les « revocations politiques » des journalistes en dephasage avec certains principes implicites, eriges par les dominants, entrant en ligne de compte de la « communication gerable politiquement » entretenue La revocation, mieux un licenciement (tres politique) la plus recente et la plus mediatisee de ces dernieres annees, sur le champ communicationnel Nord-Sud, a touche le journaliste Richard Labeviere a RFI

Selon l'hebdomadaire *Le Monde diplomatique*, la « faute grave », commise par ce Chef (a l'epoque) du Service international de RFI et presentateur de la celebre emission *Geopolitique*, pour laquelle il a ete licencie, c'est d'avoir reussi le 8 juillet a interviewer a Damas le president syrien Bachar al-Assad avant sa participation au Sommet de *l'Union pour la Mediterranee* qui s'est tenu a Paris le 13 juillet<sup>270</sup> Ce journal reputé serieux ironise de cette façon avant de trancher plus loin lorsqu'il etalera la version de la victime, pleine de verites confirmees par d'autres cas similaires Mais, il n'hesitera pas marteler que *les motifs invoques pour le licenciement sont particulierement flous*

Il part de ce reproche apparemment normale de RFI *le journaliste n'aurait pas tenu au courant suffisamment a l'avance sa hierarchie de « l'obtention de l'interview », et il aurait procede par « mensonge » et « deloyaute », concernant l'exclusivite de sa diffusion* et enchaîne avec les propos de Labeviere, au cours de sa conference de presse tenue a Beyrouth au sujet de ce scandale ou il denonce l'injustice manifeste des dirigeants

<sup>270</sup> M Endeweld, « Licenciement politique à RFI », in *Le Monde diplomatique* du 04 septembre 2008, in <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-09-04-RFI> (le 21/02/2009) Il serait intéressant de lire aussi F Giudice, « Richard Labeviere licencié de RFI nettoyage ethnique a France monde », in *www.Mondialisation.ca*, (25/08/2008)

occidentaux en faveur de l'Etat d'Israel (a cause de laquelle il a ete licencie)<sup>271</sup> Ce sont des propos qui peuvent laisser perplexe tout observateur non outille, dans la mesure ou ils exposent des faits demontrant comment la « championne des droits de l'homme » qu'est la France [RFI] peut violer outrageusement ces droits Ils sont eloquents en eux-mêmes

*« Un journaliste qui reconnaît aux Arabes, quels qu'ils soient et quelles que soient leur sensibilite politique, les mêmes droits qu'aux Israéliens et qu'aux Occidentaux n'a plus droit de cite en France, et certainement pas celui d'interviewer un responsable politique arabe quel qu'il soit »*

*« Derriere la vitrine d'une presse libre, on assiste en fait ( ) a la mise au pas de l'Audiovisuel exterieur de la France, RFI et TV5 Monde – a France 24, le travail est deja fait – par le publicitaire Alain de Pouzilhac et Christine Ockrent-Kouchner, femme du ministre français des affaires etrangeres Bernard Kouchner, qui s'inscrivent dans cette volonte d'imposer une lecture et une pensee unique resolutement neoconservatrice et pro-israelienne »*

La comprehension de ces propos sera facilitee par les donnees complementaires, celles d'une autre experience de revocation de journaliste (« pour delit d'opinion »), chez RFI, sur fond de relents de protectionnisme (inconsidere) vis-a-vis des interêts israeliens ! C'est celle concernant la revocation, en 2004, d'Alain Menargues alors directeur-general adjoint de RFI, a cause de laquelle (revocation) RFI etait condamnee cinq ans apres par la Cour d'Appel de Paris Cette chaîne etait d'ailleurs contrainte « a lui verser des centaines de milliers d'euros d'indemnites »)<sup>272</sup>

Pour le cas precis de Menargues, il y a a redire, comme le releve ces observateurs qui attirent notre attention, qu'en realite il n'y a pas eu un conflit employeur-employe Tout avait commence *lorsqu'une campagne venimeuse fut lancee contre lui par le lobby sioniste, qui disposait deja, a cette epoque, de puissants relais a l'interieur de la station*

L'article du *Centre de recherche sur la Mondialisation* nous y renseigne quelque peu, a partir d'un expose des faits repondant dans une certaine mesure a la question qui

<sup>271</sup> C'est une « règle implicite » dans les milieux occidentaux et internationaux, qui exige que les « attitudes négatives » contre Israel, ou contre ses symboles, soient sanctionnées négativement ou sévèrement comme c'est arrivé à Richard Labeviere et a Alain Ménargues (deux journalistes de RFI) Nous les citons puisque ayant eu à soulever un grand tollé dans les mondes des médias (et aussi des syndicats) français et francophone

<sup>272</sup> Nous avons tiré cette information des sources indépendantes suivantes 1) *Le Centre de recherche sur la Mondialisation*, « Radio France Internationale condamnée pour le scandaleux licenciement d'Alain Ménargues » in [http //www mondialisation ca](http://www.mondialisation.ca) (12 mars 2009) et , 2) *Le Grand Soir*, « RFI condamnée en appel pour le licenciement d'Alain Ménargues », in [http //legrandsoir info/RFI-condamnée-en-appel-pour-le-licenciement-de-alain-Menargues.html](http://legrandsoir.info/RFI-condamnée-en-appel-pour-le-licenciement-de-alain-Menargues.html) (le 13 mars 2009)

reste en suspens, sur ce qu'a été réellement le « crime » de ce journaliste. Reposant ledit expose sur sa conviction d'y voir forcément la main du « lobby sioniste » sur les actions de RFI, en tant que celle-ci est un instrument d'une société, d'un pouvoir « infiltrés » par ce lobby, ce centre nous fournit les renseignements suivants à capitaliser<sup>273</sup>

*Alain Menargues a ainsi révélé, dans son livre « Les secrets de la guerre du Liban », comment, lors du massacre des Palestiniens à Sabra et Chatila en 1982 à Beyrouth, l'armée israélienne ne s'était pas contentée de fournir un soutien logistique à ses supplétifs des milices phalangistes (fascistes) libanaises, mais qu'elle avait aussi participé, directement, aux exécutions sommaires de civils palestiniens désarmés*

*Dans un autre livre, « Le Mur de Sharon », paru en 2004 (avant d'être mis sous le boisseau), Menargues explique, entre autres, comment l'idéologie sioniste fondatrice de l'État d'Israël conduit inexorablement à une politique d'exclusion des populations non juives, palestiniennes*

*L'accusation d'antisémitisme fut alors brandie, terrorisant les plus pleutres des journalistes de RFI, c'est-à-dire pas mal de monde quand même, et Menargues fut promptement viré. Depuis lors, les éliminations ou mises à l'écart des émissions ou éléments suspects se sont succédés à RFI, dont la direction, confiée à Ockrent, la femme du ministre des Affaires étrangères Kouchner, licenciée maintenant par charrettes entières*

Cet extrait nous fait voir que RFI et toutes les Grandes radios internationales ne se différencient aucunement des médias d'Afrique, lorsqu'il s'agit de défendre l'idéologie et le pouvoir dominant de leur société ainsi que les doctrines et autres valeurs y associées. En effet, autant, par exemple, que les médias d'État africains arrivent souvent à actionner des circuits parallèles (généralement basés sur les déterminants ethniques ou clientelistes) de « gestion de la vérité à transmettre aux publics », autant RFI (à travers les deux actes « à base ethnique » exposés) nous a montré comment elle peut aussi faillir.

Nous parlons de faillite parce que Fausto Giudice, du *Centre de recherche sur la Mondialisation*, argumente contre RFI en brandissant une donnée « compromettante » qui peut confirmer la faille en question et qui va justifier notre idée sur une communication à source « verrouillée ». Cet auteur avait seulement, en effet, posé la question suivante, qui est révélatrice sans doute de la « mauvaise intention » de RFI, pour « coincer » celle-ci : *S'agit-il d'une coïncidence que ce soit la même équipe constituée de Pierre Ganz, responsable des émissions en français de RFI, Frank Weil-Rabaud et Nicolas Vespucci, qui avait mené campagne contre Menargues, qui a pris l'initiative de mener campagne*

<sup>273</sup> Centre de recherche sur la Mondialisation, *op cit*

*contre Labeviere*<sup>274</sup> Cela doit faire voir une « force obscure », et faire écarter l'idée que l'Occident soit au dessus de tout soupçon en matière de l'information

**B De la contrainte de viabilisation de l'entreprise de domination a la contrainte de rentabilisation d'une « communication verrouillée » les stratégies essentielles pour une « gestion » à priori du feed-back de l'action de RFI, VOA**

Etant conscientes de produire un « service au public », très stratégique pour lequel le secret de réussite réside assurément dans la précaution de ne pas se faire dévoilées, les Grandes radios internationales fonctionnent dans le but de faire en sorte de ne pas donner des occasions aux récepteurs « victimisés » de se faire une idée correcte et précise de ce que sont réellement ces sources d'information idéalisées à outrance. D'où, ces médias doivent scrupuleusement suivre les préceptes de l'art de la manipulation propagandiste. Toutes ou presque sont ainsi arrivées à mettre sur pied des stratégies « intelligentes » sur lesquelles nous nous attardons pour en saisir le sens et surtout la portée stratégique.

Il s'agit, pêle-mêle, d'une première stratégie, qui leur permet de faire « solidifier » la dimension politique de leur « travail sur terrain » à travers des « garde-fou » politico-militaro-diplomatiques, et, d'une deuxième stratégie, celle qui sert à « miner le terrain de la réception » (de leurs programmes) à travers des efforts d'occupation et d'appropriation de l'espace économique des pays couverts, etc. Les motivations de ces stratégies peuvent être comprises en partant des idées marquantes de chacune d'elles, lesquelles reposent sur une vérité curieuse globale : la coïncidence suspecte entre ces stratégies et la géographie des intérêts politiques et économiques tirés par les puissances occidentales dans les pays d'Afrique. Il s'agit naturellement des intérêts au détriment des nationaux. Les deux points à décortiquer suivants nous en éclaire quelque peu.

*a) La coïncidence suspecte entre l'implantation des dispositifs techniques de production de l'action des Grandes radios internationales et la géographie de l'implantation des symboles et/ou dispositifs politiques (et militaires) occidentaux en Afrique*

L'efficacité de leur entreprise de communication oblige, toutes les Grandes radios internationales ont négocié l'implantation de gros et puissants dispositifs techniques dans les pays qu'elles ont eu à cibler. Ce sont leurs émetteurs et stations-relais, leurs bureaux de représentation, etc. Mais, seulement et c'est là où on doit les suspecter, ces dispositifs « se couplent » curieusement dans leur présence sur les terrains africains avec notamment

---

<sup>274</sup> F Giudice, *op cit*

les bases militaires et certains « symboles politiques » de leurs pays L'idée d'y voir des précautions destinées à créer des conditions psychologiques « rassurantes » de travail, à leurs « agents d'information », n'est pas à écarter, elle doit renforcer le « verrouillage » du processus de communication y relatif, tant qu'il apparaît comme une nécessité vitale

Tout cela car il faut que les « circuits médiatiques » de protection (ou de défense) des actions souterraines, à l'instar par exemple de celle de l'ambassadeur Delauney ou celle d'Eyadema, soient dotés des « remparts psychologiques » capables de les préserver de toutes les situations susceptibles de les faire dévoiler Ceci est une garantie pour ne pas mettre en péril les entreprises de domination mise en place en Afrique et pour lesquelles les gouvernements occidentaux « gèrent » les conséquences néfastes à l'aide d'un travail intelligent de manipulation des esprits produit par les Grandes radios internationales

S'agissant d'abord des « symboles politiques » pour voir comment on les a couple avec les dispositifs techniques de ces radios, nous considérons les symboles que sont par exemple les « pays modèles (de démocratie et/ou de stabilité) » pour certaines puissances En effet, avec leur droit de nommer, celles-ci ont simplement qualifié ainsi certains pays du monde et leur accordent des « privilèges symboliques » liés à ce statut politique tout aussi symbolique leur accordé Les pays africains à citer comme « modèles » méritant des privilèges des Occidentaux et qui nous servent d'illustrations, à ce niveau du travail, sont le Botswana et São Tomé-et-Principe

Le second, un petit pays du Golfe de Guinée est généralement présenté comme un « modèle de stabilité »<sup>275</sup> alors que le premier est réputé être un des rares pays d'Afrique noire à connaître un « développement démocratique exceptionnel »<sup>276</sup> Le lien à relever ici est celui de ce que ces pays représentent dans l'imaginaire et l'implantation, sans autre explication particulière (de nature technique), des émetteurs de VOA dans ces pays pour faciliter sa couverture du continent africain Le gouvernement américain se conformait la

<sup>275</sup> Parce qu'il ne connaît pas tellement de soubresauts politiques comme le connaissent un grand nombre de pays du continent noir, parce qu'aussi, et nous voulons y mettre un accent particulier, c'est l'Union européenne qui l'indique dans les explications qu'elle donne pour justifier son « aide » à ce pays (Cf <http://ec.europa.eu/europaid/where/acp/where/acp/contry-cooperation/sao-tome-andprincipe/sao-tome-> (consulté le 12/12/2010))

<sup>276</sup> Le Botswana est qualifié de « la perle de l'Afrique » dans un commentaire de l'UE à travers lequel il est en outre indiqué que *sa stabilité politique et l'efficacité de son système social sont vantées dans les cercles internationaux* Cf [http://ec.europa.eu/development/body/publications/courier/courier198/fr/fr\\_054\\_n1.pdf](http://ec.europa.eu/development/body/publications/courier/courier198/fr/fr_054_n1.pdf) (consulté le 12/12/2010)

a son principe en cette matière, de placer ses émetteurs dans des pays « sûrs » Il veut éviter des surprises désagréables dans la gestion de ces installations, ces points de départ des processus de transmission des signaux de sa radio internationale

L'application de ce principe par le gouvernement américain était claire en Afrique avec l'implantation des émetteurs de VOA, d'abord au Maroc et au Liberia, lorsque cette chaîne commençait son *Service Afrique*, dans la période des indépendances africaines. Le Maroc de cette époque (du roi Hassan II), qui hébergeait une base militaire américaine (la base de Kenitra) et le Liberia (du président William Tubman), se présentaient comme des pays « symboles politiques », de par la « modération » qui les caractérisait à la lumière de leurs comportements bien « attentistes » sur la scène internationale. C'est une attitude que les puissances occidentales ne cessaient de recommander aux États africains, en dépit des « coups » que certains de ceux-ci recevaient des puissances occidentales en cette période sensible Guerre froide<sup>277</sup>

Le gouvernement américain se verra, ensuite, dans l'obligation de s'intéresser à la partie Sud du continent noir et visera le Botswana pour l'installation d'un émetteur-relais de VOA. Il s'agissait là d'un choix « normal », justifiable par l'« embellie » faite sans fin sur ce pays par les médias et experts occidentaux. Un accord sera ainsi signé, à cet effet, entre les gouvernements américain et botswanais, lequel se concrétisera par l'émetteur-relais installé le 28 mars 1980 à Selibi-Phikwe (une ville minière du Botswana)<sup>278</sup>

Le gouvernement américain continuera sa logique quand la guerre civile éclate au Liberia, en 1989, en procédant à la délocalisation de son émetteur-relais, ce pays devenu instable. Un autre lieu « plus sûr » est choisi : São Tomé-et-Principe. Un lieu sûr parce qu'il offre la stabilité mais surtout la « sécurité » (des hommes et du matériel de VOA) telle que requis pour réussir la prise en charge des publics africains, en conformité avec les idéaux défendus par les puissances occidentales.

<sup>277</sup> Le Liberia se présentait (avec la Côte d'Ivoire, le Sénégal, etc.), dans les 25 premières années suivant les indépendances africaines, comme un des pays-phare du groupe des pays « modérés » (alliés des puissances occidentales). Le Maroc qui faisait partie du groupe des pays « progressistes » opposés au premier groupe (du temps où régnait le roi Mohamed V, décédé en 1961), renoua ses « liens » avec les Occidentaux après l'avènement à la tête du pays du souverain suivant le roi Hassan. Ces deux pays étaient ainsi perçus, pour cela, chez les Occidentaux, comme une partie du « monde libre » et donc « fréquentables ». C'étaient des pays-symboles comme l'ont été le Sénégal de Senghor et la Côte d'Ivoire de Houphouët-Boigny.

<sup>278</sup> Cf *L Agreement concerning the Voice of America radio relay facility Signed at Gaborone on 28 March 1980*, in [http://untreaty.un.org/unts/60001\\_120000/6/13/00010625.pdf](http://untreaty.un.org/unts/60001_120000/6/13/00010625.pdf) (consulté le 12/7/2010)

S'agissant ensuite des « dispositifs politiques », couples avec d'autres dispositifs « donnant de la confiance » à tous ceux qui travaillent pour le compte des Grandes radios internationales, les bases militaires, sont à citer. Le cas des bases françaises implantées dans quelques pays d'Afrique, est significatif pour nous dans la mesure où il nous offre des faits édifiants obtenus après superposition de la carte de l'implantation de ces bases avec celle des émetteurs de ces chaînes. Notre tableau unique ci-dessous étale les faits y afférents (partant du cas RFI avec les « piliers sécuritaires » et les « piliers techniques » de son action). Nous en dégagons des arguments utiles.

Tableau n°4 *Les piliers sécuritaires et techniques de l'action de RFI en Afrique et explications plausibles y afférentes*

N°	Implantation des bases militaires françaises en Afrique <sup>279</sup>	Implantation des dispositifs utiles de travail pour RFI <sup>280</sup>	Breves explications sur la 'coïncidence' relevée entre ces faits
1	Dakar, <b>Senegal</b> (1150 hommes)	Bureau de représentation de RFI, à Dakar	Le Sénégal et la C I ont des liens hist singuliers avec la France, à travers l'allegiance des présid Senghor et Houphouët à cette dernière puissance
2	Port Bouët Côte d'Ivoire (950 hommes)	Bureau de représentation de RFI, à Abidjan	
3	Libreville, <b>Gabon</b> (900 hommes)	« Correspondants réguliers », à Libreville	Ces trois pays forment le « triangle défensif » de la France en Afrique centra, et n'hebergent que des corresp régulier laissant le privilège au Cameroun auxquels ils servent de bases arrières pr qu'il joue son rôle de rempart face à l'Anglophone (au Nigeria et Nord-Cameroun.) <sup>281</sup>
4	Hadji Kosséi, <b>Tchad</b> (1000 hommes)	« Correspondants réguliers », à Ndjamena	
5	Bangui, <b>Centrafrique</b> (230 hommes)	« Correspondants réguliers », à Bangui	
6	Djibouti, <b>Rep Djibouti</b> (2900 hommes)	« Correspondants réguliers », à Djibouti	Hébergeant la plus grande base française, de faire entendre une voix ce pays dans le monde paraît utile

Tableau construit par nous, sur base des données tirées de *L'Express* et de [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr)

Les breves explications fournies ne rentrent pas moins dans le registre des calculs politiques, qu'on fait intervenir dans l'exploitation de RFI qui doit jouer son rôle naturel d'instrument stratégique du pouvoir d'Etat français. Car, on n'expliquerait pas autrement

<sup>279</sup> Cf *L'Express*, « Etat des lieux des bases militaires françaises en Afrique », in <http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/etat-des-lieux-des-bases-militaires-francaises-en-afrique> (consulté le 19/4/2010)

<sup>280</sup> Nous avons tiré ces données du site Internet [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr)

<sup>281</sup> Il faut signaler qu'il y avait un bureau à Libreville, lequel devait « se repositionner sur Douala » en 2007 (cf *RFI, Rapport d'activité 2006-2007*, p 23, in [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr), consulté le 15/12/2008)



les choix d'implanter les représentations les plus importantes (niveau de bureaux) de RFI en Côte d'Ivoire (21 058 000 d'habitants)<sup>282</sup> et au Sénégal (12 323 250 d'habitants) alors que leur région de l'Afrique occidentale compte des pays plus importants, en termes du poids démographique, que ces deux-là. Le Nigeria (152 217 340 d'habitants) pouvait être choisi même si celui-ci est un pays anglophone, ce critère ne prévalant théoriquement pas puisque RFI a ouvert des bureaux dans deux grands pays non francophones d'Afrique en Afrique du Sud (49 109 110 habitants) et en Égypte (80 471 870 habitants)

Ces derniers choix auxquels la France tient beaucoup nous amènent à marteler sur l'élément « **calcul politique** ». Ceci, puisque ces choix ne semblent pas répondre à un besoin exclusif d'informer, il se fait voir un certain souci de « quadrillage médiatique » de l'Afrique rendu plausible par le « triangle d'attaque » que forment ces deux points de départ (assez distants) de l'information (l'Afrique australe et le Moyen-Orient africain) et les deux (bien rapprochés) points de départ (de l'Afrique de l'Ouest) auquel on peut ajouter celui du Cameroun. En termes de déploiement de RFI/Afrique ce triangle doit avoir, en effet, influencer la mise place par cette chaîne de trois axes de « contrôle » de l'ensemble du circuit de communication animé par ses correspondants exploitant des émetteurs-relais FM relevant de l'autorité de quatre bureaux concernés<sup>283</sup>

Ainsi, donc, nous serons désormais en face de l'« axe Le Caire/Johannesbourg », l'« axe Johannesburg/Dakar et Abidjan » et, enfin, l'« axe Le Caire/Dakar et Abidjan ». Ils en raisonnent quotidiennement certaines voix des « correspondants RFI », devenues familières aux Africains, leur donnant à la fois les informations et des faits divers qui ne peuvent manquer d'effets psychologiques espérés. Par exemple, voir les bénéficiaires se considérés [à tort] être affectionnés par RFI (et, à travers elle, le gouvernement français)

La concomitance criante entre ce déploiement du dispositif de la communication exploitée par RFI et celui du dispositif sécuritaire (pour la protection des intérêts français) constitué des bases militaires françaises nous donne l'impression d'une scène de bataille

<sup>282</sup> Ces chiffres et d'autres exposés ici, sur les populations africaines sont tirés de l'Encyclopédie Wikipedia (cf <http://fr.wikipedia.org/wiki/afrique>, consulté le 22/7/2009)

<sup>283</sup> Les quatre bureaux font partie d'un ensemble de dix éparpillés dans le monde, les autres sont implantés à Beyrouth, Jérusalem, Moscou, Pékin, Washington, et un onzième s'installe petit-à-petit à Kinshasa après la brouille d'une année en 2010 entre RFI et le gouvernement de la RDC. Ils sont alimentés par au moins 78 stations-relais FM éparpillés en Afrique. Nous en donnons les motivations profondes dans la sous-section suivante

engagee par la France au niveau du ciel, a travers les ondes, avec un « soutien solide » au sol (un soutien dissuasif, a premiere vue) represente par les bases militaires

*b) La coincidence suspecte entre les strategies de dissemination des emetteurs-relais FM et la geographie de l'implantation des interets economiques des Occidentaux*

Toute action organisee des grandes radios internationales, qui s'impregne des faits du decor decrit ci-haut en rapport avec l'experience de RFI, doit rencontrer l'assentiment des gouvernements occidentaux. C'est une maniere d'epargner des desagreements a ceux-ci, dans les applications de leurs politiques etrangeres vis-a-vis des pays du Sud et surtout de sauvegarder leur image dans les opinions « conquises » d'Afrique. Ils auront ainsi, par exemple, l'avantage facile de prevenir a la source certaines causes de ces desagreements a l'instar par exemple de ces « derapages » reproches aux journalistes Alain Menargues et Richard Labeviere au niveau de RFI.

Cela se comprend car, laisser se multiplier exagerement des tels actes aux allures d'« actes de dévoilement » equivaudrait, au regard de la representation neo-liberale du monde que nous mettons en exergue, a la creation des occasions de perturbation des « principes strategiques caches » (tels par exemple l'« injustice consacree » que la plupart des puissances occidentales appliquent contre certains pouvoirs et contre certaines idees et/ou pratiques arabes et musulmans<sup>284</sup>). Il y a egalement a citer, dans ce lot de principes a cacher (en faveur des strategies de sauvegarde de l'ordre dominant) les « complicités » que les gouvernants occidentaux se permettent avec des « dictateurs africains » au mepris des droits politiques des peuples africains comme on l'a vu a propos la complicité Chirac-Eyadema pour « gerer » (a leur guise) une « production » de RFI.

La strategie de multiplier les relais FM en Afrique, comprise comme une maniere de chercher la maximisation de l'action communicative de Grandes radios internationales et une rentabilisation constante de leurs « petites entreprises sordides », doit reposer sur le « matelas securitaire » que constituent les interets economiques sur lesquels presque toutes les puissances organisatrices de ce type de services radiophoniques ont superpose l'eventail de relais FM installes pour le compte de leurs 'radios mondiales'. Il leur arrive

<sup>284</sup> Très souvent, en Occident (et en Afrique, **par procuration**), on confond « Arabe » et « Musulman ». En plus, des gens se présentant avec l'une et/ou l'autre de ces identités sont facilement associables à l'« intégrisme religieux », à l'« extrémisme politique » ou, pire encore, au « terrorisme international ». Leurs pratiques stigmatisées, dans la plupart des sociétés occidentales, sont notamment le port par les femmes du « foulard islamique » (le tchador) et le mariage polygamique des hommes.

a se plier aux « demandes », parfois « trop ose », des dictateurs africains (ex la demission du ministre français de la cooperation obtenue, en son temps, du president Sarkozy, par le president Omar Bongo) pour eviter justement la perturbation des interêts economiques a leur portee dans les pays de ces dictateurs (cf la relation Françafrique/Petrole gabonais)

Nous recourons toujours au cas français, le plus riche en illustrations en Afrique, pour plancher sur la question de la superposition des interêts communicationnels de RFI aux interêts economiques a tirer directement ou non par le gouvernement français Ceci nous mettrait en situation d'en saisir les *determinants invisibles* Alors, pour y parvenir, le pretexte qui nous a paru deroutant est celui de prendre l'experience africaine du **Groupe Bollore**, un des « fleurons » du capitalisme (et de l'imperialisme) français en Afrique et même dans le monde Nous l'explorons en tant acteur economique ( et politique) avant d'exposer les elements du rapport « suspect » entre ses activites et celles de RFI

A propos de Bollore Acteur economique (et même politique), *Mediapart*, Journal français en ligne d'informations generaliste, partant d'une « Enquête sur la face cachee de l'empire Bollore »<sup>285</sup>, nous fournit d'abord des indicateurs qui montrent la grandeur de ce groupe pour laquelle il deviendra important politiquement

*Aujourd'hui, le groupe Bollore est un des grands acteurs economiques de l'Afrique Avec une vraie realite economique il a des ports, des trains, des equipements de logistiques, des entrepôts, des plantations, des usines de transformation Il transporte, selon les estimations, entre 20 et 30 des exportations de cacao, de cafe, d'huile de palme, de coton du continent Son maillage est des plus serres dans toute l'Afrique de l'Ouest, en particulier en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Congo, au Gabon Il est parti desormais a la conquête de l'Afrique anglophone au Nigeria d'abord puis en Afrique du Sud et en Afrique de l'Est (Kenya, Ethiopie) Au total, le groupe est implante dans 43 pays, y emploie 18 480 salaries, soit 53 des effectifs du groupe Il y realise officiellement 1,4 milliard d'euros de chiffre d'affaires sur 6,3 milliards au total Mais, la aussi, il y a une part officielle et une part officieuse*

Le texte de Mediapart nous montrera, ensuite, comment l'importance acquise par le Groupe Bollore fera glisser son propriétaire dans la politique africaine de la France son pays En clair, disons qu'il devait se voir contraint de rallier la Françafrique pour besoin de « securisation » face aux retombees dans les consciences et l'imaginaire des Africains des velleites de contestation de l'ordre mondial injuste Le contexte de l'apres-Guerre

<sup>285</sup> M Orange, « Enquête sur la face cachée de l'empire Bollore », in *Mediapart*, 2009  
<http://www.mediapart.fr/files/bollore-iliad.pdf>, consulté le 11/12/2010

froide se prête a cette alliance qui doit arranger Bollore<sup>286</sup>, comme l'explique furtivement *Mediapart* dans le texte ci-apres

*Pousses, voire forces, par la Banque mondiale et le Fonds monetaire international, les principaux pays africains ont lance au milieu des annees 1990, un vaste mouvement de privatisations de toutes les societes nationales et de leurs infrastructures Vincent Bollore voit tres vite l'interet a s'inscrire dans ce processus S'il peut se placer aux noeuds strategiques, il devient incontournable dans les transports et le trafic de marchandises*

*Il a pour lui l'avantage de bien connaître l'Afrique, d'avoir ses entrees aupres de tout le personnel politique africain et d'avoir les reseaux qu'il convient Et il ne manque pas de les menager*

*Recuperant les vestiges des reseaux Foccart et Pasqua, si puissants en Afrique, il s'est fait nombre d'obliges aupres des membres des familles gouvernantes Pierre Aim, patron de la societe de transports et de logistiques Saga, rachetee en 1998 par le groupe Bollore, l'a introduit dans de nombreux cercles de pouvoir africain et travaille sans relâche au succes de leurs entreprises communes En 1999, Michel Roussin, ancien directeur de cabinet du patron de la DGSE, ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac, ancien ministre de la cooperation du gouvernement Balladur et toujours president du Medef Afrique, est venu le rejoindre Cela fait des entrees supplementaires Il est devenu responsable de toute l'activite du groupe en Afrique*

*Enfin, Vincent Bollore sait l'interet que portent les gouvernements successifs a l'Afrique, plus souvent d'ailleurs au niveau de l'Elysee et du ministere de l'interieur que du Quai d'Orsay Et il ne manque pas de les tenir informes, voire un peu plus, de ses differents projets Par courtoisie, sans aucun doute Car l'homme d'affaires le repete frequemment il « n'a aucune relation d'affaires avec l'Etat français »*

Il est normal que Bollore, en depit des relations qu'il est appele a tisser avec les familles gouvernantes en Afrique et avec quelques personnalites de la *diplomatie secrete* de la France a l'instar de Michel Roussin, puisse ne pas reconnaître avoir des relations d'affaires avec l'Etat français Mais il ne convaincrat pas les personnes avisees s'il osait affirmer que la France ne le soutient pas (ne fut-ce que politiquement) Cela etant, il nous serait superfetatoire de parler d'eventuelles actions invisibles du gouvernement français en faveur du Groupe Bollore dans les pays africains sur lesquels il a une « mainmise »

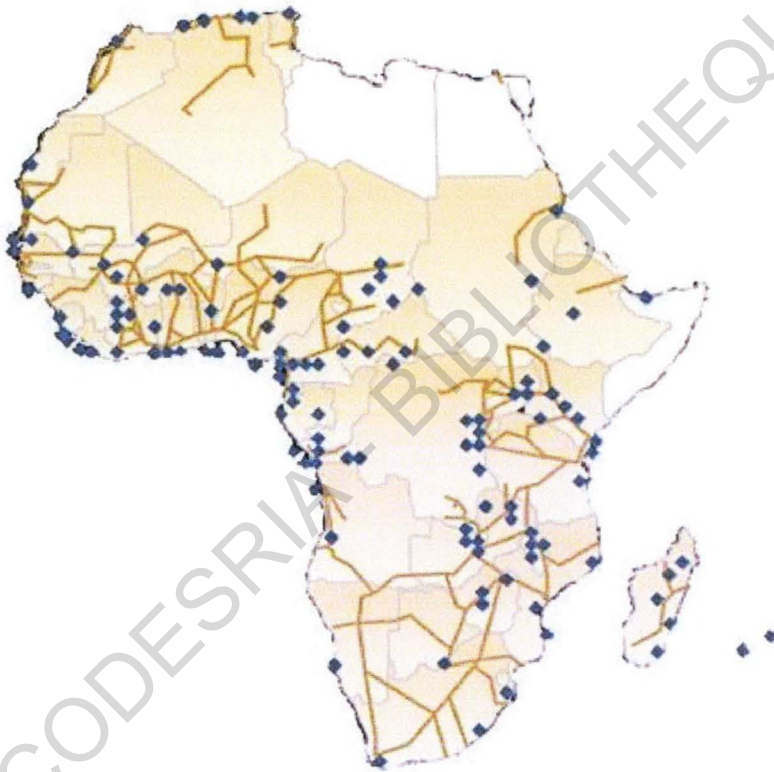
Car les animateurs des deux camps en question appartiennent a la categorie des forces dominantes dans le champ des relations Nord-Sud qui nous concerne, sur lequel ils se rencontrent avec les Africains, et en tant que telles on doit leur reconnaître un avantage

<sup>286</sup> Vincent Bollore est le « Patron » du groupe qui porte son nom Ce Groupe a été cree en 1822 , « il figure parmi les 500 plus grandes compagnies mondiales » (cf <http://www.bollore.com/>), consulte le 22/3/2010

que dispose les dominants de toute société humaine : la capacité de faire fonctionner et de faire rentabiliser (parfois inconsciemment) leurs habitus de dominants. Nous le voyons au chapitre suivant celui-ci.

A propos du rapport entre les activités de Bolloré et celles de RFI, la carte ci-après nous montre une sorte des implantations « superposées » entre les sièges des activités de Bolloré et ceux de nombreux émetteurs FM que RFI a essaimé en Afrique.

Carte n° 3 : Implantations des activités du Groupe Bolloré en Afrique



Source : <http://africamix.blog.lemonde.fr/category/presse/>

Comme on peut facilement s'en rendre compte, les activités du Groupe Bolloré se concentrent beaucoup en Afrique de l'ouest et une partie de l'Afrique centrale (pays ex-colonies françaises) où les populations de presque tous les pays concernés « bénéficient » de ses usines de transformation et autres (installations portuaires, plantations, entrepôts, trains)<sup>287</sup>. RFI a pratiquement suivi cet espace pour installer des relais FM supposés bien « gérés » par ses trois « bureaux » africains de l'axe ouest (Dakar, Abidjan, Yaoundé). Le

<sup>287</sup> Ce sont là la variété d'activités que le Groupe Bolloré exploite dans les pays d'Afrique, selon le texte de Martine Orange et, aussi, le site Internet dudit groupe : <http://www.bollore.com/>.

deuxieme bassin d'activites de Bollore est situe sur les limites de l'axe Johannesburg/Le Caire comme de RFI, même si l'Egypte n'est pas investi par Bollore La rentabilite economique explique ce choix de Bollore pour cet espace qui est un vrai « triangle de rentabilite sociale » par la forte densite de populations rencontree<sup>288</sup> L'application en est verifiable partant des situations quelque peu comparables au sujet de l'implantation en RDC de RFI les deux ont serieusement investi les regions ouest/sud-Est/Est de ce pays, regions tres peulees (et regorgeant en plus d'immenses potentialites economiques ce qui sous-entend une main-d'œuvre a bon marche pour les entrepreneurs et un auditoire et une audience plus large pour les radios<sup>289</sup>

## **Section II Quand la prégnance des capitaux politique et économiques renforce l'autonomisation du champ communicationnel Nord-Sud, clarifie les enjeux et réoriente le sens de la lutte symbolique à engager**

Le film de Patrick Benquet nous a montre comment le bien economique qu'est le petrole a determine le destin actuel de la Republique gabonaise D'autres pays d'Afrique, a l'instar de la RDC (avec le cuivre, le diamant, le coltan ), sont dans la même situation Ils ont accede a leur souverainete nationale et internationale avec cette hypothese d'être 'geres' par ces « usurpateurs » (de leurs ressources naturelles) qui ne veulent pas laisser a leurs dirigeants et leurs populations des occasions d'autocritique offertes aux Africains par les independances Les medias internationaux se presentent alors comme des outils pour prendre a contre-pieds les domines qui cherchent a changer l'ordre ancien

La nouvelle allure que prendront les radios internationales de ces ex-colonisateurs a partir de 1960, determinee comme nous le demontrons par l'activation chez ces derniers de leurs habitudes de dominants, doit se justifier par-la Il doit en être de même de toutes les « innovations » apportees dans les experiences de communication animees par ces medias telles que nous les explicitons plus haut, dans le chapitre precedant celui-ci Nous voyons la l'application sans faille du principe « a des destins confisques des pays, un champ communicationnel *piege* » [par des rôles atypiques (forges, assurance) pour être joues par les Agents-cles dudit champ] Il ira alors de soit que les luttes symboliques qui s'y

<sup>288</sup> En effet, ce triangle exclut beaucoup d'espaces désertiques (du Sahara et du Kalahari)

<sup>289</sup> Les details et les motivations essentielles de la geographie des implantations des stations-relais FM de RFI en RDC sont donnees au chapitre suivant

prêtent, arrivent à prendre une coloration et/ou une orientation singulière. Les données en notre possession nous permettent d'en parler comme suit

### **A Champ à autonomie renforcée, champ « piégé » et clarification de la portée des enjeux importants y relatifs pour les puissances du Nord**

L'autonomie du champ communicationnel Nord-Sud s'est beaucoup renforcée, à l'ère actuelle de la Mondialisation avec les pouvoirs acquis ou perdus par ses agents-clés. Ceux du Nord, principalement les gouvernements occidentaux, ont vu la Mondialisation (de leurs médias performants, Internet en tête) leur offrir des opportunités accrues de faire circuler et/ou d'imposer davantage leurs valeurs sociétales (« la démocratie ») chez les « sudistes ». Le pouvoir (l'ascendant) qu'ils en tirent trouve son sens dans la « faiblesse » qu'accusent les Agents du Sud (les gouvernements notamment) de perdre leurs initiatives en matière d'informations (telles que les censures et autres manipulations médiatiques), et se voir contraints d'accepter cette domination étrangère ou de s'y accommoder<sup>290</sup>

Cet état de chose fait que les protagonistes des deux camps, mis dans une certaine situation de « dépendance réciproque » œuvrent pour faire vivre à leur avantage ce champ communicationnel. Ces protagonistes, s'il faut le rappeler, sont les Gouvernements (du Nord), les gouvernements et les oppositions ainsi que les masses populaires (du Sud)

Sur ce champ, le principal (double) enjeu d'informer les populations du Sud (pour les « nordistes ») et de s'informer à travers des grands médias jugés « objectifs » par les « sudistes » se disseques en deux « petits enjeux » pour les nordistes (lesquels trouvent de sens que lorsqu'ils sont opposés à des faits liés aux enjeux des sudistes (à découvrir)

#### *a) L'enjeu de la « gestion » de l'imaginaire des dominés (africains) dans le contexte actuel de la Mondialisation*

Ici notre observation nous a conduit à découvrir un effort, très subtil, des stratégies occidentales, pour remplacer l'idée blessante en Afrique de l'« impérialisme occidental » par l'idée emballante d'une « Mondialisation innocente ». Cette entreprise a commencé à la chute du Mur de Berlin, les puissances du bloc occidental, qui revendiquent la victoire y afférente contre l'URSS et son bloc de l'Est, se présentent désormais chez les Africains

<sup>290</sup> Nous le voyons à partir de l'acceptation par les gouvernements africains des installations des Grandes radios internationales, en dépit des « désavantages » auxquels ils doivent faire face, aussi les signatures « en toute liberté » par les radios privées locales des Accords de partenariat avec ces médias puissants



comme des « sauveurs » Leur contribution par des discours politiques (de propagande) et surtout médiatiques, dans l'affaiblissement des régimes dictatoriaux et dans le triomphe de l'idée de la démocratie (à l'occidentale) en Afrique et dans certains pays de l'Est a constitué un capital inestimable de crédit sur lequel les opinions africaines se sont basées hier, dans les années du début de la Perestroïka, et se basent encore jusqu'aujourd'hui, pour apprécier positivement les actions de ces puissances

La tendance plus ou moins générale, relevée dans lesdites appréciations, est qu'ils attribuent facilement le sceau de l'« universalité » à la plupart de ces actions occidentales (surtout celles en rapport avec la gouvernance politique) La particularité ici c'est qu'ils le font en eludant quasiment les expressions de la domination impérialiste que renferme cette gouvernance dans ses applications à l'étranger (en Afrique notamment)

Nous en avons pour une des preuves l'attachement quelque peu « aveugle », qui s'observe chez beaucoup d'Africains (les citoyens ordinaires ou encore les intellectuels et leaders politiques) au **Discours de la Baule**<sup>291</sup> En effet, hier, au début de l'entrée de la planète à l'époque post-Guerre froide, ces Africains s'étaient illustrés par la mise en sourdine par eux des diatribes habituelles sur l'impérialisme (français) ou des débats sur les célèbres « réseaux Foccart », pour revendiquer la « démocratie » sur fond de référence au Discours de la Baule Mais il s'avère aujourd'hui que ce discours est un vrai « piège » au niveau mental, nous allons essayer d'en savoir plus à l'aide de la théorie des habitus

Le sociologue avisé y verra un piège tendu aux Africains assoiffés d'un nouvel ordre politique à l'échelle de leurs nations et, par ricochet, à la grande échelle Nord-Sud, dans le contexte d'après la chute du Mur de Berlin L'explication attendue doit tourner autour de l'habitus de dominants qui doit bien avoir influé sur le président Mitterrand<sup>292</sup>, le poussant à s'investir dans la recherche des solutions pour se prémunir contre les aléas inhérents aux situations de révolution mondiale comme celle liée à l'après-Guerre froide

<sup>291</sup> Discours prononcé le 20 juin 1990, par le président François Mitterrand, dans la ville française de La Baule, à l'occasion de l'ouverture de la XVI<sup>e</sup> Conférence des chefs d'État de France et d'Afrique, au cours duquel il avait annoncé avec fracas le conditionnement l'« aide » française à l'instauration des « systèmes démocratiques » en Afrique

<sup>292</sup> Beaucoup se raviseront quelques années plus tard au vu de l'évolution (décroissante) de l'engagement de la France par rapport à la question de la démocratisation des pays ex-colonies françaises d'Afrique Une autre source de désenchantement est la publication du livre ayant « dénudé » les rapports politiques entre le gouvernement français et un certain nombre de dirigeants des pays d'Afrique francophone (cf François-Xavier Verschave, *La Françafrique, le plus long scandale de la république*, Paris, Editions Stock, 1998)



Lui (Mitterrand) qui était, avec d'autres de ses compères européens, aux premières loges des changements « démocratiques » de ce temps, avait intérêt à trouver des subterfuges pour « gérer » les velléités révolutionnaires en question dans une Afrique qui ne pouvait pas du jour au lendemain cesser d'être cette « chasse gardée » que la France et les autres puissances du bloc occidental ont « occupé »

L'enjeu ici c'est une gestion, qui soit rentable, de l'imaginaire des dominés. Il n'y a à nier que cette donnée a constitué, de tout temps, une garantie assurée que les puissants devaient obtenir pour réussir la perpétuation de leurs entreprises de domination. C'est ce que Mitterrand fera, en recourant à son discours inattendu de La Baule qui est à considérer comme une action de « ruse impérialiste » reprochée aux puissances occidentales. Il avait donc pu toucher l'imaginaire et détourner l'attention des Africains. Ceux-ci avaient en effet, dans un grand nombre de pays africains en quête de démocratie, trop chargé (avec hargne et zèle) leurs « dictateurs » en « oubliant » de s'attaquer aux « parrains » de ces dictateurs. Ils arrivent par contre (et paradoxalement) à recourir au soutien de ces parrains dans leur lutte pour la « démocratie » de leurs pays.

« La ruse de la raison impérialiste »<sup>293</sup> est utilisée comme stratégie appropriée ici. Deux « orientations générales » y afférentes, savamment (et stratégiquement) conçues et exploitées « au bon moment »<sup>294</sup> ont été tracées par les « maîtres du monde » incarnant un certain pouvoir pour être suivies par les dominants. Il s'agit de ce Discours de La Baule auquel nous nous sommes attardés et du discours de George Bush du 11 septembre 1990, dans lequel beaucoup d'observateurs retirent l'idée de la *Pax Americana*. Ces deux discours semblent partager une même philosophie qui, comme l'indiquent Bourdieu et Wacquant, repose sur **un effort d'universalisation des particularismes occidentaux**.

Ainsi, nous devons être entraînés à vivre d'une « universalisation-piège ». Le fait que ce sont les vainqueurs du « système communiste », qui ont su reprendre eux seuls (et

<sup>293</sup> Cette expression est de P. Bourdieu et L. Wacquant, tirée de leur publication « Sur les ruses de la raison impérialiste », In *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol 121-122, mars 1998. En ligne sur le site <http://www.persee.fr> (consulté, le 15/12/2008), p. 109. Là dedans, ils parlent de l'impérialisme culturel qui *repose sur le pouvoir d'universaliser les particularismes liés à une tradition historique mais qu'on fait reconnaître comme tels* ( ) lesquels (particularismes) sont des « lieux communs » au sens aristotélicien de notions ou de thèses avec lesquelles on argumente mais sur lesquelles on argumente pas ( ) ou, encore, ces présupposés de la discussion qui restent indiscutés.

<sup>294</sup> Ces années (1989, 1990) le monde était contraint de se construire des nouveaux repères (de l'ère de la transparence), les premiers (de l'ère de l'opacité) ayant été détruits avec le vent de la Perestroïka qui a été à la base de la chute du *Mur de Berlin* et du démantèlement du « Bloc communiste ».

a l'avantage de leurs sociétés) l'« initiative historique » pour le contrôle du monde, ouvre la voie à une suspicion justifiable comme nous allons le démontrer à la suite de beaucoup d'autres auteurs. Le premier argument, en guise de manifestation de notre suspicion, c'est de voir la possibilité pour les maîtres du monde de servir des « idées nobles » véhiculées dans ces discours pour poser certains actes reprehensibles et les justifier par celles-ci<sup>295</sup>

Cela a bien été expérimenté par les États-Unis et certains Sudistes en ont fait les frais faute des alternatives sérieuses dépourvues de risques de se faire anéantir<sup>296</sup>. Pour agir à travers cette stratégie de la ruse, ces puissances trouveront des « outils universels » à exploiter, au sujet desquels tout le monde doit se retrouver. Ils agissent alors au nom de ces outils que sont les droits de l'homme et la démocratie, ils (outils) alimenteront toutes sortes de plaidoyers que font les Africains en faveur des Occidentaux auxquels ils collent les qualificatifs élogieux de « démocrates », « civilisés », « respectueux des droits ». La gestion pour la « valorisation » de ces outils<sup>297</sup> est confiée à des structures spéciales mises progressivement en place dans la période « opportune » de l'après-Guerre froide : le *Haut commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme* (en 1993), la *Cour Pénale Internationale* (en 1998), la *Loi à compétence universelle* de Belgique (en 1993).

À part la caractéristique commune à tous, très suggestive pour ces outils, d'avoir été créés peu après la chute du Mur de Berlin et pour laquelle on les considère facilement comme les outils politiques des puissances occidentales, un indicateur important accentue la suspicion : le caractère (globalement) partial de ces outils. Malgré une représentation idyllique que les communs de mortels africains se font d'eux, leurs actions ne s'inscrivent pas moins dans la logique de l'idéologie injuste du Limes (déjà explicitée plus haut).

<sup>295</sup> Nous avons déjà cité la décision arbitraire d'envahir l'Irak prise par le président Bush sous le prétexte de contrer tous les régimes « violant les droits de l'homme ». Autres cas : les « liens » entre les dirigeants français et les régimes anti-démocratiques comme ceux de Blaise Compaoré au Burkina Faso et de Omar de Bongo au Gabon.

<sup>296</sup> Il est question des leaders du Sud. On connaît le sort réservé à Saddam Hussein (Irak) et Mollah Omar (Afghanistan) qui refusaient d'obtempérer aux ordres de cette puissance. D'autres puissances agissent dans le même sens et les « victimes » sont connues : Slobodan Milosevic, Charles Taylor, J-P Bemba.

<sup>297</sup> cf a) <http://www.ohchr.org/FR/AboutUs/Pages/BriefHistory.aspx> (consulté, le 23/12/2010), b) <http://www.icc-cpi.int/Menu/ICC/About+thae+Court/> et c) [http://fr.wikipedia.org/wiki/competece\\_universelle](http://fr.wikipedia.org/wiki/competece_universelle), (consulté le 23/12/2010). Il y a lieu, à ce niveau, de signaler que les deux premiers de tout cet ensemble d'outils désormais réputés politiques sont une émanation de la « communauté internationale ». Cela ne peut aucunement arrêter les critiques car comme on le sait, les puissants occidentaux savent manœuvrer dans les coulisses pour tirer de profit des actions des institutions internationales.

Les illustrations convaincantes en sont données par la *Cour pénale internationale* (CPI) dont, en plus ou moins dix ans de vie, les accusés ne semblent venir exclusivement que des pays d'Afrique et/ou des ex-pays de l'Est, et également par le sort subi par la *Loi a compétence universelle* qui faisait enchanter les « opprimés » de tous les horizons. Le gouvernement belge était contraints d'y mettre fin, en dépit de toute sa volonté (affichée) d'universaliser la pratique de la justice pour la faire « comme elle se fait au Nord », donnant l'occasion aux opprimés de jouir d'un « privilège » inespéré jusque-là<sup>298</sup>

Tous les commentaires positifs étaient permis lorsque cette loi avait, par exemple, visé le Ministre congolais des Affaires étrangères Abdoulaye Yerodia suite à son « Appel au génocide », en 1999. L'afflux des plaintes venant de par le monde avait donné tous les espoirs de vivre une nouvelle ère, celle tant vantée par Mitterrand, Bush, etc., mais tout reviendra « à la normale » lorsqu'afflueront les demandes d'accusation contre l'homme d'État israélien Ariel Sharon (pour sa responsabilité dans les massacres dits de *Sabra et Chatila* en 1982). Son pays décidera alors de rappeler son Ambassadeur en Belgique et le Ministre américain de la Défense, Donald Rumsfeld, viendra à la rescousse pour proposer le déménagement impromptu du siège de l'OTAN de Bruxelles vers un pays de l'Est<sup>299</sup> !

La Belgique cédera à cette pression, sans doute pour ne pas aller à l'encontre de la « loi » non écrite qui demande aux puissances occidentales de protéger à tout prix Israël, leur plus important allié dans le Moyen-Orient, comme nous l'avons vu dans les dossiers des deux journalistes licenciés de RFI, pour avoir commis le « délit » y relatif. Mais, quoi qu'il en soit, la moralité que nous pouvons tirer (globalement) de cette nouvelle manière d'innover, dans les « services à rendre » aux Africains est que les gestes posés, à travers les structures ainsi créées, même sans produire les effets imaginés par les bénéficiaires, ont réussi tout de même à faire pousser dans l'imaginaire des parties en présence une certaine « passerelle de compréhension » (profitable aux dominants)

Nous pensons à ce nouveau vrai « rituel », dont se servent aujourd'hui à la fois les gouvernants occidentaux et les gouvernés d'Afrique, de présenter à toute fin utile la Cour Pénale Internationale comme un épouvantail lorsqu'il se constate des faits avoisinant les

<sup>298</sup> Cette « loi » visait les criminels de partout et des génocidaires. Elle était régie, en son temps, comme 1) « la loi qui s'applique sans considération du lieu où l'auteur présumé peut-être trouvé », 2) le mode de plainte est la simple constitution d'une partie civile, 3) l'immunité ne met pas fin aux poursuites

<sup>299</sup> Informations tirées de [http://wikipedia.competence\\_universelle](http://wikipedia.competence_universelle), (consulté le 23/12/2010)

« crimes contre l'humanité »<sup>300</sup> dans le chef des dirigeants africains. Le fait accrocheur ici c'est de voir souvent que ce sont les gouvernants occidentaux qui brandissent l'« arme CPI » et arrache l'approbation et/ou le « soutien » des victimes sans que ceux-ci se fasse une idée (parfois difficile à admettre) celle qui voit en leur soutien aux occidentaux, un soutien aux vrais « profiteurs-accusateurs » des crimes condamnés. On ne le démontrera jamais assez, avec les expériences des gouvernants d'Afrique plongés de plein pied dans la « nébuleuse Françafrique »

*b) L'enjeu du contrôle (« exclusif ») de l'auditoire africain*

Une volonté inexprimée de « court-circuiter » les sources d'information capables, tant soit peu, de contrer cette manipulation orchestrée par les puissances occidentales est évidente. L'habitus de dominants, très en éveil chez les gouvernants occidentaux une fois en face des menaces à leurs intérêts, leur a imposé une logique particulière d'informer. Notre observation nous met à cet effet devant une logique biaisée par l'idéologie connue (idéologie du Limes), celle qui prépare les « sources » d'information censées se servir de cette logique dans la lutte symbolique « gagnée d'avance » face à leurs vis-à-vis jugés menaçants. Les gouvernements occidentaux, détenteurs de grands médias internationaux, qui représentent ces Sources, n'ignorent pas qu'ils ne peuvent avoir le monopole en cette matière sensible de « manipulation de l'information », dans leur champ d'action africain. À cause de cette « situation difficile », des précautions adaptées sont prises pour espérer mieux se « positionner », pour une gestion conséquente de l'imaginaire des Africains.

Tout doit se résumer d'emblée par des efforts visant à banaliser la concurrence sur le terrain africain, de par l'existence des faits significatifs suivants : 1) le développement fulgurant des médias privés (tout aussi attrayants que les médias occidentaux)<sup>301</sup> dans un bon nombre de pays africains, 2) les actes réguliers de censure, dirigés contre les médias et aussi les médias internationaux, par les autorités gouvernementales d'Afrique.

Face à la concurrence des médias privés locaux, la ruse de la raison impérialiste a instruit les stratégies occidentales. Ils ont initié une stratégie de "collaboration" entre leurs

<sup>300</sup> On vise la CPI à cause de ses « missions ». Elle a comme mission essentielle « Juger les individus et non les États ayant commis un génocide, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité » cf à ce sujet <http://www.icc-cpi.int/>, *op cit*

<sup>301</sup> Il arrive, effectivement, que les médias privés d'Afrique (radios, télévisions) puissent se distinguer par leur audace et « affrontent » les dictatures politiques de leurs pays. Cela procure un grand attrait.

Grandes radios internationales et les radios privées locales à grande audience, marquée par les « Accords de partenariat » entre les deux camps. À l'instar des autres actions dans les rapports Nord-Sud, le partenariat a pris naissance au début de la décennie '90.

Dans le concret, cette stratégie se traduit par la « l'intégration » des programmes choisis (programmes d'information) dans les tranches de programmes de quelques radios privées locales. C'est un avantage acquis à la faveur du nouveau contexte de transparence qui permet aux Grandes radios occidentales de s'offrir sans peine un autre circuit fidèle d'audience, par procuration. Un tel avantage, nous le verrons dans la troisième partie du travail, leur offre certains atouts précieux dans la lutte symbolique qui doit les opposer à d'autres Agents du champ communication Nord-Sud lorsque leurs intérêts s'opposent.

Face à la censure dans les pays d'Afrique, les mêmes stratégies ont résolu de créer un décor psychologique qu'ils inscrivent dans la logique connue, visant à faire banaliser l'idée de l'imperialisme occidental. Un certain nombre de dispositifs de rentabilisation de l'action des Grandes radios internationales ont été mis en branle avec deux objectifs : 1) donner l'occasion aux auditeurs de contourner les « médias de la censure » ou la censure qui frappe les médias étrangers performants (médias occidentaux), 2) donner aux mêmes auditeurs l'impression qu'ils sont en « harmonie à la fois avec le proche et le lointain ».

L'atteinte de ces objectifs se mesure avec le déploiement, dans les quatre coins du monde (dans quelques villes stratégiques), des « bureaux » et/ou autres représentations de toutes ces Grandes radios internationales. Des correspondants sont alors placés dans les lieux choisis et initient des reportages de divers contenus et/ou nature que diffusent les chaînes concernées.

L'exemple le plus frappant, que nous nous permettons de traiter, est celui de RFI avec ses 600 correspondants éparpillés dans le monde entier<sup>302</sup>. La fiche distinctive de ce cas nous fait dégager une dichotomie différenciant les correspondants en question. Il y a, d'une part, les « correspondants d'utilité professionnelle » installés pour des interventions opportunes dans les tranches d'informations et, d'autre part, les « correspondants d'utilité stratégique » qui servent à « entretenir » l'audience et l'image de ces radios (au-delà de la première utilité leur reconnue). Ils donnent quotidiennement l'espoir aux auditeurs, d'être

<sup>302</sup> Les chiffres sont donnés sur [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr)

« en contact » avec plusieurs coins du monde, et accroissent en plus l'impression que les puissances occidentales leur rendent service

La dernière catégorie est composée des « voix incontournables », auxquelles les publics africains des Grandes radios internationales se sont petit-a-petit habitués, à cause de leur régularité sur les antennes. Ils transmettent des informations en cas d'actualités brûlantes comme ils ne sont parfois utiles que pour des faits divers<sup>303</sup>, l'essentiel étant de faire vivre la réalité (illusoire) d'un monde unique, mondialisé. Un rwandais de Kigali, un congolais de Kinshasa ou un malawite de Zomba, peuvent, dans certaines limites, y croire lorsqu'ils s'habituent avec la conjonction des « signaux » lancés matin et soir du lointain Brésil et d'autres horizons éloignés (États-Unis, Israël, Allemagne, Russie) à travers une célèbre formule qu'utilisent ces correspondants à la fin de leurs reportages. La plupart des auditeurs qui « font régulièrement le tour du monde avec RFI » s'en sont habitués.

Il s'agit de la « formule choc » unique (faite du nom du correspondant concerné et suivi du nom de la ville qui héberge celui-ci, ainsi que de la *marque générique RFI*), que chacun contextualise. On écoute alors, matins et soirs : « Annie Gasmier, Rio de Janeiro, RFI », « Anne Toulouse, New York, RFI », « Marc Leroy-Beaulieu, Berlin, RFI »<sup>304</sup>, « Charles Enderlin, Jérusalem, RFI », « Alexandre Buccanti, Le Caire, RFI », « Siavosh Gazhi, Téhéran, RFI », « Jérôme Bastion, Istanbul, RFI », « Thierry Paresot, Moscou, RFI », etc. Toutes ces « marques » appellent la même attention dans d'autres régions couvertes par RFI, et éloignées de l'Afrique, leurs publics-cibles doivent s'être tout aussi habitués des marques africaines que leur récitent les correspondants de RFI en Afrique, à savoir, par exemple : « Gabriel Kahn, Kampala, RFI », « Serge Daniel, Bamako, RFI ».

L'ensemble de ce panorama, sur le déploiement de RFI, donne un peu l'illusion qu'on est au centre du monde ou qu'on vit un monde très rétréci (un village planétaire) et qu'on est mondialisé. Cela ne peut donc pas ne pas influencer la lutte (symbolique) entre les forces sociales qui se cachent derrière, d'une part, les Grandes radios internationales et, d'autre part, les médias nationaux d'Afrique. Tout dépend de l'ancrage, naturellement,

<sup>303</sup> Le cas le plus frappant est celui d'Anne Toulouse, la correspondante de RFI à New York, dont le travail essentiel est de ne présenter quotidiennement en priorité que des « chroniques » (sensations) sur la vie aux États-Unis.

<sup>304</sup> Marc Leroy-Beaulieu, décédé en 2005, a été remplacé par Pascal Thibault. On s'habitue désormais de la formule « Pascal Thibault, Berlin, RFI ».



du symbolisme de ce panorama et d'autres « avantages » apportées par les Grandes radios internationales dans l'imaginaire des publics récepteurs

**Le proche et le lointain** devenant ainsi des faits abordables, presque avec la même facilité, pour les auditeurs d'atteindre facilement les auditeurs. Le contournement plus ou moins facile de la censure faite par les gouvernements africains devient possible à la grande majorité d'entre ces Africains. Chacune d'actions mises en œuvre par ces gouvernements trouve ainsi un terrain fertile avec le **ploiement calculé** des grands médias en question. L'exemple de RFI nous montre en effet qu'on « investit » les pays cibles par la stratégie de conquérir prioritairement les « champs privilégiés d'audience » dans chacun de ces pays cibles. Il s'agit, en fait, de deux champs représentant les zones à grande densité de la population. On est sans doute la face à une stratégie intelligente appliquée au niveau continental, pour la rentabilisation des structures stratégiques que sont les bureaux de RFI et naturellement les bases militaires françaises.

L'illustration, à partir de l'expérience de RFI-Afrique en RD Congo et ailleurs est enrichissante à la lumière de la sociologie de l'implantation de ses « Émetteurs FM ». On les retrouve dans les villes congolaises suivantes<sup>305</sup> Bukavu (98 FM), Bunia (90,2 FM), Kinshasa (105 FM), Kisangani (105 FM), Lubumbashi (98 FM), Matadi (98 FM). La sociologie de leur implantation nous renseigne donc la que RFI privilégie le « triangle des zones surpeuplées du Congo ». Elle a investi les espaces à fortes densités de populations congolaises, ceux qui partent des régions de l'ouest du pays (le Bas-Congo, avec *Matadi* comme principale ville et la ville de *Kinshasa* la capitale du pays), puis de l'axe allant de ce Bas-Congo vers le Katanga au Sud, en passant par Kinshasa et les deux provinces du Kasai, avec *Lubumbashi* comme ville-phare, ensuite, il y a l'axe de l'Est (la région des Grands Lacs) avec *Bukavu* et Goma<sup>306</sup> comme ville-phare, enfin, de l'axe du Nord et du Nord-Est avec les villes de *Kisangani*, *Bunia* et aussi Gbadolite.

**B Faire face aux enjeux précités en orientant l'action de leurs médias de manière à favoriser un nouvel environnement psychologique, propice à la « négation de soi », chez les Africains pour la perpétuation d'un imaginaire social « bloqué »**

L'ensemble du décor technique plante, à travers le déploiement de RFI, et vivifié par l'action communicative de tous ces médias, produit un environnement psychologique

<sup>305</sup> Source [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr), consulté le 31 juillet 2010

<sup>306</sup> Goma est voisine de Bukavu et il n'est pas exclu que l'émetteur de Bukavu arrose aussi Goma

favorisant l'application intelligente des desseins envisages par les « heros dans l'ombre » que sont les gouvernements occidentaux. Nous le montrons a titre indicatif a l'aide de deux categories d'exemples : une categorie connue a l'epoque de la Guerre froide et une autre, connue a l'epoque actuelle. Les desseins des gouvernements occidentaux pourront être mesurés a la lumiere d'un certain sens commun qui jailli, simultanément, dans les deux exemples, traduisant l'expression d'une domestication des masses.

a) *Des exemples de la « negation de soi », illustree par les representations que certains Africains se font du travail des medias occidentaux dans le contexte et l'environnement psychologiques des annees 1980*

On peut percevoir, a travers beaucoup d'expressions verbales d'appréciation des faits d'actualité, comment les Africains peuvent arriver a se distinguer (sans le vouloir) par la negation de soi. Nous l'avons constaté abondamment dans les années '80, au plus fort de la Guerre froide. Le contexte mondial faisant prevaloir l'utilite de « manipulations propagandistes », pour les puissants (de l'Ouest ou de l'Est), ces derniers s'y engageaient serieusement avec des productions mediatiques abondantes et « orientées ». Mais, elles ne reussiront pas, malgre tout, a bien se defendre a propos des critiques montrant la perniciosite de leurs services<sup>307</sup>. On pouvait alors facilement établir un rapport entre leurs actions et la negation de soi chez les Africains.

La **negation de soi** que nous prenons pour une des indices d'alienation culturelle, a dégager dans les actes de certains Africains, se manifeste dans la tendance de ceux-ci a favoriser implicitement le « droit a être survalorisé » accordé facilement aux Occidentaux au detriment des Africains. Ce phenomene qui va être explicite par quelques donnees de nos archives, dans les pages suivantes, est a classer dans les consequences de ce que nous avons appele les manipulations propagandistes<sup>308</sup>. Un fait politique majeur ayant domine l'actualité mondiale en 1986, en occasionnant des controverses dans le monde et en Afrique nous en a beaucoup instruit. Il s'agit du bombardement par l'aviation americaine des villes libyennes de Tripoli et Benghazi, dans la nuit du 15 au 16 avril 1986, sur ordre

<sup>307</sup> Nous faisons allusion aux accusations fondées portées contre les puissances occidentales notamment sur le caractere nuisible du déséquilibre de l'Ordre mondial de l'information et de la communication injuste imposé par elles (cf le rapport de l'UNESCO sur le NOMIC à la fin des années '70)

<sup>308</sup> Elles sont a reconnaître dans les différents processus de socialisation (par l'Ecole l'Eglise les medias) que les puissances occidentales ont eu à entreprendre ou continuent à le faire en Afrique (noire). En rapport avec la socialisation (« perniciose ») par l'Ecole, lire par exemple Paolo Freire *Pedagogie des opprimés*, Editions La Découverte, 1982. Kalele-ka-Bila, « Ecole aliénation et domestication des jeunes africains », in *Les Dossiers de Mbegu*, Lubumbashi, 1983, Kita Kyakenge M, *Colonisation et enseignement Cas du Zaïre avant 1960*, Bukavu, Editions CERUKI, 1982, etc



du president Ronald Reagan (apres avoir longtemps accuse, sans preuves tangibles, le president Kadhafi, de « soutenir le terrorisme dans le monde »)

Cela nous a instruit lorsque nous sommes entre en contact avec les « réactions » y relatives, de certains Africains Il s'agit de *reactions de lecteurs*, tirees de l'hebdomadaire Jeune Afrique<sup>309</sup>, que ces Africains ont faites pour donner leurs avis sur ce raid americain sur la Libye Tel que cet echantillon se presente a nous, on ne peut parler d'un echantillon representatif (en termes de la qualite des sujets parlants, du mode de leur selection, etc ), il faut plus voir ici la **representativite de l'expression** des sujets, en ce qu'elle donne la « mesure du niveau d'alienation culturelle » que peuvent atteindre certains Africains

Chacune des (quatre) reactions prises en compte, dans ce cadre, nous ont permis d'en deceler certaines idees maitresses « incroyables » traduisant l'alienation culturelle a premiere vue Nous les avons degage et leur avons trouve progressivement des elements de correlation avec ce fleau d'alienation culturelle tant stigmatise en Afrique Quelques « reactions » instructives pour nous sont etalees ci-dessus

*« Je soutiens sans reserve le bombardement americain Je le considere, en effet, comme un acte de legitime defense Mon souhait est de voir le terrorisme reprime chaque fois qu'il se manifeste dans le monde et qu'il vise les interets americains »*

De cette premiere reaction, l'idee incroyable a relever pour discussion c'est le fait que l'Africain qui se cache derriere ait considere l'acte de Reagan (qui est non-conforme au droit international)<sup>310</sup> comme un « acte de legitime defense » L'argument apparent de prendre cette attitude pour de la meconnaissance du droit international ne doit pas, a notre avis, être applique a cet auteur L'autre partie de son discours, la ou il souhaite voir les E-U « reprimer le terrorisme qui vise les interets americains » fait de lui un « fanatique » des Americains, qui se donne de la peine pour defendre une cause pour laquelle ni son pays ni lui-même ne peuvent tirer de dividende quelconque<sup>311</sup> L'oubli de soi est la

<sup>309</sup> Cf *Jeune Afrique* N° 1325, du 28 mai 1986

<sup>310</sup> Le gouvernement des E-U n'avait aucunement ete autorise par les Nations-Unies, l'autorite habilitee en cette matiere, ils se presentaient par-là comme « agresseurs », ayant violé la souverainete de la Libye

<sup>311</sup> On rencontre beaucoup de ces gens parmi les admirateurs du cinema americain Ils se voient valorise en s'identifiant aux « héros » americains que ce cinema, consommé en Afrique, a longtemps valorises Son impact dans l'imaginaire est tel que les fanatiques arrivaient et/ou arrivent encore a se voir mieux dans les sobriquets qu'ils se donnent des noms de ces héros Bill, Zorro, Birt Lancaster, Pecos Lire a ce sujet, p ex Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF, 1955 et Joseph Tonda, *Le souverain moderne Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo Gabon)*, Karthala, 2005

Le deuxième message explicite quelque peu ce qui vient d'être relevé. Il nous permet de trouver de la matière à exploiter pour témoigner de l'oubli de soi, mieux de l'aliénation culturelle comme une réalité implacable dans les sociétés africaines

*« J'approuve à 100% le rais américain. Je ne suis pas contre Kadhafi. C'est un bon révolutionnaire. Mais sa petite révolution avait dépassé les bornes. Après tant de défis lancés à l'Amérique, il fallait que Rambo intervienne. Et il a fait ce qu'il fallait faire : sauver l'honneur de tout un peuple, d'un super-grand. Jurons que le colonel Kadhafi sait maintenant que cette dernière attaque n'est rien, comparable à celles qui suivront s'il ne se tient pas tranquille. 'M'Kubwa ni M'kubwa' le grand reste toujours le grand »*

L'auteur, vraisemblablement congolais de par le recours qu'il fait de cet adage en langue swahili, se met quelque peu dans la peau d'un « exalté » qui fustige « la révolution [de Kadhafi] qui avait « dépassé les bornes » sur fond de fantasmes lui administère par le cinéma américain. Il le prouve lorsqu'il affirme, allégrement, qu'« **il fallait que Rambo intervienne** ». Et lorsqu'il dit « il a fait ce qu'il fallait faire : sauver l'honneur de tout un peuple, d'un Super-grand ». Avec ces propos, on voit que l'auteur se mettait malgré lui dans la peau d'un Américain et se plongeait dans le monde imaginaire (associable à celui

Cette « identité » devait faire applaudir les Africains se trouvant dans la catégorie de gens réfléchissant comme cet auteur face à l'« agressivité légitime » des Américains. En conséquence, cela devait leur faire oublier les contraintes multiples qu'imposent les luttes d'intérêts engageant les forces sociales en présence sur le « champ politique mondial » où les États-Unis agissaient en « **dominant insolent** » et la Libye en « **domine révolte** »<sup>312</sup>. L'élément conditionnement mental expliquerait mieux cet état de chose. Car l'homogénéité des idées, dans ces deux premiers messages semble expliquer cela.

Le troisième message s'aligne bien sur les autres, avec sa particularité de montrer globalement (et a tort) l'existence d'une forte « conscience mondiale unique (ou unifiée) de la sécurité collective » qui doit être menacée par Kadhafi « le dangereux »<sup>313</sup>

<sup>312</sup> Les E-U se présentaient effectivement, en ce moment de la Guerre froide, comme un dominant insolent. L'Afrique en a quelques preuves à brandir dont par exemple ce fait politique singulier : en 1986 au moment où l'Afrique à travers la communauté des pays membres de l'OUA, en avait assez de la guerre civile en Angola et avait mis le « rebelle » angolais Jonas Savimbi au ban des nations africaines, le président Reagan invita et reçut ce dernier avec pompe à la Maison blanche. Cela démontrait l'arrogance des E-U et un mépris indiscutable vis-à-vis de l'OUA et des peuples africains. Kadhafi est jusque-là le chef de l'État africain qui n'hésitait pas à se dresser contre ces comportements insolents et méprisants.

<sup>313</sup> Dans ces années-là, le « terrorisme d'État » attribué à Kadhafi était toléré lorsqu'il s'agissait des amis des E-U (ex : de l'Afrique du Sud raciste qui attaquait constamment l'Angola, le Mozambique).

*« Mes encouragements au president Reagan Stopper les actions de Kadhafi, cette epee de Damocles suspendu au-dessus de la planete, c'est sauver l'humanite d'un vrai danger »*

L'idée d'un Kadhafi dangereux menaçant le monde est saisissable à la lumière des propos qualifiant ce dernier d'« **épée de Damocles suspendu au-dessus de la planète** ». Ces propos font refléter l'alienation mentale ou un quelconque conditionnement mental pro-occidental et anti-Kadhafi de l'auteur et de ses « semblables en raisonnement », pour une des raisons simples suivantes reconnues par beaucoup de spécialistes la planète est en permanence menacée de désintégration à cause de la prolifération des armes nucléaires (que Kadhafi ne possédait pas et dont les Etats-Unis et leurs amis tel qu'Israël sont les plus grands pays producteurs. Cela voudra dire qu'ils ne peuvent « sauver l'humanité » sur ce point comme l'indiquait l'auteur de ce message)

Le dernier message, proche un peu du premier par la « satisfaction sans cause » qu'éprouve son auteur, nous donne une certaine idée sur la personnalité de ce dernier

*« Si je vous écris aujourd'hui, c'est parce que mon cœur est plein de joie. Un proverbe dit 'qui sème le vent récolte la tempête'. Le president Reagan a prouvé au monde entier qu'il est capable de faire front. Ce raid a été tragique dans la mesure où la petite fille adoptive de Kadhafi est morte et deux de ses fils grièvement blessés. Je félicite, cependant, vivement le president Reagan. Qu'il continue s'il le faut »*

Se croire soudainement être rempli de joie face à une conséquence d'un « conflit d'intérêts (stratégiques) » entre deux Etats, en prenant faits et causes pour la partie dont la finalité de l'action sera préjudiciable en définitive aux intérêts de son pays, c'est la réalité qui se présente. Elle ne rend pas moins compte, en même temps, d'un **conditionnement mental** « **nefaste** » de longue date qui fait promouvoir ce qu'il conviendrait de considérer comme de l'« **enthousiasme moutonnier** » chez les cibles touchées par ces médias<sup>314</sup>

*b) Des exemples de la négation de soi, à travers des expressions (verbales) des Africains dans l'appréciation de certains actes valorisant la promotion des valeurs occidentales dans le contexte et l'environnement psychologique de l'après Mur de Berlin*

Nous avons relevé un certain nombre de faits, à titre indicatif, que l'on rencontre à ce sujet à Kinshasa. Nous les tirons du dossier sur le dernier conflit ayant opposé RFI au

<sup>314</sup> Nous pensons l'« enthousiasme moutonnier » comme l'attitude des individus qui arrivent, sous l'effet des actions de « manipulations propagandistes », à s'« oublier totalement » (et à oublier leurs conditions socio-historiques de vie) pour s'investir à soutenir les causes dont ils ignorent la nature des intérêts. Nous avons tiré cette idée de P. Bourdieu et L. Wacquant, *op. cit.*

Gouvernement de la RDC Quelques auditeurs africains, reagissant a chaud a l'annonce (sur les antennes de RFI et sur [www rfi fr](http://www.rfi.fr)) de la decision de la reprise du signal de cette chaîne en RDC, ont avance des propos riches en signification a partir desquels nous nous permettons des **digressions** Des digressions pour chercher a y voir des comportements a comparer avec ceux se rapportant a l'alienation culturelle

Nous considerons 28 « reactions », des auditeurs supposes de RFI (non autrement identifies) qui s'etaient empresses de donner leurs avis et considerations sur [www rfi fr](http://www.rfi.fr), en rapport avec la decision susmentionnee du Ministre congolais de l'Information prise le 15 octobre 2010<sup>315</sup> Leur ensemble constitue un simple materiau de travail pour nous

L'economie desdites reactions, en termes d'elements significatifs rendant compte de l'idee du conditionnement des esprits (associable a l'alienation culturelle) nous permet d'y voir quelques trois categories dans ce lot de messages Il y a 08 « messages equilibres de constatation », 11 « messages objectifs de responsabilite », et enfin 09 « messages hysteriques » Pour de raisons pratiques, nous tirons (et exposons) au moins deux de ces messages<sup>316</sup> de chaque categorie, pour edification sur le rapport « Productions verbales et alienation culturelle », avant les commentaires necessaires a faire suivre C'est la la question qui se pose implicitement a ce niveau Le tableau detaille desdits messages se presente comme suit

#### Messages equilibres de constatation

*« C'est effectivement un immense soulagement pour moi car toute proportion gardee, je m'ennuyais terriblement sans la RFI Je suis a Lubumbashi ou les radios voient le jour, il ne propose aux auditeurs rien de concret Bon retour a RFI surtout a Lubumbashi Sauf que nous n'avons pas encore de signal sur 98FM » [sic]*

*« Nous saluons la reprise des emissions de RFI sur FM en RD Congo, notamment a Kinshasa Nous saluons particulierement Dominique Desauney et toute son equipe*

<sup>315</sup> Nous avons, en effet, pris les 28 premiers messages écrits envoyés au site [www rfi fr](http://www.rfi.fr), apparemment de plusieurs coins du Congo, pour exprimer les sentiments de leurs auteurs en rapport avec ce retour de la « Radio mondiale » en RDC Nous prenons ces messages dans le même esprit, pratiquement, que celui qui nous avait guide pour retenir les quelques « reactions » (citées a la sous-section précédente) des Africains au sujet du raid américain sur la Libye Nous avons en outre la conviction qu'avec ces donnees quelque peu frivoles, il y a une mise en exergue d'une certaine réalite sociale, qui peut contribuer à la prefiguration de ce que peut fournir les données (palpables) de terrain

<sup>316</sup> Ils sont « signés » et affichés le 17 octobre 2010 au bas de la page de l'information en question de RFI, comme il en est d'habitude sur ce site Internet de RFI Il est difficile d'en authentifier les signatures mais l'essentiel pour nous c'est d'analyser ce qui paraît être un ensemble d'éléments du feed back d'un message plein de sens

*de production des émissions de vulgarisation des Technologies de l'Information et de la Communication Sans nul doute, leurs prestations vont devoir se joindre aux efforts locaux de lutte contre la fracture numérique que connaît notre pays Plus on est nombreux, plus la tâche est légère dit-on Bon retour »*

#### Messages objectifs de responsabilité

*« Bon retour à RFI sur les ondes congolaises et je suis sûr que la manière du traitement de l'information sera nettement améliorée non pas seulement par rapport à la RDC mais également aux pays Africains qui souffrent beaucoup de l'injustice tant interne qu'externe Soulagez tant soit peu notre souffrance par un traitement équitable de l'information »*

*« Je suis content quand même du retour de RFI Même si je n'ai jamais été triste pendant toute cette période d'absence Par ailleurs, j'aimerais vous demander de nous aider (nous Congolais), par vos émissions, à mettre en marche le développement de notre pays plutôt que d'attiser des haines entre nous Déjà dans l'article sur le brassage de l'armée congolaise que vous avez publié sur le net ce mercredi, 13 octobre 2010, on sent la volonté de nuire, d'entretenir la division ethnique au Congo Imaginez un peu des militaires français qui refuseraient d'aller se battre en Afghanistan sous prétexte qu'ils ne s'y sentent pas à l'aise »*

#### Messages hystériques

*« Bravo à la RFI notre chaîne d'info tant aimée Mais seulement, on vous entend peut-être à Kinshasa ou Lubumbashi, mais pas chez nous à Matadi Pourquoi ce supplice encore pour nous! »*

*« Merci [RFI] d'être au service des opprimés que nous sommes! »*

Cela étant, il y a lieu de dire que toute critique à appliquer pour donner un sens à ces messages doit logiquement passer par quelques critères appropriés Ainsi, à propos de la première catégorie de ces messages qui font voir le sens de la mesure des auteurs, tout laisse croire en un niveau suffisant d'étude (qui met l'esprit critique en éveil) Leur joie face à la reprise de RFI ne constitue point une occasion de dérapage, dans le raisonnement, comme c'est le cas avec les auteurs de la dernière catégorie Ils font des constats justes en comparant les performances des médias nationaux et de RFI [premier message] ou en relevant les productions « fabuleuses » de RFI (cas de ses programmes sur les NTIC) qui font défaut dans leurs médias nationaux [deuxième message]

Les auteurs de la seconde catégorie se distinguent par une critique propice qu'ils font, à cette occasion, des « exagérations » de RFI après s'être rejouis du retour de celle-ci À cet effet, ils parlent de « l'amélioration de la manière de traiter les informations pour faire la différence avec le traitement de l'information au Congo » [premier message]

ou de « nous aider et non attiser des haines entre nous » (sic) [deuxième message] Ces auteurs n'ont donc pas du tout hésité à stigmatiser les exagérations (vérifiables) de RFI<sup>317</sup> auxquelles les « activistes des droits de l'homme », ayant « combattu » en faveur de cette chaîne, que sont les responsables de JED, n'ont presque pas fait allusion. Il ne serait pas alors illogique, au regard de cette donnée, d'évoquer l'élément conscience historique et politique (en éveil) chez les individus qui peuvent opposer ce genre d'arguments.

La dernière catégorie de messages (9 sur 28, soit 32%), étalent les comportements hystériques de certains auditeurs de RFI qui manifestent un angelisme outre à l'endroit de cette chaîne. Cela doit trancher non seulement avec l'aversion que ces auteurs doivent avoir vis-à-vis des médias « à censure permanente » de leurs pays, mais également avec le conditionnement mental auquel ils ont eu à subir. Les propos tels que « Bravo RFI, notre chaîne d'information tant aimée » [premier message] et « être au service des opprimés que nous sommes » peuvent en être des preuves.

L'argument d'aliénation culturelle s'applique facilement à la catégorie représentée par ces derniers auditeurs. Car le fait pour eux de se rejouer jusqu'à l'extase comme on le découvre, pour célébrer un événement pour lequel d'ailleurs on ne maîtrise pas les enjeux essentiels (et dont la substance des retombées profite à ses « antagonistes historiques »), traduit des insuffisances au niveau de la personnalité.

*c) Nécessité d'un exemple-type d'« imaginaire africain bloqué », pour l'« entretien » duquel on confère des stratégies spéciales d'action aux Grandes radios internationales*

Les messages d'illustration de la catégorie de messages hystériques, étales ci-haut, ne sont pas moins représentatifs d'un « imaginaire africain bloqué ». Bloqué de par tout ce qu'on peut constater de marques d'immobilisme dans le raisonnement de beaucoup d'Africains, incapables de reorienter actuellement leur vision du monde différemment des « acquis » leur « imposés » à l'époque coloniale et à l'époque de la Guerre froide par les « maîtres » occidentaux à travers divers processus de socialisation.

Le chapitre suivant, qui planche sur les stratégies de la lutte symbolique entre les gouvernements occidentaux et certaines forces sociales sur fond de plus d'une expérience des Grandes radios internationales en Afrique, nous éclaircira sûrement sur cet imaginaire.

<sup>317</sup> Nous parlons d'exagération pour ne pas parler d'abus. L'argument à brandir c'est le démenti officiel de la MONUC qui disait ne pas être la source originelle de cette information « litigieuse » diffusée par RFI.

africain bloqué. Mais auparavant et à des fins didactiques nous présentons une illustration très saisissante y afférents, liée à un « fait divers de grande importance politique » pour les Congolais (du pays et de la diaspora) qui nous donne la mesure d'un imaginaire bloqué. Nous tirons cette illustration de quelques gestes des Congolais de Belgique en rapport avec l'« Affaire Armand Tungulu »<sup>318</sup> comme une des démonstrations éloquentes d'un **imaginaire africain bloqué** suite à la vraie « guerre de l'imaginaire » que les dominants occidentaux ont eu à livrer et livrent toujours aux Africains)

Quant à ces faits du 9 octobre 2010, tout tourne autour de la « marche de colère » des Congolais de Bruxelles contre la mort suspecte (à Kinshasa) de Armand Tungulu, un de leur venu en vacances au pays. Nous parlons un peu des circonstances de cette mort au chapitre suivant (section I B). Mais notre problème ici c'est le fait que ces manifestants aient pris comme « point de chute » de leur grande manifestation l'Ambassade des États-Unis en Belgique où ils avaient déposé un « Memo » adressé au président Obama !

C'est tout un symbole qui nous indique que **a)** l'opinion congolaise de Bruxelles, en négligeant les institutions du pays qui les hébergent (le Gouvernement, le Ministère des Affaires étrangères belges), a fait montre d'être imprégnée de l'idée [bien erronée] du rôle de « superpuissance protectrice des valeurs universelles » que représenteraient les États-Unis. Pourtant, cette idée porte de son auto-destruction les « abus de puissance » de ces E-U en Irak, en Afghanistan et jusque même chez certains de leurs alliés qui hésiteront à céder à leurs injonctions (comme nous le verrons à travers le cas français)<sup>319</sup>

**b)** il y a une lutte de positionnement dans l'imaginaire de ces Africains d'une part, entre le « tout grand » pouvoir américain et les pouvoirs européens, et d'autre part entre ces deux pouvoirs occidentaux (américains et européens, pris en tant qu'ensemble de pouvoirs régissant l'ordre mondial) et les pouvoirs africains pris en tant que dominés.

---

<sup>318</sup> Cette affaire nous sert ici de prétexte pour traiter d'autre chose (l'imaginaire des Congolais), nous en parlons plus longuement au chapitre suivant.

<sup>319</sup> Les E-U avaient « puni » la France pour n'avoir pas voulu de participer à la dernière du Golf (voir aussi le chapitre suivant)

### CHAPITRE III DU CHAMP COMMUNICATIONNEL NORD-SUD, RYTHME PAR LES RADIOS OCCIDENTALES COMME 'JEU SOCIAL' ET DOMESTICATION DES AFRICAINS . ETAT DES ESPRITS SUR LE TERRAIN, FORCE DE L'ACTION ET SENS DES REACTIONS Y RELATIVES

Les données recueillies sur le fonctionnement du champ communicationnel Nord-Sud nous indiquent, preuves à l'appui, qu'il s'agit d'un champ des forces différenciées en termes d'atouts et de potentialités dans la lutte (symbolique) qu'ils sont contraints de se livrer. Les gouvernements du Nord (mieux, les puissances occidentales qui entretiennent les radios internationales), ont l'avantage d'avoir un ascendant sur les gouvernements et également sur les opinions publiques du Sud (d'Afrique)<sup>320</sup>, de par le « contrôle » qu'ils ont toujours eu grâce à leur avance sur les plans technologique et organisationnel de principales initiatives ayant fait leur « histoire commune » (coloniale et post-coloniale)

De là, les premières forces ont eu la possibilité, comme nous le savons déjà, de jeter les jalons d'une « entreprise de domination » qui embarque les secondes forces et les autres forces appelées à entrer dans le « jeu » qui se joue désormais sur le champ Nord-Sud à l'aide des Grandes radios (et télévisions) à vocation internationales exploitées<sup>321</sup>. Ainsi, nous verrons que ce jeu sera biaisé parce que reposant sur des « règles du jeu » qui sont édictées par la volonté (camouflée) des dominants d'amener les dominés à accepter et à œuvrer pour un statu quo dans leurs comportements et attitudes dans le but de ne pas porter atteinte à l'entreprise de domination évoquée.

Face à l'objectif logiquement envisageable, dans le cadre des rapports Nord-Sud, de perpétuer la domination à l'aide des actions de communication médiatique, une recette classique existe comme préalable nécessaire : **la domestication des esprits**. Nous l'avons dit au niveau de notre hypothèse sans en donner une illustration concrète. L'occasion est là de le faire, en consacrant la première section de ce chapitre à ce sujet, dans la mesure où elle va à notre avis donner un sens aux sections suivantes. Il s'agit des sections traitant

<sup>320</sup> L'ascendant sur les gouvernements d'Afrique se comprend dans la mesure où il a été souvent démontré que ces derniers sont reconnus pour la plupart être la « fabrication » des pouvoirs occidentaux (cf le cas du Gabon, dont le pouvoir d'Etat est « contrôlé » depuis 1967 au profit de la France par le truchement de la compagnie pétrolière Elf). Tandis que l'ascendant sur les opinions publiques semble s'expliquer par tout ce qui a eu (et se fait encore) d'« actions idéologiques de socialisation » (avec l'école, la littérature, le cinéma et aussi les Grandes radios internationales).

<sup>321</sup> Ces autres forces sont : les Sociétés civiles, les « presses privées », les entrepreneurs d'Afrique.



des « règles du jeu (jeu d'informer et/ou de s'informer) » et de quelques faits de la lutte symbolique engagés entre les Agents qui « s'affrontent » sur le champ communicationnel Nord-Sud. Les facteurs producteurs d'aliénation culturelle sont à clarifier à ce niveau.

### **Section I Une illustration de la réalité « esprit domestiqué » à travers les gestes des Congolais de Bruxelles à l'occasion de l'Affaire Armand Tungulu : commentaire<sup>322</sup> et exposition de la stratégie menant à sa production**

C'est donc pour des raisons didactiques que nous avons essayé de recourir à cette illustration saisissante, liée à un fait divers d'« importance politique » pour les Congolais (du pays et de la diaspora) qui nous donne la mesure d'un imaginaire bloqué. Il s'agit des faits et actes de manifestation de rue, posés par des Congolais de Belgique à la suite de la mort suspecte à Kinshasa d'un de leurs qui se trouvait en vacances au pays, après avoir été emprisonné le 1<sup>er</sup> octobre 2010 sous le motif d'avoir lapidé le cortège présidentiel (selon la version officielle non contredite par des « sources indépendantes »).

Les faits de protestation remontent au 9 octobre, tournant autour de la « marche de colère » organisée à Bruxelles au sujet de ce « meurtre ». On peut dénombrer la marche organisée mais également quelques péripéties ayant émaillé celle-ci. Comme péripéties, il y avait le brandissement des banderoles fustigeant les autorités congolaises et, ce qui est important pour nous, comme déjà signalé, c'est leur point de chute (Ambassade E.U.), une manière d'accuser le gouvernement congolais auprès du « Maître civilisé ».

De cet épisode, nous dégagons l'attitude la plus significative des sujets observés à partir duquel le phénomène de domestication des esprits peut être diagnostiqué dans le cas des manifestants de Bruxelles et, en suite, nous mettons ladite attitude à l'épreuve de quelques faits « souterrains » plus ou moins convaincants qui la justifient.

#### **A L'attitude « naïve » de ces Africains de Bruxelles face à la confusion entre « droit de l'Homme » et « discours sur les droits de l'Homme »**

Tout part de ce symbole fort que représentent les États-Unis pour ces manifestants de Bruxelles qui avaient carrément minimisé les institutions du pays hôte (la Belgique),

<sup>322</sup> C'est une « Affaire d'État » qui s'est produite au Congo-Kinshasa, au dernier trimestre de l'année 2010. Nous nous y accrochons à cause des éléments significatifs (d'aliénation mentale) produits à l'occasion de cette affaire par les Congolais habitant Bruxelles, le 9 octobre 2010. Les détails en sont exposés ci-haut.

auxquelles on recourt traditionnellement en cas de pareille situation (ou les immigrants entrent en conflit avec les dirigeants de leurs pays d'origine) Ni le Gouvernement, ni le Ministère belge des Affaires étrangères n'ont été sollicités, ce sont plutôt les institutions du « plus grand » (les États-Unis) qui les avaient instinctivement intéressés. Il se posera alors la question pertinente de savoir si une telle attitude, « illogique », ne classait pas ces manifestants dans le registre des Africains imprégnés de l'idée erronée que les États-Unis jouaient le rôle de « Puissance protectrice des valeurs universelles »

La réponse à cette question serait plus que positive pour une double raison : ces immigrants connaissent un écartèlement entre une « socialisation téléguidée d'Afrique »<sup>323</sup> et un « enchevêtrement dans le vécu démocratique de l'Europe ». Cela fait que nombreux se nourrissent de l'illusion de jouir réellement et totalement des droits de l'Homme et des libertés démocratiques, et de ce fait idéalisent à outrance la gouvernance des Occidentaux à l'opposé de celle des africains. On s'en rend compte à Bruxelles, par exemple, à partir d'une **attitude très caractéristique** de certains Congolais y résidant : une opposition presque épidermique et généralisée aux idées et actions des gouvernants congolais, voire de ceux de toute l'Afrique, contre des propos laudatifs à l'endroit de Bush, Sarkozy, etc.

Dans ces conditions, où l'imaginaire de ces immigrants est nourri par les illusions d'un vécu quotidien fascinant en matière des droits de l'Homme dans leur pays d'accueil (au regard du « respect absolu », accordé à ces droits à tous les niveaux de la société), il y a possibilité qu'ils tombent dans un piège permanent de l'illusion. Un piège pouvant les prédisposer à l'indifférence candide qui les caractérise et les conduit à cet « alignement idéologique » qu'il font montre face à la confusion bien entretenue (malignement) par les « grands » entre « droits de l'Homme » et « discours sur les droits de l'Homme » à travers l'action de leurs Appareils idéologiques d'État.

Cette indifférence candide, perceptible également sur place en Afrique (chez les Africains du continent), au vu de leurs appréhensions sur les mêmes droits de l'Homme, a des liens « naturels » évidents avec les initiatives et actions occidentales jugées arbitraires

---

<sup>323</sup> Pour la plupart, ce sont des populations qui s'intègrent difficilement dans leur société d'accueil, vivant la vie socio-culturelle de leur pays (par une consommation à outrance des « biens culturels » provenant du pays : nourriture, produits culturels...). Ils vivent aussi la vie politique de leur pays, en participant à des actions politiques (de contestation surtout) comme celle citée liée à l'assassinat de Armand Tungulu, avec un esprit d'opposant forgé par la comparaison à faire entre « les violations endémiques des droits de l'homme » en Afrique d'une part et « les expressions prouvées de libertés » en Occident

ou ce que nous appelons les « abus de puissances » Leurs auteurs ayant tout intérêt à les maquiller savamment<sup>324</sup>, ont aussi tout intérêt à produire des actions de socialisation qui mènent au développement d'une telle indifférence chez leurs victimes. Mais la corruption de l'imaginaire, qui en est l'objectif stratégique pour produire des « esprits domestiques » semble à notre avis peu prononcée (chez les Africains d'Afrique) comparativement à ce que fait transparaître l'imaginaire des manifestants de Bruxelles<sup>325</sup>

La corruption (« parfaite ») de l'imaginaire des manifestants de Bruxelles semble être le modèle d'impact psychosocial que les gouvernements occidentaux organisateurs des services d'information collective orientés vers l'Afrique noire veulent obtenir dans ce continent. Nous essayons de le montrer à la Section II. Mais, avant tout, il y a nécessité, pour saisir la portée didactique de notre démarche dont l'objectif est de saisir le sens de ces attitudes relevées à Bruxelles, de déconstruire les « vérités » sur lesquelles repose ces éléments. Nous y allons en décodant petit-à-petit les faits de coulisses intervenant dans la régulation des rapports entre les États et qui de ce fait ne pourraient favoriser une société mondiale idéalisée (celle pensée par ces manifestants de Bruxelles)

### **B Quelques faits « souterrains » à la base de la confusion entretenue et interiorisée sur 'droits de l'Homme' et 'Discours sur les droits de l'Homme' et justification**

Citons d'abord la violence que les États-Unis idéalisés arrivent à faire sur certains États européens, pourtant leurs alliés (par l'OTAN ou par l'idéologie néo-libérale), dans un esprit proche de ce qui donne l'air d'une « Association d'États malfaiteurs ». Un des actes (impensables pour les non avertis) à citer c'est l'imposition faite à la France par ces E.U., selon plusieurs critiques indépendants (dont Vincent Nouzille)<sup>326</sup>, d'annuler des créances de 04 Milliards d'Euros que l'État irakien (détruit et occupé par les États-Unis) lui devait. Cette injonction entraine dans le cadre des efforts pour la « reconstruction de

<sup>324</sup>Cf, p. ex., Michel Collon qui a démontré que les « interventions pour défendre les droits de l'Homme » faites par les E-U dans le monde de 1965 à 1992 sont des « agressions militaires ». Il démontre un décalage entre les arguments avancés par les auteurs et les buts réels visés, tournant autour de la sauvegarde des intérêts américains dans les pays visés (Michel Collon, *op. cit.*, p. 326). Les cas récents à relever sont les agressions contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye.

<sup>325</sup> La corruption de l'imaginaire des manifestants congolais de Bruxelles tient, comme cela vaut aussi pour les Africains d'Afrique, à leur accommodation aux clichés transmis par les grands médias occidentaux sous le régime d'information combattu hier avec l'idée du NOMIC. Mais le plus « distinctif », chez ces Africains d'Europe, c'est cet « avantage » signalé qu'ils ont, de « connaître les insuffisances » de leurs sociétés (d'Afrique) et de se baigner dans la « démocratie et les droits de l'Homme » en Occident.

<sup>326</sup> V. Nouzille, *Dans le secret des présidents*, Éditions Fayard, 2010. Ces commentaires ont été du site Internet <http://www.rue89.com> (consulté le 12/10/2010). Il est important de souligner ici qu'il n'y a pas eu un démenti formel à cette « accusation » surprenante contre les E-U.

l'Irak », selon le discours occidental fonde sur les « droits de l'Homme », après le renversement illégal de Saddam Hussein<sup>327</sup> La motivation fondamentale en cela, que même les observateurs les moins avisés peuvent avancer c'est ce refus fracassant de la France (dirigée par Jacques Chirac) d'accompagner les E-U dans l'aventure irakienne qui a favorisé cette situation d'une Irak défigurée (politiquement et économiquement) et dont le destin est totalement géré par des puissances agissant à leur propre guise L'idée quelque peu caricaturale d'« association d'Etats malfaiteurs » nous vient de cette situation<sup>328</sup>

Considère, à tort ou à raison, sous cet angle, le « supplice » que les E-U faisaient ainsi subir à la France équivaldrait alors à une « sanction pour la trahison d'un initié qui a enfreint la loi » Il doit en être ainsi, puisque la même France se montrera ostensiblement plus solidaire au camp occidental (et s'efforcera même à prendre le devant des initiatives et des opérations, les concernant tous) à l'occasion de leurs « coups » à venir On le verra, en 2011, avec la précipitation du président Sarkozy à soutenir les « insurgés » libyens engagés à combattre la « dictature sanguinaire » du colonel Kadhafi<sup>329</sup>

L'autre violence, tout aussi significative (faites aux « bonnes consciences »), dont les Etats-Unis sont responsables, c'est cet aveu du général Colin Powell qui reconnaissait son mensonge à la tribune des Nations-Unies (sur les « armes à destruction massive » que devait posséder Saddam Hussein), pour donner crédit à l'invasion de l'Irak que préparait son gouvernement Un tel abus de puissance appuyé par un « mensonge d'Etat » n'aurait pas laissé intact la « crédibilité » (et le mythe) des E-U chez les manifestants de Bruxelles si ceux-ci pouvaient être outillés en renseignements (ou par leur conscience historique) pour comprendre ce qu'on a compris aujourd'hui la Guerre du Golfe était une « guerre du pétrole » provoquée par des dirigeants américains ayant des intérêts dans ce secteur<sup>330</sup>

<sup>327</sup> Illégal puisque fait par abus de puissance des E-U, qui s'y étaient pris contrairement à l'avis de l'ONU

<sup>328</sup> Car, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, etc., et leurs « amis » des pays du Sud ayant participé à la Guerre du Golfe prirent d'assaut l'Irak de manière cavalière et se distribuèrent les marchés pour la reconstruction de ce pays (de manière tout aussi cavalière) Tout ceci en violation des valeurs humaines prônées

<sup>329</sup> Le terme « dictature sanguinaire » est devenu le leitmotiv des discours politiques et médiatiques français quand Kadhafi à qui Sarkozy venait de manifester son amitié trois ans auparavant est en difficulté avec les « insurgés » de Benghazi Sarkozy viendra à la rescousse de ceux-ci et arrachera un « sauf-conduit » de l'ONU (la Résolution 1973) pour faire observer une « zone d'exclusion aérienne » en Libye avant que lui et ses alliés de l'OTAN procèdent à des « frappes aériennes » contre ce pays Cette situation a des similitudes avec celles de l'Irak en 2001 et fait supposer un partage « maffieux » des dividendes [avec priorité à la France après la chute Kadhafi comme les E-U en avaient bénéficié en Irak]

<sup>330</sup> Il y a eu des accusations de « favoritisme », des parlementaires du camp démocrate, contre George Bush qui a accordé le gros des marchés (600 millions de U S dollars sur 2,4 milliards à Halliburton (groupe dont le vice-président Dick Cheney était le patron) Cf Eric Leser, « Halliburton, le principal bénéficiaire de la reconstruction de l'Irak » In <http://www.mafhoun.com/press5/15E16.htm> (cons 9/11/10)

Moralite les dominants americains et leurs semblables ou Allies sont contraints, comme l'atteste le large panorama de leurs structures et institutions d'information ou de communication internationale<sup>331</sup>, de multiplier et d'aiguiser leurs strategies de prise en charge des opinions publiques des pays (du Sud/d'Afrique) dominés par eux. Cela repond a l'imperieuse necessite, dans cet esprit, de rendre ces opinions « inoffensives » a souhait de maniere a ce qu'elles se disposent en permanence a un « alignement moutonnier » tel que les manifestants congolais de Bruxelles l'ont demontre<sup>332</sup>

Les manifestants congolais de Bruxelles, dans leur conception de la hierarchie des Etats par rapport au rôle (positif) attendus d'eux dans la regulation de la vie internationale actuelle, se presentent alors comme des modeles-type d'hommes a produire. Car l'habitus de domines deployes par ces manifestants est impregne d'une sorte d'une « ideologie de la Mondialisation declaratoire » (mondialisation vue sous son aspect 'impressionnant' de « la capacite de tous a communiquer avec tous en temps reels »). On peut interpreter, de maniere caricaturale, l'attitude de ces manifestants en essayant de leur prêter ces propos supposes appartenir a certains d'entre eux qu'on peut retrouver sur Internet : « CNN nous a montre comment les dictateurs Noriega (Panama), Saddam Hussein (Irak), et d'autres, ont ete bien severement corriges par les Etats-Unis pour cause de « violation des droits de l'Homme », « supplions Obama de nous aider a nous debarrasser du dictateur Kabila »

Nous expliquons l'attitude de ces « admirateurs » par l'activation d'un habitus de domines fortement colore par l'ideologie evoquee de la Mondialisation declaratoire. Il les met en permanence en situation de n'appréhender les realites sociales que **comme le leur suggerent leurs organes de sens, sans aller au-dela du visible**. Un tel habitus contribue

<sup>331</sup> Pour prendre l'exemple de la France, a part les structures du secteur audiovisuel (avec RFI, TV5, France 24, CFI), un Rapport du Sénat français dit qu'« on dénombre actuellement 144 Centres et Instituts culturels auxquels il convient d'ajouter 27 Instituts de recherche a l'étranger » (cf. Senat, *Rapport d'information* n° 458, Session ordinaire 2008-2009). Avec cet éventail d'instruments ideologiques, toutes les chances sont a la France pour une prise en charge « rentable » des opinions publiques etrangeres. On peut le comprendre a partir du caractere strategique avéré des trois principales missions reconnues a ces structures selon la source citée : 1) l'enseignement de la langue française, 2) la diffusion et la programmation culturelle et, 3) la fourniture de documentation et d'informations sur la France.

<sup>332</sup> Alignement moutonnier de ces Congolais sur l'image valorisante que se donnent les E-U (en se montrant pourvoyeurs de solutions aux problèmes des pays faibles), en recourant à eux dans l'espoir de résoudre les problèmes de gouvernance au Congo, sans penser aux abus de puissance causés par ces Etats-Unis. Nous mettons dans le même panier les « insurgés » de Bengazî, en Libye, qui avaient demandé et obtenu l'« aide » de la France pour renverser Kadhafi (mars 2011). Les chaînes internationales de télévision ont eu a montrer leur « joie immense » face à ce soutien de la France, à leur révolte, ne se référant aucunement pas au sort actuel de leurs semblables irakiens qui avaient dans les mêmes circonstances manifesté leur joie à l'endroit des « sauveurs » americains qui se révèleront être des vrais envahisseurs (et pilliers) de leur pays.

a la production des Africains dispose a banaliser ou a relativiser continuellement l'idee (juste) d'un imperialisme occidental persistante en Afrique en depit de la Mondialisation Il deviendra un grand avantage a capitaliser pour les pouvoirs occidentaux mus, eux, par un habitus de dominants (devenu tres actif, de par la force de l'ideologie neo-liberale)

**C Agir a travers une « distorsion normale » du discours mediatique sur et pour le Sud comme strategie intelligente pour la production des « esprits domestiques »**

A ce niveau nous nous sommes attarde sur ce qui parait être un « deblayage intelligent du terrain », dans l'entreprise sociale en question, de domestication des esprits, dont l'objectif strategique lui assigne (par les dominants occidentaux) est en definitive la rentabilisation de la communication Nord-Sud de l'ere de la Mondialisation au profit de ces derniers Cette intelligence se deploye, nous l'avons observe sur le terrain, sur fond d'une exploitation d'au moins deux facteurs susceptibles de perturber la personnalite de l'homme (du domine) dans un sens ou dans un autre les **emotions** et la **sensibilite**

Il va ainsi de soi, dans le contexte de la lutte symbolique d'interêts sevrissant sur le champ communicationnel Nord-Sud, que ce sont sans doute les emotions et la sensibilite des auditeurs africains des Grandes radios internationales (en tant qu'Opinions publiques) qui sont vises Cela est clair etant donne que c'est aux opinions publiques que reviennent l'arbitrage des luttes entre dominants et domines sur un champ communicationnel , on s'en aperçoit a travers certaines attitudes et certains comportements des Agents du champ communicationnel Nord-Sud Ainsi, les dominants du Nord et ceux du Sud (representes par leurs deux gouvernements) ont tous interêt a reussir a dompter les opinions publiques a leur portee pour leurs besoin de « securite » et de « viabilite » sur leur champ commun d'action Les premiers ont ainsi le loisir d'imposer allegrement leurs abus de puissance alors que les seconds tiennent a la « couverture populaire » contre ces types d'abus<sup>333</sup>

Dans le concret, cependant, tout semble être determine par l'action des dominants occidentaux desquels partent les initiatives dans ce processus de communication , tous les acteurs n'agissent qu'en « reaction » a cette action, comme nous le verrons dans la suite

---

<sup>333</sup> Pour ce dernier cas de figure, nous voyons les gouvernements du Sud qui ne sont pas resoluement alignes (idéologiquement et politiquement) sur les puissances occidentales et pour lesquels ces dernieres entrent en lutte symbolique avec eux Pour ces types de gouvernement du Sud, réussir a avoir de son cote la totalite ou une partie de son opinion publique nationale est sécurisant comme on le voit a Cuba, on a eu a le voir en Somalie lors de l'agression américaine de 1994 (les agresseurs sont rentres sans avoir reussi a capturer le leaders somaliens recherché par eux le général Mohamed Aidid), etc

du travail. Alors, de notre observation, il nous revient de constater que ces dominants de premier niveau (les Occidentaux) font de leur action une « offensive intelligente » au sujet de laquelle ils ont imprimé et sont parvenus à imposer<sup>334</sup> une « **logique à trois idéaux** » à suivre dans les « hostilités » à engager. Il s'agit de l'effort permanent qu'ils fournissent et pour lequel ils tiennent à faire accepter les résultats à leurs publics-cibles afin que les informations diffusées par eux entrent à tout prix dans les **trois registres exclusifs** de l'*idéalisaton*, de la *diabolisation*, et de la *neutralité coupable*.

Pour clarifier davantage notre observation, disons qu'il doit être question, en fait, d'un effort que ces gouvernements déploient dans le but non avoué mais compréhensible de masquer leur **volonté naturelle de produire indéfiniment des abus de puissance**. Ils créent, en conséquence, des conditions psychologiques utilitaires pouvant les aider à faire légitimer les actions de leur « projet pour la survie des puissances occidentales à l'ère de la Mondialisation ». Des actions qui appellent une action communicative stratégiquement dosée, à orienter vers la d'où peuvent leur venir les « dangers » depuis les sociétés du Sud, laquelle (action) trouve de sens dans un principe appliqué dans le fonctionnement de leurs médias internationaux : **produire une « information à la tête du client »**.

Le « client », sur qui s'applique ce principe implicite, c'est à la fois les États et les Chefs d'État du Sud et d'autres types d'acteurs actifs de la vie internationale qui peuvent produire des faits qualifiables d'« informations » susceptibles de médiatisation (par les moyens d'information collective disponibles). Seulement, cette application varie ici non de par la valeur (ou encore l'importance) de l'information à médiatiser dans les sociétés réceptrices mais en fonction de la valeur et de l'importance sociales de cette information en rapport prioritairement avec les desseins hégémoniques des puissances occidentales.

Un certain nombre de données liées à la vie (ou au fonctionnement) de quelques acteurs de la vie internationale qui se singularisent par rapport à la « logique des choses » dans les relations internationales (ou, mieux, dans l'espace Nord-Sud) sont là pour nous édifier sur la « normalité », constatée ou vécue, de la distorsion du discours médiatique.

<sup>334</sup> Grâce aux pouvoirs explicites et implicites leur reconnus. On peut citer leurs grands dispositifs matériels et technologiques ainsi que l'« aura » de "Puissances mondiales" revêtues de certains pouvoirs politiques et/ou diplomatiques conférés par la géostratégie mondiale [c'est le « pouvoir explicite »]. Il y a surtout le très symboliquement appréciable « droit de nommer » [« pouvoir implicite »] acquis grâce à la force des premiers pouvoirs cités.

occidental Nous avons déjà évoqué le cas de la diabolisation de chaîne de télévision Al Jazeera laquelle ne cesse de se singulariser en matière d'information en allant à contre-sens de la logique établie de la « communication verticale »<sup>335</sup>, dénoncée en son temps dans le *Rapport Mc Bride* que nous citons à l'introduction du travail Citons également les Etats d'Afrique et leurs Chefs, qui subissent cette « injustice » de grands médias internationaux sur la base indiquée (du souci de la sauvegarde des desseins hégémoniques des puissants) Les explications sont à trouver dans ce qui suit

*a) La Libye et le Zimbabwe, pays à chefs d'Etat diabolisés à outrance*

Le président Kadhafi de la Libye se présentait comme la grande « bête noire » des médias occidentaux, même si ils lui accorderont quelques temps de répit<sup>336</sup> Les actions de diabolisation dont il a été constamment victime entre en ligne de compte de la lutte que les puissances occidentales étaient contraintes de lui livrer dans le but de briser tout le mythe qu'il représentait auprès de nombreux Africains et, sûrement aussi, dans le but de « **reconnecter les Libyens au système des valeurs universelles** » partagé par tous les autres Africains et auxquels ces derniers échappaient par la volonté de Kadhafi<sup>337</sup>

Avec les « innovations politiques » dans la gestion de l'Etat libyen, amenées par Kadhafi et l'indépendance d'esprit ainsi qu'une certaine audace politique qui caractérisait ce dernier, la Libye de Kadhafi se présentait un peu comme le **seul vrai Etat souverain** d'Afrique On a constaté en effet pendant 40 ans, que le gouvernement de Kadhafi prenait ses grandes ou petites initiatives d'orientation de la vie de sa nation indépendamment du facteur « ingérences extérieures » que les dirigeants africains ont intériorisé (jusque dans

<sup>335</sup> Une communication à sens unique (allant de haut en bas) qui permet au Nord de transmettre ses données (idées, informations, images...) sans que le Sud ait la possibilité ou le droit de faire de même avec le Nord Pour apporter réparation à cela, L.R. Beltran propose un modèle contraire (une « communication horizontale » à ce sujet, lire R. Beltran, *L'adieu à Aristote la communication horizontale*, (Document de l'UNESCO, N° 48), s.d)

<sup>336</sup> Kadhafi, qui a montré son indépendance d'esprit vis-à-vis des puissances occidentales depuis sa prise de pouvoir en 1969 et qui ne s'alignait pas sur les voies tracées par les maîtres du monde, était devenu un homme à abattre Accusé, à tort ou à raison, de terrorisme d'Etat, et sanctionné parfois sévèrement (cf le bombardement de ses résidences de Tripoli et de Benghazi en 1986 et aussi l'embargo de près de 15 ans suite aux accusations d'avoir commandité le célèbre **Attentat de Lockerbie** en 1988 ayant coûté la vie à 290 personnes, et enfin l'attaque de l'Otan qui lui sera fatale, en 2011) Il connaîtra un temps de répit de 5 ans (2006 à 2011) lorsque ses relations avec les Etats-Unis se rechaufferont en 2006 après qu'il ait accepté « de mettre fin à son programme de développement d'armes de destruction massive » et qu'il ait payé 2,7 milliards de dollars d'indemnisation aux familles des victimes de Lockerbie (cf [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr))

<sup>337</sup> Ces populations sont pratiquement déconnectées des réalités politico-sociales « à l'occidentale » à cause d'une socialisation politique originale leur imposée par Kadhafi pendant des années (avec sa **démocratie** originale basée sur les **Comités populaires**, sans commune mesure avec les institutions occidentales)



leurs formes « injurieuses »)<sup>338</sup> Il devait alors, « normalement », devenir un « rebelle à abattre » pour les Occidentaux, ceux-ci avaient tout intérêt à se prémunir du « risque » de voir Kadhafi faire des émules dans les pays africains « conquis » par eux

Distiller régulièrement des informations nuisibles à Kadhafi était donc une priorité vitale pour l'Occident qui, logiquement, devaient escompter deux résultats majeurs dans cette entreprise imperialiste **briser la flamme révolutionnaire que tenait Kadhafi et ramener les Libyens au niveau des autres Africains** à l'imaginaire corrompu et rempli de clichés et des symboles d'aliénation (p ex l'idéalisation des « aides » occidentales, la résignation vis-à-vis des « remèdes économiques du FMI et de la Banque Mondiale », l'adhésion aveugle aux discours sur les droits de l'Homme et la démocratie )

Le Zimbabwe n'a pas le destin de la Libye mais Robert Mugabe, son président se distingue ces dernières années par le refus du diktat des puissances occidentales comme l'a fait Kadhafi. La « lutte » de son gouvernement avec les gouvernements occidentaux a une base économique, Mugabe ayant nationalisé les terres des colons « blancs » pour les redistribuer aux noirs démunis, a suscité la colère des pouvoirs occidentaux comme ils ne l'ont jamais manifesté avant en face des « droits aux terres » des zimbabwéens de race noire. Ainsi, les arguments de dictature et de violation des droits de l'homme seront constamment appliqués à Mugabe par les politiques occidentaux qui seront relayés par les grands médias occidentaux. On comprend que ces accusations tout-à-fait « malveillantes » demeureront pendantes aussi longtemps qu'il n'y aura pas marche arrière de Mugabe.

*b) Le Gabon et le Burkina Faso, pays à chefs d'Etat idéalisés*

Au moment où les dirigeants de la Libye et du Zimbabwe sont matraqués, à cause des faits relatés, ceux du Gabon et du Burkina Faso se présentent et sont idéalisés puisque « Amis de l'Occident ». Leur appartenance à la Françafrique et leur promptitude à accepter le diktat sont des atouts qui semblent jouer en cela. Les deux étaient bien soutenus pour jouer le rôle de « médiateur » dans leurs régions géographiques respectives à cause de leur expérience et leur « sagesse » vantées par les médias occidentaux. Ils seront tous les deux idéalisés et soutenus, sans que Bongo fasse les frais de son nepotisme.

<sup>338</sup> Injurieuses, p ex lorsque les puissances occidentales exigent la révision des « contrats signés avec des partenaires librement choisis » comme ce qu'elles ont fait en RDC (cf *Les Contrats chinois*, qu'elles ont combattu vigoureusement « pour que le Congo ne devienne pas surendetté » )

avere<sup>339</sup> (comme le fera durement Kadhafi en 2011, un Kadhafi pour qui cette « tare » était régulièrement brandit par les mêmes Maîtres du monde comme un des méfaits à cause desquels il devait disparaître)<sup>340</sup>

*c) La Tunisie et le Burkina, pays envers lesquels les Occidentaux affichent une 'neutralité coupable' face aux abus de leurs chefs d'Etat*

Les grands médias occidentaux, à la suite des dirigeants politiques du même camp occidental, n'ont cessé d'afficher une « neutralité coupable » face aux abus manifestes de certains Chefs d'Etats africains (de leur obédience idéologique) dont les présidents Blaise Compaore (Burkina Faso) et Ben Ali (Tunisie)<sup>341</sup>. Les deux sont arrivés au pouvoir après un coup d'Etat militaire, en 1987 (plus de 23 ans de règne pour chacun), et s'illustreront par une répression féroce des opposants et des journalistes. Mais, ils seront « gratifiés » par les Occidentaux qui les soutiendront bizarrement dans certaines de leurs actions grâce auxquelles ils obtiendront les « faveurs implicites » des médias d'Etat occidentaux et de certaines institutions internationales « regentées » par les pouvoirs occidentaux.

S'agissant de cette gratification il y a à citer entre autres l'honneur (paradoxal) fait à un président Ben Ali, auteur notoire d'actions de « bâillonnement » de la presse et des libertés individuelles, d'accueillir à Tunis le *Sommet mondial de la société de l'information* (en 2007) qui a eu à regrouper au moins 5 000 participants venus du monde entier<sup>342</sup>, et le privilège (tout aussi immérité) accordé au président Compaore d'être désigné (en 2010-2011) le « médiateur attitré » dans les conflits en Afrique de l'Ouest (avec le soutien de la France). Lui, autocrate, supervisera ainsi les négociations pour la recherche de l'équilibre démocratique en Guinée et en Côte d'Ivoire avant qu'il soit désavoué par l'un des camps de belligérants ivoiriens (celui de Laurent Gbagbo) et que son régime soit presque au

<sup>339</sup> Pour prendre toute la mesure du népotisme de l'ancien président gabonais, Omar Bongo, lire le livre de Stephen Smith (S. Smith, *Népotisme Pourquoi l'Afrique meurt* Paris, Calmann-Lévy, 2003, pp. 142-144).

<sup>340</sup> Cette accusation est évoquée avec instance par les médias occidentaux, en cette année 2011 marquée par les « frappes aériennes de l'OTAN contre la Libye sous prétexte de protéger les populations libyennes contre les « violences » de Kadhafi. L'autre accusation évoquée contre Kadhafi, qui n'a pas visé Bongo, ce sont ses 42 ans de règne. Il y a **flagrance** parce que Bongo en était épargné (lui qui est mort dans sa 42<sup>ème</sup> année de règne (1967-2009)), seuls les 42 ans de pouvoir de Kadhafi indisposaient !

<sup>341</sup> Cela vaut pour le président Ben Ali jusqu'en janvier 2011, date de la chute de son régime à la suite d'un grand soulèvement populaire baptisé « La révolution du Jasmin ».

<sup>342</sup> C'était une grande rencontre suggérée par l'*Union Internationale des Télécommunications* (UIT) avec le soutien de l'UNESCO, sans qu'il y ait veto des Occidentaux contre ce « violeur » des droits de l'Homme.

même moment sérieusement secoué par une forte vague de contestation populaire en avril 2011 qui semble d'ailleurs ne pas fléchir<sup>343</sup> !

En dernière instance, la variation « opportuniste » des comportements et attitudes constatées des Occidentaux vis-à-vis des grands acteurs africains se repercutera sur la prise en charge des public-cibles des Grandes radios internationales. Comme déjà signalé, nous y voyons une **action impulsée par l'habitus de dominants** qui suggèrent une corruption de l'imaginaire des Africains et la « mise à contribution » de l'habitus de dominés

Dans ce « jeu », s'il faut le préciser davantage, il y a à classer les « dominants » (les gouvernements occidentaux) qui orientent ce processus, les « dominés-dominants » (les gouvernements africains) qui ont un ascendant sur les auditeurs (vrais « dominés »), qu'ils prennent en même temps en charge, en matière d'information, à l'aide des médias publics nationaux, les « dominés-privilegiés » (les autres acteurs ayant la possibilité, soit de prendre aussi en charge les mêmes auditeurs en information à l'instar des propriétaires des médias privés, soit de prétendre défendre leurs droits d'être d'informés). Par ailleurs, notre observation a montré que les agents de la toute première catégorie considérée (celle des dominants) s'investissent beaucoup et intelligemment dans ce processus dans le but de bien contrer la « concurrence » dans toutes ses formes.

## **Section II De l'action d'informer les publics africains comme une « offensive intelligente » contre les forces avec lesquelles on est en concurrence**

Toutes les raisons avancées par les gouvernements occidentaux dans l'explication de leur action de prise en charge des publics du Sud (africains) en matière d'information collective, ne sauraient contredire la réalité évidente que leur habitus de dominant en soient le facteur déterminant primordial. Avec l'idéologie néo-libérale, notre argument ci-haut d'un « face-à-face » contraignant entre l'habitus de dominants et celui de dominés

<sup>343</sup> Ces exemples illustrent la neutralité coupable qu'affichent les gouvernements occidentaux, relayés par leurs médias internationaux, face aux abus de leurs « protégés ». Ils iront plus loin, comme en janvier 2011, avec ce que le *Monde.fr* qualifie de proposition « effrayante » de la Ministre française des Affaires étrangères Michele Alliot-Marie d'aider le président Ben Ali à mater les manifestants tunisiens qui réclamaient son départ. Elle disait : « *le savoir-faire reconnu dans le monde entier de nos forces de sécurité permet de régler des situations sécuritaires de ce type* » (cf. *Le Monde.fr*, « Tunisie : les propos 'effrayants' d'Alliot-Marie suscitent la polémique », en ligne sur <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/13/tunisie-les-propos-effrayants-d-alliot-marie-suscite>, consulté le 22/2/2011).

nous fait sous-entendre des possibles d'initiatives « belliqueuses »<sup>344</sup> qu'il importe (pour les Acteurs qui en ont les moyens) de masquer par une « communication intelligente » a exploiter si l'on veut « aveugler » indefiniment les victimes Cette proposition vaut donc, en fait, pour les dominants en tant que sources des informations a transmettre

Partant de l'esprit des rapports dominants/domines et de la lutte symbolique qui en decoule forcément (entre les acteurs de ces deux camps opposes), l'observation du cas de l'Afrique nous amene a y deceler deux actions simultanees des dominants attribuables a leurs efforts pour la production d'une communication intelligente La premiere peut se resumer en un effort pour la fidelisation des recepteurs de leurs medias , la deuxieme peut se comprendre comme un effort pour la « capture des esprits », action qui se complete avec la precedente pour les besoins de la cause

#### **A Chercher à informer de maniere à fidéliser son auditoire une façon d'affaiblir les forces concurrentes avec leurs medias**

Toutes les strategies, deja enumerees, utilisees par les gouvernements occidentaux dans le but de fructifier les programmes de leurs radios internationales en Afrique (p ex la multiplication et l'essaimage des relais-FM et les Accords de partenariat qu'ils signent avec les radios privees locales a succes), aboutissent si pas a l' « aneantissement » des medias nationaux des pays vises mais a leur « decredibilisation » Ceci dans la mesure ou ceux-ci se revelent bien incapables, par rapport aux performances de leurs concurrentes occidentales Les mêmes « tares » doivent naturellement affecter les Acteurs africains qui font fonctionner lesdits medias (les gouvernements et societe civile du Sud)

La strategie la plus « devastatrice », pour les domines/dominants qui peuvent par elle perdre leur audience et surtout leur credibilite et pour les recepteurs qui a la longue peuvent faire montre d'imaginaire corrompu, est celle que Serge Halimi et Arnaud Rindel qualifie de « **fable morale** »<sup>345</sup> Ces auteurs français critiquent leurs « Grands medias », dans leur presentation de l'actualite internationale, et explicite cette idee de fable morale en montrant que leurs Grands medias internationaux informent leurs publics-cibles *a base*

<sup>344</sup> Belliqueuses parce qu'elles refletent l'intention de chercher à se disputer, a toutes les occasions, avec ses vis-a-vis, avec violence (ici il s'agit naturellement de la violence symbolique)

<sup>345</sup> Cf S Halimi & A Rindel, « La conspiration Quand les journalistes (et leurs favoris) falsifient l'analyse critique des medias », in *Revue Agone*, N° 34, 2005, pp 43-65

*d'affrontements binaires entre le Bien (chez les Occidentaux) et le Mal (chez les autres), de portraits de grands hommes (tantôt heroiques, tantôt malefiques)*

Cette maniere d'agir ne cache pas moins l'intention de provoquer les emotions ou de reveiller la sensibilite des recepteurs Ces deux situations, qui relevent de l'intelligence strategiqueensee meubler l'offensive strategique pour la rentabilisation des actions de la communication Nord-Sud que ces dominants veulent continuer a regenter, sont vecues en Afrique Nous le jugeons, s'agissant d'abord des emotions provoquees sur les recepteurs, par une illustration tiree des attitudes des puissances occidentales (membres de l'OTAN) face a la « crise libyenne » de 2011 et une deuxieme illustration tiree des « profondeurs » de la memoire des nos enquetes de Kinshasa

*a) Un exemple represente par le « Mal libyen » qui « merite d'être detruit » par le « Bien occidental » les 6000 morts en quelques jours de contestation du pouvoir de Kadhafi*

La crise militaro-politique vecue par la Libye dans le contexte des revoltes dans le monde arabe nous a permis de connaître cette autre maniere occidentale de captiver les recepteurs de leurs medias Elle consiste ainsi pour ces medias a s'accrocher sur quelques faits « effrayants » (generalement non fondes) qui concordent avec les objectifs politiques de leurs dirigeants, a l'instar de ceux ayant amene en son temps ces medias a maquer les esprits avec la desormais terrible « information mensongere » du **Charnier de Timisoara**

Une information a peu pres analogue a ete exploitee par les dirigeants occidentaux relayes par leurs medias, contre le president Kadhafi celle donnant au monde le bilan de ce qu'ils ont appele les « massacres des populations civiles par l'armee de Kadhafi » Elle leur a permis d'obtenir une adhesion non negligeable des opinions publiques (africaine et internationale) et, jusqu'a reussir a convaincre le Conseil de securite des Nations-Unies a voter la Resolution connue dont l'OTAN se servira pour s'engager progressivement a la destruction du dispositif de securitaire libyen Ce bilan est de 6 000 morts en quelques jours seulement d'affrontements entre l'armee nationale et les « Insurges » de Benghazi

Seulement, il faut connaître les details ainsi que l'origine et la logique reelles de cette information pour en saisir la proximite avec celle du Charnier de Timisoara (ainsi que ses implications possibles) Elle est livree au public, a Paris, le mercredi 2 mars 2011 par le porte-parole de la Ligue libyenne des droits de l'homme (Ali Zeidan) Celui-ci dit,

entre autres, dans son propos repris par d'innombrables medias occidentaux et africains que *"Le nombre de victimes pour tout le pays est de 6000, dont 3000 a Tripoli, 2000 a Benghazi et 1000 dans d'autres villes, comme Zawiyah ou Zenten"*<sup>346</sup>

Ce bilan est plus que catastrophiste, a notre avis, puisqu'une fois associee a ceux des sources plus « credibles » telle que la FIDH qui parlait (quelques jours auparavant, le 23 fevrier 2011) de 640 morts<sup>347</sup>, on conclurait volontiers que les hommes de Kadhafi doivent normalement avoir tue plus de 5000 libyens en seule semaine de « repression ». Mais la distribution provinciale (etonnante) des chiffres presentes dans ce bilan (avec des chiffres « bien ajustes »)<sup>348</sup> fait que ce bilan se presente comme fantaisiste et c'est l'avis partage par certaines sources occidentales se presentant comme competentes et serieuses. Parmi elles le *Centre International de Recherche et d'Etudes sur le Terrorisme et l'Aide aux Victimes du Terrorisme* (CIRET-AVT) qui a eu a envoyer une « mission d'enquête » en Libye (dans les deux camps en conflit). Leur rapport, que diffusera RFI, en dit ceci<sup>349</sup>

*l'information reprise par les medias occidentaux selon laquelle l'aviation du regime aurait bombarde Tripoli est parfaitement inexacte aucune bombe libyenne n'est tombee sur la capitale, même si des affrontements sanglants semblent avoir eu lieu dans certains quartiers*

*La même erreur est deliberement commise quand les medias arabes et occidentaux affirment que le regime a tire sur sa propre population. La mission s'est rendue sur place et n'a rien constate de tel*

Cela etant, le probleme qui doit se poser n'est pas tellement ce bilan catastrophiste mais la maniere dont celui-ci a ete brutalement recupere par les dirigeants occidentaux et mediatise comme tel par leurs medias pour en faire un cheval de bataille. Et ils en ont tire

<sup>346</sup> Nous reprenons au hasard l'extrait publie par le site Internet du quotidien français *Le Figaro* que nous avons retrouve d'ailleurs sur d'autres sites de journaux (cf « Libye le nouveau bilan de 6000 morts », in <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/02/97001620110302FILWWW00548-libye-nouveau-bilan-morts.php>, consulte le 12/3/2011

<sup>347</sup> La même source ci-haut nous parle du bilan gouvernemental libyen (300 morts au total) et de ceux des « milieux diplomatiques » [sans doute occidentaux] avec 1 000 et 2 000 morts

<sup>348</sup> Bien ajustes au regard de la distribution ordonnancee de ces chiffres 3000 soit la moitié pour Tripoli la capitale, 2000 soit les 1/3 pour Benghazi la seconde ville du pays et 1000 soit le 1/6 pour des villes dont on a curieusement pas de precisions (l'auteur parle de la ville de Zawiyah ou celle de Zenten). Ce tableau presente les choses comme si on etait en face d'une vaste operation de tueries, faisant tomber un a un des civils libyens alignes, a cet effet, dans les villes citees, permettant ainsi un comptage facile des victimes

<sup>349</sup> *Centre International de Recherche et d'Etudes sur le Terrorisme et l'Aide aux Victimes du Terrorisme*, « Libyen un avenir incertain. Compte-rendu de la mission d'évaluation aupres des belligerants libyens », Mai 2011, <http://www.rfi.fr/afrique/20110613-libye-islamistes-CNT-experts-fran%C3%A7ais-> (telecharge le 14/6/2011)

un des benefices immediats escomptes l'accroissement de l'attention des Africains, pris par l'emotion, sur leurs informations pour suivre l'évolution de la situation sur le terrain

*b) Quand les strategies percutantes d'information arrivent a marquer considerablement et « negativement » la memoire des auditeurs d'Afrique noire*

L'attention des Africains aujourd'hui sur les medias internationaux peut avoir des consequences durables sur l'imaginaire chez les recepteurs fidelises Nous l'avons verifie au cours de notre enquête en pensant aux experiences captivantes du passe A partir d'une double question fermee a essence retrospective, nous avons voulu creuser sur la memoire des enquêtes dans le but de nous faire une idee plus ou moins juste sur un certain '**impact durable**' que produit ces medias en Afrique a travers leur action a strategies intelligentes

Cette double question a ete libellee comme suit « *Avez-vous de souvenirs d'une ou de plusieurs informations 'precieuses', diffusees par l'une ou l'autre de ces radios, qui sont gravees dans votre memoire ? Pourquoi ce souvenir ?* » Les reponses obtenues sont traitees dans l'optique de l'Analyse qualitative suivant la technique de l'« analyse de contenu » dans son approche developpee par Michel Dorais<sup>350</sup> Ainsi, les reponses a la question principale, de la majorite de nos enquêtes (Enseignants et Etudiants) nous ont permis de capter leurs intentions premieres telles qu'elles doivent avoir ete « façonnees » par l'image qu'ils se font de l'action de Grandes radios internationales Elles (intentions) seront confirmees, pour beaucoup, par les reponses (complementaires) a la sous-question

En suivant les etapes de l'analyse de contenu<sup>351</sup> choisies dans ce travail, l'examen des reponses reçues des repondants en rapport avec notre double question nous a amene a degager trois categories d'analyse de l'ensemble du contenu des reponses de chacun des deux groupes d'enquêtes Ce sont les « reponses refletant la fascination », les « reponses refletant une edification marquante » et les « reponses refletant de l'insouciance »

En commençant par le groupe d'enquêtes/Etudiants, l'element « reponses refletant l'insouciance » fait leur apanage exclusif, les Enseignants n'ayant pas avance la reponse « Rien a dire » comme eux (1/5 des repondants) au sujet de la preoccupacion de connaître leurs « souvenirs d'une quelconque information precieuse de RFI, BBC » La variable

<sup>350</sup> Nous avons detaille l'approche de Michel Dorais dans la partie methodologique Nous y trouvons notre compte, les reponses nous donnees étant des discours singuliers a decrypter Cf M Dorais, *op cit*

<sup>351</sup> Il s'agit des deux etapes citees par Michel Dorais que nous rappelons 1) La repartition du contenu en categories et, 2) l'exploitation des indicateurs qui s'y prêtent

« âge », avec tout ce qu'elle implique dans l'« expérience dans l'écoute » de ces radios<sup>352</sup>, explique cette différenciation constatée à ce propos entre les deux groupes. La variable « contexte socio-historique » (de la Mondialisation) les met, d'autre part, en situation de fournir des « réponses reflétant la fascination » puisqu'ils ont désormais la possibilité de se plonger sans trop de peine dans le grand univers médiatique mondial.

Par rapport à cela, les étudiants ont ainsi parlé des « *debats politiques libres dans ces radios internationales* », des « *informations en continu de ces Grandes radios* », des « *émissions documentées sur l'histoire des pays africains* », des « *informations précises de RFI par rapport à la situation de guerre à l'Est de la RDC* ». Quand aux enseignants, ils se souviennent de « *L'émission Mémoire d'un continent, avec toute sa richesse* », des « *interviews, en toute liberté, des acteurs politiques congolais sur RFI, VOA et BBC, lors du Dialogue inter-congolais de Sun City en 2002* », de « *performances médiatiques dans la couverture de l'investiture du président OBAMA* ».

Ces trois groupes de propos avancés, liés à chaque groupe d'enquêtes (tirés parmi les autres, qui sont associables aux premiers par leur fond sémantique) sont appuyés par les réponses enregistrées sur la sous-question posée. Elles reposent presque toutes autour d'une certaine constante : des **justifications emotives**, non basées sur une argumentation « idéologique » comme l'indiquent les réponses liées à notre dernière catégorie d'analyse.

Cette catégorie, de « réponses reflétant une édification marquante », est de par son contenu faite des réponses évoquant certains faits mémorables, celle qui nous donne des indications nécessaires sur un « impact négatif » de l'action des médias étudiés. Ces faits sont ceux présentés il y a quelques temps (mois, années) comme des 'informations', par l'une ou l'autre des grands médias qui nous concernent, sur base de stratégies captivantes utilisées<sup>353</sup>. La différence, par rapport aux données liées aux autres catégories citées est à trouver dans le rôle décisif de la psychologie des répondants (Enseignants, Étudiants) qui

<sup>352</sup> L'âge moyen des étudiants interrogés est de 25 ans alors que ces radios fonctionnent dans leur société depuis plus de 50 ans. Il va ainsi sans dire que leur expérience ou leur « ancienneté dans l'écoute » de ces médias est moindre (2 à 10 ans) par rapport à celle des Enseignants (5 à 40 ans). Ces derniers ont vécu beaucoup de péripéties de leur histoire nationale ou de la marche du monde grâce à ces médias : ils en ont des « références vivantes » plus que les étudiants.

<sup>353</sup> Celles qui répondent à la logique occidentale de l'« information marchandise ». Il y a : 1) la promptitude dans la diffusion des nouvelles grâce aux multiples réseaux de correspondants et autres « sources bien informées » des médias concernés ; 2) le matraquage médiatique dans la diffusion des informations.



sont mus par un souci de comparaison du « service » des medias occidentaux avec celui de leurs medias (d'Etat) nationaux a partir de quelques informations de premier plan

Dans le concret, les Enseignants (plus de 3/4) ont avance des propositions dont la substance tourne autour des faits a considerer comme graves mais auxquels on semble ne pas y faire attention au niveau des acteurs sociaux africains, avec leurs medias nationaux, laissant la « priorite d'informer » aux acteurs occidentaux (aux medias internationaux) Il sera alors possible que cette « irresponsabilite » (des dirigeants africains) puisse favoriser un double conditionnement des recepteurs a se disposer au contournement, a la premiere occasion, de la censure « pathologique » de leurs gouvernements et de se disposer a un alignement « justifie » sur les medias occidentaux qui s'empresent a s'ouvrir a eux

Pour en savoir un peu plus, il faut voir comment beaucoup de ces Enseignants ont concentre leur choix de ce souvenir dans « *La nouvelle de l'assassinat le 16 janvier 2001 du president congolais L D Kabila, diffusee en priorite par les medias internationaux* » Leur psychologie entamee se constate a travers les reponses a la sous-question, lesquelles semblent nous confirmer le double conditionnement releve 1) « *Il me rappelle comment la RTNC avait cache cette nouvelle , grâce a RFI nous etions informes* », 2) *cette info de RFI nous a demontre la legerete de la RTNC* , 3) *cela nous demontre l'importance des radios internationales* , 4) *c'est la confirmation du professionnalisme de RFI*

D'autres Enseignants se sont souvenus d'autres informations ayant un même fond semantique 1) « *les reportages de RFI sur l'avancee des troupes rebelles de l'AFDL (de L D Kabila) en 1997* » (avec comme reponse a la sous-question « *ce travail de RFI se valorise au vu de sa couverture excellente de l'information, sans egal en Afrique* ») , 2) « *RFI m'avait informe de la capture par les rebelles rwandais de la base congolaise de Kitona pendant la guerre de 1998 en RDC* » (avec comme reponse a la sous-question *RFI s'etait montree indispensable*) , 3) « *La nouvelle de l'assassinat de Thomas Sankara en 1987 donne par la DW* » (reponse a la sous-question *Ça me fait penser au service de DW que je suivais regulierement, il y a longtemps*)

Ce tableau de reponses se retrouvera chez les Etudiants, avec des propos varies mais differents de ceux des Enseignants sur les limites dans leur recours aux souvenirs du fait de leurs differences d'âge Il se constate par ailleurs que nos enquêtes/Etudiants les

plus imaginatifs se sont souvenus de la terrible information sur l'assassinat du L D Kabila avec le même engagement que les autres comme l'atteste la réponse suivante a la sous-question y relative fourni par un de ces Etudiants « *RFI avait donne cette information ce 16 janvier, vers 15 heures, alors que la RTNC ne le fera que plus 24 heures apres* »

L'idee generale a retenir de ce tableau dans son ensemble est celle d'un « decor » psychologique qui s'est plante chez les Africains, au gre d'une consommation 'orientee' des medias occidentaux. Les enonces des discours mediatiques qu'ils reçoivent peuvent avoir plus d'impact sur eux, qui ont globalement une image positive sur les Occidentaux, a la lumiere d'un principe pertinent developpe par Andrea Semprini *l'effet performatif [d'un discours] est beaucoup plus lie a la legitimité de l'enonciateur qu'a la « verite » de l'enonce*<sup>354</sup>. Les conditions pour la canalisation des esprits tiennent beaucoup a cela.

### **B Informer les etrangers (Africains) comme entreprise de conquête des esprits ?**

La consommation orientee des medias, pouvant conduire au conditionnement des esprits des cibles, fait penser comme nous l'avons avance avant aux emotions exploitees pour y parvenir. Une reflexion en profondeur, susceptible a notre avis d'enrichir ce debat, nous a pousse a plancher sur une autre approche y relative reposant sur l'exploitation de la sensibilite de ces cibles. Nous l'avons detecte dans le travail fait au niveau specifique des « bulletins d'information », avec la transmission prompte aux Africains des nouvelles ou des informations disponibles sur la marche du monde.

RFI nous en fournit matieres a explication, bien subtiles, en termes d'arguments a visee de manipulation de masse, comme nous allons le demontrer. La tache est facilitee par la portee ideologique des donnees (les mots, les idees, les symboles ...) dont on se sert et que certaines caracteristiques permettent d'être rangees dans le registre des « donnees strategiques » resultant de l'intelligence strategique des « sources » occidentales.

---

<sup>354</sup> A. Semprini (sous la direction de), *Analyser la communication 2 Comment analyser la communication dans son contexte socio-culturel*, L'Harmattan, 2007

a) *Quand il s'avère indispensable d'utiliser du flair anthropologique dans la construction des informations faisant entrer les récepteurs dans l'intentionnalité des occidentaux*<sup>355</sup>

L'une des stratagèmes utilisés par RFI, dans ce processus de communication nous a fait voir un recours à l'Anthropologie pour construire certaines informations à diffuser, dans le but de tirer profit au maximum de la logique d'affrontements binaires (Bien/mal) guidant les discours politiques et médiatiques des acteurs occidentaux. L'information ci-après de RFI, sur le président Bongo quand Nicolas Sarkozy arrive au Gabon à l'occasion de son tout premier voyage en Afrique comme chef d'État, est éloquent à ce sujet :

*Après la Libye et le Sénégal, Nicolas Sarkozy termine sa mi-tournée en Afrique. Le président français est au Gabon vendredi pour quelques heures. Il a été accueilli à sa descente d'avion par son homologue Omar Bongo, avec qui il s'est ensuite entretenu au palais présidentiel. Nicolas Sarkozy a rendu hommage à son hôte, au pouvoir depuis 40 ans, rappelant que M. Bongo est le « doyen des chefs d'État africains »*<sup>356</sup>

Normalement, tel que ce message est présenté, RFI doit être accusée de « pêcher » par la partialité de jugement en référence à toute la bile qu'elle a l'habitude de décharger sur les « dictateurs » africains (Mugabe et consorts). Car, en plus d'annoncer l'arrivée de Sarkozy à Libreville, il rappelle ce qui ne devait pas convenir avec l'attention accordée par la France au président Bongo au point de lui accorder le privilège d'être parmi les premiers hôtes du nouveau président français. Le rappel des 40 ans de règne de ce dernier « atténue » par l'insistance sur le fait qu'il est le « **doyen des chefs d'État africains** »

Il y a là, en fait, un grand effort (subtil) de vouloir justifier l'injustifiable. Sarkozy le « démocrate » vient au Gabon pour soutenir (et encourager) une dictature dont on sait désormais comment elle trouve sa « sève vivifiante »<sup>357</sup> mais il importe de masquer cette réalité pour les besoins de la survie de la France dans le nouvel espace mondial comme nous n'avons cessé de le signaler tout au long de ce travail. Cela s'explique à la lumière du principe énoncé par Charaudeau, qui stipule que *l'instance médiatique a un rôle de*

<sup>355</sup> Nous faisons allusion au **but de toute communication langagière**, comme en parle Patrick Charaudeau lorsqu'il avance que ce but **ne peut être que de faire entrer l'autre dans sa propre intentionnalité** (lire P. Charaudeau, *Le discours de l'information médiatique : la construction du miroir social*, Paris, Nathan-INA, collection Médias-recherche, 1997, p. 73).

<sup>356</sup> Information diffusée au cours de la page d'information du soir, « Afrique soir » pour parler de l'arrivée de Mr. Sarkozy à Libreville, le 25 juillet 2007, à 18h30' T.U.

<sup>357</sup> C'est une dictature qui trouve son essence en France, dans les secrets de la puissance française à laquelle le pétrole (que regorge le Gabon) était un outil plus qu'indispensable. Bongo sera un des animateurs de la Françafrique, cette structure reconnue par plus d'un comme une nébuleuse à laquelle revient le rôle de « gestionnaire » des ambitions de la France en Afrique. Le récent film documentaire de Patrick Benquet, sur la Françafrique, qui expose les « aveux » de crimes des acteurs politiques français, fait penser à des « dividendes » personnelles que devait tirer Bongo de ses « services rendus » à la France.

*commentateur de l'information, ce qui l'amène à produire un discours explicatifs tentant d'établir des relations de cause à effet entre les événements et les déclarations*<sup>358</sup>

Vraisemblablement, RFI l'a appliqué dans l'espoir d'obtenir un résultat important qui doit être capital pour maintenir la crédibilité de la France en Afrique anesthésier les « bonnes consciences » (des publics ou populations receptrices de ses programmes) qui sont disposées à vilipender Sarkozy, à cause de cet « honneur » accordé à un dictateur-predateur<sup>359</sup> Pour ce faire l'astuce adéquate, suivant le principe de Charaudeau, est la mise en exergue des relations de cause à effet entre l'événement du jour (le voyage de Sarkozy à Libreville, et le statut de « doyen » revêtu par Bongo<sup>360</sup>

Un tel exercice ne constituerait pas moins un facteur sûr de mise en sourdine des intentions malveillantes que peuvent avoir les publics-cibles (les récepteurs) et en même temps un facteur qui fait gagner au gouvernement français le double avantage stratégique de pouvoir continuer à entretenir son ascendant sur le pouvoir gabonais et de s'épargner ces mêmes « dangers » lorsqu'il lui arrive de commettre des abus de puissance contre les gouvernements « insoumis » des pays du Sud (d'Afrique)

La dichotomie « gouvernements soumis » et « gouvernements insoumis », qui se présenterait autrement avec les « acteurs associés au bien » et les « acteurs associés au mal » (suivant la réalité d'affrontements binaires évoquée par S. Halimi et A. Rindel, cf p 160), aura sans doute un impact considérable sur la lutte symbolique au niveau du champ communicationnel Nord-Sud au profit des gouvernements dominants occidentaux Avec leurs pouvoirs et ascendant sur les autres, ceux-ci auront le loisir de rythmer le processus à leur avantage C'est ainsi, qu'à l'inverse de l'illustration ci-haut qui présente une action communicative de soutien au pouvoir du président Bongo, la même RFI nous permet de prendre connaissance de son action communicative de combat contre le président Robert

<sup>358</sup> Un principe fourni par Patrick Charaudeau (cf P. Charaudeau, *Les médias et l'information l'impossible transparence du discours*, Bruxelles, Editions de Boeck/NA, 2005)

<sup>359</sup> Comme nous l'avons déjà indiqué, le président Bongo était régulièrement accusé de détournement des deniers publics gabonais et tous les dossiers d'accusations y relatifs trouvaient toujours des solutions « diplomatiques »

<sup>360</sup> A l'instar du droit d'aînesse, le **statut social de doyen** (des chefs) accorde des privilèges aux personnes à qui on reconnaît ce statut dans les sociétés d'Afrique **la respectabilité, l'honorabilité, sans faille** On s'en sert en instrumentalisant les structures mentales des africains, à la manière de ce qui était fait à l'époque de la colonisation partant du travail des « Anthropologues d'Etat » Ceux-ci étaient chargés de mener des **études de portée stratégique** pouvant mener à exploitation des structures mentales des colonisés par l'autorité coloniale Certaines « propriétés exceptionnelles » découvertes étaient mises à profit dans la rentabilisation de l'entreprise coloniale]

Mugabe du Zimbabwe Mugabe est devenu « insoumis » et homme abattre, après qu'il ait opéré une réforme agraire non acceptée par les puissances occidentales, dans son pays

L'information retenue était diffusée à son édition « Afrique midi » du 8 décembre 2008 (12h30 T U) Elle nous livre elle-même les secrets de son titre (« Nicolas Sarkozy estime que Robert Mugabe doit partir », de son contexte de production et de bien d'autres éléments significatifs parmi lesquels deux « données anthropologiques » pour lesquelles nous trouvons à redire. Commençons par le contenu de cette information

*« Je dis aujourd'hui que le président Mugabe doit partir » a déclaré le président Nicolas Sarkozy, lors d'un discours à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, en présence d'un groupe de personnalités The Elders (les Anciens) dont l'ancien président américain Jimmy Carter, l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et Graça Machel, veuve de l'ancien président mozambicain et épouse de Nelson Mandela, ex-président de la République d'Afrique du Sud. Le Chef de l'Etat français a été ferme dans son discours, s'associant ainsi aux appels croissants de la communauté internationale pour obtenir le départ du président zimbabwéen*

*Le président de la République française et président de l'Union européenne a ajouté « il est temps de dire à Monsieur Mugabe "vous avez assez pris en otage votre peuple, les habitants du Zimbabwe ont le droit à la liberté et au respect" Il doit partir »*

Pour une analyse plus ou moins féconde de ce contenu, en suivant la perspective adoptée au sujet de la première information examinée de RFI (celle mettant l'accent sur une « lecture seconde » des messages)<sup>361</sup>, nous avons retenus quatre catégories d'analyse qui se présentent comme pertinentes suivant nos objectifs. Ce sont les deux « discours rapportés par RFI » [de Sarkozy] et les deux « données anthropologiques » que sont *les Anciens*<sup>362</sup> et l'élément *président de l'Union européenne* qui donne une autre envergure symbolique au président français

<sup>361</sup> L'expression « lecture seconde » est de J-P Pourtois et H. Desmet. Pour y parvenir, deux étapes à suivre sont préconisées : la répartition du contenu en catégories et la retention des indicateurs qui permettront de dégager une seconde signification du contenu, de détecter le « non-dit » compris dans le message (Lire J-P Pourtois et H. Desmet, *Epistémologie et instrumentation en sciences humaines*, Liège, P. Mardaga, 1988)

<sup>362</sup> Ces *Anciens* sont désormais institués en de sortes de grandes « autorités morales » que la « communauté internationale » (ou les puissances occidentales) « utilisent » pour des « missions de bons offices » à l'occasion des conflits en Afrique, et à l'endroit de qui les médias occidentaux ont toujours eu des discours laudatifs. Ces Anciens se distinguent assez souvent par des déclarations de condamnations des acteurs politiques identifiés comme responsables des conflits, mais, « apolitiques » et « pacifistes », ils n'entrent pas en profondeur des réalités en question (les conflits stigmatisés)

La presence de tous les éléments cites dans cette information ne constitue pas un hasard, elle doit repondre a une logique coherente. Une logique qui ne serait pas du tout eloignee de la realite que le journaliste-presentateur de ladite information pouvait, en tant qu'Agent occidental mus par l'habitus de dominant, servir (inconsciemment peut-être) comme un des maillons essentiels de la chaîne de manipulation des esprits etrangers.

Dans le concret, les deux discours rapportes se traduisent par un Appel solennel a la demission du president Mugabe<sup>363</sup> a l'occasion de l'evenement symbolique des 60 ans de la *Declaration universelle des droits de l'Homme* et par une reiteration motivee dudit Appel subtilement presente comme une « Declaration du president de l'U E ». Quand aux donnees dites anthropologiques, il y a d'abord la mise en exergue de la presence (et aussi, en sourdine, l'approbation tacite) des *Anciens* consideres comme des depositaires dans le continent noir des valeurs « bafouees » par Mugabe et ensuite la mise en exergue de cette double qualite reconnue a Sarkozy (de president de la France et de l'U E) dont la seconde fait projeter l'idee d'un Sarkozy propulse par les siens et parlant legitimement en leur nom (eux pays de vieilles democraties et « symboles » des droits de l'Homme).

Notre probleme a ce niveau c'est de chercher a comprendre le pourquoi des choix operes sur ces categories, dans la construction du message analyse. Jean-Claude Bondol, qui a produit une these sur *L'enonciation dans la communication mediatique*<sup>364</sup>, nous aide a ce sujet lorsque s'agissant du **discours rapporte** (ou discours indirect) il martele que

*le discours indirect (DI) offre une pluralite de possibilites a l'nonciateur pour traduire les propos cites selon son propre point de vue. Cette liberte de subjectivite du DI tient au fait que ce ne sont pas les mots mêmes qui sont rapportes mais le « contenu de pensee » de l'nonce.*

Le presentateur avait reellement eu a aligner les extraits du discours de Sarkozy et a les appuyer par des illustrations « pertinentes », qui « accrochent » et edifient lorsqu'on se met a rechercher les relations de causes a effet entre l'evenement et la declaration cites et la position de Sarkozy vis-a-vis de Mugabe. A notre avis, sa virulence ne tient pas du tout a son amour pour le peuple zimbabween mais aux atouts de succes que lui presentent les avantages possibles des donnees anthropologiques citees. Nous voyons, par exemple,

<sup>363</sup> Accusation de dictature et de « violations des droits de l'Homme »

<sup>364</sup> J-C Bondol, *L'enonciation dans la communication mediatique. Fonctionnement de l'implicite subjectif dans les discours du mode authentifiant de la television*. Thèse de doctorat en Sciences du langage, Université de Paris 8, 2006

la « crédibilité » que connaissent les *Anciens* de par leurs activités et interventions qui leur permettent de s'imposer quelque peu dans les esprits des Africains<sup>365</sup>

L'effort a suivi de RFI, à travers son journaliste-présentateur<sup>366</sup>, qui a structure le message exposé de manière à toucher les cibles sans « mettre inconsidérément l'église au milieu du village »<sup>367</sup> Cette réalité nous met devant une des faces de la partie de cache-cache entre les gouvernements occidentaux et les gouvernements africains, pour laquelle il se fait voir la nécessité impérieuse pour les protagonistes de rivaliser en stratégies et en contre-stratégies intelligentes de communication

*b) Quand la course effrénée pour les capitaux nécessaires (économiques, politiques ) met les dominants en situation d'être dévoilés, leur intelligence stratégique s'accroît*

La sollicitation de la sensibilité des dominés par les puissances du Nord est aussi à voir dans les efforts de communication déployés, en termes de stratégies, par la plupart de ces puissances. Elles le font pour s'épargner du ridicule lorsqu'elles doivent se contredire face à certaines évidences, situation à laquelle s'était butée la France en 2007. À l'époque, Kadhafi le « terroriste » venait de se « reconcilier » avec le monde occidental qui lui était hostile pendant trente ans et devenait « fréquentable ». Mais, il fallait le « laver » de tout l'opprobre lui jeté devant les opinions publiques (occidentales, africaines ) même si du côté de Kadhafi il n'y avait pas de signes notables de changements dans le sens voulu par ces maîtres du monde. Kadhafi ne s'était donc aucunement investi ni dans l'abandon de sa « démocratie populaire » pour expérimenter la démocratie à l'occidentale lui proposée, ni dans le « respect des droits de l'Homme » lui réclamé.

La France contribuera à ce projet de faire renaître politiquement Kadhafi en allant donc vite en besogne et lui proposera l'échange des visites au sommet de l'État. Kadhafi sera ainsi, à la grande surprise des observateurs, invité à Paris en décembre 2007. Mais,

<sup>365</sup> Ils ont, quelques jours auparavant, présenté ce que RFI a appelé un *Rapport accablant des « Anciens » sur le régime de Mugabe*. Leur dernière activité les avait conduit en mai 2011 en Côte d'Ivoire à l'occasion de la « crise post-électorale » dans ce pays.

<sup>366</sup> Celui-ci, s'il faut le signaler encore une fois, dans le cadre du champ communicationnel Nord-Sud, est un « dominant » parmi les autres (les dirigeants politiques, les dirigeants économiques ) et de ce fait il est mû comme ceux-là par l'habitus de dominant (qui le dispose intérieurement à produire ce résultat).

<sup>367</sup> Donc, par « réalisme », il ne devait pas être objectif comme l'exige les prescrits tant vantés des droits de l'homme et de l'éthique des médias. Il devait faire la part de choses entre le discours sur l'action d'informer les étrangers et la contrainte existentielle d'œuvrer (par des « manipulations nécessaires », dans la prise en charge, en informations, de ces étrangers), pour la survie de son système capitaliste, de sa société française et de son Monde occidental.

on verra d'abord un président Sarkozy nouvellement élu inaugure sa tournée en Afrique par Tripoli, 5 mois auparavant. C'était alors l'occasion pour RFI de déployer sa stratégie communicative, et naturellement sa « capacité d'autodéfense » afin de mieux se prémunir contre des éventuelles critiques qui pouvaient lui être nuisibles en termes de revirements possibles de ses innombrables cibles endoctrinées.

Le moins que le gouvernement français devait faire à travers RFI, un de ses outils idéologiques performants, pour « bien communiquer » afin de réussir à « conjurer » la « flagrance » de Sarkozy, aura été de chercher à toucher la sensibilité des Africains. Cela constituerait une garantie pour toucher leur « être profond » et, par-là, espérer les amener à se prédisposer à la malléabilité. L'occasion est alors belle pour lui, le gouvernement, de s'épargner du ridicule d'être inconstant dans les actes politiques contre les Africains.

L'intelligence stratégique des acteurs dominants fait que la sensibilité des récepteurs ne soit exploitée qu'à travers le seul flair anthropologique des présentateurs occidentaux des informations, lequel est associable à leur habitus de dominant. Leur subtilité peut s'accomplir dans d'autres registres comme le montre ce reportage de RFI, parlant de la rencontre entre les présidents Kadhafi et Sarkozy (cf RFI, la grande édition du soir du 25/7/2007, 19h30 T U)

*« L'avenir des relations franco-libyennes était au cœur de la rencontre entre le colonel Kadhafi et Nicolas Sarkozy, mercredi après-midi, à Tripoli. La libération des infirmières et du médecin bulgares signe donc le retour à la normale des relations entre les deux pays. Un memorandum d'accord sur le nucléaire civil a notamment été signé »*

*Pour l'instant on ne sait pas plus mais visiblement la libération des infirmières bulgares mardi matin, a créé une dynamique dont veut profiter Nicolas Sarkozy pour mieux introduire les entreprises françaises comme le groupe nucléaire Areva, sur le marché libyen »*

*Nul doute que les deux chefs d'Etat ont aussi parlé de dossiers politiques et africains, comme la guerre au Darfour »*

*Quand Nicolas Sarkozy est arrivé à 18 heures, heure locale, au Palais Bab Azizia de Tripoli, là où étaient tombées les bombes américaines de 1986, il a été accueilli par un colonel Kadhafi souriant et tout de blanc vêtu. Avec sur la poitrine, cette broche noire qui représentait le continent africain, signe que le numéro un libyen se prend toujours pour le champion des Etats-Unis d'Afrique »*

En analysant ce discours dans le sens adopté ici (dégager des catégories et retenir des indicateurs permettant la production d'une seconde signification), nous nous voyons entrer dans le registre non plus du flair anthropologique mais du flair psychologique. On le sent, d'abord,



a partir de la structuration du texte en question en quatre parties significatives qui font quatre catégories d'analyse que nous retenons : l'introduction, la justification principale du voyage de Sarkozy et de cette rencontre, la justification complémentaire (nécessaire) et la conclusion. On le sent, également, dans les indicateurs transparaissant des faits probants qui concordent avec les attentes logiques des récepteurs.

Le tableau ci-dessus, qui reprend l'ensemble des données indiquées mises en relation, semble édifiant et susceptible de nous ouvrir la voie à la compréhension de la « signification seconde » qu'il importe de donner au discours analysé (il s'agit ici du discours ayant pour objet le reportage en question de RFI).

Tableau n°5 *Les données d'analyse d'un reportage de RFI à Tripoli lors de l'édition d'information « Afrique soir » du 25 juillet 2007*

Categories tirées de la structuration de ce discours	Indicateurs donnant un sens au contenu de la structuration considérée	Indices du flair psychologique chez les auteurs de ce discours
L'introduction de ce discours (§1 du texte)	L'annonce du résultat principal de ce tête-à-tête : <i>la signature d'un accord sur le nucléaire civil</i>	L'évocation d'un acte de portée humanitaire posé par Kadhafi : <i>la libération des infirmières et du médecin bulgares</i> <sup>368</sup>
La justification principale de ce voyage et de cette rencontre (§2)	L'insistance sur la libération des infirmières bulgares comme un acte significatif inaugurant un nouveau contexte (de détente) à en profiter	L'évocation concomitante de la <i>dynamique</i> créée et du fait pour Sarkozy d'introduire les <i>entreprises françaises [dont AREVA] sur le marché libyen</i>
La justification Complémentaire (§3)	Des supputations impromptues sur la possibilité que Kadhafi et son hôte aient traité des sujets liés au destin de tout le continent africain	Le fait de montrer que cette visite et cette rencontre ne profite pas qu'à la France et à la Libye, l'Afrique trouve aussi son compte avec la « place » réservée à <i>la Guerre du Darfour</i> dans les discussions ce jour
La conclusion (§4)	Une peinture idyllique d'un autre portrait de Kadhafi, contraire à celui de toujours (de « terroriste »)	Kadhafi est présenté ce jour comme <i>souriant et tout de blanc vêtu</i> et portant <i>à sa poitrine une broche noire qui représentait le continent africain</i> . Signe que celui-ci se prend toujours pour un <i>champion des États-Unis d'Afrique</i>

Ce tableau est notre construction

<sup>368</sup> « Infirmières et médecin bulgares » rappelle l'histoire lugubre et très médiatisée de la contamination au virus du sida d'un certain nombre d'enfants libyens pour laquelle ces bulgares avaient été arrêtés, sur ordre du gouvernement de Kadhafi, et libérés après plusieurs médiations dont celles de la France (menée entre autre par l'épouse de Sarkozy de cette époque, Cécilia)

La lecture conduisant à la compréhension de la signification seconde recherchée passe par celles des indices dégagés. Le premier, mettant en avant l'« humanisme » qu'on attribuait à Kadhafi semble être une entrée en matière pour montrer la nouvelle image que devait présenter ce « terroriste repenté ». Le deuxième, qui fait allusion au souhait de faire des affaires sur le marché libyen, veut amener les sceptiques à croire en la « conversion » de Kadhafi sur base de l'idée répandue que les « Occidentaux n'investissent que dans des lieux ou des pays 'sûrs', où les investissements sont en sécurité »<sup>369</sup>

Le troisième indice, qui montre que l'Afrique comme entité n'est pas oubliée, se présente comme un appel à l'acceptation et à la légitimation (sans brocher) du brusque revirement des dirigeants français au sujet de Kadhafi. Le quatrième, enfin, en étalant des faits-symboles d'illustration (le sourire, le fait de porter les habits blancs, etc.), donne aux auditeurs toute la latitude de faire intervenir leur « culture populaire » pour se faire une autre (positive) idée sur Kadhafi (pour qui, il a fallu par ailleurs que le reportage fit une allusion impromptue, pour indiquer sa résidence, le lieu de la rencontre, comme « *là où étaient tombées les bombes américaines de 1986* »).

Ce rappel et les autres arguments développés sont la manière de montrer que, malgré tout, Kadhafi était une illustre victime de l'Occident, une victime qui a beaucoup changé, d'où lui rendre visite comme le fait le « Promoteur des droits de l'Homme » et « démocrate » occidental Nicolas Sarkozy ne pouvait être que lui rendre justice.

Comme on peut le constater, de l'information meublant ce reportage filtre l'effort des français pour **convaincre les Africains à s'aligner sur une de leurs positions**. Une autre illustration, plus ou moins différente, de leur effort de communication à objectifs de persuasion pour réussir à convaincre l'Opinion publique française et aussi à tranquilliser définitivement les Africains. RFI se distinguera alors à ce sujet, cette fois à l'occasion du premier voyage officiel (de réciprocité) de Kadhafi à Paris, quatre mois plus tard. Elle l'indiquera à son édition d'information du 10/12/2011 9h00 T U, avec cette information

<sup>369</sup> Il faut dire que cette idée très répandue chez les communs de mortels africains est fautive, non seulement parce que les grands investisseurs dans le pétrole libyen ce sont en premier lieu les grandes entreprises américaines et britanniques sans oublier les italiennes. Elle est fautive aussi parce qu'il arrive souvent que ces Occidentaux signent des contrats d'investissements avec des protagonistes de guerres dans des pays instables ou en guerre (ex : lors de la guerre en R D C, en 1997, les multinationales occidentales n'avaient pas hésité à signer des contrats avec le Mouvement du « rebelle » L D Kabila. On l'a vu aussi avec la « collaboration » entre le gouvernement français et les « Insurgés » de Benghazi en Libye).

*Il arrive lundi a Paris pour une visite officielle de 5 jours Une moisson de contrats est prevue pour les entreprises françaises, même si certains comme Gaz de France et Total ont ete ecartees des encheres, dimanche a Tripoli, pour l'attribution des perimetres gaziers en libye En France en tout cas, de nombreuses voix s'elevent pour critiquer cette visite compte tenu du passe de Mouammar Kadhafi*

*C'est que de gros contrats sont a la clef, l'Elysee ne s'en cache pas tout en insistant sur la dimension « diplomatique » de cette visite encourager la Libye a reintegrer le concert des nations, et l'inciter a s'investir dans le projet d'Union mediterraneenne que veut mettre en place le president français*

*Peu importe alors les dernieres justifications du president libyen sur le recours au terrorisme Nicolas Sarkozy s'est dit « heureux » de la visite de son homologue libyen*

L'application du schema precedent, au texte ci-haut, nous donne trois paragraphes faisant aussi trois categories de depart, qui mettent en exergue les indicateurs significatifs suivants 1) un tableau plutôt reluisant des avantages economiques qu'apporte Kadhafi a la France (pour lesquels RFI se verra oblige de parler dans son information de « *moissons de contrats pour les entreprises françaises* »), suivi d'un rappel sur le mecontentement des français au sujet de cet evenement « *compte tenu du passe de Mouammar Kadhafi* » , 2) un ensemble de propositions, censees remettre Kadhafi sur les rails (dans l'optique français), qui commence par la categorisation de sa visite en France comme une visite « diplomatique » a considerer par rapport au souci « reel » du gouvernement français a voir la Libye « *integrer le concert des nations* » et a l'inciter « *a s'investir dans le projet de Union mediterraneenne que veut le president français* » , 3) la « tranquillite » des dirigeants et même des journalistes français qui, curieusement, ne trouvaient plus necessaire que Sarkozy s'inquiete de l'etiquette de terroriste lui collee depuis des decennies par ceux qui l'invitent a la « cooperation »

Les indices du flair psychologique du presentateur, a deceler dans ces indicateurs sont respectivement l'evocation des « dividendes », a tirer par la France, en contre partie de la nouvelle attitude du gouvernement français ressemblant a un encouragement fait aux français afin de les amener a changer d'attitudes<sup>370</sup> et qui fait voir une certaine volonte de rassurer davantage les Africains sur la « justesse » de cet engagement de la France vis-a-vis de Kadhafi Puis, il y a cette impression, donnee a tous les sceptiques, d'être en face d'un Kadhafi desormais "aligne sur le modele occidental de comportement

<sup>370</sup> Il y a préciser sur les Français a qui on s'adresse puisque nous avons annoncé, au début, que les radios etudiees etaient des « services orientés vers l'extérieur » Il peut normalement s'agir ici des Français vivant en Afrique, qui interviennent tant soit peu aux choix des dirigeants dans leur pays (cf leur participation aux élections la tradition institutionnalisee du vote des français de l'etrangers)

de dirigeants (chefs d'Etat) " repondant allegrement aux diktats français comme le font la plupart des dirigeants africains Enfin, la « satisfaction » qu'on veut transmettre auxdits auditeurs sceptiques au sujet du « terrorisme » que Kadhafi devait avoir abandonne

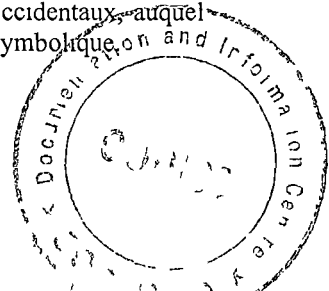
En guise de conclusion sur l'action (occidentale) d'informer les Africains comme offensive intelligente contre les forces concurrentes, il faut dire que les donnees analysees attestent (s'il faut mieux le confirmer) d'une « avance » de la force « gouvernement » des puissances occidentales sur les autres forces en presence, dans la lutte symbolique sur le champ communicationnel Nord-Sud Le volume impressionnant et sans egal des capitaux essentiels (economique, politique, culturel ) detenus par cette force explique cet etat de choses Et la, nous pensons par exemple aux benefices qu'elle tire de la convertibilite de son grand capital economique en un grand capital symbolique

Dans le concret, nous voyons cette derniere realite comme suit les puissances occidentales sont nanties economiquement, avec leurs productions materielles immenses et impressionnantes, et ont reussi (par diverses strategies intelligentes dans l'information mediatique, l'enseignement, la religion, etc) a placer les Africains sous leur dependance a la fois economique ou politique et mentale La reconnaissance (voire la legitimation), qui est incontestable aujourd'hui, de cet etat de choses, par un grand nombre d'Africains<sup>371</sup>, favorise une grande mythification/idealisation de leur monde occidental , ce resultat doit constituer un « grand capital symbolique », bien profitable a cet acteur (le gouvernement) occidental de la vie internationale<sup>372</sup>

Dans ces conditions, ou les dominants reconnus du champ communicationnel en question beneficent d'un tel atout, la participation des forces dominees « defavorisees » a la lutte symbolique n'est pas a confondre avec la situation des publics ordinaires qui sont la pour « departager » les dominants occidentaux et les domines qui les affrontent au Sud (gouvernements du Sud, structures de la societe civiles ) Ces sont les dernieres forces

<sup>371</sup> A titre d'exemples, citons quelques faits probants l'attachement des institutions (gouvernement, ONG) africaines à l'« aide » occidentale , la référence devenue « pathologique » des intellectuels et de certains individus de la categorie des communs des mortels africains aux performances de développement et de la croissance économiques des puissances occidentales , les projets et la décision de beaucoup d'Africains, parfois au péril de leur vie, d'emigrer en Occident pour « jouir du bonheur » imagine resultant du progrès et du developpement vante

<sup>372</sup> Ce grand capital symbolique c'est l'ensemble de la credibilite que les Africains reconnaissent a tout ce que les faiseurs d'opinions occidentaux avancent (discours et positions politiques, information de medias et autres) Le « droit de nommer », qui se presente comme l'apanage des acteurs occidentaux, auquel nous associons leurs « abus de puissance », trouve son sens à travers ce grand capital symbolique



qui ne nous sont pas intéressantes. Car, si elles sont dominées plus ou moins totalement sur le champ communicationnel Nord-Sud, elles ont une grande marge de manœuvre qui ne les laisse pas être anéanties facilement sur le « champ politique international »

Une preuve de ce fait que le gouvernement congolais ait eu à suspendre RFI durant plus d'une année et que le gouvernement français soit passé par d'après négociations pour obtenir réparation, au lieu de recourir à sa force provenant de sa domination sur le champ militaire Nord-Sud. Il est donc aussi limité, à un certain niveau de comparaison, par rapport à la réalité de la souveraineté des États<sup>373</sup>. D'où, en tant qu'Agents du champ étudié, les gouvernements africains auront d'arguments intéressants à brandir.

### **Section III Les principaux actes de « réaction » suivant les actions des Grandes radios internationales « offensive » et « contre-offensive » légitimes**

Les gouvernements africains sont les premiers Agents du camp des dominés, dont la participation à la lutte symbolique avec les gouvernements dominants occidentaux que nous étudions arrive à secouer plus ou moins sérieusement ces derniers. Leur particularité réside dans leur « stratégie de répression », connue en termes génériques de « coupure de signal des radios internationales », à cause de laquelle semble se vérifier l'idée que ladite stratégie ait suscité la « précaution » (chez les dominants) d'initier cette « collaboration » que nous connaissons ces dernières années entre des radios privées à grande audience de certains pays d'Afrique et leurs Grandes radios internationales. Les deux camps cités se retrouvent à partir des arrangements qu'on préfère appeler les « Accords de partenariat ».

#### **A Quand l'« attitude paradoxale » des gouvernements africains concerne vis-a-vis des Grandes radios internationales n'empêche pas des mesures de rétorsion de la censure comme la contre-offensive légitime des dominés/dominants**

L'attitude générale des gouvernements africains vis-a-vis de radios internationales est pour le moins paradoxale, si l'on s'en tient formellement au très implicite « droit à la vigilance » reconnu à tout gouvernement pour la protection des imaginaires nationaux<sup>374</sup>.

<sup>373</sup> C'est ainsi que, pour intervenir en Irak (à des fins différentes de celles pensées, les E U avait cherché un « sauf-conduit » des Nations-Unies. Cette expérience est rééditée par la France en 2011, en convainquant le Conseil de sécurité de l'ONU à voter en sa faveur la **Résolution 1973** par laquelle l'OTAN a attaqué la Libye accusée d'« attaques généralisées et systématiques » contre les populations civiles libyennes ».

<sup>374</sup> Nous pensons à la célèbre idée de l'« exception culturelle », du président français François Mitterrand. Son gouvernement, en toute responsabilité, avait adopté la politique y relative dans le but de protéger les industries culturelles et la culture françaises et contre les « invasions culturelles étrangères » (américaine, japonaise, indienne, etc., en matière de production cinématographique par exemple).

La question devient encore pertinente au vu de la promptitude, comme déjà souligné, des dirigeants africains à répondre aux sollicitations pour la participation aux productions de médias occidentaux. Toutefois, il est fréquent de constater que ces dirigeants parviennent à montrer une autre face à ceux-ci. Le « contrat de complicité »<sup>375</sup> liant les deux parties se rompt souvent lorsque les premiers (les médias) arrivent à « violenter » les seconds (les gouvernements africains) en diffusant des informations « provocatrices » (imposées par leur droit d'informer), qui sont susceptibles de porter préjudice à ces derniers.

Il est vrai, les gouvernements africains, « attaques » de cette façon, ne tergiversent pas pour agir. La coupure du signal arrive sans tarder. RFI, BBC, VOA, ont eu à subir en R D Congo, en Côte d'Ivoire, au Zimbabwe, etc. Les gouvernements africains agissent normalement en domines/dominants. Ils sont domines par les gouvernements occidentaux (les dominants, sans conteste sur tout le champ Nord-Sud) à la grande échelle Nord-Sud mais ils sont dominants à la petite échelle des pays africains, en face des forces sociales ou Agents en action au niveau interne (les sociétés civiles, les oppositions politiques). À ce titre, ils ont tout intérêt à jouer un jeu visible que leur impose le *Temps mondial*, en se mettant au pas du « contexte démocratique mondial » et, un jeu invisible que leur impose leur statut symbolique de domines/dominants.

Si le contenu du jeu visible est connu, en termes de toutes les facilités accordées aux Grandes radios et télévisions internationales de fructifier leurs activités en Afrique<sup>376</sup>, le contenu du jeu invisible est à decrypter. La flexibilité des gouvernements africains face à la volonté (concretisée) des gouvernements occidentaux de les concurrencer<sup>377</sup>, sur leur propre terrain, en matière d'information, témoignée par ces facilités qu'ils sont contraints de leur accorder malgré tout, rend compte de la reconnaissance (de l'acceptation) par eux

<sup>375</sup> « Complicité » dans la mesure où les sollicitations des dirigeants africains par les radios internationales et le consentement de ceux-ci en guise de réponse, fait profiter au Nord socialement (par l'accroissement de l'audience de leurs médias) et symboliquement (avec « la diminution » des dirigeants reçus, aux yeux de leurs opinions nationales. Celles-ci, privées d'une communication gouvernants/gouvernés crédible que devait assurer leurs médias publics, se rabattent plus sur les médias occidentaux « ignorant » l'autorité de leurs dirigeants dont les signes et discours sont véhiculés par les médias négligés).

<sup>376</sup> Il s'agit, à titre de rappel, de ces facilités : les autorisations pour installer leurs dispositifs techniques (émetteurs, stations-relais, bureaux...), le privilège accordé sérieusement par les dirigeants africains aux médias occidentaux d'être leur choix prioritaire lorsqu'ils veulent s'informer ou informer.

<sup>377</sup> Ils les concurrencent par le fait de leur « ravir » (implicitement) le monopole dans le mécanisme régalien de l'information entre les gouvernants et les gouvernés. Cette situation fait donc que les Africains vivent une telle expérience de **communication politique** « gouvernants occidentaux/gouvernés africains ». Cela impliquera alors l'établissement des « rapports directs de domination » que les gouvernants occidentaux doivent ainsi imposer aux gouvernés africains de par l'ascendant qu'ils prennent de cette façon sur eux.

de la domination leur imposée<sup>378</sup> Ainsi, dominés sans trop de marge de manœuvres pour se libérer, ils tiennent à tout prix à préserver deux choses capitales (et maîtrisables) pour leur « survie » un minimum d'ascendant sur les publics-cibles et en même temps un maximum de vigilance vis-à-vis des forces locales capables de leur faire ombrage

Leur jeu invisible se comprend à travers le choix de stratégies opérées pour affronter les risques externes et internes identifiés. Au lieu de répondre aux « actions subversives » dont il est en fait question ici<sup>379</sup>, par des « actions réciproques » de même forme et/ou de même nature, les gouvernements africains réagissent principalement par des mesures de censures évoquées. Car, en « frappant » les médias occidentaux jusqu'à faire marcher les puissants gouvernements concernés comme on l'a vu en R D Congo (en 2009-2010) avec RFI, ils sauvegardent quelque peu l'image des États souverains représentés par eux (qui se montrent par-là capables de réprimer les « agressions » extérieures). Et, en frappant les médias privés nationaux, c'est bien leur image de dominant du Sud au niveau interne (sur le champ politique d'abord, et sur le champ communicationnel ensuite) qui se maintient malgré tout dans les esprits, dans ces deux 'espaces' nationaux<sup>380</sup>

La censure utilisée traduirait une sorte de déclaration implicite des gouvernements africains, adressée aux opinions publiques nationales et internationales, pour dire « c'est moi le maître des lieux, toutes les forces qui chercheront à me supplanter en auront pour leur son compte ». C'est un message d'intimidation, simplement, sans qu'ils parviennent à le faire suivre des « répliques » en termes de « vérités contraires » à celles contestées des médias occidentaux. L'essentiel c'est donc de faire en sorte que les protagonistes se rappellent de l'existence d'un pouvoir à ne pas toujours minimiser.

Cet objectif ne sera pas totalement atteint, des capitaux économiques ayant permis aux forces concurrentes (occidentales) de se doter des instruments stratégiques (satellites, sites Internet ) qui leur permettront de « résister » sur le terrain physique et se maintenir

<sup>378</sup> Domination acceptée d'abord par manque de moyens d'action pour y résister (comme ce que faisaient à un certain temps les gouvernements soviétiques, avec leurs dispositifs de brouillage des émissions)

<sup>379</sup> Celles qui vont à la fois à l'encontre des pratiques journalistiques locales et de l'éthique des médias (cas de l'information qui conduisit à la coupure du signal de RFI en RD Congo de 2009 à 2010)

<sup>380</sup> Nous voulons dire que malgré les contestations et protestations des citoyens, ceux qui suivent les médias nationaux et se voient privés de tels ou tels programmes suite à la censure gouvernementale, n'ont de choix que de se résigner ou de s'en accommoder jusqu'à la levée de la censure. Ceci est différent avec les radios internationales qui possèdent des « issues de secours » à l'instar de leurs « ondes courtes » ayant la force de leur donner l'occasion de continuer à se manifester lorsque les émetteurs FM sont arrêtés

sur le terrain symbolique en tant que forces dominantes « suprêmes » Le gouvernement français et RFI le demontrent chaque fois qu'ils sont « sanctionnés » en Afrique comme l'indique l'esprit de ce « communiqué/RFI » du 2/3/2011, en réaction à l'interruption ce jour la des émissions des chaînes étrangères (RFI, BBC, VOA) en Côte d'Ivoire

*Depuis ce mercredi matin, les émissions de RFI et de la BBC sont interrompues à Abidjan, sans explications officielles. Pour nos auditeurs ivoiriens qui ne peuvent plus nous écouter en modulation de fréquence, vous pouvez nous suivre sur Internet, sur votre téléphone mobile ou votre smartphone. Si vous disposez d'un poste à ondes courtes, vous pouvez aussi nous écouter dans la bande des 31 mètres sur 9 790 kilohertz entre 6H et 7H TU // 18 H et 21 H TU. Dans la bande des 49 mètres, sur 5 925 kilohertz entre 6 H et 7H TU. Dans la bande des 25 mètres entre 7 H et 8H TU et enfin dans la bande des 19 mètres, sur 15 300 kilohertz entre 8H et 11H30 TU et de 12H à 17 H TU.*

En détails, ce communiqué met en exergue la capacité de RFI de contourner dans une certaine mesure la censure frappant le circuit de la « modulation de fréquence » pour continuer à « servir » en Afrique à travers les « issues de secours » de diffusion que sont 1) le circuit des NTIC (Internet, téléphone mobile et smartphone) qui peuvent échapper à la censure, 2) le circuit des « ondes courtes » qui ne peut être perturbé que par des armes de « brouillage » de émissions des radios étrangères que les gouvernements africains ne maîtrisent pas. Les gouvernements occidentaux garderont alors le pouvoir de contrôler les initiatives de « combat » sur ce champ communication Nord-Sud.

### **B Quand les « contrats de partenariat » entre les Grandes radios internationales et certaines radios privées africaines traduisent une étape de la lutte symbolique qui « met en éveil » les protagonistes**

Dans les apparences, avons-nous dit, le fait que les Grandes radios internationales investissent une grande partie (le secteur privé) de l'espace médiatique africain releverait d'un engagement des États occidentaux à faire entrer les Africains dans la Mondialisation (« au nom de l'idéal de la démocratie et des droits de l'Homme »). Dans le concret, notre observation nous a permis d'en dégager la réalité d'une lutte symbolique par procuration (procuration faite implicitement, bien sûr, par les gouvernements occidentaux) opposant les Agents africains entre eux (les gouvernements d'une part et les forces cachées derrière les radios privées locales d'autre part) à leur niveau interne en Afrique.

Le jeu se joue face à des gouvernements africains pris au piège de la « démocratie et des droits de l'Homme », ces deux idéaux qui ont consacré la libéralisation du secteur de l'information et de la communication là où ce secteur était « pris en otage ». Ce fut le



cas de l'Afrique d'avant la fin de la Guerre froide. Ces gouvernements étaient contraints, malgré tout, d'accepter une certaine indépendance des médias privés, laquelle les amène à « coopérer librement » avec les grands médias occidentaux qui se sont toujours montrés « durs » (de manière calculée, s'il faut le rappeler) vis-à-vis des pouvoirs africains.

Les dominants occidentaux, à qui la nouvelle donne profite amplement, font usage de leur intelligence stratégique comme nous ne cessons de le marteler dans le but évident de maximiser ce profit à partir de deux stratagèmes

*1) Cibler les radios privées locales à grande audience, pour des Contrats de partenariat, comme « stratagème de la mort » [des gouvernements africains]*

Le ciblage relève de l'intelligence stratégique au regard de la « pertinence » des critères arrêtés dans le choix opéré des radios privées africaines avec lesquelles on décide de « coopérer ». Ce sont des radios-phares (connues par la quantité de leurs publics-cibles et/ou par leur capacité de pouvoir rayonner sur leur espace national, par l'utilité attractive de leur objet social). C'est normalement l'élément « capital économique », utilitaire pour les deux parties en présence qui fait la décision.

Les gouvernements occidentaux, avec tout ce qu'ils sont contraints de préserver à tout prix les investissements économiques privés et publics de leurs pays dispersés dans les pays du Sud, font appâter les Agents africains du champ communicationnel Nord-Sud cachés derrière ces radios privées (leurs propriétés) en leur faisant miroiter au moins deux avantages : l'argent en échange de la collaboration recherchée et les programmes prêts à être diffusés. Les bénéficiaires, généralement baignant dans la « misère des Africains », y consentent souvent « sans rechigner » ne mesurant (peut-être pas ?) l'ampleur des dégâts qu'ils causent à leurs sociétés ne fut-ce que sur le plan de ce qu'il convient d'appeler leur « capital symbolique national ». Ceci même s'ils minimisent le préjudice causé à leurs propres créations (leurs médias), en se faisant « éclipses » dans les esprits de la plupart de leurs auditeurs au profit des Occidentaux et de leurs médias à vocation internationale.

Seïdik Abba<sup>381</sup>, qui a eu à réfléchir sur les entreprises de presse en Afrique, parle des « forfaits annuels » de l'ordre de 50 000 \$U S qu'on donnerait à ces Africains même si Jean-Karim Fall avance pour sa part qu'il existe des situations de « partenariat sur un

<sup>381</sup> S. Abba, « Les entreprises de presse en Afrique, une activité lucratives ? », in A U Herald Les Cahiers de l'U A, *Une analyse du paysage médiatique africain*, Site Internet [http://www.au.int/SP/auherald/sites/default/files/AU-Herald\\_Design\\_Volume\\_010.pdf](http://www.au.int/SP/auherald/sites/default/files/AU-Herald_Design_Volume_010.pdf), (cons le 7/2/2011)

principe Gagnant-gagnant » entre les deux parties<sup>382</sup> Mais, nous n'excluons pas du tout la possibilité de « contrats malsains » pour lesquels ces entreprises africaines de presse et tout le « monde africain » soient perdants à plusieurs titres. Le refus de nous fournir des détails sur ces contrats, oppose catégoriquement par les responsables des radios privées, à Kinshasa, lors de notre enquête, semble en être un des signes significatifs.

Le caractère « suspect » de cette expérience de partenariat peut se confirmer par le fait que presque toutes les Grandes radios internationales visent les mêmes radios privées, dans différents pays africains investis. Les détails éclairants sont dans le tableau suivant.

Tableau n°6 *Quelques radios privées d'Afrique en « partenariat » avec BBC, DW, VOA*

N°	Qlqs radios privées choisies	Les Gdes radios internat concernées	Criteres objectifs de selection	Qlqs indicat sur la criminalisation des radios en partenariat
1	<i>Horizon FM</i> (Burkina Faso)	BBC <sup>383</sup> DW <sup>384</sup>	- Créée en 1990, - radio commerciale, - grpe de 11 stations, dans tout le pays	- Fermée en 2000 pour diffusion 'communiqué de l'opposition appelant à une manif p <sup>385</sup>
2	<i>Radio Anfan FM</i> (Niger)	DW <sup>386</sup>	- créée en 1999, - indépendante, - programmes en haoussa, en français - public très varié	- Journalistes en 2000, affaire mutinerie <sup>387</sup> - arrestation directeur sur injonct Min inter <sup>388</sup>
3	<i>Raga FM</i> (R D Congo)	BBC <sup>389</sup> VOA <sup>390</sup>	- créée en 1990, - couvre tout le pays par satellite, - émettant 24h/24	- Interdiction émission à Lubumbashi en 1999, - coupure signal, 2005 - enlev journalist pr interv opposants en 2008) <sup>391</sup>
4	<i>Radio Kledu</i> (Mali)	BBC <sup>392</sup> DW <sup>393</sup> VOA <sup>394</sup>	- en créée 1991 - structure audience pour les adultes - 30 000 auditeurs	- Enlèvement, en 2005, un de ses journalistes pr critique contre le régime en place <sup>395</sup>

Ce tableau est notre construction.

<sup>382</sup> J-K Fall, « La radio, média préféré de l'Afrique », in S. Abba, op cit

<sup>383</sup> Données tirées du site <http://www.faso-bic.net/spip.php?article8> (consulté, le 13/2/2011)

<sup>384</sup> Données tirées du site [http://www.dw-world.de/popups/popup\\_pdf/0,,7755250,00.pdf](http://www.dw-world.de/popups/popup_pdf/0,,7755250,00.pdf) (le 13/2/2011)

<sup>385</sup> Données tirées du site [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/reliefweb\\_pdf/node-62897.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/reliefweb_pdf/node-62897.pdf)

<sup>386</sup> Données tirées du site <http://www.radioanfan-mi-monsite.com/> (le 13/2/2011)

<sup>387</sup> Association nigérienne pour la défense des Droits de l'Homme (ANDDH), *Rapport annuel 2001-2002 sur la situation des droits de l'Homme au Niger*, Déc 2002

In [http://anddh-niger/attachement/RAPPORTANNUEL ANDDH 2001 2002 pdf](http://anddh-niger/attachement/RAPPORTANNUEL%20ANDDH%202001%202002.pdf) (consulté le 8/12/2010)

<sup>388</sup> Cf [mediniger.org/www/Mediasniger/Revue/rapLib 2002-03 doc](http://mediniger.org/www/Mediasniger/Revue/rapLib%2002-03.doc) (consulté le 8/12/2010)

<sup>389</sup> Données tirées du site <http://www.raga.cd/french/ragafm.htm> (le 13/2/2011)

<sup>390</sup> Idem

<sup>391</sup> Cf respectivement *Journalistes en danger*, *Rapport annuel 1999*, [http://www.ifex/alerts\\_2005](http://www.ifex/alerts_2005), [http://www.asadho-rdc.net/IMG/Rapport annuel 2008 ASADHO pdf](http://www.asadho-rdc.net/IMG/Rapport%20annuel%202008%20ASADHO.pdf) (consulte, le 08/12/2010)

<sup>392</sup> Données tirées du site <http://www.kleducommunication.com/index.php?option=com> (le 02/1/2011)

<sup>393</sup> Idem

<sup>394</sup> Idem

<sup>395</sup> Cf [http://www.cpj.org/attacks05/lang/attauesPresse 2005 pdf](http://www.cpj.org/attacks05/lang/attauesPresse%202005.pdf) (consulté, le 08/7/2010)

Le stratagème adopté est dit de la mort parce qu'il nous montre que nous sommes en face d'une « coalition » anti-gouvernements africains, instituée dans le but de « tuer » (professionnellement) les médias gouvernementaux africains. Car, elle multiplie par deux la concurrence qui s'impose désormais à eux (médias gouvernementaux) par la force des choses (depuis 1989 jusqu'à ce jour). Ils ont ainsi sur leur dos d'abord les médias privés, qui sont généralement liés aux Oppositions africaines et dont certains jouent ouvertement le rôle de « vecteurs intéressés » des idées « révolutionnaires » de ces Oppositions et, ensuite les médias internationaux dont les « excès de liberté » déterminés par les droits de l'Homme, amènent souvent de la « subversion » en Afrique. Le fossé de méfiance entre les gouvernements africains et leurs populations se justifierait partant de là<sup>396</sup>

Les déboires des médias nationaux et, à travers eux, leurs gouvernements, sur le plan professionnel, se résument en une diminution constante de leur audience comme nous le montrent les réponses de nos enquêtes de Kinshasa (cf. nos tableaux II et III). Les radios privées auront quant à elles à gagner en audience (cf. le tableau III, où l'on voit la RTNC se classer en 5<sup>ème</sup> position en termes de crédibilité derrière 4 médias privés).

Les Grandes radios internationales, quant à elles, ainsi que leurs gouvernements, sont les plus grands vainqueurs de tous en termes d'audience si nous restons logique avec l'argumentation qui précède. Ils ne sont, d'autre part, pas moins grands vainqueurs sur le terrain symbolique (cf. l'attitude de rejet automatique affichée par nos enquêtes vis-à-vis des médias d'Etat africains quand on leur demande de justifier leur attrait pour les médias occidentaux, presque tous font donc instinctivement une comparaison sur les deux cas !)

2) *Fosse de crédibilité entre les Grandes radios internationales et les médias nationaux d'Afrique et sens des « réactions » y afférentes des principales parties concernées*

Dans le contexte de la lutte symbolique sur leur champ communicationnel Nord-Sud, l'avantage d'être « crédibles », en Afrique, en matière d'information, doit constituer un facteur d'accentuation de la vigilance chez les Agents dominants (occidentaux). Cela leur est indispensable s'ils tiennent à tout prix leur position, ce qui leur exige de conjurer inlassablement les « contre-attaques » des Agents dominés lesquelles (contre-

<sup>396</sup> Car, la marche de la vie internationale nous montre comment les discours très idéologiques de droits de l'Homme se substituent souvent aux « jugements ultimes » qu'on fait subir à certains acteurs internationaux (nous pensons aux cas de l'Irak de Saddam Hussein et de la Libye de Kadhafi en 2011). Ces droits, avouons-nous à plus haut, qui dessinent les limites des débats dans la **Société internationale** et deviennent des « coupe-gorge » qui donnent toujours raison aux plus forts les Occidentaux.

attaques) sont synonymes de strategies pour essayer de contrebalancer la « credibilite » si vantée sur la quelle repose l'ascendant des Occidentaux sur les opinions africaines

S'agissant d'abord des domines, leurs reactions face a la question de la credibilite a rechercher pour contrer les dominants occidentaux sont tributaires surtout du niveau et de l'importance de leur capital politique. A ce sujet, le cas interessant a traiter est celui du gouvernement libyen de Kadhafi dont le capital politique (forme d'« opportunités » et des « conjonctures » socio-historiques et economico-politiques bien exceptionnelles) un pays compose d'un certain nombre de « tribus » dont le fond organisationnel a inspire le mode original de gestion de l'Etat, adopte par Kadhafi, une immense richesse petroliere, une « intelligence politique » attribuable a Kadhafi )<sup>397</sup> a permis a ce gouvernement d'avoir une assez grande marge de manoeuvre pour l'« atténuation » de la domination occidentale et pour la gestion de la partie de l'opinion nationale gagnée par les valeurs occidentales

Avec son capital politique, le gouvernement libyen a su se determiner sans crainte par rapport a l'equation de la position des Africains face a la « credibilite » des medias occidentaux. Il optera carrement et œuvrera pour une « censure totale » contre la pratique d'acceptation, par contraintes morales »<sup>398</sup>), de stations-relais, « accord de partenariat », et autres 'representations' de grands medias occidentaux dans son espace national. Ce cas de « temerite politique », unique dans le continent, doit de toute evidence avoir beaucoup « contrarie » les desseins des dominants. Leur dechainement sans retenus (de toujours) et meurtrier (de l'annee 2011, que nous considerons a la suite de bien de specialistes comme injuste), sur Kadhafi, se comprend logiquement par-la<sup>399</sup>

<sup>397</sup> Ces éléments donneront à ce gouvernement une grande marge de manoeuvre pour construire une société libyenne moderne et prospère qui nous fait dire de la Libye qu'elle était bien « le seul pays réellement souverain d'Afrique » (de 1969 à 2011)

<sup>398</sup> Contraintes de ne pas se faire taxer d'anachronique par rapport au discours dit de transparence qui gagne le monde actuel, même si l'on reconnaît que la nouvelle société mondiale dominée par le neo-liberalisme occidental semble n'être « stable » que grâce à cette sorte de grande manipulation (par les medias)

<sup>399</sup> Nous faisons allusion ici à la fois à l'animosité de 40 ans des Occidentaux à l'égard de Kadhafi et de son gouvernement, et à la guerre leur impose par l'OTAN (sur instigation de la France) à partir de mars 2011. Le dernier acte est taxé d'injuste (et barbare par beaucoup) à la lumière des propos (sur lesquels nous nous étendrons plus loin) d'un groupe d'Experts non moins sérieux ayant enquêté sur le terrain en Libye dans les deux camps (celui de Kadhafi et celui des « Insurgés » soutenus par l'OTAN) les Experts du *Centre International de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme & l'Aide aux Victimes du Terrorisme*. Ils présentent un portrait très élogieux du pouvoir de Kadhafi en matière des réalisations économiques mais aussi sociales en faveur de son peuple (ainsi que de l'Afrique) et récusent l'argument des Occidentaux ayant convaincu l'ONU pour voter la résolution faisant avaliser cette guerre (cf CIRET-AVT, « *Libye un avenir incertain. Compte-rendu de mission auprès des belligérants libyens* », Paris, Mai 2011 in [http://www.rfi.fr/afrique/20110613\\_libye\\_islamistes-CNT-experts-fran%C3%99](http://www.rfi.fr/afrique/20110613_libye_islamistes-CNT-experts-fran%C3%99) (cons le 14/6/2011))

Les chercheurs attentionnés, ceux qui peuvent creuser sur le côté symbolique de cette guerre en comprendrons plus les dessous, lesquels doivent avoir un certain lien avec la guerre symbolique sur le champ communicationnel Nord-Sud entre le gouvernement de Kadhafi et les gouvernements qui lui ont imposé la guerre ouverte en 2011. Ainsi, la « censure totale » instaurée par Kadhafi a tout d'une extériorisation d'un « coup » porté par le gouvernement de celui-ci aux gouvernements occidentaux sur ce terrain invisible et qui a vexé et appelé ces gouvernements occidentaux à une double « riposte » sur le plan militaire par l'organisation de cette guerre ouverte « légalisée » par l'ONU et, sur le plan symbolique par un regain d'initiatives de construction (bien propagandiste) d'une image dégoûtante de Kadhafi à travers des « mensonges d'Etat » relayés par leurs médias.

D'autres médias, non occidentaux, supposés « acquis à la cause occidentale » ou même ceux s'affichant comme « progressistes » (tel Al Jazeera, tomberont aussi dans ce piège et deviendront malgré eux des « victimes expiatoires » de cette vraie manipulation réussie par quelques stratégies occidentales anti-Kadhafi)<sup>400</sup>

Les gouvernements occidentaux feront cette lutte symbolique différemment avec les gouvernements africains (reputés à **capital politique faible**). Les réactions de ceux-ci aux actions des grands médias occidentaux seront monotones, reposant essentiellement sur le jeu d'interruption/restauration du signal d'émission de RFI et consorts sans arriver à une rupture définitive ou plus longue comme avec Kadhafi. Conscients de la « capacité de nuisance » des occidentaux de par l'importance stratégique de leur capital économique qui leur procure les moyens suffisants de contournement des velléités de censure et de leur capital symbolique (facteur irrésistible d'attrait des opinions africaines), ils se voient dans l'obligation de « négocier » avec eux par contrainte existentielle.

Nous l'avons eu à l'indiquer, ils (gouvernements africains) « négocient » avec les gouvernements occidentaux à travers la coupure de signal (comme acte de valorisation de leur capital politique, parce qu'on leur reconnaîtra tout de même une « petite capacité de nuisance » à ne pas négliger). Une observation poussée des faits nous indique un autre

<sup>400</sup> La vraie fausse information sur le massacre des populations civiles (6000 morts en une semaine) avait été relayées par beaucoup les reporters (occidentaux, africains), certainement sous le choc de faire face à une « révolution par le sang » contraire aux deux révolutions médiatisées à outrance et plus ou moins pacifiques (Tunisie, Egypte). Et le compte-rendu de CIRET-AVT (op. cit.) a parlé, sans ambages, de désinformation en accusant les médias occidentaux et aussi Al Jazeera en ces termes : *il n'est pas exagéré de dire qu'Al Jazeera a créé l'événement et influence l'ONU. La guerre médiatique autour de cette affaire rappelle étonnamment ce qui s'est passé dans les Balkans à partir de 1991 aux dépens de la Serbie*.

objectif gagner la confiance ou la credibilite chez leurs populations (capital symbolique a renforcer)<sup>401</sup> L'information suivante, de la coupure de signal de RFI, dans le contexte africain du Niger, est eloquente a cet effet<sup>402</sup>

*Le 12/4/2008, suspension pour une periode de trois (3) mois des programmes de RFI emettant sur FM au Niger a Diffa, Agadez, Maradi, Tahoua, Niamey et Zinder pour les motifs suivants discredits jetes sur les institutions de la Republique lors de l'emission du lundi 10 mars 2008 consacree a la detention de M Moussa Kaka, exclusion systematique des appels en provenance de Niamey, au cours de l'emission*

Ainsi presentee, cette decision d'Etat du gouvernement nigerien fait ressortir un element distinctif non moins important l'effort de periodisation de la sanction infligee Il se fait voir, avec une telle approche, l'intention du gouvernement (nigerien) de se montrer responsable (determine, pour cela, de contrôler les initiatives touchant ses populations) et soucieux de ne pas priver celles-ci d'une information plurielle La premiere qualite tient a l'enumeration des « mefaits » constatés, la deuxieme tient a cette « periode de 3 mois » qui fait apaiser les esprits sur la non rupture du contrat de diffusion et qui, du même coup, fait suggerer implicitement les reprimandes de ces populations « victimisees » a l'endroit de ces gouvernements (occidentaux) organisateurs des grands medias internationaux

Cet episode, qui expose cette approche intelligente utilisee par un gouvernement africain dans ses efforts de gestion de son destin sur le nouvel espace Nord-Sud, et les autres episodes cites animes par les gouvernements occidentaux (et les forces « allies » a ces gouvernements) pour le même objectif vital, sont lies au souci permanent de fructifier leur audience et leur credibilite qui anime tous les Acteurs de l'espace precite Y parvenir passe par la « collaboration » des publics cibles (les populations visees) au cas ou ceux-ci peuvent être transformes par les « services » leurs offerts

Dans le concret, nous serions compris apres un examen critique des informations diffusees afin d'en decoder le sens second suppose porter un certain coup a l'imaginaire des recepteurs, comme nous allons le demontrer dans la IIIe Partie du travail Il y a interêt toutefois, pour besoin d'analyse porteuse, que le chemin de comprehension ainsi decrit ne

<sup>401</sup> La confiance et la credibilite que beaucoup de populations africaines n'accordent pas a leurs dirigeants a cause d'actes d'« oppression » que leur font souvent subir ceux-ci ou a cause des actes de propagande des dominants occidentaux (à travers leurs multiples structures et institutions de communication)

<sup>402</sup> C'est, en fait, un extrait du *Rapport conjoint des organisations de la societe civile nigerienne (OSC) en vue de l'examen periodique universel du Niger*, in [http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Document/Session10/NE/RCI\\_RapportConjoint\\_F.pdf](http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Document/Session10/NE/RCI_RapportConjoint_F.pdf) (consulté, le 3/3/11)

soit « emprunte » sans qu'on ait saisi toute la portée stratégique de l'organisation de la de la réalité « information » [des publics africains] Ceci parce qu'à partir de cette donnée il est facile de concentrer les recriminations possibles sur les intentions supposées, des dominants et sur les conséquences imaginées chez les cibles, dans les sociétés couvertes

#### **Section IV Synthèse à retenir d'un schéma atypique de l'organisation de l'information à la préfiguration du schéma de l'impact attendu**

La lutte symbolique décrite, se jouant sur le champ communicationnel Nord-Sud, existe de par la volonté des gouvernements occidentaux qui se voyaient dans l'obligation de se donner l'avantage d'avoir un ascendant sur les opinions publiques ciblées du Sud et qui prirent les initiatives de se doter des médias à vocation internationale comme armes à utiliser dans la bataille engagée devenue permanente. Nos investigations et analyses y relatives nous ont amenés à en déduire un cadre de compréhension à deux pôles. 1) Un premier pôle caractérise par le fait de l'imposition réussie par les puissances occidentales, de certains dispositifs « utilitaires », à l'instar par exemple de ces « droits de l'Homme », dont les modalités d'application font incomber tacitement le rôle civilisateur des peuples à l'Occident. 2) Un second pôle, complémentaire sans doute au premier, caractérise par une coexistence de deux attitudes opposées des « sudistes » face à ce rôle.

Le premier pôle pris isolément nous suggère la possibilité qu'on puisse déboucher sur une production « corrompue » de l'information à cause d'un « point de départ » biaisé (par toute cette charge idéologique enveloppant le discours sur les droits de l'Homme)<sup>403</sup> Mais pris en association avec les principaux éléments du second pôle, il y aura possibilité d'en savoir plus. Ces éléments sont, d'une part, cette attitude de méfiance vis-à-vis des médias occidentaux qu'adoptent certaines catégories d'acteurs sudistes (sociétés civiles, gouvernements, auditeurs) les poussant à rejeter inconsciemment ou non les idées (ou les thèses) de ces dominants et, d'autre part, cette attitude de confiance à l'égard de ceux-ci. Cette dernière est attribuable à certaines catégories d'acteurs convaincus de la pertinence du discours sur les droits de l'Homme, à cause duquel ils n'osent pas rejeter la tendance de ces dominants à se présenter en « justiciers immanents »<sup>404</sup>

<sup>403</sup> Charge idéologique, des l'origine de la philosophie des droits de l'Homme et aujourd'hui, à cause d'un lien étroit vérifiable à la fois entre cette philosophie et le rayonnement de la classe bourgeoise et avec la vie des classes bourgeoises occidentales

<sup>404</sup> Ils sont des vrais justiciers immanents dans l'entendement de nombreux africains, car ce sont eux à qui reviennent soit le premier soit le dernier mot décisifs selon les cas, lorsqu'il leur faut apprécier ou juger les faits ou encore ce qu'ils peuvent qualifier de « dossiers sensibles » (sur les hommes les choses) de leur société ou de toute la planète

Les discours politiques et les discours médiatiques occidentaux, distillés sur fond de ce dernier capital symbolique associé au grand capital symbolique de l'image idyllique de l'Occident en Afrique, nous fait penser à un schéma de production de l'information à la hauteur des visées des organisateurs des processus de communication y afférentes. La question sur la domestication des esprits (dans le but de produire des hommes « aliènes ») se comprendrait mieux, à notre avis, en planchant là-dessus.

### A Du schéma d'organisation de l'information des Grandes radios internationales

L'analyse à faire à ce niveau nous conforte dans notre choix d'inscrire notre étude dans une problématique **ethico-politique**, sans risque réel de tomber dans certains pièges méthodologiques<sup>405</sup>. Ceci, au regard (encore une fois) de la cruauté des faits relevés, qui nous plongent bien et avec assurance dans les méandres de cet univers ethico-politique à terrain risqué. Une brève revue des données sur les stratégies de lutte symbolique, sur le champ communicationnel rythmé par les Grandes radios internationales, nous rassure par le fait que les deux principales stratégies des gouvernements occidentaux puissent tourner seulement sur l'objectif « informer » sans viser les objectifs « former » et « divertir »<sup>406</sup>.

On le voit dans la stratégie du Partenariat avec les radios privées locales d'Afrique ou la préoccupation essentielle pour presque toutes les Grandes radios internationales est de transmettre des informations aux africains (à travers de bulletins d'information pris en relais). Et, à l'opposé de ce « grand souci », il y a la stratégie de « réplique », en terme de censure que les gouvernements africains mettent régulièrement en branle en cas de velléités de « subversion » de la part des médias occidentaux.

La part belle faite à la fonction « informer », par lesdites radios, se constatera par ailleurs et davantage, dans la manière d'articuler leur programmation radiophonique que nous constatons chez presque tous les radiodiffuseurs internationaux. RFI et BBC, nous en fournissent une certaine illustration vérifiable dans les tableaux suivants qui présentent des chiffres approximatifs obtenus après comptage et calcul du nombre des programmes et des temps de diffusion marqués dans les *Grilles de programmes* consultés.

<sup>405</sup> Le plus grand risque ici, selon Dominique Marchetti, est d'emprunter aux journalistes des catégories de perception et d'appréciation non seulement sur eux-mêmes mais aussi à propos des sujets qu'ils traitent (Marchetti Dominique, « Sociologie de la production de l'information. Retour sur quelques expériences de recherche », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* N°1 2002 pp 17-32).

<sup>406</sup> Il sied de rappeler à ce niveau que *Informer, former et divertir* sont les fonctions essentielles des médias. Ceux-ci sont censés remplir ces fonctions dans la mesure aussi bien de leurs moyens que de leurs idéaux.



Tableau n°7 *Articulation de la programmation de RFI-Afrique (2010)*

Nbre	Catégories de program diffuses	Nbre tot progrm	Nbre heures diffusion/jr	Nbre heures dif /semaine
1	Progr d'information	28	18	44
2	Progr éducatifs	14	03	34
3	Progr de divertissement	06	06	09

Tableau construit à partir des données tirées de la *Grille 2010* de RFI-Afrique

Ces chiffres confirment la prépondérance accordée aux *Informations*. Le nombre de programmes y relatifs est le double de celui des *programmes éducatifs* et le quadruple de ceux de *divertissement* et donne d'emblée l'impression que RFI s'apitoie sur ses cibles subissant la censure chez eux. Mais, les choses peuvent être vues autrement en cherchant à comprendre le pourquoi d'une diffusion quotidienne prépondérante des programmes de divertissement au détriment des programmes éducatifs qui ne connaissent un nombre plus élevé, par semaine, qu'avec les tranches de « Programmes de langue française »<sup>407</sup>

Tableau n°8 *Articulation de la programmation de BBC (2008)*

Nbre	Catégories de program diffuses	Nbre tot progrm	Nbre heures diffusion/jr	Nbre heures dif /semaine
1	Progr d'information	24	09	24
2	Progr éducatifs	08	02	05
3	Progr de divertissement	19	09	17

Tableau construit à partir des données tirées de la *Grille 2008* de BBC-Afrique

Ce tableau au sujet de BBC présente à peu près les mêmes réalités qu'avec celui sur RFI. Prépondérance des informations, suivies des programmes de divertissement, en défaveur des programmes éducatifs. Et, d'ailleurs, ces programmes éducatifs ne seront pas ceux qui traitent de l'éventail des faits variés de la vie sociale africaine. C'est plus la célèbre émission l'« Anglais par la radio » (un programme d'éducation à la langue de Shakespeare, comparable aux programmes de promotion de la langue et de la culture

<sup>407</sup> Ces programmes entrent plus dans les priorités pour la puissance de la France que dans celle d'éducation des publics cibles. La *Loi du 2 août 2002* qui fixe les principales « Missions de RFI » est bien claire à ce sujet : « RFI est chargée de contribuer à la diffusion de la culture française par la conception et la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore en français ou en langues étrangères destinées à des auditoires étrangers, ainsi qu'aux Français résidant à l'étrangers » (in [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr))

française chez RFI) qui aura ses lettres de noblesse partant de cet avantage lui accorde d'être diffusée quotidiennement (à chaque moment de fin de programmes)

### **B De la similarité suspecte entre le schéma d'organisation de l'information de RFI, BBC, VOA, DW, et la photographie des réactions choisies dans notre échantillon**

L'hierarchisation des types de « productions médiatiques » suivie par ces Grandes radios internationales correspond curieusement avec celle de la majorité de nos enquêtes dans l'appréciation qu'ils ont fait des programmes de ces médias. Ils l'ont démontré dans leurs réponses à la question « *Aujourd'hui, à l'ère de la Mondialisation, toutes ces radios ont beaucoup perfectionné leurs programmes. Quelle lecture critique pouvez-vous faire des programmes d'information que RFI nous présente aujourd'hui ?* » et aux réponses à la même question, en rapport avec les programmes éducatifs et ceux de divertissement de cette même chaîne internationale.

À la première question, le constat a été presque le même s'agissant aussi bien des Étudiants que des Enseignants : des réponses plus ou moins « consistantes » au sujet de la partie « Information » et des réponses plus ou moins « imprécises » ou « sèches » au sujet des catégories « éducation » et « divertissement ». Ainsi, concernant particulièrement les étudiants et, d'après l'optique de l'« analyse de contenu » à laquelle nous recourons dans ce travail, leurs réponses nous ont amené à retenir au moins deux variables d'analyses qui conviennent ici : la « psychologie des répondants » et les « influences sociales subies ».

La première variable retenue nous semble être la plus importante, à la lumière du problème majeur de la crédibilité des médias occidentaux face aux médias nationaux. Les Étudiants interrogés, qui se sont d'ailleurs montrés largement marqués par les « failles » des médias nationaux dans l'information de leurs publics et qui s'en sont montrés hostiles (cf. Tableau 3) deviennent disposés à faire un transfert de confiance aux premiers (médias occidentaux). D'où, comme leurs réponses le confirmeront, ils s'investissent d'abord et surtout dans l'exploitation de la rubrique « Information » (Souci de réparation oblige).

Ainsi, en dehors d'un seul répondant qui stigmatise « l'acharnement sur la RDC », de deux qui reconnaissent le « service » de RFI & les autres radios tout en fustigent « la monotonie qui caractérise leurs programmes », tous les répondants restant ont fait montre d'une « fascination béate » vis-à-vis de ce service d'information.

Au moins trois reponses-types qui confirment ce fait se sont imposees 1) « *Cette façon d'informer, avec une edition d'information toute les trente minutes, augmente notre connaissance sur la marche du monde* », 2) « *Cette chaîne nous donne des informations toutes les trente minutes, c'est tres enrichissant Les retardataires ont ainsi l'occasion de recuperer les informations ratees lors des precedentes editions d'information* », 3) « *Cette façon d'informer avec des informations abondantes met les gens a la page* » Ces reponses ont ete selectionnees pour representen les reponses qui comportent des elements se recoupant et se presentaient comme des constantes significatives l'accent mis par plus de la moitie des enquêtes sur le caractere "enrichissant" des informations transmises et le fait d'une « programmation de matraquage » (avec des "flash d'information" toutes les 30 minutes) pour que « chacun s'informe, a l'heure qui l'arrange, sans perdre l'essentiel »

La primauté exclusive accordee a l'information est confirmee par les reponses au sujet des programmes educatifs Plus de la moitie d'entre ces reponses ont ete laconiques, avec ces quelques exemples « *Je n'ai rien a dire au sujet de ces programmes, ils ne m'interessent je ne m'interesse pas, je n'ai pas de point de vue a y emettre* » Cependant, nous ne doutons pas d'une indice de la variable « influences sociales » dans les quelques rares (deux) reponses nous montrant la difference « *comme emissions d'educatives qui m'interessent, je peux citer la serie des emissions sur la langue française (cas p ex des emissions 'Parler au quotidien' et 'La danse de mots')* », « *je ne suis interesse que par des emissions pour la connaissance de la langue française qui pullulent a RFI* » Nous trouvons cet attrait quelque peu « normal » pour ces etudiants d'une societe congolaise ou le Français se presente comme une « langue de prestige »<sup>408</sup>

Le « sort » reserve par ces etudiants aux programmes de divertissement est a peu pres le même que celui reserve aux programmes educatifs Une majorite écrasante (14 sur 20) a donne des reponses traduisibles par celles-ci, prises pour modeles « *je n'ai rien a dire au sujet des programmes de divertissement* » et « *je ne m'interesse pas a ça* » Et des repondants restants, nous avons enregistre des reponses non sans lien indiscutable avec la « variable psychologie des repondants »

<sup>408</sup>En dehors du fait d'être la langue officielle du pays, le Français est plus une langue qui « valorise » a certains égards celui qui la maîtrise, en RDC Car, dans ce pays, contrairement au vécu de la langue française dans un grand nombre de pays ex-colonies françaises d'Afrique ou le Français est la langue vernaculaire dans les villes et maîtrise presque par tout le monde y compris ceux qui n'ont pas été a l'école, ce sont bien les personnes d'un certain niveau d'instruction qui peuvent maîtriser cette langue Et on comprend pour les étudiants, la maîtrise est une maniere de s'épargner du mépris ou de la « honte » et de maintenir leur prestige social

Ces reponses sont eloquentes en elles-mêmes 1) « Cette rubrique m'interesse vu le nombre eleve de programmes de sports, des programmes que je rencontre aussi dans toutes les grandes chaînes internationales Ces émissions sont les plus attrayantes » , 2) « Ces radios ont beaucoup d'émissions sportives traitant des sujets varies » , 3) « C'est tres bon, cas de l'émission Couleurs tropicales de RFI et de toutes les autres animees par les Nours ou les Africains » , 4) « Leurs émissions sportives sont les plus interessantes pour moi elle nous fournissent tout les nouvelles des championnats de football de tous les continents, des matchs de tennis, etc » , 5) « Ce sont les informations sportives qui m'attirent le plus dans ces radios internationales, a cause de leurs varietes » , 6) « RFI tient a nous fournir beaucoup d'émissions musicales, beaucoup de musiques africaines »

Nous voyons la variable Psychologie des repondants, qui determine ces reponses dans les deux points d'attraction mises en exergue ici la musique et le sport On n'est pas trop interesse par les programmes de divertissement, mais on voit quant même un attrait justifie lorsqu'il s'agit d'aller vers ces medias pour suivre les émissions sportives et musicales La psychologie des repondants se specifie, dans notre cas, en la psychologie de la jeunesse pour ces etudiants attires « naturellement » par le sport et la musique qui constituent deux « hobbies » importants des personnes de leur tranche d'âge

Ces descriptions nous ramencent sur la question de l'intelligence strategique dont se servent les medias occidentaux desservant l'Afrique dans le but evident de « dompter » leurs publics-cibles et leurs concurrents Ils s'investissent ainsi, comme nous le montre ce cas et celui qui suit ci-dessus des Enseignants, a faire coincider leurs programmations avec les desirs profonds des Recepteurs comme strategie a rentabilite incontestable

Le cas des Enseignants, par leurs reponses, confirme l'usage de cette intelligence dans la mesure ou l'on voit ces derniers être en « harmonie suspecte » avec l'organisation de l'information dans les Grandes radios internationales Ils privilegient les informations, « lorgnent » un peu vers programmes educatifs et negligent pratiquement les programmes de divertissement Au sujet de ces derniers, notre enquête montre l'indifference de tous a l'exception de deux enquêtes qui evoquent leur attrait pour les émissions sportives , il n'y a pas trop a redire sur ce choix, si l'on sait que les Africains sont friands de sports

Quant a l'apreciation des programmes educatifs, il n'y a que un quart d'entre ces Enseignants qui ont indique en être interesse avec des choix significatifs justifiant leur

appreciation Des choix qui releveraient sans nul doute de la « psychologie des adultes » ou peut-être même de la « psychologie des parents », qui peuvent disposer les gens a une curiosite utilitaire<sup>409</sup> On peut bien s'en rendre compte dans ces reponses des enquêtes en question 1) « Parmi les programmes educatifs que je trouve assez interessant c'est par exemple 'Priorite sante' mais c'est trop axe sur les situations d'Afrique », 2) « En qui concerne ces programmes, j'apprecie les emissions comme 'Ecole du savoir' de RFI ça aide a apprendre beaucoup de choses utiles , 3) Ces programmes nous apprennent des choses interessantes (cas de cette emission 'Priorite sante', qui m'avait aide quand j'ai eu a subir une intervention chirurgicale elle m'a appris la dietetique a suivre) , 4) « Je ne m'interessait pas avant aux emissions sur la langue française, mais j'ai fini apprecier leur importance pour l'enseignant que je suis »

L'engouement pour les Informations, manifeste par les trois quart de repondants, trouve de sens dans ces quatre reponses-types 1) « Ce sont des « services » interessant, qui nous profitent avec tout le confort d'ecoute qu'ils nous offrent chaque jour », 2) « Ça aide beaucoup de gens les informations toutes les 30 minutes comme chez RFI », 3) ce sont des informations bien interessantes mais je remarque que RFI a plus d'attention sur les ex-colonies françaises que sur la R D Congo », « Avec ce qu'on peut connaître comme actes de matraquages d'information, il y a un avantage les details peuvent tomber et satisfaire les auditeurs intelligents »

En conclusion, partant des arguments developpes dans cette deuxieme partie de ce travail, il nous revient d'avancer que concernant la communication Nord-Sud a travers les Grandes radios internationales, les tentatives de recherche sur ses effets sur les recepteurs ne pourront deboucher objectivement sur des resultats « acquis » Il faut savoir comment les « conquerir » Car comme le fait remarquer Eric Maigret<sup>410</sup>, en parlant de l'evolution de la *Mass Communication Research*, propos que confirme quelque peu le panorama des renseignements fournis par nos enquêtes, la reception (des productions mediatiques) peut

<sup>409</sup> Nous pensons à la curiosité que les adultes (parents) ont en matière de solutions aux problèmes pratiques de la vie quotidienne (santé et éducation des enfants, par ex ) qu'on obtient à travers la radio et de la TV

<sup>410</sup> E Maigret, *op cit*, p 73 Cet auteur cite le travail de la « Sociologie empirique americaine » qui bat en breche « les visions manipulatrices de la communication » et l'« alarmisme de la Theorie critique » Nous adhérons à cette vision sans méconnaître la part de « projets manipulateurs » dans les processus de communication qui nous concernent specifiquement (a la lumière de la « profondeur » de la contradiction des interêts entre les Occidentaux et les Africains, qui est naturellement differente de celle qu'on peut rencontrer dans le contexte particulier des sociétés comme les Etats-Unis Dans le même ordre d'idée, nous croyons apporter un plus a la sociologie critique partant de l'exercice qu'est la présente these

se presenter parfois comme une « surprise potentielle, du moins comme le resultat d'une logique sociale et non d'une logique de message qui s'imposerait »

Ainsi a part le principal resultat de notre analyse qui confirme l'existence d'une lutte symbolique âpre entre les forces sociales du Nord et celles du Sud, interessees par ce processus de communication, nous degageons des « **strategies significatives** » agencees par les tenants des « points de depart » de ce processus dans le but de faire rencontrer ces strategies avec les « dispositions particulieres » mises en branle au niveau des « points d'arrivee »<sup>411</sup> Ainsi, c'est en scrutant les contours de ces deux demarches, telles qu'elles finissent par se rencontrer qu'on peut logiquement arriver a cerner toute la maniere dont se construit la « voie vers l'impact » que nous recherchons

Chez les premiers (les Occidentaux), ces strategies fonctionnent a travers l'axe « medias-messages » comme des actions d'aiguisement de la capacite d'influence de ces medias choisis. Ainsi, s'agissant de ces medias, notre observation nous a indique la prise en compte d'un certain nombre de « precautions » (sur lesquelles nous nous etendons a la Partie III, Chapitre I) et, s'agissant des messages, il y a recours **tres selectif** a la « charge ideologique » des mots lances a travers les informations. Chez les seconds (les Africains), les premieres reponses de nos enquêtes nous ont montre comment en tant que victimes de la censure et de la "Sous-information" ils se font conduire vers les medias internationaux par leur psychologie, et nous montre comment en tant qu'Africains « occidentalises », ils se font guider dans la reception par la sociologie façonnant leur être

Ces strategies occidentales, influencees par l'habitus de dominants, conçues pour qu'elles fassent « la jonction » avec les dispositions en question des Recepteurs africains (pour lesquelles on ne peut exclure des effets d'habitus), ne peuvent aboutir totalement a la production de l'impact escompte. Nos enquêtes nous en edifient a cet effet, lorsqu'ils s'ecartent de ce schema trace menant vers l'impact, en recourant aux choix « utilitaires » non imposes outre mesure par la « psychologie » et la « sociologie » particulieres decrites (cas des adultes s'interessant aux emissions sportives, lesquelles sont connues comme les « hobbies traditionnels » des jeunes, ou interessees par les emissions sur la sante, choix pour des besoins familiaux)<sup>412</sup> La reception de type « surprise potentielle » tient a cela

<sup>411</sup> Par les points de depart et les points d'arrivee, auxquels nous faisons allusion, il faut voir les « sources » et « recepteurs » des messages dans ce processus de communication

<sup>412</sup> Cette difference, par rapport aux aprioris qui credibilisent les arguments lies a cette psychologie et a cette sociologie, nous met a l'abri du psychologisme et du sociologisme, qui affectent les analystes mal edifies

**TROISIEME PARTIE**

***ETUDE DE CAS : RFI-AFRIQUE ET SON INFLUENCE  
SUR UN PUBLIC « INTELLECTUEL » AFRICAIN DE  
KINSHASA***

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## CHAPITRE I. RFI-AFRIQUE ET LA PRODUCTION D'UNE INFORMATION POLITIQUEMENT ORIENTEE UNE ACTION A RENTABILITE SYMBOLIQUE ET SOCIALE VOULUE ET PROGRAMMEE

Nos développements précédents rendent compte de plusieurs facettes de la réalité de l'information politiquement orientée, dans le registre « Medias et conditionnement de l'imaginaire collectif en Afrique noire post-coloniale » RFI-Afrique mérite d'être mise aux premières loges de cette question à cause de son « leadership » en Afrique au vu de la prépondérance du « service » qu'elle consacre au continent noir et pour lequel on perçoit l'importance de son rôle stratégique. Ce rôle ne pouvait pas ne pas « emballer » les forces sociales françaises jusqu'à leur faire adopter des comportements « anormaux » (et leurs conséquences). Les conclusions à tirer doivent être à la mesure de l'ampleur de l'action de cette chaîne telle qu'atteste par sa suprématie sur des radios concurrentes, en terme d'audience en Afrique et dans le monde (cf la revue de l'INA)<sup>413</sup>

Tableau N°9 *L'audience des radios internationales en Afrique francophone*

Audience veille / Radios En %	Bamako	Abidjan	Dakar	Cotonou	Niamey	Nouakchott	Antananarivo	Yaounde	Douala	Libreville	Antananarivo
RFI	25	36	13	16	37	47	21	30	23	55	4
BBC	4	6	1	2	23	5	1	2	3	4	0,5
VOA	0,1	2	0,1	0	4	0,2	0,5	0,1	0	1	0,1
DW	0	0,2	0	0	3	0,1	0	0,1	0	0	0
Radio Chine	0	Nd	Nd	Nd	Nd	0,2	0,2	Nd	Nd	0,1	Nd
Africa N°1	0,1	6	1	1	1	2	3	8	6	25	0
Radio Okapi	-	-	-	-	-	-	16	-	-	-	-
Total	29,2	48,2	15,1	19	68	54,8	49	40,2	32	85	16

Source : Etudes TNS-Sofres/Africascope [en mai 2009 (Bamako), déc 2009 (Yaoundé et Douala) et avril 2010 (Abidjan et Dakar)] et de TNS-Sofres (Libreville, Cotonou, Nouakchott, Antananarivo et Niamey en oct 2009, fev et mars 2010) [Nous avons tiré ces données de [www.ina.fr](http://www.ina.fr)]

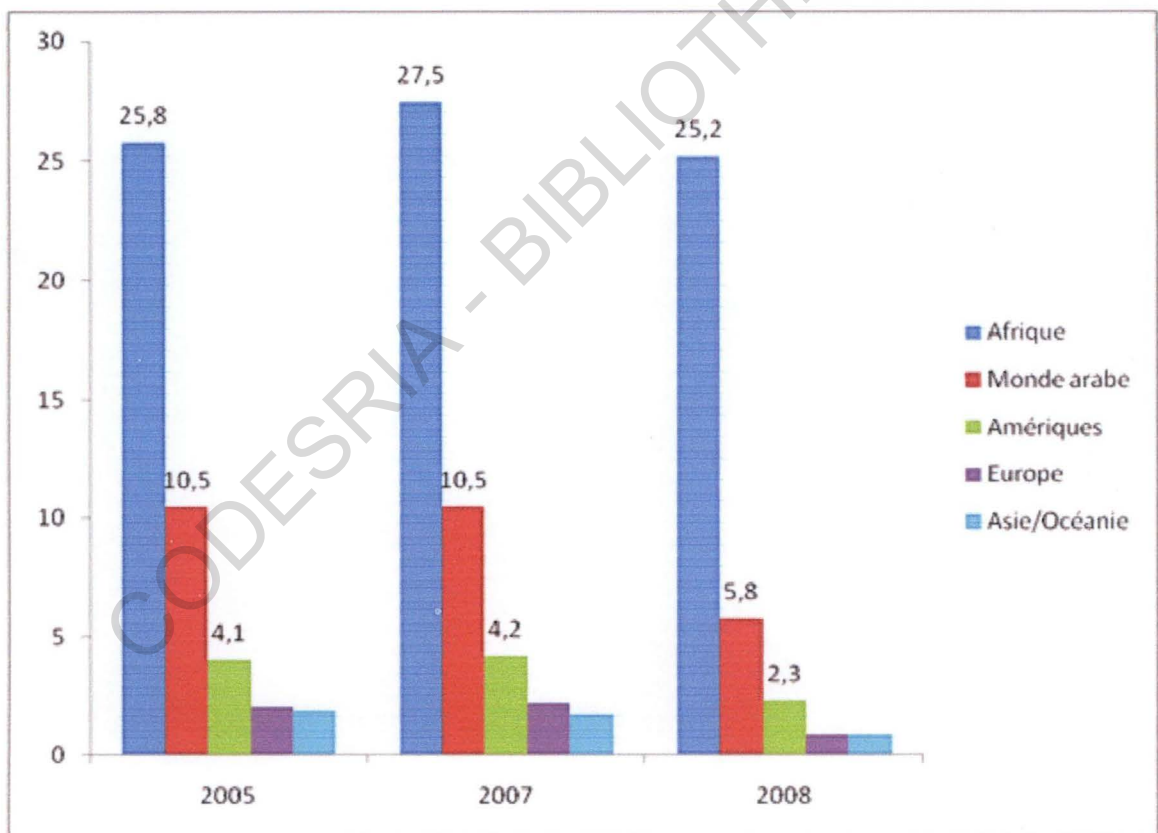
<sup>413</sup> Il s'agit de la revue *Ina global Revue des industries creatives et des medias*. Lire respectivement, Pierre Barrot, « Les radios internationales en Afrique », in <http://www.inaglobal.fr/radio/article/les-radios-internationales-en-afrique> (consulté 1er novembre 2010) et P. Barrot, « RFI, une 'Radio mondiale' tournée vers l'Afrique et le monde arabe », in <http://www.inaglobal.fr/radio/article/rfi-une-radio-mondiale-tournee-vers-l-afrique-et-le-monde-arabe> (consulté le 13/12/2010)



Ce tableau montre comment RFI bat systématiquement toutes les autres Grandes radios internationales en matière d'audience dans les onze villes francophones enquêtées. La décision d'Etat du gouvernement français de s'engager à concentrer l'essentiel de son « action audiovisuelle extérieure de la France » à l'Afrique, avec les efforts conséquents à y déployer ne serait pas l'explication la moins pertinente à avancer à ce sujet. Le fait qui serait bien sujette à débat c'est celui de la possibilité que ce gouvernement soit « dopé », par cet avantage acquis par sa radio à vocation internationale au niveau du continent et à l'échelle mondiale [cf. le graphique ci-dessous], pour se déterminer à s'enfermer dans un **agir communicationnel** politiquement utilitariste.

Graphique N°3 : Evolution de l'audience de RFI dans différentes zones géographiques

Évolution de l'audience de RFI par zone géographique (en millions de personnes)



Source : site Internet [www.inagobal.fr](http://www.inagobal.fr)

Nous recourons à ce graphique par nécessité d'illustration frappante sur l'ampleur du décalage de la couverture que RFI réserve à la seule Afrique et celle qu'elle réserve au reste des régions du monde. Le gouvernement français doit bien en tirer de dividendes, sur le plan de la lutte pour la conquête des imaginaires étrangers (africains) qui est un

terrain strategique pour le contrôle duquel il s'affronte en permanence (dans un sens comme dans un autre) avec les gouvernements des autres puissances

### **Section I Les donnees « naturelles » d'une situation d'information politiquement orientee, chez RFI-Afrique, et leur mise en relation avec les donnees integrees dans la lutte symbolique qui se deroule là**

RFI n'échappe pas a **une verite** sur les medias qu'ont enoncee Noam Chomsky et Edward Herman<sup>414</sup> Ces auteurs nous ont fourni cinq principes de comprehension des actions d'information, qui se presentent comme **politiquement orientee** dans n'importe quelle societe C'est la verite suivante, pour l'utilite de laquelle il ne reste qu'a donner un contenu pertinent a ses principes lorsqu'on veut en tirer des benefices d'application

*les forces qui conduisent les medias a produire une information politiquement ou socialement orientee, loin d'être enfantees par l'amoralite de certains individus, tiennent avant tout a des mecanismes inscrits dans la structure même de l'institution mediatique, son mode d'organisation et de fonctionnement en particulier*

Les mecanismes auxquels ces auteurs font allusion operent, selon eux, comme des « filtres », de « facteurs institutionnels qui fixent les limites a ne pas franchir dans la diffusion et l'interpretation des faits, au sein des institutions a caractere ideologique » Ils ont releve au moins cinq filtres retrouvables dans l'experience communicative de RFI et dont le contenu est a remplir avec des donnees utiles existantes

#### **A Des filtres de selection subtile de l'information a RFI**

Le premier filtre tient a la nature des proprietaires des medias Le point de depart de l'appréciation du travail de RFI est a considerer par-la RFI etant un media d'Etat, la nature de son « propriétaire » nous renvoie a citer les principales caracteristiques de l'Etat français Etat capitaliste, Puissance occidentale faisant partie du puissant groupe de pays *Membres permanents* du Conseil de securite des Nations-Unies, puissance possedant une « grande cour » des pays « ex-colonies françaises d'Afrique et d'ailleurs » et d'autres (sur lesquels la France possede un certain ascendant a travers la « Francophonie ») L'habitus de dominant et l'« esprit capitaliste » des principaux acteurs français feront de leur pays

<sup>414</sup> N Chomsky et E Herman, *La fabrication de l'opinion publique La politique economique des medias americains*, Ed Le Serpent a plumes, 2003, cité par S Halimi et A Bindel, *op cit* p 49 Nous devons signaler que ces auteurs ont traité des medias dans le contexte americain, mais les principes degages se montrent, à notre avis, valables pour apprécier les questions de même nature dans beaucoup d'autres contextes (nationaux, internationaux) Tout dépend de ce que fera le chercheur pour mieux s'y prendre

un « Etat predateur », a l'instar d'autres pays capitalistes occidentaux, pres a commettre des « abus de puissance » Cet etat de chose « embrigade » les medias mis a contribution dans des carcans organisationnels attrayants et aux apparences parfaites<sup>415</sup> mais dont les effets ne profiteront pas de maniere efficiente a leurs publics/recepteurs

Les defauts constatés ont trait a l'entorse que lesdits medias sont souvent appeles a faire a l'ideal des droits de l'Homme lorsqu'ils arrivent a produire des informations que nous categorisons et qui sont verifiables, comme « informations politiquement orientees » (cf les quelques 'informations' que nous exploitons a des fins d'illustrations)<sup>416</sup>

Le second filtre renvoie aux sources de financement des entreprises mediatiques RFI en beneficie prioritairement de la part du Ministere (français) des Affaires etrangeres et du contribuable français a travers la *Redevance radio-television* Le tableau ci-apres le montre dans les details et nous suggere une appreciation critique opportune

Tableau N°10 *L'evolution des dotations publiques a RFI (en millions d'Euros) de 2002 a 2008*

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
MAE	69,67 (57,67 %)	70,37 (57,36 %)	71,42 (57,40 %)	72,13 (57,31 %)	69,54 (55,45%)	69,63 (55,2%)	<b>71,13</b> (55,07%)
Redevance	51,23 (42,40 %)	52,30 (42,63 %)	53,00 (41,58 %)	53,71 (41,77 %)	55,86 (42,89%)	56,53 (42,74%)	58,03 (44,92%)
Total	120,80	122,67	127,51	128,62	130,21	132,24	133

Source <http://www.senat.fr/rap/a07-094-3/a07-094-31.html>, (le 21/07/2008)

La critique a faire vient de la nature et des objectifs naturels du donateur principal qui, comme pour la plupart des pays (a visees imperialistes), se presente generalement en un « Centre d'ordonnancement des actions de propagande a l'exterieur » La distribution, ainsi faite, des parts qu'il injecte a RFI, telle que le montrent les affectations ci-haut, nous

<sup>415</sup> Cf par exemple la strategie d'implantation des representations de RFI dans les pays d'Afrique que notre analyse critique trouve tendancieuse (du fait de la superposition de la carte des principales implantations de stations-relais avec l'implantation des bases militaires françaises) Cela nous fait voir clairement que les objectifs des « services » offerts par RFI, ne seraient pas eloignes des objectifs politico strategiques poursuivis en Afrique par les differents français gouvernements a travers leurs multiples bases militaires

<sup>416</sup> Cas des informations diffusees par RFI a l'occasion de l'assassinat du president L-D Kabila, en janvier 2001 Et des « relais » faits aux informations (reconnues a posteriori, aujourd'hui, comme mensongeres) que les autorites americaines avaient eu a faire diffuser a son temps pour faire accrediter la these de la detention par Saddam Hussein des armes de destruction massives Aussi, des informations discutables relayees par RFI et autres, sur les « massacres perpetrés par Kadhafi contre son peuple », etc

fait penser a un « financement politiquement fonde » Car, quand le Ministère des affaires etrangeres (MAE), miroir de la diplomatie du pays, se charge de supporter la moitie de ce budget, la visee logique ici doit aller dans le sens de ce qu'ecrit Roger Nouma (d'une RFI jouant plus le rôle d'instrument au service du rayonnement de la France dans le monde et moins celui d'acteur objectif d'information de ses cibles, comme on le pense a tort)<sup>417</sup>

Le troisieme filtre est a trouver dans les sources d'information privilegiees par les journalistes Tous les medias occidentaux a vocation internationale ont comme sources privilegiees les differentes grandes ou petites Agences de presse a leur portee (AFP, AP, Agence Reuters, Agence Chine Nouvelle, Agence TASS, Agence Pana ) auxquelles ils ajoutent leurs propres reporters installes ou envoyes dans plusieurs coins de la planete Cependant, la demarche est differente s'agissant des Grandes radios internationales (dont evidemment RFI) , elles prennent les mêmes sources mais avec une importance inversee Leur attention est beaucoup plus concentree sur les « comptes-rendus » de leurs propres « temoins » sur les theâtres des evenements faisant l'objet des actualites a mediatiser

S'agissant particulierement de RFI, notre observation nous a conduit a un constat assez curieux sur cette question ses reporters lances sur des evenements « sensibles », au niveau de l'Afrique, sont generalement dans leur quasi-totalite des citoyens français alors qu'elle (RFI) regorge de nombreux journalistes etrangers/africains tout aussi competents en matiere de journalisme radiophonique que les autres Ce fait met la, sur la table, la tres pertinente question du rôle de l'habitus de dominant dans les comportements des acteurs de la vie sociale et/ou de la vie internationale Les comportements « suspects », en termes de **discours mediatiques selectifs**, qu'on impute a RFI et aux autres medias occidentaux a vocation internationale tient pour beaucoup a cette cause subtile

Le filtre suivant, le quatrieme, a trait aux protestations adressees aux responsables de la presse [ou des Grandes radios internationales], lesquelles contribuent a apprecier les limites de ce qui est diffusable sans risque Ainsi, s'agissant notamment des protestations touchant RFI en Afrique, ce sont globalement celles qui viennent des gouvernements des pays couverts par cette chaîne et que les critiques (surtout les ONG occidentales) classent

---

<sup>417</sup> Cf R Nouma, *op cit*

dans le registre de la censure [« en violation des droits de l'Homme » ou mieux du droit a l'information)]<sup>418</sup>

Les gouvernements occidentaux profitent ainsi de l'« avantage » que les droits de l'Homme soient des « references ideales » pour exceller dans l'exploitation des strategies mediatiques meublees de « pieges » susceptibles de captiver l'imaginaire des recepteurs (Africains) Nous l'avons vu, ce sont des pieges montes sur base notamment des donnees anthropologiques africaines Les informations diffusees sur cette base methodologique se presentent ainsi en principe comme sans trop de risques pour les « sources » occidentales, qui auront en face d'eux des gouvernements (concurrents) locaux depourvus d'arguments defendables et aussi des publics-cibles dont leurs imaginaires « conquis » par le jeu joue la seront conditionnes pour **epargner les dominants du devoilement**

Le cinquieme et dernier filtre est celui des presupposes ideologiques dominants, interiorises par les journalistes et qui guident leur interpretation de l'actualite comme le compte rendu qu'ils en font Dans leur contexte des societes occidentales, les journalistes de RFI sont « moulus » dans la realite globale de l'« ideologie capitaliste » (qui trouve un large sens dans un certain nombre de « petites » ideologies que sont le neo-liberalisme, l'« ideologie des droits de l'Homme », l'« ideologie de la communication », etc ) Il leur est difficile de se departir de l'habitus de dominants, qui est en eux, construit par tout ce que produit les processus de socialisation a fondements essentiels capitalistes

## **B Des illustrations de l'information politiquement orientee, qui chargent RFI**

Pour traiter de la question de l'information politiquement orientee, chez RFI, nous avons retenu deux illustrations, marquant une forte influence de l'« ideologie capitaliste occidentale » sur les presentateurs des informations a cette chaîne Elles ont trait a deux « cas de terrain africain », couverts par RFI au premier semestre de 2011 la Libye et la Côte d'Ivoire Ce sont des informations en rapport avec les « guerres » que connurent ces deux pays, a la suite de la « crise post-electorale » pour le second et de la « contestation

---

<sup>418</sup> Il est verifiable, quand on évoque cette derniere accusation on ne s'intéresse jamais aux arguments des accuses (les gouvernements qui censurent) On voit la le triomphe du droit de nommer [mieux **le droit de se donner toujours raison**, reconnu implicitement aux Occidentaux], tel qu'il est toujours couvert par « les droits de l'Homme », les medias occidentaux sont un lieu ou il transparait facilement pour s'imposer dans la société La force de ce droit (arbitraire), « institué » et appuyé par l'ideologie et les discours politiques occidentaux, est telle qu'on ne reconnaît pas tellement les abus de ces medias quelque soit leur niveau de culpabilité !

populaire du régime en place » pour le premier. La possibilité d'évoquer les informations politiquement orientées est à mettre en liaison ici avec l'antagonisme d'intérêts prévalant en ce moment entre, d'une part, le gouvernement français et le président Laurent Gbagbo (Côte d'Ivoire) et, d'autre part, ce même gouvernement et le président Kadhafi (Libye)

*a) En rapport avec la Côte d'Ivoire les variations du discours sur les rebelles*

Les informations diffusées par RFI pendant la « crise post-électorale » que connut ce pays montraient un acharnement inconsidéré à l'endroit du président Gbagbo<sup>419</sup>. Un acharnement encouragé par l'avantage de ce « droit de nommer » qu'ont les Occidentaux (toutes les catégories d'acteurs des relations internationales confondus, dont RFI), lequel (droit) ne dérangera aucunement cette chaîne dans ses informations sur la Côte d'Ivoire. Celle-ci n'hésitera pas, par exemple, à faire évoluer à sa guise l'appellation des célèbres forces rebelles ivoiriennes qui venaient in extremis à la rescousse d'Alassane Ouattara (le « pro-occidental », dans la guerre qu'il se livrait en ce moment avec Laurent Gbagbo

Deux concours de circonstances opposées (la première circonstance favorable à Gbagbo, la deuxième favorable à Ouattara) ont suggéré le changement brutal et injustifié de discours médiatique qu'on constatera. Au regard des réalités du travail idéologique qui revient naturellement aux médias dans la société on y verrait l'intention bien apparente de contrer Gbagbo, l'« ennemi » de la France! Le premier discours que nous retenons vient quand, au plus fort de cette guerre, la ville de Blolequin est tombée entre les mains de ces rebelles (de Ouattara) qui « régnaient » au Nord du pays depuis près de 10 ans. RFI en dit en substance ce qui suit

*Après avoir pris dans l'ouest du pays quatre villes au camp Gbagbo en un mois, l'ex-rebellion des Forces nouvelles (FN) alliée à Alassane Ouattara, qui tient la moitié nord du pays depuis le putsch raté de 2002, a conquis Blolequin*  
(RFI le 22/3/2011 19h30 T U)<sup>420</sup>

<sup>419</sup> Notons que la crise post-électorale à la suite de laquelle on enregistre tout le remue-ménage constaté sur les plans politique et communicationnel concernant la Côte d'Ivoire et la France, tient à la contestation des résultats de l'élection présidentielle (de novembre 2010) par Gbagbo. Celui-ci, mécontent de la publication « cavalière » de ces résultats, s'auto-proclama président et ne jurait qu'en un recomptage des voix comme préalable pour la révision de sa position. C'est sur ces entrefaites que la France, appuyée par l'ONUCI, se fera le « garant de la transparence » en Côte d'Ivoire et s'attaquera ouvertement à Gbagbo sans traiter de la question cruciale des irrégularités. Le problème ici est cet engagement « outré » de ses médias.

<sup>420</sup> C'est nous qui soulignons cette réalité (« ex-rébellion des Forces nouvelles ») et soulignons aussi la réplique de cette réalité (« Forces républicaines »), qui est reprise dans la citation suivante [et qui deviendra peu à peu la catégorie officielle d'identification des rebelles de Ouattara jusqu'à sa victoire et après].

RFI livre cette information, sur la progression sur les terrains des hostilités de ce qu'elle appelle « *l'ex-rebellion des Forces nouvelles* ». Là, pas trop de problèmes, on est en face des troupes qui méritent d'être qualifiées comme telles. Mais le problème ici c'est que cette dénomination de rebelle changera, onze jours seulement après, comme l'atteste en substance l'information suivante. Un changement qui coïncide, curieusement, avec la résistance que l'armée nationale (contrôlée par le président Gbagbo) oppose aux rebelles. Cette information qui relatait la situation sur le terrain des combats, à Abidjan, le 2 avril 2011, finit par introduire une vraie nouveauté dans les esprits avec les termes de « *Forces républicaines* » collés désormais aux forces rebelles. Le développement de ce texte étale la logique suivie pour y parvenir.

*La journée du samedi 2 avril 2011 n'a pas été décisive pour l'offensive des forces du président ivoirien reconnu par la communauté internationale, Alassane Ouattara, à Abidjan. Le chef de l'État sortant Laurent Gbagbo et son camp - qui contrôle la télévision - a appelé ses partisans à se regrouper et à se mobiliser.*

*Aux environs de 12h15, lorsque des tirs d'obus et de mitrailleuses ont commencé à retentir sur le quartier du Plateau, on a cru qu'un assaut était en cours mais au bout d'une dizaine de minutes ces tirs ont cessé.*

*Cette absence d'opération des forces républicaines sur les sites les plus stratégiques d'Abidjan depuis vendredi après-midi permet au camp de Laurent Gbagbo de se reorganiser. Notamment grâce à la RTI qu'il contrôle à nouveau, il lance des mots d'ordre de mobilisation (RFI, le 2/4/2011, 19h30' T U).*

La curiosité est grande d'entendre parler de forces républicaines au sujet de forces rebelles venues à la rescousse de Ouattara alors qu'à cette date, le chef d'état-major de ce qui était reconnu unanimement comme l'Armée nationale de la Côte d'Ivoire (à laquelle revenait de droit l'étiquette de « Forces républicaines »), nommée par Gbagbo, n'était pas moins acceptée par tous (Ivoiriens, Étrangers, Organismes internationaux) avec ses titres et qualités<sup>421</sup>. Mais RFI adoptera malgré tout, « avant la lettre », la nouvelle dénomination qu'elle inaugurerait et ce jusqu'à la victoire finale de ces troupes sur celles de Gbagbo<sup>422</sup>.

Nous associons cette manière d'agir à l'intelligence stratégique. Car les stratèges de RFI n'auraient pas eu à vouloir capitaliser autrement la « crédibilité » de leur chaîne

<sup>421</sup> Il s'agit du général Philippe Mangou. Il sera, après tout, un des acteurs importants dans les négociations des coulisses et on peut se rappeler même qu'après la prise de pouvoir par le camp de Ouattara Mangou amènera quelques officiers avec lui et fera « allégeance » au nouveau pouvoir.

<sup>422</sup> Les troupes de Gbagbo seront défaits, par les rebelles appuyés (discrètement) par les forces spéciales françaises qui captureront Gbagbo au Palais présidentiel le 11 avril 2011.

aupres des publics africains qu'en s'adressant a eux en utilisant des mots ou qualificatifs « forts » susceptibles de **frapper adroitement l'imaginaire de leurs cibles** Les effets a attendre devaient venir donc des avantages du matraquage mediatique

*b) En rapport avec Kadhafi les variations des informations sur l'argent libyen depose dans les banques occidentales*

La même tendance (supposee) a la manipulation, bien dangereuse des mots, a ete visible s'agissant de Kadhafi pendant la guerre de l'OTAN contre la Libye Dans leurs actions qualifiables de « psychologiques » visant la « tête » de cet ennemi irreductible des dirigeants occidentaux, les medias de ces derniers exploitaient savamment cette arme du langage A titre exemplatif, en rapport avec ce jeu malin de variations des discours et des mots, la plupart des medias occidentaux (et RFI naturellement) ont eu a lancer au moins trois differentes appellations « a qualificatifs bien choisis » pour designer sournoisement les sommes d'argent placees par le gouvernement libyen dans les banques occidentales

Tout commençait, des le debut du conflit entre Kadhafi et les « Insurges » que les Occidentaux s'empresseront a reconnaître, par les termes consacres (et utilises a ce sujet depuis longtemps, par les mêmes Occidentaux) de « Fonds souverains libyens » (variant entre 60 et 80 Milliards de dollars americains, selon plusieurs sources fiables) Mais, des variations tout-a-fait injustifiees des discours politiques et mediatiques y relatifs seront constatees, avec le temps, et curieusement en fonction des variations de l'evolution de l'equilibre des forces sur le theatre des affrontements (de la guerre en question)

Une des premieres informations de RFI sur la fortune libyenne placee en Occident par le gouvernement libyen et/ou par les proches de Kadhafi, que les gouvernements en conflit avec Kadhafi decidaient de geler, a ete celle diffusee dans la mi-journee du 2 mars 2011 Elle se montre tendancieuse, a notre avis

*Les avoirs libyens au Canada, en Australie, en Norvege, en Suisse ainsi qu'aux Etats-Unis sont egalement geles suite aux sanctions de l'Onu Le Tresor americain a ainsi gele 30 milliards de dollars d'actifs appartenant a la Banque centrale et les **fonds souverains libyens contrôles par Kadhafi** Le gel des avoirs etrangers est une procedure complexe Pour l'obtenir, il faut une decision des autorites politiques mais pour la saisie des biens en question, il faut une decision judiciaire*

*En France, l'association Sherpa et Transparence Internationale ont depose, le 25 fevrier 2011, **une plainte contre X pour « corruption, blanchiment et recel d'abus de biens sociaux », contre Kadhafi et son entourage familial, sur le modele des***



*plaintes deposees contre Ben Ali et plusieurs chefs d'Etat africains* Une enquête de police a été ouverte suite a cette plainte

Le caractere tendancieux de cette longue information tient au fait qu'elle parle des modalites indispensables pour « confisquer » cette colossale fortune du peuple libyen que le gouvernement de Kadhafi a garde en faveur des generations futures de Libyens Elle ne fait même plus allusion aux « Fonds souverains » auxquels les medias occidentaux eux-mêmes avaient parle a certaines occasions avant le conflit Kadhafi-OTAN Donc comme les traditions de tout ce qu'on appelle « fonds souverains » l'indiquent partout ailleurs<sup>423</sup>

La premiere partie de l'information ci-haut confirme la reconnaissance de depart de l'existence des Fonds souverains libyens mais, ideologie oblige, il n'a pas manque une certaine tendance a diaboliser leur ennemi On s'en rend compte a travers l'insistance sur le fait que ces fonds sont sous « contrôle de Kadhafi » Par cette insistance il ne s'agirait pas d'une suggestion bienveillante aux publics-cibles dans le sens de louer l'initiative, rare en Afrique, de songer aux generations futures en leur reservant de l'argent provenant de la vente des ressources naturelles epuisables du pays (le petrole ici) Dans ce contexte ou on voulait a tout prix « abattre » Kadhafi, le fait pour ses « accusateurs » occidentaux de placer le terme « contrôler » dans une narration egrenant les actions de represailles contre cet « indésirable » n'aurait logiquement pas un sens eloigne de la diabolisation

Une telle demarche, aux apparences « politiciennes », exige a leurs auteurs des arguments bien appropries, ceux susceptibles de faire effacer dans les esprits a leur portee le caractere louable et exemplaire de cette initiative Ils (les gouvernements occidentaux) auront tout a gagner, ils pourront arriver dans une certaine mesure a convaincre un grand monde, ce qui leur garantirait un certain succes dans leur lutte symbolique avec Kadhafi Car ils etaient longtemps en conflits latents, qui degeneraient parfois en conflits ouverts a certains moments (cf cette guerre avec l'OTAN) comme nous l'avons fait voir

Kadhafi etait en fait un leader atypique, qui s'evertuait a voguer a contre courant de l'ordre politique des choses impose aux (faibles) pays africains par les gouvernements occidentaux comme nous le montrons dans la *Section II* D'ou ceux-ci avaient tout interêt a convaincre les Africains a detester ce leader « arrogant et dangereux » L'information

---

<sup>423</sup> Cet argent merite bien d'être appele « Fonds souverains la Libye » par l'allusion a leur appartenance a la Banque nationale libyenne et gerés par celle-ci, comme le reconnaissent plusieurs sources (occidentales)

par des méthodes « douces » à l'instar de celles de RFI à tout d'une stratégie porteuse par le fait qu'elle prépare psychologiquement les esprits à la résignation face à certains abus des Occidentaux. Alors que les arguments appropriés produits pour cela, afin de faciliter la réalisation de ce projet sont ceux utilisés dans des entreprises de propagande de guerre et à forte connotation morale ou presque<sup>424</sup>

La deuxième partie de l'information analysée confirmerait nos propos, car on fait recours à cette stratégie ici (cf la « plainte contre X » visant Kadhafi, sur qui on colle les étiquettes de **corruption**, **blanchiment**, **recel d'abus**, etc.) Cela nous re-introduit dans le débat sur le rôle stratégique de l'habitus (de dominants) dans différentes situations de lutte symbolique engageant les Acteurs occidentaux contre les Acteurs africains et vice-versa, sur différents champs sociaux qui les réunissent. Il sied, à cet effet, de s'interroger en ce double questionnement qui s'impose à notre avis. Faut-il croire à l'objectivité de RFI dans le conflit qui avait opposé OTAN à Kadhafi, au vu de la structuration (« par calcul ») de cette information comme nous l'avons constaté et, comment voir l'« apport » de cet habitus de dominants chez les concepteurs/présentateurs de ladite information ?

Comme réponse, se confirmant dans la suite de notre analyse, il y a d'abord à dire que les faits sont édifiants à la lumière de ce que l'on sait déjà : l'information est toujours influencée par l'idéologie de la personne ou, mieux de la structure (et/ou de l'institution) qui la « fabrique » ou la diffuse<sup>425</sup>. Et celle de RFI n'échappe pas à ce principe, partant du fait que l'idéologie capitaliste neo-libérale a re-façonné les Grandes radios internationales et celles-ci ont mis en place des stratégies « dictées » par les contraintes « secrètes » par cette idéologie et pour lesquelles on peut apprécier l'apport des habitus des présentateurs des informations diffusées. On pourra s'en rendre compte dans nos analyses.

On le voit dans l'information analysée, par le fait qu'elle ait été fabriquée en deux parties : une partie donnant la substance de la « nouvelle » à livrer au public (« le gel des avoirs libyens ») et une autre partie ajoutant un « fait divers accusateur » inopportun ici (« la plainte contre X »). Inopportun puisque l'objectif poursuivi, dans la philosophie des

<sup>424</sup> Les arguments d'ordre moral alimentent beaucoup la propagande de guerre qui se cache toujours dans la guerre médiatique que se font les protagonistes des conflits dans le monde actuel, ou les médias font la vie de la société (lire à cet effet, par ex. Anne Morelli, *Principes élémentaires de la propagande de guerre applicables en cas de guerre froide chaude ou tiède*, Editions Labor, 2001)

<sup>425</sup> Lire à ce sujet Florence Aubenas et Miguel Benasayag, *Fabrication de l'information. Les journalistes et l'idéologie de la communication*, Paris, La Découverte, 2003

Occidentaux face des telles situations, a toujours ete de priver les dictateurs de l'« argent vole » comme ils l'ont fait au sujet par exemple des presidents Moubarak (Egypte) et Ben Ali (Tunisie) frappees a tort ou a raison de cette accusation

Cela ne vaut pas pour Kadhafi dont les « Insurges » ne se plaignent ouvertement que de la « confiscation de la liberte et de la democratie », du « nepotisme », et qu'ils ne sont pas moins « gâtes » par le « bien-être » que leur procure le gouvernement critique de Kadhafi. D'ailleurs, tous les observateurs serieux reconnaissent a ce gouvernement ce que les autres gouvernements africains dotes de ressources naturelles importantes ne font pas correctement pour leurs populations. La plupart de ces gouvernements maintiennent leurs populations au niveau de la recherche de la satisfaction des besoins elementaires<sup>426</sup>

Au vu de ce decalage, nous n'hesitons pas a y voir une certaine façon de chercher a alourdir le « dossier » de « l'homme a abattre » que representait Kadhafi. Par-la nous pensons a l'apport de l'habitus de dominant le sujet occidental, qui « fabriquait » cette information de RFI, devait sans doute avoir eu cet habitus actionne ce jour. Il avait, consciemment ou non, interêt bien « personnel » a s'interesser a tout ce qui pouvait entrer dans le « paquet » indispensable pour l'affaiblissement ou pour la destruction de Kadhafi qui se presentait indiscutablement comme une menace pour « ses » interêts vitaux<sup>427</sup>

Dans le même registre de la « fortune de la Libye », une autre information de RFI diffusee au soir du même jour montre un « glissement » tout aussi interesse du discours

<sup>426</sup> Parmi les observateurs aux « témoignages » riches et non contestés, nous ne cesserons de citer ceux de du CIRET-AVT (*op cit*) qui relèvent entre autres « exploits » de Kadhafi (dont certains ne sont même pas réalisés aux Etats-Unis, en France) « *Aujourd'hui grace au socialisme arabe du gouvernement et la manne petroliere la Libye connait un de plus hauts niveaux de vie du monde et le plus eleve en Afrique. La plupart des familles libyennes sont proprietaires de leur domicile et la plupart possedent une voiture. Le systeme public de sante gratuit est l'un des meilleurs du monde arabe de meme que l'education egalement gratuite et largement ouverte aux femmes. Hopitaux et dispensaires sont aux normes europeennes et les prestations sollicitees de et a l'etranger prises en charge par l'Etat* » (p 9)

<sup>427</sup> Une des illustrations sur la menace, portée par Kadhafi, contre les interêts occidentaux vient des Etats-Unis, selon ces Experts de CIRET-AVT. Ils avancent, par exemple que « *Washington souhaite prendre sa revanche contre Kadhafi lequel a refuse en 2008 de rejoindre l'US Africa Command (Africom) commandement regional instaure par le Pentagone pour lutter contre le terrorisme et la penetration de la Chine en Afrique. Le guide libyen avait alors declare s'opposer a cette 'demarche imperialiste qui essaie d'acheter tout le continent'* » (p 34). Il y a à citer, également, d'après cette même source, l'effort fourni par Kadhafi d'essayer de « liberer » l'Afrique des « griffes » de l'Occident en matiere p ex des telecommunications, longtemps bloquées par les gouvernements occidentaux. « *Le leader libyen a pris ce projet a sa charge et a mis 300 millions de dollars sur la table pour debloquer le projet. La Banque africaine de developpement a ajoute 50 millions de dollars et la Banque de developpement de l'Afrique de l'Ouest 27 millions. C'est ainsi que l'Afrique a obtenu son premier satellite de telecommunications le 26 decembre 2007* » (p 10)

mediatique en cette matiere a l'instar de ce qu'on a connu par rapport a l'evolution de la denomination des troupes rebelles qui ont installe Alassane Ouattara au pouvoir en Côte d'Ivoire On ne fait même plus allusion aux « Fonds souverains » de la Libye , l'accent est mis plus sur « l'argent des Kadhafi » Cette information commence par « *La fortune personnelle des Kadhafi serait colossale* » et expose un certain nombre d'activites auxquelles les enfants Kadhafi se livreraient [pour generer l'argent] avant de recourir au celebre journal londonien *The Telegraph*, pour une « illustration de poids » des propos avances auparavant, en lui tirant des elements « probants » ci-apres « *Kadhafi detiendrait 23 Milliards d'euros d'avoirs liquides et autres faisant un total de 87 Milliards d'euros* »

Avant de nous interesser a la precision de cette information (ces chiffres), nous disons qu'il ne serait pas exagere de lier l'attitude des puissances occidentales vis-a-vis de Kadhafi a la serieuse competition que ce dernier s'evertue a imposer a ces puissances comme nul autre pays ne pouvait le faire sur le champ politique Nord-Sud/Occident-Afrique avec le leadership (et l'ascendant) que prenait la Libye en Afrique (cf par exemple cette « audace » de chercher a liberer l'Afrique du « joug » occidental sur le plan des telecommunications)<sup>428</sup> Kadhafi agit presque de la même maniere sur le champ communicationnel Nord-Sud, ou il a songe a avoir un media international relativement puissant dans l'espoir certain de se donner aussi le « droit de nommer » a l'instar des puissances du Nord Il profitera alors de la vente aux encheres par le president Bongo de la « Radio panafricaine » *Africa n°1*, pour la racheter (en 2008)<sup>429</sup>

Kadhafi se presentait ainsi comme l'homme ideal a abattre, qui ne merite plus des attaques isolees de l'une ou de l'autre puissance occidentale Son independance d'esprit, sa vision de la marche du monde (et de l'Afrique), ses projets, etc , opposes aux desseins (d'hier et d'aujourd'hui) de ces "**maîtres du monde**", semblaient faire office de « defis » lances a ces derniers (maitres) Pour cela, Kadhafi devait bien logiquement meriter une « sanction exemplaire » de tres grande envergure de la part de l'Occident Les « frappes aeriennes » de l'OTAN, en cette annee 2011, se justifiait la, avec toute la mobilisation

<sup>428</sup> Il n'y a pas que les telecommunications D'autres **actes osés de leadership**, susceptible de détrôner les puissances occidentales dans l'imaginaire des Africains, poses par Kadhafi, sont par exemple le fait pour le gouvernement libyen de financer le budget de l' « Union africaine » à hauteur de 15%, se presentant comme une « puissance » a l'instar de l'UE (« Union européenne ») à laquelle l'U A recoure pour un complément de fonds nécessaires pour son budget Il y a à citer aussi les nombreux investissements qu'il faisait dans certains pays africains, jusqu'au-delà des proportions des investissements occidentaux sans compter d'autres types d'« exploits » (pour des amples renseignements, Cf CIRAT-AVT, *op cit*)

<sup>429</sup> Le Journal burkinabe *L'Observateur Paalga*, cité par le Journal français *Rue89*, nous donne les details ci-apres sur ce rachat d'*Africa N°1* avec cette repartition des parts *Libyan Jamahriya Broadcasting* (52%), l'Etat libyen (35%) et les Privés gabonais (13%) Cf <http://www.rue89.com/2008/08/05/omar-bongo-revend-la-radio-afrika-n-1-au-libyen-kadhafi> (consulte le 09/11/2010)

que l'on a connu des grands medias occidentaux intervenant dans l'« accompagnement mediatique » a cette vraie action de destruction impitoyable du « systeme Kadhafi »

En parlant d'accompagnement mediatique de l'OTAN, nous voulions en fait tirer sur une piste nous amenant a souligner le caractere tres politique des actions des Grandes radios internationales Ce caractere est plausible au vu d'au moins deux faits majeurs qui ont marque la fin de cette guerre 1) la violation coupable par l'OTAN du « mandat » lui accorde en Libye par le *Conseil de securite des Nations-Unies* en faisant une « guerre terrestre » a Kadhafi , cela n'etait pas du tout prevue dans sa *Resolution 1973*<sup>430</sup> Cet acte a, par ailleurs, confirme la « complicité » de RFI avec son terme ambigu de soldats « **bi-nationaux** » que nous explicitons ci-dessous (voir notes infra ) 2) l'ultime variation du discours de RFI en ce qui concerne la fortune libyenne dans les pays occidentaux , apres la chute de Kadhafi, elle n'osera plus parler de Fonds souverains libyens encore moins de l'Argent de Kadhafi et sa famille mais d'« Avoirs libyens » en France et ailleurs<sup>431</sup>

Toutes les informations ci-haut en rapport avec la guerre du conflit post-electoral en Côte d'Ivoire et de la guerre OTAN/Kadhafi en Libye et celles que nous donnons dans le chapitre suivant qui examine toute l'action communicative de RFI-Afrique, ne saurons être credibles si nous n'en fournissons pas certains de determinants objectifs C'est ce que nous faisons dans la section qui suit

## **Section II Les determinants de base de l'engagement de RFI dans la production de l'«information orientee », à destination de l'Afrique noire, sens de resultats attendus et indices d'impact negatif a considerer**

La question sur les determinants de l'engagement de RFI dans la production de ce que nous appelons de l'information orientee trouve sa pertinence dans les exemples que nous retenus du Zimbabwe et de la Libye Nous analysons quelques causes qui font de

<sup>430</sup> On s'en est rendu compte les deux derniers jours des affrontements, qui ont abouti a la prise de Tripoli par les troupes coalisées Rebelles/Forces spéciales (américaines, britanniques et françaises) et a la chute du régime de Kadhafi en août 2011 Cette information a été confirmée par plusieurs sources occidentales alors que RFI parlait des forces composées par des « bi-nationaux » [entendez des « citoyens libyens » ayant une double nationalité américaine, britannique, française ] Habitus de dominant intervenant certainement, le reporter de RFI ne pouvait pas expliquer autrement les actions d'éclat des forces rebelles (que les médias occidentaux présentaient trois mois auparavant comme « inexpérimentées » et totalement inefficaces) qu'avec un tel argument savant et « propre »

<sup>431</sup> RFI annonce par exemple, ce 1<sup>er</sup> septembre 2011, que « La France obtient l'autorisation de debloquer 1,5 Milliards d'euros d'avoirs libyens » (cf [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr))

RFI une sorte d'instrument de "lynchage médiatique" contre les leaders de ces pays La pertinence soulignée vient du fait de ce choix porte sur des pays ne se trouvant pas dans le giron français (des ex-colonies françaises ou de la Francophonie)

Cet élément pourrait être évoqué dans le cadre d'un discours politique pour servir comme indicateur objectif de l'« engagement du gouvernement français à agir, au nom de l'universalité des droits de l'Homme » afin de chercher à « sauver » les peuples qu'il juge opprimés. Mais, pour ne pas tomber dans ce vrai « piège verbal », essayons de confronter les discours médiatiques de RFI à certaines « données sociales parlantes » susceptibles de nous faire découvrir les intentions cachées des initiateurs de cette radio telles que nous les supposons profiler derrière les comportements et attitudes affichées par celle-ci

#### **A Le lynchage médiatique contre Robert Mugabe ou le supplice d'un « obstacle » au bon fonctionnement du nouvel impérialisme de l'ère de la mondialisation**

En 1980, quand le Zimbabwe accède à sa souveraineté nationale et internationale, Robert Mugabe était un leader charismatique et apprécié des Occidentaux. Ceux-ci lui donnaient confiance, en fait, tant que son gouvernement tardait à soulever la question de la Réforme agraire dans un Zimbabwe où, selon les observateurs avisés, *l'accès à la terre aura toujours déterminé les relations de dominants/dominés* [dominants blancs/dominés noirs]<sup>432</sup>. Mugabe et les autres « pères » de l'indépendance en étaient conscients et ont eu à faire des concessions au colonisateur avec l'espoir de déboucher, à la longue (et dans la paix, par des négociations), à une situation nouvelle en cette matière qui soit susceptible de corriger ce tableau « ignoble » de la réalité agraire zimbabwéenne (à l'indépendance) comme la présente Elisabeth Tisserand<sup>433</sup>

*À l'indépendance, les 33 3 millions d'hectares de terres arables du Zimbabwe (sur 39 Millions d'hectares) étaient ainsi répartis : la moitié pour les 6 000 fermiers blancs qui exerçaient une agriculture de type commercial, l'autre moitié pour 840 000 familles dans les zones dites communautaires (anciennes TTA). Les fermes commerciales s'étendaient sur la majorité des terres fertiles, bénéficiant de bonnes conditions agro-écologiques, tandis que les zones communautaires étaient reléguées dans les vallées et plateaux arides aux sols impropres à l'agriculture. Les densités y étaient extrêmement élevées et n'y permettaient pas une agriculture viable. Elles*

<sup>432</sup> E. Tisserand, « La réforme agraire au Zimbabwe (1980-1998) », Cascavel, Brésil, avril 1998 (cf <http://www.firmaOrg/archive/tisserand>, consulté le 22/1/2010). Cf également N. Andrew et W. Sadomba, « Zimbabwe : la "soif de terres" aux origines du mouvement des Anciens combattants », in *Critique internationale* N° 31, avril-juin 2006.

<sup>433</sup> E. Tisserand, *op cit*

*entraînerent une dégradation des ressources naturelles qui appauvrit les sols et les rend stériles*

La réforme de Mugabe, de 1992 (en faisant voter une loi y afférente), faite dans le respect d'une des clauses des *Accords de Lancaster House*<sup>434</sup> qui ne préconisait pas une réforme au détriment des Blancs dans les dix ans qui suivaient l'indépendance, suscitera le courroux des milieux politiques et médiatiques de l'ancienne puissance colonisatrice et des autres puissances occidentales. C'est en ce moment précis que les critiques négatives (de diabolisation) contre Mugabe s'accroîtront à la BBC, à RFI, etc

Pour essayer d'en saisir les vraies motivations cachées, nous avons recouru à ces mots assez « durs » de l'intellectuel camerounais Achille Mbembe pour nous en faire une bonne « entrée en matière ». Il s'agit de sa réaction au sujet du « cas Mugabe »<sup>435</sup>

*« Mugabe est mis à l'index parce qu'il aurait tenté de la propriété des fermiers blancs. Se serait-il limité à brutaliser ses congénères noirs que ses agissements n'auraient suscité aucun cri de haine de la part de ceux qui, aujourd'hui, veulent sa tête sur le plateau d'argent des droits de l'homme et de la démocratie »*

En remplaçant les termes « blancs » et les « Noirs » par les termes correspondants de « dominants » et « dominés », réalité constatée au Zimbabwe (et dans certains d'autres pays d'Afrique), nous avons la nette impression que lesdits propos semblent insinuer sur le **"caractère sélectif du discours sur les droits de l'Homme"**. Mais nous pouvons aller plus loin, en nous référant aux logiques économique et politique actuelles des puissances occidentales, celles se comprenant désormais mieux en termes de « prédation et abus de puissance par la voie normale »<sup>436</sup>. Avec elles, la décision responsable et courageuse du président Mugabe doit être perçue comme « anachronique ». Car il prenait cette décision en 1992, pendant que le monde était déjà dans la Perestroïka qui a fait que les puissants s'organisent pour introduire les populations du Sud et d'Afrique dans l'« imaginaire de la Mondialisation » faisant un éloge outre des « droits de l'Homme et de la démocratie » en mystifiant aussi l'idée (à équivoque) de la « promotion des initiatives privées »<sup>437</sup>

<sup>434</sup> Ce sont les Accords signés entre les représentants de la puissance colonisatrice (la Grande Bretagne) et les représentants du Zimbabwe (alors dernière colonie britannique dans le continent noir), après d'âpres négociations tenues justement à *Lancaster House*, en 1979

<sup>435</sup> A. Mbembe, « Zimbabwe le cynisme des nations », <http://blogs.mediapart.fr/blog/achille-mbembe/240408/zimbabwe-le-cynisme-des-nations>, (consulte le 14/09/2010)

<sup>436</sup> Cela veut traduire, globalement, la manière dont les Abus de puissance (d'ordre économique, politique) des gouvernements occidentaux sont couverts par lesdites structures et/ou dispositions légales suivant la volonté des ces derniers (cf les abus contre l'Irak et la Libye soutenus par l'ONU)

<sup>437</sup> De prime abord, il s'agit d'initiatives de type économique. Mais nous n'hésitons pas à ajouter celles, de type politique (telles ces multiples rebellions qui naissent dans certaines régions spécifiques du monde

Ainsi, plus qu'un simple geste légitime d'un gouvernement décide à corriger une injustice qui perdure au détriment de la grande majorité de ses populations, la décision de Mugabe comportait une autre dimension (subtile) que les dirigeants occidentaux devaient vite percevoir. Elle conscientisait les Zimbabwéens et à travers eux les autres Africains, sur la nécessité que leurs États ne se limitent pas à chercher à se transformer en « États démocratiques » (ceux promouvant uniquement la « démocratie du pluralisme total »)<sup>438</sup>. Il leur faut ambitionner de produire des « États de développement démocratique » (ceux dont les acteurs ont l'« autonomie » d'œuvrer dans le sens d'une distribution conséquente des ressources nationales en capitalisant les principes établis des droits de l'Homme et de la démocratie)<sup>439</sup>.

Plus que le Royaume-Uni, l'ancienne puissance coloniale du Zimbabwe, qui était « préjudiciable » par la décision de Mugabe<sup>440</sup>, la France devait bien s'en offusquer le plus si l'on considère l'aspect « Leadership des puissances occidentales en Afrique ». La France se distinguait en cela, en ce moment, grâce à la célèbre *Conférence de La Baule* qui a eu à marquer grandement les processus de démocratisation en Afrique. La position de Mugabe étant une « menace », comme nous le signifiions, contre la « symbolique démocratique » lancée à La Baule, contrer cette nouvelle idée par l'action de RFI tombait bien à propos.

### **B Le « cas Kadhafi » ou un symbole de l'obstination de ne pas « se faire petit » face à un Occident à l'« appétit hégémonique » désormais plus cruel que jamais**

Le cas de Kadhafi est quelque peu différent de celui de Mugabe. Par rapport aux « injustices » des Occidentaux, Kadhafi avait déjà dépassé l'étape de se révolter contre ces maîtres du monde comme l'a fait Mugabe. Il avait atteint l'étape d'ignorer carrément ces derniers et d'agir « en toute liberté » sur la scène internationale. Il leur imposait cette **concurrence**, pour laquelle nous avons vu transparaître les possibilités de déboucher sur

---

Afrique, Asie du Sud-Est, Monde arabe, etc.) qui ne peuvent trouver leur crédibilité qu'à la condition d'être reconnues par ces puissances, en vertu du « droit de nommer » dont jouissent ces dernières.

<sup>438</sup> C'est la démocratie préconisée en 1999 par le *Discours de la Baule*, qu'on associe facilement à la liberté des gens dans les partis politiques et dans d'autres « lieux » d'expression de la liberté (Syndicat, Église).

<sup>439</sup> Pour comprendre ce type d'État, lire 1) Thandika Mkandawire, « Things About Developmental State in Africa », *African Development in comparative perspective*, Projet Sponsored by The Government of Japan, Study n° 9, United Nations, Geneva, September 1998. 2) Adrian Liftwich, « Forms of the Democratic Developmental State Capacity », in Mark Robinson & Gordon White, *The Democratic Development State Politics and Institutional Design*, Oxford University Press, 1998. Une telle vision se fonde sur l'idée que l'État démocratique est une illusion sans la conquête des droits économiques.

<sup>440</sup> Le Royaume-Uni doit avoir été préjudiciable par cette décision de Mugabe parce que les Blancs dépossédés des terres sont pour la plupart des anciens « colons » britanniques ayant acquis la nationalité zimbabwéenne ou ayant une double nationalité (britannique et zimbabwéenne).



une **revolution mentale chez les Africains** dans le cas ou ceux-ci pouvaient être tenus correctement et suffisamment au courant des faits de la difference que faisait Kadhafi et pour laquelle les Occidentaux « lèses » lui faisait subir regulierement des represailles

Concretement les choses doivent se comprendre en termes de « bouleversements » dans l'imaginaire des Africains que doivent occasionner les « symboles » vehicules par les actions « revolutionnaires » de Kadhafi, a l'oppose de celles bien « alienantes » que reçoivent les recepteurs africains des puissances occidentales. En effet, habitues depuis les independances a entendre abondamment parler (dans les medias) par exemple de l'« Aide financiere du gouvernement français aux pays d'Afrique subsaharienne » ou de l'« Aide japonaise en farine de froment pour les populations du Congo » ou encore de « Don de l'Union Europeenne au Mali », ces Africains (recepteurs de RFI) ne doivent pas avoir leur imaginaire intact. Cependant, même mis dans un conditionnement mental avec ces « expressions stereotypées » de matraquage, ils ne seraient pas moins ebranlés par un schema contraire et edifiant comme celui que faisait transparaitre les actions de Kadhafi.

Le risque suppose etait reel s'il etait arrive que le même imaginaire soit alimente par des "**reperes alternatifs**" qu'etaient les "realisations" de Kadhafi, devoilees tout juste au moment ou la Libye venait d'être attaquée par l'OTAN. Leurs contenus surprenants devaient sans doute effrayer les Occidentaux. Ex : « le gouvernement libyen a fait un don de 300 millions de dollars U S a l'Union africaine pour que l'Afrique se dote de son tout premier satellite des telecommunications », l'« engagement de Kadhafi pour la creation du *Fonds Monetaire Africain* avec un capital de 42 milliards de dollars est reel »<sup>441</sup>

Ces types d'actions, salutaires pour les peuples d'Afrique et naturellement contre l'Occident, longtemps meconnus des Africains, n'etaient pas les premieres du genre. Il en existait d'autres (telles que des Investissements dans les pays africains Tchad, Burkina Faso, Congo-Brazzaville, etc ), a cause desquelles Kadhafi avaient subit la plupart des premieres attaques de grande envergure des puissances occidentales. Le petit panorama etale dans le tableau ci-dessous, en donne certains details saisissants indiquant que tout se passait plus ou moins comme dans une sorte de « **jeu de cache-cache mortel** » entre les deux camps (celui de Kadhafi et celui des Gouvernements occidentaux)

<sup>441</sup> Ces deux dernieres affirmations/revelations, non contredites par des « sources independantes » sont du chercheur camerounais J-P Pougala, *op cit*, et on les retrouve également dans le rapport des Experts cité abondamment ici du CRET-AVT, *op cit*

Tableau N° 11 *Panorama des faits de la lutte symbolique et/ou ouverte entre Kadhafi et les Puissances occidentales (1979-2011)*<sup>442</sup>

Actions posees, intentions exprimees, de Kadhafi, ou lui attribuees (contre Occ)	Attaques ou actions graves de coercition et/ou d'amadouement visant Kadhafi
<p>1979 (2 déc ) 2000 Libyens saccagent l Amb E-U à tripoli pour soutenir Iran ,</p> <p>1982, Kadhafi dénonce la Conférence franco africaine de Kinshasa<sup>443</sup></p> <p>1984 (27 avr ), une policière tuée devant Ambass Libye/Londres Kadhafi accuse</p> <p>- 1986 (14 avr ) attentat meurtrier à Berlin Kadhafi accusé</p> <p>1988 (21 déc ) explosion bombe à bord du vol 103 de la Pan Am au dessus de Lockerbie, 270 morts ,</p> <p>1989 (19 sep ) une explose a bord du vol 772 d UTA au-dessus du Niger, 170 morts, Kadhafi accusé</p> <p>1991, Refus de Kadhafi de livrer les deux « suspects »</p> <p>- 1999 (14 avr ), la Libye livre ces deux « suspects » libyens</p> <p>- 2003 (15 aout), La Libye reconnait sa responsabilité ds attentat de Lockerbie<sup>444</sup></p> <p>2007 (juil) Kadhafi ordonne libération infirmières bulgares accusés d avoir infecté du sida 475 enfants libyens</p> <p>- 2008, Kadhafi refuse de rejoindre l US <i>Africa Command</i> (Africom) la qualifiant de démarche impérialiste contre Afrique</p> <p>2008 Kadhafi refuse de s associer l UPM (Union du Maghreb arabe)</p>	<p>1979, Libye sur la liste des « Etats soutenant terrorisme »</p> <p>1982 campagne occidentale (reussie) pour le boycott Sommet OUA/Tripoli<sup>445</sup></p> <p>- 1984 Londres rompt rel diplomatiques avec la Libye et accroit menaces</p> <p>1986, bombardement par l aviation américaine villes de Tripoli et Benghazi</p> <p>1991 (14 nov ) deux agents libyens sont inculpés en Ecosse et aux E-U pour l attentat de Lockerbie</p> <p>1991 (30 oct ), la France émet mandat d'arret internationaux contre 4 Libyens dont un beau frère de Kadhafi</p> <p>- 1992 (15 avr ) Embargo contre la Libye comme contrainte pr livrer ces suspects</p> <p>- 1999 (14 avr ) Le Conseil de sécurité suspend mais ne leve pas les sanctions ,</p> <p>2003 (12 sep ), Le Conseil de sécurité vote la levée sanctions contre la Libye</p> <p>2007 (23 juil ) voyage de Cécilia Sarkozy pr cette libération , et 2007 (25 juil ) voyage offic Sarkozy à Tripoli</p> <p>2011 vote à l ONU de la Résolution 1973 sur instigation de la France sous le prétexte (de crimes de Kadhafi contre son peuple Les frappes aeriennes de l OTAN commenceront là</p>

<sup>442</sup> Tableau construit sur base des données tirees de 1) R Otayek, « La Libye face a la France au Tchad qui perd gagne ? », [http //www politique-africaine com/numeros/pdf/016066 pdf](http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/016066.pdf), consulte le 13/12/2010) 2) *Nouvel Observateur*, « Chronologie des relations entre la Libye et l'Occident », in [http //tempsreel nouvelobs com/actualite/monde/20031220 OBS1596/chronologie-des-relationentre-la libye-et-l-occident html](http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20031220.OBS1596/chronologie-des-relationentre-la-libye-et-l-occident.html), consulté le 12/12/2010 Et, enfin, 3) CRET-AVT, op cit

<sup>443</sup> A cette date, Kadhafi s'affirme comme un inspirateur de l'Afrique anti-impérialiste, selon René Otayek, *op cit*

<sup>444</sup> Mais, a ce sujet, comme nous l'écrivons plus haut, apres cette « responsabilité reconnue », RFI avait diffuse un « aveu » d'un ancien « Agent secret » qui avouait avoir été « utilisé » pour calomnier Kadhafi

<sup>445</sup> Otayek dit que Kadhafi voulait la tenue du sommet de l'OUA a Tripoli pour qu'il soit désigné a la tête de cette organisation pendant une année et avoir l'occasion de « parler aux *Grands* d'égal a égal » [Il s agit des grandes puissances occidentales Etats Unis, Grande Bretagne, France, etc ] Ce sommet ne se tiendra plus a Tripoli, beaucoup de Chefs d'Etat « proches de l'Occidentaux » accrocheront à l'appel des ces derniers et cela bloquera l « ambition » de Kadhafi Ce sont les Etats Unis qui s'investiront le plus pour les amener a cette attitude le president Reagan dépêchera alors son vice-president (George Bush) et son Ambassadeur aux N U (Jane Kirkpatrick), en Afrique, pour remplir cette mission anti-Kadhafi et reussiront leur coup

Le cheminement de tous ces faits confirme une lutte acharnée et permanente entre l'Occident et un pouvoir d'Etat (ou mieux un Chef d'Etat) africain, comme il n'en existe pas d'autres. Cette lutte ouverte, avec ses aspects symboliques<sup>446</sup> nous aide à comprendre les comportements « outrageux » de RFI vis-à-vis de Kadhafi. Une telle attitude repose à notre avis, et également partant du sens des données exposées ci-haut, sur deux variables explicatives : 1) l'indépendance réelle que Kadhafi veut à la fois pour son pays et pour le grand cadre spatial naturel de ce pays qui est l'Afrique, et 2) la survie pour laquelle les Etats-Unis et les puissances européennes leur alliées recherchent, dans le but d'échapper à des « menaces réelles » (contre leurs systèmes) qui s'accroissent avec la Mondialisation et que les attitudes et comportements « dérangeants » de Kadhafi en constituent des vrais facteurs aggravants qu'il importait de détruire à tout prix.

En dehors de ce qui est donné dans le tableau, la menace principale pour les Etats-Unis, qui semble tout à fait convaincante à en croire le CIRAT-AVT, c'est bien la percée actuelle en Libye de la Puissance mondiale montante : la Chine. Le CIRAT-AVT avance que *Pekin a effectué des investissements massifs autour de l'énergie en Cyrénaïque et s'appuie sur ce pays pour satisfaire une partie de ses besoins énergétiques. Les Chinois comptaient en Libye 30 000 expatriés, essentiellement dans l'Est*<sup>447</sup>. L'intérêt vital ainsi confirmé des E-U pour **une Libye sans Kadhafi** ne se discutait donc pas, s'agissant de la France. Notre tableau le démontre avec quelques positions « opportunistes » de Paris<sup>448</sup>.

Le ras-le-bol de Paris sera total, de toute évidence lorsque Kadhafi toujours égal à lui-même fera du projet européen de l'*Union pour la Méditerranée (UPM)*<sup>449</sup> pilote par la France ce qu'il a fait du **projet américain de l'AFRICOM**. Jean-Paul Pougala va encore

<sup>446</sup> Les aspects symboliques se font voir notamment dans le déploiement de l'habitue de dominants chez les acteurs produisant les informations (à RFI, TV5) dans les discours politiques répercutés par ces médias.

<sup>447</sup> CIRAT-AVT, *op cit*. Cette position semble crédible et doit sans doute « effrayer » les Etats-Unis, plus d'un spécialiste argumente dans ce sens, à l'instar par ex du site <http://www.mazerolle.fr> qui y va par des chiffres (le PIB en dollars PPA ou en dollars international, au niveau mondial) qui montrent la montée fulgurante de la Chine derrière les Etats-Unis ouvrant la possibilité de dépassement des premiers par cette dernière : 1) en 1980 (E-U 1<sup>er</sup> avec 2790 \$, Chine 13<sup>e</sup> avec 248 \$), en 1990 (E-U 1<sup>er</sup> avec 5803 \$, Chine 8<sup>e</sup> avec 910 \$), en 2000 (E-U 1<sup>er</sup> avec 9817 \$, Chine 3<sup>e</sup> avec 3006 \$), en 2008 (E-U 1<sup>er</sup> avec 14290 \$, Chine 2<sup>e</sup> avec 7916\$).

<sup>448</sup> On le voit, dans le tableau et dans certaines informations décortiquées plus haut, Paris désapprouve et/ou approuve les actions de Kadhafi au rythme de ses intérêts dans l'espoir que Kadhafi adhère totalement à ses thèses, ce qui ne s'est pas fait et qui doit avoir motivé sa détermination à « se venger » en 2011.

<sup>449</sup> Kadhafi, au cours d'une conférence de presse (le 09 juillet 2009), en dit ceci : « *le voisinage existe déjà et il y a un échange commercial et des intérêts communs et mutuels. Alors pourquoi ne pas se contenter de cela ? Les choses vont bien alors pourquoi ce projet et que cache-t-il ?* » (Cf Mouammar Kadhafi, in *La face cachée de l'UPM*, s.d.). C'est tout dire sur la conscience politique de ce leader africain.

plus loin en en donnant des détails significatifs, au sujet desquels on a pas enregistré des démentis crédibles des éventuels contradicteurs ou d'autres sources occidentales qu'on a souvent qualifié d'« indépendantes »<sup>450</sup>

*Pour destabiliser et detruire l'Union Africaine qui va dangereusement (pour l'Occident) vers les Etats-Unis d'Afrique, avec la main de maître de Kadhafi, l'Union Europeenne a d'abord tente sans y parvenir, la carte de la creation de l'UPM (Union Pour la Mediterranee) Il fallait a tout prix couper l'Afrique du Nord du reste de l'Afrique en mettant en avant les mêmes theses racistes des 18-19eme siecles selon lesquelles les populations africaines d'origine arabes seraient plus evoluees plus civilisees que le reste du continent Cela a echoue parce que Kadhafi a refuse d'y aller Il a compris tres vite le jeu a partir du moment ou on parlait de la Mediterranee en associant quelques pays africains sans en informer l'Union Africaine, mais en y invitant tous les 27 pays de l'Union Europeenne*

*L'UPM sans le principal moteur de la federation africaine avait foire avant même de commencer, un mort-ne avec Sarkozy comme President et Moubarak comme vice-president*

Comme on le voit, la these d'un Kadhafi obstacle a la realisation de nouveaux projets de l'Occident visant a renforcer la realite que celui-ci est en train de forger depuis la chute du Mur de Berlin, d'une **Afrique a rendre domptable** a souhait, pour la survie de cet Occident a l'ere de la Mondialisation, doit être donc en marche La pertinence de cet argument se justifie moins par l'empressement des puissances de l'OTAN a faire intervenir leurs aviations pour detruire le « systeme Kadhafi » (et les infrastructures libyennes) que par la hauteur des sacrifices consentis pour ce but (p ex le coût journalier de leurs operations militaires, en Libye revenait a **un million d'euros, par jour** )<sup>451</sup>

Avec un tel engagement, ces vrais « agresseurs » de la Libye qui doivent être conscients de commettre un « Abus de puissance » allant dans la logique « normale » de la nouvelle vision de la marche du monde qu'ils imposent depuis la chute du Mur de Berlin, ne peuvent que se servir de leur « sacro-saint » principe (qui paraît « salvateur » pour eux) de la « **dissimulation de ce qui est digne d'être cache** » Leurs grands medias occidentaux, exploites a cette fin, comme nous ne cessons de le demontrer, ne sont pas moins façonnées pour contribuer a cet objectif , ils apportent une couverture "adaptee" de cette guerre, celle qui va dans le sens d'arriver a voiler les esprits des recepteurs

<sup>450</sup> J-P Pougala, *op cit* p 3

<sup>451</sup> Une information de RFI, lors de sa grande édition d'information de la mi-journée du 11/7/2011 (à 12h30 T U) TV5 precisera plus tard (dans son edition du journal télévisé de 20h30 T U, le 12/7/2011), que ce montant est a charge de la France seule

Un decorticage du cas de RFI, cette « première radio africaine », nous en fournira certainement les preuves à travers ses prestations connues et celles à venir

### **Section III RFI, média façonné (à l'instar de ses semblables) pour servir son pays et l'Occident et rationalisation de sa logique d'information et de son schéma pour l'impact recherche**

À l'instar des autres grands médias occidentaux à vocation internationale, RFI a été (re)façonné pour s'adapter à la nouvelle donne mondiale et aux principales exigences que cela impose aux puissances occidentales en matière de l'information/communication avec les sociétés du Sud. La culture de la prospective chère aux gouvernants occidentaux amènera ainsi la France à forger sa philosophie d'action, dans l'information des étrangers (Africains), en l'alignant sur les « données stratégiques » auxquelles son gouvernement doit faire face dans le nouveau contexte mondial actuel.

**La nouvelle configuration de RFI**, différente de la RFI de l'époque de la Guerre froide, se fera sur cette **base utilitariste** à laquelle on joindra naturellement la précaution incontournable (pour les gouvernants occidentaux) de toujours veiller à l'application de leur principe évoqué ci-haut de toujours chercher à dissimuler tout ce que eux considèrent comme étant digne d'être caché. La rationalisation de la logique de l'information suivie par cette radio, qui a réussi à s'imposer par-là sur son terrain, tient en cela.

#### **A RFI-Afrique (après 1989) façonnement d'un instrument de lutte stratégique sur base des « données stratégiques » du nouvel espace mondial touchant l'Afrique son champ principal d'action (l'Afrique)**

En tant qu'instruments du pouvoir, les Grandes radios internationales occidentales du temps de la Guerre froide étaient façonnées dans le but d'aider leurs gouvernements à faire face à un grand groupe formant un « épouvantail » l'ex-URSS et ses « satellites » avec leur idéologie communiste. Aujourd'hui, après plus de vingt ans d'une hégémonie américaine sans partage, plusieurs spécialistes crédibles de la prospective parlent de plus en plus d'un possible dépassement sous peu de cette puissance américaine par la Chine. Cela se constate progressivement et les puissances concernées (dont la France), s'activent sans cesse et avec détermination en matière de « communication avec l'étranger » pour se positionner sur ce « front stratégique » qui soutient leur lutte pour l'hégémonie<sup>452</sup>

<sup>452</sup> Nous pensons à ces efforts des E U pour enrichir leur éventail de médias internationaux surtout dans le monde arabo musulman qui se présente à eux comme une des sources de leurs 'malheurs' cf leur lutte contre le

S'agissant précisément de la France, les données stratégiques pour lesquelles elle (à travers son gouvernement) se voit contrainte d'élever RFI à un niveau de considération différent sont multiples. Nous l'apprécions partant des difficultés auxquelles cette France doit normalement s'attendre, comme des conséquences possibles des abus de puissance qu'elle commet depuis 1989, dans son principal champ d'action et d'influence (l'Afrique et le Moyen-Orient). Comme *Abus de puissance*, à considérer, susceptibles de faire attirer des ennuis à la France, nous citons par exemple les soutiens aux dictateurs en désaccord plus ou moins profond avec leurs peuples (cas de Bongo, Eyadema, Compaore, Ben Ali, etc.), certains actes « arbitraires » auxquels on a appliqué le sceau du **droit d'ingérence humanitaire** (l'exemple de l'*Operation Turquoise* qui a contribué à l'embrasement de la région des Grands Lacs africains à partir de 1994)<sup>453</sup>

Devant tous les risques envisageables pour la sécurité de toutes sortes d'intérêts de la France dans le monde et en Afrique, un ensemble d'**actions médiatiques de gestion des consciences** sont d'une grande nécessité. De ce fait, la France a l'avantage, avec RFI sa « Radio mondiale », de s'investir dans un travail de « brouillage des esprits » dans le but d'atteindre plusieurs objectifs vitaux comme nous essayons à le démontrer dans cette thèse. Cela constitue à plusieurs égards un stratagème important à la fois pour soigner et promouvoir l'image de l'« Hexagone » et pour protéger ce dernier contre les éventualités de connaître certaines situations « dangereuses » de retournements d'opinions. Nous en donnons quelques détails (instructifs) dans le tableau suivant

---

terrorisme) Aussi aux efforts de la France avec France 24 qui s'ajoutait à RFI sans oublier les efforts de la Chine dont la chaîne de télévision CCTV gagne du terrain en Afrique

<sup>453</sup> L'année 1989 est celle du **Discours de La Baule** dans lequel la France se présentait en face de l'Afrique en donneuse de leçons. Logiquement elle devait inaugurer d'abord un « comportement exemplaire » c'est-à-dire soutenir la promotion de la démocratie qu'elle avait eu à magnifier à *La Baule* à travers ce discours du président Mitterrand devant la panoplie de chefs d'Etat africains qui l'entouraient à cette occasion mais on a vu le contraire à plusieurs reprises

Tableau N° 12 *Quelques abus de puissance commis par la France, pour lesquels RFI doit adopter des comportements et attitudes « compréhensibles »*

Pays ou ces abus de puissance sont commis	Description des abus de puissance identifiés	Motivations avancées (par la France)	Motivations réelles (à notre avis)	Conséquences (nefastes) enregistrées
Algérie	Soutien tacite au coup d'Etat militaire du 11/01/1992, qui interrompt le processus démocratique et conduit au chaos <sup>454</sup>	Les vainqueurs du FIS étaient des islamistes et « cela constituait une menace pour l'Europe » <sup>455</sup>	Refus du gouvernement français de voir le contrôle de ce pays stratégique leur échapper	Deception des Algériens, qui avaient cru au <i>Discours de La Baule</i> et actions de « terrorisme »
Côte d'Ivoire	Ingrérences ouvertes sur la vie politique ivoirienne	Contribuer à la démocratie, à la paix et à la démocratie	Préserver l'avantage du contrôle des initiatives en C I	Crises politiques à répétition, instabilité sociale
Libye	Precipitation de la France à reconnaître les Insurgés libyens et à initier « frappes aériennes » sur Tripoli	Massacre des populations civiles par l'armée de Kadhafi	« Récupérer les révolutionnaires arabes », et détruire la Libye pour gagner la marche perdue en Irak	Destruction de vies humaines, « régression des libyens avec la chute de Kadhafi » <sup>456</sup>

Ce tableau est notre construction

Comme on peut l'imaginer, les conséquences relevées sont de nature à nuire à la crédibilité et à l'image des gouvernements occidentaux réputés respectueux des droits de l'Homme et **objecteurs des consciences** en Afrique. D'où, le travail des grands médias à vocation internationale, déployés par ces gouvernements, attire la curiosité des personnes avisées comme l'atteste notre intérêt personnel partant de la présente étude. Les critiques les plus sévères y verraient un effort permanent des pouvoirs occidentaux, d'œuvrer dans le sens de mieux gérer les opinions africaines (qui sont leurs « victimes ») de manière à ne pas arriver à se faire dévoiler auprès de ces victimes.

<sup>454</sup> Lors des premières élections réellement démocratiques (à l'ère de la Perestroïka), en décembre 1991, la victoire aux législatives revenait dès le premier tour au parti FIS de Abassi Madani. Les Européens, avec la France en tête, n'ont pas digéré cette victoire à cause de l'étiquette d'« islamistes » collée à ce parti et à ses leaders (ceux-ci seront d'ailleurs arrêtés et emprisonnés quelque temps après). À ce sujet, lire par ex H. Lamine, « La France et la politique d'éradication algérienne », colloque d'Alger, La Sorbonne, 2001, in [http://www.algeria-watch.org/fr/article/analyse/lamine\\_eradication.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/article/analyse/lamine_eradication.htm) (consulté le 17/1/2011), et J-F Daguza, « les relations franco-algériennes ou la poursuite des amicales incompréhensions », in [www.diplomatie.gouv.fr/fr/thematiques\\_francais/FD001381.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/thematiques_francais/FD001381.pdf) (consulté le 17/1/2011)

<sup>455</sup> Cf H. Lamine, *op cit*

<sup>456</sup> Car la chute de Kadhafi dans les conditions évoquées, voulues par les occidentaux qui visaient à écarter un Kadhafi se présentant comme un grand et permanent « obstacle » à l'uniformisation (si pernicieuse) de la vision du monde des Africains. Une fois les « actions de résistance à l'impérialisme occidental » effacées, les Libyens habitués depuis 40 ans à s'auto-déterminer dans leur existence (et à mieux vivre) par leurs propres initiatives auront le « malheur » de s'habituer aux impositions occidentales (même les plus banales) comme le sont la plupart des peuples d'Afrique. Ces impositions c'est par ex cette réalité vécue souvent par les Congolais et autres peuples : les fonctionnaires de l'Etat qui voient la paie de leurs salaires être subordonnée aux diktats liés aux programmes du FMI, de la Banque mondiale.

S'agissant strictement du gouvernement français et de RFI, notre appréciation est à lier tout d'abord à nos démonstrations précédentes qui ont fait état d'« arrières-pensées » politiques dans le travail de façonnement (par objectifs) tout à la fois des Grandes radios internationales et de leur action communicative. Il y a ensuite à citer tous les efforts pour renforcer subtilement les capacités de RFI à travers certains mécanismes appropriés au sujet desquels nous avons trouvé des liens étroits avec, soit l'idéologie dominante, soit les intérêts vitaux de la France (et des autres puissances alliées). Nous essayons de le vérifier en recourant à des « variables qui permettent de juger la capacité des médias à influencer les opinions publiques et/ou les individus isolés »

Les variables considérées sont tirées d'une panoplie de variables mises en exergue par Richard E. Langelier<sup>457</sup>. La première, qui décide de l'orientation de l'exploitation des variables restantes, qui a trait à l'« état des connaissances issues des sciences humaines et sociales à ce sujet », ne nous exige de commentaires. Car il existe d'innombrables études reconnues ayant fourni des indicateurs attestant de l'influence positive et/ou négative des médias sur leurs publics-cibles. Cela étant, nous n'allons nous livrer à l'exercice imaginaire de vérification de la capacité d'influence supposée « conférée » par les pouvoirs français à RFI qu'en passant par les prescrits des sept variables pertinentes restantes<sup>458</sup>. Ainsi

- Du degré de pénétration du médium en cause, telle que mesure par les indicateurs reconnus en la matière : disons d'abord que s'agissant de RFI et sans trop nous attarder sur les indications globales de 25 millions d'auditeurs ou de 106 relais FM déployés dans 36 pays en 2008<sup>459</sup>, nous mettons l'accent particulièrement sur deux axes de pénétration par la géographie et par la sociologie. **La pénétration par l'axe de la géographie** c'est celle qui voit par ex. RFI cibler certaines villes importantes d'Afrique, en misant sur un quadrillage plus ou moins total des pays concernés.

<sup>457</sup> Cf. Richard E. Langelier, « L'influence des médias électroniques sur la formation de l'opinion publique du mythe à la réalité », in *Lex electronica*, Vol. 11 N°1 (Printemps 2006), en ligne sur [http://www.lex-electronica.org/articles/v11-1/langelier\\_pds](http://www.lex-electronica.org/articles/v11-1/langelier_pds) (consulté le 23/6/2009). Cet auteur avoue, à juste titre, qu'il en existe nombreuses variables à considérer pour ce cas mais en expose seulement huit. Nous les avons adaptés avec succès dans notre travail.

<sup>458</sup> Ces variables sont : 1) le degré de pénétration du médium en cause, telle que mesuré par les indicateurs reconnus en la matière ; 2) la composition de l'auditoire auquel le médium s'adresse ; 3) le contexte social dans lequel le médium en cause agit ; 4) l'usage social des médias dans la société concernée ; 5) le degré de crédibilité de la presse, des médias et de leurs artisans, tel qu'il est généralement mesuré par les enquêtes d'opinion ; 6) l'importance relative des médias les uns par rapport aux autres, dans la mesure où plusieurs médias seraient en cause ; 7) les raisons d'intérêt public qui justifieraient le médium d'agir comme il l'a fait.

<sup>459</sup> Cf. RFI, « Les émetteurs de radio France internationale en 2008 », in [www.fr](http://www.fr) (le 17/12/2010).



Le cas de la RDC, comme nous l'avons déjà décrit dans la partie II, chapitre II, est édifiant à ce sujet mais celui de la Guinée/Conakry l'est encore davantage. Les relais FM sont installés à Conakry pour l'ouest, à Kankan pour l'Est, à Nzerekore pour le sud et, enfin, à Labe pour tout le nord du pays. Ici, le quadrillage est parfait puisqu'il prend les 4 points cardinaux et la possibilité d'une couverture plus ou moins complète du territoire national de ce pays ne doit faire l'objet d'aucun doute.

Quant à la **pénétration par l'axe de la sociologie**, nous avons table à la fois sur le volume socio-démographique des publics-cibles des pays visés et sur l'étendue socio-anthropologique du champ d'audience. Nous voyons l'ensemble de tous ces groupes d'auditeurs diversifiés, selon les catégories socio-professionnelles et l'ensemble de ceux stratifiés de par leur appartenance à des « groupes linguistiques » visés particulièrement par RFI. La dernière catégorisation fait penser surtout à toutes les différentes masses populaires atteintes à l'aide des grandes langues africaines exploitées par RFI dans ses « services » réguliers d'information en ces langues : le Kiswahili, le Haoussa<sup>460</sup>

- De la composition de l'auditoire auquel le médium s'adresse : Nous nous sommes attardé sur la composition de l'auditoire de RFI-Afrique à la Partie I (au chapitre I) de ce travail en essayant de mettre en exergue sa grandeur et ses caractéristiques essentielles. Ce qui importe face à la question de l'auditoire touche [au regard de cet objectif], comme l'avance d'ailleurs le même auteur R. Langelier, c'est de déterminer si ledit auditoire est composé de personnes particulièrement susceptibles de subir l'influence recherchée. Et, pour cela, il faut une analyse sociologique pointilleuse des terrains cibles.

Mais, nous avons la conviction qu'avec les analyses faites par d'autres chercheurs et que nous avons capitalisées, une large ouverture des Africains à RFI doit constituer une chance réelle pour le rayonnement (qui peut aller avec l'influence) de ce média. Le fait donc que RFI se soit très bien organisée pour aller « à la rencontre d'une diversité des publics africains (cadres-intellectuels, étudiants, ouvriers, femmes au foyer, sans-emploi, etc.) qui se disposent à cette rencontre, **garantit la production d'un impact**. Mais, faut-il encore que les dispositions mentales de ces récepteurs soient « domptées »

<sup>460</sup> Si l'on admet que les programmes diffusés en ces deux langues atteignent les couches les plus basses des populations visées (puisque les langues vernaculaires utilisées indistinctement par les lettres ou non), on doit reconnaître qu'il est alors possible que presque tout l'Est de l'Afrique (où le kiswahili est parlé) et une grande partie de l'ouest de ce continent (pour le haoussa) soient sérieusement « affectés » au profit de RFI.

- Du contexte social dans lequel le medium en cause agit, nous préférons emprunter la démarche de Langelier qui fait intervenir deux éléments éclairants 1) l'insertion et la place du medium en cause dans l'ensemble de la société concernée, 2) l'évaluation de la réception sociale d'un medium spécifique par rapport à la constellation médiatique prise dans son ensemble. À la lumière de ces éléments et de par notre observation sur le terrain, il nous revient d'avancer que 1) RFI est devenue un des « médias de proximité » à grande audience que les Africains consultent en priorité<sup>461</sup>, 2) elle inspire confiance, à cause de sa promptitude dans la diffusion et de sa « fidélité dans l'action »<sup>462</sup>

- De l'usage social des médias dans la société concernée, nous nous alignons sur ce qu'écrit Langelier sur ce point précis *le problème consiste à tenter d'apprécier, d'un point de vue non seulement quantitatif, mais également qualitatif, comment les personnes consomment le contenu des médias*. Ainsi, pour illustration, nous considérons d'abord la donnée quantitative exposée plus haut du profil sociologique très diversifié des récepteurs des radios internationales qui rend compte de l'ampleur de la consommation des contenus de ces médias. Nous considérons par la suite une donnée qualitative découverte lors de nos investigations : un certain usage exclusivement social des productions médiatiques à la portée des récepteurs comme par exemple l'intention de suivre les émissions de RFI sur **la Santé** et sur **l'Éducation** pour améliorer l'éducation des enfants

L'importance sociologique d'un tel média ne sera donc plus à démontrer et RFI semble en avoir conscience puisqu'elle qui se distingue, à l'instar d'autres Grandes radios internationales, dans la protection de certains programmes à "impact sérieux" à l'instar par exemple de sa célèbre émission axée sur les questions de santé « Priorité santé »<sup>463</sup>

- Du degré de crédibilité de la presse, des médias et de leurs artisans, tel qu'il est généralement mesuré par les enquêtes d'opinion, ici il y a à différencier les expériences vécues dans les pays occidentaux et ceux d'Afrique et du Congo pour espérer donner une position par rapport à RFI. En Occident, il arrive que l'opinion publique se détourne de la presse ou s'en méfie pendant une certaine période en cas de « dérapages ». Mais, pour ce

<sup>461</sup> Radio de proximité en Afrique au regard de son déploiement (en FM), quelque peu tentaculaire que nous signalons dans les pages précédentes

<sup>462</sup> RFI est fidèle si l'on se réfère à sa promptitude et sa disponibilité dans la diffusion de ses programmes et cela attire les Africains, qui ne trouvent pas de pareil chez eux

<sup>463</sup> Preuve de protection : cette émission totalise, à ce jour, près de quarante ans d'existence [elle a été créée en 1974] et se caractérise par une diffusion hebdomadaire régulière

qui est de l'Afrique, un schéma stéréotype d'appréciation semble s'éterniser « dérapage congénital » des médias d'État contre « objectivité légendaire » des médias occidentaux

Cette situation se comprendrait encore mieux à partir de la « complémentarité » existant entre deux facteurs importants de l'audience des Grandes radios internationales en Afrique : l'impuissance des Presses africaines et une certaine « faiblesse » affichée par les récepteurs eux-mêmes. Le deuxième facteur qui trouvera explication ici s'avèrera si fort que les récepteurs congolais de RFI, contrairement à ce qu'on pouvait s'attendre, ne se détacheront pas sérieusement de cette chaîne lors du vrai dérapage de celle-ci au sujet de sa « fausse information » qui poussera le gouvernement congolais à suspendre la diffusion de ses programmes sur toute l'étendue de la RD Congo (en 2009)

Nous avons eu à le vérifier, beaucoup arrivaient à critiquer les actions de cette chaîne mais finissaient par se raviser ! Le mythe accumulé, des radios internationales doit avoir joué ici. Cela fait donc que RFI trouve toujours sa place au soleil en Afrique

- De l'importance relative des médias les uns par rapport aux autres, dans la mesure où plusieurs médias seraient en cause, nous voyons la « concurrence » entre les Grandes radios et les grandes télévisions internationales occidentales sur le terrain africain. Toutes les deux catégories se présentent comme crédibles aux yeux des mêmes cibles africaines bien que la télévision, grâce au pouvoir de l'image, soit reconnue plus performante que la radio selon certains spécialistes<sup>464</sup>. Mais, la radio a toutefois l'avantage de se présenter à plusieurs occasions aux gens comme une « première sollicitation » lorsqu'il y a nécessité de s'informer avant de continuer (pour éducation) avec la télévision. Avec ce constat, on imagine ce que doit représenter le sens de l'attention des dirigeants français pour RFI

- Des raisons d'intérêt public qui justifieraient le médium d'agir comme il l'a fait, la vérité qui n'est plus à démontrer c'est celle des « droits de l'Homme ». RFI, à l'instar des autres grands médias occidentaux à vocation internationale, fonde toute son action sur cet ensemble d'outils idéologiques. Ces droits donnent à leurs « manipulateurs » des occasions de justification des phénomènes aussi controversés que les matraquages des esprits ou les lynchages médiatiques contre les dirigeants et/ou les gouvernements, non occidentaux, réputés « violeurs » de l'un ou l'autre de ces droits dits universels

<sup>464</sup> Lire entre autres Jean Cazeneuve, *Sociologie de la radiodiffusion*, Paris, PUF, 1986. Et aussi Richard E. Langelier, op. cit.

**B De la rationalisation de la logique d'information visant la « jonction intelligente des stratégies d'action des medias aux dispositions de reception que developpent les cibles » une autre idee sur RFI et question de son impact**

Pour verifier s'il y a possibilite de jonction entre les strategies d'action de RFI et les dispositions des recepteurs, nous avons considere un « corpus de questions incitatives au dévoilement des esprits affectes, ou non, par l'alienation » tire de notre questionnaire de recherche administre a Kinshasa. Ce corpus est compose de sept questions bien dosees a partir desquelles nous essayons de degager les indicateurs significatifs se rapportant a l'objectif vise a ce niveau [objectif declare de chercher le dévoilement des esprits affectes ou non par l'action « alienante » decrite, de RFI et autres radios occidentales]. Il ne nous restera qu'a rentabiliser les donnees fournies, par ces indicateurs, dans notre analyse.

*a) A propos de ces questions sept enonces et deux buts de recherche a atteindre*

En choisissant ces questions, telles qu'elles sont formulees, notre objectif general a ete de faire parler les personnes interrogees (au sujet des faits d'information exposant des attitudes « anormales » de RFI) dans l'espoir de pousser ces personnes a **exterioriser (inconsciemment) leurs dispositions mentales** par rapport a ces faits d'information. A cet effet, nous avons divise ledit corpus en deux groupes pertinents de questions : 1) un groupe de 04 questions d'appréciation de ces attitudes de RFI, comme des « pieges » permettant de mesurer le « niveau de conscience » des enquêtes face aux faits en question que nous rangeons dans le registre de « derapage » de RFI, 2) un groupe de 03 questions appelant des avis supposes critiques de la part de ces Etudiants et Enseignants, desquels nous comptons prendre la mesure du « degre de vulnerabilite des sujets ».

Les quatre questions du premier groupe, basees sur un questionnement recourant a un « comment appreciez-vous », censes produire des reponses suggestives, sont

Question 01

*Comment appreciez-vous la longue attitude negative de RFI (a l'instar de BBC, vis-a-vis du president Kadhafi et de son pouvoir) ?*

Question 02

*Comment appreciez-vous son attitude negative actuelle (a l'instar des autres radios) vis-a-vis du regime zimbabween et de la personne du president Mugabe ?*

Question 03

*Comment appreciez-vous sa longue attitude positive en faveur du president gabonais Omar Bongo et de son regime ?*

#### Question 04

*Comment appréciez-vous ses « attaques » périodiques contre le même président Bongo malgré les liens d'amitié existant entre eux-ci et le gouvernement français ?*

Les éléments d'utilité heuristique communs à toutes ces questions que nous avons ciblées sont à tirer du contenu de chacun de deux variables que nous avons mis en exergue, qui déterminent la production de l'impact attendu ou suppose les « stratégies d'action » de RFI et les « dispositions mentales » des récepteurs de ses programmes. De la première variable, nous inspirant des informations de RFI sur les sujets exposés, que nous avons eu à suivre, nous voyons trois stratégies : a) le « lynchage médiatique » (qui correspond aux actions liées à la première et à la seconde question)<sup>465</sup>, b) l'« information complaisante camouflée » (qui correspond à la troisième question)<sup>466</sup>, c) l'« information trompeuse camouflée » (qui correspond à la dernière question)<sup>467</sup>.

De la seconde variable nous avons imaginé des dispositions pouvant correspondre aux attentes des producteurs des stratégies ci-dessus, suggérées implicitement. Et il ne serait pas incorrect, à notre avis, qu'on prenne en compte un principe unique pouvant servir d'un **referentiel de base** dans l'appréciation de l'« impact » que doit produire la jonction des stratégies indiquées avec les certaines dispositions supposées ou identifiées. Ce référentiel est que à la lumière des trois stratégies évoquées, traduisant un certain mal communication induit par des intentions (subtiles) de corruption de la psychologie des récepteurs, toute marque d'harmonie entre les réponses de ces récepteurs et les discours médiatiques traduisant ces stratégies, doit être suspectée. Nous en fournissons les détails nécessaires dans le cheminement du travail.

Pour continuer, les trois questions du second groupe de sept questions, fondées sur un questionnement à base de la formule « quelle lecture critique » sont les suivantes :

#### Question 05

*Elu président de la République française, Nicolas Sarkozy avait inauguré sa première visite officielle en Afrique par la Libye, pays « à régime violant les droits de l'Homme » et RFI se distinguera par des commentaires élogieux vis-à-vis de Kadhafi. Quelle lecture critique faites-vous-en ?*

<sup>465</sup> Nous avons, en effet, étalé des extraits d'informations de RFI sur Kadhafi et sur Mugabe, qui se font en forme de « matraquages malveillants » produisant en définitive ce « lynchage médiatique ».

<sup>466</sup> Complaisance parce que face à un Omar Bongo, dictateur parmi tant d'autres, RFI adoptait toujours une attitude (très positive) différente de celle (trop négative) qu'elle affiche vis-à-vis des Kadhafi et Mugabe.

<sup>467</sup> Trompeuse parce que ces attaques épisodiques correspondraient curieusement à certains « soubresauts » de Bongo contre la France (p ex le fait de donner des « marchés » à la Chine, en défaveur de la France).

Question 06

*Le Gabon sera la deuxième étape de ce périple du président Sarkozy alors que la presse française (et RFI) ne cessait quelques mois auparavant, de vilipender Bongo accusé de « détourner l'argent du peuple gabonais » Quelle lecture critique faites-vous en ?*

Question 07

*Aujourd'hui comme hier, RFI (BBC, DW, VOA) ne cessent de stigmatiser l'absence de démocratie et les violations des droits de l'Homme en Chine mais ne critiquent pas leurs dirigeants qui courtisent les chinois, pour des échanges commerciaux avec cette nouvelle puissance mondiale (Chine) Qu'en dites vous ?*

Les éléments communs de même nature, qui nécessitent d'être mis en évidence à ce niveau sont à tirer, comme pour le groupe de quatre premières questions, de variables identifiées. Ainsi, au sujet des stratégies, ici nous avons dégagé au moins deux stratégies avec la même approche : a) l'« information opportuniste camouflée » (qui correspond aux actions en rapport avec les deux premières questions de ce groupe)<sup>468</sup>, b) l'« information inique camouflée » (qui correspond aux actions liées à la toute dernière question)<sup>469</sup>

S'agissant des données nécessaires à lier à la seconde variable, nous trouvons utile de recourir (dans les appréciations à faire) au même référentiel de base auquel nous avons évoqué concernant le premier groupe de questions traitées

*b) Du schéma pour l'impact de RFI-Afrique aux conditions objectives de qualification définitive de ce média et des faits d'impact qu'il peut générer dans un contexte africain*

Comme nous venons de le voir, pour RFI le schéma pour l'impact recherche passe par les deux principales variables exploitées ici (« stratégies de médias » et « dispositions des publics ») avec tous les accessoires à leur ajouter. La jonction entre les deux, avançons, est le principe logique par lequel il est possible de mesurer l'impact ou les effets de la communication produite (sur les récepteurs). Le référentiel dégagé, appelant à la suspicion de toute harmonie entre les réponses des récepteurs et les informations produites (sur base de stratégies d'action communicatives considérées « malveillantes »),

<sup>468</sup> Information opportuniste au vu du changement brusque et injustifié d'attitude et de ton vis-à-vis de celui qu'on présentait sous peu comme un « diable » mais qui deviendra brusquement fréquentable. Cet opportunisme devient camouflé si l'on pense au recours fait aux stratagèmes tirés de l'Anthropologie pour embellir les discours médiatiques à transmettre dans le but de convaincre les récepteurs susceptibles d'être bouleversés par ce volte-face. Il faut montrer à ces récepteurs, en ce moment précis, que Kadhafi n'était plus un « terroriste » ou un « danger pour le monde »

<sup>469</sup> Cette information transporte bien de l'iniquité, à cause du traitement très différent réservé aux dirigeants africains et autres dirigeants non occidentaux par rapport à celui réservé aux dirigeants occidentaux, pour le même motif (chercher à développer et surtout à fructifier leurs relations avec cette nouvelle puissance mondiale qu'est la Chine)

nous met en situation psychologique de nous disposer plus à n'y escompter que des effets négatifs (alienants) en Afrique

La qualification définitive que nous nous sommes vu obliger d'adopter au sujet de ce média (et de ses semblables), au regard de tout ce qu'il renferme de « contradictions » est celle d'une *Machine sophistiquée exploitée à des fins de domestication des esprits*. On voit la '**Machine**' dans les manifestations de tout son rouage organisationnel perfectionné (aspects technique, professionnel, politico-diplomatique), et sa '**Sophistication**' dans la diversité (l'originalité et la finesse) des mécanismes exploités. Les illustrations y relatives sont à trouver dans les caractéristiques de ses productions médiatiques, en ce que celles-ci se révèlent être des facteurs propices à la construction d'un « contexte socio-ideologique de triomphe d'un imaginaire de conditionnement mental de domestication » en Afrique.

Œuvrer pour le triomphe d'un tel imaginaire dans les conditions socio-historiques d'antagonismes d'intérêts que sont celles des relations Occident-Afrique doit insinuer une volonté cachée de contrôler les esprits qui sont bien à sa portée. Nous le décelons chez les Acteurs français, dans leurs relations avec l'Afrique, à travers RFI, en systématisant le contenu exposé plus haut du travail de cette radio (en termes d'action, de stratégies) pour une prise en charge « conséquente » de leurs publics-cibles. À cet effet nous sommes plus ou moins édifié de l'existence de deux principes majeurs qui fondent le travail ou l'action d'informer que les Grandes radios internationales destinent à l'Afrique, existence révélée par la substance des contenus de leurs informations que nous avons découvert partant de nos 7 questions et des réponses reçues à ce sujet de nos enquêtes. Il s'agit de

- Le lynchage médiatique comme le grand principe organisateur de toute action de transmission des informations aux récepteurs RFI, à l'instar de ses semblables, s'y conforme au regard non seulement de sa promptitude (avec des bulletins d'information toutes les 30 minutes, des « Editions spéciales impromptues »)<sup>470</sup>, **la violence des mots** exploités dans les discours médiatiques, en termes de qualificatifs prenant la seule couleur voulue par les émetteurs, est aussi à comptabiliser (cf questions 1 et 2)

<sup>470</sup> Les éditions spéciales impromptues sont ces « interruptions » (brusques) des programmes normaux pour se consacrer au décorticage d'un sujet d'actualité brûlante. RFI le fait régulièrement sur ses antennes et sur son site Internet, dès que survient un événement qu'elle juge important ou sensible. Il y a également cet acharnement sur certains hommes d'État « ennemis » (Kadhafi et Mugabe, par exemple). Cela tient les auditeurs en haleine pendant des heures. D'où on ne parlerait pas moins de lynchage médiatique.

- Le viol des consciences comme principe regulateur des attitudes/comportements que les dominants occidentaux veulent voir les Africains adopter face aux donnees reelles de la marche du monde que eux (Occidentaux) « manipulent » a des fins de perpetuation de leur hegemonie C'est ce qu'on appelle aussi la gestion des esprits (cf questions 3, 4)

Mais, pour echapper au piege des evidences, qui s'erigent la, nous nous sommes engage a y aller par un travail profond d'analyse des reponses reçues de nos enquêtes en rapport avec les informations leurs transmises (telles que celles-ci sont integrees dans les strategies identifiees) Il consistera en un effort de « jaugeage » de ces discours/reponses partant de leur encrege dans le desormais « schema pour l'impact » Il ne nous restera qu'a en tirer les indices significatifs a exploiter dans notre tâche finale de determination de la « coloration » des faits d'impact (autrement dit, les manifestations d'alienation) que produisent RFI et radios semblables sur leurs publics dans le contexte africain

En d'autres termes nous voulons faire remarquer la necessite pour nous d'integrer et de capitaliser, a ce dernier niveau de travail, le petit « outil » d'analyse que nous avons considere (par necessite) en plus de la panoplie d'autres outils importants puises ailleurs Il s'agit, rappelons-le, de ce « schema pour l'impact » fait de la triade « *Strategie d'action de medias/dispositions des recepteurs/mise en jonction des deux* » Tout se determine par le dernier element (la jonction en question), qu'elle soit « favorable » ou defavorable (sur le fond) a l'impense « malveillant » des auteurs des messages transmis

Il sera question, en toute derniere instance, de l'interpretation des faits a laquelle nous nous consacrerons apres avoir reuni les « **faits parlants** » **pertinents** qui s'imposent que nous exposons dans le chapitre suivant (le tout denier) Une capitalisation porteuse de ce schema, aux cotes d'autres outils exploites, ne pourra donc être mieux appreciee qu'a partir de cette gymnastique intellectuelle



## CHAPITRE II DES « REACTIONS » D'UN PUBLIC « INTELLECTUEL » D'AFRIQUE FACE A L'« ACTION MANIPULATRICE » DE RFI-AFRIQUE ET DE L' « IMPACT » ENREGISTRE

Nous en avons suffisamment parlé, la grande et puissante machine d'information collective qu'est RFI est considérée (à tort ou à raison) par beaucoup d'auteurs comme un outil gouvernemental français de production d'une « action manipulatrice » des publics étrangers. Par son **action communicative attrayante**, elle arrive à mobiliser beaucoup de « récepteurs » et à « contraindre » ceux-ci à se disposer mentalement à consommer ladite action de la manière qui peut profiter stratégiquement à la France. Elle y parvient, comme l'ont attesté les travaux que nous avons exploités (dans la revue de la littérature), au regard de l'élément richesse du « profil sociologique » de son auditoire africain.

Edifié par cette toute dernière réalité, nous nous sommes permis comme signalé à l'introduction du travail, de cibler un groupe des plus « intéressants » de récepteurs : les « intellectuels ». Ce choix, du fait d'une « **proximité idéologique** » entre cette catégorie sociale et les Occidentaux (producteurs de l'action communicative examinée), se montre pertinent. Et s'il y a un intérêt à tirer de ce choix méthodologique, en plus de tout ce que nous avons eu à avancer, c'est l'avantage de nous trouver en face de ce « terrain fertile ». Cet avantage nous offre la possibilité de nous positionner dans notre analyse, par rapport aux spécialistes privilégiant l'idée d'un « **impact négatif total** » de ces médias sur leurs publics-cibles d'Afrique noire [publics « aliénés » à tout prix, selon eux].

Ce terrain fertile est celui que nous présente la conjonction des données liées aux « stratégies des médias » et celles liées aux « dispositions des récepteurs », sur fond d'un « partage » de certains éléments socioculturels entre les occidentaux et ces "intellectuels". Ainsi après l'étape de l'analyse des réactions de toutes ces cibles, laquelle incorpore cet exercice de détection de ces éléments à mettre en conjonction, nous pourrions alors en fin de compte déboucher à l'étape suivante de mise en évidence des « effets d'audience »<sup>471</sup>

### Section I Des « réactions » des Étudiants et des Enseignants interrogés et leur pertinence sociologique

Toutes les personnes interrogées (Enseignants et Étudiants) ont répondu librement et, plus ou moins, différemment aux sept questions du corpus retenu. Nous allons en faire

<sup>471</sup> Celle de faits qui se produisent de manière inattendue censés ne pas ébranler les consciences éveillées

une analyse de contenu, partant toujours de l'approche que nous avons adoptée<sup>472</sup> Nous y allons, comme nous l'avons fait au chapitre III de la Partie II, en misant sur l'importance qu'il y a a "**capter les intentions premières des repondants**" a partir desquelles on peut tirer des renseignements utiles Cet exercice, rappelons-le, exige une mise a contribution des arguments produits par les facteurs significatifs ci-apres, que nous avons emprunte a Foucault (a travers Michel Dorais)<sup>473</sup> 1) le contexte socio-culturel dans lequel les propos (ou les discours) des repondants sont produits , 2) la psychologie dedits repondants (a partir de leurs discours) , 3) les influences sociales qu'ils subissent

### **A Des reactions des étudiants interrogés et des constantes à capitaliser**

Les reponses des Etudiants aux sept questions leur posees, que nous avons voulu directes (comme pour le cas des Enseignants), nous ont fourni des contenus semantiques riches desquels nous tirons des « **pieces a suspicions** » a exploiter dans l'exercice ultime a faire pour mieux presenter le « tableau d'impact » recherche Ces contenus semantiques auront, avant tout, a nous eclairer sur le « niveau de conscience critique » de nos enquêtes et, par la suite, a nous faciliter la comprehension du « degre de vulnerabilite mentale » de ces derniers face a la menace d'embrigadement mental qui les guette a travers le travail ou l'action d'informer que déploient les Grandes radios internationales Nous ferons le même exercice au sujet des Enseignants interrogés

Ainsi, pour chaque axe, nous avons retenu quelques questions dont les contenus semantiques sont supposes être porteurs d'elements significatifs a exploiter Nous avons donc quatre questions (en rapport avec ce « niveau de conscience critique », a jauger) et trois questions (en rapport avec ce « degre de vulnerabilite mentale », a elucider)

#### *1 Des reponses et du niveau de conscience critique des Etudiants*

##### a) Reponses a la premiere question et constantes degagees

Les 20 reponses reçues, au sujet de cette question leur demandant d'apprécier la longue attitude negative de RFI (et des autres radios occidentales) vis-a-vis de Kadhafi et de son pouvoir, nous ont amene a degager quatre sons de cloches inegalement repartis par rapport au nombre de reponses Il y a 14 reponses mettant systematiquement l'accent sur

<sup>472</sup> Cf M Dorais, *op cit*

<sup>473</sup> Cf Notre partie methodologique, sur l'analyse de contenu, (M Dorais, *Idem*)

cette attitude negative des Occidentaux comme une « reponse globale » de ces derniers au refus de Kadhafi a se faire assujettir par eux. Nous pouvons en avoir une idee a travers au moins ces trois reponses-types : a) *Nous arrivons a cette situation parce que Kadhafi ne se conforme pas aux injonctions des puissances occidentales* b) *A notre avis, il s'agit la d'une mauvaise campagne contre Kadhafi parce que Kadhafi a une grande conscience politique pour laquelle on ne pouvait pas le laisser tranquille* c) *Tout ça, a cause de la force de caractere de Kadhafi, les Occidentaux ne veulent pas des hommes d'Etat africains qui resistent a leurs injonctions comme le fait toujours Kadhafi*

Ce son de cloche est suivi de celui forme par les discours de trois repondants, qui expriment une « insouciance » des auteurs. On peut le juger partant de leurs reponses, identiques, formulees en ces termes : *je n'ai rien a dire au sujet de cette attitude de RFI*. Le troisieme son de cloche est forme de deux reponses tranchantes : a) *Cela arrive parce que Kadhafi est un dictateur, cette action de RFI intervient pour lutter contre les leaders africains de ce genre. Nous soutenons les radios internationales pour cette attitude anti-Kadhafi, qui n'est pas mauvaise* b) *Selon nous, cette attitude est bien normale parce que Kadhafi a trop dure au pouvoir*. Le quatrieme et dernier son de cloche, s'exprime quant a lui comme hasardeuse, a travers cette unique reponse : *Je suis convaincu que cela arrive parce que Kadhafi a developpe son pays de maniere excellente*

Comme constantes a degager a ce niveau, a la lumiere naturellement de la variable « niveau de conscience » (a jauger) que nous avons lie aux quatre sons de cloche detectes regroupant les questions qu'il faut utiliser pour amener les repondants a exterioriser leurs dispositions mentales, il y a a parler de : a) « justifications objectives librement pensee » sur attitude en question de RFI (en rapport avec les questions du premier son de cloche), b) « absence de justification, par inconscience » (cf les questions du deuxieme son de cloche), c) « justifications inconsciente, par procuration » (cf les questions du troisieme son de cloche), d) « justifications non pensees » (cf les questions du quatrieme)

Toutes ces constantes (en forme de justifications) pourront être associees a celles des questions restantes de ce premier axe pour nous amener a un certain eclairage sur le niveau de *conscience critique* des individus de cette categorie d'auditeurs africains

b) Reponses a la deuxieme question et constantes degagees

En rapport avec cette deuxieme question (en rapport avec l'attitude de RFI vis-à-vis du president Mugabe), les **réponses** se presentant comme **instinctivement donnees**, comme c'est le cas dans les autres experiences citees Elle nous permet d'en degager cinq sons de cloche differents et cinq constantes objectives qui en decoulent Le premier, celui qui englobe 9 reponses sur 20, a produit comme premiere constante les « justifications objectives librement pensees » Cette constante s'annonce dans les trois reponses-types ci-apres<sup>474</sup> a) *RFI et les autres grands medias occidentaux a vocation internationale s'attaquent mechamment a Mugabe parce que celui-ci agit comme Kadhafi* , b) *L'attitude de Mugabe traduit un esprit nationaliste, en eveil, comme celui de Laurent Desire Kabila qui en plus etait ami a Mugabe , les dirigeants occidentaux ne peuvent pas l'aimer* , c) *Le probleme de Mugabe avec RFI et autres medias occidentaux qui le diabolisent vient du fait que cet homme d'Etat a procede a une reforme agraire qui a beaucoup defavorise les Blancs au profit des Zimbabweens, pas d'autres explications*

Le deuxieme son de cloche est produit par trois reponses tranchees contre Mugabe qui releveraient, sans conteste, des « justifications par procuration » a) *La diabolisation de Mugabe par RFI est normale parce que Mugabe est un grand dictateur chez lui, il faut faire en sorte qu'il parte* , b) *Je crois que la reponse a cette question, doit être donnee a la lumiere de la gouvernance de Mugabe qui est tres mauvaise* , c) *Nous croyons qu'il est normal qu'un dictateur comme Mugabe soit combattu efficacement* Un troisieme son de cloche est celui cinq repondants qui ont avance ces « justifications non reflechies » a) *Les medias internationaux des pays occidentaux s'en prennent a Mugabe parce que Mugabe n'aime pas les Americains* , b) *C'est la BBC qui s'attaque le plus a Mugabe, elle est influencee par « sa collegue » RFI, etc*

Le quatrieme son de cloche nous met en face d'une « non justification coupable, par inconscience » et produit des reponses ci-apres a) *Je ne m'interesse pas de Mugabe et les informations le concernant ne me disent rien* , b) *Je n'ai rien a dire a ce propos*

Le dernier son de cloche est tout aussi interessant au regard de reponses qu'il peut nous

---

<sup>474</sup> Ces reponses sont significatives dans la mesure ou leurs auteurs font montre d'attitudes attentionnees sur la marche de la vie politique en Afrique noire, en trouvant pertinemment des similitudes entre le cas de Mugabe et ceux des autres leaders africains devenus des « bêtes noires » des dirigeants occidentaux dans les mêmes conditions ou presque

fournir, a l'instar de l'unique reponse enregistree ici a) *Mugabe est un dictateur chez lui mais attention c'est un dictateur qui protege les interêts de ses populations* Ici, nous avons trouve des « justifications justes, inconscientes » comme constante a relever

c) Reponses a la troisieme question et constantes degagees

La troisieme question sur l'attitude positive de RFI face a un president Bongo qui, comme nous le demontrons de plus en plus, se differencie du president Mugabe aux yeux des dirigeants français, ne suit pas moins la logique qui s'installe ici (celle du triomphe de la constante « justifications objectives librement pensees » 12 reponses sur 20 font cette constante avec les reponses-types ci-apres a) *Cette attitude positive vis-a-vis de Bongo est tout a fait comprehensible il etait un des protecteurs des interêts occidentaux en Afrique, il fallait le montrer comme un modele a suivre* b) *C'est sans equivoque, ces gens (les Occidentaux) ne font rien pour rien, des lors que vous leur rendez des services ils vous soutiennent comme ça se passe avec le travail de RFI* c) *Cette attitude tient au fait que Bongo possedait beaucoup de biens en Occident, surtout en France, et en tant que leur ami il meritait protection malgre ses abus de dictateur* d) *Il ne pouvait être du tout hasardeux que le gouvernement français s'engage a bien soigner l'image de Bongo, a travers RFI, sans y voir derriere cela le petrole gabonais qui profite plus a la France*

L'ampleur de ce son de cloche, qui va dans le sens de l'argument premier qui se degage sur les « privileges » que les gouvernants français accorderaient aux dirigeants africains attaches politiquement a eux, ne nous permet nullement d'arrêter le debat sur la question etudiee Un autre son de cloche, fait de six reponses tombant dans le registre de la constante « non justification coupable », avec des repondants se targuant d'un « *je n'ai rien a dire a ce sujet* », est a même d'enrichir encore davantage ce debat Un troisieme son de cloche fait de reponses en forme des « justifications non reflechies », n'est pas a ignorer, les reponses y afferentes interpellent les critiques a) *C'est normal, Bongo a rassemble les populations du Gabon, c'est une bibliotheque de reference pour nous*, b) *Ils sont contre Bongo peut-être parce que celui-ci est reconnu comme Franc-maçon*

d) Reponses a la quatrieme question et constantes degagees

Des reponses reçues a propos de cette question sur les attaques periodiques de RFI contre Bongo, nous avons degage quatre sons de cloche avec la primauté de celui qui englobe des « justifications objectives librement pensees » (10 reponses) representees par celles-ci a) *On s'attaque soudainement a Bongo parce qu'il voulait leur tourner le dos, il fallait le contraindre en bloquant ses comptes bancaires en France*, b) *Une telle attitude veut dire que quelque part certains interêts français etaient mis en jeu par leur poulain Bongo*, c) *C'est de cette façon que les capitalistes ont l'habitude de traiter leurs amis qui se rebellent contre leurs interêts*

Le deuxieme son de cloche (4 reponses, des justifications non reflechis), doit bien intriguer les esprits eveilles qui ne comprendraient pas qu'un changement intempestif de positions dans des contextes de dominations imperialistes doit avoir un sens strategique a ne pas negliger Les quatre repondants de ce groupe semblent être eloignes de cette vision si l'on s'en tient a leurs reponses « inadaptees » a) *On s'attaque a Bongo a travers RFI parce qu'il etait devenu dictateur* b) *Il faut s'attaquer a Bongo pour le sommer, lui qui a beaucoup investi a l'etranger (en France), de restituer l'argent du peuple gabonais*, c) *C'est de la politique et la politique c'est un couteau a double tranchant*

Il y aura un autre son de cloche, celui du « non justification coupable » avec sa reponse-type de « *je n'ai pas d'avis a emettre a ce sujet* » qui doit egalement intriguer et un quatrieme son de cloche qui englobe des « justifications par procuration » traduites par des reponses ci-apres a) *Bongo merite ce qui lui est fait a cause de sa mauvaise gestion de son pays, a l'instar de ce que font ses semblables tels que Sassou Nguesso et Obiang Nguema*, b) *Bongo a detourne les deniers publics gabonais, il a achete des villas et autres biens de luxe en Europe, il merite d'être charge par ces medias « sans egal »*

e) Conclusions concevables

Les reponses enregistrees doivent normalement être a la hauteur du niveau de la conscience critique de ces etudiants et ce niveau doit se mesurer, ici comme dans l'autre cas (des Enseignants), a la lumiere a la fois de nos trois principales variables d'analyse (le contexte socio-culturel de production du processus etudie, la psychologie des repondants et les influences sociales qui les determinent) et de notre « schema pour l'impact » A cet effet, nous ne perdrons pas de vue que les « strategies d'actions » exploitees par RFI ainsi

que les autres medias sont habilement ajustees en fonction des « dispositions mentales » des recepteurs. Cette precision est importante si l'on veut reussir la jonction de ces deux facteurs d'analyse de la communication de masse etudiee

Ainsi, dans tout le contexte qui est le nôtre, des relations Nord-Sud inegalitaires et d'une Mondialisation caracterisee par le triomphe d'un neo-liberalisme « devastateur », et face a toutes sortes d'influences sociales sur les publics africains des medias (dont celle des gouvernements locaux, avec la censure « pathologique », qui predispose ces publics a s'attacher mordicus aux medias occidentaux), la psychologie des recepteurs est l'element le plus important a suivre. Il est interessant d'en faire reference en terme de « dispositions mentales des recepteurs », a mettre a l'epreuve des strategies d'action de ces medias

Cette mise a l'epreuve faite, **la majorité** mieux plus de la moitie de ces Etudiants ont montre globalement que **leur conscience critique n'est pas alteree** outre mesure par l'action des radios occidentales qui desservent leur societe. Nous le constatons par le fait qu'ils se soient montres assez lucides dans leurs reponses a chacune des quatre questions, ne tombant pas dans le piege de la strategie du « lynchage mediatique » contre Kadhafi et Mugabe. Notre effort pour prouver qu'ils n'y sont pas tombes passe par **la captation** que nous avons fait de leurs « intentions premieres », tirees de leurs reponses. Ils ont ainsi su a) percevoir avec promptitude les « sous entendus » qui determinent l'attitude negativiste des dirigeants occidentaux vis-a-vis de Kadhafi<sup>475</sup> [cf la question n°1], b) etablir, sans hesiter, un parallelisme juste entre le sort de Kadhafi et celui de Mugabe [cf la question n°2], c) comprendre le caractere utilitariste de toute information, a partir de la variation des comportements du president Bongo face aux interets français

Les autres Etudiants, **la minorité**, sur qui on peut deceler de principaux indices de **conscience critique alteree**, sont ceux dont les reponses donnent pour « victimes » de la strategie d'« information trompeuse camouflee » (cf celle exploitee fortuitement a buts d'intimidation de Bongo) et qui se distinguent par des raisonnements par « procuration » (en adoptant systematiquement des points de vue occidentaux transmis par RFI, BBC ) Les sujets qui repondent par « je n'ai rien a dire » sont celles ignorant qu'ils sont en lutte symbolique avec les forces occidentales identifiees. Cela doit se concevoir, au regard des

---

<sup>475</sup> Attitude justifiee tout au long de ce travail par le refus, sans detours, de Kadhafi de s'astreindre au diktat imperialiste qu'imposent les principaux gouvernements occidentaux a beaucoup d'Etats d'Afrique

« interventions pernicieuses » de ces forces en Afrique dans la mesure où celles-ci les soumettent (eux, ses sujets) dans un régime de domination. Multiples enjeux vitaux de la société dominée se présentent à ce niveau.

## 2 Des réponses et du degré de vulnérabilité mentale des Étudiants

Nous venons de voir ci-haut que, globalement, le niveau de conscience critique de nos enquêtes ne laisse pas à désirer. Leur niveau d'instruction justifierait cette résistance relative. Avec les réponses aux trois dernières questions nous avons cru trouver matière à statuer sur le « degré de vulnérabilité » de nos enquêtes face à l'action médiatique subie, partant des indicateurs peut-être négligeables mais pertinents à notre avis : des situations de « prompt emballement » des récepteurs par des informations « opportunistes » que les médias occidentaux ont l'habitude de lancer intempestivement<sup>476</sup>. À ce niveau on peut bien creuser davantage sur la conscience critique de ces Étudiants mais nous préférons nous limiter à la piste qui nous amène à connaître leur niveau de vulnérabilité.

### a) Réponses à la cinquième question et sens des constantes dégagées

Au sujet de cette question, axée sur le choix de la Libye comme première étape du premier périple africain du président Sarkozy et sur les commentaires élogieux à l'égard du leader libyen (à cette occasion), 13 sur les 20 répondants avaient un son de cloche fait de « justifications objectivement pensées » composées à la fois des arguments fondés sur des hypothèses d'ordre politique et stratégique que sur ceux d'ordre économique. Citons-en quatre, considérées par nous comme « réponses-types » : a) *Cela était arrivé parce qu'il est connu que chez les Occidentaux il n'y a pas d'amis il n'y a que les intérêts et Kadhafi et son pétrole devaient intéresser Sarkozy en dépit de ce qu'on disait de lui*, b) *Cela est à mettre dans le compte de la stratégie diplomatique du nouveau président pour améliorer les rapports franco-libyens*, c) *ce choix de Sarkozy doit, malgré sa forme politique, être vu d'abord comme une course vers le pétrole libyen*, d) *Sarkozy usait de la diplomatie du chèque : le commerce, les affaires et les intérêts priment sur tout chez eux*.

<sup>476</sup> Il s'agit de ces informations relevant du droit de nommer revenant aux puissants (occidentaux), que les médias occidentaux arrivent à lancer à tout prix lorsqu'il y a nécessité pour eux de « se contredire » face à certains « retournements des situations » (cf. encore le célèbre « repentir » de général Colin Powell). La fabrication de telles informations exige beaucoup de tact, et les « sources » ou gouvernements qui gèrent les circuits d'information le comprennent assez et s'organisent en conséquence, **pour ne pas heurter les consciences**. À ce sujet, nous trouvons à redire lorsqu'il nous est donné de constater que les récepteurs reçoivent ces informations pour s'en servir **par procuration** et arriver à atteindre malgré eux les mêmes objectifs que les émetteurs.



Ce premier lot de reponses ne nous donne pas un quelconque indice fiable de vulnerabilite de ces etudiants dans notre sens, d'une "reaction negative" rapide a l'action de RFI et autres radios semblables. Le fait qui l'atteste doit être cette grande proportion de recepteurs qui se sont montres « eveilles », saisissant d'un coup le « subterfuge » de Sarkozy consistant a superposer son objectif tout a fait secondaire de visiter la Libye (et naturellement Kadhafi, qu'on tenait petit a petit a « laver de l'opprobre ») a son objectif subtil de multiplier les « marches » profitables a la France (marche economique avec le petrole que regorge la Libye, marche politique avec entre autre le projet l'*Union pour la Mediterranee* que Kadhafi avait deja eu a rejeter energiquement et pour laquelle Sarkozy pouvait certainement esperer le voir changer d'avis. Presque toutes les reponses reçues de nos enquêtes nous montrent un « **non-Emballlement** » de ces recepteurs, lequel aurait pu trancher sur l'appréciation a faire de leur niveau de vulnerabilite en question.

Mais, il nous semble pertinent de nous poser la question s'il fallait nous limiter ici uniquement au facteur Emballlement (ou a defaut, non-Emballlement) des recepteurs, pour esperer trouver matieres a comprehension en rapport avec cette vulnerabilite. C'est ainsi qu'a defaut de l'element adequat a brandir a ce sujet qui est la constance « justifications par procuration », non manifestee par nos repondants, nous croyons trouver mieux dans la constante « non justification coupable » (a travers 04 reponses « neutres » reposant ici sur la desormais celebre formule du « *Je n'ai rien a dire a cet effet* ») et dans la constante « justifications non reflechies » (a travers 3 reponses mettant impertinemment l'accent sur « la simple amitie » que Sarkozy rechercherait par-la chez Kadhafi).

Ce qui est de plus singulier a signaler a propos de ces deux dernieres categories de reponses c'est le fait que ces repondants « intellectuels » de surcroît et supposes avoir une certaine conscience critique puissent se montrer « indifferents » (cf reponses « neutres ») vis-a-vis de cette attitude « opportuniste » qui se dévoilera bien plus tard (en 2011) par la maniere cavaliere avec laquelle la France et l'OTAN s'attaquerons a la Libye, ou puissent emettre des appréciations « maladroités » (cf « les 03 reponses non reflechies ») sur cette attitude. Ces faits, font transparaître une « inconscience **coupable** » des jeunes interroges qui nous fait parler de la **vulnerabilite mentale** de ces derniers (35% de repondants).

b) Reponses a la sixieme question et sens des constantes degagees

La sixieme question, sur le choix de Sarkozy sur le Gabon comme deuxieme etape de son periple africain, apres la Libye, nous fournit encore plus d'arguments pour parler davantage sur la vulnerabilite mentale de ces etudiants en plus de ce qu'elle presente sur le niveau de leur conscience critique. Ainsi, même si, a la difference du fait de l'absence d'une quelconque reponse relevant des compromettantes « justifications par procuration » au niveau de la question precedente, la sixieme question qui compte deux parties presente en plus un tableau contraste des autres « constantes »

Ce tableau nous montre que 1) A propos des « justifications objectives librement pensees », nous n'avons compte que 04 reponses (soit 5% du total) contre les 13 (65% du total) nous donnees par la question precedente *a) le Gabon est un pays strategique pour la France, Sarkozy ne pouvait s'en passer a cette occasion importante , b) Bongo est leur fidele, on ne peut pas l'eviter, même si on donne priorite a Kadhafi par necessite , c) cela montre que Bongo doit avoir des relations particulieres avec la France, que Sarkozy veut preserver , d) Le Gabon est dans la Zone Franc, la France ne peut pas se permettre de le contourner longtemps même s'il y a des nuages entre les deux camps*

Ces reponses, qui refletent la realite comme le confirment les faits que nous avons exposes dans les parties precedentes du travail, nous plongent assez dans un univers des **personnes a conscience critique en eveil** mais seulement qu'il s'agit la d'une proportion moins importante par rapport a la proportion des personnes representant la somme des repondants des deux constantes restantes qui attestent a la fois de la crise de conscience critique et de la vulnerabilite mentale des repondants. Ainsi, 2) la « non justification coupable » qu'on reconnaît a travers le « *je n'ai rien a dire* », au nombre de 06, et les « justifications non pensees » au nombre de 08 [dont les deux reponses-types suivantes sont expressives *a) Sarkozy cherchait simplement a stimuler ses relations avec Bongo , b) c'est bien de cette façon que se fait la politique*], doivent revêtir un sens a decouvrir dans le rapport existant entre l'incongruite de l'acte pose (ce revirement spectaculaire de la France en faveur de Bongo qu'on critiquait sous peu) et la logique des reponses reçues

c) Reponses a la septieme question et sens des constantes degagees

Cette derniere question, sur le paradoxe entre les critiques occidentales au sujet de ce que leurs grands medias internationaux ont toujours qualifie de la « violation des droits de l'Homme » en Chine et l'engouement des dirigeants des grands pays occidentaux pour les « offres » commerciales que presente cette nouvelle puissance mondiale, nous montre dans un premier temps 05 repondants (25%) donnant de « justifications par procuration » (telles par exemple, ces deux reponses-types *a) les dirigeants occidentaux vont en Chine en tant que partenaires politiques des dirigeants chinois , b) en fait, les medias d'Etat ne doivent pas s'attaquer a leurs dirigeants devant les etrangers*

Ils nous montrent, ensuite, que 02 (soit 10%) des repondants seulement y donnent des « justifications librement pensees » Il s'agit des reponses ci-apres *a) Ils sont malins, ces Occidentaux (politiques ou journalistes) , ils savent nous manipuler b) Ils ne peuvent pas critiquer leurs gouvernements, car ce sont des instruments de propagande au service de ces memes gouvernements* Cela montre qu'une infime minorite (10% de repondants) a saisi la subtilite utilisee dans les actions d'information internationale et que la fragilite de cette categorie de repondants, dont les 25% sont manipulables (en donnant des points de vue acquis par procuration), est a ne pas douter Et la suite des reponses enfonce le clou, a cause de ce tableau tres peu reluisant 1) 09 reponses (soit 45% de repondants) sont a categoriser parmi ceux qui se distinguent dans la « non justification coupable », avec le « *je n'ai rien a dire a ce sujet* » ou le « *pas de reactions a vous donner* » 2) 04 reponses (20% des repondants) relevant de la constante des « justifications non reflechies »

La somme de ces dernieres reponses ajoutee a celles qui les precedent, montrant un decalage bien criant entre la quantite de reponses « responsables » (10% seulement) et celle de reponses restantes (90% au total) etalent tout-a-fait, a notre avis, l'« incapacite » des repondants a prendre la mesure de la « duperie » a laquelle ils sont exposes lorsqu'ils s'attachent aux medias occidentaux qui savent aussi « se donner indubitablement raison » a l'instar de ce que font leurs gouvernements et gouvernants<sup>477</sup> La vulnerabilite mentale de cette categorie sociale peut se verifier egalement a travers un tel indicateur

<sup>477</sup> Nous faisons allusion aux decalages tres criants entre les discours politiques occidentaux et certains faits historiques produits par le mensonge (Guerre du Viêt-Nam, guerre d'Irak, guerre de Libye )

d) Les conclusions concevables

Des particularités des 3 tableaux liés à chacune de ces trois dernières questions, il se fait voir logiquement qu'il doit y avoir autant de possibilités d'influence des récepteurs de cette catégorie. Et trois explications probables peuvent être raisonnablement avancées, associées à des variables pertinentes

- De la question sur le changement d'attitudes des Occidentaux face à Kadhafi, qui ne semble pas avoir influencé outre mesure un grand nombre de répondants dans le sens de les emballer, on peut expliquer les « réponses objectives » (montrant la primauté des intérêts occidentaux dans cette attitude) par la conviction qu'avaient désormais ces jeunes du côté négatif du personnage de Kadhafi tel que le leur ont « inculqué » tous les médias occidentaux à leur portée. La durée de leur exposition à l'« action manipulatrice » des Grandes radios internationales (plus de 5 ans d'« ancienneté dans l'écoute » de celles-ci, cf Tableau n°1) n'est pas un indicateur à négliger dans l'appréciation à faire<sup>478</sup>

D'une autre façon, on parlerait d'une manipulation ayant fait enraciner une image assez négative de Kadhafi dans les esprits, faisant que ces « appréciateurs » (étudiants) arrivent à « tolérer » cet « opportunisme » des Occidentaux (en fréquentant Kadhafi) qui edulcore l'image angélique qu'ils se font toujours de ces derniers. Le discours sur les droits de l'Homme, qu'ils « défendent » partout et depuis 40 ans en Libye explique cela

- De la question concernant le changement positif contre Bongo après qu'on l'ait brièvement diabolisé après une longue sanctification, il se constate que les "accusations" (détournements des deniers publics gabonais) ne semblent pas avoir été remarquablement reçues. La même explication que le cas précédent (de l'exposition des ces récepteurs à l'action communicative produite) ne pouvait pas contribuer du jour au lendemain à ternir l'image positive de Bongo, construite et transmise à ces récepteurs pendant 40 ans

- De la dernière question, sur la critique que nous attendions des répondants avec l'intention de jauger leur capacité à démasquer à la fois le double langage et l'hypocrisie

---

<sup>478</sup> Il y a à dire, pour préciser les choses, que cinq années dans l'écoute d'une radio n'équivalent pas à cinq années dans la formation scolaire (à facteurs d'évaluation plus constants que dans l'écoute de la radio). Cependant, par expérience, nous avons constaté que l'écoute de la radio arrive souvent à transformer les récepteurs disposés (en une unique séance d'écoute ou à défaut par l'influence de « faiseurs d'opinions » dans le cas d'une situation de communication à deux étages). L'impact est à trouver dans la force des stéréotypes véhiculés

des dirigeants occidentaux vis-a-vis de la puissance chinoise (et les mêmes « défauts » au niveau des Grandes radios internationales), quand plus de la moitié de reponses reçues se presentent comme « irresponsables » Cela ne doit rien avoir avec la duree de l'ecoute Car comme il s'agit en fait de la representation qu'on se fait des dirigeants et des medias occidentaux, qui est en jeu , c'est « l'**epaisseur historique** » de cette realite qu'il y a a scruter Elle s'est construite au fur des siecles, a travers d'innombrables successions des socialisations de masse (par l'Ecole, l'Eglise, les Medias, le Cinema ) qui ont « bâti » un « **background culturel occidentalise** » en Afrique dont les « intellectuels » se presentent a plus d'un titre comme la categorie sociale la plus « connectee »

L'origine theorique de la vulnerabilite mentale des recepteurs venant de cette base historique, toute action communicative a objectifs propagandiste ou manipulateur n'aura de succes qu'en s'y greffant (en ciblant les axes d'actions considerees porteuses a l'instar, par exemple, de la specialisation/contextualisation des strategies du discours mediatique a exploiter comme le tableau brosse ci-dessus l'atteste

## **B Des reactions des Enseignants interroges et des constantes a capitaliser**

Comme pour la premiere categorie, les reponses des enseignants nous ont presente un tableau general de reponses qui est assez significatif Ce sont des reponses a contenus semantiques fournissant tout aussi des elements d'information sur la conscience critique que sur le niveau de vulnerabilite de cette categorie de recepteurs, nous amenant a dresser le tableau d'impact reel a considerer Les reponses choisies nous aident en cela

### *1 Des reponses et de la conscience critique des Enseignants*

Ici, pour les quatre premieres questions, a la difference de ce que nous avons eu a enregistrer chez les Etudiants, notre enquête a recolte des reponses qui ont curieusement revele une certaine « identite de vues » presque chez tous les repondants Une identite qui nous a permis de savoir argumenter sur le niveau reel de conscience historique de ces derniers Elle est visible de par la concentration des reponses fournies autour d'une seule constante « les justifications librement pensees » Nous avons ainsi comptabilise 19 sur 20 reponses « identiques » (soit 95%) en rapport avec la premiere question, 19 (95%) en rapport avec la deuxieme question, 20 (100%) en rapport avec la troisieme question et 16 reponses (80%) en rapport avec la quatrieme question

Pour illustrations et analyse, nous exposons une reponse-type tiree de l'eventail de reponses reçues au sujet de 4 questions posees a) sur la longue attitude negative de RFI a l'endroit de Kadhafi , b) sur l'attitude negative actuelle de la même chaîne vis-a-vis de Mugabe , c) sur sa tres longue attitude positive vis-a-vis de Bongo et , d) sur ses attaques negatives periodiques, contre ce même Bongo qui etait pourtant un « ami » de la France

Une reponse a la premiere question

*Kadhafi affichait une attitude de responsabilite c'est pourquoi on lui en veut, en permanence, même si il arrive souvent aux occidentaux de lui faire des yeux doux (c'est pour tirer certains avantages comme le petrole)*

Une reponse a la deuxieme question

*C'est l'attitude des gouvernements occidentaux qui transparait a travers leurs medias On diabolise Mugabe simplement parce qu'il est en conflit avec des milieux privilegies 'blancs') Ce chef d'Etat africain connaît ce qui arrive a Kadhafi en Libye a cause de son independance d'esprit*

Une reponse a la troisieme question

*La longue attitude vis-a-vis de Bongo tenait au fait que Bongo etait un des tenors de la Françafrique, au service des interêts français , ce sens se justifie la*

Une reponse a la quatrieme question

*Bongo devait avoir « failli » par rapport a la philosophie qui guidait les liens entre le Gabon et la France mais tout s'etait arrange par apres quand il s'etait ressaisi*

Il y a lieu de signaler, en guise de complement d'informations, que nous n'avons pas recolte une quelconque reponse relevant des « justifications par procuration » a ce niveau et que les quelques reponses a considerer comme des sons discordants (c-a-d les exceptions aux questions 1, 2 et 4, a la difference de la question 3 qui a donne 100%) sont tombes dans le coup de « justifications non pensees » (a l'instar des reponses ci-apres 1) « *en faisant cela, ils savaient que Bongo etait malade et prêt a mourir* ou, 2) *Ils voulaient a ce que Bongo les rassurent sur son dauphin*)

Comme on le constate, ces dernieres reponses ne cadrent pas directement avec les motivations profondes auxquelles nous pensons a la suite d'autres personnes morales ou physiques mais elles nous instruisent tout de même sur l'esprit qui guide les repondants ils semblent être edifies sur la volonte manifeste des maîtres du monde de se « fabriquer » des « adeptes » parmi les dirigeants africains a la place des interlocuteurs valables

En rendant de cette maniere les faits tels qu'ils se deroulent dans les « coulisses », en opposition avec ce qui est propage dans les discours mediatiques, on ne peut hesiter de

parler d'une conscience critique en eveil chez les repondants de cette categorie sociale. Ils n'ont pas donne les signes d'être lies par nos trois variables exploitees a ce niveau. Le contexte social de production de ces discours mediatiques, la psychologie de repondants et les influences sociales de leur environnement. Par-la, nous disons que le contexte de la Mondialisation caracterise par la fetichisation des droits de l'Homme ne semble pas avoir « commande » a outrance ces repondants, ils ont su percevoir rapidement avec lucidite le rôle du « petrole libyen » dans le matraquage mediatique utilise contre Kadhafi et contre Mugabe (a cause des « terres zimbabwennes » que celui-ci avait arrache aux « Blancs » detenteurs alors d'un « surplus » de ces terres au detriment des « Noirs »).

Ces attitudes « responsables », parmi tant d'autres, sont suffisantes pour penser en la possibilite de l'evail de la « conscience critique » des sujets, que ni leur psychologie de domines ni leur statut et/ou leur qualite (reconnus) d'elites africaines transformees par l'Ecole occidentale n'ont pas pu totalement alterer.

## *2 Des reponses et du degre de vulnerabilite mentale des Enseignants*

Au sujet du degre de vulnerabilite mentale de ces Enseignants il n'est pas si facile a le decouvrir etant donne que leurs reponses aux questions y relatives se presentent aussi en une tres grande « identite de vues » (dominee, de maniere ecrasante, par la constante « justifications objectives librement pensee ». Le tableau general des reponses y relatives est le suivant : 17 reponses sur 20 (85%) en rapport avec la premiere question retenue, 20 (100%) en rapport avec la deuxieme question, et 19 (95%) en rapport avec la derniere.

Pour illustrations et analyse, a l'instar de ce qui est fait dans le precedent exercice, nous avons retenu une reponse-type a exploiter par question (question sur l'inauguration par Tripoli de la visite de Sarkozy en Afrique, question sur la seconde etape de sa visite qui etait le Gabon, et question sur l'attitude de toutes les Grandes radios internationales vis-a-vis des dirigeants occidentaux affluant sans entraves en Chine).

### Une reponse a la cinquieme question

*Sarkozy trouvait en la Libye un grand marche pour son pays, les interêts primant sur les droits de l'homme, il n'a pas hesite a aller chercher des interêts pour son pays*

### Une reponse a la sixieme question

*Sarkozy etait venu reconstruire le capital confiance entre les deux camps que le gouvernement français avait detruit en noirissant son image par le travail de RFI*

Une reponse a la septieme question

*Le marche chinois etant grand, le gouvernement français attend gagner quelque chose la, il ne peut pas amener sa radio (RFI) a « brouiller » les cartes*

Avant d'évoluer, il y a lieu de signaler qu'ici, comme a l'exercice precedent, nous n'avons pas enregistre de reponses relevant des « justifications par procuration » a travers lesquelles on peut imaginer trouver une explication objective sur ce degre de vulnerabilite mentale des sujets interroges. Cela fait que nous sommes oblige de penser notre analyse sur les reponses majoritaires ci-haut des « justifications objectives librement pensees » et sur les reponses des registres de « justifications non pensees » et de « non justification »

Ainsi, de premier abord, nous dirions simplement que les repondants ont resiste a la « manipulation » au vu de toutes leurs reponses « objectives, bien pensees » traduisant indiscutablement une conscience critique en eveil. Celle-ci les a amene a notre avis a 1) faire montre d'un imaginaire « decolonise » en allant jusqu'a mettre en balance les droits de l'Homme et les interets des Etats, fait difficile a concevoir chez certains communs de mortels (cf reponse 5<sup>eme</sup> question), 2) imaginer la realite des fonctions manipulatrices des medias a vocation internationale (dont RFI) telles que peuvent le commander les interets des puissants (cf reponse 6<sup>eme</sup> question), 3) ne pas perdre de vue le lien existant entre ces Grandes radios internationales, qui sont des medias d'Etat, et leurs pouvoirs organisateurs que sont leurs gouvernements (cf reponse 7e question)

Bien que majoritaires, ces reponses-types de « resistances a la manipulation », ne peuvent constituer le seul axe de signification a exploiter ici. Celles qui paraissent comme quantitativement negligeables (15% de reponses sur la 5<sup>e</sup> question, 5% de reponses sur la 7<sup>e</sup> question) peuvent nous renseigner. Il s'agit de la seule question de « non justification » (*je n'ai pas de chose a dire a ce sujet*) et de 3 questions de « justifications non pensees »

1) *Cet honneur fait a Kadhafi, par ce voyage inaugural de Sarkozy, c'est pour sonder ce dernier afin de savoir ce qu'il pense de la nouvelle marche du monde*, 2) *Par ce voyage, Sarkozy cherchait seulement a ranger Kadhafi dans son camp*, 3) *Je pense que Sarkozy voulait amadouer Kadhafi pour l'avoir comme partenaire sûr*

Ces reponses comme les premieres malgre leurs differences en terme de contenus, donnent tout de même un tableau general de reponses assorties de trois logiques a prendre en compte dans l'appréciation de la vulnerabilite de nos repondants. Ce sont des logiques vehiculees par l'information occidentale, pour lesquelles nous envisageons trois scenarios



par rapport a la question sur la vulnerabilite de nos repondants a) lorsqu'ils s'y alignent nous voyons leur vulnerabilite , b) lorsqu'ils s'en echappent, en reussissant eux-mêmes a decoder differemment les contenus des informations, nous voyons leur non-vulnerabilite , c) lorsqu'ils ne s'y conforment plus par negligence (insouciance ou inconscience) que par ignorance, cela equivaudrait a une certaine vulnerabilite de fait, ceci surtout s'il s'agit des repondants « intellectuels » comme le cas qui nous concerne

Il va ainsi sans dire, que la majorite des repondants ayant fournis des Justifications objectivement pensees ne peuvent pas être consideres du coup comme vulnerables car ils n'ont pas pu être « secoues » dans leur raisonnement par les informations leur transmises par RFI (et autres radios) On s'en rend compte a travers le fait qu'ils se soient montres « coriaces », pour ne pas s'aligner sur une quelconque des trois logiques identifiees C'est a la minorite restante de repondants, auxquels on peut associer plusieurs autres categories d'Africains (de même profil sociologique, c-a-d ceux ayant presente les mêmes reactions en rapport avec les mêmes questions), qu'il faut voir la possibilite d'une « vulnerabilite de fait » face a l'action « manipulatrice » de RFI

## **Section II De l'« impact » des Grandes radios internationales sur les sujets congolais interroges une interpretation sociologique des donnees**

Si, comme nous l'avons demontre, les decideurs de Grandes radios internationales dirigent leur action communicative en combinant les strategies qu'ils conçoivent avec les dispositions mentales qu'ils identifient des publics cibles, on doit s'attendre a un certain « impact » bien oriente Il y a, pour s'en convaincre, qu'a chercher a s'assurer de la bonne application ou non desdites strategies (en en verifiant la conformite entre la philosophie et les objectifs qui les fondent) avant de plancher sur le contenu a donner a cet impact

### **A Fonctionnement bien reel du modele d'Agenda-setting et les determinants de son « efficacite » pour planter un decor de conditionnement mental de domestication**

Nos questions posees aux recepteurs retenus de RFI, qui nous ont ete inspirees par le caractere « partisan » ou mieux « selectif » des informations diffusees par cette chaîne internationale sur les themes choisis ici, avaient une double finalite mettre en exergue le sens cache de la « relation coupable » existant entre les representants des gouvernements occidentaux et leurs grands medias audiovisuels a vocation internationale (a travers leurs presentateurs des informations) et decouvrir les indices pertinents d'impact y relatifs

S'agissant du premier axe, il nous a permis de confirmer le caractère politique à la fois de ces présentateurs (« journalistes politiques ») et de l'action que ceux-ci produisent et ceci va éclairer la suite de notre raisonnement. En effet, les contenus des informations traitées ci-haut nous ont montrés à plusieurs occasions que ces présentateurs qui sont liés à leurs gouvernements par des relations normales Employeurs/Employés (pour lesquelles la première partie a l'obligation d'accompagner professionnellement la seconde) font l'autre sens. Ils « accompagnent » (inconsciemment) leurs gouvernements dans certains de leurs abus de puissance, comme nous l'a montré leur traitement différencié de l'information.

Nos sept informations de RFI, retenues pour analyse, nous indiquent en effet une **variation de l'information en fonction de la 'tête du client'**. Les termes de présentation de cette information choisis et colorés différemment selon que cette chaîne est en face des amis (président Bongo, par exemple) ou en face des ennemis (cas de Kadhafi et Mugabe) ou, plus grave que cela, lorsqu'elle est confrontée à certains discours « inconvenants » des dirigeants occidentaux (qui, « aveugles » par certains intérêts vitaux de leurs sociétés à défendre, arrivent souvent à « oublier » les *violations des droits de l'Homme* commises par leurs « interlocuteurs intéressants » et à tolérer leurs « abus » cas du président Chirac lors de la visite controversée en France du président chinois. Cela est intrigant dans la mesure où les journalistes ne se gênent pas de reproduire ces discours sans les « réserves réparateurs »<sup>479</sup> auxquels on recourt pour couvrir les abus de langage et autres flagrances.

L'illustration la plus évidente, en rapport avec cette « faille » nous vient à l'heure de la chute du président libyen Kadhafi renversé par l'OTAN sur instigation de la France, lorsque son bourreau principal le président français Sarkozy s'adressait aux « Amis de la Libye » réunis à Paris en martelant fortement sur « **l'argent des Libyens que Kadhafi avait détourné** » à la place de ce que soutenaient avant certains médias occidentaux les « Fonds souverains » réservés par le gouvernement de Kadhafi aux générations futures de Libyens. Une telle contre-vérité historique ou « **mensonge politique** », de Sarkozy, dont le but implicite est d'arriver à un effacement dans les mémoires des Africains de la réalité historique louable représentée par ces fonds, a été diffusée le 1<sup>er</sup>/9/2011 sur France 24 et sur RFI sans que les présentateurs fassent des commentaires réparateurs nécessaires<sup>480</sup>.

<sup>479</sup> Ce qui conviendrait de faire c'est par exemple, recourir au conditionnel ou dispenser les récepteurs des passages incriminés en les rendant autrement par des commentaires élégants

<sup>480</sup> Cf [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr), le 1<sup>er</sup> septembre 2011

Nous ne verserons pas dans des supputations inutiles pour expliquer cette attitude. L'argument à défendre avec l'expérience que nous avons acquise dans cette recherche est celui qui voit l'habitus de dominant agissant chez ces presentateurs. Habitus, dans le sens de Alain Accardo qui simplifie encore la compréhension de cette notion lorsqu'il essaie de la prendre « en règle générale » pour dire qu'en société *les individus font librement ce qu'ils sont socialement programmés à faire*<sup>481</sup>. Le travail fait dans ces conditions où les acteurs (du point de départ, comme du point d'arrivée) du processus de communication en question sont tous « socialement programmés » pour contribuer, chacun à son niveau, à atteindre un seul objectif-clé et permanent que nous avons circonscrit à l'introduction la perpétuation de la domination des premiers sur les seconds. Cela nous met en position de concentrer nos efforts de raisonnement sur un Point fort sur lequel nous pouvons nous appuyer pour une explication satisfaisante de nos résultats d'enquête.

*1 Les informations de RFI telles qu'elles sont transmises et consommées à Kinshasa : réalité d'Agenda-setting et commentaires*

Le point fort annoncé c'est le modèle (ou stratégie) d'informer exploité par RFI et qui est, à cet effet, mis en harmonie avec les dispositions mentales des récepteurs dans le but de faciliter la production des conditions d'impact conformes à l'objectif général de l'une ou de l'autre des « sources occidentales » qu'est le conditionnement de l'imaginaire collectif des Africains comme « précautions » pour la perpétuation des rapports dominants qui les lient avec ceux-ci. Ainsi, les questions posées par nous et les réponses reçues de nos enquêtes nous ont amené à constater le fonctionnement réussi (dans une certaine mesure) du modèle de l'Agenda-setting<sup>482</sup>. Ceci, partant de deux observations : a) le fait que les Grandes radios internationales aient réussi à s'imposer dans l'imaginaire collectif des Africains comme des « médias indépendants », b) le fait qu'un bon nombre

<sup>481</sup> A. Accardo et Ali, *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Le Mascaret, 1995, p. 57.

<sup>482</sup> Ce modèle développé en 1972 par Maswuell Mac Combs et Donald Shaw, met l'accent sur les relations entre les médias et les opinions publiques que ceux-ci arrivent à influencer à partir de leurs efforts de mettre à la disposition de ces récepteurs (opinions publiques) des « repères » sur lesquels ils doivent s'accrocher pour être à mesure de « bien argumenter » dans les discussions (c'est-à-dire discuter avec des arguments ou des mots rendus familiers sur les ondes par ces occidentaux grâce à leur Droit de nommer). En d'autres termes, nous voyons ce que Th. Vittin (à la suite d'autres auteurs) a résumé en la « *définition de l'ordre du jour des débats et/ou discussions entre Africains dans leurs sociétés* » à partir desdits repères que les médias mettent en circulation : les thèmes, les sujets ou même les angles à aborder, que les médias mettent en circulation. La notion d'Agenda setting s'explique là (cf. à ce sujet M. Mc Combs et D. Shaw, « The Agenda-Setting function of Mass Media », *Public Opinion Quarterly*, Vol. 36, 1972, pp. 176-187).

de ces recepteurs arrivent a s'aligner facilement sur certaines idees « stereotypes » leurs lancees a travers des mots "en partage" avec les radios concernees

La premiere observation est corroboree, a notre avis, partant des reponses reues des « Etudiants » repondant a la septieme question du groupe des questions posees Cette question a ete construite pour mettre a l'epreuve le « pretexte » de l'*attitude tolerante* des Medias internationaux vis-a-vis des dirigeants occidentaux (Obama, Sarkozy, Merckel ) qui, malgre des discours critiques sur « les violations des droits de l'Homme en Chine », se distinguent par des visites incessantes vers cet « infrequentable » pays Nous croyions qu'avec ce pretexte il est possible de detecter l'aptitude des recepteurs a saisir le caractere politique de ces medias Le constat, apres depouillement, est que l'ecrasante majorite des personnes interrogees, soit 90%, n'arrivent pas a lier tous ces medias (et leur action) aux pouvoirs politiques ou gouvernements qui les gerent, contre les 10% restant qui prennent serieusement lesdits medias pour des « instruments des gouvernements occidentaux »

La deuxieme observation, quant a elle, se fonde sur les reponses aux questions du premier groupe (de quatre questions) pour lesquelles les Enseignants se sont montres plus « mûrs » que les Etudiants en ne se laissant pas emballer par la propagande cachee dans les « vocabulaires » lances Ces derniers (les Etudiants) ont, dans certaines proportions (a portee non negligeable)<sup>483</sup> eu a reproduire ces « vocabulaires » utilises regulierement par RFI et Cie il y a, par exemple les termes « dictateur » et « 42 ans de dictature », rendus par 10% de ces etudiants , les termes « grand dictateur » et « mauvaise gouvernance » ou « dictature », rendus par 15% d'entre eux, pour qualifier Kadhafi

Ils (etudiants) avaient d'autre part reproduit les expressions significatives ci-apres lorsqu'il leur fallait porter un jugement sur Bongo « Bongo a rassemble les Gabonais », « Bongo est une bibliotheque vivante » (expressions avancees par 20% de repondants) Et lorsque Bongo avait « derape » (aux yeux des Français, par rapport a la priorite qu'il leur devait donner), ces Etudiants (10%) rejoignaient les Agents français (hommes politiques, journalistes) dans leurs jugements a forte dose ideologique Ils parlent de la « mauvaise » gouvernance de Bongo<sup>484</sup>, avec les propos a peu pres comme ceux des occidentaux cites

<sup>483</sup> Ces proportions sont de 10 a 15% de « reactions non reflexies », mais elles doivent rendre compte d'un « malaise » ou d'un « embrigadement des esprits » a prendre pour pernicieux dans la mesure ou il affecte les « intellectuels » (qui sont les « phares » de la société)

<sup>484</sup> Ideologique parce que relevant d'une philosophie du discours faisant voir une « hypocrisie politique » de ceux qui n'ont pu constater les abus de Bongo que quand celui-ci diversifie ses partenaires commerciales

1) « Bongo detourne les deniers publics gabonais », 2) « Mauvaise gestion du pays par Bongo et son clan familiale »

Dans un deuxième temps, ce même jeu de questions et réponses auquel nous nous sommes livrés nous permettra de dégager le tableau explicatif sommaire qui s'impose pour comprendre l'application dont il s'agit (du fonctionnement de ce modèle d'agenda-setting en Afrique noire) Charles Moumouni nous aide en cela, à travers l'observation suivante qu'il fait et qui retrace un tableau pertinent à considérer<sup>485</sup>

*Le modèle de l'agenda-setting de l'Afrique fonctionne suivant un effet de domino. Un média entraîne l'autre et la multiplicité des médias couvrant un événement en Afrique n'est pas le gage d'une diversité de l'information. Lorsqu'il s'agit de l'Afrique, les médias rapportent, de façon quasi unanime, les mêmes genres de faits, de la même façon, selon leurs connaissances et leurs préjugés sur l'Afrique.*

Nous soulignons « effet domino » parce que la compréhension de la réalité qu'elle exprime en dépend. Il y a un « tableau » par-là, au vu des réactions en chaînes des médias occidentaux, observable dans leur couverture de l'Afrique. L'agenda-setting se concrétise en ce que « les mêmes genres de faits, diffusés par tous de la même façon » produisent des résultats de même forme et ordre (en termes de vocabulaires, d'expressions verbales ou autres faits, uniformément reproduits, par la majorité des récepteurs) comme décrit ci-haut. Cet agenda est vivifié par au moins deux « sources » de la « force qu'il lui faut » sur son terrain d'expérimentation : l'une organisationnelle et l'autre structurelle.

La première tient à tout ce qu'il y a d'« effets d'attachement » des grands médias occidentaux à vocation internationale, à l'« information marchandise » (à l'occidentale). Ils y sont attachés, tel qu'il peut être remarqué à travers leur exploitation des stratégies explicites plus haut (cf. Partie II, chap. II et III), et qu'on peut s'en édifier à la lumière de **la course au sensationnel** et aux "scoops" qui les mettent en situation psychologique de vouloir uniformiser constamment la plupart de leurs productions (informations)<sup>486</sup>. La deuxième (source) est celle des avantages que la dépendance du Sud et de l'Afrique offre

<sup>485</sup> C. Moumouni, « L'image de l'Afrique dans les médias occidentaux : une explication par le modèle de l'Agenda setting », in *Les Cahiers du Journalisme* n° 12-Automne 2003, p. 161.

<sup>486</sup> Le tout se fait partant de la dichotomie intériorisée par les acteurs politiques ou médiatiques occidentaux du *bien* (incarné par l'Occident) et du *mal* (incarné par le Sud, l'Afrique). C'est lorsque tous se sentent dans l'« obligation » de se ruer (chacun pour son compte) vers le « mal à extirper » que sont les situations liées à leurs thèmes de prédilection qui se présentent à eux comme naturels (les catastrophes naturelles, les guerres civiles : cas des guerres de Yougoslavie, d'Irak, de Libye et autres), qu'ils tombent dans la « concurrence » pour livrer aux publics les informations récoltées à même temps par les reporters déployés par chacun.

aux grands medias occidentaux d'être relayes par les medias nationaux et locaux des pays « defavorises » en question, qui les reçoivent par « necessite »

Ces relais, dont beaucoup se sont developpes comme de « partenariats » nous font presenter les parties africaines comme de « sous-traitants » en matiere d'information mais la multiplicite produite de ces sources ne nous semble pas efficace. Notre observation et les interviews ne nous ont pas montre, chez les Africains, des efforts visibles de "refonte" (au moment bien crucial de la consommation des produits mediatiques) de l'**architecture semantique des informations** diffusees a leur intention.

Il faut ainsi dire, en definitive, que toutes ces « insuffisances » au niveau du Sud se presentent quelque peu comme une « chance » pour les « Emetteurs » occidentaux de voir comment la transmission tentaculaire de leur agenda contextualise peut leur profiter.

Les deux sources majeures identifiees, de la force faisant « fructifier » le modele de l'Agenda-setting impose par les medias occidentaux en Afrique, preuves d'efficacite a l'appui comme nous l'avons montre, creent indiscutablement les conditions propices non pas seulement a la production du decor psychologique de conditionnement mental auquel nous nous sommes souvent refere mais surtout a sa « banalisation » par ses victimes. Nos enquetes l'ont en effet demontre, dans leur ensemble, surtout par leur rejet des medias africains au profit des medias occidentaux (cf. Tableau I et II) sans se faire remarquer par un certain effort d'accompagner leurs appreciations par des « digressions » de nature a les amener a se faire montrer « conscients » de l'existence des determinants caches de l'ordre de choses qui les font revolter. La « satisfaction » qu'ils ne peuvent trouver que dans les actions des medias occidentaux et presque pas dans celles des medias d'Afrique.

*2 Du contour procedural subtil de production pour l'imposition d'un Agenda-setting, aux Africains a la production d'un « Agenda de discussions ou de debat, avec clef » leçons tirees sur les determinants de l'impact de RFI et medias semblables en Afrique*

Le contour procedural pour arriver a construire l'agenda des informations pouvant alimenter les debats et discussions des Africains, tels que l'imposent les medias exploites, nous rappelle le principe de base y relatif et nous instruit sur l'autre principe ou code a faire suivre. Le principe de base c'est, comme l'ont montre les auteurs cites a ce propos, de fournir aux recepteurs un schema ou un éventail de sujets (ou themes) essentiels qu'ils devaient exploiter dans leurs echanges verbaux en societe. Quant au principe secondaire,

il s'agit des éléments significatifs qui peuvent servir à meubler les discours y relatifs tels que certains mots bien choisis, certaines expressions verbales, etc

a) *Du schéma procédural du fonctionnement de l'agenda de compréhension du contenu des réactions des récepteurs*

Le résultat à attendre de la combinaison Principe de base/Principe secondaire, cad lorsque les récepteurs s'accordent à suivre le schéma ainsi tracé (de ne pouvoir échanger avec ses semblables qu'en recourant à certains thèmes proposés dans les informations des chaînes en question, à l'aide des vocabulaires intériorisés par ces récepteurs) dépend de la pertinence des choix opérés (au sujet de ces thèmes et vocabulaires) par les Émetteurs en tant que "pouvoirs organisateurs" du processus de communication concerné

Notre recherche l'a quelque peu prouvé en épinglant des thèmes de prédilection de RFI ces dernières années, qui sont exploitées à temps et à contre temps « la dictature de Mugabe », « le terrorisme (le nepotisme) de Kadhafi », le « cas Bongo »<sup>487</sup> Le constat de l'appropriation par nos enquêtes de ces thèmes et vocabulaires, devenus coutumiers à leurs oreilles, nous fait parler pour cela d'un « *Agenda de discussions ou de débats avec clefs* » C'est cet Agenda, qui s'impose aux récepteurs, dans le but certain d'orienter leurs discussions, cela conduit les initiateurs de cet agenda à proposer (à fournir) ces clefs qui sont ces vocabulaires et ces expressions, à exploiter, qui sont censés « ouvrir la voie de la compréhension de la marche du monde » [telle que le veulent visiblement ces initiateurs]

Nous l'affirmons avec l'expérience acquise à l'occasion de notre enquête Celle-ci nous a permis de recueillir des données pour l'analyse desquelles nous ne négligeons pas cette recommandation de plus éclairante de Remy Rieffel que nous appliquons déjà, sans l'affirmer outre mesure<sup>488</sup> « *Pour analyser efficacement le comportement du public, il convient par conséquent d'envisager la macrostructure de l'offre et les microprocessus de décodage individuel, de prendre en compte tout à la fois les déterminations qui agissent à la source sur l'encodage et les influences du contexte sur le décodage effectués par le récepteur* » Nous l'avons fait dans nos premiers pas d'analyse

<sup>487</sup> L'illustration d'une exploitation à temps et à contre temps c'est par exemple le cas que nous avons traité de Mugabe en décembre 2008. Même sans besoin d'« actualité brûlante », on saisit des occasions comme celle de la rencontre du président Sarkozy avec ce qu'on appelle désormais les *The Elders* (les Anciens) pour étaler la « face négative » de ce chef d'État africain (cf. Partie II, chap. III) !

<sup>488</sup> R. Rieffel, *Sociologie des médias*, Ellipses, 2<sup>ème</sup> édition, Paris, 2005, p. 167

Nos premiers pas dans l'analyse, dans cette perspective, qui ciblait les messages transmis aux récepteurs africains, nous ont amené à découvrir beaucoup de subtilités dans l'encodage de ceux-ci. Ces subtilités sont consciemment ou inconsciemment entretenues par les Agents des pouvoirs en question et les « transmetteurs des messages » des médias que sont les journalistes et autres catégories de cette corporation dans la mesure où ils ont en partage l'habitus de dominant, fonctionnant naturellement chez les uns et les autres.

Ainsi, en rapport avec le souci de l'évaluation de la réception de ces messages, il importe de découvrir les subtilités qui président au décodage effectué par nos répondants qui ne nous semblent pas provenir seulement de leur habitus de dominés. Ceci, parce que les réponses reçues exposées ici ne nous mettent pas en face d'un bloc unique des gens à **comportements moutonniers** (dans leurs discours) associables à une confrontation entre l'habitus de dominants et l'habitus de dominés au sujet de laquelle l'issue se conçoit généralement comme « fatale » pour les dominés.

Le spectacle du décodage des informations de RFI que nous a présenté l'ensemble de nos enquêtes (Enseignants et Étudiants), confirme assez que l'habitus de dominés des récepteurs ne s'actionnait pas chez les individus isolés comme il l'est chez les dirigeants puis les journalistes occidentaux ou chez certains responsables africains (cas de dirigeants des radios privées locales ou d'ONG de droits de l'Homme). Les premiers (occidentaux) vivent désormais dans une situation de « qui-vive permanent » à cause des incertitudes du Temps mondial, leur habitus de dominant (eux qui sont à la haute sphère de la société) est toujours en éveil. Cela s'explique par l'« urgence de survie » de leur « bloc » (de classes de dominants « sevrissant » à l'intérieur et à l'extérieur de leurs sociétés). Les seconds ont le souci de ne pas se faire « écraser » par la « petite domination » de l'intérieur (celle des gouvernants locaux) d'où leur « **habitus de dominés locaux** » se met toujours en alerte dans l'espoir de s'attirer davantage l'attention de la « grande domination » (occidentale).

*b) Principes de compréhension des possibilités d'impact (de vulnérabilité) de récepteurs à la lumière des données significatives nous fournies par Stuart Hall<sup>489</sup>*

Stuart Hall a distingué trois « positions » des récepteurs pouvant justifier l'impact qu'ils peuvent porter de l'action de médias audiovisuels. Nous nous en sommes approprié

<sup>489</sup> Cité par E. Maigret, *op cit*, 139-140 (Lire aussi Stuart Hall, « Encoding/Decoding », in Stuart Hall et al (Eds), *Culture Media, Language Working Papers*, in *Cultural Studies*, 1972-1979, Hutchinson, Londres, 1980, p 128-129



pour meubler cette partie du travail Il y a, respectivement la « position hegemonique » (lorsque le decodage du recepteur est equivalent au codage de l'emetteur) , la « position negociée » (lorsque le recepteur accepte la definition de la realite telle que vehiculee par le message mais l'adapte localement, en restreint la portee, ou s'y oppose partiellement) , la « position oppositionnelle » (quand le recepteur oppose l'ideologie a laquelle il adhere a celle dont il critique les connotations)

- **La position hegemonique** doit avoir caracterise les repondants de tous les deux groupes en presence, qui ont eu a fournir des reponses du genre « *je ne sais rien* » qui doivent relever d'un attentisme coupable pour des « intellectuels » ne se preoccupant pas de la vie de leur environnement de vie (l'Afrique) Aussi de ceux qui se sont manifestes par des « reponses par procuration » Ces deux attitudes renvoient sans doute aux reflexes d'irresponsabilite (pour la premiere) et de subordination (pour la seconde) L'habitus de domines doit avoir fonctionne, a notre avis, chez cette minorite de nos enquetes dont les reponses a nos questions cibles sont porteuses de marques y relatives (cf reflexes de subordination ou d'irresponsabilite)<sup>490</sup>

Toutes les reponses reues nous ont montre qu'il s'agit d'une minorite d'entre ces repondants qui sont concernees, a l'instar des 10% d'etudiants cites dont les contenus des reponses sont identiques aux contenus des informations de RFI sur le president Bongo lorsqu'il arrivait a ce dernier de « desobeir » a la France

- **La position negociée** a ete relevee comme caracteristique s'agissant du decodage chez la majorite des repondants Ici la reponse-type est par exemple celle de cet Etudiant qui, au sujet des informations demontrant l'agressivite de RFI vis-a-vis du president Mugabe (qualifie de « dictateur »), avance que *Mugabe est un dictateur chez lui mais attention c'est un dictateur qui protege les interets de ses populations* Il y a a dire que ce que nous avons appele le « schema pour l'impact » (de medias) n'a pas pu fonctionner de la maniere qu'il faut, faute de l'accomplissement de son principe de base la jonction entre la strategie d'action mediatique entreprise [la propagation des idees « subversives », a travers des mots ideologiquement doses] et les dispositions mentales des recepteurs [ici, des dispositions qui font l'habitus de domines]

---

<sup>490</sup> Cf S Hall, op cit

• **La position oppositionnelle** a determine le decodage d'un autre groupe Pour ce cas, les repondants ont presenté des points de vue allant a l'encontre des points de vue de RFI comme l'indique cette reponse-type a la même question sur Mugabe *On diabolise Mugabe simplement parce qu'il est en conflit avec des milieux privileges « blancs »* Cela demontre un non accomplissement total du principe evoque et laisse credibiliser par la plusieurs arguments explicatifs probables, qui valent autant pour le cas precedent 1) *le rôle du capital culturel* de ces repondants, dont l'actualisation se fait consequemment dans leur milieu universitaire , 2) *le contexte de la Mondialisation* qui les enrichit avec l'abondance des informations (de l'Internet , des avis de certains migrants en ce moment , de certains debats interpersonnels encourages par la liberation de la parole )

Ces trois cas nous font dessiner ce que doit être, a peu pres, le *Tableau verifie* des determinants d'impact des Grandes radios internationales sur notre terrain d'etude Ainsi intention ou pas intention, de la part des pouvoirs dominants occidentaux, d'imposer aux Africains une voie unique de comprehension de la marche du monde, il se confirme qu'il existe bel et bien une « voie » menant a cet objectif Cette confirmation est scientifique et nous lui en avons trouve pour preuve sur le plan heuristique le fait que les indicateurs de vulnerabilite des recepteurs des radios, tires chez Stuart Hall, arrive a corroborer notre categorisation des constantes justificatrices de ce phenomene (cf Partie III, II, I, 1 ) Cela nous laisse le choix de tirer des conclusions sur l'impact de l'action des radios etudiees en fonction du degre de cette vulnerabilite Ce degre de vulnerabilite est determinable a partir de la "compromission" des recepteurs, constatee dans le contenu de leurs discours

Tableau n°13 *Visualisation des possibilites d'impact de Grandes radios internationales a Kinshasa a travers des indicateurs donnees et des indicateurs construits*

Indicateurs donnees par Stuart Hall	Indicateurs construits avec les repnses des recepteurs	Deux variables explicatives de l'impact et leur mesure en rapport avec ces indicateurs	
		Conscience critique (C C)	Vulnerabilite mentale (V M)
Décodage du recepteur = décodage de l'émetteur	Justification des faits par procuration	C C inexistante ou parfois altérée	V M au maximum
Récepteur accepte la définition de la réalité lui transmise par le message mais l adapte localement	Absence de justification, justification inconsciente et justifications non réfléchies	C C très faible ou meme « endormie »	V M envisageable ou possible, mais faible
Récepteur oppose idéologie a laquelle il adhère a celle dont il critique connotations	Justification objectives librement pensees, des situations et faits connus	C C élevée ou très Elevée, <b>en eveil</b> et dans certains cas inébranlable	V M degre zero ou a une proportion très faible

Ce tableau est notre construction

En rapport avec nos enquêtes, les données de ce tableau peuvent être illustrées par la somme des réponses que ces derniers ont fournies (telles que nous les commentons à la section précédente Section I, de ce chapitre) Il y a la première série de quatre premières questions (conçues pour nous aider à caractériser la variable « conscience critique ») et la seconde série de trois questions (pour caractériser la variable « vulnérabilité mentale »)

Avant d'exposer ces données, utiles pour les leçons décisives à tirer, il importe de dire (à la lumière des **trois possibilités d'impact** se profilant derrière les **trois degrés de vulnérabilité mentale** dégagés), que la "grande" probabilité (imaginable chez les Negro-Africains) de voir l'action des médias étudiés produire un impact social plus varié que celui d'une « alienation généralisée » est presque nulle Nous y voyons de la **malleabilité contrastée** de nos enquêtes, facteur important pour une compréhension facile du tableau des possibilités et limites de cet impact Un tableau qui a comme affiches caractéristiques les détails chiffres présentes ci-dessous

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau n° 14 *Les possibilites concretes d'impact et de limites de l'action des Grandes radios internationales sur nos enquêtes*

Variables et indicateurs <sup>491</sup>	Distribution des donnees par catégorie de sujets				Possibilites et limites d'impact correspondant à chq catégorie	
	Etudiants		Enseignants		Etudiants	Enseignants
	Moyenne réponses/20	% réponses	Moyenne réponses/20	% réponses	Représentation chiffrée possible et limite impact	Représentation chiffrée possible et limite impact
<b><i>Conscience critique</i></b>						
- justification librement pensée	11,5	58	18,5	93	- 58 % = C C acceptable	- 93 % = C C forte, en éveil
- justification par procuration	1,5	08	0	0	- 08 % = C C presq inexistant	- 0 % = C C, 1 <sup>er</sup> argument confirmé
- justification non réfléchie	3,0	15	1,5	8	- 15 % = C C faibles	- 8 % = C C faibl
- non justification Coupable	2,5	13	0	0	- 13 % = C C tres faibles	- 0 % = C C, 1 <sup>er</sup> argt confirmé
<b><i>Vulnerabilite mentale</i></b>						
- justification librement pensée	6,3	21	14	70	- 21 % = V M possible	- 70 % = V M difficile, possibilité de résistance des récept
- justification par procuration	1,6	5	0	0	- 5 % = V M tres possible	- 0 % = confirmation 1 <sup>er</sup> arg
- justification non réfléchie	4,3	14	6	30	- 14 % = V M possible	- 30 % = V M Faible, a suivre
- non justification Coupable	6,3	21	0	0		

Ce tableau est notre construction

Les points saillants, a grande signification pour nous, a degager de ce tableau, sont evidemment lies aux deux importantes **variables justificatrices** de l'impact recherche ou mieux le phenomene d'alienation culturelle comme nous l'entendons dans ce travail. Ce sont les variables ci-apres

1) **la conscience critique** qui se manifeste remarquablement chez les sujets des deux categories, même si c'est a des degres divers (comme l'atteste les chiffres etales 93 % des reponses le temoignant pour les Enseignants contre 58 % pour les Etudiants). Cette conscience critique semble être mebranlable chez les Enseignants (on peut l'apprécier sur

<sup>491</sup> Ici comme pour le cas de la variable suivante, nous faisons la sommation de réponses de même catégorie donnée par chaque répondant pour chaque question posée. Ainsi, pour la catégorie Etudiants, les chiffres de réponses sont respectivement I) en rapport avec la variable **conscience critique** a) 14, 10, 12, 10, b) 2, 3, 0, 1, c) 1, 5, 2, 4, d) 1, 2, 6, 1 et II) en rapport avec la variable **vulnérabilité mentale** a) 13, 4, 2, b) 0, 0, 5, c) 3, 6, 4, d) 4, 6, 9. Pour la catégorie Enseignants I) en rapport avec la variable **conscience critique** a) 19, 19, 20, 16, b) 0, 0, 0, 0, c) 2, 1, 0, 3, d) 0, 0, 0, 0, II) en rapport avec la variable **vulnérabilité mentale** a) 17, 20, 19, b) 0, 0, 0, c) 2, 3, 1, d) 0, 0, 0. Dans notre analyse, il est logique que nous nous attardions un peu plus sur les « données extrêmes » (celles liées aux « justifications librement pensées » et celles sur les « justifications par procuration »). Il est facile d'en tirer des conclusions nécessaires. Elles doivent partir de la signification des sommations à trouver dans les dernières parties de ce tableau.

base du pourcentage de leurs réponses faites à catégoriser comme des « justifications par procuration » que nous prenons pour un indicateur de l'aliénation (0 %) Elle semble par contre « avoir des fissures » chez les Étudiants (qui totalisent 8 % de ces « justifications par procuration » sans compter certaines proportions de justifications diverses)

2) **la vulnérabilité mentale** doit être **moins remarquée chez les Enseignants** qui présentent 70 % de réponses pouvant l'attester, même si il existe une petite « ouverture » avec 30 % des réponses de « justifications non réfléchies » La force de cette ouverture ne saurait logiquement être un sujet à longue discussion dans la mesure où il se fait voir que ces sujets ne sont pas du tout distingués pour cela par de « justifications par procuration » (0 % de réponses y relatives) C'est dans la catégorie des Étudiants que cette vulnérabilité doit être plus remarquée Car l'ensemble de leurs réponses indiquent une « cote très loin en dessous de la moyenne » (21 % de gens affichant une certaine vulnérabilité, mais qui ne sont pas moins « contres » par les 14 % de ceux qui sont « faibles d'esprit » puisque se distinguant par des réponses à Justifications non réfléchies, et par 5 % de ceux qui se distinguent par des réponses à Justification par procuration)

### **B Malleabilité contrastée pour quel conditionnement mental des publics ? Leçons à tirer sur les données de la réception, à la lumière de la théorie de Bourdieu**

Les données ci-haut, en « déterminants convenables » de l'impact à dégager, nous fournissent certains éléments à considérer dans l'action de systématisation des données se présentant comme des résultats finaux de notre étude Elles nous suggèrent en effet au moins deux étapes ultimes et utiles à suivre dans la compréhension et l'explication 1) la première est celle de rendre compte de ce que doit représenter réellement l'ascendant tant vanté des grands médias occidentaux, parmi lesquels RFI (et Cie), sur leurs publics-cibles d'Afrique noire, avec toutes les leçons à tirer 2) la seconde rend compte de l'explication sociologique qui s'impose comme point focal de cette étude

#### *1 De l'ascendant des Grandes radios sur les personnes interrogées principales leçons tirées du décodage des messages (informations)*

Toutes nos données d'enquête, comme on peut les lire dans les pages précédentes, montrent qu'au moins la moitié des personnes interrogées (Étudiants et Enseignants) sont capables de décoder « positivement » les informations leur transmises par ces radios et fournir à ce sujet des « justifications objectives librement pensées » Elles entrent donc en

contradiction avec les « encodeurs » occidentaux et marchent ainsi dans le régime des « decodeurs » africains se tenant dans la « position oppositionnelle » (cf la catégorisation de Stuart Hall) A entendre ces récepteurs majoritaires (plus de 50% d'Étudiants et plus de 90% d'Enseignants), auxquels nous n'hésitons pas à reconnaître l'appartenance à la catégorie des « personnes à conscience critique élevée »<sup>492</sup>, il est inconsequent d'évoquer l'idée d'un possible ascendant incontestable des Grandes radios internationales sur eux

Les influences manipulatrices « concluantes » associées à l'idée de vulnérabilité des répondants manifestant des attitudes plus ou moins hybrides (ou résistantes) lorsqu'il faut fournir les efforts de décodage des messages (des informations), dans une « position négociée », sont susceptibles de nous donner un tableau contraire

Tout ce travail de discussion sur les résultats de notre enquête, auquel nous nous sommes livrés offre aux chercheurs d'innombrables pistes Nous en retenons quant à nous deux en rapport avec la question cruciale du « pouvoir des médias » Deux leçons tirées de la manière dont se présente la distribution des réponses de nos enquêtes la première leçon nous vient de ces réponses, lorsque quelques unes d'entre elles rendent bien compte d'une réalité de sociologie de la communication l'« effet d'amorçage »<sup>493</sup> Une réalité plausible à cause de l'excès d'exploitation du nom (et des réalités autour) de Kadhafi par RFI et Cie Cette attitude vis-à-vis de Kadhafi a ainsi fait que notre première question, s'y rapportant, produise des réactions amenant les répondants à une « évaluation indirecte » des gouvernements et des dirigeants occidentaux<sup>494</sup> Cela a été fait par 95% d'enseignants et 70% d'étudiants affichant des avis opposés à ceux véhiculés par ces radios

Cette situation caractéristique se vérifie d'autre part, avec les mêmes répondants, lorsqu'ils se distinguent (dans le même esprit) par la tendance à continuer à contredire les occidentaux sur d'autres préoccupations en puisant les arguments dans le « cas Kadhafi »

<sup>492</sup> C'est par présomption qu'on attribue facilement aux « intellectuels » (mieux des personnes de formation de niveau universitaire) une conscience critique plus ou moins élevée

<sup>493</sup> C'est la réalité traduite par le fait qu'en se focalisant et en attirant l'attention du public sur certains faits ou enjeux les médias accroissent la probabilité pour que ces faits ou ces enjeux soient utilisés par les publics pour évaluer les situations et les acteurs du champ politique (cf G Derville, *Le pouvoir des médias Mythes et réalités*, PUG, 2<sup>ème</sup> édition, 2005, J Gerstlé, « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », in *Revue française de science politique*, vol 46 (5), octobre 1996, p 731-752)

<sup>494</sup> Cf les réponses du type « Les occidentaux n'ont pas d'amis ils n'ont que des intérêts », « Kadhafi est en train de payer le prix de son indépendance d'esprit lequel porte sérieusement atteinte à certains desseins des puissances occidentales en Afrique »

Ce « transfert d'arguments » est perceptible dans leurs réponses, liées au « cas Mugabe ». Avec cette illustration et avec celle qui précède, concernant Kadhafi, une deuxième leçon à tirer sur ce pouvoir des médias nous est nécessaire et Gregory Derville nous la donne en resumant ainsi sa réflexion sur cette question : *on peut tout au plus dire que leur pouvoir n'est ni nul ni exorbitant, mais qu'il est variable selon les circonstances, selon les types de médias, selon le public auquel on s'adresse, etc*<sup>495</sup>

Toutes ces deux leçons ne nous instruisent pas moins d'abord sur la nécessité de relativiser l'ascendant supposé des Grandes radios internationales sur leurs publics-cibles d'Afrique noire. Ensuite, sur la nécessité de ne pas minimiser toutes les autres données « négligeables » entrant en ligne de compte dans le fonctionnement de la communication de masse à l'instar de ce que nous avons tiré de Foucault et de Dorais : le contexte social, la psychologie des répondants et les influences sociales auxquelles ils sont exposés<sup>496</sup>

## 2 Production d'un « impact » déterminé plus par l'« appui » apporté à ces médias par le contexte social, la psychologie des répondants, les influences multiples subies

Le fait avéré ci-haut, présentant les Grandes radios internationales comme n'ayant qu'un **ascendant relatif** sur leurs publics-cibles d'Afrique noire, n'empêche aucunement la production d'un « impact » (plus ou moins varié) qui ne se produirait pas sans l'action de ces médias. Ainsi, comme nous le montrent progressivement les faits, construits ici, le rapport **Medias et conditionnement de l'imaginaire collectif en Afrique noire** qui nous préoccupe ne pourra être mieux défini si nous nous accrochons au facteur Puissance de ces médias sur base seulement du « travail » abattu par ceux-ci. Une mise en relation des synthèses des données du *Tableau n° 14* avec les trois **variables explicatives** empruntées à Foucault, nous permet de préciser les contours de la réalité « aliénation culturelle » qui nous échappent au départ. Cet « exercice de conclusion » appelle un deuxième, qui est corollaire au premier, consistant en notre effort de détermination de quelques principes de fonctionnement de cette réalité (chez les « intellectuels » congolais interrogés)

La compréhension à avoir de l'aliénation culturelle doit partir de **la photographie des faits**, rendue dans l'explicitation des réponses de nos enquêtées, que nous avons fait à la lumière des synthèses présentées par le tableau analyse. Ensuite, il sera question de lier

<sup>495</sup> G Derville, *op cit*, p 193

<sup>496</sup> M Dorais, *op cit*

les faits « juges plus significatifs » a l'un ou l'autre des trois variables explicatives retenues pour en dégager des arguments éventuels de confirmation ou de négation des expressions d'aliénation culturelle chez les sujets enquêtés

Ainsi, **s'agissant des Enseignants**, 75% d'entre eux supposés être à vulnérabilité mentale difficilement envisageable ne doivent normalement pas être considérés comme « aliènes ». Leur appartenance au « lot des personnes à taux élevé (93%) de conscience critique » en constitue une justification crédible. Ces types de récepteurs doivent être difficiles à ébranler, comme l'atteste d'ailleurs le *taux nul* (chez eux) des « réponses plus compromettantes »<sup>497</sup>. Nous attribuons cette « résistance » à deux causes probables : leur niveau très élevé de formation ainsi que le fait qu'en tant qu'Enseignants-chercheurs, ils sont obligés de « **nager dans le bain de la conscience critique** » qu'est l'Université.

Ces faits sont à ranger dans le registre des « influences sociales » qui, plus que de déterminer les comportements sociaux, elles forgent les « intentions premières » des gens (Exemple ici : la première des intentions de nos répondants, en s'intéressant aux médias occidentaux semble être celle de « profiter » sérieusement des informations occidentales en prenant strictement soin de ne pas en faire des « prêt-à-consommer »)<sup>498</sup>. La question se comprendrait autrement au sujet de la minorité de ces Enseignants (30%) qui affichent une certaine face de vulnérabilité, justifiable par le « lot de 8% d'entre eux » qui affichent une faiblesse de conscience critique. Nous y voyons la possibilité pour eux d'être aliènes, et justifions cela par l'autre variable explicative : le « contexte social congolais de **crise de société** ». Un contexte de crise préjudiciable, comme on le vit au Congo, aux intellectuels jusqu'à affecter leur conscience critique<sup>499</sup>. Mais parler de manière catégorique, de sujets aliènes pour ces Enseignants serait trop exagéré, leurs réponses aux questions nous ayant servi à « mesurer la vulnérabilité mentale des sujets » étant instructives. 0% de réponses par procuration. Il convient de préciser, pour être complet dans l'explication qu'il importe

<sup>497</sup> Il s'agit, en fait, des réponses (propos, discours, appréciations) **par procuration**

<sup>498</sup> Un des arguments à soutenir, crédibles à notre avis, c'est la proportion élevée de ces Enseignants (plus que les Étudiants) dans **l'écoute de la RTNC** qui est reconnu comme un média impopulaire chez les communs de mortels congolais pour cause de la censure politique. Cela tiendrait à l'ouverture d'esprit, aussi au sens de responsabilité face à ce qui peut devenir un « danger » pour eux : une prise en charge (en informations) par les étrangers.

<sup>499</sup> À cause de leurs conditions de travail exécrables et des conditions de vie difficiles, beaucoup d'intellectuels deviennent « intellectuellement fragiles » par faute d'« **exercices mentaux** » nécessaires, de **solidification de leur imaginaire** : les lectures incessantes, les participations à des échanges avec des pairs, etc.



de donner a ce niveau, que ce 0% concerne tout l'ensemble de la categorie "Enseignants" (ce qui « dedouane » les 30% dont la conscience critique est sujet a caution)

**Quant aux Etudiants**, les résultats du tableau nous montrent qu'ils font partie de la categorie de sujets qui meritent d'être consideres comme globalement fragiles. On peut le croire et/ou evoker les possibilites d'alienation culturelle, au vu de la distribution des resultats du tableau. D'abord ceux (resultats) de 58% de repondants pour lesquels on peut parler d'une conscience critique relative et facilement inbranlable si l'on pense aux 8% d'entre ces repondants qui se sont distingues par des reponses par procuration. Un tel etat de la conscience critique, de l'ensemble de ces repondants, doit rendre compte d'une grande vulnerabilite mentale des sujets dans leur ensemble, representee par une « somme cumulee » des reponses en dessous de la « moyenne necessaire pour resister aux actions d'alienation » 40% de reponses au total.

Il est interessant de voir que ces 40% se distribuent, dans le tableau, de maniere a « accabler » ladite categorie : 25% seulement de reponses ou des Justifications librement pensees (qui attestent d'une conscience critique plus ou moins solide des sujets), suivis de 14% de reponses ou Justifications non reflechies et de 5% de reponses ou Justifications par procuration. Cette configuration, marquee par plus de la moitie (14 + 5) de reponses attestant d'un certain esprit « tordu » des repondants fait voir une vulnerabilite inevitable.

Cette vulnerabilite, confirmee dans ce cas (comme dans celui des Enseignants) par l'existence de 5% des repondants (a reponses par procuration), pour laquelle tout renvoie a la necessite de classer tous les sujets concernes dans le registre des « sujets alienes », corrobore l'idee de l'**alienation (culturelle) comme expression d'isolement social**. Cela se traduit, concretement, par le fait que ceux-ci donnent l'impression d'ignorer l'essentiel de ce qui se produit dans leurs societes en depit de leurs vie et presence permanentes la-bas, pour ne focaliser leur attention que sur ce que leur disent les Occidentaux a cet effet. Ils sont donc « isoles », sur le terrain de l'imaginaire, même si physiquement ils sont la.

Tout compte fait, il nous revient de dire que l'indicateur le plus caracteristique de l'Alienation culturelle chez tous nos repondants est **la manifestation remarquable des discours ou des raisonnements par procuration**. Ces discours nous mettent en presence des vrais « cas extrêmes » pour lesquels nous pouvons nous permettre de les prendre pour

des aliènes, dans l'optique choisie de l'« isolement social ». La catégorie des Étudiants se trouvent ainsi être celle qui regorge de ces aliènes, leur état doit, en fait, s'expliquer par la conjugaison de trois variables exploitées (contextes, psychologie, influences)

Le contenu à associer à ces variables pour appuyer l'explication est d'abord que la « **porosité du mental** » des hommes, à l'ère de la Mondialisation, met les jeunes plus que les adultes, dans une « soif immodérée » dans la consommation des « valeurs » propagées en ce moment<sup>500</sup>. L'autre valeur à citer c'est la « liberté », professée et vécue de plusieurs manières, qui a affecté fortement leur psychologie (cet élément qui fait l'autre variable à considérer). Il se caractérise globalement par l'« impatience » de ne pas s'éterniser devant les « obstacles à la liberté ». L'exemple pratique, intéressant pour nous, c'est l'impatience que ces jeunes affichent face à la censure des médias. La solution la plus facile pour eux c'est de « zapper » (changer rapidement de chaîne) avec la tendance de aller, souvent vers la où ils trouvent satisfaction (généralement vers les médias occidentaux).

Notre enquête l'a montré avec une différence nette de chiffres sur l'attitude de nos enquêtés vis-à-vis de la RTNC : 29,8% pour les Enseignants et 21,3% pour les Étudiants. L'attitude des Enseignants, qui relève probablement d'une conscience critique élevée, est plus profitable dans la mesure où elle permet un exercice nécessaire de comparaison des produits des médias nationaux et des médias occidentaux. La psychologie de ces adultes (Enseignants) est donc plus solide ou solidifiée par leur conscience critique, avantage qui fait défaut chez les Étudiants par le fait qu'ils ne soient pas mieux transformés par l'autre variable qui reste : les influences sociales. C'est en fait leur âge et leur relative ancienneté dans les contacts directs avec les structures et institutions occidentales de socialisation ou de « dressage » des étrangers, un facteur corollaire au premier, qui expliquerait à la fois la « faible psychologie » les caractérisant et les attitudes positives qu'ils affichent vis-à-vis des médias occidentaux et de leurs productions médiatiques globalement biaisées.

Quelques principes de fonctionnement de l'aliénation culturelle, dans le contexte des sociétés d'Afrique noire peuvent être dégagés après tout cet exercice d'analyse. Il y a d'abord ce principe « général » de **l'interiorisation par les publics-cibles des d'actions**

<sup>500</sup> Nous voyons cette situation particulièrement dans les sociétés urbaines d'Afrique où les « valeurs » dont il est question qu'on tire plus à l'Internet sont jusqu'à ce jour l'apanage des jeunes. Ce sont les jeunes qui maîtrisent le plus cet outil dans lequel ils trouvent une variété infinie de curiosités (ex : les mails, les sports, les réseaux sociaux, la pornographie, etc.) alors que les autres se cantonnent dans les « choses des vieux » (tels que les mails ou peut-être accessoirement les sports).

**biaises de communication** Ce principe sous-entend un aboutissement à impact négatif (pour les bénéficiaires) du schéma de communication (émetteur-message-média-publics) Mais, comme principe spécifique, en rapport avec l'aliénation culturelle en Afrique noire telle qu'elle peut être attribuée aux médias occidentaux, il se fait voir un « objectif » qui oriente des « **actions réfléchies** » au départ et des « **actions irreflechies** » à l'arrivée Nous avons été inspiré pour construire ce schéma d'aliénation culturelle par Christiane Villain Gandossi lorsqu'il donne le contenu ci-après de la réalité « stéréotype » qui donne du reste un sens à l'impact négatif des médias que nous avons analysé

*le savoir en apparence intellectuellement assimilé, est émotionnellement "étouffé" et pratiquement efface de la conscience, car ce savoir est incommode<sup>501</sup>*

Ici, « le savoir » ce sont les faits ou, globalement, toute la réalité (présentée par les médias) Cette réalité « intellectuellement assimilée », comme réalité quelconque, par les publics-cibles lors de la réception est « émotionnellement 'étouffée' » (à l'aide de certains subterfuges, mis en marche par les « sources » de la communication) Le savoir de départ fini alors par être « efface de la conscience » des récepteurs auxquels on l'impose Car il devient « incommode » (non pour les émetteurs, uniquement pour les récepteurs soumis aux matraquages médiatiques) Ainsi, comme on peut le constater, tout « bascule » donc à partir du moment où on fait intervenir les « subterfuges » [c'est-à-dire « actions réfléchies »] et lorsque la force des subterfuges lancés dépasse celle des dispositifs mentaux de résistance des récepteurs, ceux-ci auront malgré eux à poser des actes démontrant un effacement du savoir (ou de la réalité) en question de leur conscience [c'est-à-dire qu'on aboutit à des « actions irreflechies »] La production de ces dernières traduit ainsi l'aliénation culturelle chez les sujets concernés

<sup>501</sup> C'est nous qui soulignons les passages utiles pour nous de cet extrait de ce texte de C. Villain Gandossi « La genèse des stéréotypes dans les jeux de l'identité/altérité Nord-Sud », in <http://www.fmes-france.org/wp-content/uploads/2009/09/G%C3%A9n%C3%A8se-des-st%C3%A9r%C3%A9otypes.pdf> (consulté, le 12/08/2010)

## CONCLUSION

Notre recherche a tourné autour de l'effort de saisir le sens (cache) de l'action des Grandes radios internationales en Afrique noire et de circonscrire l'« impact » considéré, en termes d'aliénation culturelle, que ladite action produit en « corrompant » l'imaginaire collectif africain à l'ère actuelle de la Mondialisation, et nous l'avons vérifié à Kinshasa. Il a, en fait, été question, dans le sens de la recherche scientifique, de nous investir, dans un premier temps, à « conquérir » les faits probants y relatifs avant de les « construire » dans un second temps avec les outils théoriques nécessaires à notre portée. Viendra, enfin, le temps de « constater »<sup>502</sup> la réalité résultant de la construction faite.

La première chose à faire a été d'interroger nos prédécesseurs sur ce terrain des études sur les effets des médias sur leurs publics-cibles, et surtout ceux de grands médias occidentaux à vocation internationale (dans les sociétés d'Afrique noire). La démarcation faite entre les « spécificités » caractérisant leurs études et celles que nous avons dans nos « prévisions » se fera à travers nos choix définitifs en termes de l'objet principal à traiter et de méthodologie appropriée à suivre, pour des objectifs singuliers à atteindre.

Ainsi, nous nous sommes engagés à chercher globalement à pénétrer la dimension symbolique de la communication Nord-Sud telles que cette communication est produite par les Grandes radios internationales. C'est, en clair, cette dimension que la « revue de la littérature » faite ne nous montre pas, elle n'a pas été exploitée explicitement, du moins dans l'ensemble de la littérature à laquelle nous avons eu accès. Notre recherche trouve ainsi son originalité, en cherchant à promouvoir un aspect singulier entrant dans le cadre de l'optique **Medias et conditionnement de l'imaginaire collectif** qui relève de la sociologie de la communication.

Cet aspect singulier se comprend encore ici lorsque nous disons autrement qu'il a été question, dans notre étude, de decoder le discours médiatique occidental orienté vers les publics/recepteurs du Sud (d'Afrique noire) afin d'en apprécier l'« impact (négatif) » dans l'imaginaire collectif de ces derniers.

---

<sup>502</sup> Nous faisons allusion à la très célèbre démarche intellectuelle proposée par Gaston Bachelard, que nous avons eu à exploiter autrement (cf G Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1980).

Prise en tant que fait de communication Nord-Sud, la réalité étudiée nous a inspiré le cadre général sur lequel il importe de s'accrocher pour une saisie féconde des subtilités de ladite réalité le champ communicationnel Nord-Sud. Ce « Champ » s'est autonomisé, comme il se fait voir, à la lumière de la foi ou de la croyance (parfois naïves) des acteurs (ou « Agents ») du Nord comme du Sud, en leur appartenance à ce champ au sujet duquel ils adhèrent aux règles de son fonctionnement. Les premiers et les seconds se montrent, à plusieurs égards, et respectivement, comme obligés d'« informer » et de « s'informer » à travers les moyens de communication institués dans ce cadre pour assurer un « partage » entre eux les « informations » diffusées. Ils entrent dans ce que la sociologie de Bourdieu met dans le registre de la « logique de champ »<sup>503</sup>. Les médias et leurs rapports avec leurs publics-cibles trouvent leur sens dans cette logique.

Dans notre étude, c'est la logique du « champ communicationnel Nord-Sud » qui prévaut. Nous nous en sommes largement, et souvent implicitement, référés dans plusieurs parties de cette rédaction en nous concentrant sur l'**approche constructiviste** (initée par le même Bourdieu). Cette approche nous a permis de traiter les faits dans le cadre de ce « champ communicationnel Nord-Sud » qui s'est formé en parallèle des « rapports Nord-Sud », construits des siècles durant sur la base des intérêts de plusieurs ordres (politique, économique, etc.) défendus pour favoriser et/ou perpétuer la domination du Nord sur le Sud. L'Afrique qui se retrouve, par-là, dans ce carcan, doit donc être à cet effet un espace « intéressant » pour les gouvernements des grands pays du Nord (Allemagne, États-Unis, Grande Bretagne, France) qui ont trouvé indispensable d'instituer puis de multiplier des « services extérieurs » (Services-Afrique) de leurs radios à vocation internationale.

Cette approche et les outils nécessaires qu'elle exige nous ont permis de mettre à nu un certain nombre de mécanismes essentiels, tout-à-fait subtils, qui interviennent aussi bien dans la production que dans la consommation des productions médiatiques de RFI, la chaîne française, dont nous avons pris l'action (ou le « service ») en référence, ou des autres radios de même type (BBC, VOA, DW). Concernant la production de cette action, nous sommes arrivés au constat qu'elle est influencée pour beaucoup par les « dispositions mentales » des acteurs directs et indirects (journalistes, acteurs politiques) occidentaux qui, au regard de la « sociologie des relations Nord-Sud », se présente en « dominants » du Nord à opposer aux « domines » du Sud.

---

<sup>503</sup>Lire P. Corcuff, *op cit*

Ces dispositions mentales, que Bourdieu appelle des *habitus* (*habitus de dominant* dans notre cas) affectent tellement les comportements des acteurs que ceux-ci s'engagent sérieusement pour la vie de leur « champ » en question, qui se confirme donc ici comme un vrai "jeu" dont les règles de base sont connues et exploitées par les principaux acteurs en présence, en fonction de leurs intérêts et enjeux vitaux

Pour un examen sérieux sur cette question, dite d'aliénation culturelle, nous nous sommes résolu de construire le « fait sociologique » que nous 'constaterons' plus tard en focalisant notre attention sur **le cas des Congolais** de Kinshasa (les « intellectuels ») avec ce qu'ils ont d'expérience (d'« échanges ») avec ces médias. Ce cas que nous avons tout de même considéré représentatif, a été analysé partant d'une hypothèse applicable à notre avis à tous les sujets africains habitant l'Afrique et de mêmes « conditions essentielles » que celles de la R D Congo, dans le contexte général de la Mondialisation dominée par le triomphe du neo-libéralisme et du **leadership mondial actuel** dominé par les États-Unis

Nous avons alors pensé et vérifié, par après, que l'action individuelle des médias étudiés portait le sceau de l'idéologie néolibérale en vogue dont le soubassement matériel se trouve dans la vie des Marchés et des grandes Places financières auxquels les pouvoirs capitalistes occidentaux reconnaissent une force vitale irremplaçable au point de lier leur sort à celui de ces espaces économiques. C'est ainsi que ces pouvoirs se voient contraints de régenter la communication internationale, surtout la communication Nord-Sud, dans le but de pouvoir « gérer », à leur guise, les conséquences inévitables de tous les « abus de puissance » auxquels le « Temps mondial » les amenait à commettre partout (ou ils y sont poussés par leurs intérêts vitaux), surtout en Afrique et dans d'autres régions à pays « faibles ». Le triomphe de l'idéal neo-libéral, pour la survie de ces pouvoirs en dépend

Nous sommes donc en face des hypothèses que certaines de nos données de départ obtenues grâce à nos lectures et observation confirment à titre de **resultats exploratoires** de notre étude. Nous exprimons mieux ces résultats, en les résumant, dans le sens et avec ces conclusions saisissantes de Giovanni Busino<sup>504</sup>

*Il existe une idéologie de la mondialisation qui accouche d'une pensée unique, mais qui s'accommode sans états d'âme des diversités, des pluralismes, des*

<sup>504</sup> G Busino, « Les sciences sociales et les défis de la mondialisation », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLIV-134 | 2006, mis en ligne le 14 oct 2009 URL <http://ress.revues.org/281>, p 43

*complexites Cette ideologie proclame l'universalisme, mais pratique un relativisme adequat a tous les systemes de valeurs et a toutes les situations historiques particulieres D'autre part, les valeurs au fondement de la mondialisation ne s'imposent pas a tout sujet, quel qu'il soit Elles sont soumises, a partir d'un repertoire culturel et historique donne, a de modes d'appropriation, de reinvention, d'ajustement*

Pour atteindre nos objectifs dans le sens de deboucher sur des resultats probants, il nous a paru avantageux de suivre un ordonnancement instructif de notre dissertation dans le but d'en faire jaillir des idees a capitaliser De cette façon, la premiere partie du travail est axee sur les fondements theoriques et le cadrage contextuel de l'etude , elle est la pour nous donner certains eclaircissements [a propos de tout ce qui a trait a l'approche utilisee] avant que nous puissions trouver les faits palpables a exploiter dans l'exercice qu'il fallait faire, de l'articulation des faits et arguments trouves (dans la seconde partie)

En dehors de la premiere partie annoncee, notre travail a comporte une deuxieme partie consacree a l'autopsie qu'il fallait faire sur le champ communicationnel Nord-Sud et qui nous a permis de decouvrir certaines motivations (cachees) expliquant le sens des experiences des medias occidentaux a vocation internationale et de leurs implications visibles dans les societes d'Afrique noire L'analyse sur base des donnees essentiellement documentaire, a ce niveau, a consiste dans un premier temps en une mise en relation des faits de communication par les Grandes radios internationales et des faits de politique etrangere des puissances occidentales et, dans un second temps, en une mise en exergue de quelques cas de « discours conditionnes » des recepteurs (nos enquêtes) par lesquels on peut se faire une idee sur leur capacite de resistance [avant que nous arrivions a jauger serieusement cette capacite a travers l'enquête organisee a cet effet]

La premiere operation nous a d'abord edifie sur le fait desormais verifiable que le Temps mondial actuel, associe au contexte de la Mondialisation, fait revivre a la societe mondiale actuelle la realite quelque peu comparable a celle de l'epoque antique lorsque le monde etait represente comme essentiellement compose de deux categories d'hommes « **les civilises** » et « **les barbares** » Les premiers etaient puissants et pouvaient imposer leur volonte aux seconds, ces faibles qui ne devaient avoir raison sur aucun point Cela semble se reproduire aujourd'hui au regard des comportements des puissances de l'« **axe du bien** » que sont les principales puissances occidentales, Etats-Unis en tête, qui voient

en face d'eux les pays de l'« **axe du mal** »<sup>505</sup> que sont les pays qui prennent l'habitude de contrer leurs actions (et aussi ceux potentiellement riche qui, même sans s'opposer a leurs intérêts, se presentent face a ces puissants comme potentiellement « dangereux » de par l'éventualite que leurs victimes prennent conscience de leur situation

D'ou, il leur est bien indispensable de prendre des dispositions utiles pour que ces « abus de puissance » entrant totalement en contradiction avec leurs « principes sacres » des droits de l'homme ne puissent « eclairer » les victimes pour les amener a des remises en question de l'ordre mondial, a des revolutions Cette raison fait que eux, les puissants, organisent consequemment leur systeme d'information collective oriente vers les societes du ainsi que l'action de leurs medias desservant l'Afrique

Concernant particulierement l'action des radios internationales, nos investigations nous ont permis de relever au moins deux grandes des strategies subtiles auxquelles nous attribuons l'origine « profonde » dans l'activation chez les "organiseurs" de l'action des medias occidentaux soit de leur « habitus de dominant » soit de leur « habitus national » Il s'agit des strategies suivantes 1) l'effort de faire coincider la carte des implantations des dispositifs techniques servant au fonctionnement des Grandes radios internationales avec les dispositifs ou symboles militaires tels que les bases militaires (cas des emetteurs de RFI, installees dans les pays ou la France possede des bases militaires) 2) l'effort de faire coincider de maniere tout aussi « suspecte » les implantations des Bureaux de ces radios avec leurs intérêts economiques (cas de RFI p ex qui a « superpose » ses Bureaux et autres representations en Afrique, aux intérêts français representes par les Entreprises telles que **Bollere** et **Bouygues** qui regentent une partie du champ economique africain)

La seconde operation nous a amene a selectionner et a critiquer certains « discours populaires » des Africains (Congolais) a travers lesquels nous avons tire des leçons utiles dont celle qui nous edifie sur la confusion qu'entretiennent la plupart d'Africains entre "**droits de l'Homme**" et "**Discours sur les droits de l'Homme**" Cela constitue une des causes fondamentales de l'adhesion bien facile et mecanique des ces derniers aux ideaux

---

<sup>505</sup> Cette dichotomie lancée sur le marche de l'information mondiale par les faiseurs d'opinion occidentaux doit rendre compte en principe de la réalité de la distinction que ceux ci font entre eux (cad leurs pays) et les pays qui osent s'opposer a l'hégémonie nouvelle qu'ils imposent a la planète (avec tout l'arbitraire que nous connaissons) l'Irak de Saddam Hussein la Corée du Nord Nous elargissons cette liste avec tous les pays du Sud qui peuvent subir leur violence meme sans le vouloir (au non de l'« ingerence humanitaire » (comme l'avait subit la RDC par exemple avec l'« Opération turquoise » à la frontière rwandaise en 1994



prônes par les Occidentaux. Ceux-ci étant reconnus comme « incarnations » du respect de ces droits, les médias occidentaux trouvent d'ailleurs par-là tout leur crédit et causent des « dégâts » en conséquence sur ces types de récepteurs.

Comme on le constate, du côté des récepteurs ce ne sont pas les capitaux politique ou économique qui sont mis à profit à l'instar de ce qu'il y a chez les Acteurs dominants, c'est surtout le capital symbolique incarné dans les droits de l'Homme qui « mobilise » leur habitus de dominés face aux « sollicitations » des dominants. Nous l'avons vérifié au niveau de la partie empirique du travail à travers plusieurs situations d'illustrations.

La troisième partie du travail a été cette étape de « constater » le fait fondamental recherché, par l'analyse des données relatives à notre cas d'application choisi. Il est fait d'une « double cible » constituée d'une part des Enseignants et d'autre part des Étudiants congolais de l'Université de Kinshasa. À ce niveau nous exposons les quelques résultats de la partie empirique de la recherche, qui s'ajoutent à ceux (théoriques) exposés ci-haut en rapport avec les impératifs de production des résultats exploratoires. Ces résultats nous ont été utiles au niveau de la deuxième partie du travail.

Avant d'arriver aux résultats de l'enquête, notre étude de cas représentée par RFI (en tant que partie illustrative de toute l'étude) nous a exigé un effort de mise en exergue des faits de nature théorique, retrouvables dans tous les autres cas similaires. Nous nous sommes d'abord fixés, à la suite notamment de Noam Chomsky et Edward Herman, sur le fait que RFI (à l'instar de tous les autres médias) produit nécessairement une information « politiquement orientée ». Ceci au regard entre autres de l'existence au sein des médias des « filtres de sélection subtile de l'information » tels que la « nature du propriétaire », la « source de financement », les « sources d'information privilégiées » par ces médias, les « protestations adressées aux responsables », leurs « presupposées idéologiques ».

RFI et Cie étant des grands médias gouvernementaux et « appareils idéologiques d'État » à grande importance politique, elles sont censées renfermer la plupart des critères énumérés dans le texte (entrant en ligne de compte dans tous les processus de production d'une « information politisée »).

À ce titre, les « comportements » de RFI qui sont présentés par elle-même et par d'autres faiseurs d'opinion comme « nécessaires » et « profitables » aux publics africains

peuvent être lus différemment si l'on se place dans une optique critique comme la nôtre. Nous avons trouvé les « mots justes », après décortilage de ses **grilles de programmes** et de ses **discours informationnels**, dans le but de mieux qualifier certaines de ses actions d'éclat. Ainsi, sa succession quotidienne de « bulletins d'information » et de programmes alternatifs se présente à nos yeux comme du "lynchage médiatique" et, ses "fixations" sur certains « points d'information privilégiés » (tels que la Libye et Kadhafi, Mugabe ) comme des actions de « violence symbolique subtilement organisée »

Cette vraie violence symbolique trouve bien un « terrain fertile » en Afrique noire. Nous avons eu à le vérifier à la lumière de quelques « données stratégiques » auxquelles RFI fait reposer son action et qui sont des vraies « variables de vérification de la capacité d'influence des médias » selon Richard E. Langelier. Il s'agit ainsi entre autres du degré de pénétration de ce média dans la société, du profil sociologique de l'auditoire cible, du contexte social dans lequel les médias fonctionnent, etc. Nous avons mis ces variables à l'épreuve à travers deux « indicateurs significatifs » suivants : le « niveau de conscience critique » et le « degré de vulnérabilité » des sujets enquêtés. La situation des enquêtes par rapport aux fluctuations de ces deux éléments nous a permis de statuer sur la situation individuelle des sujets dans le débat sur la question de l'« impact négatif » des médias occidentaux en Afrique lequel doit se comprendre en terme d'aliénation culturelle.

Pour revenir aux résultats de l'enquête, ce qu'il y a d'abord d'important à signaler c'est que tout a tourné autour d'un corpus de questions censées entraîner la production des réponses suggestives supposées inciter les répondants à nous livrer ce qui pouvait être leur pensée profonde sur les informations qu'ils ont l'habitude de suivre sur RFI et C1e. Le principe directeur que nous avons appliqué, pour parvenir à cet objectif, a été celui de faire la jonction entre les « stratégies d'actions » déployées généralement par ces médias et les « dispositions mentales » des récepteurs dans le but d'en dégager des constantes qui s'imposent à nous comme indices significatifs. Ceux-ci deviendront alors des matériaux utilitaires pour l'explication.

Ainsi, de l'ensemble des « réactions » des deux catégories d'enquêtes, en rapport avec les deux groupes de questions liées toutes aux deux indicateurs significatifs retenus, nous avons dégagé les constantes ci-après auxquelles nous attribuons une signification

1) Des « justifications objectives librement pensees », que les repondants ont eu a developper comme reponses en terme de lecture personnelle des faits contenus dans les informations diffusees Nous avons associe ce premier cas de figure a la situation ou les repondants affichent une forte conscience critique, qu'ils se presentent comme resistants aux influences mediatiques pernicieuses

2) Des « justifications inconscientes, par procuration » lorsque les repondants ne peuvent pas se demarquer des contenus ou des versions d'informations leur transmises par les medias Nous avons mis ce cas de figure dans les situations ou l'impact a reussi, pour lequel il est possible de parler d'alienation Ici pas de conscience historique en eveil

3) Des « justifications non pensees » et de « non justification, de neutralite » cas des repondants manifestement vulnerables, sur le plan psychologique puisque pas capables de se determiner alors qu'un besoin essentiel de s'affirmer se presente en eux

En somme, ces quelques elements sur l'impact des Grandes radios internationales, consideres en tant que donnees qualitatives recoltées sur des sujets « intellectuels » dont on a la presumption qu'ils presentent un esprit critique fort, sont dans leur « configuration psychologique » revelatrice d'un certain « malaise » facile a decouvrir dans les trois cas de figure presentes Si le premier est sans reproches par rapport a l'idee de l'alienation et le troisieme attestant de l'existence de quelques « signes suspects », le deuxieme doit être classe dans le registre de l'alienation culturelle puisqu'il nous montre une malleabilite des sujets concernes allant dans le sens des comportements dits moutonniers que nous avons associe plus haut, par principe, a ce phenomene d'alienation culturelle

Il apparaît ainsi, en definitive, avec les derniers resultats de notre etude, qu'il y a lieu d'admettre que les consequences de l'action des Grandes radios internationales dans les pays d'Afrique noire (a travers une experience, d'une categorie d'« intellectuels » de Kinshasa) varient en fonction du degre de vulnerabilite mentale (qui depend du niveau de l'esprit critique) des sujets Ceux de nos enquetes « souffrant » de l'alienation culturelle ont ete detectes au regard de leur aptitude a reproduire plus ou moins fidelement les idees « avalees » ils sont minoritaires (au regard de notre echantillon)

Les autres, les « **non atteints** », sont ceux qui se sont présentés à nous comme ayant relativement ou totalement « résisté » à l'influence médiatique subie. Nous avons démontré que trois grandes variables expliquent la production ou non de ce phénomène d'aliénation culturelle : les contextes, la psychologie des sujets et les influences sociales.

Ces résultats font démarquer notre étude des autres, à **démarche fonctionnaliste**, qui reposent sur le présent, exploite les faits sociaux relevant de la psychologie des sujets. La nôtre à **démarche constructiviste**, va au-delà de cette option pour considérer (comme nous venons de l'exprimer) les faits du conditionnement des sujets dans la durée c-à-d du rôle de la socialisation, laquelle fait interioriser graduellement ce qui paraissent comme des « valeurs » de leurs sociétés parmi lesquels les *habitus*. Ce sont en fait ces *habitus* qui déterminent les comportements et actions de ces sujets.

À ce niveau, on peut se rendre compte que notre analyse s'arrête mais pas le débat sur la matière qu'elle a traitée. Les développements sans cesse croissants des moyens de communication de masse, dans le cadre des « poussées » de la Mondialisation, feront en sorte que la demande en études sur les « effets » de ces phénomènes reste constante. Elle commence d'ailleurs à l'être au vu de notre étude qui a été trop sectorielle, examinant le cas unique des « intellectuels ». C'est ainsi que nous proposons aux futurs chercheurs de viser un travail d'investigation plus large, sur plusieurs catégories socio-professionnelles.

D'autres pistes de recherches nous inspirées par nos « découvertes », en termes de faits structurant le circuit de la communication Nord-Sud par les médias internationaux, sont par exemple : a) la recherche sur l'impact des médias internationaux en Afrique à travers leur action en « partenariat » avec les médias locaux d'Afrique, b) la recherche sur l'impact spécifique des programmes interactifs des Grandes radios internationales qui pullulent aujourd'hui, c) la recherche sur les possibilités de « remise à l'ordre du jour » et du « recadrage » du débat sur le NOMIC en fonction des données « découvertes » 101, sur la Mondialisation, d) une étude générale de théorisation sur la sociologie de la communication et des rapports Nord-Sud, sur base de mêmes données.

## BIBLIOGRAPHIE

A Livres

ACCARDO Alain et Alii, *Journalistes au quotidien Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Paris, Editions Le Mascaret, 1995

ALBERT Pierre & TUDESQ Andre-Jean, *Histoire de la radio-tellevision*, Paris, PUF, « Que-sais-je ? », 1991

APPADURAI Arjun, *Après le colonialisme les consequences culturelles de la globalisation*, Paris, Editions Payot, 2005

-----, *Geographie de la colere La violence a l'âge de la globalisation*, Paris, Editions Payot & Rivages, 2007

AUBENAS Florence et BENASAYAG Miguel, *Fabrication de l'information Les journalistes et l'ideologie de la communication*, Paris, Editions La Decouverte, 2003

BACHELARD Gaston, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1980

BALANDIER Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF, 1955

BALLE Francis, *Medias et societes*, Editions Montchrestien, 11<sup>eme</sup> edition, Paris, 2003

BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *La reproduction elements pour une theorie du systeme d'enseignement*, Paris, Editions du Minuit, 1970

-----, *Esquisse d'une theorie de la pratique*, Paris, Ed du Seuil, 1972

-----, *La distinction Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit, 1979

-----, *Le sens pratique*, Paris, Editions du Minuit, 1980

-----, *Question de sociologie*, Paris, Editions du Minuit, 1980

-----, *Reponses Pour une anthropologie reflexive*, Paris, Editions du Seuil, 1992

-----, *Raisons pratiques Sur la theorie de l'action*, Paris, edition du Seuil, 1994

BRICMONT Jean, *Imperialisme humanitaire Droits de l'Homme, droit d'ingerence droit du plus fort ?*, Aden Editions, 2005

CAZENEUVE Jean, *Sociologie de la radiotelevision*, Paris, PUF, 1986

- CHAMPAGNE Patrick, *Pierre Bourdieu*, Paris, Editions Milan, 2008
- CHARAUDEAU Patrick, *Le discours de l'information mediatique la construction du miroir social*, Paris, Editions Nathan-INA, coll Medias-recherche, 1997
- , *Les medias et l'information, l'impossible transparence du discours* », Bruxelles, Editions de Boeck/INA, 2005
- CHARRON Jean, LEMIEUX Jacques et SAUVAGEAU Florian, *Les medias, les journalistes et leurs sources*, Boucherville (Quebec), Editions Gaetan Morin, 1991
- CHOMSKY Noam, *Les Etats manques Abus de puissance et deficit democratique*, Paris, Editions Fayard, 2007
- , *Dominer le monde ou sauver la planete ?*, Paris, Editions Fayard, 2004
- , *Les dessous de la politique de l'Oncle Sam*, Bruxelles, Editions Ecosociete/EPO et Michel Collon, 1998
- , et HERMAN Edward, *La fabrique de l'opinion publique La politique economique des medias americains*, Editions Le Serpent a plumes, 2003
- COLLON Michel, *Poker menteur Les grandes puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres*, Bruxelles, Editions E P O et Michel Collon, 1998
- CORCUFF Philippe, *Les nouvelles sociologies Entre le collectif et l'individuel*, 2<sup>ème</sup> edition refondue, Paris, Editions Armand Colin, 2007
- DERVILLE Gregory, *Le pouvoir des medias Mythes et realites*, PUG, 2e edition revue et augmentee, 2005
- DIKA-AKWA Prince, *Les problemes de l'Anthropologie et de l'histoire africaines*, Editions Cle, Yaounde, 1982
- DIOP Cheik Anta, *Nations negres et culture*, Paris, Presence africaine, tome I, 1979
- DURAND Jean-Pierre, *Sociologie contemporaine*, 3me edition revue et augmentee, Editions Vigot, 2006
- DURKHEIM Emile, *Les regles de la methode sociologique*, Version numerique, dans la collection "Les classiques des sciences sociales", en ligne sur [http //www uqac uquebec ca/zone30/Classiques des sciences sociales/index html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html) (telecharge le 12/12/2008)
- ELA Jean-Marc, *Cheik Anta Diop ou l'honneur de penser*, Editions L'Harmattan, 1989, p 63
- ELIAS Norbert, *La societe des individus*, Paris, Editions Fayard, 1991

- ESQUENAZI Jean-Pierre, *Sociologie des publics*, Paris, Editions La Decouverte (collection Reperes), 2003
- FANON Franz, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Editions du Seuil, 2001
- FREIRE Paolo, *Pedagogie des opprimes*, Paris, Editions La Decouverte, 1982
- FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualite*, Paris, Editions Gallimard, 3 tomes, 1984
- GERSTLE Jacques, *La communication politique*, Paris, Editions Armand Colin, 2004
- GERVEREAU Laurent, *Inventer l'actualite la construction imaginaire du monde par les medias internationaux*, Paris, Editions La Decouverte, 2004
- HAZAN Eric, *LQR La propagande du quotidien*, Paris, Editions Raisons d'agir, 2006
- HUNTINGTON Samuel, *Le choc des civilisations*, Paris, Editions Odile Jacob, 2007
- KANE Cheik Hamidou, *L'aventure ambiguë*, Paris, Editions 10/18, 1999
- KAUFMANN Jean-Claude, *L'enquête et ses methodes L'entretien comprehensif*, 2<sup>ème</sup> edition, Paris, Armand Colin, 2007
- KITA KYAKENGE M *Colonisation et enseignement Cas du Zaire avant 1960*, Bukavu, Editions CERUKI, 1982
- LAHIRE Bernard, *L'homme pluriel*, Paris, Editions Armand Colin/Nathan, 2001
- LAIDI Zaki, *Le Temps mondial*, Bruxelles, complexe editions, 1997
- LARNAC Gerard, *La police de la pensee*, Paris, Editions L'Harmattan, 2001
- LAZAR Judith, *Sociologie de la communication*, Paris, Editions Armand colin, 1997
- LAZARSFELD Paul & alii, *The people Choise How Voter Makes up Mind in a Presidential campaign*, New York, Columbia University press, 1944
- & KATZ Elihu, *Personnal Influence*, New York, The Free Press, 1955
- LOHISSE Jean, *La communication de la transmission a la relation*, Bruxelles, Editions de Boeck, 2007
- MABANCKOU Alan, *Demain j'aurai vingt ans*, Editions Gallimard, 2010
- MARCUSE Herbert, *L'Homme unidimensionnel Essai sur l'ideologie de la societe industrielle avancee*, Paris, Editions du Minuit, 1968
- MAIGRET Eric, *Sociologie de la communication et des medias*, Paris, Armand Colin, 2eme edition, 2007

- MARSHALL Catherine & ROSSMANN Gretchen, *Designing Qualitative Research*, Second ed Sage, London, 1995,
- MBEMBE Achille, *De la post-colonie Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000
- Mc BRIDE Sean, *Voix multiples, un seul monde Communication et société aujourd'hui et demain*, Paris, Nouvelles Editions africaines/Unesco, 1980
- MEMMI Albert, *Portrait du colonisé, portrait du colonisateur*, Paris, Editions Gallimard, 1985
- MORELLI Anne, *Principes élémentaires de la propagande de guerre, applicables en cas de guerre froide, chaude ou tiède*, Editions Labor, 2001
- MOUNIER Pierre, *Pierre Bourdieu Une introduction*, Paris, Editions Pocket/La Découverte, 2001
- MUTAMBA MAKOMBO K Jean-Marie, *Du Congo-belge au Congo indépendant (1940-1960) Emergence des « évolués » et naissance du nationalisme*, Kinshasa, Publications de l'IFEP, 1998
- NOUZILLE Vincent, *Dans le secret des présidents*, Paris, Editions Fayard, 2010
- OLIVESI Stephane, *La communication selon Bourdieu Jeu social et enjeux de société*, Paris, L'Harmattan, 2005
- OMOTUNDE Jean-Philippe, *Discours afrocentriste sur l'aliénation culturelle*, Paris, Editions Menaibuc, 2006
- POURTOIS Jean-Pierre et DESMET Huguette, *Epistémologie et instrumentation en sciences humaines*, Liège, Editions Pierre Mardaga, 1988
- RAMONET Ignacio, *Propagandes silencieuses*, Paris, Editions Gallimard, 2004
- RIEFFEL Remy, *Sociologie des médias*, Paris, Editions Ellipses, 2<sup>e</sup> éditions, 2005
- RUFIN Jean-Christophe, *L'Empire et les nouveaux Barbares*, Paris, Lattes, 2001
- SEMPIRINI Andrea (sous dir), *Analyser la communication 2 Comment analyser la communication dans son contexte socioculturel*, Paris, Editions L'Harmattan, 2007
- SMITH Stephen, *Negrologie, pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Ed Calmann-Levy, 2003
- TCHAKHOTINE Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Editions Gallimard, 1992
- THIETART Raymond-Alain, *Méthodes de recherche en management*, Collection Gestion sup, Paris, Editions Dunod, 3<sup>e</sup> édition, 2006



TONDA Joseph, *Le souverain moderne Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo, Gabon)*, Paris, Editions Karthala, 2005

TOUSSAINT Eric, *La bourse ou la vie La finance contre les peuples*, Syllepse Eds, 2002

TUDESQ Andre-Jean, (Sous dir ), *Les medias acteurs de la vie internationale*, Paris, Editions Apogee, 1997

VERSCHAVE François-Xavier, *La Françafrique, le plus long scandale de la republique*, Paris, Editions Stock, 1998

WOLTON Dominique, *L'autre mondialisation*, Paris, Editions Champ Flammarion, 2004

WUILLEME Bernard, *Les radios internationales*, Paris, Ellipses Marketing, 2007

## **B Revues, Articles et Communications scientifiques**

ABBA Seidik, « Les entreprises de presse en Afrique, une activite lucratives ? », in *Une analyse du paysage mediatique africain*, *A U Herald Les cahiers de l'U A* In [http //www au int/SP/auherald/sites/default/files/AU-Herald\\_Design\\_Volume\\_010 pdf](http://www.au.int/SP/auherald/sites/default/files/AU-Herald_Design_Volume_010.pdf) (Consulte, le 7/2/2011)

AGONE n° 34, « Domestiquer les masses », *Revue Agone* n° 34 du 28 octobre 2005, Editions Agone, 250 pages

ALTHUSSER Louis, « Ideologie et Appareils ideologiques d'Etat », in *La pensee*, n° 151, Paris, juin 1970

AMIN Samir et HERRERA Remy, « Le Sud dans le systeme mondial en transformation » En ligne sur [http //www portedeurope org/spip php?article3320&lang=fr](http://www.portedeurope.org/spip.php?article3320&lang=fr) (cons le 11/10/2008)

ANDREW Nancy & SADOWBA Wilbert, « Zimbabwe la "soif de terres" aux origines du mouvement des Anciens combattants », in *Critique internationale* N° 31, avril-juin 2006

APPADURAI Arjun, « Disjuncture and difference in the global cultural economy », *Public Culture*, 2 1-24

BARROT Pierre, « Les radios internationales en Afrique » En ligne sur [http //www inaglobal fr/radio/article/les-radios-internationales-en-afrique](http://www.inaglobal.fr/radio/article/les-radios-internationales-en-afrique) (consulte le 1er novembre 2010)

-----, « RFI, une "Radio mondiale" tournée vers l'Afrique et le monde arabe » En ligne sur [http //www inaglobal fr/radio/article/rfi-une-radio-mondiale-tournee-vers-l-afrique-et-le-monde-arabe](http://www.inaglobal.fr/radio/article/rfi-une-radio-mondiale-tournee-vers-l-afrique-et-le-monde-arabe) (consulte le 13/12/2010)

- BATTISTELLA Dario, « Le système international entre anarchie et hiérarchie », Séminaire de recherche doctorale 2007-2008, Séance du 14 février 2008 En ligne sur [www.tee-ulb.eu/polebemheim/14\\_VR\\_Battistella.pdf](http://www.tee-ulb.eu/polebemheim/14_VR_Battistella.pdf) (consulte le 13/9/2009)
- BECQUERET Nicolas, « Les émissions interactives à la radio la parole par téléphone Quelle parole ? », In les Cahier du CREDAM, Publications du CLEMI, Paris, Novembre 2002, pp 85-91 En ligne sur <http://greniren.free.fr/article13.htm> (télécharge, le 13/5/2007)
- BELTRAN Luis Ramiro, « L'adieu à Aristote la communication "horizontale" », Commission de l'UNESCO pour l'étude des problèmes de l'information et de la communication, *Document 48*, s d
- BOURDIEU Pierre & Loïc Wacquant, « Sur les ruses de la raison impérialiste » In *Actes de la recherche en sciences sociales* Vol 121-122, mars 1998 En ligne sur <http://www.persee.fr> (consulte le 15/12/2008)
- , « Sur le pouvoir symbolique », in *Annales Economies, Sociétés, Civilisations* 32<sup>ème</sup> année, N° 3, 1977, pp 405-411 En ligne sur <http://www.persee.fr> (consulte le 17/02/2009)
- BUSINO Giovanni, « Les sciences sociales et les défis de la mondialisation », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLIV-134 | 2006, mis en ligne le 14 octobre 2009 URL <http://ress.revues.org/281>
- CABIN Philippe, « Dans les coulisses de la domination »  
En ligne sur [http://scienceshumaines.com/articleprint2.php?lg=fr&id\\_dossier\\_web=57&id\\_article=429](http://scienceshumaines.com/articleprint2.php?lg=fr&id_dossier_web=57&id_article=429), le 12/07/2009
- CHARRON Jean et DE BONVILLE Jean, « Le journalisme dans le système médiatique », *Les études de communication publique* n° 16, Université Laval, 2002 (Québec), 2002
- et JACOB Loïc, « Énonciation journalistique et subjectivité les marques du changement », *Les études de communication publique* n° 14, Université Laval (Québec), 1999
- , « La nature politique du journalisme », *Les études de communication publique*, Cahier n° 15, Université Laval (Québec), 2000
- CHOSSUDOVSKY Michel « Wikileaks est un prétexte pour censurer l'Internet » En ligne sur <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&a1d=22603> (consulte le 11/11/2010)
- CRANE Diane, « La mondialisation culturelle vue sous l'angle de la sociologie de la culture » En ligne sur <http://stat.gouv.qc.ca/observatoire/symposium2002> (consulte le 25/02/2007)

- CREMILLEUX-BRILHAC Jean-Louis, « La France libre et la radio » In *Melanges de l'Ecole française de Rome*, Italie T 108, N°1, 1996, pp 73-81 En ligne sur [http //www persee fr](http://www.persee.fr) (consulte, le 23/12/2009)
- DAGUZA Jean-François, « les relations franco-algeriennes ou la poursuite des amicales incomprehensions » En ligne sur [www diplomatie gouv fr/fr/thematiques\\_francais\\_/FD001381 pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/thematiques_francais_/FD001381.pdf) (cons 17/1/2011)
- DORAIS Michel, « Diversite et creativite en recherche qualitative », in *Service social*, vol 42, n° 2, 1993, p 7-27 En ligne sur [http //id erudit org/iderut/203144ar](http://id.erudit.org/iderut/203144ar) (consulte, le 13/9/2010)
- DUBOIS Rene, « La communaute vietnamienne aux Etats-Unis » En ligne sur [http //www reunion iufm fr/Recherche/Expression/05/Dubois pdf](http://www.reunion.iufm.fr/Recherche/Expression/05/Dubois.pdf) (cons le 7/3/ 2009)
- FACHOT Morad, « Voice of America », Diffusion en ligne, 2004/12, Voir site [http //www ebu ch/CMSimages/fr/\\_online\\_12\\_fr\\_voa\\_tcm7-11325 pdf](http://www.ebu.ch/CMSimages/fr/_online_12_fr_voa_tcm7-11325.pdf) (consulte le 11/2/2009)
- FALL Jean-Karim, « La radio, medias prefere de l'Afrique » in *Une analyse du paysage mediatique africain*, A U Herald Les cahiers de l'U A En ligne sur [http //www au int/SP/auherald/sites/default/files/AUHerald\\_Design\\_Volume\\_010 pdf](http://www.au.int/SP/auherald/sites/default/files/AUHerald_Design_Volume_010.pdf) (consulte, le 7/2/2011)
- GERSOLE Jacques, « L'information et la sensibilite des electeurs a la conjoncture », in *Revue française de science politique*, vol 46 (5), octobre 1996, p 731-752
- GOLUB Philip S, « De la mondialisation au militarisme la crise de l'hegemonie americaine », *A contrario* 2004/2, vol 2, p 9-33 En ligne sur [http //www cairn info/article php? ID\\_REVUE=ACO&ID](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ACO&ID) (consulte, le 7/2/2009)
- GIUDICE Fausto, « Richard Labeviere licencié de RFI nettoyage ethnique a France monde » En ligne sur [www Mondialisation ca](http://www.Mondialisation.ca), (consulte le 25/08/2008)
- GUTTMAN Cynthia, « La nouvelle onde de choc des radios internationales », in *Courrier de L'UNESCO* » En ligne sur [www unesco org/courrier/1999](http://www.unesco.org/courrier/1999), (consulte le 30/04/2006)
- HALIMI Serge & RINDEL Arnaud, « La conspiration Quand les journalistes (et leurs favoris) falsifient l'analyse critique des medias », in *Revue Agone*, N° 34, 2005
- HALL Stuart, « Encoding/Decoding », in Stuart Hall et al (Eds), *Culture Media, Language Working Papers*, in *Cultural Studies*, 1972-1979, Hutchinson, Londres, 1980, p 128-129
- I R I S (Institut des relations Internationales et strategiques), *La politique etrangere de Nicolas Sarkozy Ruptures ou continuite ?* Compte rendu de la conference « Maison de l'Europe, 13 avril 2010 », 2010

- KALELE-ka-BILA, « Ecole alienation et domestication des jeunes africains », in *Les Dossiers de Mbegu*, Lubumbashi, 1983
- LAHIRE Bernard, « The habitus to an individual heritage of dispositions Towards a sociology at the level of the individual », *Poetics Journal of Empirical Research on Culture, the Media and the Arts*, Elsevier Science, vol 31, sept 2003, pp 329-3355
- LAIDI Zaki, « Peut-on prendre la puissance européenne au sérieux ? », in *Cahiers Europeens* n° 05/2005 En ligne sur [ftp //mse univ-paris1 fr/pub/mse/cahiers 2000/R00077 pdf](ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers2000/R00077.pdf) (consulte le 8 mars 2008)
- , « La Mondialisation comme phenomenologie du monde » En ligne sur [www laidi com/papiers/monde pdf](http://www.laidi.com/papiers/monde.pdf) (consulte 19/08/2009)
- , « Le temps mondial Enchaînements, disjonctions et mediations », in *Les Cahiers du CERI* n° 14, 1996
- LALIEU Gregoire, « La Libye face a l'imperialisme humanitaire Entretien avec Jean Bricmont » En ligne sur [http //www michelcollon info/La-Libye-face-a-l-imperialisme html](http://www.michelcollon.info/La-Libye-face-a-l-imperialisme.html) (cons 22/3/2011)
- LAMINE Hamid, « La France et la politique d'eradication algerienne », colloque d'AIRCRIE, La Sorbonne, 2001 En ligne sur [http //www algeria-watch org/fr/article/analyse/lamine\\_eradication htm](http://www.algeria-watch.org/fr/article/analyse/lamine_eradication.htm) cons 17/1/11
- LANGELIER Richard E , « L'influence des medias electronique sur la formation de l'opinion publique du mythe a la realite », in *Lex electronica*, Vol 11 N°1 (Printemps 2006) En ligne sur [http //www lex-electronica org/articles/v11-1/langelier pds](http://www.lex-electronica.org/articles/v11-1/langelier.pds) (consulte le 23/6/2009)
- LE FIGARO, « Libye le nouveau bilan de 6000 morts » En ligne sur [http //www lefigaro fr/flash-actu/2011/03/02/97001620110302FILWWW00548-libye-nouveau-bilan-morts php](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/02/97001620110302FILWWW00548-libye-nouveau-bilan-morts.php) (consulte le 12/3/2011)
- LIFTWICH Adrian, « Forms of the Democratic Developmental State Capacity », in Mark Robinson & Gordon White, *The Democratic Development State Politics and Institutional Design*, Oxford University Press, 1998
- LOYER Emmanuelle, « La "Voix de l'Amerique", un outil de la propagande radiophonique americaine aux mains d'intellectuels français », *Vingtieme siecle Revue d'histoire*, 2002/4, n° 76, p 79-97 En ligne sur [http //carn info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-4-page-79 htm](http://carn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-4-page-79.htm) (consulte le 09/06/2009)
- LUNEAU Aurelie, « Des anonymes dans la guerre des ondes », *Le Temps des Medias* 2005/1, N° 4, p 78-89
- MARCHETTI Dominique, « Sociologie de la production de l'information Retour sur quelques experiences de recherche », *Cahiers de la recherche sur l'education et les savoirs*, N°1, 2002, pp 17-32

- MATTELART Tristan, « Le rideau de fer au peril des radios internationales », in A-J Tudesq, *Les radios acteurs de la vie internationale*, Paris, Editions Apogee, 1997
- MBEMBE Achille, « Zimbabwe le cynisme des nations » En ligne sur <http://blogs.mediapart.fr/blog/achille-mbembe/240408/zimbabwe-le-cynisme-des-nations>, (consulte le 14/09/2010)
- McCOMBS Maxwell E et Donald L SHAW, « The Evolution of *agenda-setting* research Twenty-Five Years in the Marketplace Ideas », *Journal of Communication*, vol 43, no2, 1993, pp 58-67
- et Donald L SHAW, « The *Agenda-Setting* Function of Mass Media », *Public Opinion Quarterly*, vol 36, 1972, pp 176-187
- MERAND Frederic & POULIOT Vincent, « Le monde de Pierre Bourdieu Elements pour theorie sociale des Relations internationales », in *Revue canadienne de science politique* 41 3 (Septembre 2008), p 603-625
- MIRZA Vincent, « Une ethnologie de la mondialisation est-elle possible ? », in *Anthropologie et societes*, Vol 26, n° 1, 2002 Cf En ligne sur <http://id.erudit.org/iderudit/000708ar> (consulte le 09/05/2009)
- MKANDAWIRE Thandika, « Things About Developmental State in Africa », African Development in comparative perspective, Projet Sponsored by The Government of Japan, Study n° 9, United Nations, Geneva, September 1998
- MOUMOUNI Charles, « L'image de l'Afrique dans les medias occidentaux une explication par le modele de l'Agenda-setting », *Les Cahiers du journalisme* n° 12, Automne 2003
- NOUVEL OBSERVATEUR « Chronologie des relations entre la Libye et l'Occident », in [http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20031220\\_OBS1596/chronologie-des-relationentre-la-libye-et-l-occident.html](http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20031220_OBS1596/chronologie-des-relationentre-la-libye-et-l-occident.html), consulte le 12/12/2010
- ORANGE Martine, « Enquête sur la face cachee de l'empire Bollore », *Mediapart*, 2009 En ligne sur <http://www.mediapart.fr/files/bollore-iliad.pdf> (cons 11/12/2010)
- OTAYEK Rene, « La Libye face a la France au Tchad qui perd gagne ? » En ligne sur <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/016066.pdf>, (cons 13/12/2010)
- PIRES Alvaro, « Echantillonnage et recherche qualitative essai theorique et methodologique » En ligne sur <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>, consulte le 12/7/2009)
- QUERE Louis, « Faut-il abandonner l'etude de la reception ? », in *Reseaux* n° 79, 1996
- SABBAG Daniel, « Le statut des Asiatiques aux Etats-Unis » L'identite americaine dans un miroir, in *Critique internationale* n° 20 Juillet 2003

SCHNEIDER K Daniel, Daniel K Schneider, « Methodes qualitatives en sciences sociales » En ligne sur [http //tecfa unige ch/methodo/quali](http://tecfa.unige.ch/methodo/quali), consulte le 30/2/2009)

SOUSA SANTOS Boaventura de, « La globalisation contre hegemonique et la reinvention de l'emancipation sociale », in Daniel Mercure (sous dir ), *Une societe-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Bruxelles, Sainte Foy, Les Presses de l'Universite Laval/De Boeck, 2001

TISSERAND Elizabeth, « La reforme agraire au Zimbabwe (1980-1998) », Cascavel, Brazil, avril 1998 En ligne sur [http //www frmaOrg/archive/tisserand](http://www.frmaOrg/archive/tisserand), (consulte le 22/1/2010)

TOWA Marcien, « Principes de l'education coloniale », in *Abbia* (Revue camerounaise), N° 3, Yaounde, 1963

TUDESQ Andre-Jean, « L'influence des radios et televisions etrangeres sur la vie politique en Afrique subsaharienne », Communication preparee dans le cadre du XVII<sup>eme</sup> Congres mondial de l'*Association Internationale de Sciences Politiques*, 17-21 Aout 1997, Seoul, Coree du Sud En ligne sur [www africanti org/IMG/enjeux/TUDESQ org](http://www.africanti.org/IMG/enjeux/TUDESQ.org) (consulte, le 13/1/2008)

VILLAIN-GANDOSSI Christiane, « La genese des stereotypes dans les jeux de l'identite/alterite Nord-Sud » En ligne sur [http //www fmes-france org/wp\\_content/uploads/2009/09/G%C3%A9n%C3%A8se-des st%C3%A9r%C3%A9otypes pdf](http://www.fmes-france.org/wp-content/uploads/2009/09/G%C3%A9n%C3%A8se-des-st%C3%A9r%C3%A9otypes.pdf) (consulte, le 12/08/2010)

VULTUR Milcea, « La dynamique culturelle de la mondialisation », Institut National de la Recherche Scientifique, Urbanisation, Culture et Societe, Montreal, Mai 2005 En ligne sur [www inrs ucs quebec ca/](http://www.inrs.ucs.quebec.ca/) (consulte le 3/3/2009)

ZAKARIA Fareed , « A notre façon De la difficulté d'être la seule superpuissance au monde », *Revue internationale et strategique* 2003/2, n° 50, p 25-34

### **C Articles de Presse et autres**

BENILDE Marie, « RFI ou le retour du poste colonial ? », in *Le Monde diplomatique* En ligne sur [http//blog mondediplo net/2009-07-03-RFI-ou-le-retour-du-poste-colonial](http://blog.mondediplo.net/2009-07-03-RFI-ou-le-retour-du-poste-colonial) (consulte le 13/7/2010)

BOURDIEU Pierre & Loïc WACQUANT, « La nouvelle vulgate planetaire », in *Le Monde diplomatique* En ligne sur [http //www monde-diplomatique fr/2000/05/Bourdieu/](http://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/Bourdieu/) Mai 2000 (consulte le 17 Aout 2007)

CHOMSKY Noam, « Le lavage des cerveaux en liberte », *Le Monde diplomatique* En ligne sur [http //www monde-diplomatique fr/2007/08/CHOMSKY/14992](http://www.monde-diplomatique.fr/2007/08/CHOMSKY/14992) - 08/2007

DEROCHE Sylvie, « La voix de son maître », in *Jeune Afrique/L'intelligent* n° 2161, du 10 au 16 juin 2002

ENDEWELD Marc, « Licenciement politique à RFI », in *Le Monde diplomatique* du 04/9/2008 En ligne sur [http //www monde-diplomatique fr/carnet/2008-09-04-RFI](http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-09-04-RFI) (consulte le 21/02/2009)

*Jeune Afrique* n° 1325, du 28 mai 1986

*Le Monde fr*, « Tunisie les propos "effrayants" d'Alliot-Marie suscitent la polémique » En ligne sur [http //www lemonde fr/afrique/article/2011/01/13/tunisie-les-propos-effrayants-d-alliots-marie-suscitent](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/13/tunisie-les-propos-effrayants-d-alliots-marie-suscitent), consulte le 22/2/2011

LESER Eric, « Halliburton, le principal beneficiaire de la reconstruction de l'Irak », *Le Monde* du 20/6/03 En ligne sur [http //www mafhoun com/press5/15E16 htm](http://www.mafhoun.com/press5/15E16.htm) (consulte le 09/11/2010)

L'Express, « Etat des lieux des bases militaires françaises en Afrique » En ligne sur [http //www lexpress fr/actualite/monde/afrique/etat-des-lieux-des-bases-militaires-francaises-en-afrique](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/etat-des-lieux-des-bases-militaires-francaises-en-afrique) (consulte le 19/4/2010)

RFI, « Le gouvernement americain publie l'integralite des *Pentagon Papers* » En ligne sur [www rfi fr](http://www.rfi.fr) (consulte, le 11 juin 2011)

## D Thèses & Mémoires

BONDOL Jean Claude, *L'énonciation dans la communication médiatique Fonctionnement de l'implicite subjectif dans les discours du mode authentifiant de la télévision*, These de Sciences du langage, Université de Paris 8, 2006 En ligne sur [http //1 static e-corpus org/download/notice\\_file/849650/BondolThese.pdf](http://1.static.e-corpus.org/download/notice_file/849650/BondolThese.pdf) (cons le 14/7/2010)

KOUAME Kouame, *Alienation et creation romanesque chez les romanciers d'Afrique noire de langue française de 1953 à 1968*, These de doctorat d'Etat es- Lettres et sciences humaines, Université de Paris VIII Vincennes, 1990 En ligne sur [http //greenstone refer bf/collect/thesf/index/assoc/HASH6ec4/27a5acb8 dit/CS\\_00906.pdf](http://greenstone.refer.bf/collect/thesf/index/assoc/HASH6ec4/27a5acb8.dit/CS_00906.pdf) (consulte le 9/3/2010)

LIYONGO EMPENGELE Jean, *Programmes de radios internationales et violence symbolique Cas du « Service Afrique/francophone » de RFI*, Memoire de D E S, Université de Kinshasa, inedit, 2006-2007

NOUMA Z Roger, *Radio France Internationale Instrument de la presence française dans le monde*, These de doctorat en Science politique, Université de Lille, inedit, 1990

PONTZEELE Sophie, *Burundi 1972/Rwanda 1994 l'« efficacite » dramatique d'une reconstruction ideologique du passe par la presse*, These de doctorat en sociologie, Université des sciences et technologies de Lille, 2004 En ligne sur [http //www univ-lille1 fr/bustl-grisemine/pdf/extheses/50377-2004-8-9.pdf](http://www.univ-lille1.fr/bustl-grisemine/pdf/extheses/50377-2004-8-9.pdf) (consulte le

VITTIN Theophile, *Les radios internationales en Afrique noire l'exemple de RFI dans les pays francophones*, These de doctorat en Science de l'information et de la communication, Universite de Bordeaux, inedit, 1995

WALDEN Alexander, *La vocation internationale des medias et son incidence geostrategique*, these de doctorat en droit, Universite de Lille II, 2008 En ligne sur [http //tel archives-ouvertes fr/docs/00/37/25/68/PDF/THESE\\_Walden.pdf](http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/37/25/68/PDF/THESE_Walden.pdf) (consulte le 1er juin 2011)

## E Documents officiels

ASSEMBLEE NATIONALE (française), *Dossier presse* (Rapport Mission Parlementaire Bernard Brochand) du 26 juin/22 sept 2003) En ligne sur [http //www dgmic culture gouv fr/IMGpdf/Presse\\_Brochand.pdf](http://www.dgmic.culture.gouv.fr/IMGpdf/Presse_Brochand.pdf) (cons le 13/2/2007)

-----, *Rapport d'information N° 1087* relatif aux *Rapports particuliers de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des operateurs de l'audiovisuel exterieur*, 2008

CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL (français), *Bilan de la societe Radio France Internationale (RFI)*, Annee 2008, Janvier 2010

ORGANISATION DES NATIONS-UNIES, *Declaration universelle des droits de l'Homme*, Version du Haut Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme, Bureau sur terrain en RD Congo, Decembre 1998

RADIO FRANCE INTERNATIONALE, *Rapport d'activite 2003* En ligne sur [www rfi fr](http://www.rfi.fr) (telecharge le 13 mars 2005)

-----, *Rapport d'activite 2007* En ligne sur [www rfi fr](http://www.rfi.fr) (telecharge le 1<sup>er</sup> Juillet 2009)

-----, *Dossier presse 2009* En ligne sur [www rfi fr](http://www.rfi.fr) (telecharge le 14 mai 2009)

SENAT (français), *Rapport d'information n° 458* (sur *La reforme de l'action culturelle exterieure*), Session ordinaire 2008-2009

UNESCO, *Rapport mondial sur la communication Les medias face aux defis des nouvelles technologies*, Editions Unesco, 1997

## F Discours, Interviews, Comptes-rendus, Rapports d'ONG, etc

ASSOCIATION AFRICAINE DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME (ASADHO), *Rapport annuel 2008*



ASSOCIATION NIGERIENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME (ANDDH), *Rapport annuel 2001-2002 sur la situation des droits de l'Homme au Niger*, Dec 2002 En ligne sur [http //anddh-niger/attachement/RAPPORTANNUEL ANDDH 2001 2002 pdf](http://anddh-niger/attachement/RAPPORTANNUEL_ANDDH_2001_2002.pdf) (cons le 8/12/2010)

BADIE Bertrand, Interview dans *Le Monde* intitulé « L'hégémonie américaine échec ou révision ? » En ligne sur [http //www lemonde fr/web/imprimer\\_element/0,40-0@2-3222,50-854060,0.html](http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3222,50-854060,0.html), Consulte le 03/05/2007

C I R E T-A V T (Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et l'aide aux victimes du terrorisme), « *Libyen un avenir incertain Compte-rendu de mission d'évaluation aupres des belligerants libyens* », Paris, Mai 2011 En ligne sur [http //www rfi fr/afrique/20110613-libye-islamistes-CNT-experts-fran%C3%A7ais-](http://www.rfi.fr/afrique/20110613-libye-islamistes-CNT-experts-fran%C3%A7ais-) (telecharge le 14/6/2011)

GENERAL PEOPLE'S COMMITTEE For CULTURE and INFORMATION [libyen], « *La face cachee de l'U P M* » [Interview de Mouammar Kadhafi], s d

MITTERAND François, « Le discours de La Baule », Allocution prononcée a l'occasion de la seance solennelle d'ouverture de la 16<sup>ème</sup> conference des chefs d'Etat de France et d'Afrique, La Baule, le 20 juin 1990

POUGALA Jean-Paul, « Les mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye », Analyse libre lancée sur Internet et reprise dans *Pambazuka News* En ligne sur [http //pambazuka org/fr/category/features/72277](http://pambazuka.org/fr/category/features/72277) (consulte le 5/4/2011)

RFI, « Les emetteurs de radio France internationale en 2008 » En ligne sur [www fr](http://www.fr) (consulte le 17/12/2010)

## **G Dictionnaires, Lexiques, Encyclopédies**

ETIENNE Jean et alii, *Dictionnaire de sociologie*, 3e édition, Editions Hatier, 2004

GRAWITZ Madeleine, *Lexique des sciences sociales*, 8<sup>e</sup> édition, Paris, Editions Dalloz, 2004

REY-DEBOVE Josette & REY Alain, *Le Nouveau Petit Robert*, Nouvelle édition, Paris, Dictionnaires Robert, France, 1995

## **H Filmographie**

BENQUET Patrick, « Françafrique, 50 années sous le sceau du secret », film produit par la *Compagnie des Phares et Balises* avec la participation de *France Televisions*, 2010, 1h 30 minutes

## I Sites Internet (consultés)

BBC [http //www bbc co uk/worldservice/](http://www.bbc.co.uk/worldservice/)

DW [http //www2 dw-world de/french](http://www2.dw-world.de/french)

La MAISON BLANCHE [http //www whitehouse gov/nsc/nss.html](http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html)

MAZEROLLE [http //www mazerolle fr/Economie-internationale/](http://www.mazerolle.fr/Economie-internationale/)

PROGEXA [Societe d'expertise comptable] [www progexa fr](http://www.progexa.fr)

RAGA FM [http //www raga cd/french/ragafm htm](http://www.raga.cd/french/ragafm.htm)

RFI [http //www rfi fr](http://www.rfi.fr)

VOA [http //voanews com/french](http://voanews.com/french)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

**ANNEXES**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

**Investigation sur la compréhension de la marche du monde  
chez quelques enseignants et étudiants congolais  
de l'Université de Kinshasa (exposés aux Grands  
médias occidentaux)**

## **Guide d'entretien**

-----

Numero de l'entrevue

Date et heure

Identite de l'enquête non requis

### ***I Identification de l'interviewé***

Statut

- Enseignant
- Etudiant

### ***II A propos de la capacite de résistance aux influences médiatiques***

- 01 L'Ecole, l'Eglise, la littérature, la presse, le cinema et autres institutions ou structures occidentales (ou de type occidental) sont supposes influencer largement la vision du monde des Africains Classez-les par ordre d'importance dans l'influence positive que vous supposez avoir subie d'elles ,
- 02 Citez quelques « avantages » obtenus de chacun de ces « sources » ,
- 03 Classez-les par ordre d'importance dans l'influence negative que vous supposez avoir subie d'elles ,
- 04 Citez quelques « desavantages » connus de chacun de ces « sources » ,

### ***III A Propos de la crédibilité des médias internationaux chez les enquêtés***

- 05 Citez, par ordre de la confiance que vous leur accordez, au moins cinq medias qui vous donnent satisfaction
- 06 Expliquez-vous pour chaque cas
- 07 Y a t-il des medias qui sont bien a votre portee mais que vous ne voulez pas suivre ou qui ne vous donnent pas satisfaction ?
- 08 Lesquelles et que leur reprochez-vous ?

**IV A propos de la « force » des Grandes radios internationales**

- 09 Quelle est votre experience personnelle avec l'une ou l'autre de quatre Grandes radios internationales (BBC, DW, RFI, VOA), en termes d'anciennete dans l'ecoute ?
- 10 Quelles sont les emissions (ou les « symboles ») celebres de l'une ou l'autre de ces grandes radios qui vous ont le plus marque ?
- 11 Expliquez-vous
- 12 Avez-vous de souvenirs d'une ou de plusieurs informations « precieuses », diffusees par l'une ou l'autre de ces radios, qui sont gravees sur votre memoire ?
- 13 Pourquoi ce souvenir ?

**V A propos de l'emprise de RFI sur les Africains (les Enquêtés)**

- 14 Aujourd'hui, a l'ere de la Mondialisation, toutes ces radios ont beaucoup perfectionne leurs programmes Quelle lecture critique pouvez-vous faire des programmes d'information que RFI nous presente actuellement ?
- 15 Quelle lecture critique faites-vous de ses programmes educatifs actuels ?
- 16 Quelle lecture critique faites-vous de ses programmes actuels de divertissement ?
- 17 Quelle lecture critique faites-vous faire de son emission prisee par les Africains qu'est *Appels sur l'actualite* ?
- 18 Quelle lecture faites-vous de son emission *Le debat africain* ?
- 19 Quelle lecture faites-vous de son emission *Plein Sud* ?

**VI De la faiblesse des Africains face à RFI les Enquêtes face a quelques attitudes de leur chaîne préférée**

- Des attitudes routinieres de RFI
- 20 Comment appreciez-vous la longue attitude negative de RFI (a l'instar de BBC par exemple) vis-a-vis du regime libyen (et du president Kadhafi) ? [Argumentez] ,
  - 21 Comment appreciez-vous son attitude negative actuelle de cette chaîne (a l'instar des autres) vis-a-vis du regime zimbabween (et de la personne du president Mugabe) ? [Argumentez]
  - 22 Comment appreciez-vous sa longue attitude positive en faveur du regime gabonais (et du president Omar Bongo) ? [Argumentez] ,

- 23 Comment appréciez-vous ses « attaques » périodiques contre le président Omar Bongo (en compagnie des présidents Sassou Nguesso et Obiang Nguema) malgré des liens d'amitié avec le gouvernement français (et avec RFI) ? [Argumentez] ,
- Des attitudes flagrantes de RFI
- 24 Elu président de la République française, Nicolas Sarkozy avait inauguré sa première tournée officielle en Afrique par la Libye, pays réputé à régime violant les droits de l'Homme et RFI se distingue par des commentaires élogieux vis-à-vis de Kadhafi Quelle lecture faites-vous en ?
- 25 Le Gabon sera la deuxième étape de ce périple du président Sarkozy alors que la presse française (et RFI) ne cessait, quelques mois auparavant, d'accuser le président Bongo de « détourner l'argent du peuple gabonais » Quelle lecture faites-vous en ?
- 26 Aujourd'hui comme hier, RFI (et ses semblables) ne cessent de parler d'absence de démocratie et de violations des droits de l'Homme en Chine mais ne se montrent pas trop durs, dans leurs « discours médiatiques », ni contre leurs dirigeants qui courtisent les dirigeants chinois, ni contre les initiatives de commerce avec la nouvelle puissance mondiale (Chine) que prennent ces derniers Qu'en dites vous ?



JTC/HR

Bruxelles, le 22 mai 1956.

e 30

MINISTÈRE DES COLONIES

3<sup>ème</sup> Direction Générale

2<sup>ème</sup> Direction

4<sup>ème</sup> Section

Entré le 25 MAI 1956

N<sup>o</sup> 150

NOTE POUR MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES COLONIES.

-----

Divers journaux du Congo signalent avec insistance la propagande faite par des émissions en français et en Kiswahili diffusées par Radio Le Caire.

M. le Ministre me charge de vous demander de faire étudier la possibilité de renforcer les moyens dont on dispose à Radio Léopoldville, afin de combattre cette propagande nuisible.

Le Chef de Cabinet,

724/5/56

MINISTÈRE DES COLONIES

BRUXELLES, le 2 juin 1956.  
7, Place Royale.

3ème Direction Générale.

3ème Direction.

N° 3/2/4/ 94

ANNEXE

P. B. — Prière de rappeler dans la réponse  
la date et le numéro de la présente, ainsi que  
la direction et le bureau dont elle émane.

NOTE POUR MONSIEUR LE MINISTRE.

OBJET : émissions de radiodiffusion du Caire.

X

X

X

En réponse à la note J F C/M P R du 22 mai, la 3ème  
Direction Générale, 2ème Direction a l'honneur d'informer Monsieur le  
Ministre qu'elle a demandé au Gouverneur Général des renseignements  
au sujet des émissions faites par la Station Radio Le Caire. Elle  
a également demandé quelles mesures il conviendrait de prendre en vue  
de combattre cette propagande.

D'autre part, elle tachera de percevoir ces émissions  
afin de se rendre compte de leur teneur.

LE DIRECTEUR,



J. FREDERICK

TO : L'INSPECTEUR ROYAL DES COLONIES,

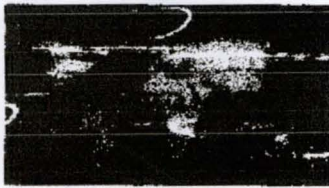
*John Smith:*  
Reçu par le 3ème Bureau de la Direction Générale le 2 juin 1956.  
Ces émissions de radiodiffusion ont été effectuées par la Station Radio Le Caire.  
Le 2 juin 1956.  
Vu :  
lettre en  
annexe  
fr





**DOSSIER DE PRESSE\***

**LA CHAÎNE  
FRANÇAISE  
D'INFORMATION  
INTERNATIONALE**



**Rapport  
Mission Parlementaire  
Bernard BROCHAND**

**26 juin / 22 septembre  
2003**

\* Ce dossier de presse relate l'essentiel du rapport remis par Bernard Brochand au Premier ministre le 24 septembre 2003.

## LETTRE DE MISSION

*Le Premier Ministre*

Paris, le 26 JUI 2003

- 912 / 03 / SG

Monsieur le Député,

Conformément aux orientations tracées par le Président de la République, la France se doit de susciter la création d'une chaîne d'information internationale destinée à permettre à notre pays de prendre toute sa part sur la scène mondiale des images en faisant mieux valoir le point de vue singulier qu'il porte sur les affaires du monde.

C'est pourquoi le Gouvernement a invité les opérateurs qui le souhaitent à lui présenter les projets qu'ils avaient pu concevoir dans cette perspective. Quatre dossiers ont été remis, qui doivent maintenant être examinés. Par ailleurs, la mission d'information consensuelle sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale que préside M. François Rocheblain, député de la Loire, a fait connaître ses premières conclusions sur ce sujet.

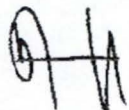
Dans le cadre de l'article LO 144 du code électoral, je souhaite vous confier la mission de me faire des propositions de schéma opérationnel de mise en œuvre de la future chaîne d'information internationale en tenant compte des différentes forces mobilisables aujourd'hui dans le secteur audiovisuel français.

Le décret qui vous nommera parlementaire en mission et qui sera prochainement publié au Journal officiel vous placera auprès de moi.

Vous pourrez vous entourer des personnalités dont vous jugerez utile de vous assurer le concours pour la conduite de votre mission, et faire appel, autant qu'il en sera besoin, à des consultants ou des experts. Mes services, et tout particulièrement la Direction du développement des médias, vous apporteront leur concours pour l'exécution de votre mission. Les frais afférents à votre mission seront partagés entre mes services, le ministère des affaires étrangères et le ministère de la culture et de la communication.

Je souhaite pouvoir disposer de vos conclusions pour le 22 septembre 2003.

Je vous remercie d'avoir accepté cette mission et vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Jean-Pierre RAFFARIN

Monsieur Bernard BROCHAND  
Député des Alpes-Maritimes  
Maire de Cannes  
Assemblée nationale  
Palais Bourbon - PARIS -



## « Une ardente obligation »

*« Nous devons avoir l'ambition d'une grande chaîne d'information continue internationale, à l'égale de la BBC ou de CNN pour les anglophones. C'est essentiel pour le rayonnement de notre pays. »*

Jacques CHIRAC, Président de la République  
7 mars 2002

*« La France se doit de susciter la création d'une chaîne d'information internationale destinée à permettre à notre pays de prendre toute sa part sur la scène mondiale des images en faisant mieux valoir le point de vue singulier qu'il porte sur les affaires du monde. »*

Jean-Pierre RAFFARIN, Premier Ministre  
26 juin 2003

## INTRODUCTION

Par une lettre datée du 26 juin 2003, vous m'avez confié « la mission de faire des propositions de mise en œuvre de la future chaîne d'information internationale en tenant compte des différentes forces mobilisables dans le secteur audiovisuel français ».

Dans cette lettre, vous rappelez que « conformément aux orientations tracées par le président de la République, la France se doit de susciter la création d'une chaîne d'information internationale destinée à permettre à notre pays de prendre toute sa part sur la scène mondiale des images ».

J'ai pu personnellement constater, au fil de mes auditions, à quel point ce besoin était unanimement reconnu.

La question n'est donc plus de savoir si la France doit se doter d'un tel outil, mais comment elle peut le faire, en répondant au mieux à ses besoins et à un coût modéré.

Dans le cadre d'un appel à projets lancé au mois de février 2003 par le Gouvernement, trois opérateurs ont proposé autant de schémas opérationnels permettant de réaliser une chaîne française d'information internationale. Au cours de ma mission, deux nouveaux projets m'ont été soumis aux mêmes fins.

Pour analyser ces projets, j'ai souhaité m'associer le concours des personnalités suivantes : Philippe Baudillon, président de SIMA International et auteur d'un récent rapport au ministre des Affaires étrangères sur le sujet ; Yves d'Herouville, conseiller du ministre de la Culture et de la Communication en charge de l'audiovisuel ; Alain Seban, Directeur du développement des médias ; David-Hervé Boutin, mon assistant parlementaire. Par ailleurs, je tiens également à remercier pour leur concours au bon déroulement de ma mission : Frédéric Berezziat, auditeur au Conseil d'État et François Riahi, inspecteur des finances.

Au terme de ma mission, je considère que la création d'une chaîne d'information internationale est aujourd'hui à portée de main : les deux principaux groupes audiovisuels français – TF1 et France Télévisions – m'ont présenté un projet qui, je crois, répond mieux que les autres aux attentes placées dans cette chaîne par les pouvoirs publics et ce pour un coût modique par rapport à nos concurrents étrangers.

Par conséquent, je vous recommande sans hésiter de soutenir ce projet. Plus rapidement la décision sera prise, plus vite la France prendra la place qui lui revient dans la bataille des images.

Cette future chaîne d'information internationale, dont l'ambition doit encore croître, deviendra, par la force des choses, le pilier de l'audiovisuel extérieur et le ferment de sa réforme.

## NOTRE RECOMMANDATION

L'impérieuse nécessité pour la France de créer et de développer une chaîne internationale d'information compétitive par rapport aux chaînes de référence (CNN International, BBC World, Al Jazeera) n'est plus à démontrer. Elle est vitale et urgente.

Parmi l'ensemble des projets portés par les opérateurs français, notre recommandation est de retenir celui présenté conjointement par TF1 et France Télévisions :

- Il répond à l'ambition élevée nécessaire à la réussite d'une telle création ;
- Il souscrit à tous les impératifs exigés :
  - > Diffusion compétitive ;
  - > Capacité de réaction éditoriale par l'accès à un large réseau de correspondants et la mise à disposition de moyens permettant d'avoir des images propres ;
  - > Prise en compte des langues arabe et anglaise ;
  - > Indépendance manifeste de la ligne éditoriale par rapport aux pouvoirs publics ;
  - > Capacité à mobiliser l'ensemble des forces françaises, publiques et privées autour du projet.

Il est très peu coûteux (70 M€ par an) par rapport aux opérateurs internationaux existants.

Il est réalisable dans un délai court (ouverture un an après la décision).

Il sera l'élément central et moteur de l'ensemble de l'audiovisuel extérieur français qui devra se réformer profondément. Une partie des économies dégagées par cette réforme devra, d'ailleurs, contribuer à enrichir encore le projet proposé par TF1 et France Télévisions.



## NOS CONCLUSIONS

### 1. LA CREATION D'UNE CHAÎNE FRANÇAISE D'INFORMATION INTERNATIONALE : UNE ARDENTE NECESSITE QUE L'ETAT DOIT SOUTENIR

A l'heure actuelle, la capacité d'influence des Etats ne se joue pas seulement dans le domaine politique, mais aussi dans le domaine des images. Les références en matière d'information sont anglo-saxonnes (les chaînes CNN International et BBC World, mais aussi les agences d'images Reuters et APTN) ou, plus récemment, arabes (Al Jazeera, Al Arabya).

Alors même que la France est membre permanent du conseil de sécurité et qu'elle développe sa propre vision de l'actualité internationale, notre pays ne dispose pas pour diffuser cette vision d'un vecteur comparable à CNN International, BBC World ou Al Jazeera. Les divergences entre les pays anglo-saxons – Etats-Unis et Royaume-Uni – et la France sur la récente crise irakienne illustrent parfaitement la différence d'approche et le manque de relais de la voix française au niveau des médias internationaux.

Par ailleurs, même si la création d'une chaîne française d'information internationale relève d'une logique d'offre et ne répond pas à une demande au sens économique du terme, elle comblerait une véritable attente de la part de nombreux téléspectateurs du monde entier, de plus en plus à la recherche de voix alternatives.

Dans le monde arabe, ce besoin de diversification des sources d'information s'est d'abord traduit par la création de la chaîne qatarie Al Jazeera, puis de sa concurrente saoudienne Al Arabya. Il semble avoir également inspiré un changement de stratégie des pouvoirs publics américains : l'agence fédérale chargée des émissions radiotélévisées vers l'étranger, ou Broadcasting Board of Governors (BBG), fait désormais porter l'essentiel de ses efforts vers la création de médias nouveaux, émettant directement en langue arabe et moins directement identifiés, dans l'esprit du public, aux groupes de communication américains et à leurs stratégies d'influence<sup>1</sup>.

Cette attente n'est pourtant pas propre aux Proche et Moyen Orient : elle est partagée par de nombreuses autres régions dans le monde, qui n'ont actuellement de l'Occident que la vision anglo-saxonne.

<sup>1</sup> C'est du moins l'analyse faite par les principaux commentateurs du lancement, en juin 2002, de la radio arabophone Sawa, dont la programmation musicale orientale et occidentale laisse la place à des bulletins d'information toutes les demi-heures, ainsi que de l'adoption, au mois de février 2003, d'un projet de loi destiné à financer le lancement prochain d'une chaîne arabophone d'information et de divertissements émettant en continu par voie satellitaire et dénommée Middle East Television Network (METNA).

Enfin, il convient de signaler que CNN cherche actuellement à développer une version française, qui aurait probablement vocation à être diffusée non seulement en France, mais aussi dans l'ensemble des pays francophones, en particulier sur le continent africain.

Les considérations qui précèdent établissent, aux yeux de la mission, tout l'intérêt qui s'attache à adosser au plus vite l'ambition nationale à la possession de réseaux d'information télévisée et radiodiffusée performants, avant que la saturation des paysages audiovisuels et réseaux français et étrangers rende excessivement difficile l'entrée, sur ces marchés, de nouveaux opérateurs.

Au demeurant, l'intérêt de créer cette chaîne française d'information internationale (CFII) n'est sérieusement contesté par personne.

La mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale de l'Assemblée nationale<sup>2</sup> a ainsi souligné qu'une telle ambition était « justifiée et nécessaire ». Les trois groupes parlementaires ayant participé à cette mission – UMP, UDF, PS – ont partagé cette analyse.

Le rapport demandé par le ministre des Affaires étrangères à M. Baudillon<sup>3</sup> aboutit au même constat, en soulignant en outre l'« urgence » d'un tel projet.

En clair, la création d'une chaîne française d'information internationale est plus que souhaitable, elle est nécessaire. Elle constitue un volet indispensable de l'influence et de la présence internationale de la France. Cela fait plus de dix ans que cette ambition, telle un serpent de mer, est périodiquement exprimée. Si on souhaite conserver à la France une véritable présence internationale et une influence mondiale, arrêtons de parler de cette chaîne et mettons tout en oeuvre pour la concrétiser.

La création d'une chaîne d'information internationale n'est cependant pas une fin en soi. Pour être un succès, cette chaîne devra bénéficier d'une notoriété importante, que seule une ambition à la hauteur du projet pourra permettre.

2 « Pour une chaîne française d'information internationale », rapport d'étape établi en mai 2003 par la mission d'information commune de l'Assemblée nationale, présidée par M. François Rochebloine, député.

3 « La chaîne internationale d'information », rapport établi en mars 2003 par M. Philippe Baudillon à la demande du ministre des Affaires étrangères.



## 2 LE CONTEXTE HYPERCONCURRENTIEL DANS LEQUEL S'INSCRIT CETTE CRÉATION SUPPOSE UNE AMBITION SANS RÉSERVE

### 2.1 La chaîne française d'information internationale doit pouvoir rivaliser avec les chaînes existantes les plus influentes

Puisque l'objectif poursuivi avec la création de cette chaîne est d'accroître l'influence de la France dans le monde, il est nécessaire de chercher à rivaliser avec les chaînes d'information internationale des autres membres du conseil de sécurité de l'ONU, à savoir CNN International et BBC World.

L'objectif ne doit pas être fixé uniquement en termes d'audience : de fait, les audiences de ces deux chaînes en France, par exemple, mais aussi dans le reste de l'Europe sont relativement faibles comparativement aux chaînes d'information nationales<sup>4</sup>. Il s'agit cependant de références, diffusées en permanence dans les salles de rédaction du monde entier, et vers lesquelles les télévisions nationales se tournent naturellement dans les situations de crise. Al-Jazeera a acquis rapidement le même statut pour les informations concernant le monde arabe.

La chaîne française d'information internationale doit chercher à atteindre ce statut de référence, diffusée dans les salles de rédaction du monde entier, car il s'agit là d'un levier d'influence fondamental. Elle doit être une « marque mondiale », connue dans l'ensemble des régions du monde et considérée comme un produit véritablement international.

4. A titre d'exemple, les audiences constatées en France pour les chaînes câblées et satellitaires d'information en continu sont les suivantes :

	LCI	Euronews	I-Television	CNN International	BBC World
Audience cumulée, adultes 15+	1,4 %	0,4 %	0,3 %	De l'ordre de 0,1%	Moins de 0,1 %

Sources : rapport MédiaCatSat, vague 5, juillet 2003 pour LCI, I-Television et Euronews ; audition de M. Dassier, directeur général de LCI par la mission commune d'information de l'Assemblée nationale pour CNN International et BBC World, qui ne sont pas clients de MédiaCatSat.

## 2.2 La création d'une marque mondiale suppose une ambition forte et pérenne

Le succès du lancement d'une marque mondiale suppose la réunion de trois facteurs clés.

### 2.2.1 Définir avec précision les publics cibles

Cet élément est fondamental pour assurer à la chaîne française d'information internationale l'impact souhaité. En effet, la création de cette chaîne ne répond pas à une demande ou à un besoin, mais doit susciter l'adhésion. Le ciblage est un exercice nécessaire, qui ne peut être effectué sans une référence à la concurrence.

La Deutsche Welle, chaîne d'information internationale allemande, s'adresse prioritairement aux Allemands expatriés ou en voyage, aux germanophones et aux personnes intéressées par l'Allemagne, malgré des décrochages en langue étrangère (anglais, espagnol, arabe). Ses éditions traitent en premier lieu l'actualité allemande, domestique ou internationale. De fait, l'influence de cette chaîne reste limitée.

Au contraire, CNN International et BBC World ont pour cible affichée les décideurs mondiaux et les professionnels du domaine des médias. Le choix des sujets traités relève d'une véritable logique internationale, même s'il n'est pas indépendant des intérêts propres aux pays d'origine de ces chaînes.

Le parti pris de la mission consiste à retenir ces deux chaînes anglo-saxonnes comme concurrentes principales, et donc à viser les mêmes publics cibles, ce qui a pour la chaîne française d'information internationale trois conséquences fortes :

- Il est exclu que celle-ci ne soit diffusée qu'en français, même lors de sa montée en puissance. Une telle option ferait sortir le projet de la logique qui doit l'animer, à savoir renforcer la capacité d'influence de la France, sauf à considérer que le message de notre pays, loin d'être universel, ne doit être entendu que par 5 à 8 % de la population mondiale. Le soutien de la francophonie, légitime et fondamental pour notre pays, doit utiliser d'autres outils (en particulier TV5). Le multilinguisme doit donc être vu comme une condition sine qua non du projet.
- Le traitement de l'information doit être effectué dans une logique résolument internationale, et non à travers un prisme domestique, sans quoi la capacité d'influence de la chaîne d'information en serait considérablement réduite.

Pour autant, la ligne éditoriale de la chaîne doit pouvoir être identifiée comme spécifiquement française<sup>5</sup>, ce qui lui permettra de se distinguer de ses principaux concurrents.

5. Il s'agit de la « French Touch » évoquée par M. Philippe Baudillon dans son rapport précité.



- Si la diffusion de la chaîne peut se contenter, dans un premier temps, de zones prioritaires pour la France (Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient), l'objectif doit être de parvenir relativement rapidement à une diffusion globale. Par ailleurs, dans chacune des zones où elle sera effectivement présente, la chaîne devra bénéficier d'une diffusion et d'une distribution compétitives par rapport aux autres chaînes de référence.

Enfin, une attention particulière devra être accordée à la diffusion de la chaîne aux sièges respectifs des principales organisations internationales, notamment de l'O.N.U.

### 2.2.2 Concevoir un produit attractif

Ne répondant pas à une logique de demande, la chaîne française d'information internationale n'aura un impact que si elle constitue un produit attractif. Aussi évidente que cette affirmation puisse paraître, elle n'en emporte pas moins trois conséquences importantes pour la chaîne :

- Celle-ci doit être en mesure d'être à l'origine d'exclusivités et, à tout le moins, proposer des images qui n'ont pas déjà été diffusées sur les autres chaînes d'information, de plus en plus nombreuses. Cet élément n'est, évidemment, pas neutre pour le coût du projet.
- La chaîne doit être perçue comme indépendante, et non comme un organe du gouvernement français. Il s'agit là d'une condition nécessaire pour assurer la crédibilité des informations et des analyses.
- La direction de la chaîne doit être la plus performante possible.

En premier lieu, sa présidence devrait être confiée à un gestionnaire de grande qualité, versé dans l'économie internationale des médias, c'est-à-dire capable, d'une part, de cerner les attentes des publics-cibles de la chaîne et de les satisfaire par le choix des moyens matériels et humains les mieux appropriés, d'autre part, de fédérer autour de cette chaîne l'ensemble des partenaires, publics ou privés, ayant un intérêt stratégique ou financier direct à la diffusion à l'étranger de la vision française du monde, et notamment les principaux annonceurs nationaux. Cette personne devra également être capable d'intervenir dans un contexte diplomatique lors des négociations à l'étranger sur le conventionnement de la chaîne.

En second lieu, la responsabilité éditoriale de la chaîne serait dévolue à un rédacteur en chef polyglotte, doté d'une grande rigueur professionnelle, intellectuelle et morale, d'une excellente connaissance des affaires internationales complétée, dans l'idéal, par la pratique du journalisme de terrain et assortie d'une vision proprement internationale de l'actualité.

### **2.2.3 Mettre en scène le lancement de la chaîne pour en faire un événement mondial**

En l'absence de crise internationale majeure, que l'histoire récente a montrée particulièrement favorable à l'entrée sur le marché de chaînes d'information internationale en continu ou au développement de leur stature<sup>6</sup>, la pénétration et l'audience de la future chaîne dépendront très largement de la qualité de son lancement.

Son nom et son image devront, de toute évidence, être judicieusement choisis. A cet effet, il paraît souhaitable de retenir une identité dont les termes et le logo soient aisément compréhensibles dans toutes les langues et zones prioritaires de diffusion — en jouant, par exemple, sur les mots « France », « Television » ou « Vision », « International », « Information », éventuellement « News », etc. L'habillage de la chaîne sera très important et garantira tant son style que son impact.

Une fois définie, cette identité devra surtout faire l'objet d'une intense politique de promotion, dès le lancement de la chaîne et tout au long de sa montée en puissance, à destination tant des transporteurs d'images que des distributeurs (gestionnaires de réseaux câblés locaux et de bouquets satellitaires) et des téléspectateurs.

En particulier, la CFII devrait être présentée sur l'antenne d'autres chaînes bénéficiant elles-mêmes de larges audiences dans leurs zones respectives de diffusion, éventuellement sous forme d'échanges marchandises ou de prestations croisées. Elle devrait également assurer l'auto-promotion, sur son antenne, de ses programmes à venir. La diffusion auprès de clientèles captives (passagers de vols internationaux, clientèles d'aéroports, etc.) devrait également être envisagée.

Comme le montrent les remarques qui précèdent, le fait de lancer une chaîne française d'information internationale dans une logique de « marque mondiale » a de fortes implications sur l'économie du projet.

Si les moyens nécessaires au lancement d'une chaîne adaptée aux publics cibles (décideurs internationaux, salles de rédaction), parvenant à se distinguer de la concurrence (images exclusives, qualité journalistique, ton neuf et propre à la France, identité originale) et bénéficiant d'une large promotion et diffusion n'étaient pas réunis, il serait alors préférable de renoncer au projet : l'image de la France risquerait en effet d'être davantage ternie que renforcée par la constitution d'une chaîne française d'information internationale au rabais.

6. Ce fut le cas, notamment, pour CNN International avec la première « Guerre du Golfe », pour Al Jazeera avec les attentats du 11 septembre 2001 ou pour Al Arabiya avec l'opération militaire anglo-américaine en Irak.



### **2.3 Le respect de cette ambition suppose une collaboration entre les pouvoirs publics et un ou plusieurs opérateurs audiovisuels.**

La nécessité d'une intervention de l'État dans le projet de la chaîne d'information internationale est manifeste, et ce pour plusieurs raisons :

- En premier lieu, aucune des chaînes internationales d'information existantes n'est rentable.

D'ailleurs, toutes sont en partie au moins financées sur fonds publics (BBC World<sup>7</sup>, Al Jazeera<sup>8</sup>, Al Arabiya, Deutsche Welle<sup>9</sup>, etc.), à l'exception possible de CNN International<sup>10</sup>, qui est sans doute la seule à disposer, par le biais du groupe CNN auquel elle est adossée, d'une assise commerciale suffisante pour couvrir l'essentiel de ses coûts<sup>11</sup>.

L'idée d'adosser la future CFII à un opérateur domestique dominant a d'ailleurs été un temps envisagée par la mission. Au demeurant, même dans cette hypothèse, le recours à un financement au moins partiel sur fonds publics paraissait inévitable, compte tenu de l'étroitesse relative du marché publicitaire domestique.

- En second lieu, l'État a exprimé à plusieurs reprises, notamment par la voix du président de la République, que l'existence d'une chaîne française d'information internationale était susceptible de répondre à certains des objectifs essentiels de la politique étrangère nationale.

Pour autant, cette chaîne ne doit pas être un organe gouvernemental<sup>12</sup> : une telle hypothèse ferait en effet obstacle à ce que la CFII soit perçue comme indépendante.

Idéalement, une chaîne française d'information internationale associerait donc l'État à un ou plusieurs opérateurs audiovisuels, publics ou privés, qui porteraient le projet.

7. Ce point a été confirmé à la mission par les représentants de cette chaîne en France.

8. Selon l'article de M. Rym Ayadat intitulé « Irak : la contre-attaque de la télévision américaine » et publié le 2 septembre 2003 dans le Figaro, les recettes commerciales de la chaîne n'excéderaient pas 15 % de ses dépenses courantes.

9. Dans son rapport précité, la mission d'information commune de l'Assemblée nationale a chiffré à 120 M€ environ les sommes directement ou indirectement consacrées à cette chaîne par les autorités allemandes.

10. La mission ne dispose d'aucune donnée sur la composition des ressources de CNN International.

11. La chaîne domestique CNN contrôle en effet une partie significative du marché publicitaire américain, lequel représente plus de 50 % du marché publicitaire mondial.

12. Comme c'est le cas, par exemple, d'une société ad hoc directement détenue et contrôlée par les pouvoirs publics, à l'image de Canal France International (CFI).

Cette solution semble à portée de main.

- D'une part, il existe des projets de chaîne d'information internationale portés par les principaux opérateurs audiovisuels français, qui ont notamment émergé lors de l'appel à projets lancé par la direction du développement des médias (DDM), le 19 avril 2003.
- D'autre part, il n'existe pas d'obstacle juridique à ce que l'Etat choisisse de subventionner parmi ces projets celui qui répond le mieux à ses besoins propres. En particulier, une telle approche n'est contraire ni à la liberté du commerce et de l'industrie, ni à la jurisprudence communautaire en matière de financements publics.

\*

### 3 LA METHODOLOGIE SUIVIE PAR LA MISSION

La mission a souhaité proposer au gouvernement un outil de décision simple et pragmatique. Pour ce faire, elle a retenu la méthodologie suivante :

- Parmi les propositions formulées dans le cadre de l'appel à projets lancé par la DDM, les trois projets de chaîne qui reposaient manifestement sur les réflexions les plus abouties – à savoir ceux de Canal +, de France Télévisions et de TF1 - ont été étudiés en détail.
- La mission a, par ailleurs, examiné les modèles déjà mis en œuvre par les concurrents directs de la future chaîne, notamment par CNN International et BBC World.
- La mission a enfin défini des impératifs, c'est-à-dire les conditions essentielles auxquelles, dans son esprit, la future chaîne française pouvait espérer atteindre les ambitions évoquées plus haut et qui, par suite, devaient être satisfaites pour justifier un financement public.

A partir de ces éléments, une concertation a été engagée avec l'ensemble des opérateurs audiovisuels français. Cette concertation a abouti tantôt à l'enrichissement des projets initialement remis à la DDM, tantôt à l'émergence de projets nouveaux, s'agissant en particulier de possibles alliances entre opérateurs publics et privés, destinées à porter plus efficacement la future chaîne.

L'essentiel des développements qui suivent sera donc consacré à confronter les exigences et impératifs dégagés par la mission aux projets et schémas opérationnels finalement arrêtés par les opérateurs, avant de formuler une recommandation principale.



## 4. CETTE CHAÎNE DOIT TOUTEFOIS RESPECTER CERTAINS IMPÉRATIFS POUR RECUEILLIR LE SOUTIEN DES POUVOIRS PUBLICS

L'ambition sans réserve assignée à la chaîne pour s'affirmer face à la concurrence ne peut être atteinte, à l'issue d'une phase de montée en puissance que la mission estime devoir durer cinq ans, que si cinq exigences essentielles ou « impératifs » sont satisfaits.

Ces points constituent à la fois la grille d'analyse ou d'étalonnage des projets soumis à la mission et l'armature d'un futur contrat d'objectifs et de moyens, qui resterait à quantifier, dans l'hypothèse où l'un de ces projets recueillerait le soutien des pouvoirs publics.

### 4.1 La capacité de réaction

La mission a demandé aux opérateurs d'établir leur capacité à disposer de sources d'information, images et analyse qui soient distinctes de celles actuellement mobilisées par leurs principaux concurrents et permettent d'alimenter l'antenne de la CFII en sujets exclusifs couvrant les événements internationaux majeurs, dans des délais et pour un coût satisfaisants.

Aux yeux de la mission, ces capacités pourraient ne pas être détenues en propre par les opérateurs, à la condition toutefois que le recours à des tiers prestataires de service ne nuise pas à la qualité et au caractère exclusif des informations collectées.

Elles pourraient également ne pas être toutes mobilisées en permanence, mais seulement actionnées lorsque la teneur de l'actualité internationale l'exige.

Pour autant, la mise à disposition de la future chaîne d'un réseau minimal de correspondants permanents dans les principales capitales étrangères, assortie d'une capacité de projection rapide, que celle-ci soit financière ou matérielle et humaine, constitue, aux yeux de la mission, un impératif.

L'objectif fixé à la chaîne, dans le cadre du COM, pourrait ainsi porter sur un pourcentage minimal d'images diffusées en exclusivité ou sur le volume de journalistes reporters d'images (JRI) mobilisés (en hommes/jours).

### 4.2 La couverture des zones et publics cibles

S'agissant des territoires étrangers, la mission a estimé que, pour être acceptables, les projets des opérateurs devaient, en tout état de cause, envisager de diffuser la chaîne, dès son lancement, en Europe, en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient, pour deux raisons principales : en termes techniques, les fuseaux horaires restent alors dans une fourchette relativement étroite (GMT-1 ; GMT+3) ; en termes politiques, ces régions constituent des zones d'influence prioritaires<sup>13</sup>.

13. Cf., notamment, l'audition de M. Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères par la mission commune d'information de l'Assemblée nationale en date du 30 avril 2003.



La chaîne devrait nécessairement être diffusée sur les bouquets satellitaires numériques, par le câble et via une connexion Internet à haut débit, dans les zones où ces deux derniers modes de diffusion existent.

L'éventualité d'une diffusion sur des satellites analogiques, qui permettent d'atteindre davantage de téléspectateurs<sup>14</sup>, mais sont nettement plus coûteux<sup>15</sup> a été également envisagée. Sous réserve des résultats auxquels pourrait aboutir une étude de marché spécifiquement commandée sur ce point, la mission estime désormais, compte tenu notamment des options retenues par la concurrence (CNN International, BBC World, Al Jazeera), que cette option présente une réelle utilité pour assurer la pénétration de la chaîne sur le marché nord-européen, mais n'est pas strictement nécessaire.

Quant à la diffusion sur le territoire français, elle doit au minimum viser les publics cibles de la chaîne qui pourraient s'y trouver (décideurs en déplacement ; étudiants étrangers poursuivant leurs études en France, etc.).

### 4.3 Le multilinguisme

Compte tenu des objectifs fixés en matière d'attractivité de la chaîne et de définition des publics-cibles, la mission est convaincue qu'une partie des programmes de la chaîne doit être rédigée en langues étrangères — a priori trois, en plus du français : l'anglais, l'arabe et l'espagnol.

Sur ce point, une distinction pourrait être faite entre la mise en place de la chaîne et sa montée en puissance.

Aux yeux de la mission, la constitution d'une rédaction en langue arabe revêt une priorité absolue : elle permettrait en effet de rendre la chaîne plus attractive pour les populations concernées, dans une zone où l'information constitue à la fois un produit très recherché et un enjeu géostratégique de première grandeur. C'est d'ailleurs le raisonnement que les pouvoirs publics américains ont semble-t-il conduit, en décidant de lancer « Radio Sawa » et bientôt « Sawa TV<sup>16</sup> ».

La diffusion en langue anglaise reste toutefois nécessaire pour atteindre, en dehors de cette zone, le public de décideurs le plus large. Une fois encore, les exemples étrangers plaident en ce sens. On notera par exemple que la chaîne Al Jazeera, poursuivant un chemin symétrique à celui de CNN International, s'apprête à lancer son canal en anglais au premier semestre 2004.

14. Au sein des zones Europe, Afrique du Nord et Moyen-Orient, 58 % des foyers recevant des chaînes par satellites sont encore équipés d'une antenne parabolique analogique. A priori, ce ratio devrait décroître au fur et à mesure de la pénétration du numérique. Cependant, cette évolution devrait prendre encore au moins 5 ans. De plus, actuellement, les parcs des hôtels sont très majoritairement analogiques.

15. Une diffusion sur un satellite analogique coûterait environ 5 M€ par an, contre environ 10 fois moins sur un satellite numérique. Ces tarifs indicatifs sont cependant à relativiser dans la mesure où le prix de diffusion est toujours le résultat d'une négociation entre opérateur et diffuseur.

16. D'après les informations qu'a obtenues la mission, le projet américain de chaîne en arabe (METNA) serait doté d'un premier budget de fonctionnement de 70 M\$.

En revanche, la rédaction de programmes en langue espagnole ne sera sans doute nécessaire qu'au moment où les émissions de la CFII seront diffusées en Amérique latine.

Il semble dès lors impératif que l'anglais et l'arabe soient mis en place dès la première année de la chaîne, l'espagnol relevant d'un degré de priorité moindre.

#### **4.4 L'indépendance de la chaîne**

Il est fondamental pour la crédibilité de la chaîne que sa ligne éditoriale soit indépendante des pouvoirs publics français et perçue comme telle. Cette exigence suppose que le mode de nomination des dirigeants – président et rédacteur en chef – ne relève pas du gouvernement mais des opérateurs ou, à défaut, qu'il soit confié à une autorité administrative indépendante.

En outre, pour consacrer l'indépendance éditoriale de la chaîne, une charte de déontologie pourrait être mise en place, à l'instar de celle dont s'est dotée la BBC.

Ces éléments ne font pas obstacle à ce que le document associant les opérateurs et l'Etat pose certains critères de compétence sur les dirigeants parmi les conditions fixées aux opérateurs en contrepartie du financement public. En effet, la qualité du management sera un facteur clé de succès de la chaîne.

#### **4.5 La capacité à fédérer l'ensemble des forces contribuant à la présence française à l'étranger**

La chaîne a vocation à devenir le fer de lance de l'expression de la France à l'étranger. Un tel objectif a deux implications majeures, selon la mission :

- D'une part, il est fondamental de mobiliser autour du projet l'ensemble des forces intéressées à la présence française à l'étranger, l'Etat, bien sûr, mais aussi les principales entreprises françaises exportatrices, dans un élan national.
- D'autre part, la future chaîne devra ouvrir la voie au regroupement, au recentrage et à la rationalisation de l'offre audiovisuelle extérieure française (cf. infra. 7.). Il convient au maximum qu'elle évite les doublons et favorise, au contraire, les synergies.



## 5 APRES EXAMEN DES PROPOSITIONS FAITES PAR LES DIFFERENTS OPERATEURS, LA MISSION RECOMMANDE DE SOUTENIR LE PROJET PORTE CONJOINTEMENT PAR TF1 ET FRANCE TELEVISIONS

### 5.1 Un schéma paritaire public-privé : une association entre TF1 et France Télévisions

#### > Principes

Au cours de la mission, les groupes TF1 et France Télévisions ont fait état de leur volonté de rapprocher leurs propositions et de présenter un projet commun en vue de la création de la chaîne française d'information internationale. Ils ont transmis à la mission, en date du 28 août 2003, une « note sur les principales orientations relatives à la création de la chaîne française d'information internationale », indiquant les bases de leur accord.

#### > Organisation proposée

TF1 et France Télévisions créeraient une société dont ils détiendraient chacun, directement ou via l'une de leurs filiales, 50 % des parts.

La chaîne internationale, qui aurait une rédaction propre, disposerait des ressources éditoriales suivantes :

- Sujets ou correspondances reprises de TF1 et France Télévisions ;
- Commandes spécifiques de correspondances passées par la CFII aux réseaux étrangers de ces deux chaînes ;
- Approvisionnement en images d'agence, avec lesquelles la CFII concluerait directement des contrats ;
- Accès aux EVN, par délégation des sociétés mères<sup>17</sup> ;
- Utilisation, d'une part, d'une partie du réseau actuel de l'AFP, dédiée à l'approvisionnement de la CFII et dotée en conséquence de moyens de production spécifiques, d'autre part, de tout ou partie du réseau étranger de RFI, dans des conditions qui resteraient à déterminer ;
- Mobilisation d'une enveloppe budgétaire spécifique permettant à la chaîne, si besoin est, de développer une couverture particulière des événements jugés les plus importants : plutôt que de mettre en place en permanence, au sein de la future chaîne, une ou plusieurs équipes mobiles — solution jugée coûteuse et rigide —, les deux chaînes préfèrent recourir à des ressources « free-lance ».

Ces ressources seraient mobilisables en tant que de besoin par la rédaction de la chaîne.

Les deux sociétés proposent que la mise à disposition d'images fasse l'objet d'un forfait, comme c'est par exemple le cas entre TF1 et LCI.

En matière de langues étrangères, des décrochages significatifs seraient mis en place dès la première année en arabe et, si possible, en anglais.

17. Selon les porteurs du projet, cet apport pourrait nourrir l'antenne de la future chaîne d'information internationale dans une mesure très supérieure à ce qu'en retirent actuellement les deux sociétés mères.

> **Besoin de financement**

Les dépenses induites par la chaîne sur les cinq premières années sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	20	25	70	70	70	70	325
Comptes rendus	Investissements	Année de pré-lancement	Décrochage en anglais et en arabe				

Sur 5 ans, la dépense annuelle moyenne s'élèverait donc à 65 M€.

Concernant l'année de pré-lancement, le besoin de financement s'élève donc à 40 M€ couvrant ainsi les frais de d'investissement et d'établissement de la chaîne.

En termes de recettes, les deux sociétés comptent peu sur la vente d'écrans publicitaires au tout venant des annonceurs, notamment étrangers.

En revanche, elles proposent de créer un « club des fondateurs », composé des principales sociétés françaises, qui parraineraient financièrement le lancement de la chaîne et participeraient, le cas échéant, à ses orientations<sup>18</sup>.

L'ensemble de ces recettes publicitaires et de parrainage viendraient s'imputer sur la subvention accordée chaque année par les pouvoirs publics.

> **Analyse critique**

Le projet TF1-France Télévisions présente de sérieux atouts :

- Il réunit les deux principaux acteurs français en matière d'information internationale télévisée.
- Il offre à la chaîne des perspectives éditoriales intéressantes, reposant notamment sur les importantes capacités des deux groupes en matière d'information internationale (réseaux internationaux, équipes dédiées aux reportages internationaux, accès aux EVN).
- Il présente des garanties financières solides, et responsabilise explicitement les opérateurs sur le respect de l'épure budgétaire fixée.
- Il remplit les principales attentes de la mission en matière de multilinguisme et de diffusion.

18. Par exemple, par la présence de représentants de ce club au sein du conseil d'administration de la CFII.



## 5.2 La proposition TF1-France Télévisions constitue une opportunité inespérée pour créer cette chaîne

Après une comparaison des mérites respectifs des différents schémas possibles et en fonction des impératifs qu'elle s'était fixée, la mission recommande sans réserve aux pouvoirs publics de soutenir le projet commun des groupes France Télévisions et TF1.

La valeur de cette offre est même inespérée : le fait que les deux groupes français leaders en matière d'information internationale s'associent pour créer cette chaîne constitue, à n'en pas douter, le plus grand des espoirs de réussite. La mission craint d'ailleurs que si l'État ne donnait pas suite à cette proposition, le projet de création d'une chaîne d'information internationale soit enterré pour longtemps.

## 5.3 Son coût apparaît en réalité modique

Ce projet coûte – sous réserves d'études complémentaires qu'il conviendra de conduire dans les semaines à venir – environ 65 M€ par an sur les 5 prochaines années. La modestie de ce montant doit être soulignée. En effet, si on le compare aux budgets de CNN International (1,2 milliards de dollars<sup>19</sup>) ou de BBC World (600 M€<sup>20</sup>), il apparaît particulièrement faible. C'est également le cas par rapport au budget de la Deutsche Welle (120 M€<sup>21</sup>).

Il est également significativement inférieur aux recommandations de la mission commune d'information créée à l'Assemblée nationale (100 M€).

Enfin, il convient de situer ce montant par rapport aux sommes actuellement dépensées dans le cadre de l'audiovisuel extérieur. En retenant une définition large, qui inclut RFO et Arte, ces sommes s'élevaient à environ 600 M€ en 2002. Le coût de la chaîne d'information internationale ne représenterait donc qu'environ 10 % de ce total.

19. Source : Daniel Renouf.

20. Idem

21. Source : le rapport de la mission commune d'information.

Ainsi, non seulement le projet recommandé par la mission apparaît peu coûteux mais, de plus, il convient de souligner que TF1 et France Télévisions s'engagent à couvrir un éventuel dépassement du budget de la chaîne. Cet élément responsabilisant doit permettre d'éviter d'éventuelles dérives de coût. Cet engagement, aux yeux de la mission, est de nature à éviter à la chaîne la dérive structurelle des coûts relevée par la Cour des comptes au sein de l'audiovisuel public.

#### **5.4 Le projet actuel de TF1-France Télévisions ne constitue d'ailleurs que la première étape d'une démarche de conquête**

Passée la phase de lancement et une fois acquise l'entrée de la CFII dans le cercle restreint des chaînes internationales de référence, la chaîne française devra adopter une stratégie plus ambitieuse encore que celle actuellement proposée par les opérateurs, pour espérer devenir un jour leader sur son marché.

Il lui sera notamment indispensable d'enrichir sa programmation en langues étrangères, par l'augmentation de la durée des décrochages et leur extension à de nouvelles langues. Elle devra, à cette fin, procéder au recrutement des meilleurs journalistes et techniciens étrangers, capables d'intervenir en direct dans la langue dominante de chacune des zones de diffusion. Ces recrutements auront un coût significatif, notamment pour la langue arabe, compte tenu de la concurrence acharnée à laquelle se livrent les nombreuses chaînes arabophones récemment créées. La CFII devra également élargir progressivement le champ de sa production d'images exclusives.

La mission considère, par ailleurs, que le projet porté par France Télévisions et TF1 pourrait gagner à prévoir une interaction plus étroite entre la programmation de la CFII et celle des principales chaînes domestiques des deux groupes. On pourrait notamment envisager la reprise systématique, par LCI et/ou une chaîne du groupe France Télévisions, de programmes produits par la CFII. Une telle évolution rapprocherait l'ensemble de ces structures d'un schéma d'organisation « à la CNN », qui a fait ses preuves.



**6. LE PROJET PROPOSE NECESSITE UN FINANCEMENT PUBLIC DE L'ORDRE DE 60 A 65 M€ PAR AN, CE QUI SUPPOSE A LA FOIS DES REDEPLOIEMENTS DE MOYENS ET DES RECETTES NOUVELLES**

La chaîne projetée par France Télévisions et TF1 peut être lancée douze mois après la décision de l'Etat accordant aux opérateurs un soutien financier, qui doit être la plus rapide possible. Le budget de fonctionnement de cette chaîne s'élèverait à environ 70 M€ par an.

La mobilisation d'un « club des fondateurs » réunissant les principaux annonceurs français et bénéficiant, en contrepartie d'un soutien financier, d'opérations publicitaires et de parrainage, contribuerait sans doute à son financement. Un objectif de 5 M€ par an paraît réaliste.

Dans ces conditions, la subvention annuelle nécessaire à la réalisation du projet s'élèverait environ à 65 M€.

L'ampleur des redéploiements envisageables au sein des budgets des opérateurs de l'audiovisuel extérieur (TV5, Arte, CFI) est de l'ordre de 15 M€, dans l'hypothèse, d'une part, d'une suppression des capacités de traitement de l'information propres à TV5 et Arte, qui feraient largement double emploi avec celles de la chaîne, d'autre part, d'une affectation à cette chaîne des capacités abandonnées en fin d'année par CFI, lorsque les émissions de CFI-TV cesseront.

## 7. LA CREATION DE CETTE CHAÎNE DOIT CONDUIRE A REVOIR LES PRINCIPES QUI REGISSENT NOTRE AUDIOVISUEL HORS HEXAGONE

Le besoin de financement de la CFI (40 à 70 M€) ne représente toutefois que 7 à 8 % des 600 M€ que, selon la Cour des Comptes, la France dépense chaque année pour financer son action audiovisuelle extérieure<sup>23</sup>, du moins si l'on y inclut les budgets afférents à Arte et RFO.

Il n'est donc pas hors de propos, dans le contexte budgétaire actuel, d'envisager de financer la future chaîne, au-delà des mesures de rationalisation à court ou moyen terme, qui tombent sous le sens et font l'objet des développements qui précèdent, par le redéploiement à plus long terme de crédits actuellement affectés à certaines missions que le gouvernement jugerait moins prioritaires, ou aux opérateurs les moins efficaces pour atteindre les objectifs qui leur ont été assignés.

En substance, la mission estime que les pouvoirs publics devraient se fixer quatre objectifs essentiels, hiérarchisés, à savoir :

- (1.) diffuser à l'étranger la vision française de l'actualité internationale ;
- (2.) consolider le lien entre l'ensemble des populations de langue française établies hors du territoire métropolitain ;
- (3.) contribuer par l'image à la constitution d'une identité européenne ;
- (4.) promouvoir la culture et les modes de vie français.

22. Notre audiovisuel hors hexagone regroupe RFO, TV5, RFI, Arte, Euronews, CFI.

23. Cf. sur ce point le rapport public intitulé « L'action audiovisuelle extérieure de la France ».



## 7.1 Faire partager la vision française de l'actualité internationale

Pour atteindre le premier de ces objectifs, la France devrait idéalement pouvoir s'appuyer sur un unique opérateur spécialisé dans le recueil, le traitement et la diffusion de l'information internationale à destination des décideurs étrangers et des salles de rédaction du monde entier, travaillant dans la langue de ces publics-cibles.

Cet opérateur devrait être capable d'intervenir sur tous les supports disponibles et pertinents — télévision numérique par câble, satellite et Internet haut débit, télévision analogique, radio en ondes courtes, etc.

Le projet de chaîne française d'information internationale recommandé par la mission préfigure cet opérateur. Cette chaîne a ainsi vocation à se substituer aux autres sources de production de sujets télévisés d'information internationale.

Au fur et à mesure de sa montée en puissance — et de la réduction de la voilure des autres opérateurs —, il lui faudrait donc étendre sa couverture géographique, notamment en Amérique et en Asie, mais également s'adjoindre, comme on l'a vu plus haut, de nouvelles capacités de rédactions en langues étrangères ainsi qu'un portail multimédia et une capacité radiophonique, en propre ou par le développement de collaborations avec les opérateurs actuels ou futurs.

A cet égard, la société Radio France International pourrait éventuellement jouer, dès aujourd'hui, un rôle de fournisseur de contenus et transmettre à la CFII une partie de son savoir-faire. Les modalités exactes de cette collaboration dépendront toutefois des orientations stratégiques qui pourraient lui être fixées dans un proche avenir. L'hypothèse d'une intégration de cette société dans le groupe Radio France aurait le mérite certain de dégager, à un horizon assez court, d'importantes synergies au sein de la radiodiffusion publique. Une alternative existe, consistant à rapprocher tout ou partie des capacités rédactionnelles en langues étrangères de RFI (par exemple, sa filiale RMC-Moyen Orient, qui dispose d'une incontestable renommée) de la future chaîne d'information internationale. Un tel schéma, proche de celui retenu par les principaux concurrents étrangers (tels la BBC ou les opérateurs Radio Sawa / Sawa TV financés par les autorités américaines) semblerait cohérent avec l'évolution des technologies, qui tend à ôter progressivement toute pertinence à la segmentation par outils de diffusion (télévision/radio) et permettrait de concentrer l'effort sur l'enrichissement des contenus (traitement de l'actualité internationale à destination de publics étrangers).

Le budget envisagé, à terme, par la mission pour atteindre l'objectif qu'elle juge prioritaire est d'ailleurs à peu près équivalent à la somme des crédits aujourd'hui affectés à RFI et de ceux prévus pour la CFII, soit environ 200 M€.



## 7.2 Sceller les liens à la langue française et à la métropole

La mission préconise, en deuxième lieu, de concevoir un outil unique pour défendre et promouvoir le lien existant entre, d'une part, la France métropolitaine, d'autre part, les populations françaises expatriées, les Français d'Outremer et les populations francophones.

Cette proposition, qui remet en cause la segmentation traditionnellement poursuivie par les pouvoirs publics, s'appuie sur le constat que les attentes formulées par toutes ces populations et les moyens techniques nécessaires pour les satisfaire sont, en réalité, très proches.

La mission est ainsi convaincue que l'enjeu essentiel consiste à offrir, dans tous les territoires étrangers où vivent des populations de langue française, une armature de programmation commune. Celle-ci, serait issue par exemple d'une sélection des meilleures émissions nationales produites par des chaînes publiques ou privées, mais dont la diffusion serait décalée dans le temps pour tenir compte des fuseaux horaires des zones concernées<sup>24</sup> et dont l'antenne resterait largement ouverte à la reprise de programmes issus de pays tiers et produits, sous-titrés ou doublés en français<sup>25</sup>, ainsi qu'à la reprise des magazines d'information de la CFI.

L'idée serait donc de constituer une unique chaîne généraliste francophone hors du territoire métropolitain, reprenant et déclinant pour chaque grand bassin de langue française les missions actuellement dévolues à RFO et TV5.

Dans l'esprit de la mission, cette chaîne aurait naturellement vocation à intégrer le groupe France Télévisions, pour bénéficier d'un accès privilégié au fonds de programmes et à la production nouvelle des opérateurs publics nationaux. Une minorité de son capital resterait toutefois ouverte à l'entrée éventuelle de partenaires francophones, dans une mesure inspirée par exemple de celle aujourd'hui retenue pour TV5.

La mission estime que le coût d'une telle chaîne, pour les finances publiques françaises, pourrait être voisin de 120 M€, soit un montant compris entre le budget actuel de TV5<sup>26</sup>, qui n'est sans doute pas suffisant pour acquérir les droits correspondants aux meilleures émissions francophones, et celui de RFO<sup>27</sup>, dont la majorité des commentateurs estiment qu'il pourrait donner lieu à rationalisation, notamment en matière de coûts de diffusion<sup>28</sup>.

24. A l'image de ce qu'a fait la société Canal + pour la reprise de ses programmes en dehors du territoire métropolitain.

25. Ces reprises pourraient s'effectuer sous la forme de décrochages régionaux. Les pays francophones actuellement représentés au sein de TV5, ainsi que les pays limitrophes des départements, territoires et collectivités d'outremer pourraient ainsi trouver à s'exprimer.

26. Environ 80 M€, financés à 85% par la France.

27. Légèrement supérieur à 200 M€ depuis l'année 2002.

28. Selon les chiffres communiqués à la mission par les services du ministre chargé du budget, les coûts totaux annuels de diffusion de RFO seraient comparables au coût induit par l'équipement de l'ensemble des habitants ultramarins en récepteurs numériques, ce dernier coût étant, à l'évidence, non récurrent et de nature à dégager par la suite de substantielles économies.



Si cette approche n'était pas retenue, la mission estime souhaitable, au minimum, de confier pour le futur à un opérateur unique la satisfaction des besoins des Français expatriés et des résidents d'outremer, quel que soit le sort réservé par ailleurs à la défense de la francophonie — l'hypothèse la plus raisonnable, sur ce dernier point, étant de recentrer TV5 sur sa mission initiale de rediffusion de programmes généralistes.

En tout état de cause, la mission est convaincue que la refonte des chaînes de langue française devrait en outre donner lieu à une révision en profondeur des politiques de diffusion actuellement poursuivies par les différents opérateurs publics domestiques. En effet, certains des « débordements<sup>29</sup> » de France 2 en dehors du territoire métropolitain pourraient alors être résorbés sans dommages pour la présence de la France dans les zones concernées. Les coûts de diffusion des opérateurs domestiques, dont le champ dépasse il est vrai le cadre de cette étude, s'en trouveraient peut-être allégés.

### 7.3 Jeter les fondations d'une identité européenne

La création d'une ou plusieurs chaînes détenues en commun par l'ensemble des États membres de l'Union représente, au même titre qu'une Constitution commune, une nécessité politique fondamentale, qui a d'ores et déjà été reconnue par plusieurs pays<sup>30</sup> et institutions<sup>31</sup>.

Lorsque ce projet verra le jour, il sera probablement construit autour de deux axes : la constitution d'une chaîne généraliste, réservant une part significative de sa programmation à la défense et à l'illustration des valeurs et des cultures européennes, et la diffusion d'une chaîne européenne d'information.

La mission estime que la France et son partenaire allemand disposent, pour développer le premier de ces axes, d'une expérience inestimable, acquise au long des quinze années de leur participation commune à la chaîne Arte. Une initiative portée par ces deux pays aurait en outre l'immense avantage de redonner au couple franco-allemand l'image de moteur de la construction européenne, que l'actualité récente lui a, dans une certaine mesure, fait perdre.

Ouvrir à nos partenaires européens le capital, la structure de gestion et la programmation de la chaîne franco-allemande paraît être la solution la plus adaptée. Elle serait, au demeurant, conforme à l'ambition initiale des fondateurs d'Arte<sup>32</sup>. Une modification des conventions bilatérales conclues avec l'Allemagne serait toutefois nécessaire.

29. On parle de débordement lorsque la diffusion géographique d'une chaîne est plus large que celle initialement envisagée ou souhaitée.

30. Notamment par l'Italie et l'Espagne, qui ont sérieusement envisagé de rejoindre le consortium franco-allemand Arte.

31. Le Parlement européen a adopté une communication en ce sens, à laquelle la Commission européenne n'a toutefois pas souhaité donner suite.

32. L'acronyme de cette chaîne signifie « Association pour la réalisation d'une télévision européenne ».

Aux yeux de la mission, la future chaîne européenne d'information est, quant à elle, largement préfigurée par Euronews : la ligne éditoriale adoptée par cette chaîne, qu'on a décrite plus haut comme la « présentation de journaux d'information tout en images, accordant une attention particulière aux sujets d'intérêt européen et adoptant un point de vue factuel, non polémique », et son organisation capitalistique<sup>33</sup> paraissent tout à fait adaptées à un élargissement progressif de son actionariat et de sa surface financière.

Cet élargissement passe sans doute, au premier chef, par l'entrée de l'Allemagne et des nouveaux membres de l'Union au tour de table de la société éditrice, voire de représentants de l'Union européenne elle-même, si leurs statuts respectifs le permettent.

Si l'ensemble de ces hypothèses étaient retenues, la mission estime que le partage des coûts de fonctionnement des futures chaînes européennes entre l'ensemble des partenaires se traduirait par une contribution nationale totale de l'ordre de 50 à 70 M€ par an<sup>34</sup>.

\*

#### 7.4 Valoriser la culture et les modes de vie français

En dernier lieu, la France a un impérieux besoin de constituer, à destination des publics étrangers les plus demandeurs de biens culturels ou de ceux dont le pouvoir d'influence sur leurs compatriotes est le plus grand<sup>35</sup>, une offre de programmes de formes et de contenus variés, disponibles, grâce à la traduction ou au sous-titrage, dans la langue du téléspectateur et dont les pouvoirs publics estiment qu'ils sont les mieux à même de promouvoir la culture et les arts de vivre nationaux<sup>36</sup>.

En première analyse, la mission juge souhaitable de constituer à cette fin, non pas une unique chaîne, qui se trouverait dans l'incapacité de diffuser tous ces programmes dans des conditions satisfaisantes et, par suite, d'atteindre ses objectifs, mais un bouquet de chaînes numériques thématiques.

L'équilibre économique du bouquet dépendra largement du coût d'acquisition des droits de diffusion de ses programmes (notamment en matière cinématographique), des coûts facturés par les opérateurs de bouquets satellitaires et des recettes commerciales attendues sous forme de droits d'abonnements ou de paiement à la séance.

33. Distinguant une société opératrice et une société éditrice, elle-même détenue par des chaînes publiques européennes (cf. supra, analyse des projets présentés à la mission)

34. À rapprocher, d'une part, de la contribution annuelle de la France au budget d'Arte, soit environ 150 M€, une fois déduits les coûts propres à la production d'éléments d'information internationale, d'autre part, du besoin de financement net couvert chaque année par France Télévisions du fait de sa participation au capital de la SECEMIE, soit 2 à 3 M€

35. Ces publics se recoupent en fait largement : il s'agit, sauf exception, des catégories socio-professionnelles les plus aisées, qui jouent souvent un rôle de « prescripteurs » ou de précurseurs auprès des autres catégories.

36. Il pourrait s'agir notamment de films, documentaires, séries, téléfilms, ou de toutes autres émissions relatives aux productions musicales nationales, aux spectacles d'arts dramatique et lyrique, à l'actualité de la mode vestimentaire et du design, aux arts culinaires, etc



La mission estime hautement probable que certaines des chaînes du bouquet soient rentables, notamment celles relatives aux musiques dites « commerciales », aux arts de vivre, mode et design et, sans doute, au cinéma. Ces chaînes auraient donc naturellement vocation à être lancées et gérées par des opérateurs privés.

Le financement public aurait quant à lui pour objet essentiel de compléter cette offre par une programmation plus pointue, elle-même largement alimentée par les émissions culturelles du service public audiovisuel domestique (France 5, France Culture, Histoire, Mezzo, etc.), après reformatage et traduction. Il pourrait également, sous certaines conditions, venir compenser les pertes occasionnées aux opérateurs par la distribution du bouquet ou la vente de certains programmes aux pays actuellement concernés par la politique de coopération et d'aide au développement audiovisuel, à un prix inférieur à leur valeur économique<sup>37</sup>.

Sous ces hypothèses, la mission estime possible d'affecter à ce quatrième et dernier objectif environ 90 M€ de ressources publiques — dont les deux tiers seraient consacrés à des achats de droits et le reste à la prise en charge de coûts de transport et de distribution —, pour un résultat satisfaisant.

Une autre approche moins coûteuse et complémentaire, résumée par la stratégie industrielle « faire ou faire faire », consisterait à favoriser, dans le respect des règles relatives à la commercialisation des biens et services, la diffusion des programmes culturels français par l'ensemble des médias étrangers disponibles.

Il pourrait être ainsi judicieux, pour les pouvoirs publics, de constituer, d'une part, des banques de programmes culturels nationaux, elles-mêmes dotées de portail d'accès aux nouvelles technologies permettant le téléchargement rapide ou le visionnage en « temps réel » de produits audiovisuels et à soutenir, d'autre part, les actions respectivement entreprises par le Centre national de la cinématographie (CNC), l'Institut National Audiovisuel (INA), Unifrance et TV France International en matière de soutien à l'exportation du patrimoine cinématographique et audiovisuel national.

L'intérêt pratique et financier de cette solution complémentaire à la création d'un bouquet reste toutefois largement conditionné par le rythme de développement des technologies en cause.

En définitive, aux conditions économiques actuelles, un service audiovisuel extérieur créé ex nihilo, concentré et attractif pour les usagers pourrait atteindre l'essentiel des objectifs aujourd'hui poursuivis par la puissance publique pour un coût total compris entre 470 et 520 M€<sup>38</sup>, alors que 650 M€ environ seront dépensés aux mêmes fins en 2004 ou 2005<sup>39</sup> — soit un gain d'efficacité potentiel de l'ordre de vingt à trente pour cent, que le gouvernement pourrait légitimement chercher à s'approprier en engageant dès à présent des concertations pour définir, avec les opérateurs intéressés, un chemin de progression vers cet idéal.

37. Par le passé, la cession de programmes à titre gratuit semble avoir eu notamment pour effet de freiner la constitution de médias et de sociétés de production locales, qui doivent être rémunérées pour survivre, et de dégrader au sein de ces pays des ressources financières additionnelles pour approvisionner les chaînes nationales en images produites dans des pays tiers, singulièrement aux États-Unis.

38. Soit 200 M€ environ pour l'information internationale, 120 M€ environ pour la chaîne d'expression française, 50 à 70 M€ pour la chaîne européenne, 60 à 90 M€ pour la banque de programmes ou le bouquet culturel et jusqu'à 40 M€ pour le soutien à l'exportation des programmes.

39. Après création de la CFII et toutes choses égales par ailleurs — soit 600 M€ actuellement mobilisés, auxquels s'ajoute le coût net de fonctionnement de la CFII en régime de croisière, après prise en compte des redéploiements et concentrations à court terme et des recettes commerciales éventuelles de cette chaîne (50 M€).



# Programmes RFI Afrique FM/OM

Temps universel

2010



	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	
0h00	Idées			Culture vive			L'atelier de l'histoire	0h00
1h00	Cinéma <sup>(1)</sup>			En sol majeur			Littérature <sup>(1)</sup>	1h00
2h00	Carrefour de l'Europe			Priorité santé			Club RFI	2h00
3h00			Accents d'Europe			Kiosque <sup>(3)</sup>	Outremer <sup>(1)</sup>	3h00
4h00				Afrique matin				4h00
				Information internationale				
5h00				Afrique matin				5h00
				Information internationale				
6h00				Afrique matin				6h00
				Journal double Afrique de l'ouest / Afrique centrale				
7h00				Afrique matin				7h00
8h00			Appels sur l'actualité			Afrique presse	Le débat africain	8h00
						Kiosque <sup>(3)</sup>		
9h00			Priorité santé			Une semaine d'actualité	Religions du monde	9h00
10h00			En sol majeur			L'école des savoirs	Microméga	10h00
11h00			C'est pas du vent			Sur la route		11h00
						Le coq chante	Epopée <sup>(4)</sup>	
12h00								12h00

CODESP/IA-2/BIBLIOTHEQUE



# Programmes RFI Afrique FM/OM

Temps universel

2010

**Lundi**

**Mardi**

**Mercredi**

**Jeudi**

**Vendredi**

**Samedi**

**Dimanche**

12h00

12h00

Information internationale

Afrique midi

13h00

Ils ont leur mot à dire

Afrique presse

13h00

Orient presse

Cinéma <sup>(1)</sup>

14h00

Médias d'Afrique

Archives d'Afrique

14h00

L'atelier des médias

Microscopie

15h00

La danse des mots

En sol majeur

Club RFI

Carrefour de l'Europe

15h00

16h00

Accents d'Europe

Couleurs tropicales

Si loin, si proche

Idées

16h00

17h00

Information internationale

L'atelier de l'histoire \*

17h00

Grand reportage

Economie <sup>(6)</sup>

Internationales \*

18h00

Le débat du jour

Entreprise <sup>(5)</sup>

Littérature <sup>(2)</sup>

18h00

Sur la route \*

Géopolitique, le débat \*

19h00

Afrique soir

Afrique presse

19h00

Kiosque <sup>(3)</sup>

Littérature <sup>(2)</sup>

20h00

Plein sud

Musiques du monde

Musiques du monde

Mondial sport

20h00

21h00

Médias d'Afrique

Archives d'Afrique

Couleurs tropicales

Le débat africain

22h00

Afrique nuit

23h00

Information française

23h00

Couleurs tropicales

Epopée <sup>(4)</sup>

Le coq chante

0h00

0h00

\* Les soirs de foot, entre 17h00 et 19h00, diffusion des matchs de la Ligue 1.



<sup>(1)</sup> Cinéma d'aujourd'hui, cinéma sans frontières

<sup>(2)</sup> Littérature sans frontières  
<sup>(3)</sup> Kiosque international

<sup>(4)</sup> Epopée des musiques noires  
<sup>(5)</sup> Planète entreprise

<sup>(6)</sup> Grand reportage économie  
<sup>(7)</sup> Terres d'Outremer



La Voix de l'Amérique s'adresse à 22 pays en Afrique de l'Ouest et du Centre par la radio, la télévision et Internet.

Suivez la VOA en direct sur Internet  
24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Toutes les dernières nouvelles  
sur notre site:  
[www.lavoixdelamerique.com](http://www.lavoixdelamerique.com)  
ou [www.voanews.com/French](http://www.voanews.com/French)

Des journalistes du Service francophone de la VOA:  
Timothée Donangmage,  
Samuel Kiendrebeogo, Camille Grosdidier, Idrissa Fall,  
Nelly Daynac, Mathieu Lavoie,  
Lamia Gritli



FRANÇAIS	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
0000	Music Mix avec Ray McDonald	Music Mix avec Ray McDonald	Music Mix avec Ray McDonald	Music Mix avec Ray McDonald	Music Mix avec Ray McDonald	Music Mix avec Ray McDonald	Music Mix avec Ray McDonald
0200	Music Mix avec Victoria Ray	Music Mix avec Victoria Ray	Music Mix avec Victoria Ray	Music Mix avec Victoria Ray	Music Mix avec Victoria Ray	Music Mix avec Victoria Ray	Music Mix Mountain Stage
0300	Decouvertes Musicales	Decouvertes Musicales	Decouvertes Musicales	Decouvertes Musicales	Decouvertes Musicales	Decouvertes Musicales	Decouvertes Musicales
0330	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
0400	Reggae	Reggae	Reggae	Reggae	Reggae	Reggae	Reggae
0430	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
0500	Hausa Live	Hausa Live	Hausa Live	Hausa Live	Hausa Live	Hausa Live	Hausa Live
0530	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	L'Amérique et vous	L'Amérique et Vous
0600	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	Le Dialogue des Religions	Le Dialogue des Religions
0630	La Musique de la Caraïbe	Le Hit Parade Américain	Voix du Rock	Musique Internationale	Afro Music	Decouvertes Musicales	Soul USA
0700	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	African Music Mix	African Music Mix
0730	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix		
0800	Music Mix avec Larry London	Music Mix avec Larry London	Music Mix avec Larry London	Music Mix avec Larry London	Music Mix avec Larry London	Music Mix Underground Garage	Music Mix avec Larry London
1000	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	English USA	English USA
1030	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
1200	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	L'Amérique et Vous	L'Amérique et Vous
1230	Le Dialogue des Religions	Le Magazine Economique	Médias d'Afrique et d'Ailleurs	Washington Forum	L'Amérique et Vous	Le Dialogue des Religions	Le Dialogue des Religions
1300	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
1400	Soul USA	Soul USA	Soul USA	Soul USA	Soul USA	Soul USA	Soul USA
1430	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
1500	La leçon d'anglais (lent)	La leçon d'anglais (lent)	La leçon d'anglais (lent)	La leçon d'anglais (lent)	La leçon d'anglais (lent)	La leçon d'anglais (lent)	La leçon d'anglais (lent)
1530	Informations en anglais lent Développement L'Amérique	Informations en anglais lent Agriculture Science in the News	Informations en anglais lent Santé Explorations	Informations en anglais lent Education L'édification d'une nation	Informations en anglais lent Economie	Informations en anglais lent D'actualité	Informations en anglais lent Les mots et leur signification
1600	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
1630	Informations en anglais lent Développement L'Amérique	Informations en anglais lent Agriculture Nouvelles Scientifiques	Informations en anglais lent Santé Explorations	Informations en anglais lent Education L'édification d'une nation	Informations en anglais lent Economie	Informations en anglais lent D'actualité	Informations en anglais lent Les mots et leur signification
1700	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
1800	Le Hit Parade Américain	Voix du Rock	Musique Internationale	Afro Music	La Musique de la Caraïbe	Decouvertes Musicales	Soul USA
1830	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	LMA Edition pour l'Afrique Centrale	Carrefour Santé et Sciences	English USA
1900	Bulletin d'information Le Dialogue des Religions	Bulletin d'information Le Magazine Economique	Bulletin d'information Médias d'Afrique et d'Ailleurs	Washington Forum	Bulletin d'information L'Amérique et Vous	Decouvertes Musicales	Soul USA
1930	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	LMA Edition pour Afrique de l'Ouest	Bulletin d'information Reggae	Bulletin d'information Soul USA
2000	Le Hit Parade Américain	Voix du Rock	Musique Internationale	Afro Music	La Musique de la Caraïbe	Washington Forum	Decouvertes Musicales
2030	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	English USA Bulletin d'information	Carrefour Santé et Sciences Bulletin d'information
2100	Bulletin d'information Sporama	Bulletin d'information Dossier	Bulletin d'information Dossier	Bulletin d'information Dossier	Bulletin d'information Femmes	African Music Mix	African Music Mix
2130	English USA	English USA	English USA	English USA	English USA	English USA	English USA
2200	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
2230	Informations en anglais lent Développement L'Amérique	Informations en anglais lent Agriculture Nouvelles scientifiques	Informations en anglais lent Santé Explorations	Informations en anglais lent Education L'édification d'une nation	Informations en anglais lent Economie	Informations en anglais lent D'actualité	Informations en anglais lent Les mots et leur signification
2300	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix	African Music Mix
2330	Informations en anglais lent Développement L'Amérique	Informations en anglais lent Agriculture Nouvelles Scientifiques	Informations en anglais lent Santé Explorations	Informations en anglais lent Education L'édification d'une nation	Informations en anglais lent Economie	Informations en anglais lent D'actualité	Informations en anglais lent Les mots et leur signification





## Frequences Ondes Courtes

0530-0600 1530 4960 6020 7265 9480 9505

0600-0630 4960 6020 7265 9480 9505

1830-1900 1530 9815 15225 17580

1900-2000 1530 15225 17580

2000-2030 9780 9815 12080 13735 15225

2030-2100 6040 9780 9815 12080 15225

2100-2130 9435 9680 9780 9815

Du lundi au vendredi seulement

Samedi et dimanche seulement

### Aujourd'hui l'Afrique Centrale

LUN-VEN: 0530-0600 TU

#### Le Monde Aujourd'hui -

##### Edition pour l'Afrique Centrale

LUN-VEN: 1000-1030, 1830-1900 TU

Emission interactive avec les dernières nouvelles, des reportages, analyses et commentaires des auditeurs sur les derniers développements de l'actualité au coeur de l'Afrique, ailleurs sur le continent, aux Etats-Unis et dans le reste du monde.

#### Le Monde Aujourd'hui - Edition Pour

##### l'Afrique De l'Ouest

LUN-VEN: 0600-0630, 0700-0730,

1200-1230, 1930-2000 TU

Emission interactive avec les dernières nouvelles, des reportages, analyses et commentaires des auditeurs sur les derniers développements de l'actualité dans l'ouest de l'Afrique, ailleurs sur le continent, aux Etats-Unis et dans le reste du monde.



Ferdinand Ferella - Aujourd'hui l'Afrique Centrale

### Le Dialogue des Religions

LUN: 1230-0100, 1905-1930 TU

SAM-DIM: 0600-0630, 1230-0100 TU

Emission interactive sur la religion avec le concours de spécialistes et des auditeurs.

Animation: Lamia Gritli.

### Sporama

LUN: 2105-2130 TU

Magazine sur l'actualité sportive avec accent sur l'Afrique.

### Magazine de l'Economie

MAR: 1230-0100, 1905-1930,

2110-2125 TU

L'actualité financière, les investissements et le développement dans des dossiers intéressants en priorité les Etats-Unis et l'Afrique...

Animation: Camille Grosdidier et Jean-Claude André.

### Media d'Afrique et d'Ailleurs

MER: 1230-0100, 1905-1930,

2110-2125 TU

L'actualité des médias en Afrique, aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Animation: Samuel Kiendrébéogo.

### Washington Forum

JEU: 1230-0100, 1900-1930 TU

Rediffusion SAM: 2000-2030 TU

Débat interactif radio-télévisé sur les sujets d'actualité avec des experts, des journalistes de la rédaction, des reporters sur le terrain et les auditeurs. Animation: Timothée Donangmaye.

### L'Amérique et Vous

VEN: 1230-0100, 1905-1930 TU

SAM-DIM: 0530-0600, 1200-1230 TU

Emission interactive sur l'Amérique, sa société, sa politique intérieure et sa politique étrangère avec le concours de spécialistes et des auditeurs.

Animation: Claude Porsella



Claude Porsella - L'Amérique et Vous

### Femmes

VEN: 2105-2130 TU

Magazine sur la vie quotidienne des femmes avec interviews, reportages et profils.

Animation: Nathalie Barge

### Carrefour Santé et Science

SAM: 1830-1855 TU

DIM: 2035-2055 TU

Magazine sur l'actualité scientifique et médicale avec interviews et reportages sur le terrain. Animation: Camille Grosdidier

### English USA

LUN-DIM: 2130-2200 TU

SAM-DIM: 1000-1030 TU

SAM: 2030-2055 TU

Rediffusion DIM: 1835 - 1900 TU

Cours d'anglais usuel pour les auditrices et auditeurs. Animation: Michelle Joseph

### La leçon d'anglais (lent)

LUN-DIM: 1500-1530 TU

Excellent moyen d'améliorer votre connaissance de la langue parlée - niveaux débutant à cours moyen.

### Informations en anglais lent

LUN-DIM: 1530-1600, 1630-1700,

2230-2300, 2330-2400 TU

Un tour d'horizon de l'actualité dans le monde suivi d'un élément magazine de 15 minutes. Tout ça dans un anglais lu lentement, et avec

un vocabulaire pour débutants.

Lundi: Développement, l'Amérique

Mardi: Agriculture, nouvelles scientifiques

Mercredi: Santé, explorations

Jeudi: Education, l'édification d'une nation

Vendredi: Economie

Samedi: D'actualité

Dimanche: Les mots et leur signification

### Dossiers

MAR-JEU: 2105-2130 TU

### EMISSIONS DE MUSIQUE:

#### Music Mix avec Ray McDonald

LUN-DIM: 0000-0200 TU

La sélection de DJ Ray McDonald pour la meilleure émission de variétés du monde

#### Music Mix avec Victoria Ray

LUN-SAM: 0200-0300 TU

Le DJ Victoria Ray passe le meilleur dans les catégories Pop, Rock, Country, Hip-Hop, Rap, Jazz, Folk et World music

#### African Music Mix

LUN-DIM: 0330-0400, 0430-0500, 1030-1200, 1300-1400, 1430-1500, 1600-1630, 1700-1800, 2200-2230, 2300-2330 TU

LUN-VEN: 0730-0800, 2030-2100 TU

SAM-DIM: 0700-0800, 2100-2130 TU

Du Ndombolo au Benga et au Hip-Hop africain, vous trouverez la meilleure sélection de musique panafricaine d'artistes d'Afrique de l'est, de l'ouest, du nord, du sud, et de l'Afrique centrale ainsi que des îles. En prime: les derniers hits et aussi les Gold et Super Gold hits Pop, Rock, Country et Hip-Hop. Nos collections recèlent plus de 12.000 titres.

#### Music Mix avec Larry London

LUN-VEN: 0800-1000 TU

DIM: 0800-1000 TU

Le très dynamique Larry London vous présente les dernières nouvelles musicales et joue une variété de musique populaire.

#### Underground Garage

SAM: 0800-1000 TU

Votre animateur pour ces titres Rock est Little Steven Van Zant. Chaque semaine, il vous fait découvrir des nouveaux titres Rock ainsi que des notes biographiques.

#### Le Hit-Parade Américain

LUN: 2000-2030, 1800-1830 TU

MAR: 0630-0700 TU

Les hits de la semaine avec Mathieu Lavoie.





## Grille des Programmes-Service francophone pour l'Afrique de la VOA

### **Voix Du Rock**

**MAR: 2000 - 2030, 1800-1830 TU**

**MER: 0630-0700 TU**

*Emission pop rock avec Nelly Daynac.*

### **Musique Internationale**

**MER: 2000-2030, 1800-1830 TU**

**JEU: 0630-0700 TU**

*Balade musicale dans le monde entier avec Mathieu Lavoie.*

### **Afro Music**

**JEU: 2000-2030, 1800-1830 TU**

**VEN: 0630-0700 TU**

*Les derniers succès de la musique africaine avec Mathieu Lavoie.*

### **La Musique de la Caraïbe**

**VEN: 2000-2030, 1800-1830 TU**

**LUN: 0630-0700 TU**

*La musique des îles avec Mathieu Lavoie.*

### **Decouvertes Musicales**

**LUN-DIM: 0300-0330 TU**

**SAM 0630-0700, 1800-1830,**

**1900-1930 2ème édition**

**DIM 2000-2030 TU**

*Le blues, le jazz et toutes les musiques du monde avec Mathieu Lavoie.*

### **Reggae**

**LUN-DIM: 0400-0430 TU**

**SAM 1935-2000 TU**

*Les grands succès Reggae pour la nouvelle génération avec Mathieu Lavoie.*

### **Soul USA**

**LUN-DIM: 1400-1430 TU**

**DIM 0630-0700, 1800-1830,**

**1900-2000 TU**

*Les bons vieux tubes des années 60 et 70 avec les hits des studios mythiques de la soul... Memphis, Detroit et Muscle Shoals dans l'Alabama. Animation: Idrissa Seydou Dia*

### **Mountain Stage (Musique Folk)**

**DIM 0200-0300 TU**

*Larry Groce vous offre deux heures de musique enregistrée live, en Virginie occidentale.*



## TABLE DES MATIERES

<b>EPIGRAPHE</b> .....	<b>I</b>
<b>DEDICACE</b> .....	<b>II</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>III</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES</b> .....	<b>VI</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
1. <i>JUSTIFICATION DU CHOIX DU SUJET</i> .....	<b>1</b>
2. <i>REVUE DE LA LITTERATURE ET OBJET D'ETUDE</i> .....	<b>5</b>
3. <i>PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES DE TRAVAIL</i> .....	<b>12</b>
4. <i>METHODOLOGIE</i> .....	<b>19</b>
5. <i>INTERET ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE</i> .....	<b>23</b>
6. <i>DIFFICULTES RENCONTREES</i> .....	<b>24</b>
7. <i>STRUCTURATION DU TRAVAIL</i> .....	<b>27</b>
<b>PREMIERE PARTIE: FONDEMENTS THEORIQUES ET CADRAGE</b>	
<b>CONTEXTUEL DE L'ETUDE</b> .....	<b>28</b>
<b>CHAPITRE I : DU CADRE THEORIQUE</b> .....	<b>29</b>
<b>SECTION I : LES CONCEPTS OPERATOIRES</b> .....	<b>29</b>
I. <i>La mondialisation (culturelle)</i> .....	<b>30</b>
II. <i>La communication Nord-Sud (par les Grandes radios internationales)</i> .....	<b>33</b>
III. <i>La lutte symbolique (dans le contexte des relations Nord-Sud)</i> .....	<b>37</b>
IV. <i>Impact des mass medias (des Grandes radios internationales)</i> .....	<b>39</b>
A. <i>La question des « publics réels » des Grandes radios internationales en Afrique</i> .....	<b>40</b>
B. <i>La question du rôle des publics dans la production de l'impact supposé (l'aliénation culturelle)</i> .....	<b>42</b>
V. <i>L'aliénation (culturelle), concept méthodologique du travail</i> .....	<b>43</b>
<b>SECTION II : L'OPTION EPISTEMOLOGIQUE DE BASE ET SES AVANTAGES</b> .....	<b>48</b>
1. <i>L'avantage de comprendre la nature réelle de la communication en question comme garantie de succès</i> .....	<b>49</b>
2. <i>L'avantage de surmonter les illusions d'une communication bien partagée</i> .....	<b>50</b>
<b>SECTION III : LES APPROCHES THEORIQUES UTILITAIRES</b> .....	<b>51</b>
1. <i>La théorie de l'impérialisme culturel</i> .....	<b>52</b>
A. <i>Aperçu et quelques propriétés à retenir</i> .....	<b>52</b>
B. <i>Limites de la théorie de l'impérialisme culturel</i> .....	<b>54</b>
2. <i>La théorie de champs (de Pierre Bourdieu)</i> .....	<b>55</b>
A. <i>Quelques propriétés</i> .....	<b>55</b>
B. <i>L'éclairage fourni par une critique péremptoire</i> .....	<b>58</b>
<b>CHAPITRE II : UN CADRAGE CONTEXTUEL POUR UNE APPLICATION</b>	
<b>CONTEXTUALISEE DE LA THEORIE DES CHAMPS</b> .....	<b>61</b>
<b>SECTION I : MONDIALISATION ET EMERGENCE D'UNE NOUVELLE SOCIETE MONDIALE :</b>	
<b>QUELLE SOCIETE POUR QUELLE STRATEGIE DE COMMUNICATION NORD-SUD ?</b> .....	<b>61</b>



A. De la Nouvelle société mondiale.....	61
B. Essentialisation de la communication par les Grandes radios internationales, un impératif de survie des puissances occidentales. ....	70
<b>SECTION II. NOUVELLE SOCIETE MONDIALE ET NECESSITE DE RECOURIR A</b>	
<b>L' « INTELLIGENCE STRATEGIQUE » COMME « OUTIL » DE FACILITATION DE</b>	
<b>L'ESSENTIALISATION DE LA COMMUNICATION AVEC LES CIBLES AFRICAINES.....</b>	
A. Le maintien du statu quo dans l'appréciation des médias internationaux et nationaux comme nécessité et objectif porteurs.....	79
B. De l'intelligence stratégique dans l'action de Grandes radios internationales et ses expressions par quelques anecdotes pittoresques (avec leur impact ou projection d'impact) .....	80
<b>SECTION III : POUR UNE APPLICATION DU CONSTRUCTIVISME STRUCTURALISTE ET DE LA</b>	
<b>THEORIE DES CHAMPS AU PROCESSUS DE COMMUNICATION PRODUIT PAR LES GRANDES</b>	
<b>RADIOS INTERNATIONALES EN AFRIQUE DE 1989 A 2009. ....</b>	
A. Les deux moments essentiels à capitaliser.....	84
B. Pistes pour donner un contenu aux indicateurs exposés .....	86
C. Du cheminement pour l'application de l'approche bourdieusienne .....	88
<b>DEUXIEME PARTIE: AUTOPSIE DU CHAMP COMMUNICATIONNEL</b>	
<b>NORD-SUDRYTHME PAR LES GRANDES RADIOS INTERNATIONALES</b>	
<b>DESSERVANT L'AFRIQUE NOIRE.....</b>	
<b>90</b>	
<b>CHAPITRE I : LA SOCIO-GENESE ET LE PRESENT DES EXPERIENCES DE</b>	
<b>COMMUNICATION NORD-SUD PAR LES RADIOS (ET TELEVISIONS)</b>	
<b>INTERNATIONALES (DU NORD).....</b>	
<b>91</b>	
<b>SECTION I. A PROPOS DES RADIOS INTERNATIONALES, DES ORIGINES A LA</b>	
<b>MONDIALISATION .....</b>	
<b>91</b>	
A. Les données de départ de l'entre-deux-guerres.....	92
B. La Deuxième Guerre mondiale, un tournant décisif pour la radio internationale.....	93
C. Les données observées pendant la Guerre froide.....	96
D. La situation (globale) d'après la chute du Mur de Berlin.....	102
<b>SECTION II. DES DIMENSIONS NOUVELLES AJOUTEES A LA COMMUNICATION NORD-SUD</b>	
<b>PAR LES GRANDES RADIOS INTERNATIONALES A L'ERE DE LA MONDIALISATION .....</b>	
<b>106</b>	
A. Une communication à coloration universaliste toute forcée .....	107
B. Une communication « universaliste », paradoxale à plusieurs titres.....	110
<b>CHAPITRE II. DES RAPPORTS NORD-SUD A LA COMMUNICATION NORD-</b>	
<b>SUD : QUAND LA PREGNANCE DES CAPITAUX POLITIQUE ET</b>	
<b>ECONOMIQUES EXIGE LA « NON-LIBERATION » DE LA PENSEE AU SUD</b>	
<b>.....</b>	
<b>119</b>	
<b>SECTION I. LES CAPITAUX POLITIQUE ET ECONOMIQUE, FACTEURS D'EVEIL PERMANENT</b>	
<b>DE CONSCIENCE (NATIONALE) DES FORCES SOCIALES OCCIDENTALES IMPLIQUEES HIER</b>	
<b>ET AUJOURD'HUI DANS LES RAPPORTS (DE DOMINATION) NORD-SUD .....</b>	
<b>120</b>	
A. Un habitus national qui fait une « pression interne » sur les Agents occidentaux, comme facteur biaisant à priori la communication Occident-Afrique (Nord-Sud) .....	121



- B. De la contrainte de viabilisation de l'entreprise de domination à la contrainte de rentabilisation d'une « communication verrouillée » : les stratégies essentielles pour une « gestion » à priori du feed back de l'action de RFI, VOA..... 134

**SECTION II. QUAND LA PREGNANCE DES CAPITAUX POLITIQUE ET ECONOMIQUES**

**RENFORCE L'AUTONOMISATION DU CHAMP COMMUNICATIONNEL NORD-SUD, CLARIFIE LES ENJEUX ET REORIENTE LE SENS DE LA LUTTE SYMBOLIQUE A ENGAGER..... 143**

- A. Champ à autonomie renforcée, champ « piégé » et clarification de la portée des enjeux importants y relatifs pour les puissances du Nord..... 144
- B. Faire face aux enjeux précités en orientant l'action de leurs medias de manière à favoriser un nouvel environnement psychologique, propice à la « négation de soi », chez les Africains : pour la perpétuation d'un imaginaire social « bloqué »..... 152

**CHAPITRE III. DU CHAMP COMMUNICATIONNEL NORD-SUD, RYTHME PAR LES RADIOS OCCIDENTALES COMME 'JEU SOCIAL' ET DOMESTICATION DES AFRICAINS : ETAT DES ESPRITS SUR LE TERRAIN, FORCE DE L'ACTION ET SENS DES REACTIONS Y RELATIVES ..... 161**

**SECTION I. UNE ILLUSTRATION DE LA REALITE « ESPRIT DOMESTIQUE » A TRAVERS LES GESTES DES CONGOLAIS DE BRUXELLES A L'OCCASION DE L'AFFAIRE ARMAND TUNGULU: COMMENTAIRE ET EXPOSITION DE LA STRATEGIE MENANT A SA PRODUCTION. .... 162**

- A. L'attitude « naïve » de ces Africains de Bruxelles face à la confusion entre « droit de l'Homme » et « discours sur les droits de l'Homme » ..... 162
- B. Quelques faits « souterrains » à la base de la confusion entretenue et intériorisée sur 'droits de l'Homme' et 'Discours sur les droits de l'Homme' et justification..... 164
- C. Agir à travers une « distorsion normale » du discours médiatique sur et pour le Sud comme stratégie intelligente pour la production des « esprits domestiqués »..... 167

**SECTION II. DE L'ACTION D'INFORMER LES PUBLICS (AFRICAINS) COMME UNE « OFFENSIVE INTELLIGENTE » CONTRE LES FORCES AVEC LESQUELLES ON EST EN CONCURRENCE..... 172**

- A. Chercher à informer de manière à fidéliser son auditoire : une façon d'affaiblir les forces concurrentes avec leurs médias..... 173
- B. Informer les étrangers (Africains) comme entreprise de conquête des esprits ?..... 179

**SECTION III. LES PRINCIPAUX ACTES DE « REACTION » SUIVANT LES ACTIONS DES GRANDES RADIOS INTERNATIONALES : «OFFENSIVE» ET « CONTRE-OFFENSIVE » LEGITIMES..... 190**

- A. Quand l'« attitude paradoxale » des gouvernements africains concernés vis-à-vis des Grandes radios internationales n'empêche pas des mesures de rétorsion : de la censure comme la contre-offensive légitime des dominés/dominants. .... 190
- B. Quand les « contrats de partenariat » entre les Grandes radios internationales et certaines radios privées africaines traduisent une étape de la lutte symbolique qui « met en éveil » les protagonistes..... 193
- 1) Cibler les radios privées locales à grande audience, pour des Contrats de partenariat, comme « stratagème de la mort » [des gouvernements africains]..... 194



2) *Fossé de crédibilité entre les Grandes radios internationales et les médias nationaux d'Afrique et sens des « réactions » y afférentes des principales parties concernées...* 196

**SECTION IV. SYNTHÈSE A RETENIR: D'UN SCHEMA ATYPIQUE DE L'ORGANISATION DE L'INFORMATION A LA PREFIGURATION DU SCHEMA DE L'IMPACT ATTENDU .....** 200

A. *Du schéma d'organisation de l'information des Grandes radios internationales .....* 201

B. *De la similarité suspecte entre le schéma d'organisation de l'information de RFI, BBC, VOA, DW, et la photographie des réactions choisies dans notre échantillon....* 203

**TROISIÈME PARTIE : ETUDE DE CAS : RFI-AFRIQUE ET SON INFLUENCE SUR UN PUBLIC « INTELLECTUEL » AFRICAIN DE KINSHASA.....** 208

**CHAPITRE I. RFI-AFRIQUE ET LA PRODUCTION D'UNE INFORMATION POLITIQUEMENT ORIENTÉE : UNE ACTION A RENTABILITÉ SYMBOLIQUE ET SOCIALE VOULUE ET PROGRAMMÉE .....** 209

**SECTION I. LES DONNÉES « NATURELLES » D'UNE SITUATION D'INFORMATION POLITIQUEMENT ORIENTÉE, CHEZ RFI-AFRIQUE, ET LEUR MISE EN RELATION AVEC LES DONNÉES INTEGREGES DANS LA LUTTE SYMBOLIQUE QUI SE DEROULE LA.....** 211

A. *Des filtres de sélection subtile de l'information à RFI.....* 211

B. *Des illustrations de l'information politiquement orientée, qui chargent RFI.....* 214

a) *En rapport avec la Côte d'Ivoire : les variations du discours sur les rebelles .....* 215

b) *En rapport avec Kadhafi : les variations des informations sur l'argent libyen déposé dans les banques occidentales.....* 217

**SECTION II. LES DETERMINANTS DE BASE DE L'ENGAGEMENT DE RFI DANS LA PRODUCTION DE L'« INFORMATION ORIENTÉE », A DESTINATION DE L'AFRIQUE NOIRE, SENS DE RESULTATS ATTENDUS ET INDICES D'IMPACT NEGATIF A CONSIDERER .....** 222

A. *Le lynchage médiatique contre Robert Mugabe ou le supplice d'un « obstacle » au bon fonctionnement du nouvel impérialisme de l'ère de la mondialisation.....* 223

B. *Le « cas Kadhafi » ou un symbole de l'obstination de ne pas « se faire petit » face à un Occident à l'« appétit hégémonique » désormais plus cruel que jamais.....* 225

**SECTION III. RFI, MEDIA FAÇONNE (A L'INSTAR DE SES SEMBLABLES) POUR SERVIR SON PAYS ET L'OCCIDENT ET RATIONALISATION DE SA LOGIQUE D'INFORMATION ET DE SON SCHEMA POUR L'IMPACT RECHERCHE.....** 230

A. *RFI-Afrique (après 1989) : façonnement d'un instrument de lutte stratégique sur base des « données stratégiques » du nouvel espace mondial touchant l'Afrique son champ principal d'action (l'Afrique).....* 230

B. *De la rationalisation de la logique d'information visant la « jonction intelligente des stratégies d'action des médias aux dispositions de réception que développent les cibles » : une autre idée sur RFI et question de son impact. ....* 237

**CHAPITRE II. DES « REACTIONS » D'UN PUBLIC « INTELLECTUEL » D'AFRIQUE FACE A L'« ACTION MANIPULATRICE » DE RFI-AFRIQUE ET DE L'« IMPACT » ENREGISTRE .....** 242

**SECTION I : DES « REACTIONS » DES ETUDIANTS ET DES ENSEIGNANTS INTERROGES ET LEUR PERTINENCE SOCIOLOGIQUE.....** 242



A. Des réactions des étudiants interrogés et des constantes à capitaliser.....	243
B. Des réactions des Enseignants interrogés et des constantes à capitaliser.....	254
<b>SECTION II. DE L'« IMPACT » DES GRANDES RADIOS INTERNATIONALES SUR LES SUJETS</b>	
<b>CONGOLAIS INTERROGES : UNE INTERPRETATION SOCIOLOGIQUE DES DONNEES.....</b>	
A. Fonctionnement réel du modèle d'Agenda-setting et les déterminants de son « efficacité » pour planter un décor de conditionnement mental de domestication.....	258
1. Les informations de RFI telles qu'elles sont transmises et consommées à Kinshasa : réalité d'Agenda-setting et commentaires.....	260
2. Du contour procédural subtil de production pour l'imposition d'un Agenda-setting aux Africains à la production d'un « Agenda de discussions ou de débat, avec clef » : leçons tirées sur les déterminants de l'impact de RFI et medias semblables en Afrique .....	263
B. Malléabilité contrastée pour quel conditionnement mental des publics ? Leçons à tirer sur les données de la réception, à la lumière de la théorie de Bourdieu.....	270
1. De l'ascendant des Grandes radios sur les personnes interrogées : principales leçons tirées du décodage des messages (informations) .....	270
2. Production d'un « impact » déterminé plus par l'« appui » apporté à ces médias par le contexte social, la psychologie des répondants, les influences multiples subies. ....	272
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>277</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>286</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>300</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>301</b>

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE